Thierry Aimar

ÉCONOMIE

Les apports de l'école autrichienne d'économie

Subjectivisme, ignorance et coordination





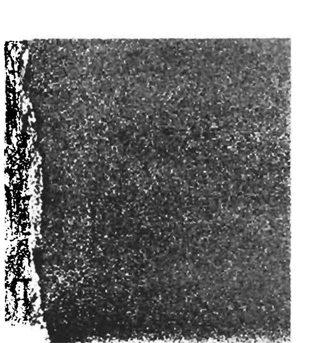
Économie

Thierry Aimar



Les apports de l'école autrichienne d'économie

Subjectivisme, ignorance et coordination



Vuibert



ISBN : 2-7117-7519-4

Sommaire

Dans le cadre de leurs enseignements, les deux principaux disciples directs de Carl Menger, Friedrich von Wieser et Eugen Böhm-Bawerk, ont familiarisé des générations d'étudiants avec les thèses de leur mentor. C'est ainsi qu'en Autriche, cette école a continué de se développer durant l'entre-deux-guerres, à travers les figures de Ludwig von Mises et de Friedrich Hayek (seul économiste autrichien récompensé par un prix Nobel). Toute une série d'auteurs dont la postérité a diversement conservé la mémoire furent formés durant ces années-là : Ludwig Lachmann, Hans Mayer, Paul Rosenstein-Rodan, Oskar Morgenstern, Richard Strigl, Fritz Machlup, Gottfried Haberler...

L'émigration – souvent contrainte – de ces économistes autrichiens au cours des années 1930 n'a pas signifié la mort de leur tradition. En particulier, l'arrivée aux États-Unis, après la Seconde Guerre mondiale, de Hayek et de Mises donne naissance sur le sol américain à une nouvelle génération d'économistes inspirés par l'analyse autrichienne, en premier lieu Kirzner et Rothbard qui, à leur tour, ont ajouté leur pierre à l'édifice. De par leur influence, les principaux représentants de cette tradition sont aujourd'hui concentrés aux États-Unis : Garrison, Rizzo, Boettke, Salerno, Selgin, Koppl, White, Caldwell... exploitent ainsi à l'aide des outils autrichiens les champs d'études les plus divers (monnaie, anticipations, cycles...). En Europe, des individualités souvent isolées (Foss, Witt...) ont parallèlement contribué à l'avancement et au renouvellement de cette tradition.

L'école autrichienne reste intellectuellement vivace. Mais la plupart des étudiants ignorent son existence, tout autant que le grand public. Pourtant, *depuis une vingtaine d'années, cette tradition économique autrichienne fait l'objet d'une littérature croissante*[1]. On peut s'interroger et disserter à l'infini sur les raisons de cette curiosité nouvelle. Mais il est difficile de ne pas s'accorder sur deux constats.

D'une part, ce regain d'activité autour d'un courant si longtemps méprisé a trouvé une conséquence inattendue sur sa représentation générale au sein de la discipline. Le renouveau des études s'est bizarrement traduit par une remise en question de l'unité théorique de cette tradition. Ainsi, *a contrario* des analyses de Shand (*Subjectivist Economics, The New Austrian School* [1981]) et surtout de O'Driscoll et Rizzo (*The Economics of Time and Ignorance* [1985]), *la thèse en faveur de l'hétérogénéité de l'école autrichienne a pris une importance considérable pour devenir aujourd'hui dominante*. Les commentateurs ont pris l'habitude d'insister sur les divergences analytiques et doctrinales séparant ses différents représentants. Selon cette littérature, les auteurs autrichiens se réfèrent aux mêmes principes fondamentaux : individualisme méthodologique, subjectivisme, vision du marché comme processus. Mais ils ne leur attribueraient ni le

1. Pour être tout-à-fait exact, dès les années 1970, un premier ensemble de travaux avait permis une redécouverte de l'école autrichienne (Hicks et Weber, *Carl Menger and the Austrian School of Economics* [1973] ; Machlup, *Essays on Hayek* [1976] ; Dolan, *The Foundations of Modern Austrian Economics* [1976] ; Moss, *The Economics of Ludwig von Mises* [1976] ; Loasby, *Choice Complexity and Ignorance* [1976] ; Spadero (ed.), *New Directions in Austrian Economics* [1978] ; Rizzo (éd.) [1979], *Time, Uncertainty and Disequilibrium, Exploration of Austrian Themes* [1979] ; White, *The Methodology of the Austrian School of Economics* [1977] ; ...). Mais c'est à l'issue des années 1980 que cette littérature s'est véritablement développée. La plupart du temps, les contributions ont pris la forme d'ouvrages collectifs publiés à la suite de colloques, exposant des points de vue différents dans le cadre de thématiques ciblées. Malheureusement, ce type de publications n'offre pas au lecteur une véritable anthologie de la tradition autrichienne. Sa pédagogie n'est guère facilitée et l'unité d'ensemble reste malaisée à discerner.

même contenu, ni la même signification. Un fonds de commerce important semble s'être constitué autour de cette tendance[1]. Son exploitation fait apparaître la tradition autrichienne sous la forme d'un puzzle éclaté et incomplet dont le destin naturel serait de rester inachevé. Le désarroi produit par cette situation a conduit certains auteurs à s'interroger sur les frontières analytiques de cette école. Ainsi, deux ouvrages standards sur l'école autrichienne, *The Market, Competition and Democracy* (Ioannides [1992]) et *Austrian Economics in America* (Vaughn [1994]) diffusent l'image d'une tradition qui se serait progressivement diluée dans le *mainstream* de la pensée économique.

D'autre part, ce « renouveau » de la tradition autrichienne est allé de pair avec son utilisation à des fins partisanes. Cette instrumentalisation a enfoncé l'école autrichienne dans des ornières institutionnelles d'où il est difficile de la tirer. Depuis des années, cette tradition véhicule nombre de malentendus. Ainsi, en France, le libéralisme militant affiché par certains économistes autrichiens a été utilisé dans un sens ou dans un autre par des idéologues de tous poils. D'un côté, une certaine forme de vulgarisation des thèses de Mises et de Hayek a malheureusement fait l'objet d'une récupération politique ; de l'autre côté, la tradition autrichienne, en grande partie à cause de cette récupération, est considérée par beaucoup comme inapte à rendre compte des grands problèmes de l'économie théorique. Devenue une cible privilégiée, elle cristallise les critiques de tous ceux qui développent une aversion pour le libéralisme. Les idées issues de l'école autrichienne sont dénoncées et caricaturées par des commentateurs hostiles à toute forme d'éclairage des mécanismes de marché.

Les efforts réalisés en France ces dernières années pour sortir de cette impasse n'ont pas trouvé suffisamment d'audience. Des deux côtés, on refuse d'ouvrir un débat critique et on s'enferme dans les clichés. Rares sont les commentateurs qui ont fait l'effort d'interroger les différentes facettes d'une pensée originale, fructueuse et complexe. Le résultat de cette situation est *une généralisation des pratiques claniques, un appauvrissement des débats et une marginalisation institutionnelle croissante.* Apologistes et détracteurs s'affrontent dans des controverses stériles, où l'invective et la rhétorique remplacent l'argument scientifique.

Il n'est pas interdit, loin de là, d'aborder la tradition autrichienne avec des convictions doctrinales. Chacun est libre d'utiliser ses enseignements pour infirmer ou confirmer ses propres jugements de valeur. *Mais cette liberté n'implique pas celle de s'approprier cette tradition et de dénaturer son contenu.* Le spectre autrichien ne se réduit pas à des considérations idéologiques et se prête mal aux jeux de pouvoir. Pas plus qu'il ne doit servir d'épouvantail brandi à la moindre occasion par tous les critiques du marché, il ne peut constituer le paravent intellectuel d'une quelconque démarche partisane.

L'ambition de cet ouvrage est d'éclairer la nature spécifique de la problématique autrichienne. En réaction à l'image d'une école instrumentalisée sur le plan politique, et noyée analytiquement sous des « courants » et « trans-courants » concurrents, nous avons cherché à *restituer l'unité et l'esprit d'ouverture d'une perspective d'ensemble.* Dans une optique pédagogique et constructive, *notre volonté est d'offrir au lecteur non pas une collection*

1. Par exemple, Bohm et Caldwell (eds), *Austrian Economics : Tensions and New Directions* [1992], Meijer (ed.), *New Perspectives on Austrian Economics* [1995]...

d'idées différentes ou parallèles, mais de retracer les différentes étapes de la construction d'un véritable édifice théorique : il s'agit bien de reconstituer la manière dont les idées et les concepts autrichiens se sont ordonnés dans le cadre d'une architecture générale.

Certes, l'existence de fractures à l'intérieur de la tradition autrichienne n'est guère contestable. Mais celles-ci apparaissent beaucoup moins liées à des auteurs individuels qu'à des générations. Dans cette mesure, il conviendrait de distinguer une première tradition autrichienne, fondée par Carl Menger, Wieser et Böhm-Bawerk, d'une tradition « néo-autrichienne », organisée autour des travaux de Mises, et développée par ses compagnons ou successeurs (Hayek, Lachmann, Kirzner, Rothbard...).

Cette distinction entre deux ensembles d'auteurs est admise par la plupart des commentateurs. Hutchinson (*The Politics and Philosophy of Economics : Marxists, Keynesians and Austrians* [1981]), Shand (*The Capitalist Alternative, an Introduction to Neo-Austrian Economics* [1984]), ou encore Ioannides (*The Market, Competition and Democracy* [1992]) s'attachent explicitement à l'étude d'une école « néo-autrichienne », articulée autour des travaux de Mises et (ou) de Hayek. Mais en aucun cas, les fondations analytiques de cette division ne sont clairement établies par la littérature. Est-il possible de la justifier ?

L'idée développée dans cet ouvrage est la suivante. Si ces deux « familles » apparaissent animées par une même préoccupation, à savoir *fonder l'idée d'une économie théorique*, les perspectives épistémologiques et analytiques qu'elles empruntent sont suffisamment éloignées l'une de l'autre pour justifier des études autonomes. Dès lors, notre objectif a été le suivant : accorder une attention privilégiée à la tradition néo-autrichienne, pour nous interroger sur la possibilité de passer de l'idée d'une *tradition* néo-autrichienne à une *économie* néo-autrichienne. En d'autres termes, est-il envisageable de délivrer une identité analytique à ce qui apparaît au premier chef comme un ensemble composite et éclaté de différents concepts ? Pour répondre à cette question, nous avons développé un argumentaire en trois temps.

Dans un premier temps, nous avons cherché à rendre compte de la manière dont les analyses épistémologiques de Mises ont déterminé une réflexion générale fondée sur les principes de l'action humaine, auxquels s'identifie le socle fondateur d'une tradition néo-autrichienne : d'une part, l'enseignement de Mises a provoqué un déplacement de la perspective tracée par la première génération autrichienne (Menger, Böhm-Bawerk, Wieser) ; d'autre part, les auteurs qui succéderont à Mises orienteront tous, directement ou indirectement, leurs trajectoires analytiques à partir de ses travaux. Certes, les problématiques développées manifesteront selon les cas la volonté de compléter, redéfinir, ou au contraire prolonger les réflexions de Mises. Mais elles ne remettront jamais en question leur légitimité *(première partie)*.

Le deuxième stade de notre réflexion a été consacré à l'exposé de la façon dont ces idées formatrices de Mises ont débouché sur la formulation d'une problématique économique de l'*ignorance*. L'examen des différentes facettes de ce concept d'ignorance, inscrit dans la logique de l'action humaine, a permis aux auteurs néo-autrichiens de définir ses enjeux en matière d'organisation des activités sociales. C'est dans ce cadre que *l'économie de marché (« catallaxie ») est envisagée comme une forme de réponse à cette ignorance.* Nous nous sommes d'abord attachés à l'étude des problèmes analytiques posés à la compréhension de la logique de formation du marché, pour rendre compte ensuite de

ses principes de fonctionnement. Il s'est alors agi de déterminer les implications de l'analyse autrichienne en matière de réussite des plans individuels *(deuxième partie)*.

Le troisième et dernier temps de l'ouvrage est dévolu aux applications des idées autrichiennes en termes de *systémique économique* et de *politiques économiques*. En effet, l'argumentaire autrichien s'est souvent structuré à l'occasion de controverses et de débats engagés sur ces terrains. L'analyse des principes de fonctionnement du collectivisme, la compréhension des mécanismes du cycle, ou encore la réflexion en matière d'économie du bien-être ont fait l'objet de nombreux développements et ont suscité les échanges les plus divers. Nous avons rendu compte de ces controverses et de la manière dont elles éclairent la nature de la problématique autrichienne de l'ignorance *(troisième partie)*.

Remerciements

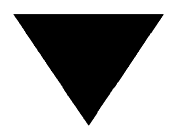
Cet ouvrage est le résultat d'un travail réalisé dans le cadre d'une délégation accordée par le CNRS auprès du *Pôle d'histoire et d'analyse des représentations économiques* (PHARE). Mes remerciements s'adressent d'abord aux différentes personnes et institutions qui m'ont permis d'en bénéficier. À savoir, aux responsables de la section 37 du comité national du CNRS ; à l'université de Nancy 2 et à sa faculté de droit et sciences économiques ; au professeur Daniel Datkine, directeur de PHARE, auquel je suis gré de m'avoir accordé une si complète liberté dans l'organisation de mon travail ; aux professeurs André Lapidus et Jack Birner qui, dès le départ, ont favorisé ma candidature. Je voudrais ensuite exprimer ma reconnaissance aux professeurs Pierre Garrouste et Francis Bismans, non seulement pour avoir accepté de relire certaines parties de cet ouvrage, mais aussi pour leur soutien et leur amitié qui sont restés sans faille, dans les hauts comme dans les bas. Enfin, je voudrais exprimer toute ma gratitude à mes différents enseignants d'économie qui, de Grenoble à Paris, du lycée à l'Université, m'ont donné le goût des idées et la liberté de les choisir.

Bien évidemment, et suivant la formule consacrée, il va de soi que le contenu de ce travail n'engage que la responsabilité de son auteur et n'implique en rien les personnes et les institutions désignées ci-dessus.

« Si les économistes autrichiens veulent travailler de manière constructive dans le domaine accidenté et périlleux du marché des idées, toute approche fondée sur une rhétorique bruyante doit être rejetée, immédiatement et définitivement. »

(Kirzner, *Reflections on the Misesian Legacy in Economics*)

Première partie



Les fondements d'une problématique

Introduction

Les analyses épistémologiques de Mises conditionnent non seulement l'ensemble de ses travaux théoriques, mais *elles constituent surtout le socle d'une tradition néo-autrichienne.* Elles bénéficient ainsi à un double titre d'un statut fondateur. L'épistémologie de Mises s'est élaborée en réaction à la pensée sociale développée en Allemagne ou en Autriche à partir de la fin du XIXe siècle. Dominée par les idées d'inductivisme et d'historicisme, celle-ci applique au champ social des méthodes utilisées dans la sphère des phénomènes naturels. Ses défenseurs privilégient l'approche historique et empirique pour expliquer les processus sociaux. Mises rejette catégoriquement de telles approches, et cette réaction explique aussi la distance placée entre sa propre trajectoire analytique et les thèses développées par les premiers auteurs autrichiens *(premier chapitre).*

En effet, le projet épistémologique de Mises est identique à celui de Menger : fonder la théorie économique. Mais à la démarche *inductive* de Menger, Mises oppose une démarche *déductive*. Selon lui, la fondation de lois théoriques, revendiquant une validité universelle, est établie sur la formulation de théorèmes, eux-mêmes déduits d'une série d'axiomes définis de manière *a priori* de l'expérience. L'affirmation par Mises de la spécificité du champ social et de ses méthodes d'investigation aboutira à la définition de la *praxéologie* comme science de l'action humaine. La praxéologie représente l'étude des caractéristiques, des conditions et des conséquences de l'agir humain. C'est son organisation qui, en dernière analyse, détermine les lois théoriques de l'économie *(deuxième chapitre).*

Si la reconnaissance de la validité des théorèmes praxéologiques est commune aux auteurs néo-autrichiens, la question de leur capacité à rendre compte des contraintes de l'interaction sociale n'est pas admise par tous. En particulier, Hayek a défendu la nécessité, afin d'analyser le domaine de l'échange interpersonnel, d'introduire des hypothèses subsidiaires au raisonnement praxéologique de Mises. La réflexion relative au statut de ces hypothèses subsidiaires nous apparaît cruciale. C'est dans le cadre de leur formulation que la question des fondements cognitifs et épistémologiques du marché va se poser *(troisième chapitre).*

Chapitre I

Mises et la tradition autrichienne[1]

C'est l'analyse monétaire (*The Theory of Money and Credit* [1912][2]) qui a fait l'objet des premières préoccupations théoriques de Mises. À l'issue de la Première Guerre mondiale, son champ d'investigation s'est rapidement étendu à un domaine plus large, avec une réflexion sur l'organisation des systèmes économiques et le fonctionnement des économies planifiées. La polémique sur la question du collectivisme (*Le calcul économique en régime collectiviste* [1920], *Le socialisme* [1922]) a ainsi assuré la notoriété académique de Mises sur le territoire européen.

Malgré ces antériorités chronologiques, il convient néanmoins d'aborder l'étude de la pensée de Mises par ses contributions épistémologiques. Publiées initialement sous forme d'articles, celles-ci ont été réunies pour la plupart au sein d'ouvrages (*Epistemological Problems of Economics* [1933], *Theory and History* [1957], *The Ultimate Foundations of Economic Science* [1962a])[3]. Mises reprendra ses thèses épistémologiques, sans guère les modifier, dans son ouvrage majeur, *L'action humaine* (dernière édition, [1966]), qui synthétise les différents aspects de son œuvre[4].

1. Pour une littérature consacrée à Mises, *cf.* Moss (*The Economics of Ludwig von Mises, Toward a Critical Appraisal* [1976]) ; Margit von Mises (*My Years with Ludwig von Mises* [1984]) ; Butler (*Ludwig von Mises : Fountainhead of the Modern Microeconomics Revolution* [1988]) ; Gordon (*Ludwig von Mises : An Annotated Bibliography* [1988], *The Philosophical Contributions of Ludwig von Mises* [1994]) ; Kirzner (*Ludwig von Mises, The Man and his Economics* [2001]).

2. La seconde édition allemande de l'ouvrage date de 1924. Les différentes publications en langue anglaise [1934, 1953, 1981] de l'ouvrage correspondent au texte de cette édition allemande. Lorsque les ouvrages et articles étrangers cités sont traduits en français, nous nous référerons systématiquement aux éditions françaises. Certaines publications allemandes, non disponibles en français, ont pu cependant faire l'objet de traductions en anglais. Si c'est le cas, nous citerons la plupart du temps les ouvrages et articles concernés dans leurs éditions anglaises, qui généralement, sont plus répandues en France.

3. On peut ajouter à cette liste le recueil d'articles *Money, Method and Market Process* [1990], publié après la mort de Mises. La première partie de l'ouvrage réunit trois articles épistémologiques de Mises : *Social Science and Natural Sciences* [1942] ; *The Treatment of Irrationality in the Social Sciences* [1944a] ; *Epistemological Relativism in the Sciences of Human Nature* [1962b].

4. La littérature considère souvent qu'une version préliminaire de *L'action humaine* [1940] est constituée par un

L'argumentaire épistémologique de Mises peut s'analyser à travers trois niveaux : une opposition, une réhabilitation, un affranchissement. L'*opposition* correspond au refus d'une approche inductive des phénomènes sociaux. Mises rejette les thèses du cercle de Vienne (Carnap, Wittgenstein, Neurath, Schlick...), dominées par le positivisme logique (I). La *réhabilitation* a pour objet l'approche théorique, rejetée par les historicistes, qui lui refusent toute pertinence en matière sociale. Pour Mises, cette réhabilitation ne signifie pas une remise en cause de la légitimité de l'approche historique des phénomènes sociaux. Elle permet au contraire de définir les rôles respectifs de la théorie et de l'histoire dans les sciences humaines comme dans la pratique sociale (II). Enfin, le dernier niveau correspond à un *affranchissement* vis-à-vis de la première école autrichienne (Menger, Böhm-Bawerk, Wieser). L'hostilité de Mises à une approche inductive en matière sociale explique en effet un certain nombre de ruptures et de distances vis-à-vis de ses prédécesseurs. Ces dépassements seront pérennisés par l'ensemble des auteurs autrichiens postérieurs à Mises. C'est en tant que telle que l'épistémologie « misesienne » peut être considérée comme l'acte fondateur d'une tradition néo-autrichienne (III).

I. Positivisme et historicisme : la spécificité du champ social

Mises a consacré une grande partie de son œuvre à *la dénonciation des thèses positivistes*, défendues par les représentants du cercle de Vienne. Sa critique sera partagée et prolongée par tous ses successeurs au sein de la tradition autrichienne (Hayek, Rothbard, Kirzner, Lachmann...). Le positivisme, à travers ses deux branches principales (panphysicalisme et béhaviorisme), est l'expression du *scientisme*, c'est-à-dire l'utilisation des méthodes des sciences naturelles pour théoriser le domaine social. Selon Mises, le positivisme doit nécessairement conduire à un échec car il ne tient pas compte de la spécificité des phénomènes sociaux (I.1). La reconnaissance de cette singularité ne doit pas pour autant conduire l'économiste sur la route de l'historicisme. Il n'est pas question de se réfugier derrière l'idée d'un *relativisme épistémologique* et de refuser la possibilité d'une théorisation en matière sociale (I.2).

I.1. Le cercle de Vienne et les thèses positivistes : un regard critique

Dans les années 1920 et 1930, le cercle de Vienne, dominé par les figures de Carnap ou de Wittgenstein, a réuni un ensemble de chercheurs autour d'une volonté identique : débarrasser la science sociale de toute référence « métaphysique ». Le manifeste épistémologique du groupe, *La conception scientifique du monde*[1], exprime l'attachement

ouvrage édité par Mises en langue allemande sous le titre *Nationalökonomie*. Mais la première version « officielle » publiée directement en anglais est datée de 1949. La deuxième édition révisée, également en anglais, date de 1963. La littérature se réfère généralement à la troisième et dernière édition du vivant de l'auteur [1966].

1. On peut trouver une traduction française du texte dans Soulez (éd.), *Manifeste du cercle de Vienne et autres écrits* [1985].

commun de ses participants aux principes d'un « positivisme logique ». La science sociale doit être construite à l'aide d'une méthode expérimentale, telle que la physique de Newton. Les lois scientifiques sont formulées et vérifiées par une confrontation aux faits, sans médiation de l'esprit humain et de ses catégories mentales. Dès lors, l'expérience immédiate et directe des phénomènes constitue le critère ultime de la connaissance scientifique. Cette approche inductive, analogue à celle déployée dans les sciences naturelles, se justifierait dans la mesure où les faits parleraient d'eux-mêmes, écrivant, selon la formule de John Locke, « leur propre histoire sur le papier blanc de l'esprit humain » (Mises *The Ultimate Foundations of Economic Science* [1962a], p. 12).

Pour Mises, ce « néopositivisme » n'est rien d'autre qu'une formulation moderne de l'empirisme classique (Locke, Berkeley, Hume, Stuart Mill) ou encore des thèses de Comte. Mais il s'est imposé sur la scène académique de l'entre-deux-guerres. En effet, il a légitimé un ensemble de pratiques courantes en matière de recherches. Il a encouragé les méthodes de la statistique, en favorisant le culte du quantitativisme et de la mesure en économie. Selon ce « scientisme épistémologique », les règles décrivant le fonctionnement de la mécanique sociale doivent être définies *a posteriori* de l'expérience. Il serait donc justifié de faire de l'étude sociale l'équivalent des expérimentations dans les sciences physiques en privilégiant le recueil des données. Dans cette perspective, l'histoire est envisagée comme un champ d'expériences qui permet au chercheur de formuler une physique sociale, c'est-à-dire une sociologie exprimant l'ensemble des lois sociales et politiques. Ainsi, *il n'existerait pas de dualisme méthodologique séparant le domaine des phénomènes naturels de celui du champ social.*

Cette volonté d'établir une « Science Unifiée » ([1962a], p. 124) autour de la méthode positiviste va trouver en Mises un opposant absolu. Selon lui, il n'existe pas de possibilités d'établir des lois théoriques de la société sur la base de l'observation. Deux obstacles majeurs s'y opposent : d'une part, la démarche inductive requiert nécessairement l'idée de *régularité*, étrangère au domaine humain ; d'autre part, l'expérimentation, en matière sociale, a pour objet des phénomènes nécessairement *complexes*, contrastant avec les expériences de laboratoire menées par les chercheurs des sciences naturelles.

Concernant le premier point, toute démarche inductive implique une stabilité du champ étudié, ou tout au moins l'existence de certaines constances empiriques. Or, pour Mises, la spécificité du domaine social renvoie à l'absence de telles constantes, ce qui explique que « Les méthodes des sciences naturelles ne peuvent pas être appliquées au comportement humain car ce comportement [...] manque de la particularité qui caractérise les événements dans le domaine des sciences naturelles, c'est-à-dire la régularité » ([1962a], p. 39). La découverte de telles régularités empiriques n'est pas envisageable dans le domaine social car les comportements humains sont gouvernés par les catégories de volition et de finalité. L'homme n'est pas contraint comme les animaux d'obéir à des désirs instinctifs. Son libre arbitre, sa conscience modifient en permanence son environnement interne comme externe, et empêchent l'organisation de relations empiriques stables.

Les « béhavioristes » soutiennent que les décisions humaines peuvent être ramenées à des facteurs externes, dont la liste pourrait être établie par la recherche expérimentale. Certes, pour Mises, la formation et la dynamique des idées sont régies par des relations de causalité. Mais il est vain de penser que l'étude « béhavioriste » de leurs comporte-

ments donne la clef de compréhension des réactions individuelles aux changements d'environnements : en effet, « le problème est précisément que nous ne savons rien du processus physiologique constituant le processus qui produit les poèmes, les théories et les plans » (*Theory and History* [1957], p. 95), et en conséquence « C'est un passe-temps gratuit d'appliquer à la description du comportement de l'homme les mêmes méthodes appliquées par les sciences naturelles au comportement des souris ou de l'acier. Les mêmes événements externes produisent chez des hommes différents, et chez les mêmes personnes en des périodes différentes, des réactions différentes. Les sciences naturelles sont inutiles face à cette irrégularité. Leurs méthodes peuvent traiter seulement d'événements qui sont gouvernés par une structure de régularité » ([1962a], p. 37).

Ainsi, en l'état actuel de la recherche, il n'existe pas d'explication satisfaisante de l'émergence des jugements de valeur individuels : « D'un point de vue épistémologique, il doit être souligné que le matérialisme de Marx n'accomplit pas ce qu'une philosophie matérialiste prétend faire. Il n'explique pas comment des pensées définies et des jugements de valeur se créent dans l'esprit humain » ([1957], p. 158). Les idées doivent alors être considérées comme les données ultimes de l'analyse. Leur contenu est hétérogène selon les individus, qui attribuent à leur environnement des significations différentes, évoluant elles-mêmes dans le temps comme dans l'espace. On doit nécessairement opposer à la méthode de *régularité* employée dans les sciences naturelles une approche *téléologique* caractéristique des comportements humains[1].

L'absence de relations constantes explique en même temps que la définition d'équations mathématiques pour décrire l'univers social soit dépourvue de légitimité scientifique comme de signification pratique. Le formalisme mathématique se fonde par essence sur le concept d'équilibre statique, étranger aux choses de l'action humaine. Il ne peut être correctement employé à leur traitement : « La formulation d'une équation a une importance pratique dans la mesure où les relations constantes qu'elle inclut sont établies de manière expérimentale et parce qu'il est possible d'introduire des valeurs connues spécifiques dans la fonction pour déterminer les inconnues. » Ainsi, « Le physicien doit traiter avec des grandeurs et des relations numériques, car il a le droit de supposer qu'il existe certaines relations invariables entre les propriétés. L'expérimentation lui offre la valeur numérique qui y est associée [...]. Mais en économie, où il n'y a aucune relation constante entre des grandeurs, les équations sont dénuées d'une application pratique [...]. Dans les comportements humains, il n'existe pas de telles relations constantes, il n'y a pas de standard qui pourrait être utilisé comme une mesure et il n'y a pas d'expérimentations qui pourraient établir des uniformités de ce type » (Mises *Social Science and Natural Science* [1942], p. 6).

1. « La raison de la négligence des sciences naturelles pour les causes finales et leur préoccupation exclusive d'une recherche établie en termes de causalité est que leur méthode fonctionne. Les constructions modelées selon les théories scientifiques sont légitimées par le fait que les théories sont associées à des prévisions, et offrent alors une vérification pragmatique de leur exactitude. Parallèlement, les méthodes de la magie ne satisfont pas les anticipations et n'apportent aucune confiance dans la vision magique du monde [...]. Mais la même preuve pragmatique pouvant être avancée en faveur de l'usage exclusif de la recherche causale dans le domaine de la nature peut être proposée en faveur de l'usage exclusif des méthodes téléologiques dans le domaine de l'action humaine. Cela marche, alors que l'idée de traiter des hommes comme s'ils étaient des nuages ou des souris ne marche pas. Cela marche non seulement dans le domaine de la connaissance et des théories, mais aussi dans la pratique de tous les jours » (Mises [1957], p. 248).

La notion de fonction ne peut être établie dans le champ social et l'économétrie n'a donc pas sa place dans la théorisation économique. C'est dans cette perspective que, pour Mises, le mode de présentation adopté par l'école autrichienne semble incomparablement supérieur à celui de l'école de Lausanne (*cf. Epistemological Problems of Economics* [1933], p. 165)[1].

Le deuxième facteur d'opposition de Mises au scientisme épistémologique est que celui-ci ignore *le caractère nécessairement complexe de l'expérience sociale*. En sciences naturelles, les différents éléments des phénomènes sont isolés dans le cadre d'expériences de laboratoire. Cette possibilité de disposer artificiellement des phénomènes étudiés permet de délivrer une légitimité théorique et une signification pratique à une forme inductive de la connaissance. Or, « Les sciences sociales ne bénéficient jamais de l'avantage d'observer les conséquences du changement d'un élément seulement, toutes les autres conditions étant égales » (Mises [1942], p. 5). Dans cette mesure, leur traitement implique toujours une procédure d'abstraction qui doit être nécessairement mise en œuvre pour donner une signification aux phénomènes observés. L'expérience du domaine social « ne nous offre pas des faits qui pourraient être utilisés de la manière dont les sciences naturelles utilisent les résultats de leurs expérimentations pour la prévision d'événements futurs. Elle ne peut pas être utilisée comme des matériaux de construction pour l'élaboration de théories » (Mises *The Treatment of Irrationnality in the Social Sciences* [1944a], p. 18)[2].

L'impossibilité d'*expérimenter* au sens des sciences naturelles et la prise en compte de changements constants aboutissent à un malentendu d'ordre théorique et pratique relatif à la statistique économique. D'une part, la statistique en tant que telle est incapable d'isoler de la masse des éléments sociaux des relations de causalité entre les phénomènes observés. La valeur cognitive de telles recherches ne consiste donc pas dans la possibilité d'en dériver des enseignements présentables sous la forme de propositions théoriques. D'autre part, « Nous ne trouvons jamais de relations fixes qui soient ouvertes à un calcul numérique. L'hypothèse longtemps chérie qu'une relation proportionnelle, qui pourrait être exprimée en une équation, existe entre le prix et la quantité de monnaie s'est avérée fausse ; ainsi, la doctrine que la connaissance de l'action

1. Pour une opinion néo-autrichienne plus nuancée du rôle des mathématiques en sciences sociales, *cf.* Hayek *(Coping With Ignorance)* : « [...] c'est une croyance erronée, caractéristique des mauvais mathématiciens, que la mathématique est essentiellement quantitative et que, pour construire sur les bases des grandes réalisations des fondateurs de l'économie mathématique, on doit donc introduire des données quantitatives obtenues par des mesures. Ce n'était certainement pas l'intention des fondateurs de l'économie mathématique. Ils avaient mieux compris que leurs successeurs que les formules de l'algèbre mathématique sont des méthodes privilégiées pour décrire des structures abstraites sans supposer ou posséder une information particulière sur les grandeurs spécifiques concernées. Un grand mathématicien a en fait décrit son rôle comme celui de conceptualisateur de structures. En ce sens, la mathématique peut nous aider grandement » (Hayek [1978a], p. 4). Hayek remet beaucoup plus en cause la quantification mathématique que la mathématique elle-même pour traiter des phénomènes sociaux. Voir aussi Rizzo, *Praxeology and Econometrics : A Critique of Positivist Economics* [1978].

2. Dans certaines sciences naturelles, lorsqu'il est impossible d'isoler les éléments de phénomènes complexes observés, la recherche implique toujours préalablement la construction d'une hypothèse qui « est toujours une élaboration intellectuelle de l'expérience » (Mises [1933], p. 9). Dans cette perspective, il est donc impossible de dériver la théorie de l'observation de phénomènes naturels car la nature de cette « observation » est elle-même conditionnée par une grille d'analyse théorique. L'interprétation, évidemment sujette à discussion, s'impose alors au savant. Dans *The Facts of the Social Sciences*, Hayek reproduit ce type d'analyse lorsqu'il relève la dimension complexe des phénomènes sociaux, dont la structure « n'est pas "donnée" à notre observation, mais que nous pouvons seulement laborieusement reconstruire » (Hayek [1942/1948], p. 71).

humaine puisse être formulée en termes quantitatifs a perdu son seul support » (Mises [1933], p. 9-10).

Dans le domaine social, la méthode expérimentale n'est pas applicable. En dernière analyse, la définition d'énoncés universels ne passe pas par le domaine de l'expérience du réel. La référence ultime n'est pas l'empirisme et une démarche inductive ne peut donc être employée. Elle ne bénéficie pas d'une validité universelle. Dès lors, « Pour les sciences sociales, la statistique constitue une méthode de la recherche historique » (Mises [1942], p. 6)[1].

L'approche positiviste du domaine social relève ainsi d'une erreur intellectuelle qui, en dernière analyse, est à la source de l'échec du scientisme[2]. À l'évidence, pour Mises, ce monisme épistémologique est la conséquence logique d'une incapacité à rendre compte

1. Cette opinion concernant le rôle déplacé et (ou) trop important accordé aux statistiques est partagée par l'ensemble des auteurs néo-autrichiens. *Cf.* par exemple Lachmann *(Ludwig von Mises and the Market Process)* : « La statistique, comme Mises l'a souvent expliqué, enregistre simplement ce qui est arrivé au cours d'une certaine période de temps. Elle ne nous dit pas ce qui aurait pu arriver si les circonstances avaient été différentes » (Lachmann [1971b], p. 182). De même, Hayek s'est étendu à plusieurs reprises sur le sujet, par exemple dans *The Counter-Revolution of Science* : « La plus grande part des statistiques économiques que nous rencontrons d'habitude, telles que les statistiques commerciales, les indices de prix, la plupart des "séries périodiques", les statistiques du revenu national, ne sont pas des données auxquelles peuvent s'appliquer les techniques appropriées à l'investigation des phénomènes de masse [...] Si elles se rapportent à des phénomènes significatifs, elles peuvent être très intéressantes comme information sur les conditions existant à un moment particulier. Mais à l'inverse des statistiques proprement dites, qui peuvent en fait nous aider à découvrir d'importantes régularités dans le monde social (bien que ce soient des régularités d'un ordre entièrement différent de celles dont s'occupent les sciences théoriques de la société), il n'y pas de raison d'espérer que ces mesures nous révèlent un jour quelque chose d'important qui puisse dépasser le lieu et le temps particuliers où elles ont été faites » (Hayek [1952c], p. 97). Trente ans plus tard, dans un texte intitulé *Coping With Ignorance*, il continuera à défendre la même perspective : « Ce qui a fait beaucoup de dommage à la micro-économie est la recherche d'une pseudo-exactitude en imitant les méthodes des sciences physiques qui traitent de phénomènes beaucoup plus simples. [...] le modèle suivi est celui des sciences physiques lorsqu'elles doivent traiter de réels phénomènes de masse tels que le mouvement de millions de molécules. Malgré le fait que la trajectoire individuelle de chacune de ces molécules reste parfaitement inconnue, ces sciences sont capables d'utiliser les lois des grands nombres pour découvrir des régularités statistiques ou des probabilités qui en fait, de cette manière, constituent une fondation adéquate pour des prévisions utiles. Dans les disciplines qui cherchent à expliquer la structure de la société, notre problème est malheureusement le suivant : nous ne traitons pas de véritables phénomènes de masse. Les événements que nous prenons en compte pour prévoir le résultat de processus sociaux particuliers ne sont jamais suffisamment nombreux pour pouvoir légitimement substituer des probabilités précises à une information sur des événements individuels. [...] Aussi bien dans les sciences sociales qu'en biologie, la plupart du temps, nous ne pouvons compter sur les probabilités, ou quelque loi des grands nombres, car à la différence des situations qui existent dans les sciences physiques, où l'évidence statistique de probabilités peut être substituée à l'information sur les faits particuliers, nous devons traiter de ce qu'on appelle une complexité organisée, au contact de laquelle il n'est pas possible de trouver des relations constantes permanentes entre les agrégats ou les moyennes. En fait, notre sujet d'étude est constitué par ce champ particulier situé entre d'un côté, les simples phénomènes des sciences physiques, où tout peut être expliqué par des formules théoriques qui ne contiennent pas plus que deux ou trois inconnues, et de l'autre côté, les cas où il existe un nombre assez grand d'événements pour pouvoir parler de véritables phénomènes de masse et utiliser des probabilités. Dans les sciences sociales, nous devons traiter de ce que Warren Weaver a appelé une complexité organisée, c'est-à-dire de phénomènes qui ne sont pas caractérisés par un nombre suffisamment important d'événements similaires pour pouvoir préciser les probabilités de leur production. » (Hayek [1978b], p. 278)

2. Le procès du scientisme, tel qu'il est établi par Mises, sera avalisé et poursuivi par l'ensemble des auteurs néo-autrichiens. Par exemple Rothbard qui, dans *Les oripeaux de la science*, voit dans le scientisme « une démarche profondément anti-scientifique, qui prétend appliquer sans examen et sans changement la méthode des sciences physiques à l'étude de l'action humaine » (Rothbard [1960], p. 3). Cette condamnation du scientisme a fait l'objet d'une attention particulière de la part de Hayek, ce qui explique que la littérature y associe souvent son nom avant celui de Mises. Il dénoncera ainsi très tôt, et de manière systématique, « cette imitation servile de la méthode et du langage de la science » (Hayek [1952c], p. 12).

de la spécificité de la matière sociale. Mises condamne alors les métaphores biologiques et mécanistes pour décrire les phénomènes sociaux. Elles doivent nécessairement conduire à l'échec. Il n'est pas possible d'en déduire pour autant, comme les historicistes, l'impossibilité d'une théorisation et de la définition de lois sociales. Mises s'accorde parfaitement avec les Windelband, Rickert et surtout Max Weber sur l'impossibilité d'appliquer les méthodes de la physique et des sciences naturelles à l'ensemble du champ social. Mais tous ces auteurs ont commis l'erreur de penser qu'il était impossible de dériver de la matière humaine et sociale des lois universellement valides.

I.2. Le refus du relativisme épistémologique : l'opposition à l'historicisme

Bien avant Mises, de nombreux auteurs avaient relevé les limites de l'approche positiviste en matière sociale, en soulignant l'absence de constantes en matière humaine. Le développement de la pensée historiciste est le produit de ce regard critique. L'historicisme n'est certes pas une pensée homogène et son contenu analytique a varié dans le temps. Mais en tant que doctrine épistémologique, il revêt selon Mises des traits essentiels, qui l'orientent vers des conclusions erronées en matière de représentation des phénomènes sociaux. En effet, tous ses représentants défendent la thèse de l'impossibilité de la découverte de lois universelles et atemporelles des sociétés[1] : « La thèse fondamentale de l'historicisme est la proposition, qu'à part celle des sciences naturelles, des mathématiques et de la logique, il n'existe pas d'autre connaissance que celle produite par l'histoire. Il n'y a aucune régularité dans l'enchaînement et la séquence des phénomènes des événements dans la sphère de l'action humaine. En conséquence, les tentatives de développer une science de l'économie et de découvrir des lois économiques seraient vaines » (Mises [1957], p. 199).

Pour des historicistes tels que Knies, Max Weber..., l'emploi de la démarche inductive dans le domaine social est nécessaire car il n'existe pas d'autre méthode utilisable. Mais ils en relèvent les limites, dans la mesure où les seules régularités observables sont toujours datées et s'inscrivent uniquement à l'intérieur d'un contexte particulier. Il serait donc vain de vouloir établir une validité universelle des propositions de l'économie. Pour ces avocats d'un « relativisme épistémologique », le domaine de la science sociale doit se limiter à des propositions établies par la méthode historique, avec toutes les limites qui lui sont associées.

Selon Mises, l'empirisme radical revendiqué par ces premiers historicistes manque néanmoins sa cible. En effet, toute confrontation à l'expérience, même « datée », implique nécessairement une procédure d'abstraction, conditionnant la possibilité

1. Mises distingue clairement le point de vue historiciste du point de vue empirique : « La thèse de ceux qui affirment la possibilité de dériver des lois empiriques des données historiques nous l'appellerons empirisme. En conséquence, l'historicisme et l'empirisme ne sont pas la même chose » ([1933], p. 8-9). Boettke et Koppl *(Introduction to the Special Issue on Alfred Schütz Centennial)* signalent néanmoins que « L'introduction de Mises de 1960 de la traduction anglaise de *Epistemological Problems* montre qu'il pensait que les arguments qu'il utilisait contre l'historicisme marchaient aussi contre le positivisme » (Boettke et Koppl [septembre 2001], p. 112).

d'accorder une signification à une réalité sociale nécessairement complexe. Or, aucune compréhension des phénomènes sociaux ne peut être formulée sans l'intermédiation de propositions générales et universelles.

Il ne s'agit pas pour Mises de simplement condamner le polylogisme, et l'idée que « chaque classe sociale, chaque nation, race, ou période de l'histoire est équipée d'une logique qui diffère de la logique des autres classes, nations, races ou âges » ([1957], p. 31). Il s'agit surtout de mettre en évidence *l'impossibilité logique de ne pas avoir de logique*. Certains développements tardifs de la pensée historiciste témoignent d'ailleurs de la force de ce principe. Ainsi, Mises observe dans plusieurs écrits de Sombart, l'un des plus éminents représentants historicistes, une reconnaissance presque explicite du caractère universel de certaines lois économiques, même si leur validité est confinée à un domaine étroit et peu utile dans la pratique. Mais avec cette démarche, il se heurte à Knies, qui s'oppose à « l'absolutisme de la théorie », c'est-à-dire sa « prétention à revendiquer des propositions dans le traitement scientifique de l'économie politique qui sont inconditionnelles et également valides pour tous les temps, pays et nationalités » ([1933], p. 6-7). Le refus du scientisme, ou la mise en évidence de ses limites dans le champ social, n'implique pas de tomber dans ce pseudo-nihilisme épistémologique érigé en dogme. Il y a bel et bien quelque chose « qui est absolument valide pour toute l'action humaine de manière indépendante de l'époque, de la géographie et des caractéristiques raciales nationales ou culturelles des acteurs » (Mises [1962b], p. 49). C'est l'objet de la *théorisation*.

II. L'analyse du champ social : théorie et histoire

Il convient de se garder de voir dans la critique du scientisme l'expression du problème de l'induction imparfaite. Certes, pour Mises, il n'est jamais possible de fonder positivement une proposition générale à partir d'une série finie d'énoncés singuliers[1]. Aucune « confirmation » ou « vérification » ne peut être établie car il n'existe pas de sources ultimes de la connaissance dérivant de l'induction. Mais pour les auteurs néo-autrichiens, les sciences naturelles se fondent à juste titre sur l'expérimentation, dans la mesure où la méthode inductive, dans leur domaine, est la seule utilisable : du fait même des caractéristiques du champ étudié, il n'existe pas de connaissance introspective des principes physiques de la nature. Dès lors, *l'étude de ses phénomènes doit nécessairement s'opérer de l'extérieur*.

Il en va différemment dans le domaine social. D'une part, l'induction n'y trouve pas de portée pratique, du fait du caractère complexe des faits observés et de l'absence de constantes empiriques. D'autre part, l'analyse ne subit pas les mêmes contraintes qu'en sciences naturelles, car il est possible de comprendre les phénomènes de l'intérieur : « Parce que nous sommes des êtres humains, nous sommes dans une position de saisir la signification de l'action humaine, c'est-à-dire la signification que l'acteur a attachée à

1. « Les sciences naturelles traitent des événements passés. Bien évidemment, chaque expérience est l'expérience de quelque chose de passé : il n'y a pas d'expérience de phénomènes futurs » (Mises [1944a], p. 18).

son action. C'est cette compréhension de la signification qui nous rend capables de formuler les principes généraux par lesquels nous expliquons les phénomènes d'action » ([1933], p. 130).

Les sciences sociales doivent alors fonder leur méthode d'investigation sur cette idée de *compréhension* des phénomènes étudiés. Celle-ci s'exerce à deux niveaux : celui de l'entendement *(conceive)* et celui de l'interprétation *(understanding)*. L'entendement correspond à la structure logique de l'esprit humain et à une forme *a priori* de la connaissance, qui relève simplement de l'exercice des catégories mentales : il correspond au domaine de la *théorie* (II.1). L'interprétation s'attache à délivrer une *signification*, un sens, aux choix humains : elle correspond au domaine de l'*histoire* (II.2). Ces deux démarches sont évidemment complémentaires dans la pratique ; mais il existe un principe de subordination sur le plan épistémologique : d'une part, le travail d'interprétation ne peut entrer en conflit avec les enseignements des sciences *aprioristiques* ; d'autre part, ce travail d'interprétation est nécessairement (logiquement et chronologiquement) précédé par l'exercice d'une faculté d'entendement (II.3).

II.1. L'apriorisme, fondement de la théorie

Selon Mises, la formulation d'énoncés et de lois universelles en matière humaine est non seulement possible, mais fondée sur un plan épistémologique. Cependant, cette entreprise échappe nécessairement aux règles de l'induction, auxquelles se substitue une démarche aprioriste. Cet *apriorisme* épistémologique n'exprime rien d'autre « qu'un savoir inconditionnellement valable pour tous les êtres dotés de la structure logique de l'esprit humain [et] le fait que l'homme n'a pas le pouvoir créateur d'imaginer des catégories en désaccord avec les relations logiques fondamentales comme avec les principes de causalité et de téléologie (Mises, *L'action humaine* [1966], p. 40 ; 62). S'appuyant sur un travail de déduction, la méthode *a priori* se présente comme l'énoncé de théorèmes découlant d'une série d'axiomes de caractère *apodictique*. C'est à ce titre que ses enseignements revendiquent une validité indépendante du lieu, du temps, de la nationalité et de la race.

La revendication d'une base *a priori* de l'analyse économique et sociale ne signifie pas pour autant la négation de l'idée de réalité. Bien au contraire, les catégories mentales émanant de la structure logique de l'esprit humain rendent compte de l'organisation du réel et permettent ainsi son investigation. Dans cette perspective, « Elles ne sont pas simplement des hypothèses arbitraires sans une valeur informative, ni des simples conventions qui pourraient aussi bien être remplacées par d'autres. Elles sont les outils mentaux nécessaires pour les transformer en faits d'expérience [...]. Elles sont, pour l'homme, les lois les plus générales de la nature, et sans elles, aucune connaissance ne lui serait accessible » ([1962a], p. 14). Mais en même temps, ce corpus de lois « n'est pas dérivé de l'expérience ; il est antérieur à l'expérience. Il exprime, en quelque sorte, la logique de l'action et de la réalité » (Mises [1933], p. 13).

Plus précisément, le rapport d'un apriorisme épistémologique à la réalité est envisagé sous la plume de Mises de deux manières différentes : d'une part, la démarche *a priori* permet la connaissance d'une réalité interne, appréhendée à l'aide d'une démarche introspective et qui, par conséquent, « n'est pas dépendante de l'expérience, à moins qu'on ne veuille appeler la cognition aprioristique l'expérience interne » (*ibid.*, p. 19) ;

d'autre part, la réalité externe est partie prenante de l'esprit humain car elle s'impose à lui, quotidiennement, de par les résistances et les obstacles qu'elle offre au bon vouloir humain, c'est-à-dire, « de par le fait que l'homme n'est pas omnipotent. Il y a dans le monde quelque chose qui offre de la résistance à la réalisation de ses vœux et de ses désirs [...]. Nous pouvons définir le monde externe comme la totalité de ces choses et événements qui détermine la faisabilité ou l'infaisabilité, le succès ou l'échec, de l'action humaine » (Mises, [1962a], p. 6).

C'est d'ailleurs cette inscription des catégories *a priori* dans une réalité effective qui conduit Mises à revendiquer l'héritage kantien. Non seulement Kant s'oppose à l'empirisme et à l'historicisme, mais son épistémologie vise à la défense des catégories *a priori* synthétiques[1]. En effet, si « Une nouvelle expérience peut nous forcer à abandonner ou modifier les inférences que nous avons tirées d'une expérience passée [...], aucun genre d'expérience ne peut nous forcer à abandonner ou modifier les théorèmes *a priori*. Ces derniers ne sont pas dérivés de l'expérience ; ils lui sont logiquement antérieurs et ne peuvent pas être prouvés par une expérience de corroboration ou désapprouvée par l'expérience du contraire. Nous pouvons comprendre l'action seulement par les moyens des théorèmes *a priori* » ([1933], p. 27-28).

Ainsi, si les lois scientifiques, en matière sociale, se manifestent dans l'expérience, nous renvoyant à une expérience interne de nos propres catégories de causalité, elles ne requièrent aucunement l'appui de l'expérience externe pour démontrer leur ultime validité. La raison, conditionnée par l'équipement mental de l'individu agissant, peut délivrer une connaissance universelle, nécessaire et établie de manière *a priori*. Comme tout raisonnement présuppose les catégories *a priori*, il est vain de s'embarquer dans des tentatives de le prouver et de le réfuter : « Le principe positiviste de vérifiabilité comme rectifié par Popper est d'une valeur inestimable en tant que principe épistémologique des sciences naturelles. Mais il perd sa signification lorsqu'il est appliqué à quelque chose à propos duquel les sciences naturelles ne peuvent apporter aucune information » ([1962a], p. 120). On ne peut tester les catégories *a priori* car les tests impliquent eux-mêmes l'existence et l'utilisation de ces catégories *a priori*. En dernière analyse, pour Mises, l'idée de devoir justifier la connaissance sociale par des raisons positives n'est rien d'autre qu'une dérivée du scientisme.

II.2. L'histoire, domaine de l'interprétation

L'*a priori*, par définition, traite de ce qui est *universel* et l'explique par le *rationnel*. L'*histoire*, par nature, traite du domaine de l'*individualité* et de ce qui échappe au raisonnement déductif, à savoir le donné ultime représenté par *les idées et les jugements de*

1. La littérature s'est longuement interrogée sur le point de savoir si la position de Mises est kantienne ou néokantienne. Ainsi, pour White (*The Methodology of the Austrian Scool of Economics* [1977]), la position de Mises serait néokantienne dans la mesure où les propositions de Kant seraient uniquement *a priori*. Par contre, d'autres commentateurs (Barry Smith, *Aristote, Menger, Mises : An Essay in the Metaphysics of Economics* [1994]) soutiennent que si Kant rejetait l'idée que toute connaissance provient de l'expérience, il ne repoussait pas l'idée qu'il n'y ait aucune relation entre connaissance et expérience : d'où le terme de jugements *a priori synthétiques*, par opposition à des jugements *analytiques* (coupure complète) et à des jugements *synthétiques* (connaissance purement empiriste). Que cette lecture de Kant soit correcte ou non, il semble que Mises n'en soit guère éloigné.

valeur. Le champ de l'histoire débute au point où, en termes de cognition, la méthode *a priori* a épuisé toutes ses ressources.

Dans son étude des phénomènes sociaux, le théoricien doit nécessairement buter sur un obstacle épistémologique. En effet, les idées et les jugements de valeur des êtres humains ne peuvent pas être *déduits* : le chercheur est incapable de les ramener à quelque chose dont ils seraient le dérivé. L'incapacité de définir le lien causal entre un événement extérieur et la décision prise par l'acteur exprime le caractère *individuel* (ou singulier) du phénomène étudié : « Il n'y a pas de réponse à la question de savoir pourquoi Frédéric II a envahi la Silésie, excepté parce qu'il était Frédéric II. Il est habituel, bien que peu efficace, de qualifier de rationnel le processus mental par lequel une donnée est ramenée à une autre donnée. Dans cette perspective, une donnée ultime est qualifiée d'irrationnelle » ([1957], p. 183-184). Le donné ultime signifie la fin du domaine de compétence du théoricien. Mais il ouvre le champ d'étude de l'historien.

Les sciences naturelles sont, elles aussi, confrontées à des données ultimes qui, dans leur champ particulier, constituent la frontière de l'explication. En effet, le physicien comme le biologiste se heurtent à des éléments irréductibles au contact desquels l'analyse théorique doit nécessairement reconnaître son impuissance et ses limites. Mais si le chercheur des sciences naturelles n'a rien à dire sur ces données ultimes, cette frontière, dans le domaine social, ne signifie pas l'arrêt de la recherche. La nature spécifique de son territoire autorise une investigation supplémentaire. En effet, les comportements individuels peuvent faire l'objet d'une *interprétation*. Le chercheur peut tenter de définir les objectifs et les jugements de valeur des acteurs et donner ainsi une signification à leurs actions car : « Bien qu'il soit impossible de les réduire à leurs causes (ce ne serait pas des données ultimes, si une telle réduction était possible), l'observateur peut les comprendre car il est lui-même un être humain » (Mises [1944a], p. 27).

Le traitement de l'individualité des phénomènes est le domaine de l'histoire, dont la tâche est ainsi « d'établir les contenus des jugements de valeur des individus agissants » ([1957], p. 21). Elle nécessite alors une approche *thymologique* (Mises préfère le terme de thymologie à celui de psychologie littéraire) dont la fonction est de traiter des activités mentales des individus qui déterminent leurs actions[1]. Mais cette démarche interprétative est surtout décrite par Mises comme une entreprise de *Verstehen*[2]. Elle « établit le fait qu'un individu ou un groupe d'individus a entrepris une action déterminée émanant de tels ou tels jugements de valeurs et de choix, et visant à telle ou telle fin ; [...] L'interprétation essaie en outre d'apprécier les effets et l'intensité des effets, entraînés

1. « L'expérience thymologique est le savoir relatif aux jugements de valeurs individuels, aux actions résultantes, et aux réactions produites par ces comportements sur d'autres gens » (Mises [1933], p. 312).

2. Pour Mises, l'idée de *Verstehen*, généralement associée aux travaux de Max Weber, trouve ses origines dans la philosophie de Bergson : « L'acte mental pour traiter de tels faits historiques est, dans la philosophie de Bergson, une intuition, à savoir la sympathie par laquelle on se transporte à l'intérieur d'un objet pour coïncider avec ce qu'il a d'unique, et par conséquent d'inexprimable (Bergson, *La Pensée et le Mouvant*, 1934, 4e édition). L'épistémologie allemande décrit *l'acte das spezifische Verstehen der Geisteswissenschaften*, ou simplement *Verstehen*. Je suggère de le traduire en anglais comme "specific understanding" ou simplement "understanding" (Mises [1944a], p. 26).

par chaque action ; elle essaie d'assigner à chacune son degré de pertinence, c'est-à-dire son influence sur le cours des événements » (Mises [1966], p. 55).

Ainsi, pour Mises, l'analyse du champ social ne se limite pas à la méthode aprioriste : « [...] la théorie et l'histoire sont également légitimes et les deux sont également indispensables. Le contraste logique qui existe entre elles ne correspond en aucune manière à une opposition » ([1933], p. XXIII). On peut d'ailleurs noter que dans son travail de recherche, Mises ne s'est pas limité à des considérations théoriques. Il s'est ainsi beaucoup intéressé – la littérature courante n'a malheureusement guère retenu cet aspect – au domaine de l'histoire, en particulier institutionnelle et politique[1]. Certains verront dans ces travaux l'expression d'une fibre idéologique. Il convient plus sérieusement d'y voir la manifestation concrète de l'intérêt privilégié, à côté de la théorie, pour la méthode historique. Cela dit, si la complémentarité pratique de la théorie et de l'histoire est revendiquée par Mises, ce dernier est soucieux de les différencier strictement et d'expliciter la nature de leur articulation. Ce travail lui permet de défendre la thèse d'une *subordination épistémologique de l'histoire à la théorie.*

II.3. Complémentarité pratique, subordination épistémologique

Pour Weber et l'ensemble des auteurs historicistes (Rickert, Windelbrand, ou encore Croce), la distinction entre la « théorie » et l'histoire serait avant tout affaire de degré et non de nature. En effet, aucune explication des phénomènes sociaux, qui doit nécessairement se fonder sur l'induction et l'histoire, ne peut atteindre le degré de généralité nécessaire à la revendication d'un universalisme absolu. Les interprétations qu'il serait alors possible de délivrer s'approchent plus ou moins de ce critère inaccessible et sont plus ou moins « générales ». Ainsi, plus le degré de généralité est élevé, plus l'interprétation peut être qualifiée de *théorique*. Pour Mises, ces affirmations relèvent d'un malentendu épistémologique. Les travaux de certains historicistes, comme Weber, ont certes permis de faire comprendre le caractère spécifique de la logique de l'étude historique par rapport aux méthodes des sciences naturelles. Mais ces auteurs ont échoué à considérer le caractère spécifique de la théorie face à l'histoire. La théorie ne peut constituer une forme générale d'événements historiques, car par définition, « la science est universellement humaine et n'est pas limitée par la nationalité, bornée à un temps particulier, ou contingente à une classe sociale » ([1933], p. 152). L'histoire, de par sa nature, ne possède pas une validité générique. Aucun corpus théorique ne peut donc être dérivé d'un recensement de faits.

Cette évidence ne signifie pas pour autant le refus d'une place légitime occupée par l'histoire à côté de la méthode aprioriste. Aucune réalité, interne comme externe, ne peut être appréhendée sans l'aide de catégories *a priori*. Mais aucune situation, interne ou externe, n'échappe concrètement à un caractère d'individualité. L'appréhension pratique d'une réalité humaine et sociale suppose alors le double exercice de l'outil

1. On peut noter, parmi d'autres, *Nation, État et Économie* [1919], *Le libéralisme : une exposition socio-économique* [1927] ; *Le gouvernement omnipotent : de l'État totalitaire à la guerre totale* [1944b], *La bureaucratie* [1946]. Rothbard (*The Laissez-Faire Radical : A Quest for the Historical Mises* [1981]) est l'un des rares commentateurs qui aient su restituer cette dimension de l'œuvre de Mises.

aprioristique, générique et abstrait, rendant compte de la structure de cette réalité, mais aussi d'un travail interprétatif, caractéristique de l'histoire, attaché à l'étude de l'individuel et du concret. Les deux démarches, dans un esprit de complémentarité, n'ont d'autre finalité que d'apporter une aide à l'individu dans sa prise de décision et ses plans d'action. *La prévision théorique et la prévision historique sont les deux outils nécessaires à la décision humaine.*

En effet, l'histoire n'est pas réservée à une spéculation sur le passé. Bien au contraire, « son emploi le plus important doit être envisagé dans le service qu'elle rend à l'anticipation des conditions futures et à la désignation de l'action qui, nécessairement, a toujours pour but d'affecter des conditions futures » (Mises [1957], p. 306-307). Sa finalité est la définition de stratégies d'action pour l'avenir. Dès lors, on comprend aisément que cette méthode définissant la recherche historique ne soit pas réservée au scientifique, pas plus d'ailleurs que ne l'est la méthode aprioriste. Tout acteur, *nécessairement*, mobilise une démarche interprétative à l'égard de lui-même comme des autres individus, car « aucune action ne peut être planifiée ou exécutée sans compréhension du futur. Même l'action d'un individu isolé est guidée par des suppositions définies sur les jugements de valeurs futurs et elle est déterminée dans cette mesure par l'image de l'acteur de son propre caractère » ([1962], p. 50).

Dès lors, l'histoire joue dans la pratique un rôle complémentaire à la théorie, sans pour autant pouvoir être assimilée à cette dernière[1]. Bien évidemment, « Le concept de théorie, en contradiction avec le concept d'histoire, est et a toujours été universellement compris comme signifiant une régularité valide aussi bien pour le futur que pour le passé » ([1933], p. XX). Mais l'histoire a aussi pour objectif de disserter sur les conditions futures, sans pour autant y apporter le même degré de prévisibilité, du fait de l'absence de régularité dans le domaine des décisions humaines.

Il convient cependant de souligner le caractère de subordination épistémologique de l'histoire vis-à-vis de la théorie. Les enseignements de l'histoire ne peuvent évidemment contredire les enseignements logiques définis *a priori*. Mais le point fondamental est que la théorie est « logiquement antérieure à toute recherche historique et descriptive » ([1933], p. 152) car elle conditionne l'élaboration logique de l'expérience. L'histoire étant toujours un complexe d'événements, l'historien a besoin de la théorie pour interpréter les événements et repérer les relations de causalité entre des éléments causaux et consécutifs : « La vérité est que l'expérience d'un phénomène complexe – et il n'est pas d'autre expérience dans le domaine de l'agir humain – peut toujours être interprétée d'après diverses théories antithétiques. L'interprétation sera considérée comme satisfaisante ou non, selon qu'on approuve ou non les théories correspondantes établies à l'avance sur la base d'un raisonnement aprioristique. L'histoire ne peut nous enseigner aucune règle, aucun principe ni loi d'ordre général. Il n'y a aucun moyen d'abstraire d'une expérience historique *a posteriori* de quelconques théories ou théorèmes concernant la conduite et les politiques humaines » (Mises [1966], p. 45-46). En effet, il

1. « L'interprétation spécifique offerte par l'histoire peut essayer d'envisager la cause de tels changements effectués dans le passé et d'anticiper des changements susceptibles d'arriver dans le futur » ([1957], p. 85). Mais « Il est évident que cette connaissance qui offre à un homme la capacité d'anticiper dans une certaine mesure les attitudes futures d'autres gens n'est pas une connaissance *a priori* » (*ibid.*, p. 311).

est impossible d'appréhender la réalité humaine sans faire référence aux catégories aprioristes. L'historien a besoin de la théorie pour donner un sens aux faits car il aborde son travail d'interprétation en utilisant des catégories abstraites. Si elles sont correctes, l'interprétation peut, elle aussi, être correcte ; si elles sont erronées, l'interprétation doit nécessairement être erronée.

L'incapacité de prendre en compte cette relation de subordination conduit souvent à une confusion entre le domaine de la théorie économique et celui de l'histoire économique. L'historien économique accumule et examine des données, apparemment comme le chercheur en sciences naturelles. Mais cette comparaison est superficielle car l'histoire et ses méthodes sont épistémologiquement très différentes de celles de la science naturelle. L'économiste ne se comporte pas comme l'historien économique. Il n'accumule pas des faits, mais fonde ses affirmations sur le raisonnement aprioristique, c'est-à-dire sur l'élaboration d'une pensée théorique.

L'histoire n'en demeure pas moins pour Mises une branche nécessaire de l'étude sociale et un outil complémentaire de l'étude théorique. Elle occupe une place légitime à côté de l'outil apriori : « L'histoire doit se baser sur la théorie, non pour s'aliéner elle-même de sa propre tâche, mais bien au contraire, afin de la remplir au mieux dans le vrai sens du terme. Et les mots de Bagehot ne devraient jamais être oubliés : "Correctement conçue, la méthode historique n'est pas la rivale de la méthode abstraite correctement conçue" » (Mises [1933], p. 124). La théorie aprioristique et l'histoire sont les deux branches incontournables de l'étude des phénomènes humains et sociaux.

III. Mises et ses prédécesseurs : ruptures et continuités

Au sein même de la littérature néo-autrichienne, une interrogation est restée récurrente : celle de la relation entre les travaux de Mises et l'œuvre de ses prédécesseurs (Menger, Wieser, Böhm-Bawerk). En particulier, le rapport à Menger est controversé. Certains, comme Selgin *(Praxeology and Understanding : An Analysis of the Contreversy in Austrian Economics)*, ne voient en Mises qu'un simple épigone de Menger, puisque son apriorisme « ne diffère pas fondamentalement de l'essentialisme aristotélicien de Menger » ([1982], p. 13). D'autres, à l'inverse, discernent dans ses analyses une véritable fracture. Pour Langlois *(Knowledge and Rationality in the Austrian School : An Analytical Survey)*, sans nul doute, « Partant d'une philosophie néokantienne plus qu'aristotélicienne, il [Mises] argumente contre Menger » (Langlois [1985], 316). Ces deux positions extrêmes ne rendent pas compte d'une réalité plus nuancée.

Mises a toujours voué un énorme respect à la pensée et à l'œuvre de Carl Menger, soulignant à de nombreuses reprises son apport et sa créativité. Plus précisément, *Mises est resté fidèle à la méthodologie des sciences sociales adoptée par Menger* : il s'accorde ainsi avec son analyse de la dimension individualiste des phénomènes sociaux et son refus de la méthode mathématique (III.1).

Mais parallèlement, sa propre critique du scientisme oblige Mises à prendre ses distances avec d'autres aspects de la pensée de Menger. Ces distances se manifestent par une véritable rupture sur le terrain épistémologique. À cet égard, le jugement de Mises est effectivement sans appel : « Le caractère inadéquat de la logique empiriste a entravé

les efforts de Carl Menger encore plus sérieusement que ceux des penseurs anglais. Ses brillantes *Investigations into the Method in Social Sciences* sont même moins satisfaisantes aujourd'hui que, par exemple, le livre de Cairnes sur la méthodologie » (Mises [1933], p. XVII- III)[1] (III.2).

III.1. La fidélité à une approche méthodologique

Une lecture traditionnelle de Menger (Stigler [1937], Schumpeter [1952] et [1954]), nous le présente comme un des fondateurs du corpus néo-classique. Comme le relève Kirzner, dans un texte intitulé *Entrepreneurial Discovery and the Competitive Market Process* : « Les premiers travaux de l'école autrichienne jusqu'à 1930 étaient perçus à juste titre comme simplement une variante de l'approche économique dominante du début du 20e, à savoir ce qu'on appelait de manière grossière l'approche néo-classique » (Kirzner [mars 1997], p. 61). Mais une partie de la littérature a discerné dans son œuvre une problématique tout aussi originale que spécifique (insistance sur le rôle du temps historique, refus du formalisme mathématique adopté par ses contemporains marginalistes)[2]. Comme le remarque Vaughn (*Austrian Economics in America : The Migration of a Tradition* [1994]), Menger est certainement tout cela à la fois. Lorsqu'il rédige les *Principles of Economics* (*Grundsätze der Volkswirthschaftslehre* [1871]), il exprime la plupart des fondamentaux de l'analyse marginaliste développée par Walras et Jevons (utilité marginale, théorie de l'échange, détermination des prix...)[3]. Mais il est également l'auteur des *Investigations into the Method in Social Sciences, with Special Reference to Economics (Untersuchungen über die Methode der Socialwissenschaften und der politischen Oekonomie*

1. Trente-six ans plus tard, dans *The Historical Setting of the Austrian School*, Mises continuera à déplorer les effets pervers des tendances empiristes de Carl Menger sur la cohérence de ses propres raisonnements. Il note ainsi, au détour d'un commentaire sur la *Methodstreit* que « [...] Menger était beaucoup trop sous l'influence de l'empirisme de John Stuart Mill pour mener son propre point de vue à ses pleines conséquences logiques » (Mises [1969], p. 27-28).

2. Malgré quelques articles prémonitoires (en particulier, Kauder *The Retarded Acceptance of Marginal Utility Theory* [1953]), l'acte de naissance de cette lecture de Menger peut être établi avec la parution de l'ouvrage collectif *Carl Menger and the Austrian School of Economics* [1973], édité sous la responsabilité de Weber et de Hicks. On doit citer parallèlement la contribution de Streissler : *To What Extent Was the Austrian School Marginalist ?* [1973]. Il est possible de retracer les grandes étapes du développement de cette littérature : l'article très commenté de Jaffé, *Menger, Jevons and Walras De-Homogenized* [1976] ; un numéro spécial de *Atlantic Journal* (septembre 1978), *Carl Menger and Austrian Economics* ; *The Economics of Time and Ignorance* de O'Driscoll et Rizzo [1985] ; un recueil d'articles sous la responsabilité de Bruce Caldwell, *Carl Menger and his Legacy in Economics* [1990] ; la publication d'un ouvrage de Max Alter, *Carl Menger and the Origins of Austrian Economics* [1990] ; enfin, un autre ouvrage collectif, à l'initiative de Mark Blaug, sobrement intitulé *Carl Menger* [1992].

3. De manière analogue à ces auteurs, Menger déclare dans la préface des *Principles of Economics* [1871] que l'origine de sa réflexion consiste dans la volonté de reconstruire la théorie de la valeur sur d'autres bases que celles posées par l'analyse classique, afin d'offrir une explication plus satisfaisante de la formation des prix. Plus largement, l'ambition des *Principles...* est de sortir la théorie générale des prix de l'ornière où l'école classique l'avait placée et de la structurer autour d'un principe général. Mises lui-même considère que les différences entre la tradition autrichienne et l'École de Lausanne résident « seulement dans leur mode d'expression de la même idée fondamentale et qu'ils sont divisés plus par leur terminologie et par des particularités de présentation que par la substance de leurs enseignements » ([1933], p. 214). Dans ses écrits les plus tardifs, il continuera de défendre la même thèse : « [...] après quelques années, toutes les idées essentielles de l'école autrichienne ont été *grosso modo* acceptées comme une partie intégrante de la théorie économique. À l'époque de la disparition de Menger (1921), on ne distinguait déjà plus les deux écoles. L'appellation « École Autrichienne » devient le nom donné à un chapitre important de la pensée économique ; elle ne caractérisait plus un courant spécifique avec des doctrines différentes de celles défendues par d'autres économistes » (Mises, *The Historical Setting of the Austrian School* [1969], p. 41).

insbesondere) [1883], ouvrage axé sur des questions de méthode, et dont les analyses en matière d'économie institutionnelle échappent à tout parallélisme avec les écrits de ses contemporains marginalistes.

La rédaction des *Investigations*... a répondu à l'indifférence affichée en Allemagne et en Autriche à l'occasion de la parution des *Principles*... Le milieu intellectuel allemand, alors dominé par l'*école historique*[1], rejette la possibilité de découvrir des lois universelles dans le domaine social. Ses représentants (Roscher, Schmöller) opposent à la démarche théorique en économie une description et une interprétation historique. Dans la mesure où ses *Principles*... affirment la légitimité d'une recherche théorique en économie, Menger ne peut répondre aux attentes des défenseurs de l'École Historique en Allemagne[2]. L'incompréhension sera d'autant plus forte que la réhabilitation de l'idée d'une validité de lois universelles en matière sociale s'accompagne chez Menger d'un refus du positivisme, dont le règne sans partage, proclame-t-il, « a conduit aux erreurs méthodologiques les plus sérieuses, et à un jeu stérile d'analogies externes entre les phénomènes de l'économie et ceux de la nature » (Menger [1871], p. 47). Le chercheur ne peut se contenter de l'approche historique consistant à examiner des phénomènes singuliers, concrets et datés.

De même, Menger revendique dès la rédaction des *Principles* la nécessité de placer l'individu au centre de l'analyse théorique. Il explique ainsi que l'élaboration d'une théorie des prix exigeait de se référer aux comportements individuels. Avec les *Investigations*, l'exigence d'un socle individualiste de l'analyse des phénomènes sociaux, et notamment des institutions, y est de nouveau affirmée. Dans son commentaire de la méthodologie mengerienne, Milford explique ainsi que « si Menger essaya de montrer que le principe selon lequel les individus essaient d'atteindre leurs fins de la meilleure manière possible était vital pour l'explication des structures changeantes de prix, il montre aussi que le même principe pouvait être appliqué à l'explication de l'origine de certaines autres institutions » (Milford, *Menger's Methodology* [1990], p. 218). Le holisme est incapable d'expliquer l'origine des structures sociales, mais aussi le processus de leur évolution. L'ambition de Menger, à travers la méthode « analytico-compositive », est de reconstruire la manière dont des institutions complexes se forment sur la base de stratégies et de comportements individuels. Nous verrons dans le chapitre suivant que, dans sa volonté de faire passer au premier plan les exigences individualistes de l'appréhension du social, Mises, sur ce terrain, ne fait que reprendre une série de fondamentaux déjà établis dans l'œuvre de Menger.

Par ailleurs, comme chez Mises, la pertinence de l'emploi des méthodes mathématiques dans l'analyse du champ social est remise en question par Menger. L'absence de

1. Pour une synthèse de l'ambiance intellectuelle de l'Autriche de cette époque, *cf.* Seager (*Economics at Berlin and Vienna* [1893]) et Johnston (*L'esprit viennois, une histoire intellectuelle et sociale 1848-1938* [1972]).

2. Dans la préface des *Investigations*..., Menger affirme vouloir lutter contre les « méthodes erronées et les principes » adoptés en Allemagne sous l'influence de l'école historique allemande. La parution de l'ouvrage a constitué le point de départ de la célèbre « querelle des méthodes » *(Methodenstreit)*, au cours de laquelle se sont affrontés d'une part Menger et Böhm-Bawerk, d'autre part les partisans de l'école historique allemande, avec à leur tête Schmöller. Donnant lieu à un dialogue de sourds, cette controverse s'est avérée parfaitement stérile. Schumpeter [1954] a parfaitement résumé son caractère, lorsqu'il l'a qualifiée « d'histoire d'énergies gaspillées » ([1954], p. 194). Bostaph : *The Methodological Debate between Carl Menger and the German Historicists* [1978] adopte quant à lui une position plus nuancée.

théorisation mathématique de ses travaux a fait l'objet de commentaires devenus classiques. Ainsi, pour Schumpeter [1954], cette absence constituerait la seule spécificité de Menger par rapport aux deux autres représentants de la révolution marginaliste, Jevons et Walras. Mais elle traduirait simplement un manque de maîtrise technique dans ce domaine (*cf.* p. 110). Les commentaires du propre fils de Carl Menger, Karl, semblent étayer cet argument. Il souligne la pauvreté de l'enseignement mathématique dans l'Autriche de la première moitié du XIXe siècle, et relève la faiblesse des compétences de son père en la matière (*cf.* Karl Menger, *Austrian Marginalism and Mathematical Economics* [1973], p. 44-45).

Un examen approfondi des textes de Carl Menger témoigne cependant d'une réalité différente. Avec Antonelli (*Léon Walras et Carl Menger à travers leur correspondance* [1953]), la littérature ne s'est intéressée que tardivement à la désormais célèbre correspondance entretenue par Walras avec Menger, durant les années 1883-1884, à l'époque même de la parution des *Investigations...* Pour Garrouste (*Léon Walras et Carl Menger à propos de l'utilisation des mathématiques en économie politique* [1994]), l'étude de cette correspondance suggère fortement que Menger rejette l'emploi des mathématiques pour des raisons de fonds et non de forme. Si celui-ci se montre bien évidemment sensible à l'approche marginaliste développée par Walras dans ses *Éléments d'Économie Politique Pure* [1874-1877], il expose en même temps, à l'occasion d'une discussion de la *Théorie mathématique de la richesse sociale* (Walras [1883]), les motifs de sa réticence à l'emploi des méthodes mathématiques. L'intérêt de la mathématique dans les sciences sociales est seulement d'être « une méthode d'exposition, de démonstration, et non de recherche » (Menger [1883], p. 271). N'étant qu'une « science auxiliaire de l'économie politique » (*ibid.*, p. 272), elle n'atteint pas l'essence de la discipline qui consiste à rechercher les causes des phénomènes, à définir leurs facteurs constitutifs, et non pas à étudier leur représentation. *Le travail de l'économiste n'est donc pas de mesurer des grandeurs, mais d'expliquer l'origine et les caractéristiques des phénomènes économiques. En cela, l'outil mathématique ne s'avère d'aucune utilité.*

Au regard de ces éléments, la thèse de l'identité des propositions méthodologiques de Mises et de Menger ne semble guère contestable. Il en va autrement sur le terrain épistémologique, sur lequel va se concrétiser une véritable fracture au sein de la tradition autrichienne.

III.2. Une rupture épistémologique

Le principal objectif des *Investigations* est de démontrer la possibilité d'une économie théorique, c'est-à-dire d'une connaissance « générale » des phénomènes économiques, permettant à la fois de savoir, de prévoir et de contrôler. Cette volonté a conduit Menger à la recherche « de lois strictes des phénomènes, de régularités dans la succession des phénomènes qui ne se présentent pas en elles-mêmes comme absolues, mais qui en fonction des approches cognitives par lesquelles nous les atteignons portent simplement en elles-mêmes la garantie de leur absolu » (Menger [1883], p. 59). La découverte de ces régularités absolues, s'imposant à l'esprit humain comme de simples évidences, est permise par la formulation de lois épistémologiques, dont la vocation est de repérer des types stricts et des relations typiques strictes *(lois exactes)* entre les phénomènes

économiques. Ces lois exactes « ne sont pas seulement sans exception, mais selon nos lois de pensée, ne peuvent être pensées d'autre manière que sans exception » (*ibid.*, p. 61).

Cependant, selon Menger, l'approche *exacte* n'est pas la seule façon d'obtenir une connaissance « générale » des phénomènes économiques. Il convient en effet de lui adjoindre les enseignements de la démarche *empirico-réaliste*. L'économie théorique *« empirico-réaliste »* a pour tâche de rendre compte de régularités observables « dans la succession et la coexistence des phénomènes réels de l'économie humaine » (Menger [1883], p. 57). À la différence de l'approche *exacte*, elle intègre dans son champ n'importe quels types d'attitudes ou de comportements de la part des sujets économiques. Son opérationnalité en est considérablement accrue. Mais la médaille a son revers. Les lois empirico-réalistes peuvent souffrir et souffrent en général d'exceptions, qui traduisent une perte en rigueur dans la définition des régularités économiques. L'enjeu est d'autant plus important que ces exceptions peuvent se situer « même à l'intérieur d'une nation définie, et expriment souvent sur chaque marché une dimension spécifique des faits traités, laquelle, concernant la mesure des effets de la demande sur les prix, ne peut être déterminée qu'après-coup » (*ibid.*, p. 72).

La méthode empirico-réaliste n'en garde pas moins sa légitimité et son intérêt, à côté de l'approche exacte. Ces deux axes représentent pour Menger deux manières différentes, autonomes, de répondre aux problèmes de l'établissement d'une science théorique de l'économie (*cf.* Menger [1883], p. 67). Elles sont à la fois alternatives et complémentaires dans la pratique, correspondant à deux façons de connaître, prédire et contrôler.

L'exposé de ces éléments permet de mettre en perspective un certain nombre d'oppositions de Mises aux thèses épistémologiques de Menger. La question de la place donnée à l'induction est bien évidemment en première ligne. Comme le souligne Milford (*Menger's Methodology* [1990]) ou Maki (*Mengerian Economics in Realist Perspective* [1990]), le ton polémique des *Investigations* ne doit pas masquer le fait que le reproche adressé par son auteur aux représentants de l'école historique allemande n'est pas d'utiliser une méthode inductive, mais d'adhérer à une forme naïve de celle-ci[1]. La démarche empirico-réaliste, de par sa définition même, manifeste clairement un rapport explicite au réel : c'est l'observation d'une réalité économique qui doit permettre la découverte de régularités dans l'enchaînement des variables. Bien qu'il ne semble pas que Mises ait explicitement disserté sur la démarche empirico-réaliste, sa remarque rageuse sur « Le caractère inadéquat de la logique empiriste » de Menger laisse suggérer la force de son animosité à son égard. En dernière analyse, son rejet est la conclusion logique de son refus de concéder la moindre légitimité à l'emploi de l'induction en sciences sociales.

On aurait pu penser que l'approche « exacte » trouve plus de grâce à ses yeux, dans la mesure où celle-ci consiste en une abstraction permettant d'isoler les éléments nécessairement présents dans les phénomènes et leurs relations, indépendamment des circonstances de lieu et de temps. Elle reste cependant pour Mises un objet de critiques.

1. La méthode de Menger pour obtenir de la connaissance du monde des phénomènes est fondée sur une approche inductive. Mais dans la mesure où elle ne correspondrait pas à une forme naïve d'inductivisme, elle devrait être qualifiée, suivant l'expression de Birner (*A Roundabout Solution to a Fundamental Problem in Menger's Methodology and Beyond* [1990]), de position *justificationniste-inductiviste*.

Selon Menger, en dernière analyse, la définition d'énoncés universels passe par le domaine de l'expérience du réel et non dans ses traductions conceptuelles[1]. La démarche exacte se fonde ainsi sur une démarche inductive. En effet, la formulation de types exacts est nécessairement précédée par la construction de types réels, par l'intermédiaire desquels il devient possible de repérer les phénomènes les plus élémentaires.

La différenciation entre les lois *exactes* et *empirico-réalistes* ne renvoie donc en dernière analyse qu'au contraste entre d'une part la recherche de la structure essentielle (au sens aristotélicien du terme) des phénomènes et d'autre part la prise en compte de leur pleine complexité, et non pas entre le conceptuel d'un côté et le réel de l'autre. La formulation d'énoncés et de lois universelles en matière sociale doit alors s'opérer de la même manière que dans les sciences de la nature. Menger défend ainsi la thèse d'un monisme épistémologique. Or, comme le résume Milford, « À partir du moment où l'orientation exacte de la recherche théorique ne peut pas clarifier la possibilité d'une science théorique se voulant strictement universelle et empirique, elle doit être rejetée, non seulement pour des raisons logiques, mais aussi pour des raisons épistémologiques » (Milford [1990], p. 234). L'induction se révèle inapte à fournir la légitimité épistémologique de la notion de théorie économique : « Les concepts ne sont jamais et nulle part trouvés dans la réalité » (Mises [1933], p. 78).

Mises interprète ces erreurs comme le résultat des limites de la pensée épistémologique de l'époque de Menger et de l'influence « pernicieuse » de Stuart Mill sur son développement. Pour Mill, selon Mises, les axiomes qui sont à la base de la théorie économique reposent en dernière analyse sur l'expérience et dérivent ainsi d'une conception inductive. Menger a été abusé par cette démarche, ce qui l'a conduit à énoncer de véritables malentendus épistémologiques (voir Mises [1933], p. 23), malheureusement prolongés par ses successeurs directs, Böhm-Bawerk et Wieser. Ainsi, pour ce dernier, la fonction de l'économie théorique est « d'expliquer scientifiquement et de développer le contenu de l'expérience économique commune » (Wieser [1914], cité par Mises [1933], p. 21). Bien que cette idée de caractère commun aux individus ne traduise rien d'autre qu'une démarche introspective, définie comme *méthode psychologique* par Wieser lui-même, Mises déplore que ce dernier reste conditionné par l'idée « millienne » héritée de Menger, à savoir que ces axiomes de la pensée doivent trouver en dernier lieu une expression inductive.

C'est donc clairement au nom du refus de la légitimité d'une démarche inductive en sciences sociales que Mises rejette l'épistémologie de Menger, et de manière générale,

1. Il est à cet égard remarquablement explicite : « Les phénomènes, ou certains aspects de ceux-ci, et non leur image linguistique, sont l'objet de la recherche théorique dans le domaine de l'économie. L'analyse des concepts peut, dans un cas individuel, bénéficier d'une certaine signification pour la présentation de la connaissance théorique de l'économie. Mais le but de la recherche dans le domaine de l'économie théorique peut seulement être la détermination de la nature générale et de la relation générale des phénomènes économiques. C'est un signe de la faible compréhension, manifestée en particulier par les représentants de l'école historique, des buts de la recherche théorique. Dans les recherches sur la nature de la marchandise, sur la nature de l'économie, la nature de la valeur, des prix et de choses similaires, ils ne voient que des analyses de concepts. Dans la construction d'une théorie exacte des phénomènes économiques, ils observent "la formation d'un système de concepts et de jugements" [...]. Un certain nombre d'économistes français tombent dans une erreur identique, lorsque, avec une vue erronée des concepts de "théorie" et de "système", ils ne comprennent par ces termes rien de plus que des théorèmes obtenus déductivement d'axiomes à priori, ou de systèmes d'axiomes » (Menger [1883] p. 37).

celle de la « première tradition » autrichienne[1]. Néanmoins, même si elle diffère dans son contenu, la perspective épistémologique de Mises reste clairement identique dans son objet à celle de Menger : la *fondation de la théorie économique*. Mais selon Mises, le caractère universellement valide des lois économiques ne saurait être défendu et légitimé d'autre manière que comme l'énoncé de théorèmes découlant d'une série d'axiomes définis de manière *a priori*, échappant à toute référence inductiviste. La volonté de fonder la théorie économique sur cette base a débouché sur l'élaboration de la *praxéologie*, définie comme la science *a priori* de l'action humaine (*cf.* Mises [1957], p. 309) ou « théorie générale de l'agir humain » (Mises [1966], p. 4). Si des auteurs postmisesiens, comme Hayek, chercheront à compléter ou à renforcer les enseignements de la praxéologie par des propositions subsidiaires, aucun ne remettra en cause ses acquis et la nécessité de respecter le cadre de propositions formelles qu'elle établit. C'est dans cette perspective que la praxéologie, conçue comme architecture des sciences humaines, reste un élément consensuel de la tradition néo-autrichienne et en constitue le socle épistémologique.

1. À l'exception notable de Rothbard, qui a la particularité d'être à la fois un ferme défenseur du réalisme mengerien de type aristotélicien et un farouche partisan des thèses de Mises, cette relation distanciée avec la problématique de Menger est une constante de la littérature néo-autrichienne. Ainsi, si Kirzner *(Carl Menger and the Subjectivist Tradition in Economics)* ne semble pour sa part guère offusqué par l'essentialisme de Menger, il considère néanmoins que sa conception générale du système économique « l'empêche de saisir des étapes ultérieures du développement de l'économie subjectiviste » (Kirzner [1992], p. 71).

Chapitre 2

La praxéologie comme axiomatique de l'économie

Pour Mises, le raisonnement déductif en matière sociale nous ramène au concept d'*action*. Constituant le premier maillon de la connaissance, l'action représente l'axiome fondamental sur lequel repose toute la construction de l'économie théorique. *La définition d'une grammaire de l'agir humain est l'objet de la praxéologie*[1]. Celle-ci doit fournir un savoir apodictique des éléments constitutifs de la structure de l'action humaine. La praxéologie « n'est donc pas concernée par le contenu changeant de l'agir, mais par sa forme pure et sa structure catégorielle ». « Elle ne traite pas en termes vagues de l'agir humain en général, mais de l'action concrète qu'un homme défini a accomplie à une date définie, en un lieu défini. Mais bien entendu, elle ne se préoccupe pas des traits accidentels et circonstanciels de cette action, ni de ce qui la

1. Dans ses premiers écrits épistémologiques (*Epistemological Problems of Economics*, [1933]), Mises a dénommé cette science de l'action humaine sociologie, afin de la différencier strictement de la notion d'histoire. Il notera ainsi dans la préface de l'édition anglaise [1962] : « Lorsque, en 1929, j'ai d'abord publié le second essai de ce recueil, je croyais encore qu'il n'était pas nécessaire d'introduire un nouveau terme pour établir la distinction entre la science théorique générale de l'action humaine et les études historiques traitant de l'action humaine accomplie dans le passé. Je pensais qu'il serait possible d'employer pour ce propos le terme sociologie, qui, selon l'avis de quelques auteurs, était adapté pour désigner une telle science théorique générale. Je n'ai pris conscience que plus tard du caractère inopportun de cet emploi et j'ai adopté le terme praxéologie. » ([1933], p. XV) Néanmoins, il convient de souligner que dès les premières éditions de l'ouvrage, cette sociologie est explicitement définie comme « une science théorique de l'action humaine, c'est-à-dire une science dont le but est l'établissement des lois universellement valides de la conduite humaine. Tout ce que cette science doit à Auguste Comte est son nom » (*ibid.*, p. 68). Il faudra attendre la parution de *Nationalökonomie* [1940] pour voir apparaître pour la première fois sous la plume de Mises le terme de praxéologie, qu'il découvre dans un article d'Espinas, daté de 1890, *Les origines de la technologie* (*cf.* Mises [1966], p. 4 ; [1944], p. 18). Prendergast *(A. Schütz and the Austrian School of Economics)*, en distinguant une sociologie générale d'une sociologie descriptive, qui serait selon lui une discipline « historique », considère que « Les autrichiens ont toujours cru que l'économie était une branche de la sociologie générale, comprise comme une science universelle des phénomènes sociaux en tant que telle » (Prendergast [1986], p. 23).

distingue de toutes les autres actions, mais seulement de ce qui est nécessaire et universel dans son accomplissement » (Mises [1966], p. 52 ; 49).

L'acquisition de ce savoir s'opère bien évidemment sur un mode *a priori*, qui s'appuie lui-même sur une démarche introspective. « Comme pour la logique et la mathématique, la connaissance praxéologique est en nous ; elle ne vient pas du dehors » (Mises, *ibid.*, p. 70). Dans cette perspective, les enseignements de la praxéologie « ne sont pas susceptibles d'être vérifiés, controuvés sur la base d'expériences ou de faits. Ils sont à la fois logiquement et chronologiquement antécédents à toute compréhension des faits historiques » et ainsi, « Ses effets et ses propositions ne sont pas déduits de l'expérience » (Mises, *ibid.*, p. 36).

La praxéologie consiste donc dans l'énoncé d'un donné ultime, l'action, et dans la mise en œuvre des théorèmes découlant de son axiomatisation. C'est à l'organisation du modèle praxéologique que Mises a consacré une grande partie de ses écrits épistémologiques (I). Les implications de son étude lui permettront en même temps de fonder l'idée du subjectivisme (II), mais aussi d'établir la spécificité du champ praxéologique par rapport à celui de la psychologie (III).

I. L'organisation du modèle praxéologique

L'ensemble des travaux épistémologiques de Mises ([1933], [1957], [1962]...) témoignent d'un souci constant de définir les différentes composantes du schéma praxéologique. Tous ces éléments prendront une forme systématisée dans les diverses éditions de *L'action humaine* ([1949], [1963], [1966]), à travers une étude générique des caractères (I.1), des conditions (I.2) et des implications (I.3) de l'action.

I.1. Caractères

Un principe d'*individualisme* méthodologique s'attache tout d'abord nécessairement à la praxéologie. Étant donné que « Seuls les individus pensent et agissent » ([1957], p. 190), « [...] la praxéologie fait partir ses études d'une action au singulier [...]. L'Ego est l'unité de l'être agissant. Il est indubitablement un donné, et ne peut être dissous ni exorcisé par aucun raisonnement, par aucune logique » ([1966], p. 48-49). Cet individualisme trouve son corollaire dans la dénonciation de « l'hypostasion », c'est-à-dire de la tendance « à attribuer une existence ou une substance réelle à des constructions ou à des concepts mentaux » ([1962a], p. 78). Pour Mises, *un ensemble collectif n'a pas d'existence propre*, et donc de réalité praxéologique. Il est lui-même le résultat d'un complexe d'actions reposant sur des stratégies et des comportements individuels, qui sont les seuls à pouvoir être observés par le théoricien : « Ainsi la route pour connaître les ensembles collectifs passe par l'analyse des actions des individus. » ([1966], p. 47) L'Ego praxéologique doit alors s'imposer au théoricien du champ social. Cette perspective conduit logiquement Mises à la critique du champ retenu pour la macro-économie. En effet, cette dernière ne rend pas compte d'objectifs communs, mais d'une multiplicité d'actions individuelles gouvernées chacune par des finalités singulières. Or, le « concept macro-économique de revenu national » ignore les activités

individuelles qui en sont à la source. En conséquence, il n'est rien d'autre qu'un « simple slogan politique dépourvu de toute valeur cognitive » ([1962a], p. 87).

La deuxième caractéristique de l'action est que celle-ci s'associe à un *coût direct*. Elle implique en effet un emploi de ressources rares. Suivant les actions concernées, ces *ressources* peuvent être diverses. Mais quel que soit le genre envisagé, toute action requiert nécessairement la mobilisation d'au moins deux ressources : *les facultés mentales et le temps*. Le temps, en particulier, constitue un « facteur praxéologique » (Mises [1966], p. 105).

L'idée d'un *choix* nécessaire est le troisième corollaire de l'axiome d'action. L'agir s'identifie à un arbitrage entre des alternatives proposées à l'acteur : « Ce qui compte pour la praxéologie est seulement le fait que l'homme en agissant choisit entre des alternatives » ([1933], p. 133). *L'action implique toujours prendre et rejeter* car l'ensemble des opportunités possibles ne peut être exploité. Ce constat ne fait que refléter la contrainte de rareté qui s'impose à chaque individu et conditionne son activité. En même temps, l'acte de choix suppose l'existence d'une asymétrie *infra-individuelle* des valeurs, puisque par définition, le choix exprime toujours l'idée d'une préférence : « Toute conduite humaine de la part des hommes sous-tend la préférence de A sur B. » (Mises [1933], p. 149)

Le dernier attribut de l'action consiste dans son caractère d'*intentionnalité*. « L'action signifie un comportement conscient ou une activité ayant un objectif. Elle diffère en tant que telle des processus instinctifs, physiologiques et biologiques influant sur les êtres humains » (Mises [1944a], p. 19). Ainsi comprise, *toute action vise à atteindre un but qui, en dernière analyse, est toujours la volonté de substituer un état plus satisfaisant des choses à ce qui l'était moins*. Bien évidemment, les fins dont traite la praxéologie sont définies par les acteurs eux-mêmes. Ils correspondent à des états mentaux individualisés, à des jugements de valeur, qui vont déterminer la structure précise de choix exprimée par l'action. Les êtres humains ne sont pas passifs devant leur environnement social ou physique. Ils disposent de la capacité d'influer sur le cours des événements et, dans une certaine mesure, de contrôler leur direction.

C'est dans cette perspective que, pour Mises, l'homme dispose d'un *libre arbitre* correspondant à un pouvoir de décision et rendant compte du *caractère nécessairement délibéré* de l'action : « Il y a une sphère à l'intérieur de laquelle l'homme peut choisir entre des alternatives. Il n'est pas, comme d'autres animaux, sujet inévitablement et irrémédiablement à l'opération du destin aveugle. Il peut, à l'intérieur d'étroites limites, détourner les événements du cours qu'ils auraient pris s'ils avaient été laissés à eux-mêmes. C'est un être agissant. En cela consiste sa supériorité sur les souris et les microbes, les plantes et les nuages » ([1957], p. 179). L'affirmation d'un libre arbitre ne signifie pas la négation d'une forme de déterminisme. Mais dans la mesure où les caractères et les mécanismes de ce déterminisme restent inaccessibles à la raison humaine, il est vain d'essayer d'en rendre compte. En conséquence, « Les sciences de l'action humaine partent du fait que l'homme agit de manière consciente en direction de fins qu'il a choisies. C'est précisément ce que toutes les branches de positivisme, béhaviorisme et panphysicalisme veulent soit nier, soit passer sous silence » (*ibid.*, p. 3).

L'action est donc intrinsèquement dotée de signification, et nécessairement « Les individus agissent afin de produire des résultats définis » ([1957], p. 195). L'acte vise à obtenir un

résultat, et aucune action ne peut être appréhendée d'une autre manière. Même le suivi d'une routine est un acte délibéré, stratégique, correspondant à une volition consciente. Laisser les événements suivre leur flux spontané alors qu'il était dans le pouvoir de l'individu d'en modifier le cours est aussi le fruit d'une décision délibérée et consciente, et en tant que telle, elle doit être considérée comme la marque d'une action. Selon Mises, les distinctions établies par Weber entre des actions émotionnelles et intentionnelles ne sont pas légitimes d'un point de vue théorique, dans la mesure où ces distinctions relèvent de catégories historiques. En résumé, étant donné que tout comportement correspond au désir d'un individu d'atteindre un résultat consciemment réalisé, « La volonté d'atteindre une fin et la recherche d'un but ne peuvent pas être éliminées du concept d'action » (Mises [1933], p. 33-34).

I.2. Conditions

Le contenu heuristique de la praxéologie nous permet aussi d'envisager les conditions de l'action. Celles-ci sont au nombre de trois. Tout d'abord, *l'action vise nécessairement à éliminer une gêne ressentie*, laquelle peut s'identifier conceptuellement à l'idée d'un *déséquilibre* ou d'une *insatisfaction* : « Un être qui agit est insatisfait [...], s'il était satisfait, il n'agirait pas (Mises [1966], p. 75).

À cette idée de gêne doit être immédiatement ajoutée *l'image d'une situation plus favorable* : « L'homme qui agit désire fermement substituer un état de choses plus satisfaisant à un moins satisfaisant. Son esprit imagine des conditions qui lui conviendront mieux et son action a pour but de produire l'état souhaité » (Mises [1966], p. 16).

Enfin, toute action présuppose l'idée d'une *croyance en la réussite de l'action* (laquelle croyance n'exclut évidemment pas la possibilité de commettre des erreurs). L'opérateur de croyance en la réussite de l'action est la connaissance d'une *relation de causalité*. Si l'action est porteuse d'intention, et renvoie par ce biais à une dimension téléologique, sa description comme son déroulement « requièrent une relation de causalité » (Mises [1957], p. 93). Si l'agir signifie employer des moyens pour atteindre des fins, celui-ci est donc inextricablement conditionné par des relations de causalité et, dans cette mesure, il réclame l'usage de la raison. Celle-ci indique à l'homme quels sont les moyens appropriés à la poursuite de ses objectifs et quelles sont les fins incompatibles entre elles [1].

Cependant, établir une relation de causalité ne signifie pas forcément se référer à la *logique* au sens habituel du terme. Cette relation peut être établie à travers des formes diverses de *superstition*. Ainsi, Mises note qu'« Un paysan qui souhaite une récolte abondante peut (selon le contenu de ces idées) choisir des méthodes diverses. Il peut

---

1. « Les problèmes philosophiques, épistémologiques et métaphysiques de la causalité et de l'induction imparfaite sont hors du champ de la praxéologie. Nous devons simplement établir le fait qu'afin d'agir, l'homme doive connaître la relation causale entre les événements, processus ou états de choses. Et c'est seulement dans la mesure où il connaît cette relation, que son action peut atteindre le but qu'il se propose. Nous avons pleinement conscience qu'en affirmant cela, nous tournons en rond. Car la preuve que nous avons saisi une relation causale est fournie seulement par le fait que l'action guidée par cette compréhension aboutit au résultat qui en était escompté. Mais nous ne pouvons éviter ce cercle vicieux parce que précisément la causalité est une catégorie de l'action. Et parce qu'elle est une telle catégorie, la praxéologie ne peut faire autrement que porter en partie son attention sur ce problème philosophique fondamental » (Mises [1966], p. 26).

accomplir certains rites magiques, partir en pèlerinage, offrir un cierge à l'image de son saint patron ; ou il peut employer des engrais meilleurs et plus abondants. Mais quoi qu'il fasse, c'est toujours agir, c'est-à-dire employer certains moyens pour atteindre certaines fins. La magie est, dans un sens large, une variété de technologie. L'exorcisme est une action délibérée et guidée par l'intention, basée sur une idée du monde que la plupart de nos contemporains rejettent comme superstitieuse, et par conséquent comme inappropriée. Mais le concept d'action n'implique pas que l'action soit guidée par une théorie correcte et une technologie promettant le succès, ni qu'elle atteigne le but visé. Cela implique seulement que celui qui accomplit l'action croie que le moyen employé obtiendra l'effet désiré » (Mises [1966], p. 42)[1].

I.3. Implications

Le dernier enseignement de la praxéologie consiste dans l'analyse des implications de l'action. Il existe pour Mises deux conséquences de l'agir, qu'il convient d'envisager de manière reliée : l'idée d'un échange *infra-individuel* et celle d'incertitude sur le résultat de l'action.

De par son caractère de choix, l'action exprime nécessairement, du point de vue de l'homme agissant, un échange *infra-individuel*. L'agir signifiant nécessairement à la fois « prendre et rejeter » (Mises [1966], p. 15), celui-ci impose l'idée d'un coût d'opportunité et s'associe donc toujours à « la renonciation de quelque chose à laquelle une valeur plus basse est assignée afin d'atteindre ou de préserver quelque chose à laquelle une valeur plus haute est assignée » ([1957], p. 24).

Si l'action correspond à une volonté de transformer une situation moins satisfaisante en une situation plus satisfaisante, cet échange *infra-individuel* signifie en même temps *l'échange d'une situation présente contre une situation future*. En effet, « Les concepts de changement et de temps sont indissolublement liés. L'action vise à un changement et, par conséquent, elle est de l'ordre du temps. La raison humaine est même incapable de concevoir les idées d'existence intemporelle, d'action intemporelle » (Mises [1966], p. 105). Or, en vertu du caractère temporel de l'action (on échange le présent contre le futur), le résultat de l'action est nécessairement incertain car « Une des conditions fondamentales de l'existence et de l'action de l'homme est le fait qu'il ne sait pas ce qui arrivera dans le futur » ([1957], p. 180). Si l'avenir était connu, il ne pourrait faire l'objet d'aucune distinction conceptuelle avec la notion de présent[2]. Ainsi, pour Mises, « L'action tend toujours vers des états de choses futurs et par conséquent, incertains, elle est ainsi toujours une spéculation. L'homme en agissant regarde pour ainsi dire l'avenir avec des yeux d'historien » ([1966], p. 63). *La notion d'incertitude du futur est une donnée praxéologique.*

1. En dehors de la « logique » ou de la « superstition », il n'existe pas d'autres possibilités d'établir une relation de causalité. On sait que l'*expérience* ne peut parler d'elle-même puisque l'attribution d'une signification aux faits doit nécessairement être précédée d'une investigation théorique. La *tradition*, concept cher à Hayek (voir deuxième partie, chapitres 1 et 3), peut être envisagée à ce stade de l'analyse comme une manière d'échapper à cette catégorisation, en se situant « entre instinct et raison » (*cf.* Hayek, *La présomption fatale* [1988]).

2. « Le présent, en tant que durée, est la continuation des circonstances et occasions données pour l'action » (Mises [1966], p. 106).

Cette question du temps propre à l'action humaine ajoute d'ailleurs une dimension supplémentaire à l'analyse de l'emploi des mathématiques en sciences sociales. Selon Mises, l'inscription de l'action dans un cadre nécessairement temporel exclut sa représentation en termes mathématiques, puisque « Les relations et implications de leur système [mathématique] sont coexistantes et interdépendantes. Nous pouvons aussi bien les dire synchrones ou hors du temps ». Certes, à l'encontre de cette thèse, on pourrait faire valoir à l'instar des mathématiques le caractère *a priori* et déductif du système praxéologique. Cependant, il ne faut pas oublier qu'à la différence des mathématiques, « le changement est l'un de ses éléments. Les notions d'avant et d'après, de cause et d'effet figurent parmi ses constituantes. Antériorité et conséquence sont des concepts essentiels pour le raisonnement praxéologique » (Mises [1966], p. 105-106). Certains objecteront alors que le changement et la causalité sont aussi présents dans le domaine des sciences naturelles à l'intérieur duquel les mathématiques sont employées avec profit. Mais l'élément spécifique au champ social est bel et bien l'absence totale de constantes empiriques. En dernier lieu, c'est dans cette perspective que les mathématiques ne peuvent rendre compte de la logique praxéologique. (*Cf.* figure 1.)

II. Le subjectivisme praxéologique

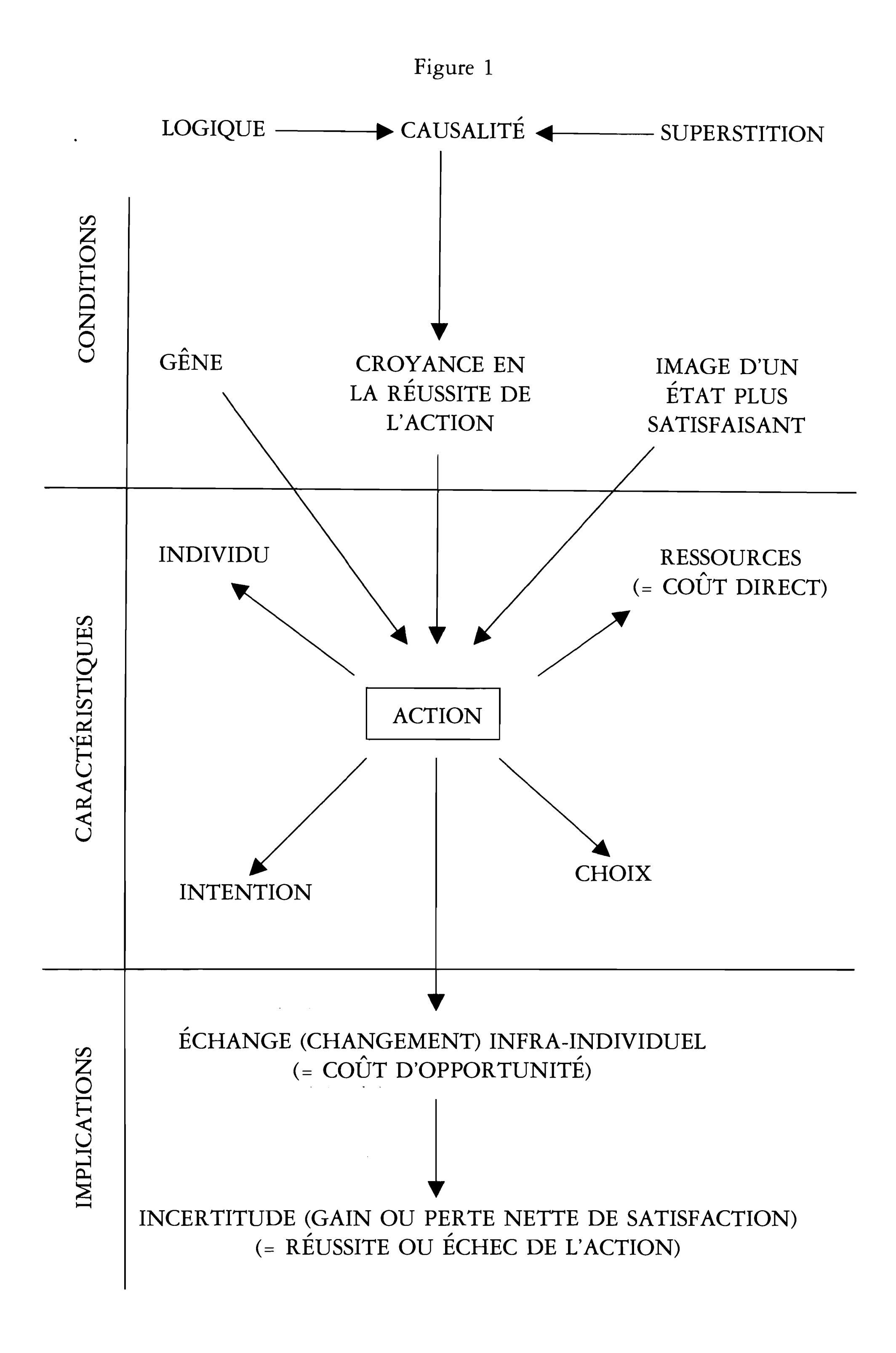
Le schéma praxéologique fonde un ensemble analytique qui va caractériser l'économie néo-autrichienne. Son organisation suggère parallèlement un certain nombre de prolongements. Le premier d'entre eux est constitué par l'idée de *Wertfreiheit*, qui se traduit par l'affranchissement de l'analyse praxéologique vis-à-vis de tout jugement de valeur (II.1) ; le deuxième enseignement dérivé du schéma concerne le statut de la rationalité dans l'action humaine (II.2).

II.1. Le règne du *Wertfreiheit*

Pour Mises, le modèle praxéologique est nécessairement caractérisé par l'idée de *Wertfreiheit*. Le terme semble revêtir dans ses écrits épistémologiques une double signification.

En premier lieu, le modèle praxéologique est *Wertfrei* dans le sens où *la validité de ses enseignements ne dépend pas des fins et des connaissances particulières des agents* : « Tout ce que nous disons à propos de l'action est indépendant des motifs qui la suscitent et des buts vers lesquels elle tend dans le cas individuel. Cela ne fait aucune différence que l'action soit guidée par des buts égoïstes ou altruistes, par une disposition vulgaire ou noble ; qu'elle soit dirigée vers l'atteinte de fins matérialistes ou idéales » ([1933], p. 34). Pour Mises, la logique de l'action humaine est identique quel que soit le contenu concret des objectifs des acteurs. *Sa validité est apodictique* : aucun désir humain, aucune stratégie individuelle, aucun résultat de l'action humaine n'échappent à son orbite. L'analyse praxéologique est nécessairement indifférente aux aspects particuliers des comportements des agents. En cela, les lois praxéologiques diffèrent très clairement des lois

Figure 1


LOGIQUE
CAUSALITÉ
SUPERSTITION
CONDITIONS
GÊNE
CROYANCE EN LA RÉUSSITE DE L'ACTION
IMAGE D'UN ÉTAT PLUS SATISFAISANT
CARACTÉRISTIQUES
INDIVIDU
RESSOURCES (= COÛT DIRECT)
ACTION
INTENTION
CHOIX
IMPLICATIONS
ÉCHANGE (CHANGEMENT) INFRA-INDIVIDUEL
(= COÛT D'OPPORTUNITÉ)
INCERTITUDE (GAIN OU PERTE NETTE DE SATISFACTION)
(= RÉUSSITE OU ÉCHEC DE L'ACTION)

exactes de Menger dont l'applicabilité dépend des connaissances des acteurs, mais aussi des motifs de leur conduite.

En second lieu, le modèle praxéologique est *Wertfrei* dans la mesure où il signifie *l'amoralisme du théoricien*. Quiconque reconnaît valides les enseignements de la praxéologie ne peut, pour Mises, porter des jugements de valeur sur les fins choisies par les actions. Par définition, chaque agent cherche à exploiter des opportunités plus favorables de son point de vue *individuel* et à améliorer ainsi sa satisfaction. Dès lors, « À partir du moment où la satisfaction et la désutilité dépendent seulement de la vision subjective de l'individu, il n'y a pas de place pour un jugement sur cette question dans une science qui ne prétend pas établir une échelle de valeurs ou faire des jugements de valeur. Sa conception d'une fin, dans le sens strict, est plus déductive qu'empirique : les fins sont déterminées par les volontés et les désirs de l'individu. Lorsqu'une référence est faite au caractère plus ou moins approprié des moyens, cela ne peut être fait que du point de vue de l'individu agissant » ([1933], p. 32-33).

II.2. La rationalité de l'action humaine

Cet amoralisme trouve des conséquences importantes. Ne pouvant, d'un point de vue praxéologique, concevoir un acte qui ne viserait pas à améliorer une situation individuelle, chaque action révèle par définition une préférence de l'agent. L'idée d'une échelle de valeur est reconstruite à partir du comportement[1], et par conséquent, « De quelque manière que l'on s'y prenne, l'on ne parviendra jamais à formuler la notion d'action "irrationnelle" sans que son "irrationalité" ne soit fondée sur un jugement de valeur arbitraire » (Mises [1966], p. 110). Dès lors, Mises s'oppose à la distinction de Max Weber entre des actions *rationnelles* et des actions *irrationnelles* : « L'action est, par définition, toujours rationnelle. Il est injustifié de qualifier d'irrationnels les buts d'une action simplement parce qu'ils ne valent pas la peine d'être poursuivis du point de vue de ses propres évaluations. De telles expressions conduisent à des malentendus énormes. Au lieu de dire que l'irrationalité joue un rôle dans l'action, on devrait s'habituer à dire simplement : il y a des gens qui recherchent des fins différentes que celles que je recherche, et des gens qui emploient des moyens différents de ceux que j'emploierai dans leur situation » (Mises [1933], p. 35). *L'action est toujours rationnelle dans la mesure où le but d'une action est toujours d'obtenir la fin visée.* À travers la notion de causalité, il est donc légitime, pour Mises, d'associer praxéologiquement la notion d'action à celle de rationalité[2].

1. « [...] L'échelle des valeurs ou besoins se manifeste seulement dans la réalité de l'action. Ces échelles n'ont pas d'existence indépendante, distincte du comportement effectif des individus. La seule source d'où notre connaissance concernant ces échelles soit déduite est l'observation des actions d'un homme. Toute action est toujours en parfait accord avec l'échelle des valeurs ou besoins parce que ces échelles ne sont rien d'autre qu'un instrument pour interpréter la façon dont agit un homme » (Mises [1966], p. 101).

2. Bien évidemment, cette affirmation par Mises du caractère *nécessairement* rationnel de l'agir ne signifie en aucune façon que les acteurs ne se trompent jamais et qu'ils ne suivent pas des voies qui conduisent à l'échec de l'action : « Commettre des erreurs en poursuivant ses propres fins est une faiblesse humaine largement répandue. Certains se trompent moins souvent que d'autres, mais aucun homme normal n'est omniscient ou infaillible. L'erreur, l'inefficacité et l'échec ne doivent pas être confondus avec l'irrationalité » (Mises [1957], p. 268).

III. Praxéologie et psychologie

La fondation épistémologique de la notion d'action est dérivée de son caractère axiomatique. L'esprit humain ou la connaissance en matière humaine ne peuvent remonter en amont de l'action. Celle-ci représente une barrière sur laquelle l'analyse vient nécessairement buter. Penser est agir, et tout agir, obligatoirement, mobilise la pensée. Toute tentative de dépasser ou de contourner l'action nous ramène, dans un raisonnement circulaire, au concept d'action. Le bouclage du modèle praxéologique est alors légitimé. Néanmoins, sa logique met en évidence des éléments heuristiques supplémentaires, qui soulèvent des enjeux importants sur le terrain de l'analyse économique. Elle éclaire tout d'abord le rapport indifférence/préférence au sein de la tradition néo-autrichienne (III.1) ; elle permet ensuite d'envisager la relation entre l'analyse de l'action humaine et la psychologie (III.2) ; enfin, elle délivre une première fondation, de type praxéologique, de la notion de tendance vers l'équilibre (III.3).

III.1. Préférence et indifférence

Le schéma exposé plus haut permet de situer clairement la notion de préférence dans l'organisation du modèle praxéologique. L'idée de choix implique une asymétrie *infra-individuelle* des valeurs : « Si un individu préfère A à B, nous disons que, au moment de l'acte de choix, A lui apparaît plus désirable que B » (Mises [1933], p. 149). Pour exprimer le même phénomène en termes différents, l'acteur attribue plus de valeur à une situation future qu'à une situation présente. Dans la mesure où il est impossible de concevoir l'action sans l'associer nécessairement à la notion de préférence, la fondation épistémologique de cette dernière est établie, du fait même de son inscription logique dans le schéma praxéologique.

Qu'en est-il de l'indifférence ? Rothbard *(Vers une reconstruction de la théorie de l'utilité et du bien-être)*, en conformité au discours de Mises, a raison de noter que « l'indifférence ne peut jamais être démontrée par l'action ; c'est tout le contraire. Toute action signifie nécessairement un choix, et tout choix signifie une préférence définie. L'action implique exactement le contraire de l'indifférence » (Rothbard [1956b], p. 123).

Il est établi qu'aucun individu ne peut concevoir une indifférence parfaite, absolue entre toutes les situations possibles, sans être confronté à une contradiction logique. En effet, le fait même d'imaginer cette situation implique nécessairement de penser, c'est-à-dire agir, et manifeste alors nécessairement l'expression d'une préférence. À juste titre, Mises évoque à de nombreuses reprises l'impossibilité conceptuelle d'évoquer ou de penser l'être parfait, c'est-à-dire *parfaitement Indifférent*.

Mais si une *Indifférence Absolue* n'est pas pensable, on ne peut en déduire qu'un individu serait incapable de concevoir des situations particulières en faveur desquelles il se trouverait lui-même en situation d'indifférence. Mises le reconnaît lui-même : « Il peut arriver que l'individu jugeant considère à la fois les choses et les conditions envisagées comme égales. Il n'est pas concerné que ce soit A ou B. Alors, son jugement de valeur exprime une indifférence » (Mises [1957], p. 24). Chaque agent est ainsi capable de se représenter mentalement des situations d'indifférence entre plusieurs biens ou combinaisons de biens. Pour autant, ses actes expriment nécessairement des préférences.

Il serait d'ailleurs possible d'envisager le même problème sous un autre angle, à travers l'idée d'une *Préférence Absolue.* Ce concept n'est pas simplement une absurdité sémantique, c'est aussi une impossibilité praxéologique : préférer tout à tout reviendrait à nier l'idée d'Action car agir (penser) signifie nécessairement échanger une situation donnée contre une autre situation. L'idée d'une Préférence Absolue, pas plus que celle d'Indifférence Absolue, n'est praxéologiquement fondée. Mais de la même manière que le traitement de *préférences particulières* est autorisé, car identifiées à l'action, l'évocation d'*indifférences particulières* doit être reconnue comme épistémologiquement valide. Les concepts d'indifférence et de préférence représentent en fait les deux faces d'une même médaille. Nier la première reviendrait à nier la seconde ; admettre la légitimité de l'une revient à admettre la légitimité de l'autre.

III.2. L'action, créatrice de préférences

La position traditionnelle des auteurs autrichiens (Mises, Rothbard, Kirzner) est de distinguer soigneusement l'univers de la praxéologie de celui de la *psychologie*, entendue ici comme *l'étude de la formation et de la transformation des préférences*. En effet, pour Mises, il ne s'agit pas d'explorer les motifs de l'action, car leur connaissance n'est pas accessible à l'observateur ou au théoricien, mais de définir simplement la grammaire de l'action : « La psychologie, en se tournant vers l'individu, trouve le bon point de départ. Toutefois, son chemin conduit nécessairement dans une autre direction que celle de la science de l'action humaine. La matière d'étude de cette dernière est l'action et ce qui suit l'action, tandis que le sujet d'étude de la psychologie concerne les événements psychiques qui aboutissent à l'action » ([1933], p. 3)[1].

Si cette position de Mises a déterminé le discours officiel de tous les représentants de la tradition néo-autrichienne[2], des études récentes ont remis en cause sa légitimité. Ainsi, de nombreux commentateurs, à la suite de Birner (*The Surprising Place of Cognitive Psychology in the Work of F.A. Hayek* [1999]), ont relevé l'intérêt de Hayek (*L'ordre sensoriel* [1952b]) pour le domaine de la psychologie théorique, et se sont interrogés avec raison sur les implications de ce nouveau regard sur l'ensemble de la perspective néo-autrichienne.

Mais à ce stade de l'étude, c'est la cohérence du raisonnement de Mises qu'il convient d'interroger, afin d'envisager la véritable place de la psychologie dans l'analyse de l'action humaine. Il convient d'éviter ici les malentendus. Le refus de Mises d'une référence à la psychologie ne traduit pas l'idée d'une incomplétude du modèle praxéologique. Le caractère axiomatique et circulaire de l'action humaine implique nécessairement que l'action génère une autre action. En d'autres termes, toute action est

1. La position de Mises est restée identique tout au long de son œuvre. Ainsi, dans *L'action humaine* [1966], il proclame de nouveau que « Le domaine de notre science est l'action de l'homme, non les événements psychologiques qui aboutissent à une action. C'est précisément cela qui distingue la théorie générale de l'activité humaine – la praxéologie – de la psychologie [...]. Le thème de la psychologie est constitué par les événements intérieurs qui aboutissent ou peuvent aboutir à un certain acte. Le thème de la praxéologie est l'action en tant que telle [...]. La psychologie [...] n'étudie pas l'action mais les forces et les facteurs qui amènent un homme à un certain acte » (Mises [1966], p. 14).

2. Ainsi, « [...] nous connaissons les désirs en vertu du concept de l'action humaine parce qu'ils sont impliqués par l'existence de l'action » (Rothbard [1956b], p. 111), « [...] l'utilité est un concept praxéologique plutôt que directement psychologique » (*ibid.*, p. 129), simplement déductible de l'action.

initiée par l'existence d'une gêne ; et toute action doit aussi déboucher sur une gêne. Cette situation serait aisée à comprendre si l'action devait nécessairement aboutir à un échec. Mais rien dans le modèle praxéologique ne permet d'établir quelque chose de la sorte. L'action peut réussir et permettre à l'agent d'obtenir la position la plus favorable parmi toutes celles qu'il a envisagées. Dans cette perspective, l'équilibre devrait être atteint, et l'action n'engendrer aucune autre action. Le raisonnement circulaire serait alors brisé, et le bouclage du modèle praxéologique remis en question.

La seule solution offerte à ce problème est de supposer que *la satisfaction d'un besoin entraîne nécessairement l'apparition d'un autre besoin*. Dans cette mesure, toute action réussie doit logiquement produire une préférence. Cette remarque éclaire sous un jour nouveau ce commentaire de Rothbard : « Tout ce que nous pouvons dire est qu'une action, à un instant donné, révèle (1) une partie de l'échelle des préférences de quelqu'un, (2) au moment concerné. Il n'y a absolument rien qui permette de supposer qu'elle reste constante entre un instant et un autre » (Rothbard [1956b], p. 112).

Il est alors possible de tirer deux grandes implications théoriques de ce raisonnement : d'une part, l'équilibre et le déséquilibre sont des notions corrélées : chaque fois qu'un individu atteint un objectif (c'est-à-dire un certain niveau de satisfaction), il s'en fixe un nouveau (en d'autres termes, il cherche à gagner en satisfaction). Aucun équilibre n'est stable et entraîne nécessairement le déséquilibre[1] ; d'autre part, si comme Mises l'affirme, « la vie implique une séquence sans fin d'actes de choix » ([1957], p. 12), *l'existence peut être définie comme une perpétuelle recherche de gains de satisfaction*. Elle cherche à connaître cet « état de parfait bonheur et de contentement auquel toute activité humaine tend sans jamais l'atteindre entièrement » (Mises, *ibid.*, p. 17). Le sentiment du bonheur individuel ne peut alors s'identifier à un équilibre fictif. *Il est lié aux trajectoires ou aux opportunités, et ne résulte donc pas des dotations ou des résultats*. Que l'action soit réussie ou non, la gêne est perpétuelle et la volonté de gagner en satisfaction est permanente[2].

La vie peut ainsi être caractérisée comme un processus de gain de satisfaction et l'action comme le moyen de créer de la satisfaction. « Dans le langage courant, nous disons d'un homme qu'il est heureux quand il a réussi à atteindre ses objectifs. Une manière plus adéquate de décrire son état serait de dire qu'il est plus heureux qu'avant. Il n'y a néanmoins pas d'objection valable à un usage qui définit l'activité humaine comme la recherche du bonheur » (Mises [1966], p.16-17).

III.3. La tendance vers l'équilibre : une définition praxéologique

L'ensemble de ces éléments nous permet de délivrer une première interprétation, de type praxéologique, de la notion de *tendance vers l'équilibre*[3]. D'une part, *l'action est*

1. « L'hypothèse utilisée, c'est-à-dire que toutes les autres conditions restent parfaitement inchangées, est une fiction indispensable pour le raisonnement et la science. Dans la vie, tout est continuellement en flux, mais pour la pensée nous devons construire un état imaginaire de repos. » (Mises [1933], p. 108)

2. « Agir ne peut jamais procurer la satisfaction complète ; cela ne donne que pour un instant fugitif un allégement à telle ou telle gêne ressentie. Aussitôt qu'un besoin est satisfait, de nouveaux surgissent et réclament satisfaction » (Mises [1966], p. 928).

3. Acceptée par la plupart des auteurs néo-autrichiens, la définition comme la portée de cette notion laissent néanmoins suggérer plusieurs interprétations possibles. Elles ont ainsi suscité nombre de débats

toujours préalable à l'atteinte du but désiré, elle tend par définition vers un objectif. Décrivant le processus inscrit entre la création d'un déséquilibre et la recherche de l'équilibre, l'agir est caractérisé par l'idée de tendance vers l'équilibre. D'autre part, l'analyse du point précédent permet de démontrer que *l'atteinte de l'équilibre doit forcément créer le déséquilibre*. L'insatisfaction perpétuelle est le destin de l'homme agissant. L'action ne peut que tendre vers l'équilibre, sans jamais pouvoir l'atteindre ou le conserver : « Notre science montre que la recherche de fins est nécessaire à l'existence » (Mises [1933], p. 40).

C'est parce que l'individu imagine un autre cadre d'action, c'est-à-dire une autre fin et d'autres moyens qu'il peut s'engager dans une nouvelle séquence d'actions. Cette imagination, cette construction de son cadre praxéologique, correspond à une création permanente de soi-même, en tant qu'individu. C'est mû par une *in-quiétude* perpétuelle, par l'impossibilité de se contenter de ses dotations, par la volonté de toujours gagner en satisfaction (laquelle explique ce sentiment de gêne continue associée à tout état constant), que l'individu agissant devient alors un *entrepreneur*. Dès lors, il existe une dimension praxéologique de la fonction entrepreneuriale, qui devient ainsi la condition du bouclage du modèle praxéologique.

L'acteur comme entrepreneur

Envisagée sur le terrain praxéologique, l'essence de cette fonction entrepreneuriale consiste dans une recherche incessante par les acteurs de nouveaux gains de satisfaction. C'est bel et bien ce sentiment d'*in-quiétude* qui, à partir de leur situation présente, pousse sans arrêt les individus à rechercher de nouvelles sources de gain de satisfaction. Dans une perspective créatrice, l'entrepreneur-acteur découvre des fins, choisit des moyens et élabore lui-même son cadre d'action, pour déboucher sur de nouveaux plans.

C'est pourquoi Kirzner, dès *The Economic Point of View* [1960], envisage de manière générique la fonction entrepreneuriale, définie comme la recherche de gains de satisfactions. Comme l'ont souligné à juste titre ses commentateurs, « son exercice doit être considéré comme un trait général de l'existence humaine » (Ioannides, *The Market, Competition and Democracy : A Critique of Neo-Austrian Economics* [1992], p. 65).

Au niveau praxéologique, il est possible de définir la fonction entrepreneuriale comme une tâche d'identification des fins et de reconnaissance des moyens, et donc de construction de son cadre d'action. On pourrait envisager l'être humain, dans sa fonction entrepreneuriale, comme un chercheur d'objectifs, la notion d'*objectif* devant être comprise comme une cristallisation concrète de la volonté de tout individu d'obtenir des gains de satisfaction, c'est-à-dire d'avoir demain plus qu'aujourd'hui. Elle peut aussi consister, comme Kirzner insiste beaucoup sur cet aspect dans *Competition and Entrepreneurship* [1973], en l'idée que chaque individu, au cours d'une action, cherche en permanence à repérer des erreurs éventuelles. Les fins choisies peuvent ne pas être adaptées à la volonté de produire de la satisfaction et (ou) d'autres objectifs peuvent s'avérer plus efficaces à ce propos. De même, le choix des moyens est une entreprise

---

« internes », pour déboucher sur certains désaccords. Nous aurons l'occasion, dans la partie suivante (chapitre trois), d'expliciter la nature et surtout les enjeux de ces controverses.

continuellement soumise à un exercice critique. Il s'agit de déterminer non seulement la qualité de ces moyens, mais leur définition même. L'individu « scanne » en permanence son environnement pour déterminer les moyens disponibles et adaptés, lesquels, subjectivement parlant, ne peuvent être considérés comme préétablis : « La notion de fins et de moyens donnés peut être utile pour certains propos, mais elle fait sérieusement violence à la pleine réalité des choix. La personne agissante n'approche jamais le moment de la décision déjà équipée avec une image claire, donnée des moyens et des fins adaptés. C'est seulement au moment de la décision elle-même que l'homme est appelé à s'intéresser avec tous ses doutes et conjectures aux buts devant être poursuivis et aux ressources et technologies qui sont disponibles » (Kirzner [1973], p. 31-32].

Ainsi, le changement des goûts et des préférences, l'évolution des fins comme des moyens, peuvent être considérés de manière légitime comme le résultat de l'exercice de fonctions entrepreneuriales. Ces modifications ne peuvent pas être qualifiées d'irrationnelles – elles incarnent une forme d'adaptation – mais elles échappent au cadre traditionnel de la rationalité. *Il ne suffit pas ici d'allouer des moyens donnés à des fins préalablement choisies, il s'agit plus fondamentalement de définir son cadre d'action de manière à en tirer une satisfaction la plus importante possible.*

Il est intéressant de mettre en perspective cette problématique initiée par Mises avec la conception de l'économie proposée par Lionel Robbins *(Essai sur la nature et la signification de la science économique)*. Selon la définition bien connue de Robbins, « L'économie est la science qui étudie le comportement humain en tant que relation entre les fins et les moyens rares à usages alternatifs » (Robbins [1932], p. 30). À notre connaissance, il ne semble pas que Mises ait jamais exprimé le besoin de se situer explicitement par rapport à Robbins sur ce point[1]. Mais la littérature s'est intéressée de manière extensive à la question.

Mises et Robbins

L'article de Addleson (*Robbins's Essay in Retrospect : On Subjectivism and an "Economics of Choice"* [1984]) peut être considéré comme l'acte de naissance de cette littérature spécifique consacrée à l'étude des rapports entre Robbins et la tradition néo-autrichienne. Après Wiseman (*Lionel Robbins, The Austrian School and the LSE Tradition* [1985]), c'est ensuite O'Brian (*Lionel Robbins and the Austrian Tradition* [1990]), qui consacre une étude synthétique à l'influence de la tradition néo-autrichienne, en particulier Mises et Mayer, sur la formation des idées de Robbins. Il met ainsi en évidence un certain nombre de filiations historiques et analytiques[2]. Boettke et Koppl,

1. Dans *L'action humaine*, Mises évoque à deux reprises (p. 109 ; p. 558) la figure de Robbins, à l'occasion de deux notes de bas de page. Mais ses références sont allusives et elles ne concernent pas la question de la définition même de la science économique. Auparavant, dans *Epistemological Problems of Economics* [1933], en traitant du thème de la rationalité, Mises se référait brièvement sous forme de référence bibliographique (p. 35, note 7), au travail de Robbins. Les autres ouvrages épistémologiques de Mises, *Theory and History* [1957], *The Ultimate Fondations of Economic Science* [1962], ainsi que la partie concernée de *Money, Method and The Market Process* [1990], n'y font pas la moindre allusion. En revanche – mais sans citer Robbins – Mises, dans l'introduction de *L'action humaine*, définit l'économie comme « une science des moyens à mettre en œuvre pour la réalisation de fins choisies » (Mises [1966], p. 10).

2. On consultera avec profit le commentaire de Blaug [1990] relatif à cet article de O'Brian.

dans une introduction à un numéro spécial de *The Review of Austrian Economics* [2001], participent de cette filière, en signalant au lecteur que lorsque Robbins propose sa fameuse définition de l'économie, il y ajoute une note de bas de page témoignant du fait « qu'il se considère dans la continuité d'auteurs tels que Wicksteed[...] mais aussi Menger, Mises, Fetter, Strigl et Mayer, appartenant tous à l'école autrichienne » (Boettke et Koppl [septembre 2001], p. 114)[1].

Les travaux de Kirzner permettent cependant d'aller plus loin dans la compréhension des rapports analytiques entre Mises et Robbins. Tout au long de son œuvre, Kirzner aura le soin de relever toutes les similitudes qui unissent les deux auteurs. Mais de manière plus significative, il souligne un certain nombre de contrastes importants.

Dès son premier ouvrage, *The Economic Point of View* [1960] – ouvrage qu'il place sous l'influence de Mises (*cf.* p. XIV) –, Kirzner voit dans la conception de Robbins une étape très importante dans la construction d'une définition correcte de la science économique. Il l'assimile à la démarche de Mises dans sa volonté de caractériser l'économie par un principe général, et non pas par un champ particulier de l'activité humaine ; de même, Kirzner se félicite de l'indifférence de Robbins pour la question de la nature particulière des fins et des moyens. Que les fins soient matérielles ou non, que les moyens soient pécuniaires ou non, tout cela n'a aucune importance, car « La formulation de Robbins [...] est analytique. Elle "ne cherche pas à étudier certains genres de comportements, mais focalise son attention sur un aspect particulier des comportements, la forme imposée par l'influence de la rareté" (Robbins [1932]). Un acte concerne la science économique dans la mesure où il exprime les conséquences d'une obligation d'allouer des moyens rares à des fins conflictuelles. La formulation de Robbins diffère alors d'autres définitions peut-être moins dans son choix d'un critère de définition que dans sa conception radicalement différente du genre d'idée qui doit être défini » (Kirzner [1960], p. 118). Ainsi, comme Mises, Robbins manifeste clairement sa volonté de définir l'économie par un principe, et non pas un champ particulier de l'activité humaine, de même qu'il énonce la neutralité de son analyse vis-à-vis de la nature particulière des fins et des moyens.

Cependant, s'il existe des convergences entre Mises et Robbins, on ne doit pas pour autant commettre l'erreur de les assimiler l'un à l'autre. Très tôt, Kirzner a eu la volonté sinon d'opposer, tout au moins de distinguer, l'homme « économique » de Robbins de l'homme « agissant » *(« l'homo agens »)* de Mises : « L'*économique* consiste dans l'allocation de ressources rares entre des fins en concurrence les unes avec les autres ; l'*agir*, dans le sens praxéologique, consiste à sélectionner une structure de comportement de manière à atteindre les objectifs de l'acteur » (Kirzner [1960], p. 161). L'action humaine de Mises déborde ainsi le champ de « l'économique » de Robbins, elle est à la fois plus englobante et fondamentale que la première. Analyser les comportements en terme de décision

---

1. La note de bas de page de Robbins, associée à sa fameuse définition de l'économie, est exactement la suivante : « *Cf.* Menger, *Grundsätze der Volkswirtschaftlehre*, 1. Aufl., pp. 51-70 ; Mises *Die Gemeinwirtschaft* ; pp. 98 seq. ; Fetter, *Economic Principles*, chap. 1. ; Strigl, *Die ökonomischen Kategorien und die Organisation der Wirtschaft*, passim ; Mayer, *op. cit.* » (Robbins [1932], p. 30). Dans la préface de la première édition de l'ouvrage, Robbins exprimait « [sa] redevance particulière aux ouvrages du Professeur Ludwig von Mises » (Robbins [1932], p. 16).

allocative laisse posée la question de la poursuite de l'agir individuel. On doit alors considérer la conception de Robbins comme une application « limitée » de la sphère de la praxéologie et « nombre de ses inadéquations apparentes sont destinées à disparaître quand cette conception est explicitement reliée aux concepts plus larges d'une théorie générale de l'action humaine » (Kirzner [1960], p. 148).

L'individu de Robbins agit à l'intérieur d'un cadre donné moyens-fins, dont la structure est considérée comme une donnée de l'analyse : les fins sont préexistantes à l'action, elles sont en même temps préalablement hiérarchisées et les moyens sont perçus comme des éléments objectifs dans l'atteinte des fins. Cette démarche, aussi intéressante qu'elle soit, reste néanmoins incapable de rendre compte de l'*ensemble* de la logique praxéologique. En particulier, elle laisse dans l'ombre la manière dont les fins comme les moyens se présentent à l'acteur, et elle ne permet pas de comprendre comment l'on passe au niveau individuel d'une structure de fins-moyens à une autre structure. Bref, *elle ne permet pas d'expliquer le passage d'une action à une autre action, et donc d'assurer le bouclage du modèle praxéologique.*

Cette volonté de souligner les différences entre Mises et Robbins continuera à être déclinée dans toute l'œuvre de Kirzner, avec le même souci d'exactitude que celui-ci employait à en relever les similitudes. L'approche praxéologique ne consiste en rien pour un acteur à raisonner et à se mouvoir mécaniquement à l'intérieur d'un cadre moyens-fins donné, établi objectivement, tel un carcan qu'il doit subir passivement et qui va déterminer ses actes une fois établi. Bien au contraire, la logique de la décision « reflète non seulement la manipulation de moyens donnés afin de correspondre le mieux possible avec la hiérarchie des fins, mais aussi la perception même du cadre moyens-fins à l'intérieur duquel l'allocation et "l'économique" doivent prendre place » (Kirzner, *Competition and Entrepreneurship* [1973], p. 33). Cette dimension allocative de l'action humaine, sur laquelle Robbins s'est focalisé peut-être à l'excès, ne doit donc pas masquer le caractère plus fondamental de la dimension créatrice de l'individu décideur. Cet individu, comme une lecture attentive de l'épistémologie de Mises le suggère fortement, construit en permanence son environnement pour en examiner toutes les opportunités possibles en termes de gains de satisfaction.

Certes, on ne peut nier que cette allocation soit un acte économique car « Dans un sens formel, il est possible de considérer tout acte humain comme un acte d'allocation ; mais cela implique le genre d'artificialité dans la conception des fins et des moyens dont la définition du professeur Robbins est entachée » (Kirzner [1960], p. 184). En effet, plus essentiellement, du point de vue praxéologique, c'est tout simplement le choix d'une stratégie pour atteindre une fin choisie qui définit l'acte économique (comme l'acte en général). L'établissement des moyens et des fins, en tant que tels, est évidemment un acte économique en soi. Mais plus précisément, il s'agit de relever le fait premier que si les fins et les ressources employées par les agents sont des *données* pour l'observateur, elles ne sont pas des *données* aux acteurs ; au contraire, elles sont sélectionnées par l'agent lui-même, dans une démarche qui est à la fois créatrice et correctrice : « Alors que le cadre de Robbins n'empêche pas une découverte ultérieure du fait que le cadre donné moyens-fins est incorrect et doit être remplacé, ce processus de la découverte de l'erreur se produit, en quelque sorte, en dehors du laboratoire humain à la Robbins » (Kirzner, *Perception, Opportunity and Profit* [1979], p. 166-167). Il est alors

possible de résumer la différence entre la démarche « économique » de Robbins et l'approche « praxéologique » de Mises par les deux éléments suivants.

D'une part, dans l'approche de Robbins, tout se passe comme si l'homme agissant établissait une liste des fins et des moyens à sa disposition, pour ensuite procéder à une allocation. Dans cette perspective, seule cette allocation définirait le caractère économique du comportement de l'individu en question. Or, *l'homme agissant n'établit pas une liste des moyens et des fins ; il se fixe tout simplement un objectif et cherche le meilleur moyen de l'atteindre.* La fin et le moyen sont des catégories corrélées dans l'esprit de l'acteur, et on ne peut les concevoir comme deux catégories segmentées, voire séquentielles (l'individu listant d'abord ses objectifs, ensuite ses moyens, et allouant enfin les moyens aux fins). Un moyen ne devient tel dans l'esprit de l'acteur qu'à partir du moment où il sert à atteindre un objectif, qui n'acquiert lui-même son statut que dans la mesure où il est effectivement poursuivi. Les fins et les moyens ne sont pas *donnés* aux agents, les unes comme les autres sont recherchés et sélectionnés par l'agent lui-même, « cette délibération étant essentiellement créative » (Kirzner, *Discovery and the Capitalist Process* [1985], p. 48). La dualité fins-moyens dans le cadre de l'action est donc quelque peu réductrice. Dans le cadre général de la volonté d'échapper à ses dotations initiales, de chercher à gagner de la satisfaction, le choix des configurations d'actions par un individu est indéterminé.

D'autre part, de manière reliée à ce point, si on ne peut pas dénier à l'approche de Robbins un caractère subjectif (c'est toujours un individu qui prend lui-même ses décisions et qui choisit délibérément d'affecter tel moyen à telle fin), c'est néanmoins un individu figé, statique, qui définit le choix. En effet, il y a *subjectivisme* et *subjectivisme.* Kirzner reproche justement au schéma de Robbins de ne pas laisser de place à un subjectivisme réel, c'est-à-dire un *subjectivisme dynamique* : « Un traitement pleinement subjectiviste du choix doit saisir la manière dont le preneur de décision, avec toute sa créativité spontanée en face d'un monde radicalement incertain, choisit dans le paysage infini du futur le chemin qu'il va emprunter et le parcours qu'il va effectuer » (Kirzner, *The Meaning of Market Process : Essays in the Development of Modern Austrian Economics* [1992], p. 126). Le changement des choix, des moyens comme des fins est par nature étranger à la représentation allocative de Robbins, et l'absence de cette dimension ne permet pas d'expliquer l'action comme une succession de décisions.

Chapitre 3

Action et échange interpersonnel : les limites de l'approche *a priori*

Dans l'optique misesienne, le schéma praxéologique représente la base de la théorie économique. L'ensemble des catégories économiques y apparaît en effet : la *valeur* (toutes les actions sont dirigées vers une finalité ultime : obtenir des gains de satisfaction), le *coût* (agir exige l'emploi de ressources rares), la *préférence* (le choix exprime nécessairement une asymétrie des valeurs), etc.

On sait aussi que les notions d'action et d'échange sont indissolublement liées. Dans sa dimension abstraite comme empirique, l'action représente toujours un échange *infra-individuel*[1]. Cependant, différentes catégories de l'échange peuvent être distinguées. En effet, l'action est susceptible de revêtir dans la pratique deux formes particulières. Elle peut être *isolée* ou *sociale* (impliquant plusieurs individus). Dans le cas de l'action isolée, seul un échange *infra-individuel* s'exerce. Pour décrire cette situation, Mises avance la notion « d'échange autistique » (Mises [1966], p. 206). Dans le cas de l'action sociale, s'ajoute à l'échange infra-individuel un *échange interpersonnel*, qui « tisse le lien qui unit les hommes en une société » (*ibid.*, p. 206).

C'est dans le cadre de cette taxinomie de l'échange que des enjeux épistémologiques particuliers vont être définis par les épigones de Mises. En effet, mentionner le fait qu'il existe *deux* catégories différentes de l'échange suffit à établir l'idée que l'une comme l'autre ne sont pas des implications *nécessaires* du concept d'action[2]. Elles relèvent

1. L'action signifie toujours un échange infra-individuel car elle exprime l'abandon, par un même individu, d'une situation présente au profit d'une situation future, ou encore le sacrifice d'une dotation moins satisfaisante contre une dotation anticipée comme plus satisfaisante. L'échange infra-individuel est donc bien un théorème issu de l'axiome d'action.

2. Les caractères isolé ou interpersonnel de l'action ne sont pas des théorèmes issus du concept d'action, car l'un comme l'autre ne découlent pas nécessairement de l'idée d'action. Les lois de l'action n'impliquent pas que celle-ci doit prendre *logiquement* la forme d'un échange interpersonnel, pas plus qu'elles n'indiquent que tout acte doit s'associer *uniquement* à un échange infra-individuel.

individuellement de catégories contingentes, qu'il est impossible d'aborder de manière *a priori* et introspective (I). En particulier, le passage de l'analyse de l'action formelle à l'étude de l'action sociale exige d'avoir recours à des hypothèses auxiliaires au schéma praxéologique. En d'autres termes, *il existe des conditions contingentes qui doivent être réunies pour que l'échange interpersonnel puisse être non seulement exercé dans la pratique, mais conceptualisé dans l'analyse.* Les enjeux de cette question vont s'exprimer de manière particulièrement aiguë dans le domaine *monétaire*. Ils vont notamment conduire Hayek à s'interroger sur les fondements *épistémologiques* d'une théorie du marché (II).

I. Les différentes formes de l'échange interpersonnel : du troc à la monnaie

L'échange social ou interpersonnel, impliquant plusieurs individus, peut lui-même se décomposer en deux formes empiriques distinctes, *l'échange direct*, qui rend compte d'une économie de troc (I.1) et *l'échange indirect*, dont l'organisation prend la forme de processus autogénérés (I.2).

I.1. L'échange bilatéral de troc, produit de la théorie et de l'histoire

L'échange direct (ou bilatéral) correspond au troc, ou échange en nature. Indépendamment du fait que les anticipations des acteurs de l'échange soient réalisées ou non en termes de gain de satisfaction – question que nous envisagerons dans le troisième chapitre de la deuxième partie –, le troc permet de produire une « photographie » de l'appréciation subjective des quantités de biens échangés par ses participants à *l'instant de la transaction*. Expression d'une intersubjectivité, cette information peut être considérée comme un effet dérivé et non voulu de l'échange, ou plus simplement comme une externalité positive de l'échange. L'enjeu de cette information est important. En effet, l'échange permet de réduire l'*ignorance* des acteurs.

Le phénomène d'ignorance est une donnée issue du raisonnement praxéologique. Il exprime le fait premier qu'il n'est pas possible, pour un acteur, de connaître *a priori* les préférences, les dotations, les savoirs, les stratégies d'un autre acteur. Ainsi, chaque individu subit nécessairement une ignorance fondamentale quant à la manière dont les autres individus évaluent les biens et services. *Il n'est donc pas possible de faire partir l'analyse d'une connaissance parfaite des agents*. Du point de vue d'un observateur extérieur, la connaissance technologique n'est évidemment d'aucun secours pour pouvoir déterminer la valeur ou l'état des préférences des gens concernant le stock des biens utilisables.

Or cette ignorance est un véritable obstacle à l'organisation de la production économique car « [...] l'homme pratique, avide d'améliorer les conditions des hommes en écartant des gênes autant qu'il est possible, doit savoir si dans des conditions données, ce dont il dresse les plans est la meilleure méthode (ou même une méthode) pour rendre les gens moins gênés. Il doit savoir si ce qu'il veut réaliser sera une amélioration en comparaison de la situation présente, en comparaison aussi avec les

avantages qui peuvent être attendus de la réalisation d'autres projets techniquement réalisables, qui ne pourront être exécutés si le projet qu'il a en tête absorbe les ressources disponibles » (Mises [1966], p. 222).

L'origine de ce problème réside bien évidemment dans l'argument de subjectivité. La singularité des valeurs individuelles empêche de décalquer notre structure de préférences sur celles des autres agents. L'adéquation des activités de production avec les stratégies de consommation des acteurs est ainsi confrontée à un problème de *dispersion du savoir* dont la résolution est indispensable à une orientation rationnelle des ressources. Mais la contrainte de subjectivité ne serait guère une difficulté si tous les facteurs de production étaient spécifiques, ne pouvant servir qu'à la production d'un seul type de biens. Dans cette perspective, l'orientation des facteurs serait prédéterminée. Mais c'est loin d'être toujours le cas : une même ressource (en premier lieu le travail) peut servir à obtenir différentes fins, exprimant ainsi un caractère de non-spécificité des facteurs. La situation exige alors d'avoir recours à une procédure de révélation des préférences des agents afin d'accorder la production à leurs besoins. Cette nécessité nous permet de comprendre l'intérêt de l'échange interpersonnel.

En effet, le passage de l'échange autistique à l'échange interpersonnel offre à un observateur le moyen de bénéficier d'une information sur les jugements de valeur des individus concernés et de donner une expression chiffrée à leurs préférences. La transaction, en faisant émerger *un taux d'échange*, permet le passage d'un calcul en terme ordinal (préférence de *a* sur *b*) à un calcul de type cardinal (quelle quantité de *a* va s'échanger contre quelle quantité de *b*). Ce n'est qu'en ces termes qu'un calcul économique pourra s'établir. Un producteur dispose alors d'un indicateur, d'un repère, délivrant une base à la prise de décision et à l'allocation des ressources.

L'échange interpersonnel de troc implique trois conditions : l'existence d'au moins deux individus, des préférences différentes et, enfin, *un mode de communication entre les partenaires*[1]. Il convient de s'arrêter sur ce troisième élément au regard de son importance et de la nature des mécanismes qu'il met en œuvre.

Au moment de la rencontre entre deux partenaires à un échange éventuel, l'analyse nous conduit nécessairement à partir d'une ignorance réciproque des agents de la structure de préférence de l'autre agent. La seule information dont les candidats à l'échange peuvent disposer préalablement est une information de caractère *a priori* (ou théorique au sens de Mises), du fait des lois de l'action humaine : à savoir, la forme croissante des courbes de demande de l'acheteur potentiel, et la forme décroissante des courbes d'offre du vendeur potentiel. Au-delà, aucun des deux acteurs ne connaît évidemment la pente précise des courbes du partenaire au moment de leur rencontre.

C'est justement l'objet du processus de *marchandage* ou de *négociation* que de permettre aux acteurs concernés d'acquérir progressivement cette connaissance. Ce processus a pour fonction d'*apprendre* aux échangistes, c'est-à-dire d'améliorer réciproquement leur savoir sur la structure de valeurs du partenaire, par le biais de séries de propositions mutuelles qui sont tour à tour réajustées en fonction des réponses de l'autre acteur. En

1. Il convient d'ajouter à ces conditions l'existence d'une structure institutionnelle, au sens large, permettant de définir les droits et les devoirs de chacun dans l'échange.

effet, en communiquant des propositions d'échange (telle quantité de X contre telle quantité de Y) et en étudiant les réponses du partenaire et les contre-propositions qu'il est susceptible de formuler, les deux candidats à l'échange se forment petit à petit, par un processus *d'essais et d'erreurs*, une représentation de la carte des intérêts de l'autre. En fonction des informations théoriques dont il dispose et des renseignements concrets acquis à travers ce marchandage, chacun des deux individus interprète la structure des intérêts d'autrui, et essaie d'articuler ses propres stratégies à celles du partenaire. Par cette découverte graduelle et réciproque de leur subjectivité, les agents pourront accorder leurs propositions pour déboucher (si la structure de leur carte l'autorise) sur un échange effectif[1].

Ainsi, si la théorie est présente au départ du processus, le processus lui-même met en avant une démarche interprétative (ou *historique* au sens de Mises) qui sera nécessaire à la réalisation d'une convergence effective, laquelle scellera l'échange effectif, dont les termes révéleront les préférences des agents.

Cependant, l'échange sous forme de troc est soumis à de fortes contraintes. En particulier, son exercice est conditionné par une asymétrie des préférences des individus à l'égard de chacun des deux biens. Condition nécessaire, cette asymétrie est néanmoins de caractère contingent et risque alors de limiter le nombre même de ces opportunités. Dans le cas contraire où les préférences envers les biens concernés seraient similaires, les opportunités d'échange sont absentes. Les individus sont obligés de se contenter de leurs dotations initiales et se privent ainsi de gains de satisfaction. Cependant, le point essentiel ne réside pas dans cette frustration. Il consiste dans le fait que la non-réalisation de l'échange rend impossible la production d'indicateur de rareté, et aucun critère d'allocation des ressources rares ne sera alors disponible. L'introduction d'un intermédiaire dans l'échange, c'est-à-dire *la transformation du troc en échange indirect*, permet de desserrer cette contrainte. Cette problématique a conduit les auteurs autrichiens à accorder une attention privilégiée à *la question des prix monétaires*.

I.2. L'échange indirect, générateur de prix monétaires

L'échange indirect (ou *monétaire*) représente la deuxième forme possible de l'échange interpersonnel. L'introduction d'un bien intermédiaire, à savoir la monnaie, pour favoriser une transaction potentielle a pour conséquence d'élargir l'espace des opportunités d'échange, et donc les possibilités de gain de satisfaction[2]. Mais pour les auteurs autrichiens, son rôle essentiel est de produire une information qui ne pourrait émerger en son absence, du fait du caractère bien souvent non concordant des intérêts des agents.

---

1. Le regretté Michel Rosier avait délivré une remarquable interprétation des mécanismes de marchandage dans un article (*On Smith's Bargaining Process : Learning by Talking* [2003]) éclairant les apports respectifs de Smith et de Hayek en la matière. Nous nous sommes ici beaucoup inspiré de son argumentaire.

2. Les conditions de l'échange direct, première forme empirique possible de l'échange interpersonnel, n'imposent aucune condition supplémentaire à celles qui sont déjà définies pour l'échange interpersonnel conçu comme catégorie abstraite. Il en va différemment pour l'échange indirect qui exige deux hypothèses supplémentaires, à savoir la présence d'une collectivité composée au moins de trois personnes (l'échange indirect est un échange qui, pour s'effectuer, en a impliqué nécessairement deux autres) et l'emploi d'un bien comme instrument d'homogénéisation avec lequel tous les autres biens s'échangent. C'est le rôle de la monnaie, qui remplit une fonction d'unité de valeur.

Représentant un bien « ultra-liquide » (Carl Menger [1871, 1883]), la monnaie s'échange par définition contre tous les autres biens de l'économie. Elle constitue alors un intermédiaire par lequel s'expriment les valeurs subjectives relatives des autres marchandises, même lorsque celles-ci ne font l'objet d'aucune transaction directe. Le calcul monétaire permet ainsi d'évaluer en un même bien les différents gains et coûts individuels et devient l'instrument nécessaire d'une cardinalisation *généralisée* des valeurs. L'échange indirect débouche sur un faisceau de prix relatifs qui sont autant de repères pour l'orientation de la production. L'information produite par cette structure de prix monétaires encourage une complexité des activités, un niveau de division du travail et de productivité qui ne pourraient être atteints en son absence. Comme le résume Rothbard, « L'établissement d'une monnaie accroît énormément la sphère de la spécialisation et de la division du travail, élargit immensément le marché pour chaque produit, et rend possible une société à un niveau de production spécialisé » (*Man, Economy and State : A Treatise on Economic Principles* [1962], vol. 1, p. 165).

Dans ce contexte du caractère dispersé entre les individus du savoir nécessaire à la cohérence de leurs activités, la monnaie représente bel et bien le seul instrument possible de communication élargie entre les acteurs au sein d'un régime de division du travail. Elle devient, comme l'exprime Mises, « le véhicule du calcul économique » (Mises [1966], p. 222). Ainsi, « Fondamentalement, dans un système où la connaissance sur les faits est dispersée entre de nombreux agents, les prix peuvent jouer de telle manière qu'ils coordonnent les actions séparées d'agents différents » (Hayek, *L'utilisation de l'information dans la société* [1945]). Le marché, défini comme l'ensemble des échanges interpersonnels indirects, permet de communiquer de la connaissance. Répondant au problème de la dispersion du savoir, il constitue un élément d'appréciation pour orienter les facteurs et la production.

Dans *L'action humaine*, Mises distingue la *praxéologie*, qui constitue le champ de l'économie au sens large et la *catallaxie*, qui représente le domaine de l'économie *au sens étroit* : « le domaine de la catallactique ou de l'économie au sens étroit est [...] l'analyse de ces actions qui sont conduites sur la base de calculs en monnaie » (Mises [1966], p. 247). Ainsi, la catallaxie correspond à la sphère de l'échange indirect ou, en d'autres termes, elle constitue le lieu « de la détermination des prix en monnaie des biens et services échangés sur le marché » (Mises [1966], p. 247)[1]. Cette catallaxie, dont la définition sera adoptée par l'ensemble des représentants de la tradition néo-autrichienne, est en même temps le produit d'un ordre autogénéré.

1. Cette définition de la catallaxie comme sous-ensemble de la praxéologie trouve des conséquences logiques. Tout ce qui s'applique à cette dernière est nécessairement valide pour la sphère catallactique, et les lois qui la gouvernent ne peuvent rentrer en contradiction avec celles de la praxéologie : « La catallactique ne se demande pas si les consommateurs sont droits ou non, nobles généraux, moraux, patriotiques, ou religieux. Elle n'est pas concernée avec le *pourquoi* de leurs actes, mais avec le *comment* de leurs actes. » Son travail est « d'expliquer la formation des rapports d'échange des biens économiques qui sont observés sur le marché, et non ceux qui surviendraient si tous les hommes devaient agir d'une manière considérée comme rationnelle par quelques critiques » (Mises [1933], p. 94, 171). Dès lors, un subjectivisme catallactique est nécessairement dérivé d'un subjectivisme praxéologique. La catallaxie échappe à toute dimension normative et « [...] la signification catallactique du terme valeur ne doit pas être assimilée aux valeurs absolues de l'éthique » (*ibid.*, p. 170). L'économiste est nécessairement amoral lorsqu'il prend en compte les motifs des partenaires à l'échange.

Les auteurs néo-autrichiens ont accordé une attention particulière à l'analyse de la genèse des processus de marché. Pour Mises, la catallaxie n'est pas le résultat d'un schéma élaboré par une autorité supérieure ; elle n'est pas non plus le produit d'un contrat. Elle est simplement l'expression de la coopération sociale parmi des individus. L'économie de marché « n'a pas été au départ planifiée comme une construction utopique et alors mise en place. Les actions spontanées des individus, ne cherchant rien d'autre que l'amélioration de leur propre niveau de satisfaction, ont sapé petit à petit le prestige du système des statuts coercitifs. Alors seulement, lorsque l'efficacité supérieure de la liberté économique ne pouvait plus être remise en question, la philosophie sociale est entrée en scène et a démoli l'idéologie du système de statuts » (Mises [1962], p. 109). La catallaxie résulte naturellement de l'interaction des stratégies individuelles des agents participant à l'échange interpersonnel.

Dans la même perspective, Hayek s'est attaché à une analyse des institutions en termes de conséquences non prévues des actions individuelles. En effet, un objet fondamental de la science sociale est « d'expliquer les résultats de l'action humaine qui ne sont ni voulus, ni préparés » (Hayek [1952a], p. 29). Ce dernier reprend alors la problématique mengerienne d'une étude synthétique des phénomènes sociaux, en reconstruisant des ensembles à partir des logiques individualistes, qui permettent de saisir comment « l'action indépendante de beaucoup d'hommes peut produire des ensembles cohérents, des structures durables de relations qui servent d'importants desseins humains sans avoir été établies dans ce but » (*ibid.*, p. 127). Ces processus qui s'opèrent sans finalité consciente s'auto-organisent pour promouvoir l'ensemble des intérêts individuels. Dans la même logique que les phénomènes organiques de Menger, ou de la main invisible de Smith, ils correspondent à la production d'*externalités positives*, permettant aux agents économiques d'élargir la zone de leurs possibilités de consommation.

Dans *L'utilisation de l'information dans la société*, Hayek évoque longuement cet aspect, en insistant particulièrement sur sa dimension cognitive : « J'ai délibérément utilisé le mot de merveille pour faire prendre conscience au lecteur de la complaisance avec laquelle nous prenons souvent le fonctionnement de ce mécanisme comme garanti. Je suis convaincu que si ce mécanisme était le résultat d'un dessein humain délibéré, [...] ce mécanisme serait acclamé comme un des plus grands triomphes de l'esprit humain. La malchance est que d'une part ce n'est pas le produit d'un dessein humain et que les gens qui se guident sur lui ne savent pas généralement pourquoi ils font ce qu'ils font. Mais ceux qui plaident pour une "direction consciente" et qui ne peuvent pas croire que quelque chose qui s'est produit sans dessein (et même sans compréhension de ses mécanismes) peut résoudre des problèmes que nous serions incapables de résoudre consciemment, devraient se souvenir de ceci : le problème est précisément de savoir comment étendre la portée de l'utilisation de nos ressources au-delà de la portée du contrôle de notre esprit » (Hayek [1945], p. 87-88).

L'importance dans le raisonnement de l'intermédiation de la monnaie explique l'intérêt particulier des auteurs autrichiens pour les questions de sa nature et de sa genèse. Cette préoccupation est en fait présente dès les origines. Très tôt, Carl Menger s'est attaché au problème, en s'opposant dans l'appendice J des *Principles*... à la tradition intellectuelle présentant la monnaie comme une création de l'autorité publique ou le produit d'une convention. Celle-ci n'est pas le produit d'un accord explicite de la part

des « individus économiques » ni « le produit d'actes législatifs », mais « le produit naturel de l'économie humaine » (Menger [1871], p. 262)[1]. La monnaie est en fait pour l'auteur des *Principles*... l'exemple type de ces institutions non planifiées, *organiques* (par opposition à *pragmatiques*), sur lesquelles insistera longuement Hayek beaucoup plus tard. Elle est le résultat d'une évolution s'exprimant par la recherche généralisée par les agents de biens plus liquides que les autres afin d'élargir les opportunités d'échange. Ce processus, marqué par les notions de coutume et d'imitation, débouche sur la sélection de biens « acceptables par quiconque dans l'échange, et donc capables d'être délivrés en échange de toute autre marchandise. Ces biens étaient appelés *monnaie* par nos ancêtres, un notion dérivée du terme *gelten* qui signifie compenser ou payer. Donc, le terme "monnaie" dans notre langage désigne les moyens de paiement en tant que tels » (Menger [1871], p. 260)[2].

Si cette thèse a suscité et suscite encore les débats les plus divers[3], il n'en reste pas moins que tous les successeurs de Menger ont adhéré à cette perspective. Ainsi, Wieser (*Geld* [1927]) présente la monnaie comme le bien ultra-liquide, ses autres fonctions devant être reliées à cette caractéristique essentielle[4].

Comme tous les biens, la valeur subjective de la monnaie se mesure par l'utilité de la dernière unité possédée, utilité reflétant la valeur d'usage du bien qu'elle permet d'acquérir. La monnaie dispose aussi d'une valeur d'échange objective, exprimant son prix relatif en termes des autres biens et mesurant ainsi son pouvoir d'achat sur l'économie. L'analyse se heurte néanmoins à une difficulté théorique. L'analyse marginale enseigne que le prix d'un bien exprime une synthèse d'appréciations subjectives. Or, la seule utilité de la monnaie réside dans sa possession d'une valeur d'échange. À la différence des autres marchandises de l'économie, elle ne dispose pas d'une valeur d'usage propre. Son utilité est uniquement indirecte, à travers les biens qu'elle permet d'acquérir sur le marché.

---

1. L'État, en imposant un moyen de paiement particulier comme substitut de la monnaie spontanée, dispose effectivement de la possibilité d'améliorer le caractère monétaire du bien qui le constitue. Mais il ne peut d'aucune manière en constituer la source.

2. Menger, dans sa description par le biais de la méthode compositive du caractère spontané des phénomènes monétaires, insiste sur l'importance des notions de coutume et d'imitation. Il ne faut pas s'attendre à ce que les individus saisissent tous et au même moment les avantages de l'emploi de biens plus liquides que les autres. Cette faculté est d'abord laissée à une faible minorité de la population, consciente « des gains économiques pouvant être dérivés de l'exploitation des opportunités d'échange existantes » (Menger [1871], p. 257). C'est en fait grâce à la coutume et l'imitation que va se répandre ce genre de comportement dans le reste de la population. En effet, la plus grande masse, avant d'adopter à son tour ces pratiques, aura besoin d'observer sur autrui leurs conséquences matérielles pour en apprécier les vertus ou les inconvénients. Et c'est en constatant des effets bénéfiques qu'elle va, à son tour, choisir ce genre de procédés. La méthode « compositive », définie par Menger dans les *Investigations*..., vise ainsi à montrer de quelle manière des phénomènes sociaux complexes peuvent s'organiser à partir de logiques individuelles. En l'occurrence, elle permet de résoudre l'apparent paradoxe par lequel un bien, ou un groupe de biens s'impose comme monnaie à l'échelle de l'ensemble de la communauté sans qu'aucun de ses membres n'en ait eu l'intention préalable (pour des développements, *cf.* par exemple Jones, *The Origin and Development of Media of Exchange* [1976]; O'Driscoll, *Money: Menger's Evolutionary Theory* [1986]; Aimar, *Money and Uncertainty in the Economic Thought of Carl Menger* [1996]...).

3. Pour une expression contemporaine de ces controverses, on consultera avec profit Klein et Selgin (*Menger's Theory of Money: Some Experimental Evidence* [2000]), Schmitz (*Carl Menger's "Money" and the Current Neoclassical Models of Money* [2002]), Stenkula (*Carl Menger and the NetWork Theory of Money* [2003]).

4. « La monnaie peut consister en des matières très diverses. Deux conditions sont exigées: qu'elle soit acceptée partout et par tout le monde et qu'elle soit capable de circuler » (Wieser [1927], p. 682).

Mises va résoudre ce problème, en recourant à une explication historique de la valeur de la monnaie, fondée sur « le théorème de régression ». Dans *The Theory of Money and Credit* [1912], il explique qu'à l'origine de la fonction d'un bien comme monnaie se trouve la valeur d'usage de ce bien. Du fait des multiples emplois qu'il pouvait remplir, de nombreux individus étaient prêts à accepter ce bien dans l'échange et il est ainsi devenu plus liquide que les autres. Avec le développement de sa fonction monétaire, l'utilité du bien monnaie s'est progressivement détachée de sa valeur d'usage initiale pour relever uniquement de ses qualités de circulation. Un décalage croissant entre la valeur objective de la monnaie et la valeur d'usage du bien qui la constituait est alors apparu. Pour Mises, la valeur subjective *présente* de la monnaie est fonction de sa valeur objective telle qu'elle s'est exprimée dans le *passé* immédiat. À son tour, cette valeur objective dépend des estimations subjectives de la période précédente et ainsi de suite. On arrive ainsi au terme de ce processus de *régression* à la détermination d'un pouvoir d'achat de la monnaie résultant uniquement de la confrontation des estimations individuelles de la valeur d'usage ou industrielle de la monnaie. En dernière analyse, la valeur objective de la monnaie trouve ainsi son origine dans les appréciations subjectives des individus sur les qualités propres du bien qui la constitue [1].

II. Les problèmes épistémologiques de l'échange marchand

Les éléments d'analyse délivrés par Mises suffisent à comprendre les modes d'acquisition de la connaissance nécessaire à la formation d'un échange bilatéral de troc. Mais il semble que la réalisation de l'échange marchand, impliquant la *monnaie*, se heurte à des contraintes cognitives qui ne semblent pas avoir été spécifiées par Mises (II.1). La nécessité d'introduire des hypothèses subsidiaires au raisonnement praxéologique a conduit Hayek à s'interroger sur les fondements théoriques du marché (II.2).

II.1. La question des hypothèses subsidiaires : la contrainte d'ignorance

Envisagé en termes misesiens, l'échange bilatéral de troc mobilise un travail de *théorisation* et d'*histoire*. En d'autres termes, il relève à la fois d'une démarche *déductive*

1. « ... un objet ne peut pas être utilisé comme monnaie, à moins qu'au moment où son emploi comme monnaie commence, il possède une valeur d'échange objective basée sur quelque autre usage » (Mises [1912], p. 131). Le raisonnement sera reproduit dans *L'action humaine* [1966] : « Si nous remontons à la trace le pouvoir d'achat de la monnaie pas à pas, nous arrivons finalement au point où le bien considéré a commencé à servir comme instrument d'échange. À ce moment-là, la valeur d'échange de la veille est exclusivement déterminée par la demande non monétaire (industrielle) qui est manifestée seulement par ceux qui désirent se servir du bien pour des emplois autres que celui d'instrument d'échange » (Mises [1966], p. 430). Dans le même esprit, pour Rothbard, « Pour fonctionner comme une monnaie, une entité doit émerger sur le marché libre à partir du troc, comme une marchandise particulièrement liquide, sélectionnée sur le marché comme un intermédiaire pour virtuellement tous les échanges. Rien ne peut être originellement adopté comme monnaie par le décret du gouvernement, ou par quelque sorte de contrat social. Rien ne peut être adopté comme monnaie, comme moyen d'échange, à moins qu'elle n'ait un pouvoir d'achat pré-existant comme bien non-monétaire » (Rothbard *The Present State of Austrian Economics* [1995], p. 74).

et *interprétative*. Nous avons vu que c'est à travers le *marchandage* reliant directement les deux parties en présence qu'un processus d'apprentissage et de découverte mutuelle des préférences est réalisé. L'échange effectif révèle la concordance et la compatibilité des intérêts de chacun.

Mais la procédure d'échange indirect pose des problèmes analytiques particuliers. L'échange indirect signifie l'acquisition de biens non pour leur valeur d'usage, mais pour leur valeur d'échange. *Il suppose donc préalablement de la part des individus concernés la connaissance d'une demande exprimée par des tiers pour ces biens*. Or, si ces échanges directs, avec le marchandage qui les accompagne, n'ont pas encore eu lieu, par quelle procédure nos individus connaissent-ils la nature et les caractéristiques de cette demande ? Comment un acteur donné arrive-t-il à se former une représentation de la structure des intérêts d'un autre agent sans une négociation préalable, laquelle implique un contact direct exercé dans le cadre d'un troc ?

Mises, dans tous ses écrits, accorde une place dominante à la raison dans la formation des processus sociaux. La *loi d'association*, fondée sur le principe ricardien d'avantages comparatifs, et la *division du travail* constituent les deux expressions de ces processus : « Les faits fondamentaux qui ont amené la coopération, la société, la civilisation et transformé l'animal humain en un être humain sont les faits que voici : que le travail effectué au sein de la division du travail est plus productif que le travail solitaire, et que la raison humaine est capable de reconnaître cette vérité. Sans ces faits-là, les hommes seraient restés pour toujours des ennemis mortels les uns pour les autres, des rivaux irréconciliables dans leur effort pour s'assurer une part des trop rares ressources que la nature fournit comme moyens de subsistance » (Mises [1966], p. 152). Dès lors, « Le phénomène social fondamental est la division du travail, et sa contrepartie la coopération humaine » [...]. « Le facteur qui a fait naître la société, c'est l'agir humain animé par l'intuition de la productivité supérieure du travail effectué en division des tâches » (*ibid.*, p. 166 ; 169).

Ainsi, il suffit que les agents prennent conscience des avantages inhérents de la division du travail pour que celle-ci soit mise en place. La raison serait donc la condition nécessaire et suffisante à la constitution de l'ordre social, avec l'ensemble de ses règles (droit, propriété, etc.). La société pourrait être envisagée comme le résultat de processus téléologiques, d'une trajectoire consciente et délibérée choisie et décidée par les agents concernés : « La société humaine est un phénomène spirituel et intellectuel. Elle est la conséquence de l'utilisation consciente d'une loi universelle régissant le devenir cosmique, à savoir la productivité supérieure de la division du travail » (Mises [1966], p. 153).

La difficulté est que cette perspective de la formation de « l'oecumene », cette société de Mises fondée sur la division du travail, présuppose l'élément suivant : les agents concernés doivent savoir qu'ils pourront écouler le surplus de marchandises produites. Ils doivent préalablement disposer d'une information relative à la demande de leurs produits (caractéristiques et quantités), demande qui doit preéxister à l'organisation de cette division du travail. *L'approche de Mises implique ainsi de manière sous-jacente des conditions cognitives particulières auxquelles la seule raison ne peut permettre d'accéder.*

On pourrait évidemment supposer que cette connaissance a été acquise par des acteurs concernés lors d'échanges passés. Mais cette idée ne serait fondée que s'il était

possible d'établir une relation de continuité entre le passé et le futur. Or, rien dans le modèle praxéologique ne permet de défendre l'image d'une reproduction dans le futur des conditions passées. Bien au contraire, du fait de la nature changeante des actions, ce modèle implique une évolution continue et *a priori* imprévisible des conditions de l'action du fait de l'exercice d'une fonction entrepreneuriale inscrite dans l'esprit de chaque individu.

Dès lors, le problème de l'échange indirect est de nature nécessairement différente de celui de l'échange bilatéral de troc. On ne trouve rien dans l'univers de Mises qui puisse délivrer l'image « d'agents représentatifs » dont les caractères communs réduiraient l'ignorance sur autrui. Bien au contraire, les acteurs sont définis comme des êtres singuliers, hétérogènes, leurs préférences et leurs connaissances sont praxéologiquement indéterminées. L'anonymat devient alors un obstacle à la compréhension de la formation du marché, et il soulève des interrogations auxquelles la négociation exprimée dans le cadre de l'échange direct ne fournit pas de réponses. *De quelle manière les agents arrivent-ils à disposer d'une information dispersée et évolutive qui ne peut être acquise ni de manière introspective, ni par un mécanisme d'apprentissage exprimé dans le troc ?* La coordination des différentes stratégies individuelles, et partant la formation des plans en univers social sont confrontées à une double dimension de l'ignorance : celle qui est relative à la *dispersion du savoir* et celle qui concerne les *conditions du futur*. À ce stade de l'analyse, cette coordination ne peut être expliquée.

Avec *Économie et connaissance* [1937a], Hayek est le premier à avoir évoqué les difficultés théoriques relatives à la conceptualisation d'une économie de marché : la formation des prix monétaires suppose des conditions cognitives particulières. Cet article charnière (à la fois dans l'œuvre hayekienne et dans la problématique néo-autrichienne) rend compte de certaines distances prises par Hayek vis-à-vis de l'économie formelle et des tautologies de « la logique pure des choix ». À ce titre, certains ont parlé de véritable « revirement » (Hutchison qui, dans *The Politics and Philosophy of Economics : Marxists, Keynesians and Austrians* [1981], distingue un Hayek I d'un Hayek II) ou de « transformation » (Caldwell, *Hayek's Transformation* [1988])[1]. *Économie et connaissance* est construit autour d'une affirmation, qui consiste dans l'impossibilité d'analyser le domaine du marché sans introduire des mécanismes spécifiques de connaissance et d'apprentissage jamais explicités par Mises. Hayek est ainsi le premier à avoir – presque explicitement – posé le problème du premier prix à l'intérieur de la tradition néo-autrichienne. Avant même de se préoccuper des questions de connaissance des prix courants, ou d'anticipations des prix futurs, il convient de s'interroger plus fondamentalement sur « la manière dont les différentes marchandises

1. La littérature, pendant très longtemps, ne s'est guère intéressée à *Économie et connaissance*, offrant ainsi un contraste saisissant avec l'inflation de commentaires relatifs au célèbre *L'utilisation de l'information dans la société* [1945]. Mais depuis quelques années, des commentateurs étrangers (Hutchison, *The Politics and Philosophy of Economics : Marxist, Keynesians and Austrians* [1981] ; Langlois, *Knowledge and Rationality in the Austrian School* [1985] ; Caldwell, *Hayek's Transformation* [1988] ; Foss, *More on "Hayek's Transformation"* [1995] ; Vaughn, *Hayek's Implicit Economics : Rules and the Problem Order* [1999]) et français (Aréna, *Hayek et l'équilibre économique : une autre interprétation* [1999b] ; Schmidt et Versailles, *Une théorie hayekienne de la connaissance économique ?* [1999]...) ont relevé la problématique singulière de *Économie et connaissance*. Ils se sont attachés à une étude plus précise de son argumentaire, qui éclaire la signification d'ensemble de l'œuvre de Hayek.

peuvent être obtenues et utilisées et sous quelles conditions elles le sont effectivement, c'est-à-dire la question générale de savoir comment les données subjectives des différentes personnes correspondent aux faits objectifs » (Hayek [1937a], p. 131).

Répondre à cette question en évoquant l'argument de prix d'équilibre, dont la fonction est justement de garantir cette correspondance, revient à ignorer le problème. L'interrogation de départ n'est pas de savoir si les prix d'équilibre véhiculent l'information pertinente (par définition même, les prix d'équilibre satisfont cette condition, l'argument est donc tautologique) ; elle est de savoir par quels mécanismes l'information incorporée dans les prix de marché peut être acquise. Ou en d'autres termes, *comment les prix de marché peuvent-ils se former ?*

La définition comme la nature même des représentations économiques en termes d'équilibre supposent une structure de comportements et d'anticipations parfaitement ajustés de la part des acteurs de marché, et donc du même coup une connaissance commune et parfaite de ces derniers. Or, bien évidemment, comme Hayek l'explicitera dans de nombreux textes, la somme totale de connaissance disponible dans l'économie « n'existe jamais sous forme concentrée ou intégrée, mais seulement comme les fragments dispersés d'une connaissance fréquemment contradictoire et incomplète que tous les individus possèdent » (Hayek, *L'utilisation de l'information dans la société* [1945], p. 77).

Il n'est donc pas possible de s'accorder avec les représentants de la théorie néoclassique sur la définition de conditions d'équilibre, sans se préoccuper de la manière dont ces conditions peuvent s'installer. On ne peut ainsi accepter l'idée que ces conditions sont instantanément présentes, comme on en trouve notamment l'expression chez Arrow (*Toward a Theory of Price Adjustment* [1959]) ou chez Hicks (*Valeur et capital* [1939]) avec des ajustements hors temps des conditions d'équilibre. Même les modèles en terme de dynamique d'équilibre (par exemple Samuelson, *Foundations of Economic Analysis* [1947]) n'échappent pas à ce caractère artificiel et découplé de toute réalité.

Ainsi, on a longtemps ignoré que les propres perspectives de Walras sont centrées sur une procédure de tâtonnement organisée sous l'égide du « crieur » des prix, figuré dans la littérature comme le *commissaire-priseur*. Cette procédure est indispensable à une compréhension de la manière dont on peut parvenir à une situation d'équilibre. Effectivement, s'il y a subjectivité, on ne peut pas connaître les prix d'équilibre sans introduire le commissaire-priseur. Mais cette contrainte met au premier plan la nature première des difficultés : *à partir du moment où le crieur est absent sur les marchés, comment les marchés arrivent-ils à s'organiser d'un point de vue cognitif ?*

II.2. Quels fondements théoriques du marché ?

L'étude du domaine de l'échange monétaire réclame ainsi pour Hayek un élargissement de la perspective épistémologique autrichienne. Beaucoup de commentateurs ont interprété cet élargissement comme une rupture vis-à-vis du message original de Mises. Hayek lui-même n'est pas étranger à ce type d'interprétation. Dans *Coping with Ignorance* (texte d'une conférence prononcée en mémoire de Mises), Hayek évoque ses rapports intellectuels de la manière suivante : « Bien que j'aie appris que ses conclusions étaient généralement correctes, je n'ai pas toujours été convaincu par ses

arguments, et j'ai fini par adopter une certaine attitude critique qui m'a forcé quelquefois à défendre des conceptions différentes... Je ne sais pas si Mises aurait accepté de placer, comme moi, au centre de l'approche scientifique, notre ignorance incontournable de la plupart des circonstances particulières qui déterminent le cours de cette grande société » (Hayek [1978a], p. 2).

De même, dans un recueil d'interviews publié sous le titre *Hayek on Hayek, An Autobiographical Dialogue* (éd. Kresge et Wenar), Hayek apporte un éclairage rétrospectif sur la problématique développée à partir de *Économie et connaissance* : « Ce que je perçois seulement maintenant clairement est le problème de ma relation à Mises, qui commence avec mon article de 1937 sur l'économie de la connaissance. Celui-ci était une tentative de persuader Mises lui-même que lorsqu'il soutenait que la théorie du marché était *a priori*, il avait tort ; seule la logique de l'action individuelle peut être considérée comme *a priori*. Mais à partir du moment où vous passez de celle-ci à l'interaction de plusieurs personnes, vous entrez dans le champ de l'empirique » (Hayek [1994], p. 72).

Kirzner se fait l'écho de cette interprétation lorsqu'il énonce, de manière par trop radicale : « Il ne peut y avoir aucun doute que, sur des éléments clés du système misesien, Hayek n'est pas misesien du tout. Pour Mises, la possibilité d'une compréhension économique réside entièrement sur des analyses menées *a priori* ; sa vision praxéologique de la science économique exprime cet apriorisme systématique et sans réserve. Mais à un stade pivot et relativement précoce de sa carrière d'économiste, Hayek a rendu évident qu'il était incapable de suivre son mentor sous cet aspect. Pour Hayek, la possibilité de régularités économiques capables d'être comprises par la science réside clairement sur une base empirique. La seule logique humaine, pour Hayek, n'est pas capable de générer des vérités systématiques concernant les processus économiques » (Kirzner, *The Meaning of the Market Process* [1992], p. 120).

Pourtant, au-delà des propos des uns et des autres, l'examen des textes suggère une analyse plus nuancée. Hayek ne signifiera jamais que l'analyse des processus sociaux pourrait contredire les enseignements apodictiques de la praxéologie et remettre en cause la validité et la légitimité de ses conclusions. Il notera seulement que ces enseignements, tout en restant des conditions *nécessaires* de l'analyse du champ de l'interaction sociale, ne sont pas pour autant *suffisantes*. Plus précisément, pour le Hayek de *Économie et connaissance*, il n'est pas possible d'aborder l'échange marchand sans introduire des hypothèses extérieures à celle de la logique pure des choix, logique qui s'exprime de son point de vue aussi bien dans la théorie néo-classique standard que dans les formulations économiques de Mises. Ainsi, *l'apport de Hayek se situe en complément de la praxéologie, sans contredire pour autant ses enseignements.*

Il est d'ailleurs possible de considérer que Hayek, dans cette perspective, ne fait que prolonger le propre discours de Mises. En effet, l'idée « d'hypothèses supplémentaires » nécessaires à l'analyse de champs particuliers de l'action humaine n'est pas complètement étrangère à Mises. Dans *Epistemological Problems of Economics*, celui-ci notait déjà qu'au-delà des conditions les plus générales de l'agir, certaines « autres conditions catégorielles de l'action sont indépendantes du concept basique : elles ne sont pas de nécessaires prérequis de l'action concrète. Qu'elles soient ou non présentes dans un cas particulier peut être montré uniquement par l'expérience » (Mises [1933], p. 24-25). Dans la même perspective, il ajoute dans *L'action humaine* : « Ayant montré quelles

conditions sont requises pour n'importe quelle action, l'on doit aller au-delà et définir (bien entendu dans un sens formel et catégoriel) les conditions moins générales requises pour certains modes de l'agir » (Mises [1966], p. 70).

Néanmoins, le véritable enjeu de la question n'est pas de savoir s'il est besoin ou non d'introduire dans l'étude des interactions sociales des hypothèses auxiliaires à celles inscrites dans l'univers praxéologique. *Il réside dans la définition de leur contenu et dans l'établissement de leur fondation épistémologique.* En particulier, si l'étude de l'échange marchand ne relève pas uniquement de catégories *a priori*, de quelle légitimité pourrait donc bénéficier une *théorie du marché* ? La préoccupation d'établir les fondements épistémologiques d'une théorie du marché apparaît constituer une interrogation centrale de la problématique de *Économie et connaissance*. Elle conduit Hayek à mobiliser des outils nouveaux, sans pour autant – à l'époque – apporter au lecteur toute la clarté nécessaire à leur compréhension.

Toutefois, il apparaît que la référence aux travaux de Karl Popper ait joué dès cette époque un rôle important. En effet, c'est relativement au caractère empirique des hypothèses subsidiaires à la praxéologie que l'utilité de Popper est relevée par Hayek. Il proclame ainsi, en se référant à *The Logic of Scientific Discovery* [1934] : « En bref, je défends la thèse que l'élément empirique de la théorie économique (c'est-à-dire la partie concernée non seulement avec des implications, mais avec des causes et des effets, et conduisant donc à des conclusions qui, tout au moins en principe sont susceptibles d'être vérifiées (ou, plus exactement falsifiées – voir K. R. Popper, *Logik der Forschung*, Vienne, 1935, passim) réside dans des propositions relatives à l'acquisition de la connaissance » (Hayek [1937], p. 119). Il ajoute plus loin : « Le point important, en l'occurrence, est que ce sont ces hypothèses ou affirmations apparemment subsidiaires sur l'apprentissage par les individus de l'expérience, et la manière dont ils acquièrent de la connaissance, qui constituent le contenu empirique de nos propositions relatives à ce qui se passe dans le monde réel » (*ibid.*, p. 128).

La question du rapport Hayek-Popper est très controversée dans la littérature. Certes, aucun commentateur ne nie l'importance des liens d'amitié unissant Hayek et Popper. Mais la nature de leurs relations analytiques fait l'objet de débats. Une partie de la littérature (Barry, *Hayek's Social and Economic Philosophy* [1979] ; Blaug, *The Methodology of Economics : Or How Economists Explain* [1980]) défend la thèse d'un parallélisme, voire d'une filiation (particulièrement nette dans la dernière partie de l'œuvre de Hayek) des trajectoires empruntées par les deux auteurs ; mais d'autres commentateurs (Cubeddu, *Popper et l'école autrichienne* [1987]) refusent d'accorder la moindre légitimité à l'idée d'une marque épistémologique popperienne de certains travaux de Hayek, et n'observent dans les références de ce dernier rien d'autre qu'un simple malentendu sémantique.

Nous ne chercherons pas à trancher ici cette querelle, qui comme beaucoup d'autres du même type, renverrait sans doute les parties dos à dos. En effet, le rapport Hayek-Popper n'est certes pas homogène, et beaucoup de commentateurs comme Birner (*Human Knowledge and Social Institutions : Popper and Hayek on Evolution* [1997]) ont souligné à juste titre la coexistence de convergences et d'oppositions entre les deux penseurs. Que Hayek se réclame ou non à juste titre de Popper est finalement une question dont nous pouvons légitimement faire abstraction ici. Notre propos n'est pas de juger de la qualité de la pertinence d'une filiation suggérée par Hayek dans *Économie*

et connaissance, mais de proposer une interprétation de ce qu'il avait lui-même en tête lors de sa rédaction. Or, sous cet angle, les deux éléments significatifs nous semblent être les suivants : 1) l'influence de l'épistémologie popperienne sur le développement de sa trajectoire personnelle est explicitement reconnue par Hayek lui-même, 2) la reconnaissance de cette influence confère une signification d'ensemble à *Économie et connaissance*, tout en expliquant, comme nous le verrons dans les parties suivantes, un certain nombre de développements ultérieurs.

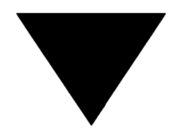
En quoi les travaux de Karl Popper peuvent-ils, envisagés du point de vue de Hayek, contribuer à la fondation épistémique d'une théorie du marché, dont l'étude déborde nécessairement la dimension *a priori* de l'analyse ?

La démarche épistémologique popperienne (« rationalisme critique ») est suffisamment connue pour éviter une longue présentation. Exposé dans de nombreux articles et ouvrages (*The Logic of Scientific Discovery* [1934], *Conjectures and Refutations* [1963], *La connaissance objective* [1972]...), le rationalisme critique de Popper exprime à la fois un rejet de la démarche « inductive » et la réhabilitation d'une démarche empiriste fondée sur un critère de falsifiabilité. Une théorie n'est scientifique, pour Popper, que si sa formulation se prête à un critère de test empirique permettant sa « corroboration », ou au contraire, sa « réfutation » par les faits existants. Dans le premier cas, la théorie en question atteindra un degré de vérisimilitude, lequel ne subsistera qu'à la mesure d'une part de la correspondance de l'explication proposée avec les phénomènes étudiés, d'autre part de la confrontation avec d'autres théories alternatives, susceptibles d'être testées.

L'analyse popperienne donne ainsi le droit de former des hypothèses, des conjectures, qui ne bénéficient pas d'un statut axiomatique, et qui n'expriment donc pas des vérités *a priori*. Mais la scientificité de cette procédure (principe de « démarcation ») est soumise à une contrainte : les déductions formées à partir de ces conjectures doivent en principe être testables, par leur confrontation aux faits. *À partir du moment où un enseignement est tiré d'une réalité externe, il doit en effet donner lieu à des conclusions « falsifiables ».*

Cette démarche épistémologique permet d'interpréter l'intérêt de Popper pour Hayek. Selon ce dernier, les propositions relatives aux processus d'apprentissage en univers social ne peuvent pas être uniquement abordées par la méthode *a priori*. Il importe donc de leur trouver des fondements épistémiques non pas alternatifs, mais complémentaires. Les travaux de Popper montrent que cette fondation est possible, mais à la condition d'établir une adéquation entre d'une part un *énoncé explicatif* (« une explication de principe ») des phénomènes étudiés, et d'autre part un *référent empirique*, par l'intermédiaire duquel les conclusions de la théorie formulée seront testées. Sous la plume de Hayek, le « constat » d'une tendance vers l'équilibre semble la désigner pour endosser le rôle de ce référent empirique ; quant à la difficulté d'une explication de principe de la coordination des activités individuelles, elle définit tout simplement les propres limites de *Économie et connaissance*. En effet, Hayek avoue son impuissance à saisir comment peuvent émerger des mécanismes de connaissance pourtant indispensables à la formation et à l'exercice du marché.

Deuxième partie



La catallaxie, une réponse à l'ignorance

Introduction

L'analyse épistémologique de Mises a permis de mettre en avant une double dimension du phénomène d'ignorance : *la dispersion du savoir* et *l'incertitude du futur* : d'une part, si on pose d'entrée l'idée d'une singularité des acteurs constituant le corps social, aucun individu n'a la possibilité de connaître *a priori* ce qui se passe dans l'esprit des autres acteurs. Chacun ignore les finalités, les stratégies, les valeurs des agents avant que celles-ci ne se révèlent dans l'action. Le savoir nécessaire à la coordination des plans individuels est donc dispersé dans le corps social ; d'autre part, l'exercice d'une fonction entrepreneuriale inscrite dans le modèle praxéologique empêche de concevoir que le futur s'exprime sous la forme d'une simple reproduction des conditions du passé ou du présent. Les opportunités sont donc évolutives, imprévisibles. Cette situation contraint chaque acteur à une ignorance des circonstances de l'avenir.

La reconnaissance d'une dispersion du savoir pose le problème de la conceptualisation des mécanismes cognitifs nécessaires à la formation de l'échange marchand. En effet, celui-ci met en rapport des individus qui sont *a priori* parfaitement anonymes les uns aux autres, mais qui pour échanger, ont besoin de se connaître. La volonté de résoudre ce paradoxe va encourager certains auteurs néo-autrichiens à rechercher des éléments d'*intersubjectivité* au sein de nos univers sociaux. En s'appuyant sur les travaux de la biologie évolutionniste et de la psychologie théorique, Hayek va donner lui-même une explication de la genèse des représentations intersubjectives des agents. Celle-ci lui permet d'éclairer les éléments de la *formation du marché (premier chapitre)*.

Par ailleurs, la centralité du problème de la dispersion du savoir va conduire l'ensemble des auteurs autrichiens à développer une interprétation des mécanismes de marché comme une manière de transformer l'information en connaissance. Le phénomène de dispersion du savoir, qui rend compte de l'existence d'informations privées des agents, pose la question des structures de transmission d'une connaissance qui n'est pas commune aux acteurs. Il convient dès lors de distinguer l'ensemble des *informations* existantes dans le corps social de l'ensemble des *connaissances* dont dispose

chaque individu appartenant à ce corps social. Cette distinction donne l'occasion aux auteurs néo-autrichiens de s'affranchir de l'analyse néo-classique de l'équilibre, et de mettre en avant l'importance des notions d'entrepreneur, de profit et de concurrence dans l'étude du *fonctionnement* du marché. Celui-ci est alors envisagé comme un *univers de découverte (deuxième chapitre)*.

L'incertitude du futur, la deuxième source autrichienne de l'ignorance, résulte de la mise en évidence d'une dimension temporelle de l'action. La connaissance nécessaire à la réussite de l'action est fragmentée non seulement entre les individus, mais entre un présent constitué et un futur dont le contenu, par définition, n'est pas encore élaboré. Ce constat pose donc la question de la prévision, en mettant en lumière une deuxième contrainte de la coordination : *un principe de formation et de réussite des anticipations individuelles*. En effet, les prix présents expriment une information présente. Mais ils ne permettent pas de produire une connaissance d'un futur qui conditionne pourtant le succès des actions individuelles. Ils n'expliquent donc pas la formation des anticipations et surtout n'assurent pas leur réussite. Le passage d'une conception de la coordination par les prix, répondant à la contrainte de dispersion du savoir, à une coordination par les plans, relevant du phénomène d'ignorance du futur, a suscité un autre ensemble de réflexions au sein de l'analyse néo-autrichienne de la catallaxie *(troisième chapitre)*.

Chapitre I

La formation du marché

« [...] alors que durant toute une époque, je fus simplement un économiste théoricien au sens étroit du terme, j'ai été cependant conduit de l'économie technique à toutes sortes de questions considérées généralement comme des questions philosophiques. Lorsque je m'interroge, trente ans après, sur cette évolution, il me semble que son origine se trouve dans un essai intitulé *Économie et connaissance*, dans lequel j'examinais ce qui me semblait constituer quelques-unes des difficultés centrales de la théorie économique pure. Sa principale conclusion était la suivante : la théorie économique doit expliquer comment un ordre d'ensemble de l'activité économique est atteint par l'utilisation d'un large ensemble de connaissances, lesquelles ne sont pas concentrées dans un seul esprit, mais existent seulement sous forme de connaissances dispersées sur des centaines de millions d'individus différents. Mais il y a eu un long chemin à parcourir avant que je puisse parvenir à une vision adéquate des relations entre les règles abstraites suivies par l'individu dans ses actions, et l'ordre général abstrait résultant des circonstances concrètes particulières rencontrées » (Hayek, *Kinds of Rationalism* [1965]).

La solution apportée à la tradition autrichienne au problème de la formation du marché est fournie par Hayek lui-même. En effet, après avoir manifesté sa perplexité en la matière dans *Économie et connaissance*[1], Hayek s'achemine vers une première forme de réponse dans *L'ordre sensoriel* [1952b]. Cet ouvrage, récemment traduit en français, est de nature particulière, à la fois du point de vue de son histoire et de son objet : sur le plan *historique*, il correspond à une édition de réflexions personnelles engagées par Hayek au début des années 1920, alors qu'il s'intéressait au champ de la psychologie ; au niveau de son *objet*,

1. En matière d'« hypothèses concrètes relatives aux conditions et aux processus d'acquisition par les agents de la connaissance appropriée », Hayek admet « être arrivé à un stade où il devient excessivement difficile de définir exactement ces hypothèses de telle manière que l'on puisse certifier que notre analyse s'applique au monde réel. Je ne peux pas prétendre avoir été beaucoup plus loin sur ce terrain » (Hayek [1937], p. 129).

dans la mesure où l'ouvrage est d'un statut original. Il ne correspond en aucun cas à une analyse directement économique ou sociale, mais s'attache, comme le sous-titre l'indique explicitement, à « une enquête sur les fondements de la psychologie théorique ». Néanmoins, *L'ordre sensoriel* ne saurait être considéré comme un simple aparté, isolé du champ des préoccupations centrales de Hayek. Bien au contraire, sa publication doit être resituée dans le cadre des problèmes cognitifs relatifs à la conceptualisation d'une économie de marché. Hayek nous l'énonce formellement : « En fin de compte, c'est mon intérêt pour le caractère logique de la théorie sociale qui m'a forcé à réexaminer systématiquement mes idées sur la psychologie théorique » (Hayek [1952b], p. 17)[1].

L'importance de l'ouvrage du point de vue de l'organisation des idées de Hayek a longtemps été négligée. Les premières études synthétiques n'ont guère permis de rendre compte de sa place dans l'architecture générale de sa pensée. Cependant, depuis la fin des années 1990, *L'ordre sensoriel* attire l'attention d'un nombre croissant de commentateurs. Leurs analyses convergent autour de l'idée du caractère intégré de l'ouvrage dans la problématique hayekienne[2].

Ainsi, *L'ordre sensoriel* est perçu par beaucoup comme une tentative d'établir des fondements épistémologiques de la notion de subjectivisme (I). Cette perspective ne doit pas masquer un autre aspect de *L'ordre sensoriel*, qui semble d'une importance considérable. En effet, il convient d'envisager l'ouvrage comme une forme de solution aux problèmes cognitifs posés à la formation du marché par l'existence d'individus *subjectifs* et *anonymes* (II). Dans cette perspective, il apporte des éclairages retrospectifs sur des éléments avancés par Hayek lors de travaux précédents, tout en délivrant parallèlement les clefs de sa trajectoire théorique ultérieure (III).

I. « L'ordre sensoriel » : l'apport de Hayek

L'ambition de Hayek, dans *L'ordre sensoriel*, est de chercher une « explication des phénomènes mentaux » (Hayek [1952b], p. 20), avec pour objectif particulier de

1. Hayek nous signale lui-même (*Hayek on Hayek* [1994], p. 125) que c'est seulement en 1946 que le manuscrit de *L'ordre sensoriel* a de nouveau fait l'objet de son attention. À notre connaissance, aucun élément direct ne permet de rendre compte de l'évolution du texte entre la rédaction de la version rédigée au début des années 1920 et la date de sa publication. Indirectement, on peut néanmoins tabler sur des changements, dans la mesure où Hayek reconnaît lui-même dans la préface que « la présente version de ce livre m'a occupé pendant plusieurs années » (Hayek [1952b], p. 20). Par ailleurs, l'absence d'évolution de la pensée de Hayek en la matière rendrait difficilement compréhensibles ses propos désabusés dans *Économie et connaissance* sur son incapacité à répondre véritablement au problème théorique de la formation du marché. Par ailleurs, malgré une brève référence aux travaux du sociologue Gabriel Tarde (*Psychologie économique* [1902]), aucune indication n'est donnée à l'époque sur le fait que des éléments de psychologie cognitive puissent constituer des éléments de réponse.

2. À défaut de pouvoir être exhaustif, on peut citer parmi beaucoup d'autres les éléments de littérature suivants : David G. Tuerck, *Economics as Mechanism : The Mind as Machine in Hayek's Sensory Order* [1995] ; Barry Smith, *The Connectionnist Mind : A Study of Hayekian Psychology* [1997] ; Birner, *The Surprising Place of Cognitive Psychology in the Work of F.A. Hayek* [1999] ; Robert Nadeau, *Friedrich Hayek et la théorie de l'esprit* [2001] ; Gilles Dostaler, *Le libéralisme de Hayek* [2001] ; Koppl, *Big Players and the Economic Theory of Expectations* [2002] ; Rizello (éd.), *Cognitive Developments in Economics* [2003]. De manière moins directe, mais tout aussi significative, McCaan Jr, *F.A. Hayek : The Liberal as Communitariam* [2002] ; Caldwell, *The Emergence of Hayek's Ideas on Cultural Evolution* [2000] ; Horwitz, *From The Sensory Order to the Liberal Order : Hayek's Non-Rationalist Liberalism* [2000].

résoudre le problème de la « relation entre l'ordre physique et l'ordre phénoménal » (Hayek, *ibid.*, p. 25). Il s'agit donc bien, en premier lieu, de rendre compte d'une expérience intérieure, subjective : « Nous voulons connaître le genre de processus par lequel une situation physique donnée est transformée en une certaine représentation phénoménale » (*ibid.*, p. 27).

En effet, Hayek part d'un constat, à savoir que le monde de l'esprit, le monde phénoménal, ou encore l'ensemble des événements mentaux présents à l'esprit d'un individu, peut ne pas être équivalent à l'ordre des événements physiques[1]. L'objet de la *psychologie théorique* est justement de rendre compte de ce décalage, en expliquant ce qui « n'a pas de place dans notre image scientifique du monde externe et n'est en aucune manière expliqué par les sciences ayant affaire avec le monde externe : *les qualités*. Chaque fois que nous étudions des différences qualitatives entre des expériences, nous étudions des événements mentaux et non pas physiques, et une bonne partie de ce que nous croyons savoir au sujet du monde externe est, en fait, une connaissance au sujet de nous-mêmes » (*ibid.*, p. 26-27). L'ordre des qualités mentales ne reproduit pas forcément l'ordre des événements externes. Pourquoi cette distance ? Pour répondre à cette interrogation, Hayek s'intéresse à la structure physiologique des êtres humains (I.1). Celle-ci lui permet de poser les bases d'une théorie psychologique de la subjectivité (I.2).

I.1. L'esprit comme structure de classification

La solution offerte par Hayek au problème de l'origine des qualités associées à tel ou tel événement est la suivante : ces qualités sont le produit ou l'expression d'un acte de *classification de stimuli*, classification opérée par le système nerveux. Le concept de stimulus rend compte d'un événement extérieur au système nerveux. À travers la médiation d'organes récepteurs spécifiques (pouvant être par exemple le toucher, la vue, l'ouie...), ces stimuli, définis comme des *événements physiques ou physiologiques*, produisent des processus qui opèrent à travers certaines fibres nerveuses depuis l'endroit où le stimulus agit jusqu'à quelque autre partie du système nerveux. L'*impulsion nerveuse* exprime le phénomène produit dans la fibre nerveuse et propagé à travers elle.

Ce sont ces impulsions nerveuses qui font l'objet direct d'un processus de classification[2], et ce sont ces impulsions nerveuses, qui en dernière analyse, vont être traduites dans l'esprit sous forme d'*équivalents mentaux*, ou en d'autres termes de *qualités sensorielles*. Dans la mesure où les organes récepteurs (lorsque ceux-ci sont mobilisés) accomplissent déjà une codification des stimuli, il est facile de comprendre qu'il n'y ait pas de correspondance stricte entre les stimuli et les impulsions. Mais plus essentiellement, la classification des impulsions nerveuses est assurée par le système nerveux lui-même, qui constitue un ensemble neuronal. *Le système nerveux est donc l'instrument premier de*

---

1. Il est à noter que, pour Hayek, les phénomènes mentaux désignent l'ensemble des représentations subjectives des agents, même celles qu'ils sont incapables de formuler, et qui sont ainsi d'ordre *tacite*. Ainsi, « La sphère des "phénomènes mentaux" dans ce sens est beaucoup plus vaste que celle des phénomènes conscients et inclut nombre d'événements qui ne sont certainement pas conscients » (Hayek [1952b], p. 151).

2. « Ce sont les impulsions qui (individuellement ou en groupe) seront l'objet du processus de classification » (Hayek [1952b], p. 72).

classification, et on peut parler ainsi d'un appareil neuronal de classification. Le processus s'exprime au niveau de chaque individu par la formation de *cartes neuronales*, qui assurent ainsi le lien entre le monde physique et l'univers sensoriel. De ces structures, émergent l'esprit et la connaissance.

I.2. Les fondements psychologiques de la subjectivité

Cette procédure explique que *les qualités mentales soient perçues par l'esprit comme des éléments de classe*. Les événements externes sont rangés en fonction de leur capacité, conjugués à d'autres événements externes (ou mentaux), à créer avec *régularité* des événements mentaux soit identiques, soit différents[1]. De même, les classes de phénomènes sont définies par leur capacité, conjuguée avec d'autres classes de phénomènes, à engendrer régulièrement d'autres classes d'événements mentaux. Dès lors, il est logique que l'esprit humain perçoive d'emblée des *complexes*: « les données immédiates de la conscience ne sont, en fait, pas construites à la façon d'une mosaïque à partir de sensations élémentaires. Nous percevons directement des complexes tels que des configurations (des gelsats)... les données immédiates ne peuvent jamais nous transmettre davantage que certains attributs génériques des objets perçus (et) elles ne reflèteront toujours que quelques-unes de ces propriétés génériques qui peuvent être attribuées à l'objet perçu » (Hayek [1952b], p. 162-163).

Si les éléments des classes se définissent par rapport aux éléments de la même classe, et si une classe se définit en tant que telle par rapport à une autre classe, la structure des qualités sensorielles relève d'un phénomène relationnel. Il est donc normal de parler d'un *ordre sensoriel*. Dans cette perspective, les différentes qualités sensorielles expriment les différentiels de réponse mentale en termes d'impulsion nerveuse aux divers stimuli émanant de la sphère physique: « [...] la supposition selon laquelle il existe un monde physique différent du monde phénoménal implique la supposition selon laquelle le premier possède des propriétés que nous ne pouvons pas percevoir directement et même certaines que nous ne connaissons pas. Même les soi-disant qualités sensorielles élémentaires sont dans ce sens des abstractions, puisqu'elles sont déterminées par des faisceaux de relations que nous avons appris à attacher à certains stimuli qui, en un sens physique, sont susceptibles ou non de posséder des propriétés identiques » (Hayek [1952b], p. 162-163).

Les perceptions sensorielles sont donc nécessairement abstraites : elles sont le produit d'un acte de

1. « Tous les différents événements qui, à chaque fois qu'ils apparaissent, produisent le même effet seront considérés comme des événements de la même classe, et le fait que chacun d'entre eux produit le même effet sera le seul critère qui les rend membres de la même classe » (Hayek [1952b], p. 68). Ainsi, ce qui est perçu ne peut jamais correspondre à des propriétés uniques d'objets individuels, mais toujours aux propriétés communes de cet objet avec d'autres objets. Cette logique conduit Hayek à penser qu'un objet d'un genre entièrement nouveau, sans propriétés communes avec d'autres objets, ne pourrait pas être perçu du tout. *La perception peut être considérée comme un acte d'interprétation*, exprimant un placement des impulsions nerveuses dans une ou plusieurs classes d'objets. Parallèlement, nous trouvons une explication psychologique de la notion d'*ordre* : « Le fait que le monde que nous connaissons semble entièrement un monde ordonné pourrait donc être simplement une conséquence de la méthode par laquelle nous le percevons. Tout ce que nous pouvons percevoir, nous le percevons nécessairement comme un élément d'une classe d'événements qui obéissent à certaines régularités. Il ne pourrait pas y avoir, dans ce sens, une classe d'événements ne manifestant pas de régularités, parce qu'il n'y aurait rien qui puisse les constituer pour nous en une classe distincte » (*ibid.*, p. 196).

classification (ou d'évaluation ou encore de discrimination[1]*) opéré par le système nerveux central.* Les différences de qualité expriment des différences en termes d'événements mentaux. Dès lors, « dans un sens physique, des forces connues peuvent produire des relations différenciatrices entre ses éléments, de telle sorte qu'un ordre apparaisse qui va correspondre strictement à l'ordre des qualités sensorielles » (Hayek, *ibid.*, p. 57).

En termes physiologiques, le processus de classification des impulsions nerveuses s'opère à travers une logique qualifiée de *connexionnisme*, c'est-à-dire par la mise en relation des fibres nerveuses par lesquelles elles transitent. Il existe ainsi une structure de connexions nerveuses dans notre organisme qui va être exactement reflétée par la structure de nos qualités sensorielles. Exprimé en d'autres termes, *notre ordre sensoriel est la parfaite reproduction du réseau de connexions des fibres nerveuses constitué par notre système nerveux central.*

Par cette procédure d'abstraction, décrite par Hayek avec les outils de la physiologie, il est facile de comprendre que les représentations mentales ne peuvent pas être décrites comme le simple calque du monde physique. En ce sens, *L'ordre sensoriel* offre effectivement à la tradition autrichienne une théorie psychologique de la subjectivité, laquelle pouvait être considérée chez Mises comme insuffisamment fondée. Il n'en reste pas moins que l'intérêt de l'ouvrage, qui anticipe certains développements des sciences cognitives au cours des années 1970 (Bertalanffy, Simon...), dépasse largement ce point sur lequel s'est focalisée trop souvent la littérature.

II. Une représentation théorique du marché

Les qualités mentales ou sensorielles apparaissant dans l'esprit des individus ne sont pas attachées aux attributs des stimuli ou des événements physiques[2]. Mais il convient alors de connaître la manière dont l'appareil neural ordonne ces impulsions nerveuses. Quel est le mode d'organisation de la classification ? « La question qui se présente donc à nous est de savoir comment il est possible de construire à partir des éléments connus du système neuronal une structure qui serait capable d'accomplir une discrimination dans ses réponses aux stimuli, telle que celle que, comme nous le savons, notre esprit accomplit en fait » (Hayek [1952b], p. 68).

En effet, une interrogation subsiste à laquelle il n'a pas été encore donné de réponse. Si les impulsions individuelles sont classées en fonction de leurs effets en termes d'événements mentaux (selon leur identité ou leur différence), quel est l'élément qui détermine la relation entre une impulsion nerveuse individuelle (ou un groupe d'impulsions individuelles) et la création d'une qualité sensorielle (ou d'un événement mental) ? Cette question revient à s'interroger sur le déterminant ultime de la classification. C'est la réponse donnée par Hayek qui nous semble livrer indirectement les clefs d'une théorie du

1. Le concept de discrimination rend compte des différences d'effets, en termes de phénomènes mentaux, générés par des stimuli individuels ou des groupes de stimuli (*cf.* Hayek [1952b], p. 37).
2. Les processus mentaux sont « des processus qui impliquent une classification d'événements en termes d'un ordre qualitatif, similaire à celui que nous connaissons par notre expérience sensorielle subjective, et différent de l'ordre physique de ces événements » (Hayek [1952b], p. 151).

marché. En mettant en évidence le rôle de l'*expérience pré-sensorielle* dans l'organisation des qualités (II.1), Hayek formule en même temps les éléments d'un communautarisme culturel qui éclaire le processus de formation des échanges marchands (II.2).

II.1. La carte et le modèle : le rôle de l'expérience pré-sensorielle

Hayek explique que la grille de classification subjective opérée par le système nerveux central ne repose pas sur des catégories qui relèvent uniquement de la sphère individuelle, de manière totalement déconnectée des relations du monde physique. C'est d'ailleurs en ce sens que Hayek délivre une définition matérialiste de la logique associationniste[1]. Au contraire, ce monde physique peut être considéré comme une référence ultime. Selon Hayek, le système de connexions a tendance à « reproduire, à chaque stade de son développement, certaines relations existant dans l'environnement physique entre les stimuli qui suscitent les impulsions » (Hayek [1952b], p. 72). Ainsi, *l'organisme individuel est capable de construire en termes de représentations mentales une reproduction partielle de la structure de l'ordre physique*. Cet apprentissage issu de l'expérience externe peut s'envisager bien évidemment en termes individuels, mais pas exclusivement. Il peut aussi correspondre à un héritage issu du « développement de l'espèce » (*ibid.*, p. 73).

À cet égard, *Hayek avance l'idée d'une expérience pré-sensorielle (notion de linkages) qui va, en dernière analyse, créer l'appareil de classification*. En fait, les *linkages* constituent une reproduction des relations entre les stimuli physiques, telles que ces relations s'expriment et se définissent à l'intérieur d'un environnement particulier, celui de l'individu ou de l'espèce concernée. Elles correspondent donc à un certain cadre spatio-temporel, celui de l'acteur ou (et) de la structure sociale à laquelle il appartient. En conséquence, ces relations « ne seront pas nécessairement représentatives de celles qui existent dans *l'ensemble* du monde externe » (*ibid.*, p. 127). En d'autres termes, elles ne sont pas le reflet de la totalité des relations physiques, mais uniquement de celles qu'ont expérimenté l'individu concerné et le groupe social auquel il appartient.

Ces linkages ont ainsi tendance à reproduire la structure des événements externes. En quelque sorte, ils forment une carte du monde physique, qui produit une « image schématique sous-jacente de l'environnement » (*ibid.*, p. 160). Cette carte peut être définie comme un réseau de canaux ou de « connexions semi-permanentes qui représentent non pas l'environnement du moment, mais le genre d'événements que l'organisme a rencontrés au cours de son passé tout entier » (Hayek [1952b], p. 133). Elle constitue une mémoire, une architecture abstraite de relations physiques qui peut s'envisager soit à un niveau individuel, soit à un niveau collectif.

À l'intérieur de cette carte, l'individu forme « une sorte de modèle de l'environnement particulier dans lequel l'organisme se trouve à ce moment et qui le rend capable de prendre en compte cet environnement dans tous ses mouvements » (*ibid.*, p. 133).

---

1. « Notre conception est bien entendu d'accord avec l'associationnisme dans sa tentative de ramener tous les processus mentaux à des connexions établies par l'expérience entre certains éléments. Elle en diffère en considérant les éléments entre lesquels de telles connexions sont établies comme n'étant pas eux-mêmes mentaux, mais comme des événements matériels qui, à travers ces seules connexions, sont arrangés en un nouvel ordre dans lequel ils obtiennent la "signification" spécifique, caractéristique des événements mentaux » (Hayek [1952b], p. 171).

Ce *modèle*, défini précisément par Hayek comme « une structure interne qui reproduit certaines des relations entre les événements extérieurs », joue le rôle d'un appareil d'orientation : « En pourvoyant une reproduction de l'environnement dans lequel l'organisme se meut à ce moment, il ajuste ces réponses aux éléments de l'environnement qui y sont représentés » (*ibid.*, p. 132).

Ainsi, la carte et le modèle, de manière complémentaire, permettent tous deux au « microcosme du cerveau » de se rapprocher du « macrocosme du monde extérieur ». Ce rapprochement n'est pas fortuit. Son occurrence correspond simplement au *besoin de chaque organisme vivant d'adopter une attitude appropriée envers l'ordre physique*[1]. L'idée d'identité ou d'appariement de l'ordre mental avec l'ordre physique exprime le fait que la soumission des faits internes aux faits externes rend tout simplement capable l'organisme « de se comporter d'une manière qui l'aidera à continuer à exister » (*ibid.*, p. 146), ou en d'autres termes de *survivre.*

On ne doit pas interpréter pour autant l'existence d'une telle carte, et du modèle qu'elle incorpore, comme des structures figées. En effet, « les qualités sensorielles peuvent être changées par l'acquisition des nouvelles connexions entre impulsions sensorielles » (Hayek [1952b], p. 172). La carte n'est qu'une chambre d'enregistrement de faits externes passés et de relations passées entre des stimuli physiques. C'est en cela qu'elle n'est que *semi-permanente* et qu'elle peut s'adapter en fonction des nouvelles expériences. Si l'expérimentation des stimuli change, la carte se modifiera aussi. Si la carte se transforme, le modèle évoluera lui aussi.

De manière analogue et en partie reliée, ni la carte ni le modèle ne doivent être considérés comme des représentations parfaites de l'environnement présent et passé et de fidèles traductions de faits objectifs. Bien au contraire, ils ne sont pas exempts d'erreurs : « apprendre à discriminer ne produit pas nécessairement une meilleure reproduction de l'ordre physique ; cela signifie la création d'une nouvelle distinction dans l'ordre phénoménal qui, si elle était le résultat d'une combinaison de stimuli non récurrente, accidentelle ou artificielle pendant une période particulière, pourrait s'avérer plus tard n'être pas une aide mais un obstacle à l'orientation et au comportement approprié » (*ibid.*, p. 178-179).

C'est cependant l'interaction entre le monde physique et les comportements individuels qui va progressivement, par le biais d'un *processus d'essais et d'erreurs* (feed-back négatif), dessiner la carte des représentations des agents. Apprendre, c'est réorganiser en permanence les sensations dans des catégories ou redéfinir de nouvelles catégories mentales pour accorder une signification mentale aux stimuli. L'esprit opère continuellement des suppositions sur la classification des sensations qui le conduisent à recomposer parfois la structure même de sa classification, afin de mieux s'adapter au monde extérieur. *Il y a donc bien une dimension objective de la subjectivité individuelle.*

1. « [...] le problème que soulève l'existence des phénomènes mentaux est celui de savoir comment, dans une partie de l'ordre physique (à savoir l'organisme), peut se former un sous-système qui, en un sens (qui doit encore être plus complètement défini), peut être considéré comme reflétant certains traits de l'ordre physique, et qui, de cette façon, permet à l'organisme, qui contient une telle reproduction partielle de l'ordre de l'environnement, de se comporter de façon appropriée envers son milieu » (Hayek [1952b], p. 36).

II.2. Un communautarisme culturel

Il apparaît que Hayek se serve de cette idée pour aller plus loin. En effet, l'argumentaire de *L'ordre sensoriel* ne s'attache pas simplement à l'expérience *infra-individuelle*, mais aussi *interindividuelle* pour signifier un certain nombre d'éléments allant dans le sens d'une réduction de l'anonymat des agents. *Hayek développe ainsi l'idée d'une communauté de perceptions* : « Il ne serait, bien sûr, pas possible de discuter du monde phénoménal avec d'autres individus s'ils ne percevaient pas ce monde en termes du même ordre de qualités ou tout au moins d'un ordre de qualités très similaires au nôtre. Cela signifie que l'esprit conscient d'autres gens classe les stimuli d'une manière similaire à celle selon laquelle notre propre esprit le fait, et que les différentes qualités sensorielles sont pour eux apparentées entre elles d'une manière similaire à celle que nous connaissons. En d'autres termes, bien que le système des qualités sensorielles soit "subjectif" dans le sens où il appartient au sujet percevant en tant que distingué "d'objectif" (qui appartient à l'objet perçu), une distinction qui est la même que celle entre l'ordre phénoménal et l'ordre physique, il est néanmoins interpersonnel et pas (ou au moins pas entièrement) propre à l'individu » (Hayek [1952b], p. 44). Il note encore : « nous apprenons également que ce qui nous apparaît comme étant semblable ou différent d'ordinaire apparaît aussi comme semblable ou différent aux autres hommes » (*ibid.*, p. 43).

Certes, pour Hayek, il convient de refuser l'idée d'*isomorphisme* : les cartes ne sont jamais complètement identiques car cela « présupposerait non seulement une histoire identique des différents individus, mais également une identité complète de leur structure anatomique. Le simple fait que pour chaque individu la carte sera sujette à des changements constants exclut pratiquement la possibilité que, à quelque moment que ce soit, les cartes de deux individus soient complètement identiques » (Hayek [1952b], p. 129). L'idiosyncrasie, la singularité des acteurs reste prégnante. *Mais la grille de classification semble partagée, similaire, dans le sens où une partie de ses facteurs est commune aux individus.*

L'ensemble de ces éléments, se cristallisant pour Hayek dans la notion d'*isofonctionnalité*, est d'importance du point de vue d'une compréhension du processus de formation du marché. En effet, le problème de l'anonymat des agents s'efface en grande partie devant une analyse mettant l'accent sur l'idée d'une culture abstraite résultant d'une synthèse d'expériences passées, issues de l'histoire soit individuelle, soit collective. Cette culture exprime par ailleurs des représentations communes des acteurs qui fournissent, dans un contexte socio-temporel donné, un cadre interprétatif partagé par l'ensemble des individus de la communauté.

Dès lors, l'idée d'une singularité radicale des univers subjectifs des individus s'efface partiellement devant l'énoncé de ce *communautarisme culturel*, qui n'exprime pas autre chose que *l'appartenance des agents à un même horizon spatio-temporel*. Si un individu a la mémoire, grâce à sa *carte*, du passé social de la communauté, des habitudes, des valeurs des agents, et s'il constitue parallèlement un *modèle*, qui rende compte de sa propre expérience et de sa propre analyse, il dispose alors de *la capacité de former une image de son environnement social*, réduisant ainsi les termes du problème cognitif évoqué ci-dessous. Par ailleurs, si les représentations des agents sont en partie communes, la connaissance par un individu de sa propre représentation, qui exige bien évidemment un regard

introspectif, lui fournit du même coup une connaissance partielle des représentations des autres individus du corps social auquel il appartient. Grâce à ce patrimoine, accumulé directement ou indirectement, les agents bénéficient de capacités de connaissance des autres agents, *a priori* anonymes et subjectifs, sans que pour cela il y ait besoin de contacts et d'apprentissages directs. La capitalisation d'une information abstraite – jointe à une procédure d'« attention » ou de « posture » (*cf.* p.158-159), pouvant sans doute être assimilée à l'idée d'une curiosité de l'acteur pour ce qui l'entoure – remplace la connaissance directe d'autrui.

Les acteurs participant ainsi d'un même environnement cognitif, une partie de leurs représentations individuelles trouve alors une origine sociale. Les capacités d'apprentissage des agents sont partiellement, à travers un processus d'imitation (feed-back positif), le produit d'un enracinement social de l'agent décideur. Cette perspective signifie logiquement que *le social précède le marchand, que le culturel est antécédent au calcul monétaire.*

Dans cette configuration, la véritable portée de *L'ordre sensoriel* apparaît sans doute le plus clairement. Il s'agit pour Hayek de montrer par quels mécanismes, relevant nécessairement de la psychologie cognitive, ce type de représentation abstraite et commune peut se former dans l'esprit des acteurs sociaux. Cette analyse éclaire certains éléments éparpillés dans des écrits antérieurs de Hayek ; de même, elle constitue un soubassement important de thèmes majeurs qu'il développera ultérieurement.

III. Prolégomènes et prolongements

Suivant l'argumentaire de Caldwell (*Hayek and Socialism* [1997]), la publication de *L'ordre sensoriel* a bénéficié d'un statut tout à fait central dans la problématique hayekienne. Ainsi, dans une lettre datée de 1948, où il évoque son travail préparatoire en la matière, Hayek indiquerait qu'il correspond « à la plus importante chose que j'ai jamais faite » (lettre à John Nef, novembre 1948). Il apparaît effectivement qu'à la différence des économistes de l'époque, l'importance de l'ouvrage ait rapidement été saisie dans les milieux de la psychologie théorique en trouvant une audience extrêmement forte[1]. Cependant, l'exégèse suggère une interprétation plus nuancée du statut de l'ouvrage au regard des autres publications de Hayek. Il semble plus exact d'envisager l'édition du manuscrit de *L'ordre sensoriel* comme le point d'orgue d'une réflexion entamée dès les années 1930 (III.1), avec des prolongements et des implications qui continueront à s'affiner par la suite (III.2).

III.1. La question des idéaux-types : Hayek, Schütz et la tradition autrichienne

Il est d'abord possible d'évoquer l'argumentaire de *Économie et connaissance*, axé sur cette interrogation fondamentale de Hayek relative à la coïncidence des actions. Sans

1. *Cf.* par exemple les travaux du neurophysiologiste Gérald Edelman en faveur d'une théorie de la « sélection des groupes neuronaux ».

formaliser de réponse véritable, Hayek notait cependant dans une note de bas de page que *l'analyse théorique des processus sociaux exigerait de se référer à des idéaux-types* : « La distinction tracée ici peut aider à résoudre la vieille différence entre les économistes et les sociologues sur le rôle joué par les "idéaux-types" dans le raisonnement de la théorie économique. Les sociologues ont l'habitude de souligner que la procédure habituelle de la théorie économique sous-tend l'hypothèse d'idéaux-types particuliers, alors que le théoricien économique souligne que son raisonnement est d'une telle généralité qu'il n'a pas besoin d'employer des "idéaux-types". La vérité semble être qu'à l'intérieur du domaine de la Logique Pure des Choix, dans lequel l'économiste était largement intéressé, l'affirmation de l'économiste est correcte, mais, aussitôt qu'il veut l'utiliser pour l'explication des processus sociaux, il doit utiliser des idéaux-types d'une sorte ou d'une autre » [Hayek [1937a], p. 129).

Cette référence de Hayek aux idéaux-types comme outils au service du théoricien interpelle un lecteur familier des écrits de Mises. En effet, le concept d'idéal-type, tel qu'il est formulé par Max Weber, devrait s'appliquer à des catégories contingentes, et non pas générales. *Ils sont des moyens utiles au praticien et à l'action concrète, et non pas des concepts susceptibles de contribuer à la formation d'une théorie économique abstraite.* Selon les fondamentaux de l'analyse autrichienne, les idéaux-types weberiens sont relatifs à des événements de caractère historique, mobilisant des éléments d'appréciation et d'interprétation [1]. Leur définition implique dès lors un certain caractère approximatif. Or, il semble que pour le Hayek de *Économie et connaissance*, les conditions, caractéristiques et implications de l'échange social n'obéissent pas à cette dimension unique et approximative, particulièrement en ce qui concerne les contraintes d'acquisition de la connaissance nécessaire à la réussite de leurs actions. Comment interpréter alors cette bizarrerie de Hayek ?

Une porte de sortie nous est suggérée par Selgin (*Praxeology and Understanding : An Analysis of the Controversy in Austrian Economic* [1982]). Selgin, le premier, a souligné de manière significative l'importance des travaux du philosophe et sociologue Alfred Schütz, pour lever certains paradoxes de la problématique économique autrichienne [2].

1. Dans *L'action humaine*, Mises explique d'ailleurs fort bien ceci : « Les types idéaux sont les notions spécifiques employées dans la recherche historique et la représentation de ses résultats. Ce sont des concepts d'interprétation. Comme tels, ils sont entièrement différents des catégories et concepts praxéologiques ainsi que des concepts des sciences naturelles. Un type idéal n'est pas un constat de classe, parce que sa description n'indique pas à quelles marques l'on reconnaît de façon précise et sans ambiguïté l'appartenance à une classe. Un type idéal ne peut être défini ; il doit être caractérisé par une énumération de traits dont la présence permet de décider, en gros, si dans le cas envisagé, nous sommes ou non devant un spécimen du type idéal en question. Le propre du type idéal est qu'il n'est pas nécessaire d'être en présence de tous ses caractères à la fois en chaque individu de ce type. Que l'absence de certaines caractéristiques empêche ou non d'inclure tel spécimen dans le type idéal considéré, cela dépend d'un jugement d'influence relevant de l'appréciation » (Mises [1966], p. 65-66).

2. On doit cependant remarquer que Rothbard, dans des textes des années 1950 et 1960 (*cf. Économistes et charlatans* [1990]) se référait déjà aux travaux de Schütz pour étayer son propre argumentaire. On trouve aussi une référence à Schütz dans Lachmann (*The Legacy of Max Weber* [1971a]), dénotant un rapport de proximité. Dans *Epistemological Problems of Economics*, Mises lui-même avait fait référence au travaux de Schütz en notant leur intérêt : « Les recherches pénétrantes de Schütz, basées sur le système de Husserl, conduisent à des découvertes dont l'importance et le caractère fructueux, à la fois pour l'épistémologie et la science historique, sont considérables. Toutefois, une évaluation du concept d'idéal-type, de la manière dont il est nouvellement formulé par Schütz, excéderait la sphère de ce traité. Je réserve le traitement de ses idées à un autre travail » (Mises [1933], p. 125-126). Comme le relève fort opportunément Selgin [1982], Mises n'est malheureusement jamais revenu sur la question.

En effet, dans *The Phenomenology of The Social World* [1932], Alfred Schütz cherche à élargir l'espace théorique défini par Mises grâce à la formulation d'« idéaux-types économiques ». En se référant au concept d'idéal-type, Schütz incorpore évidemment le caractère non *a priori* (déjà souligné par Max Weber) des relations économiques. En même temps, ces idéaux-types économiques n'obéissent pas au caractère approximatif et subjectif de leur définition lorsqu'ils sont relatifs à d'autres phénomènes historiques. « Notre idéal-type sera défini comme ayant des motifs invariants et définis, et à partir de ces motifs nous serons capables de déduire des actes et des séquences d'actes invariants » [...] « Ce sont cette formalisation et cette généralisation qui donnent aux idéaux-types une validité universelle » (Schütz [1932], p. 228 ; 244)[1].

Depuis, une abondante littérature a permis de montrer les rapports étroits de Schütz avec l'école autrichienne[2]. Sous cet aspect, il semble que Helling (*A. Schütz and F. Kaufmann : Sociology between Science and Interpretation* [1984] ait joué un rôle fondateur. Schütz était un des premiers membres de la Société du Mont Pèlerin, fondée par Hayek en 1947, mais surtout il était un membre régulier du séminaire organisé par Mises à Vienne. Certes, aucune référence de *Économie et connaissance* ne permet d'établir de manière formelle l'influence de Schütz. Mais l'ensemble du texte apparaît pourtant imprégné de son argumentaire. Cette impression est d'ailleurs confortée par les analyses de Cefaï [1998] et Kulrrild-Klittgaard [2001] qui mentionnent le fait qu'une première version du texte a été transmise par Hayek à Schütz dès 1936. Cette première version a fait l'objet de commentaires écrits de la part de Schütz (*Political Economy : Human Conduct in Social Life* [1935])[3], qui semblent, tout au moins à l'époque, avoir trouvé un écho favorable chez Hayek. Comme Schütz, Hayek affirme dans *Économie et connaissance* que l'économie, conçue en tant que sphère de l'échange interpersonnel, dispose bel et bien d'un contenu empirique. Mais à partir de ce contenu empirique, conformément aux règles de l'idéal-type économique de Schütz, les éléments de sa structure sont objectivement établis et ses implications strictement définies.

1. Selon Boettke et Koppl, Schütz reconnaît la validité des critiques de Mises envers la méthode des idéaux-types employée par Weber. Néanmoins, son ouvrage a justement pour ambition de « réinterpréter la méthode des types idéaux de manière [...] à couvrir les concepts et les propositions des sciences sociales théoriques, incluant celles de l'économie pure » (Boettke et Koppl, *Introduction to Special Issue* [2001], p. 113).

2. Nous ne pouvons énumérer ici que les contributions les plus significatives : Boetkke (*Interpretative Reasoning and the Study of Social Life* [1990], *Rational Choice and Human Agency in Economics and Sociology : Exploring the Weber-Austrian Connection* [1998]) ; Ebeling (*Toward a Hermeneutical Economics : Expectations, Prices and the Role of Interpretation in a Theory of the Market Process* [1986], *Cooperation in Anonymity* [1987], *Austrian Subjectivism and Phenomenological Foundations* [1995] ; Foss (*Spontaneous Social Order : Economics and Schutzian Sociology* [1996]) ; Koppl (*Alfred Schütz and Georges Shackle : Two Views of Choice* [1992], *Lachmann on Schütz and Shackle* [1994], *Mises and Schütz on Ideal Types* [1997], *Big Players and the Economic Theory of Expectations* [2002]) ; Kurrild-Klitgaard (*On Rationality, Ideal-Types and Economics : Alfred Schütz and the Austrian School* [1997]) ; Prendergast (*A. Schütz and the Austrian School of Economics* [1986], *Rationality, Optimality and Choice* [1993]) ; Cefaï (*Phénoménologie et sciences sociales, Alfred Schütz, naissance d'une anthropologie philosophique* [1998]) ; Augier (*Some Notes on Alfred Schütz and the Austrian School of Economics : Review of Alfred Schütz Collected Papers* [1999]). Un numéro spécial de *The Review of Austrian Economics* [septembre 2001], qui passe en revue la littérature autrichienne consacrée à Schütz, témoigne de l'intérêt des autrichiens contemporains pour cette question.

3. Ces commentaires (*Über Wissen und Wirtschaft*) ont été traduits et publiés sous le titre de « Political Economy : Human Conduct in Social Life », dans Wagner, Psathas et Kersten (éd.), *Alfred Schütz, Collected papers*, vol. IV, [1996], p. 93-105.

Selon Prendergast [1986], les deux textes présentés par Schütz au séminaire de Mises à Vienne témoignent de sa sensibilité aux enjeux autrichiens. Articulé autour du thème de la signification subjective des phénomènes sociaux, leur contenu montre que Schütz a conscience du problème de coordination posé par la singularité des individus. L'étude des conditions cognitives du marché exige une extension de l'analyse de la connaissance des individus aux phénomènes d'*intersubjectivité*. Schütz s'interroge alors de la même manière que Hayek dans *Économie et connaissance* : comment les individus font-ils l'acquisition des représentations des autres agents, sans être pour autant en contact direct avec eux ?

Afin de répondre à cette question, Schütz insiste sur la nécessité de construire une théorie de l'interaction sociale, *ce qui n'est pas admissible en termes misesiens car l'interaction sociale mobilise les outils de l'histoire qui est l'antithèse de la théorie.* Pour Mises, l'histoire et l'interprétation ne relèvent pas d'une démarche théorique. Mais à partir de là, l'école autrichienne tout entière se ferme apparemment la porte à une appréhension véritable du marché. Comme l'énonce Prendergast, « le marginalisme manquait d'une théorie crédible de la compréhension intersubjective ; il n'avait aucun moyen de montrer comment les acteurs économiques connaissent les motifs des autres acteurs, sauf d'assumer une motivation universelle discernable par l'introspection » (Prendergast, *A. Schütz and the Austrian School of Economics* [1986], p. 11). La tradition autrichienne bute sur l'absence d'une explication du monde de l'intersubjectivité.

C'est dans ce contexte que le concept d'idéal-type trouve une place privilégiée. En effet, le thème des actions et des significations qui sont « typiquement similaires » est au centre de la pensée de Schütz. Celle-ci s'inscrit dans la problématique phénoménologique de Husserl en termes de nécessité de croyances communes et de perceptions communes pour se mouvoir dans le monde : « Schütz trouve une explication adéquate de la manière dont les expériences subjectives se transforment en conception objective qui est essentielle à sa théorie de la typification. C'est dans ce processus de typification que la réalité sociale est construite et acquiert ainsi une signification pour les différents acteurs de la vie quotidienne comme pour le chercheur en sciences sociales. C'est dans cette "vie de tous les jours" que les individus, à travers des typifications, sont à la poursuite de la signification et de la connaissance qui devra être interprétée » (Koppl, *Alfred Schütz and Georges Shackle : Two Views of Choice* [1992], p. 148). Pour Schütz, le monde social à l'intérieur duquel chaque individu évolue est rempli de structures intersubjectives, permettant la coopération et la coordination d'agents *a priori* anonymes.

Il semble alors que ce soit à travers ces idéaux-types « schütziens » que Hayek pressent dès *Économie et connaissance* – sans toutefois être capable de la formuler explicitement – la possibilité de conceptualiser une forme d'intersubjectivité et d'apporter une solution à l'absence d'informations concrètes sur les agents. Pour sa part, Schütz développe un peu plus tard une approche d'une proximité troublante avec celle adoptée par Hayek dans *L'ordre sensoriel*. Il avance l'idée que les idéaux-types constituent un schéma de référence, offert à chaque individu par son héritage social, et relevant ainsi d'une grille d'interprétation commune. « Ce monde existait avant notre naissance, nos expériences et a été interprété par d'autres, nos prédécesseurs, comme un monde organisé. Maintenant, il est donné à nos expériences et à nos interprétations. Toute l'interprétation de ce monde est fondée sur un stock d'expériences précédentes sous la

forme d'une fonction de "capital de connaissance" comme schéma de référence » (Schütz, *Collected Papers* [1953/1962], p. 7). Dès lors, la classification des phénomènes sociaux dans des idéaux-types, qui s'assimilent eux-mêmes aux catégories abstraites formées par l'esprit individuel, permettrait à l'acteur d'attribuer des rôles aux agents et d'en déduire des comportements, des stratégies ou des valeurs à leurs propos.

Dans une perspective annonçant de manière significative l'argument de Hayek, ces idéaux-types incarnent une sorte de « distribution sociale de la connaissance », issue d'une structure de pré-expériences, et dont le degré de signification reste non interpellé tant qu'il témoigne de son efficacité. Équivalents phénoménologiques d'une procédure psychologique d'abstraction, ils représentent en quelque sorte la contribution de la communauté à la connaissance individuelle. Le caractère idiosyncrastique des individus proviendrait simplement du fait qu'en vertu de leur trajectoire et de leur situation particulières, les informations dont ils bénéficient peuvent être de nature très différente. Le contenu plus ou moins imprécis et divers des données[1] à interpréter laisse alors la place à un « horizon ouvert ».

III.2. Règles abstraites et ordre spontané

Dans le recueil d'articles *Individualism and Economic Order* [1948], le lecteur trouve un essai publié initialement en 1942, intitulé *The Facts on The Social Sciences*, qui fait appel à de nombreuses reprises aux processus de classification opérés par l'esprit humain. Hayek y annonce plusieurs thèmes qui seront développés dans *L'ordre sensoriel*. Il s'interroge déjà sur le « genre » des connaissances et remet en cause l'idée que le processus de classification opéré par l'esprit humain corresponde à des attributs physiques, « car les éléments de ces classes n'ont pas besoin de posséder des attributs physiques communs, et nous ne savons même pas explicitement ou consciemment quelles sont les différentes propriétés physiques qu'un objet doit posséder au minimum pour être un membre d'une classe. La situation peut être décrite schématiquement en disant que nous savons que les objets a, b, c..., qui peuvent être, en termes physiques, complètement différents et que nous ne pouvons jamais énumérer de manière exhaustive, sont des objets du même genre car l'attitude de X envers eux tous est similaire. Mais le fait que l'attitude de X envers eux est similaire ne peut être définie qu'en disant qu'il réagira à leur égard par des actions α, β, γ... qui peuvent être physiquement différentes et que nous ne serons pas capable d'énumérer de manière exhaustive, mais que nous connaissons seulement pour "signifier" la même chose » (Hayek [1942/1948], p. 61-62).

Dans la même perspective, Hayek insiste sur le thème des analogies interindividuelles de l'esprit humain, et de leurs implications pratiques dans les processus d'interaction et d'articulation des comportements individuels en termes de prévisions : « [...] Bien que nous ne soyons jamais certains si un cas particulier est membre de la classe dont nous parlons [...], nous sommes tous d'accord sur le fait que dans la grande majorité des cas, notre diagnostic sera correct » (*ibid.*, p. 64).

1. « Toutes mes expériences de la situation externe sur laquelle je n'ai aucune influence sont des données » (Schütz, *Collected Papers*, p. 96).

Par ailleurs, la publication de *L'ordre sensoriel* va de pair avec celle de *The Counter-Revolution of Science* [1952a]. Cet essai est composé de trois parties, respectivement rédigées et publiées dans des périodes antérieures, entre 1942 et 1944 pour la première (*Le scientisme et l'étude de la société*[1]), 1941 pour la deuxième (*La contre-révolution de la science*), et enfin 1951 pour la troisième (*Comte et Hegel*)[2]. Hayek exerce ici une critique systématique du scientisme, cette application aveugle et mécanique des méthodes des sciences de la nature au champ social. Il insiste sur la nécessité de revenir à une méthode compositive chère à Menger pour comprendre la formation de complexes sociaux à partir d'une logique reposant sur des actions d'individus.

Mais le point important est que l'ouvrage contient – particulièrement dans sa première partie – des réflexions sur le mode de fonctionnement de l'esprit humain et le processus de formation de l'opinion. *Hayek y décline déjà le thème de la classification autour de la notion de régularité* : « Nous apprenons à tenir pour semblable ou différent non pas seulement ce qui se voit, se touche ou se sent, etc., de la même façon ou d'une façon différente, mais ce qui apparaît régulièrement dans un même contexte spatial et temporel » (Hayek [1952c], p. 19), avec l'idée que cette classification « est probablement fondée sur une connaissance préconsciente de ces relations dans le monde extérieur, qui sont d'une importance spéciale pour l'existence de l'organisme humain dans l'environnement où il se développe, et qu'elle est étroitement liée au nombre infini de "réflexes conditionnés" que l'espèce humaine eut à acquérir au cours de son évolution » (*ibid.*, p. 24).

Tout en insistant évidemment sur la subjectivité des valeurs et croyances humaines, Hayek y affirme parallèlement l'idée d'une uniformité de la structure de l'esprit humain, laquelle est déterminante dans l'organisation des processus sociaux (« les hommes perçoivent le monde et se perçoivent entre eux par des sensations et des conceptions qui sont organisées dans une structure mentale *commune* à tous » (Hayek [1952c], p. 27).

Les *Studies in Philosophy, Politics and Economics Studies* [1967b], dédicacées à Popper et qui réunissent un ensemble de textes publiés au cours des vingt années précédentes, constituent un prolongement et une application de cette démarche. Insistant sur le besoin d'une intersection des différentes branches de la connaissance avec celle de l'économie, Hayek développe le thème de « l'action guidée par des règles » (*Rule, Perception and Intelligibility*, p. 43), en expliquant que les sociétés économiques développées « doivent toujours agir sur la base de règles qu'il [l'individu] ne peut pas communiquer » (*ibid.*, p. 62). Ces règles, définies par Hayek sous l'influence de Polanyi (*Personal Knowledge : Towards a Post-Critical Philosophy* [1962]) comme des règles *tacites*, sont le fruit de traditions, de coutumes, d'habitudes de comportement qui se structurent par le contact social. Elles se cristallisent par un héritage culturel dans les psychologies individuelles. Ainsi, tout se passe comme si chaque acteur était capable, à travers une

1. Cette première partie a été publiée de manière autonome en français (sous le titre *Scientisme et Sciences Sociales – Essai sur le mauvais usage de la raison* [1952c]. Les citations qui suivent sont tirées de cette édition française.

2. Hayek signale néanmoins que ce dernier article « a été préparé à partir de notes réunies durant la même période que celle qui concerne les deux autres essais » (Hayek, préface à *The Counter-Revolution of Science*).

série de signaux abstraits délivrés le plus souvent dans les actions, d'acquérir des informations sur des classes d'individus sans pour autant bénéficier de contacts directs avec eux. Par ce biais, chaque individu de la collectivité est susceptible de bénéficier d'une somme de connaissances supérieure à celle qu'un acteur obtient par de simples contacts avec des vis-à-vis particuliers. *Une partie de l'ensemble cognitif des individus est ainsi le fruit d'un capital social, culturel et leur capacité à articuler leurs plans aux décisions d'autrui est fonction de leur inscription dans une communauté riche de traditions, de culture(s) partagée(s), où la pratique et l'imitation jouent un rôle primordial.*

Dans un autre texte du même ouvrage, *The Kinds of Rationalism*, Hayek se refuse alors à réduire la rationalité de l'action à une zone de délibération formelle. Au contraire, énoncer explicitement les raisons d'un choix ou d'une stratégie d'action, limiter son espace de décision à des informations directement et explicitement exprimables réduit les opportunités de coordination à ses dimensions les plus étroites (les contacts de face-à-face caractéristiques du troc). La référence aux traditions, aux habitudes de comportement est d'une aide inestimable du point de vue « de la coordination des actions de différents individus en nombre important dans des circonstances concrètes qui sont connues seulement de manière partielle par chacun de ces individus » (Hayek [1965], p. 91).

Enfin, dans les trois tomes de *Droit, législation et liberté* [1973, 1976, 1979], comme dans son dernier ouvrage, *La présomption fatale* [1988], Hayek réalise la synthèse de son argumentaire en faveur de l'importance des règles abstraites. En restituant des thèmes qui sont exposés sous une forme plus élaborée dans les *New Studies in Philosophy, Politics, Economy and the History of Ideas* [1978b], Hayek oppose les règles fabriquées conscientes aux règles spontanées abstraites. L'obéissance des individus à ces dernières permet le développement d'un ordre complexe car elle accorde à l'ensemble des acteurs le bénéfice d'une somme de connaissances et d'instruments d'adaptation à leur environnement qu'aucune procédure consciente ne leur aurait permis d'obtenir : « C'est parce que la structure de la société moderne ne dépendait pas d'une organisation, mais s'est développée comme ordre spontané, qu'elle a atteint le degré de complexité auquel elle est parvenue, degré qui excède de loin tout ce qui aurait pu être réalisé par une organisation délibérée. En fait, bien entendu, les règles qui ont rendu possible cet ordre complexe n'ont pas au début été élaborées en vue de ce résultat ; mais ceux des peuples qui se sont trouvés adopter des règles convenables ont développé une civilisation complexe qui, ensuite, s'est souvent communiquée à d'autres » (Hayek, *Droit, législation et liberté* [1973], p. 59). Dans son dernier ouvrage, *La présomption fatale* [1988], Hayek insiste dans la même perspective sur les mécanismes de « l'évolution culturelle » et leur importance du point de vue de l'adaptation à l'inconnu. Nous aurons l'occasion de revenir plus loin (troisième chapitre) sur ces questions.

Chapitre 2

Un univers de découverte

L'analyse de la formation du marché a permis de faire apparaître certains éléments d'intersubjectivité, expliquant la manière dont l'échange marchand peut se réaliser. Mais les prix issus de ces transactions monétaires ne doivent pas s'envisager comme une manière de faire disparaître l'ignorance. Même lorsque le marché est formé, même lorsque les prix monétaires sont établis par les échanges, *les agents restent marqués par une incapacité à saisir toute l'information disponible.* En d'autres termes, ils restent confrontés à l'ignorance. Dès lors, la compréhension de la catallaxie ne peut être découplée de cette contrainte. Bien au contraire, celle-ci est au centre de son exercice et conduit à considérer les mécanismes du marché *comme un moyen non pas de supprimer l'ignorance, mais de favoriser la découverte.*

L'étude de la catallaxie place l'ignorance au centre de l'étude des phénomènes économiques, et oblige à envisager d'une manière spécifique les thèmes du *déséquilibre* et de l'équilibre (I). Par ailleurs, la tradition autrichienne, en considérant le marché comme un *processus*, met en évidence l'importance du rôle de l'*entrepreneur* dans l'organisation de ses activités (II). À son tour, la fonction entrepreneuriale au sein d'une économie de marché ne saurait s'appréhender indépendamment du contexte institutionnel qui encadre son exercice : la *concurrence* (III).

I. Marché, équilibre et déséquilibre

Pour les autrichiens, il convient de distinguer soigneusement l'*information* de la *connaissance* (I.1). La réalisation de cette distinction débouche sur l'idée que *les prix de marché constituent nécessairement des prix de déséquilibre* (I.2). Gouvernés par ces logiques de déséquilibre, les agents économiques commettent alors des *erreurs*, et leurs tentatives de réajuster leurs activités conduisent à privilégier une vision du marché comme *processus* (I.3).

I.1. L'information n'est pas la connaissance

La mise en évidence d'un phénomène d'ignorance *ex-ante* des agents permet de conceptualiser le rôle du marché. Comme nous l'avions déjà noté dans la partie précédente, sa mission est de « comprimer » la sphère d'ignorance, en transformant des opportunités « cachées » en opportunités connues. En d'autres termes, sa fonction essentielle est de *découvrir* les possibilités d'échanges existantes. Dès lors, cet élément de *découverte* est indissociable de la formation comme de l'évolution des prix de marché.

Si les prix de marché constituent tous des éléments de découverte, il n'en reste pas moins que leur existence est incapable de supprimer complètement l'ignorance des agents. En effet, chez les autrichiens, le phénomène d'ignorance individuelle est une donnée *incontournable*. Les notions de connaissance et d'ignorance se rattachent nécessairement à des individus. *Seuls des individus ont la possibilité de connaître* (le « marché », en tant que tel, n'est pas un *sujet* connaissant), et *seuls des individus peuvent être ignorants*. Or, à tout instant, chaque individu agit et prend des décisions dans l'ignorance inévitable des actions et des décisions des autres individus au même moment. Chaque échange rend alors compte d'une réalité locale, contextuelle, associée à des acteurs particuliers et mobilisant des connaissances particulières. *Connaître ce que se passe ici, c'est ignorer ce qui se passe ailleurs*. *De facto*, nécessairement, « des individus différents ont des savoirs différents » (O'Driscoll et Rizzo, *Subjectivism, Uncertainty and Rules* [1990], p. 336). Chaque prix formé n'incorpore donc qu'une partie de l'information disponible, et n'exprime ainsi qu'une fraction de l'ensemble des opportunités existantes. Il est alors possible d'énoncer que chaque prix se forme nécessairement dans l'ignorance de ceux qui se réalisent au même instant. En conséquence, *il n'existe pas de connaissance commune et partagée des prix* : chacun ne peut connaître que des prix particuliers[1]. Les prix constituent des brèches dans le mur d'ignorance, mais aucun ne saurait le mettre à bas.

Les opportunités connues à chaque acteur seront donc toujours inférieures aux opportunités existantes et exploitables. Les découvertes exprimées par l'existence des prix monétaires n'empêchent pas que l'ignorance reste prégnante pour tous les acteurs du marché. Chaque prix exprime pour les acteurs concernés la connaissance d'un pan de la réalité du moment ; mais cette découverte laisse parallèlement dans l'ombre d'autres pans de la réalité. Ce phénomène permet aux économistes néo-autrichiens de défendre l'idée d'un caractère toujours ouvert *(« open-ended »)* de l'environnement, qui reste et restera pour chaque individu un territoire à découvrir et à explorer. En d'autres termes, *l'information est toujours supérieure à la connaissance*. C'est en gardant à l'esprit cette contrainte première qu'il convient d'aborder les thèmes du déséquilibre et de l'équilibre.

1. Par définition, aucun acteur ne connaît l'ensemble des prix présents. Il ne peut connaître que les prix d'un passé au mieux immédiat. Par ailleurs, dans la pratique d'une économie complexe, en raison des capacités limitées de l'esprit individuel en matière d'acquisition et de traitement de l'information, aucun acteur ne saurait saisir l'ensemble de ces prix passés.

I.2. Des prix de déséquilibre

Au regard de la nature du phénomène d'ignorance, il est alors facile de comprendre pourquoi, selon les autrichiens, le marché n'est *jamais* équilibré. Car celui-ci ne peut *jamais* épuiser l'ignorance, ou en d'autres termes, il ne peut permettre à un individu donné de connaître à un instant t toutes les opportunités existantes. En ce sens particulier, *le marché ne produit que des prix de déséquilibre.*

Si on associe l'équilibre à l'idée de connaissance mutuelle parfaite, la notion de marché équilibré n'existe pas et chercher à la défendre conduit à des contradictions. Les marchés réels sont caractérisés par la *mé-connaissance* inévitable par les individus de l'ensemble des opportunités d'échange existantes. L'essence de la théorie des prix ne peut donc être liée à l'équilibre, comme dans l'analyse traditionnelle néo-classique, car il ne permet pas d'expliquer le fonctionnement véritable du marché : « Les problèmes économiques véritables de toute société proviennent du phénomène d'opportunités non perçues. La manière dont une société de marché traite de ce phénomène ne peut pas être comprise à l'intérieur d'une théorie d'équilibre du marché » (Kirzner, *Perception, Opportunities and Profit* [1979], p. 12).

L'idée de déséquilibre ne peut se comprendre que si on accepte le constat d'un certain degré d'ignorance des agents. Dans *L'utilisation de l'information dans la société* [1945], Hayek énonçait clairement le « fait que la connaissance de l'environnement dont nous pourrions avoir besoin n'existe jamais sous une forme concentrée ou agrégée, mais seulement sous forme d'éléments dispersés d'une connaissance incomplète et fréquemment contradictoire que tous les individus séparés possèdent en partie » (Hayek [1945], p. 118). En s'appuyant sur ce constat, Kirzner explique qu'« à tout moment, des opportunités existent pour un échange socialement signifiant et pour des activités de production. Les ingrédients pour de telles opportunités consistent en des fragments d'information relatifs aux ressources et aux produits qui, s'ils étaient réunis dans un même esprit, pourraient présenter des opportunités clairement identifiables. Le problème est qu'ils ne sont pas, au moment en question, présents dans un seul esprit » (Kirzner, *The Meaning of Market Process : Essays in the Development of Modern Austrian Economics* [1992], p. 51-52).

Les prix de marché ne peuvent donc être considérés comme des prix d'équilibre, mais comme l'expression de découvertes d'opportunités jusqu'ici non perçues. Cette vision des prix comme expression de découvertes est fondamentale. Kirzner regrette à ce propos qu'une certaine littérature soit passée abusivement de l'idée hayekienne de dispersion de la connaissance à la conclusion que le rôle du système de prix soit justement d'enregistrer toutes les opportunités disponibles et existantes. C'est bien se méprendre sur le rôle du marché. Si toutes les opportunités disponibles étaient connues, il n'y aurait alors plus de prix, plus de marché, plus d'échange, car tout simplement il n'y aurait plus rien à découvrir. *Les prix ne permettent pas de déboucher sur l'équilibre, les prix expriment, révèlent l'existence d'un déséquilibre*[1].

1. « Ce qui est décevant, dans la manière dont la profession a absorbé la leçon hayekienne, est que la littérature semble avoir échoué à saisir la manière dont le système de prix répond au challenge de "communication", offert par le caractère de dispersion de la connaissance, que nous avons décrite comme

Avec la mise en relief de ce décalage nécessaire entre la sphère des opportunités connues des individus et la sphère des opportunités existantes, nous touchons l'essence de la problématique autrichienne de l'ignorance et du déséquilibre. Ce décalage fondamental n'empêche pas l'occurrence d'autres formes de déséquilibre, qui peuvent se situer à l'intérieur même du marché. Différents niveaux ou conceptions du déséquilibre coexistent de fait au sein de la tradition autrichienne, et c'est le mélange terminologique entre ces différents niveaux qui est souvent source de confusion dans l'esprit des commentateurs.

Un premier niveau de déséquilibre concerne les *prix proposés* par les acteurs (vendeurs ou acheteurs). Ainsi, si un vendeur propose un prix trop élevé pour son produit, et que personne ne veut l'acheter à ce prix, *le prix proposé est clairement un prix de déséquilibre*. Il devra être révisé à la baisse pour qu'il puisse être *réalisé*, c'est-à-dire, accepté par un consommateur et *validé* par un échange ; de manière symétrique, si un consommateur propose un prix trop bas à un vendeur pour obtenir un produit recherché, ce prix proposé sera un prix de déséquilibre. Le consommateur devra proposer un prix plus élevé pour réaliser l'échange. Le prix proposé sera alors validé.

Un deuxième niveau de déséquilibre peut être distingué au niveau des *prix réalisés*. Des prix réalisés, c'est-à-dire acceptés mutuellement dans l'échange par un vendeur et un acheteur, peuvent encore constituer des prix de déséquilibre, si au même moment, dans d'autres segments du marché, ignorés par l'un ou (et) l'autre agent, les conditions d'échange réalisées se révèlent plus favorables pour une des deux parties. Ainsi, si le vendeur avait eu la possibilité d'offrir ailleurs sur le marché le même produit à un prix supérieur, le prix réalisé de la transaction est un prix de déséquilibre ; de manière symétrique, si le consommateur avait eu la possibilité d'acheter le produit ailleurs sur le marché, à un prix inférieur, le prix réalisé de la transaction est un prix de déséquilibre. Nous avons affaire ici à *la cohabitation de prix différents sur le marché pour des mêmes produits*, avec des agents qui connaissent ou qui perçoivent les opportunités fournies sur certains segments du marché, et d'autres les ignorant ou ne les percevant pas. Nous verrons dans le point suivant que ce sera alors la tâche de *l'entrepreneur-promoteur* de « nettoyer » le marché.

Un troisième niveau de déséquilibre concerne un marché précisément nettoyé, soldé, où les prix proposés sont des prix réalisés, cohérents les uns par rapport aux autres. Est-on ici, en termes autrichiens, en présence de prix d'équilibre ? Toujours pas. En effet, même si les marchés sont soldés, même si les échanges réalisés sont parfaitement cohérents, *aucun prix de marché ne peut enregistrer toute l'information existante et exprimer alors toutes les opportunités disponibles*. Les occasions saisies par un individu sur le marché ne rendent donc pas compte de l'ensemble des occasions saisissables au même moment. En ce sens, les prix de marché restent en dernière analyse des prix de déséquilibre. Des marchés soldés (équilibrés au sens néo-clas-

---

étant de loin le plus important. Au lieu de cela, elle semble s'être concentrée entièrement sur le sens le plus superficiel, selon lequel un système de prix peut être dit communiquer l'information, c'est-à-dire le rôle de signal rempli par les prix d'équilibre » (Kirzner [1992], p. 147).

sique) peuvent être ainsi « sous-optimaux » (*cf.* Kirzner *The Meaning of Market Process* [1992], p. 174). Nous sommes confrontés ici à une ignorance *« ultime » (utter)*, *« authentique » (genuine)* ou *« absolue » (sheer)*.

I.3. Ignorance, erreurs et processus

Les idées de déséquilibre et de prix de déséquilibre ne peuvent être donc envisagées qu'à partir du moment où on accepte de raisonner dans le cadre général d'une situation d'ignorance des agents. Nous avons affaire à une ignorance fondamentale qui, au niveau d'un acteur individuel, s'exprime par son ignorance de l'information requise, « ce qui inclut, bien sûr, la possibilité d'être de la même manière ignorant de la simple existence d'une information utile » (Kirzner [1992], p. 189). Ce n'est pas un problème de mauvais traitement de l'information, ou du coût de l'obtention d'une information pertinente. C'est simplement la reconnaissance du fait premier, basique, *qu'un individu ne peut pas connaître, dans une même période de temps, tout ce qui lui serait utile à connaître.*

Ce phénomène d'ignorance trouve à son tour des implications importantes. En effet, c'est parce qu'il y a ignorance que la notion d'*erreurs* peut être conceptualisée, et c'est parce qu'il y a des erreurs qu'il est possible d'envisager le marché comme un *processus*.

Si le critère de réussite du marché était que celui-ci parvienne à offrir à chaque individu la connaissance de toutes les opportunités existantes, à l'évidence, en raison de la nature même du phénomène d'ignorance, le marché, d'emblée, serait placé en situation d'échec : ses agents commettent des erreurs, qui consistent alors pour chacun d'entre eux à *mé-connaître* l'ensemble de ces opportunités. Dès *Market Theory and the Price System*, Kirzner affirme l'inévitabilité de ces erreurs, « à partir du moment où ces plans ne reflètent pas les opportunités qui existent réellement » (Kirzner [1963], p. 258). Dans cette perspective, « Des conditions de déséquilibre émergent aussitôt que quelqu'un perçoit les possibilités de profit inhérentes à la situation » (Kirzner, *ibid.*, p. 258).

Dans son premier ouvrage, *The Economic Point of View* [1960], Kirzner s'était déjà attaché à l'étude du statut de l'erreur en économie, pour réfuter des conceptions traditionnelles, notamment celle du philosophe italien Croce. Dans *Perception, Opportunity and Profit* [1979], il reprend cette réflexion en mettant en avant la notion d'*erreur authentique*. À la différence de Croce, pour qui l'erreur provient d'une faiblesse de la volonté, Kirzner considère tout simplement que l'erreur, du point de vue d'un acteur, consiste dans *l'échec à percevoir une information sur une opportunité qui lui est objectivement offerte* : « En conséquence, je considère justifiée une terminologie qui maintient que, lorsque l'ignorance consiste non dans l'absence de l'information disponible, mais dans l'incapacité de voir les faits auxquels il fait face, cela représente une erreur authentique et une inefficacité authentique » (Kirzner [1979], p. 131). L'information peut être saisie, mais elle n'est pas traitée, transformée en connaissance *car elle n'est pas perçue.* L'erreur authentique consiste à ne pas saisir les meilleures opportunités, et à prendre ainsi des « décisions faites dans l'ignorance subie de l'information pertinente » (*ibid.*, p. 207).

Dans *The Meaning of Market Process* [1992], Kirzner continuera à mettre en avant cette notion d'erreur authentique pour rendre compte d'une situation « où l'ignorance d'un

preneur de décisions n'est pas attribuable aux coûts de la recherche, ou de l'apprentissage, ou de la communication [...]. Au niveau du preneur de décision individuel, nous pouvons décrire son activité comme ayant été sous-optimale lorsqu'il découvre lui-même subséquemment avoir inexplicablement fait abstraction d'opportunités disponibles qui étaient en fait dignes de valeur. Il ne peut pas "justifier" sa décision fautive sur la base du coût de l'acquisition d'information, car l'information était en fait disponible sans coût pour lui. Il peut rendre compte de son échec seulement en reconnaissant son ignorance ultime des vraies circonstances (c'est-à-dire son ignorance de la disponibilité de l'information pertinente à un coût suffisamment faible) » (Kirzner [1992], p. 189).

C'est donc bien cette ignorance qui engendre du point de vue de l'acteur des comportements caractérisés par la notion d'erreur : « [...] les décisions sont souvent faites dans l'ignorance de la possibilité ou même du besoin d'acquérir l'information qui pourrait être librement disponible. C'est une chose de savoir que l'on est ignorant et de maintenir délibérément son ignorance à cause du coût élevé de gagner de la connaissance. C'est autre chose d'être ignorant simplement parce que l'on n'a aucune conscience de son ignorance, que l'on n'a aucune idée que l'information existe. À coup sûr, ce dernier genre d'ignorance est très présent : l'erreur authentique est vivante et bien vivante. Nous ne pouvons pas exclure la possibilité que les décisions de marché aient été prises hors d'un contexte d'ignorance délibérément acceptée. Mais nous ne pouvons pas concevoir que ces décisions aient été prises sans subir cette erreur authentique » (Kirzner [1979], p. 207).

Ainsi, on ne peut pas expliquer un déséquilibre de marché autrement que par une *situation d'ignorance*, qui débouche elle-même sur l'idée d'*erreurs de marché* et de *prix de déséquilibre*. Les idées de déséquilibre et d'erreur nous amènent logiquement à envisager le marché en termes de *processus*. En effet, de manière quasi tautologique, l'argument de déséquilibre s'associe à des situations non stables, dont la vocation est d'être transformées ; il exprime des situations où des erreurs sont constatées, et appelle alors à leur correction. En particulier, si les prix sont des « prix de déséquilibre », ils sont destinés à être modifiés.

Il est donc nécessaire d'opposer une théorie des prix d'équilibre à une théorie des processus de marché. Tous les auteurs autrichiens ont le souci de distinguer strictement les modèles néo-classiques qui analysent le marché en termes de *situations*, de leur conception de la catallaxie envisagée comme un *processus*. Si Kirzner, dans cette perspective, voit l'origine de cette distinction dans *The Meaning of Competition* [1948] de Hayek (un « article pionnier et pénétrant » (Kirzner, *Competition and Entrepreneurship* [1973], p. 91), cela ne l'empêche pas un peu plus tard de se référer à l'esprit de l'argumentaire de Mises, ce dernier ayant « montré comment la croyance défendue par les théoriciens que les états d'équilibre sont réellement atteints les conduit à se tromper grossièrement sur ce que les marchés réalisent en fait. Pour Mises, l'essence d'une théorie des marchés est d'expliquer les forces qui génèrent les changements dans les prix et les quantités ; le concept d'équilibre est utile précisément en offrant, dans une abstraction hautement hypothétique du changement, un contraste au monde en changement incessant » (Kirzner, *Perception, Opportunity and Profit* [1979], p. 17).

La connaissance qui se révèle dans une période de temps insuffisante ou erronée donne lieu à des changements des actions dans la période suivante. Ces ajustements constituent l'essence même du processus de marché. C'est donc bel et bien l'ignorance qui constitue

sa force motrice. Kirzner considère à juste titre que si on n'introduit pas le concept d'*erreur* dans l'analyse, il n'est pas possible de rendre compte de la dynamique de marché. Pour revenir sur un argument précédent, le fait même qu'il y ait une dynamique économique démontre l'existence d'erreurs et donc des opportunités qui n'étaient pas perçues.

La question est maintenant de déterminer la nature des forces à l'œuvre durant ce processus d'ajustement ou de transformation des phénomènes de marché. La volonté de répondre à cette question a conduit les autrichiens à introduire de manière complémentaire les notions d'*entrepreneur-promoteur* d'une part, de *concurrence* d'autre part.

II. L'entrepreneur-promoteur

La littérature relative au thème de l'entrepreneur et à ses fonctions économiques est devenue une part importante de l'analyse contemporaine. Mais les réflexions en la matière constituent une des marques spécifiques de la tradition autrichienne. Les travaux de Carl Menger (*Principles of Economics* [1871], *Investigations into the Method in Social Sciences...* [1883]) et de Wieser (*Social Economics* [1914]) représentent des premières étapes importantes dans le développement d'une réflexion autrichienne relative au rôle de l'entrepreneur. Cependant, la théorisation de la fonction entrepreneuriale, d'une part, n'acquiert une dimension autonome et explicite qu'à partir de l'œuvre de Mises (II.1) ; d'autre part, elle trouve des enjeux particuliers avec l'analyse néo-autrichienne des prix de marché, à travers la notion de *découverte*. C'est dans cette perspective que les notions de *vigilance* (II.2) et d'*apprentissage* (II.3) vont être définies comme les deux caractéristiques principales de l'exercice de la fonction entrepreneuriale. Celles-ci permettront d'éclairer le rôle essentiel des concepts de *profits* et de *pertes*, qui peuvent être présentés comme *les frontières de l'ignorance et de la connaissance* (II.4).

II.1. De l'entrepreneur praxéologique au promoteur de marché

La meilleure manière de rendre compte de l'activité entrepreneuriale au niveau infra-individuel (ou praxéologique) est de repartir du contraste, déjà souligné dans la première partie de cet ouvrage, entre la dimension allocative et maximisante de la décision (à la Robbins) et la démarche créatrice associée au comportement de *l'homo agens* (à la Mises). En effet, comme nous l'avions noté, l'individu de Robbins agit à l'intérieur d'un cadre donné moyens-fins, dont la structure constitue une donnée : les fins sont préexistantes à l'action, elles sont en même temps préalablement hiérarchisées et les moyens sont perçus comme des éléments objectifs pour atteindre des fins. Cette représentation, aussi fructueuse qu'elle soit, reste toutefois incapable de rendre compte de l'ensemble de l'action humaine. En particulier, elle laisse dans l'ombre la manière dont les fins comme les moyens se définissent aux yeux de l'acteur. De plus, elle ne permet pas de comprendre comment l'on passe au niveau individuel d'une structure de fins-moyens à une autre structure. Bref, *elle ne permet pas d'expliquer le passage d'une action à une autre action, et donc d'assurer le « bouclage » du modèle praxéologique.*

L'explication de ce bouclage implique que chaque acteur, par définition, découvre en permanence de nouveaux cadres d'action. Dans une perspective créatrice, l'individu

découvre des fins, choisit des moyens et élabore lui-même son cadre d'action, pour déboucher sur de nouveaux plans. C'est dans cette mesure que tout acteur, dans cette fonction de création, peut être défini comme un entrepreneur. Loin d'être passif, *il produit à tout instant son environnement interne.*

Nous avons déjà relevé la nature de l'élément qui est à la source d'un élément de découverte dans le schéma de l'action humaine de Mises : c'est un sentiment d'*inquiétude*, qui à partir de leur situation présente, pousse les individus à rechercher de nouvelles sources de gain de satisfaction. Envisagé sur le terrain praxéologique, la fonction entrepreneuriale, qui échappe alors au cadre étroit de « l'économique » au sens de Robbins, exprime en dernière analyse *une volonté de tout acteur de gagner en satisfaction.*

La praxéologie et la catallaxie peuvent toutes deux revendiquer dans leur champ le terme d'entrepreneur. Dans *L'action humaine*, Mises évoque « le concept catallactique d'entrepreneur » (Mises [1966], p. 266), en le reliant à la notion de changement inscrit dans la nature de l'action. C'est parce que l'action vise un résultat futur, et donc incertain que : « Dans toute économie vivante et réelle, tout acteur est toujours un entrepreneur et un spéculateur » (*ibid.*, p. 267). Il ajoute un peu plus bas : « le terme d'entrepreneur tel que l'emploie la théorie catallactique signifie : l'homme qui agit, vu exclusivement sous l'angle du caractère aléatoire inhérent à toute action » (*ibid.*, p. 267).

À la lecture de ces définitions, il va de soi que tout individu se trouvant sur le marché est engagé à des degrés divers dans une activité entrepreneuriale. En effet, si on considère le terme d'entrepreneur comme relié à un état où le résultat de l'action est aléatoire, tout individu agissant est un entrepreneur. Il n'est donc pas possible de différencier les acteurs sur ce terrain.

C'est pourquoi Mises, pour décrire une fonction plus spécifique, et plus étroite, de l'activité entrepreneuriale sur le marché, avance la notion de *promoteur*. Si Mises admet sans aucune réserve l'impossibilité de donner une définition précise de cette notion, il défend néanmoins la nécessité de lui donner un contenu car le rôle du promoteur est indispensable à la compréhension de la logique catallactique. Ainsi, les promoteurs représentent ces individus particuliers « qui s'appliquent particulièrement à réaliser un profit en adaptant la production aux changements probables de situations, ceux qui ont le plus d'initiative, d'esprit aventureux, un coup d'œil plus prompt que la foule, les pionniers qui poussent et font avancer le progrès économique » (*ibid.*, p. 269).

Parmi les auteurs autrichiens postérieurs à Mises, c'est sans doute Kirzner qui est allé le plus loin dans l'explicitation du rôle du « promoteur » misesien, ou en d'autres termes de l'entrepreneur marchand. Dans *Perception, Opportunity and Profit*, Kirzner décalque de la fonction entrepreneuriale au sens praxéologique du terme la représentation du promoteur marchand : « le phénomène de l'élément entrepreneurial de marché n'est pas simplement parallèle à l'élément entrepreneurial dans l'action individuelle, mais dépend en fait de ce dernier élément pour sa propre existence » (Kirzner [1979], p. 176). Pour Kirzner, au-delà même des propos explicites de Mises, ce sont les éléments de *vigilance* et d'*apprentissage* par découverte qui caractérisent la dimension entrepreneuriale de l'activité humaine. En tant que tels, ils s'appliquent évidemment à la sphère marchande. Bien que ces caractéristiques restent controversées à l'intérieur même de la tradition néo-autrichienne (voir chapitre suivant de cette partie), elles y sont suffisamment dominantes et commentées pour constituer un point d'ancrage de l'analyse.

II.2. La vigilance comme capacité de percevoir

Le premier élément qui caractérise la fonction entrepreneuriale consiste dans l'idée de *vigilance*. Cette notion décrit l'idée d'une aptitude ou d'une capacité d'un agent à percevoir des opportunités existantes jusqu'alors ignorées. Cette faculté peut s'exprimer sous les formes les plus diverses.

Ainsi, l'entrepreneur peut percevoir dans la sphère des opportunités existantes et disponibles des opportunités qu'aucun acteur de marché n'a encore perçues. Dans cette perspective, l'entrepreneur jette par son action cette opportunité sur le marché en l'exploitant à travers des échanges et des prix.

Mais par ailleurs, ces opportunités disponibles et non exploitées peuvent se trouver déjà sur le marché. Ainsi, des échanges particuliers et des prix particuliers peuvent être réalisés par certains acteurs de marché, alors que d'autres, par manque de vigilance, réalisent d'autres échanges et d'autres prix moins avantageux. La réalisation de ces contradictions de prix exprime une découverte entrepreneuriale qui va conduire certains agents à restructurer la nature de leurs activités. À la grande différence de l'univers néo-classique, le promoteur autrichien n'est pas preneur de prix, il n'est pas *price-taker*. Bien au contraire, les entrepreneurs-promoteurs, par leurs actions, vont modifier la structure des prix et des échanges. En s'engageant dans des activités d'*arbitrage*, ils vont « nettoyer » le marché et faire en sorte que toutes les opportunités connues au moins de certains acteurs de marché soient découvertes par les autres.

Dans *Market Theory and the Price System* [1963], Kirzner évoquait l'idée d'une information supérieure de l'entrepreneur pour caractériser la fonction entrepreneuriale – le terme de vigilance restait encore à l'époque absent de son vocabulaire. Mais à partir de *Competition and Entrepreneurship* [1973], il préfère évoquer explicitement la vigilance comme *capacité de percevoir*. En effet, la force essentielle de l'entrepreneur ne réside pas dans une asymétrie d'information, puisqu'il dispose à cet égard des mêmes sources que l'ensemble des acteurs. *Son talent consiste dans sa capacité à transformer l'information en connaissance, à discerner dans son environnement des opportunités de satisfaction ou de profit.*

Nous avons donc beaucoup moins affaire à un différentiel d'information qu'à une différenciation de *perception*. Dans *Perception, Opportunity and Profit*, Kirzner insiste une nouvelle fois sur la nécessité de ne pas confondre vigilance et possession d'information. *On peut posséder l'information sans en faire usage car on ne perçoit pas les opportunités qu'elle sous-tend.*

Une variante de cette analyse consiste à mettre en relief la capacité de l'entrepreneur à débusquer l'information qui pourrait lui rapporter des opportunités de profit. Mû par sa curiosité naturelle, l'entrepreneur se définirait ici comme l'agent qui, à la différence de tous les autres acteurs de la vie économique, est en permanence à l'affût de toutes les informations susceptibles de lui rapporter un profit. Dans cette perspective, la qualité essentielle de l'entrepreneur n'est pas de *mieux* connaître que les autres individus les données du marché, mais de savoir *où* les trouver. Également en ce sens, Kirzner préfère parler « de vigilance par rapport à l'information, plus que de sa possession » (Kirzner [1973], p. 68). Ce qui est en jeu n'est pas le savoir en tant que tel, mais l'aptitude à le chercher au bon endroit : « La connaissance de l'entrepreneur est un type abstrait, affiné de connaissance – la connaissance d'où obtenir l'information (ou

d'autres ressources) et comment la déployer » (Kirzner [1979], p. 9). L'entrepreneur est celui qui capte le signal, qui le perçoit. Non seulement il est vigilant par rapport aux faits, dans le sens où il cherche à leur attribuer une signification en termes d'opportunités de profit, mais il est aussi vigilant par rapport aux moyens d'aller chercher l'information. Il est l'acteur qui, à l'inverse de la plupart des individus, va « au coin de la rue » pour regarder s'il n'existe pas ailleurs d'autres opportunités.

Ainsi, l'entrepreneur est *a priori* tout aussi ignorant que les autres agents. Mais tout en restant ignorant de la nature et de la mesure de son ignorance, il sait, à la différence des autres agents, qu'il est ignorant. C'est bel et bien la conscience de sa *méconnaissance* qui explique sa curiosité et le fait qu'il soit à l'affût de toutes les opportunités de la réduire.

Kirzner insiste sur un autre point, à savoir que si, praxéologiquement parlant, tous les acteurs sont des entrepreneurs, ils manifestent cependant différents degrés effectifs de vigilance entrepreneuriale. Kirzner a eu l'occasion de disserter – et de regretter – le caractère trop souvent global de l'approche entrepreneuriale, alors que celle-ci peut prendre et prend de fait des formes très différentes. Les formes de la vigilance comme les chemins de la découverte sont multiples. Par ailleurs, cette notion de vigilance constitue en quelque sorte une boîte noire. Derrière le concept, se profilent des déterminants dont la nature n'a guère été explicitée par la littérature – y compris la littérature néo-autrichienne[1].

II.3. La nature de l'apprentissage

Pour les autrichiens, l'apprentissage signifie fondamentalement *se rendre compte de l'erreur*, c'est-à-dire réaliser que l'on a « négligé » des opportunités disponibles ou devenues disponibles. Que ces opportunités aient été jusqu'alors ignorées par tous ou seulement par quelques-uns ne modifie pas la nature du problème. L'apprentissage, pour un acteur, consiste à noter des opportunités qu'il n'avait pas encore décelées.

L'apprentissage et la découverte sont alors les deux faces d'une même médaille : découvrir, c'est apprendre ; apprendre, c'est réaliser qu'on s'est « trompé ». La prise de conscience de ses erreurs engendre un phénomène de déception des anticipations, dans le sens d'une réalisation de la nature ou de l'identification du déséquilibre. Cette réalisation conduit les agents à un processus d'ajustement et de révision de leurs croyances.

---

1. Kirzner (*Discovery and the Capitalist Process* [1985], p. 26) appelle ainsi à une analyse des aspects psychologiques de l'entrepreneur : « Bien que, comme Ludwig von Mises l'a souligné il y a longtemps, toute action individuelle soit entrepreneuriale, et bien que j'aie décrit la vigilance entrepreneuriale comme en principe inépuisable, j'ai été aussi soucieux de noter que la vigilance potentielle peut être (et elle est souvent) inactivée et inerte. Nous savons certainement que les individus manifestent largement différents degrés de vigilance entrepreneuriale. Quelques-uns sont rapides à repérer des opportunités encore non notées, d'autres notent seulement les opportunités révélées par les découvertes des autres. Dans certaines sociétés, dans certains climats, dans certains groupes, il apparaît que la vigilance entrepreneuriale est plus aiguë que dans d'autres. Des études de développement économique ont permis de réaliser que les qualités requises à l'exercice d'une fonction entrepreneuriale réussie ne sont pas uniformément distribuées et certainement n'apparaissent pas offertes de manière infinie. Il serait certainement désirable d'être capable d'identifier avec précision ces qualités humaines, personnelles et psychologiques, qui peuvent être créditées de vigilance, d'énergie, de cran et d'initiative entrepreneuriale réussie » (Kirzner [1985], p. 25).

Ainsi, derrière la formation ou l'évolution des prix, se trouve un processus « d'apprentissage par découverte », qui exprime la prise de conscience de ses erreurs : « Durant ce processus, chaque étape consiste en des opinions révisées de la part des participants potentiels concernant la situation de marché à laquelle ils font face. Ces révisions consistent, comme nous l'avons vu, dans la dure réalisation du fait que l'on a été, jusqu'alors, trop optimiste, ou que l'on a ignoré une opportunité attractive qui est disponible. Ce sont ces découvertes qui sont exprimées dans les structures continuellement changeantes d'offres et de demandes qui sont présentes sur le marché » (Kirzner, *Discovery, Capitalism and Distributive Justice* [1989], p. 82).

L'apprentissage n'est pas une prospection : la notion de surprise

Dans sa volonté de définir strictement la nature du processus d'apprentissage, Kirzner est soucieux de distinguer une représentation autrichienne de l'apprentissage de celles qui sont offertes par les modèles de *prospection* (dit de *search*). En effet, il ne faut pas confondre *l'ignorance absolue* de la théorie autrichienne avec la notion *d'information imparfaite*/ dégagée par les modèles néo-classiques comme néo-keynésiens. « La littérature standard a de fait incorporé l'économie de la prospection, mais non celle de la découverte » (Kirzner [1989], p. 29). La prospection suppose que l'on soit conscient de la *nature* de son ignorance ; or, la découverte ne l'implique évidemment pas, tout au contraire.

En effet, depuis un grand nombre d'années, la théorie *mainstream* contemporaine s'est familiarisée avec l'idée d'information imparfaite. Mais cette démarche laisse de côté les questions abordées par les autrichiens : « [...] l'information imparfaite se réfère à une information que l'on sait être disponible, mais qu'il est coûteux de produire. À l'inverse, pour les autrichiens, l'accent est mis sur ce qui a été qualifié de "connaissance antérieurement absente" [...] l'appréciation autrichienne pour le potentiel de découverte des processus de marché n'implique pas du tout cette "efficience informationnelle" des résultats du marché que Stiglitz a critiquée [...] pour les autrichiens, il est inacceptable d'établir qu'à chaque instant, la configuration des décisions de production et de consommation faites couramment est telle, qu'à la lumière des coûts concernés, elle ne pourrait pas être améliorée. Établir qu'à tout instant les opportunités ont été instantanément exploitées est faire injure à ce que nous savons des systèmes économiques du monde réel » (Kirzner, *Entrepreneurial Discovery and the Competitive Process* [mars 1997], p. 65).

La difficulté de ces modèles de prospection est que l'acquisition de la connaissance peut être considérée comme une entreprise uniquement délibérée. En présupposant que l'on sait déjà ce qu'on va chercher, on introduit insidieusement l'idée d'une connaissance initiale. Or cette connaissance initiale n'est pas expliquée par le modèle[1]. À l'opposé, dans la représentation autrichienne de l'apprentissage, il n'y a pas de recherche délibérée de l'information car d'emblée, les agents ne connaissent pas la nature particulière de leur ignorance. Si les entrepreneurs, à la différence des autres agents de l'économie, savent qu'ils sont ignorants, ils ne connaissent néanmoins pas les contours de leur ignorance.

1. *Cf.* l'article *Knowing about Knowledge* (Kirzner [1979]) sur la différence entre les modèles de *prospection* et la démarche autrichienne.

Dans cette perspective, il est aisé de comprendre que toute découverte (réalisation de l'erreur) qui résulte du processus d'apprentissage constitue une *surprise*. Pour Kirzner, *les notions de découverte et de surprise sont intimement, nécessairement liées*. Il est donc légitime de distinguer entre la découverte et l'apprentissage délibéré.

Ainsi, « Le concept d'ignorance absolue [...] diffère de l'information imparfaite en ce que la découverte qui réduit l'ignorance absolue est nécessairement accompagnée d'un élément de surprise – dans la mesure où, jusqu'à cette découverte, on n'avait pas conscience de la nature de son ignorance – ». C'est d'ailleurs pour cette raison qu'il n'est pas possible, pour les auteurs néo-autrichiens, d'envisager un marché de l'ignorance. Dans la mesure où personne ne connaît la nature et l'étendue de son ignorance, il n'est pas possible d'échanger ou de transférer cette ignorance sur autrui et de définir un prix à ce transfert.

L'apprentissage n'est pas une production

De la même manière, pour Kirzner, *il convient de ne pas assimiler la notion d'apprentissage avec l'idée de production*. La production suppose un acte et une volonté déterminée. Or, la découverte résulte de la vigilance, et *la vigilance n'est pas un choix*, mais une aptitude. Parallèlement, il faut se garder de voir dans cette aptitude une ressource, analogue à celles que l'on trouve en général dans le reste de l'économie, un facteur de production que l'on peut allouer à des fins plus ou moins diverses et dont on peut disposer à sa guise. « La vigilance entrepreneuriale n'est pas un ingrédient qui serait consciemment incorporé à la prise de décision ; elle correspond beaucoup plus à quelque chose dans laquelle la décision elle-même est contenue et sans laquelle elle serait impensable » (Kirzner [1985], p. 22). L'assimilation de la vigilance à une ressource engagée dans un processus de production reviendrait à assimiler la fonction entrepreneuriale à la représentation de Robbins, où le talent entrepreneurial ne serait ici qu'un moyen parmi d'autres d'atteindre un objectif donné et prédéterminé.

Dans *The Meaning of Market Process*, Kirzner s'est attaché à une mise en évidence systématique des traits distinctifs de la découverte pour l'identifier et la contraster par rapport à la notion de production. L'idée de production implique un projet délibéré, une planification élaborée à un niveau individuel ou collectif, au cours de laquelle sont mis en œuvre des *inputs* particuliers pour atteindre un but consciemment choisi dans une gamme d'objectifs possibles : « une recherche délibérée, durant laquelle des moyens connus sont systématiquement déployés pour trouver des données disponibles pour quelque produit recherché, est un genre spécial de production. La production délibérée de l'information, par exemple rechercher un numéro de téléphone dans un annuaire, n'est pas une découverte, au sens présent du terme ». À l'opposé, « un acte de découverte est spontané ». Dès lors, cette découverte ne résulte pas d'un savant rapport coût-avantage, où il s'agirait de minimiser un coût de production de l'information pour maximiser un gain net du produit recherché. Nous n'avons pas ici affaire à des règles d'efficacité au sens de Robbins : « Un acte de découverte ne contient aucune expression d'une contrainte de maximisation ; il ne contient aucun plan, aucune allocation, il exprime simplement la saisie d'un objectif disponible, perçu » (Kirzner [1992], p. 218-219).

Enfin, à partir du moment où la notion de vigilance ne peut être conçue comme un facteur de production, on ne peut considérer que le résultat de cette vigilance, à savoir la découverte, constitue un simple processus de transformation ou une forme de prolongement d'une connaissance antérieure, comme dans le cas d'un acte de production : « Le résultat recherché d'un acte de production peut être considéré comme ayant déjà existé, sous une forme embryonnaire, dans le panier d'*inputs* responsable du résultat. La décision de produire est simplement la décision d'enclencher le mécanisme qui convertit sans effort les *inputs* en *outputs*. Le futur, dans un monde avec seulement des décisions de production, est pleinement inhérent au présent. L'histoire est simplement le déploiement inexorable, inévitable de ce qui est déjà ici, sous une forme déjà contenue. Mais la découverte est assez différente. Chaque découverte est une nouveauté authentique ; elle ne consiste pas dans la conversion ou le déploiement d'*inputs* précédents. Il n'y a rien du tout d'inévitable à propos d'un acte de découverte ; nous ne pouvons pas, *ex-post*, décrire le résultat comme ayant été causé par quelque chose qui a existé dans le passé. Même en prenant en compte la vigilance des futurs découvreurs, l'état présent du monde ne détermine pas le cours ultérieur des événements, dans la mesure où ceux-ci expriment des découvertes faites après-coup. Le découvreur injecte en fait quelque chose de totalement nouveau dans l'histoire. L'histoire consiste, en partie, en une série de surprises totales, totalement imprévisibles » (Kirzner [1992], p. 218-219).

L'apprentissage ne résulte pas de la chance

Si l'apprentissage ne peut être légitimement assimilé à un processus de production délibéré, il convient néanmoins de ne pas tomber dans l'excès inverse, et de considérer que la découverte résulte d'un simple hasard, d'une bonne aubaine offerte à tout acteur, quelles que soient ses qualités et attitudes. Certes, « Dans le cas de la découverte, la vigilance n'est jamais délibérément déployée pour atteindre cette découverte – dans la mesure où la qualité de vigilance rendrait son bénéficiaire certain du succès de sa découverte future. En effet, 1) l'agent vigilant n'a encore aucune indication de la disponibilité de l'opportunité à découvrir et 2) [...] être vigilant n'est pas assez ; la découverte contient aussi des éléments de chance pure » (Kirzner [1989], p. 24).

Ainsi, la chance n'est pas totalement étrangère aux processus de découverte, car la mobilisation du caractère de vigilance associé à l'exercice d'une fonction entrepreneuriale n'est pas en soi la garantie d'une découverte. Celle-ci se situe ainsi au croisement de la vigilance et du hasard (*cf.* Kirzner [1989], p. 24 ; p. 29 à 33). Dès *Perception, Opportunity and Profit*, Kirzner notait ainsi : « La vision entrepreneuriale peut ne pas être arrivée délibérément, rationnellement, mais elle n'arrive en aucun cas par simple chance. En fait [...], c'est l'implication du caractère délibéré, volontaire de l'action humaine qui tend à assurer, dans une certaine mesure, que des opportunités tendront à être perçues » (Kirzner [1979], p. 170). Dans la même perspective, il relève dans *The Meaning of Market Process* : « Un acte de découverte, bien que n'étant pas un acte de production délibérée, est l'expression de la motivation humaine de la vigilance humaine. Ce qui a été découvert pourrait ne jamais avoir été découvert sans cette motivation et cette vigilance ; il est assez faux de voir la découverte comme simplement le produit de la

chance aveugle » (Kirzner [1992], p. 219-220). La découverte est donc un mélange de chance et de vigilance.

II.4. De l'ignorance à la connaissance : le rôle du profit

Exprimé en termes praxéologiques, *le profit pur consiste donc dans un gain en satisfaction*, qui peut prendre concrètement des formes très diverses[1]. C'est cette volonté de gagner en satisfaction qui pousse chaque agent à sortir du modèle fermé à la Robbins et à s'engager dans une action entrepreneuriale : « Nous savons très peu de choses sur la manière précise dont les opportunités de profit pur attirent l'attention entrepreneuriale. Mais il peut n'y avoir qu'un faible doute sur le magnétisme puissant que de telles opportunités exercent. Affirmer que les opportunités de profit pur attirent l'attention ne revient pas à proclamer que la conscience de ces opportunités est assurée par une prospection coûteuse, délibérée, de la part des entrepreneurs. C'est simplement reconnaître que l'attrait du profit pur est ce qui permet à un preneur de décision individuelle de transcender les limites d'un cadre planifié perçu, donné et d'échapper, dans une certaine mesure, au problème basique de connaissance qui entoure toute prise de décision individuelle » (Kirzner [1992], p. 160-161). L'idée du profit, du gain pur est donc « l'étincelle qui allume la vigilance entrepreneuriale » (Kirzner [1989], p. 111).

Profit entrepreneurial et découverte

La notion de profit doit être associée à l'idée de *gain pur*, beaucoup plus qu'à celle de gain net, car son occurrence résulte d'une surprise, sans recherche délibérée, et donc sans investissement particulier (*cf.* Kirzner [1992], p. 224). Lorsqu'on évoque la question de l'incitation à l'activité entrepreneuriale, il est impossible de s'engager dans une analyse coûts-avantages, puisque la vigilance est sans coût, et qu'on ne sait pas à l'avance quel gain va résulter de l'activité entrepreneuriale. La seule chose pouvant « être établie avec une confiance considérable (est) que les êtres humains tendent à noter ce qu'il est dans leur intérêt de noter. Les êtres humains notent des opportunités plus que des situations. C'est-à-dire qu'ils notent des séries d'événements, réalisés ou prospectifs, qui offrent un gain pur. Ce n'est pas la structure abstraite de ces événements qui évoque l'éveil ; c'est la circonstance que ces événements offrent la promesse d'un gain pur, compris au sens large, incluant la renommée, le pouvoir, le prestige, même l'opportunité de servir une cause ou d'aider d'autres individus » (Kirzner [1985], p. 28).

Bien évidemment, le profit, lorsqu'il est envisagé sur le marché, s'exprime en termes monétaires. Sa définition s'exprime alors simplement : « [...] le phénomène de profit pur correspond à des prix payés pour les *outputs* qui excèdent les sommes des prix payés pour tous les *inputs* nécessaires. La différence entre ces ensembles de prix est perçue par l'entrepreneur comme un profit pur » (Kirzner [1989], p. 48).

De manière logiquement reliée à la définition praxéologique du profit, *le gain*

1. « Les catégories originelles de profit et de perte sont des qualités psychiques et elles ne sont pas réductibles à une quelconque description interpersonnelle en termes quantitatifs. Ce sont des grandeurs d'intensité. La différence entre la valeur de la fin atteinte et celle des moyens employés s'appelle le profit si elle est positive et une perte si elle est négative » (Mises, *Planning for Freedom* [1962c], p. 1251-26).

monétaire est le produit d'une découverte, et sa réalisation est le résultat de l'activité d'un entrepreneur-promoteur, dont il constitue le revenu même : « Chaque cas de profit pur, nous l'avons noté dans les chapitres précédents, constitue un cas de découverte pure. Sur le marché, le profit pur est ce qui est saisi comme le résultat d'une capacité d'acheter et de vendre sur différents marchés, d'acheter ici où le prix est bas, et de vendre, maintenant ou dans le futur, là où le prix est élevé » (Kirzner [1989], p. 110). Ou encore, « La nature des profits purs, ainsi, est telle que les profits purs ne peuvent jamais être gagnés autrement qu'à travers un acte de pure découverte. [...] L'entrepreneur vigilant a découvert une opportunité que personne d'autre n'avait jusque-là saisie, une opportunité en fait, dont personne n'avait conscience (sinon, cette opportunité aurait déjà été exploitée) » (Kirzner [1989], p. 111-2).

On ne doit pas considérer ce profit monétaire uniquement comme le fruit d'un hasard heureux, où les qualités personnelles du promoteur n'entrent aucunement en jeu. Sous cet angle, un théoricien aussi pénétrant que Knight de la fonction entrepreneuriale oriente pourtant l'analyse dans une mauvaise direction lorsqu'il voit dans le promoteur « le bénéficiaire chanceux des changements que personne n'aurait pu prévoir. Ce n'est pas affirmer que Knight n'est pas pleinement conscient de l'incitation à l'activité entrepreneuriale produite par la perspective de profits ; c'est simplement souligner que pour Knight la réalisation d'une perspective de profit n'a rien à voir avec la capacité supérieure de l'entrepreneur de noter de telles circonstances : "À la fois le profit et la perte proviennent dans de nombreux cas de circonstances entièrement étrangères à la prévision humaine" (Knight, article Profit) » (Kirzner [1989], p. 58-59). *Les qualités de vigilance et d'apprentissage sont les seules conditions nécessaires de la découverte.* Elles sont donc au centre du gain du promoteur, et même si la chance intervient quelquefois dans sa situation, d'une part elle n'est pas spécifique à son activité, et d'autre part elle ne peut pas être considérée comme un élément central. L'analyse n'exige donc en rien que ce facteur soit pris en considération dans l'explication du profit monétaire.

Le profit n'a rien à voir avec la possession de capital

Nous avons vu plus haut que le profit pur doit être conçu comme une notion générique résultant de la découverte d'opportunités de gains de satisfaction. En tant que catégorie praxéologique, il est aisément compréhensible qu'il ne soit pas analytiquement relié à la notion de capital.

Cependant, même lorsqu'il est envisagé sous l'angle monétaire, le concept de profit ne doit pas être envisagé comme intrinsèquement lié à la notion de productivité ou de capital. Mises remarquait déjà que « ce n'est pas le capital employé qui crée les profits et les pertes » (Mises, *Planning for Freedom* [1962c], p. 120). Pour Kirzner, « [...] le profit pur, par définition, ne peut pas être attribué aux *inputs*. Sa source ne peut pas être identifiée avec quelque chose possédée par l'entrepreneur ; il est, en quelque sorte, non causé. Il a simplement été découvert. [...] les profits purs ne peuvent pas être expliqués ("justifiés") comme une récompense pour des services rendus » (Kirzner [1989], p. 49). Ou encore, « le profit spéculatif pur est un exemple de gain découvert, un genre de gain dont les justifications en termes de productivité sont essentiellement inappropriées » (*ibid.*, p. 50).

Si le profit est lié à la notion de découverte, il est indépendant des notions de capital, de dotations ou même de propriété. Kirzner ([1985], p. 1) regrette que malgré certains précurseurs comme Cantillon ou J.-B. Say, la plupart des économistes ayant réfléchi à la nature de l'activité entrepreneuriale ne l'aient pas suffisamment découplée de la fonction de capitaliste[1]. Il faudra attendre l'éclairage de Mises pour comprendre l'intérêt de cette distinction : « Les profits entrepreneuriaux, dans cette perspective [celle de Mises], ne sont pas du tout capturés par les propriétaires, dans leur capacité de propriétaire. Ils sont capturés au contraire par des hommes qui exercent une pure fonction entrepreneuriale, pour laquelle la propriété n'est jamais une condition. La théorie misesienne du profit entrepreneurial peut être décrite comme une théorie du profit comme *arbitrage*. « Ce qui fait émerger le profit est le fait que l'entrepreneur qui juge les prix futurs des produits plus correctement que les autres gens achète certains ou tous les facteurs de production à des prix qui, considérés du point de vue de l'état futur du marché, sont trop bas » (Mises, *Planning for Freedom* [1962c], p. 109). Chaque capitaliste, en tant qu'individu, est toujours un entrepreneur, puisque chaque acteur est un spéculateur. Mais chaque *promoteur* est loin d'être nécessairement un capitaliste.

Certes, dans la pratique, nous voyons coexister des situations où des opportunités connues sont en phase d'exploitation, avec des situations où de nouvelles opportunités jusqu'alors ignorées sont découvertes. Ainsi, Kirzner ([1989] de la page 174 à la page 177) explique que lorsque le promoteur est en même temps un capitaliste, ses revenus sont issus dans des proportions diverses de la découverte entrepreneuriale et de la production. Mais il ne faut donc pas confondre le gain monétaire issu de la production et le profit entrepreneurial provenant de la découverte. *La découverte consiste à saisir des opportunités encore inconnues, la production consiste à exploiter des opportunités connues.*

Ainsi, du point de vue d'un capitaliste-entrepreneur, on peut considérer qu'à court terme, les éléments de production pure sont dominants. La surprise ne joue pas un grand rôle. Mais au fur et à mesure que l'on progresse dans la durée, sur le moyen et le long terme, plus les opportunités sont susceptibles de se modifier, plus le poids relatif des éléments d'inconnu s'accroît, et la découverte finit alors par occuper une place prédominante dans les gains monétaires. En règle générale, dans des périodes de forte innovation technologique, nous trouvons le même phénomène de dominance de l'inconnu et le rôle du promoteur devient plus important que celui du producteur.

Profits, pertes et erreurs

Ainsi, il existe une relation analytique entre la notion de vigilance et celle de profit pur, de même qu'il existe une identité de principe entre la notion de pur profit et celle de découverte. Mais si le profit est lié à la découverte, il est inévitablement relié à la notion d'ignorance : « Le phénomène de profit pur [...] ne peut pas être imaginé résulter d'autre chose que de la pure ignorance » (Kirzner [1989], p. 110). Il peut être décrit comme une percée dans le monde de l'ignoré, comme une victoire (très provisoire ou très

1. « [...] Les économistes classiques (avec quelques exceptions notables tel J.-B. Say, qui a continué la tradition française commencée avec Cantillon) n'ont pas reconnu une fonction entrepreneuriale distincte de celle du capitaliste » (Kirzner [1985], p. 1).

relative) sur l'inconnu. *Le profit est la récompense pour avoir transformé de l'ignorance en connaissance.*

Ce profit peut bien évidemment s'envisager à différents niveaux : il peut d'abord être l'incitation et la récompense pour la découverte d'opportunités qui n'étaient jusqu'alors décelées par aucun participant de marché, par exemple un nouvel emploi de facteurs. L'entrepreneur crée alors des échanges de nature inédite ; mais il peut être aussi l'incitation et la récompense pour avoir « nettoyé » le marché, en cas d'erreurs de prix. Kirzner, dans l'ensemble de ses ouvrages, se focalise souvent sur « la capacité des prix de déséquilibre d'offrir des opportunités de pur profit qui peuvent attirer l'attention d'entrepreneurs vigilants, cherchant du profit. Lorsque les participants de marché ont échoué à coordonner leurs activités à cause d'une connaissance dispersée, cela s'exprime dans une structure de prix suggérant à des entrepreneurs vigilants qu'ils peuvent réaliser des profits purs. [...] Cet élément entrepreneurial dans l'action humaine répond aux signaux de pur profit qui sont générés par les erreurs produites par la dispersion de la connaissance disponible dans la société. C'est cette levure qui fermente le processus de découverte concurrentiel, entrepreneurial, tendant à révéler à ses participants l'information pertinente dispersée dans le marché » (Kirzner [1992], p. 160-161).

Mais quel que soit le point de vue envisagé, il convient de ne pas oublier le point de départ : à savoir que le profit monétaire pur procède de la découverte par un acteur, *c'est-à-dire d'opportunités ignorées encore par les autres. En conséquence, le profit d'un entrepreneur existe car d'autres individus sont restés dans l'erreur*. Kirzner rend compte très clairement de cette dimension nécessaire : « [...] les transactions de marché qui débouchent sur le gain d'un profit économique pur doivent rétrospectivement être jugées comme ayant été faites, en partie, sur la base d'une "erreur pure" de la part des autres participants concernés. Le profit pur survient lorsqu'un entrepreneur réussit à vendre un produit à un prix plus haut que la somme des prix de tout ce qui est nécessaire pour délivrer le produit à son acheteur. Un tel profit pourrait difficilement survenir à moins que ceux qui fournissent l'entrepreneur aient été inconscients du prix payé par ceux auxquels l'entrepreneur vend, et vice versa. Le profit pur doit signifier que ceux vendant à un prix faible sont inconscients de la valeur de marché plus haute de ce qu'ils vendent ; ceux achetant à ce haut prix ne réalisent pas la possibilité d'acheter le même produit ailleurs dans le marché à un plus faible coût » (Kirzner [1992], p. 215)[1].

Stade après stade, vague après vague, la découverte jette les entrepreneurs sur le rivage du marché pour les transformer en promoteurs ; stade après stade, vague après vague, l'ignorance rejette hors des frontières du marché des promoteurs moins vigilants que d'autres. Ce flux et ce reflux rendent compte de l'intégration et de la désintégration progressive de la marchandisation de la connaissance de l'entrepreneur.

Mais de manière parallèle à la perspective précédente, cette notion d'erreurs peut être envisagée à des niveaux différents : elle peut correspondre à l'ignorance des opportunités qui n'étaient jusqu'alors décelées par aucun individu sur le marché ; elle peut rendre

1. Boettke note ainsi de manière lapidaire qu'« Une opportunité de profit qui est connue de tous ne sera réalisée par personne » (*Information and Knowledge : Austrian Economics in Search of its Uniqueness* [2002]).

compte d'un échec des entrepreneurs à saisir des opportunités qui étaient déjà connues par certains participants du marché ; elle peut enfin, comme nous le verrons au chapitre suivant, se situer au niveau de l'incapacité à prévoir correctement l'avenir.

À ces différents niveaux d'erreurs correspondent différents types de pertes : soit des pertes définies comme le coût de ne s'être pas saisi d'opportunités existantes ; soit des pertes provenant de la rupture des plans consécutive à la découverte d'opportunités plus favorables. Le profit exprime une récompense, mais il engage dans un même mouvement *un principe de sélection*. Ce point nous amène à la question de la concurrence.

III. La dimension institutionnelle de la fonction entrepreneuriale

On connaît déjà la relation entre l'entrepreneur-promoteur et les prix. C'est la tâche de l'entrepreneur de repousser les frontières de l'ignorance, en éclairant les opportunités existantes et, à travers la formation d'échanges et de prix, de les faire basculer dans le champ de la connaissance disponible et exploitable. C'est aussi la tâche de l'entrepreneur d'interroger en permanence l'information exprimée dans le système des prix pour le remettre en question à la lumière de sa vigilance spécifique.

C'est relativement à ce contexte d'ignorance auquel l'entrepreneur est toujours confronté (et dont la « réduction » définit l'essence même de sa tâche) qu'il convient d'aborder la notion de *concurrence*. En dernière analyse, l'argument de concurrence, qu'on peut présenter comme organiquement lié au fonctionnement du marché, s'envisage pour Mises et ses successeurs dans le cadre d'une analyse de type cognitif.

Dans *L'action humaine* [1966], Mises oppose la concurrence de type *biologique* à la concurrence *sociale*, qui n'est rien d'autre que « l'effort des individus pour atteindre la position la plus favorable à l'intérieur du système de coopération sociale » (Mises [1966], p. 289). Certes, les deux espèces de concurrence sont relatives à la contrainte de rareté, mais la première débouche sur l'élimination physique du concurrent, alors que la seconde exprime une relation de proportionnalité entre l'efficacité économique des individus et leur position sociale. La concurrence catallactique, de manière encore plus précise, revient à attribuer au consommateur le choix ultime d'« Assigner à chacun sa place propre dans la société » (*ibid.*, p. 291).

Néanmoins, au sein de la tradition autrichienne, le soin d'éclairer les soubassements et les enjeux cognitifs de la concurrence a principalement été laissé d'une part à Hayek, qui envisage la compétition comme une *« procédure de découverte »* (III.1) ; d'autre part à Kirzner, qui complète l'analyse hayekienne par une définition de la concurrence comme *liberté d'entrée* (III.2). Pour les deux auteurs, la concurrence exprime à la fois la *possibilité de* et *l'incitation à* découvrir les opportunités disponibles. Elle les conduit à défendre la thèse d'*une fertilité de la liberté* (III.3). L'analyse du fonctionnement de la catallaxie conduira parallèlement Hayek à dénoncer le mythe et les dangers de la justice sociale (III.4).

III.1. La concurrence comme procédure de découverte

À travers cette conception cognitive de structures économiques qui restera une constante de son œuvre, Hayek a réfléchi de manière systématique sur les institutions conditionnant la formation des prix et l'efficacité du fonctionnement de la catallaxie. Dans une série de contributions majeures (*L'utilisation de l'information dans la société* [1945], *The Meaning of Competition* [1948], *Competition as a Discovery Procedure* [1968/1978], *Droit, législation et liberté* [1973, 1976a, 1979]), il explique que la découverte et l'exploitation des opportunités, ou en d'autres termes, la « réduction » de l'ignorance par les agents entrepreneuriaux, constituent un processus ne pouvant s'exercer que si les individus concernés disposent de la possibilité de le faire. C'est en laissant les individus libres de leurs entreprises que l'on pourra parvenir à ce processus de transfert de la connaissance et de percée dans le monde de l'ignorance.

Ainsi, Hayek se « propose de considérer la concurrence comme une procédure pour la découverte de ces faits, qui sans son intermédiaire, ne seraient connus de personne, ou du moins non utilisés » (Hayek [1968/1978], p. 179) et « dans lequel les agents acquièrent et communiquent de la connaissance » (Hayek [1979], p. 81). La connaissance des données pertinentes, c'est-à-dire des opportunités exploitables, mais jusqu'alors négligées, est conditionnée par l'existence d'un processus de concurrence. Celle-ci est « essentiellement un processus de formation de l'opinion : en répandant l'information, elle crée cette unité et cette cohérence du système économique que nous présupposons lorsque nous l'appréhendons comme un seul marché. Elle produit les opinions des gens sur ce qui est le mieux et le moins cher, et c'est grâce à elle que les gens savent autant sur les possibilités et les opportunités existantes » (Hayek [1948], p. 106). Dès lors, c'est la concurrence qui offre le cadre de transformation de l'information existante en connaissance socialement transmise. La compétition constitue ainsi « une procédure de découverte » [1968].

Mais il convient d'être conscient du fait que cette adaptation ne s'exercera que dans la mesure où les individus disposent de la possibilité et de l'incitation à réagir à ces changements. Les découvertes entrepreneuriales ne peuvent être véhiculées à l'intérieur du système des prix que si les acteurs disposent de la liberté de réagir par leurs comportements et leurs stratégies à la découverte des opportunités. C'est ainsi en laissant chaque individu libre de ses entreprises et de l'utilisation de son savoir particulier que l'on pourra parvenir à ce processus de socialisation de la connaissance privée des agents.

Ce caractère inconnaissable des faits pertinents n'est pas un élément accidentel, une imperfection technique que l'économiste ou le praticien pourraient espérer surmonter dans un futur plus ou moins éloigné. Il révèle plus fondamentalement la prise en compte d'une *connaissance tacite, locale, implicite* dans l'esprit des acteurs qu'ils ne sauraient exprimer indépendamment de leurs comportements. En effet, « les combinaisons de connaissance et de talents individuels, que le marché nous rend capables d'utiliser, ne représentent pas simplement ou principalement une telle connaissance des faits qui pourraient être listés et communiqués sur commande d'une autorité quelconque. La connaissance dont je parle consiste plus dans la capacité de s'informer des circonstances particulières, qui deviennent effectives seulement si les possesseurs de

cette connaissance sont informés par le marché du désir de ce genre de choses ou de services, et de l'urgence avec laquelle ils sont désirés. Cela doit suffire à indiquer à quel genre de connaissance je me réfère lorsque je parle de concurrence comme une procédure de découverte » (Hayek [1968/1978], p. 182).

Pour sa part, l'idée d'incitation exprime la nécessité pour chaque individu présent sur le marché de mobiliser des facultés entrepreneuriales. Aucun acteur marchand ne peut se permettre de raisonner dans un cadre donné. La concurrence contraint les gens à la découverte sous peine de l'évacuation du marché. La plupart des individus ont tendance à confondre le champ des opportunités connues avec celui des opportunités existantes. Ce qui les amène à considérer toute découverte, toute nouveauté avec suspicion, comme si par nature cette découverte correspondait à quelque chose qui n'existait pas, qui ne peut pas exister, à une simple lubie imaginaire et insensée. Hayek explique ainsi que « c'est une des principales raisons de l'hostilité à la compétition qu'elle ne nous montre pas seulement comment les choses peuvent être faites plus efficacement, mais aussi confronte ceux qui dépendent du marché pour leurs revenus avec l'alternative d'imiter les plus efficaces ou de perdre une partie ou la totalité de leur revenu. La concurrence produit de cette manière un genre de contrainte impersonnelle qui rend nécessaire pour de nombreux individus d'ajuster leur mode de vie d'une manière qu'aucune instruction ou commandement délibéré ne pourrait produire » (*ibid.*, p. 189). Le coût de l'adaptation et de l'abandon des confortables certitudes explique ainsi la résistance au changement et les réticences exprimées par une partie de la population à l'égard des processus de découverte.

Cet argumentaire donne à Hayek l'occasion d'expliciter le plus clairement ses distances avec la théorie néo-classique. Dans *The Meaning of Competition* [1948], il s'affranchit déjà des critiques adressées par les théoriciens de la concurrence imparfaite au modèle standard, tout en prenant en compte des éléments qui ne sont pas examinés par les théoriciens néo-classiques (différenciation des produits, publicité, etc.). Vingt ans plus tard, dans *Competition as a Discovery Procedure* [1968], il évoquera ainsi cette « absurdité de la procédure habituelle de faire partir l'analyse d'une situation dans laquelle tous les faits sont supposés être connus. C'est un état des affaires que la théorie économique appelle curieusement "concurrence parfaite". Elle ne laisse pas de place pour l'activité appelée compétition, qui est supposée avoir déjà fait son travail » (Hayek [1968/1978], p. 182).

Le problème, selon Hayek, lorsque les théories de la concurrence parfaite dominent le débat sur les institutions de la concurrence, « est largement dû au fait de traiter de manière erronée l'ordre produit par le marché comme une "économie" au sens strict du terme, et juger les résultats du processus de marché par des critères qui sont seulement appropriés à une simple communauté organisée servant une hiérarchie organisée de fins » (*ibid.*, p. 182). Or, la concurrence répond justement à la satisfaction de désirs inconnus *a priori* aux agents en général, et aux décideurs en particulier[1].

1. Dans ce rapport à l'ignorance, la distinction établie par Hayek entre *économie* et *catallaxie* prend tout son sens ici. L'économie correspond à un domaine de régulation consciente de l'activité en vue de fins explicitement et consciemment choisies, au sens de Robbins (« Une économie, au sens strict du terme, est une organisation ou un arrangement par lequel quelqu'un alloue délibérément des ressources vers un

En effet, il convient de ne pas se tromper de débat. *Les vertus de la concurrence ne sont pas relatives à leur capacité de se calquer sur les descriptions des modèles de la concurrence pure et parfaite.* Cette représentation passe à côté de la fonction sociale essentielle des processus compétitifs : « [...] la théorie moderne de la concurrence traite presque exclusivement d'un état qualifié "d'équilibre concurrentiel" dans lequel il est supposé que les données des différents individus sont totalement ajustées les unes par rapport aux autres, alors que le problème qui exige une explication est justement la nature du processus par lequel les données sont alors ajustées » (Hayek [1948], p. 94). Nous avons affaire ici pour Hayek à un usage inadapté à l'analyse des problèmes sociaux de la méthode tautologique, dont il dénonçait déjà les limites dès *Économie et connaissance*. En effet, « Si quelqu'un connaissait réellement ce que la théorie économique appelle *données*, la concurrence serait une méthode particulièrement inutile pour assurer l'ajustement de ces faits [...] c'est justement parce que nous ignorons à l'avance les faits qui déterminent les actions de la concurrence » (Hayek [1968/1978], p. 179) que celle-ci est justifiée : « on ne peut pas légitimement supposer qu'ils [les consommateurs] disposent de la connaissance dont ils sont censés être titulaires dans un état d'équilibre concurrentiel avant que le processus de concurrence ne s'exerce » (Hayek [1948], p. 96).

Dès lors, la véritable fonction de la concurrence ne dépend pas de sa capacité à se rapprocher plus ou moins du modèle de concurrence pure et parfaite, c'est au contraire une parfaite absurdité. C'est justement parce que la concurrence n'est pas parfaite, au sens du *mainstream*, que le marché a un rôle à jouer.

Les modèles de concurrence pure et parfaite ne permettent pas d'expliquer le fonctionnement du marché, pas plus d'ailleurs que les modèles de concurrence imparfaite, qui sont finalement construits sur la même logique, gardant les défauts des premiers en sacrifiant leurs qualités. En dernier lieu, les deux perspectives excluent de la même manière l'entrepreneur de leur univers. Le cas de figure hypothétique de l'équilibre économique général, qui correspond à une « économie planifiée décentralisée », ne laisse par définition plus de place à l'activité entrepreneuriale puisque toutes les opportunités existantes sont connues des agents.

III.2. La concurrence comme liberté d'entrée

Dans la préface de *Competition and Entrepreneurship*, Kirzner présente son argumentaire comme une critique de l'analyse moderne des prix, ou, ce qui revient au même sous sa plume, comme l'affirmation d'*une théorie de l'entrepreneur et de la concurrence*. En effet, son

ordre unitaire de fins » (Hayek [1968/1978], p. 182) ; à l'inverse, la catallaxie rend compte d'un champ où cohabitent une multiplicité de moyens au service d'une multiplicité de fins souvent tacites. Elle « désigne l'ordre engendré par l'ajustement mutuel de nombreuses économies individuelles sur le marché » (Hayek [1976a], p. 131). Dans la même perspective, on peut citer le célèbre passage de *L'utilisation de l'information dans la société* : « Le problème économique d'une société n'est dès lors plus seulement un problème d'allocation de ressources données [...] il s'agit plutôt d'obtenir la meilleure utilisation possible de ressources connues par n'importe lequel des membres de la société, à des fins dont l'importance relative est connue de ces individus et d'eux seuls. Ou pour résumer ceci, il s'agit d'un problème d'utilisation de la connaissance, laquelle n'est donnée à personne dans sa totalité » (Hayek [1945], p. 118-119). À ce propos, *cf.* Littlechild, *Equilibrium and the Market Process* [1982] ; Addleson, *Competition* [1994] et Thomsen, *Prices and Knowledge* [1992].

ambition de reconsidérer l'analyse des prix est associée à l'idée que *la concurrence, l'entrepreneur et les prix sont trois notions corrélées* (*cf.* Kirzner [1973], p. X). Pour comprendre le fonctionnement du marché, il convient d'introduire non seulement le terme d'entrepreneur, mais aussi celui de concurrence. Dès l'époque, Kirzner expliquait ainsi qu'« [...] une compréhension utile du processus de marché exige une notion de concurrence qui soit analytiquement inséparable de l'exercice de la fonction entrepreneuriale » (*ibid.*, p. 9). L'entrepreneur et la concurrence sont deux notions inséparables, corrélées, « les deux faces d'une même pièce » (*ibid.*, p. 16).

Pour pouvoir mener ses actions à terme, chaque individu (acheteur ou vendeur) doit nécessairement, en toutes périodes, offrir des opportunités plus favorables que les autres individus. *Les occasions de profit ne peuvent être découvertes par les uns que parce qu'elles ont été ignorées par les autres.* Chaque acteur doit être un entrepreneur et un entrepreneur plus efficace que les autres. C'est en cela que, pour Kirzner, le marché est nécessairement concurrentiel et que l'activité de l'entrepreneur s'inscrit nécessairement dans un univers compétitif. La concurrence concomitante au marché oblige et incite à la fois les individus à découvrir les opportunités négligées. Elle les contraint à la découverte sous peine d'être évacués du marché.

À l'évidence, les situations d'équilibre de concurrence pure et parfaite décrites par le modèle néo-classique ne peuvent pas être considérées comme concurrentielles. À l'inverse des hypothèses irréalistes et contradictoires de ce modèle, une seule condition est requise à l'organisation d'une concurrence effective : « la garantie de la libre entrée entrepreneuriale sur tout marché où existent des opportunités de profit » (Kirzner [mars 1997], p. 74).

Le principe de libre entrée n'implique pas que l'entrée sera effective. La liberté de découvrir et d'exploiter des opportunités existantes ne signifie pas nécessairement que des opportunités particulières existent ou seront découvertes. Si ce n'est pas le cas, la situation du marché restera identique. Par ailleurs, si la découverte de certaines opportunités existantes suppose le sacrifice d'opportunités connues de valeur encore plus forte, leur exploitation ne se réalisera évidemment pas car le coût d'opportunité serait trop important. Dans cette perspective, le progrès technologique, par exemple, pourrait s'associer à une régression économique[1].

De manière symétrique, l'idée de monopole ne doit pas être considérée comme la caractéristique d'une défaillance de la concurrence. Certes, pour Kirzner, il est légitime de qualifier le marché de monopole si un producteur est en situation de constituer la seule source d'offre pour un produit ou une ressource sans possibilité d'être concurrencé. Mais il n'en reste pas moins que *tant qu'il y a liberté de vendre et d'acheter, le marché est toujours concurrentiel.* Le nombre d'offreurs ou de demandeurs n'est en aucun cas un signe distinctif de situations de concurrence.

Sur ce terrain, Kirzner ne fait que reprendre l'analyse de Mises qui explique fort clairement dans *L'action humaine* que le marché et la compétition catallactique peuvent déboucher sur des prix de monopole : « Ce serait une grave méprise de déduire de

1. Mises [1966] traitait déjà de cette question dans le chapitre *L'action et le flux temporel*, lorsqu'il refuse d'identifier le progrès technologique au progrès économique. Les deux termes ne sont pas symétriques.

l'antithèse entre prix de monopole et prix concurrentiel que le prix de monopole résulte de l'absence de concurrence. Il y a toujours concurrence catallactique sur le marché. La concurrence catallactique n'est pas moins un facteur de formation des prix de monopole qu'elle ne l'est dans la formation des prix concurrentiels. La forme de la courbe de demande qui rend possible l'apparition de prix de monopole et qui oriente le monopoliste est déterminée par la concurrence de toutes les autres utilités qui se disputent l'argent des acheteurs. Plus haut le monopoliste fixe le prix auquel il est disposé à vendre, plus grand est le nombre des acheteurs potentiels qui adressent ailleurs leur argent et achètent d'autres biens vendables. Sur le marché, toute marchandise est en compétition avec toutes les autres » (Mises [1966], p. 294[1]).

Ainsi, « La liberté d'entrée, pour l'approche autrichienne, se réfère uniquement à la liberté de concurrents potentiels de découvrir des opportunités existantes pour un pur profit » (Kirzner [1985], p. 142). Si le principe de libre concurrence exige le respect d'une seule condition, à savoir l'idée de ce caractère « ouvert » du marché, on ne peut considérer que des prix régulés par l'État ou des autorités reliées soient une entrave en tant que tels au processus de concurrence. Certes, les interférences dans la libre formation des prix constituent des obstacles à la découverte et à l'exploitation des opportunités existantes par les entrepreneurs. Il n'en est pas moins vrai que si le principe de libre entrée est respecté, une économie mixte où les prix sont modifiables peut encore être qualifiée de concurrentielle. En ce sens particulier, des prix « administrés » continuent d'être des prix de marché : « Bien que les prix qui émergent sur des marchés régulés puissent avoir été plus ou moins drastiquement distordus dans le processus de régulation, ils sont malgré tout des prix de marché (si on exclut évidemment les prix directement contrôlés). Dans la mesure où la liberté d'entrée des entrepreneurs est respectée, les disparités de ces prix incitent les entrepreneurs à rechercher des gains purs, conduisant à un processus de compétition entrepreneuriale agissant en tous temps pour modifier la structure existante des prix » (Kirzner [1985], p. 36).

III.3. La fertilité de la liberté

Au centre des conditions qui entourent l'exercice et l'efficacité de la concurrence, se trouve évidemment le thème de la *liberté*, c'est-à-dire la liberté de découvrir des opportunités existantes et d'exploiter celles qui ont été découvertes.

Hayek utilise cet argument de liberté pour interpréter les asymétries de développement entre les pays. « À partir de tout ce que j'ai vu du monde, la proportion des personnes privées qui sont préparées à essayer de nouvelles possibilités, si elles leur apparaissent offrir de meilleures conditions, et si leurs initiatives ne sont pas empêchées par la pression de leurs concitoyens, est partout relativement identique. L'absence très regrettable d'un esprit d'entreprise dans nombre de nouveaux pays n'est pas une

1. Rappelons que pour Mises et les autrichiens, le prix de monopole sur un marché exprime une situation bien connue des manuels où l'offreur est en position de maximiser son profit lorsqu'il vend son produit dans des quantités inférieures ou à un prix supérieur que dans des situations virtuelles de marché (*cf.* par exemple Mises [1966], p. 294). Sur l'idée de monopole dans la problématique autrichienne, voir aussi O'Driscoll, *Monopoly in Theory and Practice* [1982].

caractéristique inaltérable des habitants individuels, mais la conséquence de contraintes produites par les coutumes et les institutions existantes » (Hayek [1968/1978], p. 189-190).

Cette situation est hautement dommageable du point de vue des perspectives de croissance d'un certain nombre de pays. Dans *La constitution de la liberté* [1960], Hayek avait d'ailleurs déjà relevé que : « [...] la condition nécessaire à une évolution libre – l'esprit d'initiative individuelle – fait souvent défaut dans ces pays ; on doit dire que sans cet esprit, nulle civilisation durable ne peut croître où que ce soit. Dans la mesure où il manque effectivement, la première chose à faire est de l'éveiller » (Hayek [1960], p. 2-3). L'argumentaire de Hayek témoigne d'*une conception du développement comme un coefficient de découverte d'opportunités*. Outre le fait que la concurrence et la mobilisation du savoir tacite soient des puissants vecteurs d'innovation et de progrès technologique, il importe en effet de noter « que les possibilités de croissance sont susceptibles d'être d'autant plus élevées que les opportunités non exploitées d'un pays sont grandes. Cela peut sembler à première vue assez étrange, mais un taux élevé de croissance est souvent le signe que des opportunités ont été négligées par le passé. Donc, un taux élevé de croissance peut quelquefois témoigner de mauvaises politiques du passé plus que de bonnes politiques du présent » (Hayek [1968/1978], p. 189-190).

Le stock d'opportunités ignorées étant plus important dans ces pays, il va de soi que la liberté de les découvrir et de les exploiter se caractériserait en termes de développement par des rendements importants. Le poids des obstacles institutionnels en est d'autant plus lourd, et c'est bien à cause de ce poids que le nombre des opportunités négligées est susceptible d'être important. Hayek insiste logiquement sur l'élément suivant : « Indépendamment du fait qu'il y a dans de tels pays tant à découvrir, il y a encore une autre raison pourquoi la liberté la plus grande de concurrence semble plus importante ici que dans des pays plus avancés. C'est que des changements requis dans les habitudes et les coutumes seront apportés seulement si les quelques rares individus voulant et étant capables d'expérimenter avec d'autres méthodes peuvent rendre nécessaire à la multitude de les suivre, et en même temps de leur montrer le chemin. Le processus de découverte requis sera empêché ou entravé, si la multitude est capable d'obliger ces quelques rares individus à rester dans le mode traditionnel » (*ibid.*, p. 189)[1].

Kirzner insiste à plusieurs reprises, notamment dans *Discovery and the Capitalist Process* [1985], sur la dimension institutionnelle qui entoure l'activité entrepreneuriale (*cf.* en particulier les chapitres 2, 5, 6 et 7) : « La question centrale se dessine alors plus significativement que jamais : quels cadres institutionnels sont les plus adaptés à mettre à contribution le réservoir de la vigilance entrepreneuriale qui est certainement présent – dans une offre potentiellement inépuisable parmi les membres de la société ? » (Kirzner [1985], p. 25). Dans *The Meaning of the Market Process*, il propose « d'évaluer l'environnement institutionnel en terme de son potentiel à inspirer une découverte

1. Hayek déduit de cette idée qu'on ne peut pas attendre « dans les pays hautement développés un taux de croissance aussi élevé que celui qui pourrait être atteint dans des pays où l'utilisation effective de ressources était empêchée depuis longtemps par des obstacles légaux et institutionnels » (Hayek [1968/1978], p. 189-190).

authentique (des opportunités antérieurement négligées comme résultat de l'ignorance ultime) » (Kirzner [1992], p. 191).

En développant le thème de la « fertilité de la liberté » ([1979], p. 234), Kirzner nous ramène à la fonction structurante de l'économie de marché qu'est la figure du promoteur. L'accroissement de liberté est un facteur d'accroissement de perception des opportunités. Si on n'a pas la possibilité d'exploiter des opportunités, c'est une perte de temps que de chercher à les percevoir : « La vision entrepreneuriale de la liberté nous permet de voir comment la liberté de choisir peut inspirer la découverte d'opportunités qui peuvent être invisibles à ceux auxquels cette liberté est refusée » (Kirzner [1979], p. 234). Construite autour d'une conception procédurale de la liberté, qui rejoint en dernière analyse celle de Hayek, Kirzner assure la défense du système de concurrence, de laisser-faire et de propriété privée.

Kirzner (*cf.* [1985], p. 140 et 141) affirme que les fonctionnaires dans une économie administrée ne peuvent pas découvrir les opportunités de profit telles qu'elles sont observées par des entrepreneurs privés, car ils ne sont pas motivés par le profit. La rigueur de cette relation peut être remise en question. En effet, rien n'empêche de penser que la fonction entrepreneuriale puisse être mobilisée par d'autres formes d'incitations. Ainsi, le fonctionnaire peut être mû par des intérêts non pécuniaire pour découvrir des opportunités d'échange ou de satisfaction des individus. Le profit entrepreneurial doit être perçu de manière générique, et il n'est pas forcément associé à un gain monétaire.

Dans d'autres parties de son argumentaire, Kirzner reconnaît d'ailleurs lui-même qu'en raison de ce caractère générique de la fonction entrepreneuriale, les qualités entrepreneuriales peuvent être mobilisées dans tous les types de systèmes institutionnels : « [...] il peut être admis qu'au sens large du terme, le concept de fonction entrepreneuriale n'est pas nécessairement confiné au capitalisme ; après tout, les planificateurs centraux peuvent exercer l'imagination, la créativité et la découverte entrepreneuriale pour le bénéfice d'une société socialiste » (Kirzner [1985], p. 167 ; *cf.* aussi [1989], p. 93-96). Plusieurs éléments peuvent cependant être notés en faveur des principes de libre marché.

D'abord, la décentralisation extrême des décisions qui caractérise l'économie de marché face à d'autres systèmes institutionnels assure un champ relativement plus large aux possibilités d'action entrepreneuriale. Lorsque l'interventionnisme se traduit par des obstacles plus ou moins importants à la liberté d'entrée, il va de soi qu'il entrave le processus de découverte entrepreneurial (*cf.* Kirzner [1985], p. 141 à 144). Par ailleurs, la rigidité des prix (ou de certains prix) associée à la régulation interventionniste se traduit par une impossibilité entrepreneuriale de les modifier à la suite de découvertes d'erreurs. Au-delà, à plus long terme, cette impossibilité décourage de manière plus ou moins forte l'exercice d'une vigilance à déceler les erreurs de prix et à « nettoyer » le marché, qui devient ainsi de moins en moins harmonisé : si certaines transactions sont interdites ou entravées, nul intérêt pour un entrepreneur d'exercer son talent de vigilance pour essayer de résoudre des déséquilibres existants par de nouveaux échanges, ou de nouvelles conditions d'échanges.

Ensuite, si le fonctionnement d'un système économique est découplé de la notion de profit monétaire, cela signifie que le revenu des agents, dans des proportions plus ou moins fortes, ne dépend pas de leurs capacités de découverte. Indépendamment de la question des incitations, il y aura donc moins de *contraintes* pour les agents à adopter des

attitudes entrepreneuriales. On pourrait ajouter à ce niveau que l'absence de sanction monétaire à l'exercice de la fonction entrepreneuriale empêche la mise en œuvre d'un principe de sélection parmi des « entrepreneurs publics » permettant leur remplacement éventuel en cas de défaillance. En effet, *sans profit ou perte monétaires, comment savoir si l'entrepreneur est compétent ou inefficace, comment déterminer si sa découverte est réelle ou factice ?*

Enfin, un troisième élément établi par Kirzner est que l'interventionnisme régulateur de l'économie va modifier la structure de l'activité entrepreneuriale par rapport à l'économie de marché car il va favoriser un cadre différent d'opportunités de gains monétaires. Ainsi, le gain entrepreneurial, au sein d'une économie administrée, peut résulter de la découverte par les entrepreneurs d'opportunités de captations de rente, de protection, de « corruption » (*cf.* Kirzner [1985], p. 145) auprès des autorités interventionnistes plutôt que de découvertes d'opportunités d'amélioration de la situation des consommateurs. Mais l'enjeu ne semble pas résider dans des comparaisons de bien-être entre différentes catégories d'individus. Il se situe beaucoup plus dans le fait que ce nouveau cadre ne permettra pas à la structure des activités économiques de refléter au même degré que dans une économie de marché la structure objective des opportunités d'échanges existantes. En d'autres termes, *il ne permettra pas dans la même mesure à l'information de se transformer en connaissance*[1].

III.4. Le mythe de la justice sociale

La littérature s'est largement étendue sur la conception hayekienne de la justice sociale[2]. En effet, celle-ci constitue la conséquence logique de son analyse des règles de la concurrence. La *justice sociale* (distributive), en opposition à la *justice procédurale* (commutative), met l'accent non sur les modalités du jeu social, mais sur ses résultats. Elle est d'abord le produit d'une erreur intellectuelle. Mais l'objectif principal de Hayek est de démontrer les dangers que la justice sociale fait courir à l'efficacité et au maintien des structures auto-organisées.

La justice sociale comme erreur intellectuelle

Selon Hayek, la justice ne peut que renvoyer à une volonté ou une action individuelle[3] car elle s'associe nécessairement à la notion de responsabilité. Les maladies, épidémies, catastrophes naturelles ne sauraient être ainsi qualifiées d'injustes car la responsabilité humaine n'est pas en cause[4]. L'idée de *justice sociale* reviendrait alors à attribuer à la

1. Après Littlechild (*The Fallacy of Mixed Economy : An Austrian Critique of Economic Thinking and Policy* [1978]), Ikeda (*Dynamics of the Mixed Economy : Toward a Theory of Interventionism* [1997]) a cherché à définir une analyse générale autrichienne de l'interventionnisme. Harper, quant à lui, développe dans *Institutional Conditions for Entrepreneurship* [1998] une longue synthèse sur les déterminants institutionnels de la fonction entrepreneuriale.

2. Cette analyse, déjà entamée dans *La Route de la servitude* [1944], sera développée dans *La constitution de la liberté* [1960] pour trouver son accomplissement dans le tome 2 de *Droit, législation et liberté (Le mirage de la justice sociale* [1976a]).

3. « À strictement parler, seule la conduite humaine peut être appelée juste ou injuste » (Hayek [1976] p. 37).

4. Nemo (*La société de droit selon F.A. Hayek* [1988]) relève le côté animiste de voir dans la nature une volonté (*cf.* p. 182).

société la responsabilité de situations individuelles, ce qui n'est pas scientifiquement acceptable. L'ordre social est le produit non voulu des actions de chacun et n'est contrôlé par personne. Il relève d'un jeu, où le talent et le mérite concourent avec les notions de chance et de hasard. De ce fait, « les résultats du processus social au niveau individuel ne peuvent être justes ou injustes » (Hayek [1976a], p. 39). Il en est de même concernant la répartition des revenus : « Si ce n'est le résultat prévu ni voulu de l'action de personne que A reçoive beaucoup et que B reçoive peu, cela ne peut être qualifié ni de juste ni d'injuste » (*ibid.*, p. 40).

La réceptivité du thème de la justice sociale dans les sociétés contemporaines est diagnostiquée par Hayek comme la manifestation de la survivance d'un certain nombre de comportements ataviques, hérités du mode d'organisation tribal. Au sein des sociétés primitives, les individus étaient unis dans leur volonté de survivre dans un univers conflictuel. La subordination des intérêts individuels à la conservation du groupe débouche sur le fait qu'au-delà de leurs objectifs propres, tous les individus ont intérêt à se soumettre à la communauté. Cette dernière, de manière inverse à nos sociétés modernes, est alors soudée par des objectifs conscients et communs. Réunissant un faible collectif d'individus, elle permet à tous de connaître directement les mérites de chacun pour la satisfaction de cet objectif commun. Même si les règles sociales ont évolué, ces instincts subsistent au fond des esprits individuels. Selon Hayek, le thème a été exploité et modernisé par les thèses socialistes, qui en font un instrument de légitimité de leur action.

Un deuxième élément est constitué par l'avènement de la société industrielle. Celle-ci s'est traduite par un nombre croissant d'individus travaillant au sein d'organisations industrielles, souvent de grande dimension, à l'intérieur desquelles dominent des règles explicites et conscientes : « [...] une proportion grandissante de la population du monde occidental devient adulte et passe sa vie dans de grandes organisations, dont les membres sont étrangers à ces règles de marché qui ont rendu possible la grande société ouverte. L'économie de marché leur est en grande partie incompréhensible » (Hayek [1979], p. 197). De ce fait, dans leur environnement quotidien, les individus ont de plus en plus de mal à percevoir l'importance des méta-règles dans l'organisation sociale. Ils ont ainsi tendance à considérer l'absence de règles explicites et formulées comme un défaut du dispositif social et non comme la condition de son existence.

La justice sociale destructrice de l'ordre social

Au-delà de ses expressions intellectuelles ou sociologiques, la justice sociale représente un danger pour l'ordre économique. Son application représente en effet un élément perturbateur dans la structure générale des activités. C'est justement parce que les individus se sont soumis à des règles générales que l'ordre social a pu émerger et se développer à une échelle importante.

La mise en œuvre de la justice sociale pose une difficulté pratique, à savoir la détermination d'une échelle de répartition. En dehors du marché, il est impossible de trouver un critère objectif. « Si nous demandons ce que devraient être les rémunérations relatives d'une infirmière et d'un boucher [...], l'appel à la "justice sociale" ne nous fournit pas le moindre secours pour en décider » (Hayek [1976a], p. 93). Toute

tentative de fixer les rémunérations indépendamment de l'échange libre relève incontestablement de l'arbitraire. La fixation autoritaire des revenus par les gouvernements ouvre la porte à toutes les revendications catégorielles[1]. De nos jours, la justice sociale est ainsi devenue le prétexte à l'obtention de privilèges et à la satisfaction d'intérêts corporatistes.

L'inconvénient principal du processus est qu'il s'effectue au détriment du fonctionnement de la sphère économique. Hayek évoque en termes cognitifs les fonctions sociales de l'inégalité des revenus. Les revenus sont des prix et ils expriment en tant que tels des découvertes sur les désirs des consommateurs concernant l'orientation des ressources. Si le gouvernement fixe les niveaux de rémunérations, les ressources s'orienteront en dehors des vœux émis par les consommateurs tels qu'ils s'expriment à travers des prix libres. Le phénomène se traduit par un gaspillage des ressources et une orientation erronée des ressources (« *malinvestment* »).

Mais le point véritablement important est le suivant : les perturbations suscitées alors débouchent sur des interventions croissantes des gouvernements dans la voie d'une régulation plus complète. Cette idée d'un contrôle toujours plus important suscité par l'action de l'État était déjà présente dans *La route de la servitude* [1944]. Hayek, dans le même ordre d'idées que Mises (*A Critique of Interventionism* [1929], *Politique économique, réflexions pour aujourd'hui et pour demain* [1979]...), réfute l'idée de la troisième voie et l'idéal réformateur tel qu'il a pu se développer dans les économies occidentales après la Deuxième Guerre mondiale : « [...] la plupart des gens continuent à croire qu'on doit pouvoir trouver un moyen terme entre la concurrence corpusculaire et la direction centralisée. (Mais) le planisme n'est pas un remède qui, pris à petites doses, puisse produire les résultats qu'on attendrait de son application totale. La concurrence et la direction centralisée deviennent de très mauvais instruments si elles ne sont pas complètes ; il faut choisir entre les deux pour résoudre un même problème, et le mélange signifie qu'aucune des deux méthodes ne sera efficace, et que le résultat sera pire que si l'on s'était contenté de l'une ou de l'autre » (Hayek [1944], p. 36-37). Progressivement, le réseau des règles spontanées encadrant les activités économiques et sociales est remplacé par un ensemble toujours plus vaste de directives finalisées.

Ainsi, la justice sociale, en fournissant le prétexte et la légitimité d'interventions arbitraires au sein du système économique, engendre une dislocation du réseau d'allocation des ressources. Elle représente un trouble dans le système de découverte constitué par l'économie de marché. Mais au-delà, en raison même de ces perturbations, l'État intervient de plus en plus. L'ordre spontané, progressivement déstructuré par des directives conscientes et explicites, devient de moins en moins performant et les règles abstraites qui en sont l'expression perdent leur efficacité. L'instabilité augmente et conduit à de nouvelles interventions de l'État. À terme, l'ordre social dans son ensemble est remplacé par des institutions consciemment régulées.

1. Comme le résume Butler dans *Hayek : His Contribution to the Political and Economic Thought of our Time*, « Les revenus viendront à ne pas être fixés en fonction de la valeur accordée par les consommateurs à un offreur ou à une industrie, mais de la capacité de différents groupes à persuader le gouvernement des mérites de leur cas » (Butler [1983], p. 96).

La perversion de la démocratie : l'avènement du marché politique[1]

La superstructure politique de la concurrence et de l'ordre spontané s'exprime par la défense de l'État de Droit. Répondant aux déficiences des institutions occidentales modernes, Hayek se fait l'avocat d'un système bicaméraliste, la *démarchie*, dont le contenu singulier a encouragé un certain nombre de critiques.

« L'objet de la politique dans une société libre, selon Hayek, ne devrait pas être de redistribuer les revenus sur la base de quelque arbitraire notion de justice sociale, mais d'aider le produit total à croître aussi grandement et rapidement que possible, de telle manière que la part de tout individu, pris au hasard, soit maximisée » (Butler, *Hayek : His Contribution to the Political and Economic Thought of our Time* [1983], p. 90). La difficulté est que cet idéal ne peut être satisfait en raison de nos institutions politiques. Le système démocratique s'est orienté depuis une centaine d'années vers une perversion de sa vocation originelle, à savoir lutter contre l'arbitraire, fût-il celui de la majorité. Ce dérapage a pour origine une défectuosité dans la logique de construction de nos institutions, se traduisant par la confusion des pouvoirs exécutif et législatif. Cette situation débouche sur un arbitraire généralisé, l'extension des pouvoirs de l'État et la destruction du système du marché.

Dans nos sociétés modernes, les majorités parlementaires édictent les lois et contrôlent la nomination des gouvernements. Aucun principe ne limite leur action car celle-ci est l'expression de la souveraineté populaire. Ce double phénomène offre les conditions de l'émergence d'un marché politique, à travers le jeu du clientélisme politique. L'élection des députés et des gouvernants dépend de la satisfaction des groupes d'intérêt. Ces groupes d'intérêt sont eux-mêmes en compétition les uns avec les autres pour obtenir l'aide et la protection des pouvoirs publics. Un mécanisme de marchandage joue ainsi de manière continuelle : « Un gouvernement de majorité ne produit pas ce que veut la majorité, mais ce que chaque fraction composante de la majorité doit concéder aux autres pour obtenir leur appui à ce qu'elle-même désire » (Hayek [1979], p. 12)

Cette situation a des conséquences dramatiques. D'une part, les programmes des partis politiques sont devenus des fourre-tout destinés à satisfaire le plus grand nombre d'intérêts possibles, en essayant de camoufler les contradictions possibles entre les divers objectifs retenus. D'autre part, les groupes de pression sont traités suivant leur degré de puissance sur l'échiquier électoral, et non selon la légitimité de leurs revendications. Enfin, cette situation a engendré un processus de croissance continue du contrôle de l'État sur l'économie. Afin de répondre aux demandes des lobbies, l'État a accru le volume de l'expansion monétaire et des prélèvements obligatoires. Une redistribution

1. La réflexion politique de Hayek s'est élaborée en trois temps. Dès *La route de la servitude* [1944] et *The Economic Conditions of Interstate Federalism* [1948], il avait avancé certaines idées pour la défense d'un ordre international libéral. Dans *La constitution de la liberté* [1960], sa réflexion sera plus structurée, mais continuera à se situer dans une ligne relativement traditionnelle, inspirée par le système politique des États-Unis. Par contre, dans le troisième tome de *Droit, législation et liberté* (*L'ordre politique d'un peuple libre* [1979]), qui prend acte des progrès de l'interventionnisme, l'argumentaire aboutira à des propositions à la fois beaucoup plus originales et radicales. Sur la pensée politique de Hayek, *cf.* particulièrement Bay, *Hayek's Liberalism : The Constitution of Perpetual Privilege* [1971] ; Baugmarth, *Hayek and Political Order : The Rule of Law* [1978] ; Manin, *Le libéralisme radical de Friedrich-August Hayek* [1983] ; Barry, *On Classical Liberalism and Libertarianism* [1987].

croissante s'opère par le biais de l'impôt des groupes les moins organisés vers les catégories les plus influentes. Le phénomène s'est développé par un processus de cercle vicieux : plus les groupes sont protégés de la concurrence, plus il devient difficile aux autres catégories sociales de subir le marché. Ces dernières sont à leur tour contraintes de demander une protection afin de survivre[1]. *Une logique de l'interventionnisme se développe alors.*

Le processus débouche sur un discrédit total de la fonction politique. La coercition est employée non pour obliger les citoyens à respecter des règles générales, mais pour nourrir des catégories de citoyens aux frais d'autres citoyens. L'État de Droit est ainsi nié. Ces caractéristiques sont à la source de la perturbation des ordres spontanés. C'est pour cette raison que Hayek va proposer une vision particulière des institutions politiques, *la démarchie*. Cette vision est fondée sur l'idée de *bicaméralisme*, structurée autour du cloisonnement entre les pouvoirs exécutif et législatif.

Hayek propose l'instauration de deux chambres, dont les fonctions respectives sont axées sur la distinction entre les règles de juste conduite (législatif) et les règles d'organisation (exécutif). Ces deux chambres, l'*Assemblée Législative* et l'*Assemblée Gouvernementale*, agissent dans le cadre d'une Constitution, dont l'esprit est explicité par une *Clause Fondamentale*. Garante de l'État de droit, elle a pour objectif de défendre les formes sociales nécessaires au fonctionnement de la catallaxie.

L'*Assemblée Législative* est l'instrument du passage du Droit à la Loi. Dans un esprit proche de celui de la Common Law britannique, sa vocation est de formuler les règles de juste conduite *(nomos)* et de les transcrire dans la loi, définissant « toute règle de conduite susceptible d'être appuyée par la force publique » (Hayek [1979], p. 136). Son recrutement doit être à la hauteur de cette tâche. Il n'est pas donné au premier venu d'énoncer ces règles. Ainsi, pour Hayek, il est nécessaire d'avoir des hommes sages, capables d'exprimer les opinions régnantes quant à la justice. Ces *« nomothétes »* doivent avoir un minimum de quarante-cinq ans. Ils sont élus pour quinze ans, et leur nombre doit être peu élevé, à des fins d'efficacité. À cette sagesse des nomothétes, doit correspondre la sagesse de leurs électeurs. C'est pourquoi ces derniers sont eux aussi soumis à la règle des quarante-cinq ans.

Il est de même important pour la bonne tenue de la fonction que les nomothétes soient indépendants de toute pression extérieure. Ainsi, leur mandat n'est pas renouvelable. De plus, sont proscrits de cette fonction les membres passés ou présents des partis politiques. Après leur fonction à l'*Assemblée Législative*, ils auront droit à une retraite confortable et à un poste honorifique. Ce système doit permettre une parfaite intégrité morale des élus. Enfin, les membres de l'Assemblée sont surveillés par une instance disciplinaire, composée de nomothétes et d'anciens nomothétes. Cette instance est un Comité, lequel va constituer en même temps l'organisme de nomination des

1. Toute une série d'énergies et de ressources, jusqu'alors consacrées à la production, s'orientent vers le jeu politique. Au bilan, ce sont les intérêts du consommateur et du contribuable qui sont sacrifiés : « Avoir de l'influence en politique devient largement plus fructueux que d'ajouter aux moyens de satisfaire les besoins des contemporains. Comme toute chose tend à devenir une question de politique, pour laquelle il est possible d'appeler le gouvernement à trancher d'autorité, une proportion toujours plus large des activités humaines est détournée des efforts productifs vers des efforts politiques » (Hayek [1979], p. 165).

juges. Ainsi, par leur intermédiaire, tout le système juridique doit constituer une émanation de l'*Assemblée Législative.*

La deuxième tâche de l'*Assemblée Législative* est de définir le volume des recettes fiscales. En la matière, Hayek dissocie cette fonction du travail de répartition de la charge de l'impôt, lequel revient à l'*Assemblée Gouvernementale.* Le dispositif est censé aboutir à une limitation de l'enveloppe fiscale : « Le problème central se pose du fait que la perception des impôts est nécessairement un acte de contrainte et doit par conséquent être opérée conformément à des règles générales formulées par l'*Assemblée Législative,* alors que le volume et l'affectation des dépenses publiques sont l'un et l'autre clairement du ressort du gouvernement. Dans l'esprit de notre modèle de constitution, il conviendrait donc que les règles uniformes d'après lesquelles le poids global des prélèvements obligatoires nécessaires est réparti entre les citoyens soient définies par l'*Assemblée Législative,* cependant que le montant global des dépenses et leur affectation seraient à décider par l'*Assemblée Gouvernementale* » (Hayek [1979], p. 149-150).

L'*Assemblée Gouvernementale* formule quant à elle des règles finalisées *(thesis),* dans le cadre du respect des règles de juste conduite. Son Comité Exécutif, le gouvernement, organise l'administration et édicte sa réglementation interne. La tâche de l'*Assemblée Gouvernementale* est de déterminer l'usage des fonds publics. Elle doit être élue au suffrage universel, à l'exception des fonctionnaires qui, vivant sur ces fonds publics, sont exclus du vote[1].

La *Clause Fondamentale* doit précéder la nouvelle constitution. Son contenu doit exprimer le fait qu'« En temps normal, et sauf dans certaines situations d'urgence clairement définies, les hommes ne peuvent être empêchés de faire ce qu'ils veulent, ou obligés de faire certaines choses, qu'en conformité avec des règles reconnues de juste conduite, conçues de manière à définir et à protéger le domaine individuel de chacun d'entre eux » (Hayek [1979], p. 129)[2]. La *Cour Constitutionnelle* a pour fonction d'arbitrer les conflits de compétence entre les deux chambres. Composée de juges professionnels et d'anciens députés des deux assemblées, elle garantit le règne du droit en décidant si telle ou telle mesure est bien conforme à l'esprit de la *Clause Fondamentale.*

Enfin, les règles de juste conduite peuvent être suspendues en cas de « situations exceptionnelles ». Celles-ci se définissent par le fait que les citoyens sont entravés ou risquent d'être entravés dans leur liberté personnelle. La récupération de cette liberté devenant l'objectif commun, les institutions politiques sont qualifiées pour organiser l'activité des citoyens par des règles finalisées. Afin d'empêcher les abus, il doit être simplement stipulé dans la constitution que l'instance (*Assemblée Législative* ou *Gouvernementale!*) décrétant ces situations d'exception ne peut jamais exercer les pouvoirs auxquels elles donnent lieu.

La tâche générale de la démarchie est ainsi de faire respecter les règles permettant la

---

1. « Que les fonctionnaires, les retraités âgés, les chômeurs, etc., aient le droit de voter sur la manière dont ils seront payés sur la poche du reste, et qu'ainsi leur vote soit sollicité par la promesse d'être payés davantage, voilà qui n'est guère raisonnable » (Hayek [1979], p. 142).

2. Une *Clause Additionnelle* devra aussi mentionner la liberté de choisir sa monnaie : « Le Parlement ne fera aucune loi restreignant le droit de toute personne à détenir, acheter, vendre ou prêter, contracter et faire exécuter les contrats, calculer et tenir ses comptes en n'importe quelle monnaie de son choix » (Hayek [1979], p. 178). Sur la concurrence monétaire, voir troisième partie, deuxième chapitre.

paix, la liberté et la justice, les trois grandes valeurs négatives, sans lesquelles les activités individuelles ne seraient pas possibles. Comme le souligne Nemo, « Les hommes politiques qui comprendront qu'ils ne doivent pas avoir d'ambition plus élevée que de protéger efficacement, contre les troubles intérieurs et l'ennemi extérieur, le cadre de liberté de leurs concitoyens, seront de ce fait non seulement les vrais libéraux, mais encore les créateurs de la politique moderne et les accoucheurs d'un nouveau rythme de progrès civilisationnel » (*La société de droit selon F.A. Hayek* [1988], p. 361). Cependant, il est loin d'être certain que le schéma institutionnel proposé par Hayek réponde véritablement à son objectif.

À travers l'idée de démarchie, Hayek défend l'idée que l'État est en dernière analyse le garant du fonctionnement et de l'efficacité des systèmes auto-organisés. C'est en vertu de cette faculté qu'il doit détenir le monopole de la violence coercitive. L'argumentation de Hayek montre cependant un certain nombre de faiblesses.

D'une part, l'*Assemblée Législative* n'a pas simplement la fonction de faire respecter les règles de juste conduite, mais aussi de les formuler. Dans sa fonction d'avalisation et d'explicitation des règles de conduite, cette *Assemblée* ne peut cependant réagir que de manière décalée, dans la mesure où il convient d'attendre que les nouvelles normes deviennent dominantes et s'affirment de manière générale avant de les transférer dans la loi. Mais dans un monde dynamique, cette contrainte constitue une pesanteur nuisant à la cohérence des ordres spontanés.

D'autre part, il convient de se souvenir que la garantie de la dynamique sociale se trouve dans la présence et dans l'action des entrepreneurs. Ceux-ci n'ont pas simplement une dimension économique, mais trouvent leur place à chaque échelon de la société. En exploitant les opportunités de profit, ces « entrepreneurs sociaux » sont les vecteurs de l'ajustement des parties au système. Or ces entrepreneurs se définissent justement par leur capacité à violer les règles ambiantes, à bouleverser la tradition, bref à bousculer les règles de juste conduite. S'ils sont contraints de respecter ces règles énoncées par l'*Assemblée Législative*, comment trouveraient-ils l'occasion d'exercer leurs talents ? Se constituer en entrepreneur social reviendrait alors d'emblée à devenir un hors-la-loi.

Enfin et surtout, selon la propre définition de Hayek, la présence d'un État est incompatible avec le respect de la liberté individuelle, cette « situation dans laquelle chacun peut utiliser ce qu'il connaît en vue de ce qu'il veut faire » (Hayek [1973], p. 66). L'État et les administrations reliées fonctionnent par le biais de ponctions opérées sur les revenus des citoyens. Un individu désireux de se situer en dehors de la division du travail serait ainsi contraint de s'y intégrer afin de se procurer les revenus nécessaires au paiement des impôts ou des cotisations sociales. La possibilité pour chacun de poursuivre ses propres objectifs est donc subordonnée à l'accomplissement de ces obligations légales.

Chapitre 3

La tendance vers l'équilibre

« La plupart des objectifs humains ne peuvent être atteints que par une série d'actions reliées entre elles, arrêtées selon un ensemble cohérent, fondées sur l'hypothèse que les faits se produiront comme prévu. C'est parce que nous pouvons prévoir des événements – et pour autant que nous le pouvons – que nous sommes en mesure d'accomplir quoi que ce soit » (Hayek [1960], p. 134).

Après la formation de la catallaxie, après l'analyse des règles de son exercice, voici maintenant venu le tour de l'étude du *dénouement* du marché. Du fait de ses enjeux, la question de la *formation des anticipations individuelles* occupe une place particulière dans la constellation autrichienne. À travers ses implications, elle détermine en effet indirectement la capacité des institutions de marché à assurer *un principe de réussite des plans des agents*.

Le chapitre précédent nous a permis d'envisager le phénomène d'ignorance sous l'angle de la contrainte de la *dispersion sociale de la connaissance*. Mais cette contrainte ne rend pas compte de l'ensemble de l'ignorance autrichienne. Celle-ci est aussi induite par le passage d'un *temps historique*[1]. En effet, le phénomène d'ignorance est d'autant plus incontournable que les préférences et la connaissance des individus évoluent en permanence. Nous sommes alors confrontés aux enjeux de la *dynamique*. Ainsi, les décisions qui semblent aujourd'hui adaptées aux circonstances du moment peuvent demain apparaître erronées car les préférences, les situations matérielles et cognitives des autres acteurs du monde social se sont modifiées dans l'intervalle. Cette transformation continuelle est loin de correspondre à des phénomènes contingents. Au contraire, elle est inscrite dans la logique de l'agir humain. Comme le souligne Lachmann (*The Market as an Economic Process*

1. La littérature a depuis longtemps retenu la distinction entre un temps *mécanique ou newtonien* (qui est aussi le temps mathématique) et un temps *historique* (ou thermodynamique). Alors que le premier ne produit aucun changement (en tout cas, aucun changement non prévisible), le second se caractérise par des évolutions *imprévisibles ex-ante*.

[1986a]), toute action d'un individu correspond à une expérimentation nouvelle de son environnement (interne comme externe), qui modifie ses connaissances et ses interprétations. *L'acte transforme nécessairement l'acteur*, et le conduit à changer ses choix, dans une logique entrepreneuriale de recherche de gains de satisfaction. Cette dynamique, dont le rythme est perçu de manière subjective par les individus, ne fait qu'ajouter une facette supplémentaire au phénomène autrichien d'ignorance.

Après s'être arrêté sur quelques concepts dont la définition analytique conditionne les termes du problème (I), nous envisagerons la manière dont les économistes néo-autrichiens ont abordé le thème de la construction des *prévisions* des agents (II). C'est à partir de leur réflexion que *la recherche d'un principe de réussite des plans individuels* a suscité des réponses différentes selon les auteurs concernés. Si ces réponses semblent avoir déclenché de vives polémiques internes, l'analyse les fait pourtant apparaître sur le terrain économique comme plus complémentaires qu'antagonistes (III).

I. Un cadrage analytique

Les vingt dernières années ont vu se développer de nombreux débats *infra-autrichiens* relatifs au thème de la réussite des plans. Avant d'envisager leur contenu, il convient de s'arrêter sur trois niveaux analytiques dont l'absence de définition explicite rend incompréhensibles les termes de la controverse. Ces trois niveaux sont les suivants : la différence entre la *statique* et la *dynamique* (I.1) ; la question des *changements exogènes* ou *externes* (I.2) ; enfin, le rapport entre « *équilibration* » et réussite des plans (I.3).

I.1. Statique/dynamique

Les autrichiens évoquent souvent les idées de statique et de dynamique. Mais leur discours est obscurci par l'absence de définition précise de la notion de *périodes*.

Un point de départ possible pour conceptualiser la différence entre statique et dynamique consiste dans la notion d'*opportunités d'échange disponibles*. Si l'ignorance, qui doit s'envisager à un niveau individuel, se définit comme la différence incontournable entre les opportunités connues à un acteur et l'ensemble des opportunités existantes, il n'est pas nécessaire d'introduire l'idée d'un changement de ces dernières pour rendre compte du phénomène d'ignorance. Celui-ci peut alors être appréhendé dans le cadre d'un univers statique, c'est-à-dire sans modification des opportunités existantes. Ainsi, *nous définirons la statique comme la période – totalement hypothétique – où la structure des opportunités disponibles dans le corps social reste la même.*

À l'opposé, l'idée de *dynamique* renverrait à une situation où les opportunités existantes se modifient. Cette évolution est le produit logique de la dimension entrepreneuriale de l'action humaine. En dernière analyse, la fonction entrepreneuriale exprime à la fois une *découverte* et une *construction* de soi-même, ce qui implique respectivement un changement de la connaissance et des préférences constitutives de l'acteur. Dans cette perspective, il est naturel que les opportunités d'échange disponibles à l'intérieur du corps social se transforment au cours du temps. *C'est la dimension entrepreneuriale de l'acte, envisagée au niveau infra-individuel, qui fonde le passage du statique au dynamique.*

I.2. « Changements exogènes » et fonction entrepreneuriale

De manière reliée au thème statique/dynamique, un deuxième point doit être évoqué : celui de la définition des *changements exogènes*.

Kirzner décrit le marché « comme un processus séquentiel, systématique d'ajustement continuel, secoué et redirigé en permanence par des *changements exogènes* » (Kirzner [1985], p. 156). Plus tard, il énoncera : « Nous pouvons concevoir ce processus comme s'épuisant, en l'absence de *changements exogènes*, seulement dans l'état hautement imaginaire à l'intérieur duquel l'harmonie mutuelle de la part des participants de marché a atteint son caractère le plus complet, c'est-à-dire lorsque toutes les opportunités pour un échange mutuellement avantageux ont été exploitées, de telle sorte qu'aucune sphère pour une découverte ultérieure de marché ne puisse subsister » (Kirzner [1989], p. 84).

Ces deux passages montrent que pour Kirzner, il existe une tendance naturelle – ou plus exactement praxéologique – à découvrir toutes les opportunités d'échange qui existent dans la sphère sociale. Au « terme » de la période statique (c'est-à-dire cette situation fictive où toutes les opportunités disponibles seraient connues par chaque acteur), les prix de marché finiront par épuiser l'ignorance. Mais dès lors, il n'y aurait plus rien à découvrir et le marché s'éteindrait de lui-même. La conséquence logique de ce raisonnement est la suivante : si le marché continue à fonctionner, si sa force motrice continue à s'exercer, c'est justement parce que les opportunités disponibles évoluent à travers le temps. *En d'autres termes, le marché existe car il s'exerce dans un cadre dynamique.*

Dans cette perspective, selon Kirzner, la catallaxie, en dernière analyse, ne fait que répondre, directement ou indirectement, à des changements des opportunités existantes, c'est-à-dire à des changements d'ordre externe, s'exerçant en dehors de sa sphère. Cette formulation n'implique évidemment pas que ce qui se passe à l'intérieur du marché n'a pas d'influence sur les données exogènes. À coup sûr, les transformations de prix, de quantités détermineront des évolutions dans la structure des activités, qui elles-mêmes se traduiront par des actes nouveaux, des bouleversements de connaissance et de préférences. En conséquence, les phénomènes de marché vont rétroagir sur l'évolution de la structure des opportunités existantes, nourrissant ainsi l'ignorance et le déséquilibre. Le raisonnement signifie uniquement la chose suivante : *autant il n'est pas possible de conceptualiser une dynamique des opportunités existantes sans conséquences sur les activités de marché, autant il n'est pas nécessaire d'introduire des activités de marché pour rendre compte de la transformation des opportunités d'échange.*

C'est dans cette mesure que *l'existence du marché, pour Kirzner, n'est pas la condition nécessaire du changement, et donc du déséquilibre.* De manière dérivée, tout ce qui se passe sur le marché est alors toujours équilibrant car celui-ci ne fait que réagir, directement ou indirectement, à des *changements exogènes*, c'est-à-dire des changements d'opportunités qui ne dérivent pas *nécessairement* de son existence. En revanche, on doit se garder d'interpréter le terme *exogène* relativement à l'action ou aux acteurs. En aucun cas, ces changements ne sont externes à l'action[1].

1. Kirzner semble en fait mêler les modifications de préférences et de ressources qui peuvent être conçues comme endogènes ou internes à l'action, avec les morts, les naissances, les maladies, pour qualifier l'ensemble de *changements exogènes* (dans le sens d'exogènes au marché).

Kirzner refuse alors logiquement de voir dans le promoteur un élément déséquilibrant. Celui-ci réagit au contraire à des *déséquilibres sous-jacents*, qui lui sont exogènes. Le promoteur n'est pas premier dans le processus, il n'est que second, *il ne fait que répondre à des déséquilibres antérieurs à son action, ou qui pourraient exister indépendamment de son existence*. En tant que tels, *le marché et le promoteur ne sont donc pas à la source du déséquilibre, mais c'est parce qu'il y a déséquilibre que le marché et le promoteur déploient leur activité*. La situation était donc viciée, potentiellement discoordonnée, avant l'exercice des processus marchands.

La difficulté est que ce type d'argument contrecarre des analyses proposées par Kirzner lui-même lorsqu'il élabore dans *Discovery and the Capitalist Process* [1989] sa théorie du *trouveur-gardeur*. Selon cette représentation, l'entrepreneur a un droit légitime au profit dans la mesure où la découverte peut être envisagée comme un acte de création pure. Mais l'implication logique de ce raisonnement est que sans découverte, l'état de la connaissance reste la même. C'est donc bien le promoteur, qui en *découvrant*, modifie la connaissance existante, laquelle entre alors en conflit avec la structure des activités existantes. C'est donc bien le promoteur qui crée des situations de déséquilibres dans le sens où s'il « s'abstenait » de découvrir, les plans existants ne seraient pas remis en question.

La controverse pour savoir si, sur les marchés, le déséquilibre est préexistant à la découverte entrepreneuriale – ou en d'autres termes, si le déséquilibre est potentiel ou réel – ne peut pas trouver, semble-t-il, de réponse analytique. Chercher à y répondre révèle les enjeux idéologiques de la question et enferme le raisonnement dans des contradictions. En effet, si le déséquilibre est préexistant à l'action du promoteur, ce dernier n'est pas lui-même un élément déséquilibrant, mais équilibrant. C'est la position de Kirzner. Par ailleurs, si le promoteur est le créateur de ce qu'il découvre, cela signifie que le déséquilibre n'existait pas avant son intervention, – c'est sa connaissance qui crée le déséquilibre –, mais cela signifie qu'il a un droit légitime au profit. C'est aussi la position de Kirzner. Les deux propositions semblent pourtant exclusives l'une de l'autre.

I.3. « Équilibration » et périodes

L'argument de tendance vers l'équilibre (ou d'« équilibration ») est une constante de la tradition néo-autrichienne. Sous des formes diverses, il est utilisé par tous ses représentants. En même temps, sa signification et sa portée restent des objets de débat et suscitent une série d'interrogations. En effet, l'idée de tendance vers l'équilibre peut se définir de maintes manières et s'exercer à différents niveaux.

Comme nous l'avons envisagé dans la première partie, un premier niveau d'analyse se situe au niveau de la praxéologie et correspond à un rapport *infra-individuel* : d'une part, toute action tend vers l'équilibre ; d'autre part, à chaque fois qu'un objectif est atteint, l'acteur s'en fixe un autre et se place alors de lui-même en situation de déséquilibre, pour tendre vers un nouvel équilibre.

Un deuxième niveau possible s'exprime au niveau du marché. À cet égard, on doit donc signifier une tendance *catallactique* vers l'équilibre. Quel(s) contenu(s) peut-on donner à cette notion ?

Une première dimension possible consisterait à rendre compte de la tendance du marché à transformer en opportunités connues les opportunités existantes : les acteurs de marché ignorent l'intégralité des opportunités existantes, mais ils se caractérisent par une tendance à les découvrir ; une deuxième conception possible (tout à fait compatible avec la précédente) consisterait à définir la notion de tendance vers l'équilibre comme la tendance du marché à se nettoyer, c'est-à-dire à exploiter toutes les opportunités connues en son sein, ou en d'autres termes à se solder ; la troisième version, celle qui nous concerne précisément dans ce chapitre, rend compte de la réussite des plans des agents. Elle consisterait à établir qu'au sein de l'univers catallactique, *les anticipations des individus tendraient à être validées par les faits*.

Est-il possible de délivrer des fondements à cette dernière idée de *tendance à la réussite des plans* des agents ? La réponse à cette question doit s'envisager de manière différente au regard de la période à laquelle l'analyse fait référence. La statique doit être ici soigneusement distinguée de la dynamique.

Dans le cadre d'un univers statique, il semble qu'il n'y ait guère de difficultés à fonder cette idée de réussite des plans. En effet, si on raisonne au niveau d'une seule période (sans changement des opportunités disponibles), les agents finiront bien par ajuster leurs anticipations à la réalité de ces opportunités, à travers *un processus d'essais et d'erreurs*. Toutes les opportunités existantes finiront par être découvertes, les « erreurs » de marché seront progressivement débusquées et découvertes par les promoteurs. Au final, toutes les opportunités disponibles, mais initialement *mé-connues*, deviendront connues et exploitées sur le marché. Dans cette perspective fictive de la statique, l'équilibration s'identifiera à l'équilibre final. La réussite des plans des agents est effective.

Lorsque le problème est formulé dans le cadre d'un univers dynamique (ou multipériode), sa solution ne peut pas être définie en termes identiques.

La seule référence à la dimension praxéologique de la tendance vers l'équilibre suffit à expliquer que la recherche continue de gains de satisfaction doit nécessairement engendrer une dynamique des opportunités.

L'idée de plusieurs périodes introduit l'idée première de changements dans l'ensemble des opportunités existantes. Ce raisonnement nous oblige à prendre en compte l'existence d'un temps historique. On sait que le jeu des forces entrepreneuriales permet de repérer les déséquilibres et de mettre en œuvre les stratégies et les activités permettant de l'éliminer. En statique, ce jeu devrait nous mener à un équilibre final. Le fait qu'on n'atteigne jamais l'équilibre tient à ce que, dans la même séquence, des forces qualifiées par Kirzner d'exogènes (car elles ne sont pas *particulièrement* engendrées par le jeu du marché), se manifestent, qui de nouveau engendrent des déséquilibres et des opportunités de profit. Une autre séquence se déclenche alors.

Cette référence aux enjeux de la dynamique économique donne alors une nouvelle dimension à la notion de tendance vers l'équilibre. Dans ce contexte multipériode, la question est maintenant de savoir s'il est possible de délivrer un contenu significatif à l'idée d'une tendance à la réussite des plans des agents. En effet, à l'inverse du raisonnement en statique, l'idée dynamique de tendance vers l'équilibre n'a pas de raison *a priori* de s'associer à la validation des anticipations. Elle ne peut plus exprimer simplement le délai requis pour l'accumulation par les agents de la connaissance

nécessaire au succès de leurs entreprises. Dorénavant, avec l'idée de l'incorporation du changement par les prix, la réalisation des plans n'est plus simplement une question de temps. *Il devient impossible de l'atteindre.* L'adaptation continue au changement implique des modifications incessantes des plans des agents et débouche sur l'incapacité de définir un principe de validation des anticipations. *Envisagée sous l'angle de la réussite des plans, la notion de tendance vers l'équilibre doit changer de signification.*

L'argumentaire de Kirzner, sous certains angles, est manifeste de ce décalage conceptuel. Selon lui, dans l'univers réel de la dynamique, l'efficience du système de marché ne se définit pas par sa capacité à déboucher sur une coordination des plans en tant que réalisation effective. Elle est relative à son aptitude à repérer des situations de déséquilibre et à réagir le plus rapidement possible. En d'autres termes, *la coordination ne doit pas s'envisager en tant qu'état, mais en tant que processus* : « Nous devons distinguer soigneusement entre a) une norme possible de coordination dans le sens d'un état co-ordonné des affaires et b) une norme possible de co-ordination dans le sens de la capacité à détecter et à se mouvoir vers la correction de situations dans lesquelles les activités ont été jusqu'alors discoordonnées [...]. La distinction entre ces deux possibilités correspond aux deux significations différentes du mot « coordination » : il peut se référer aux activités étant menées lorsque ces activités sont de fait accordées les unes aux autres ; alternativement, il peut se référer au processus à travers lequel des activités initialement discordantes, discoordonnées, sont à un certain degré combinées de façon à s'approcher d'une structure d'activités relativement compatibles » (Kirzner [1992], p. 190-191).

Ce raisonnement, largement repris dans l'ensemble de la littérature néo-autrichienne, trouve néanmoins une contrepartie négative et des implications majeures. En effet, *il signifie le découplage du principe de tendance vers l'équilibre avec celui de réussite des plans individuels.* Cela ne serait pas en soi une difficulté s'il était envisageable de pouvoir définir au niveau des acteurs individuels un principe de *formation* des plans sans formuler parallèlement un principe de *réussite* des plans. Mais ce n'est pas le cas. Comment un agent pourrait-il s'engager dans une activité sociale quelconque s'il n'existait pas de mécanisme individuel ou social qui lui permette de bénéficier d'un certain degré de croyance en la réussite de son action ? La question est alors de déterminer sur quelles bases se forme l'opinion d'un individu en société sur les chances d'atteindre son objectif. En d'autres termes, *il s'agit d'expliquer la formation des plans des acteurs dans un univers dynamique.*

II. La formation des anticipations

La littérature néo-autrichienne est loin d'avoir ignoré le mystère de la formation des prévisions des acteurs. Bien au contraire, cette question n'a fait que prendre une place croissante dans le développement de sa littérature. Ainsi Mises, d'une manière de plus en plus explicite au fil de ses travaux, met en évidence le rôle de la *spéculation* et de l'*interprétation* dans le processus de construction des attentes des acteurs (II.1). L'éclairage des travaux de Hayek en matière de *psychologie cognitive* a permis quant à lui d'affiner l'analyse des idéaux-types et la manière dont les règles de l'activité mentale structurent

la formation des plans des acteurs (II.2). Mais c'est néanmoins Lachmann qui, en mettant en avant les enjeux dynamiques du *subjectivisme d'anticipations*, va faire basculer la réflexion autrichienne dans une autre dimension. *En étendant le paradigme subjectiviste au domaine des prévisions*, Lachmann va interpeller la capacité du marché à favoriser la réussite des plans des agents (II.3).

II.1. Spéculation et interprétation

La praxéologie enseigne que l'action s'associe nécessairement à l'idée d'ignorance sur le futur : « L'action doit forcément être affectée par tout changement dans les données. Comme l'action tend nécessairement à influer sur un état de choses futur, même si c'est parfois le futur immédiat de l'instant suivant, elle est affectée par tout changement de données inadéquatement prévu qui intervient dans le laps de temps entre le début de l'action et la fin de la période pour laquelle elle entendait pourvoir (période provisionnée). Ainsi, le résultat de l'action est toujours incertain » (Mises [1966], p. 266-267).

Cette caractéristique de l'action doit alors nécessairement trouver ses implications dans le processus d'émergence du marché, dont les caractéristiques ne sauraient contredire du point de vue de Mises les lois générales et apodictiques de la praxéologie. Mais si les agents ignorent l'avenir, comment peuvent-ils agir, ou en d'autres termes comment peuvent-ils former des plans ?

Pour répondre à cette interrogation, deux solutions pourraient être envisagées. Une première consisterait à considérer que tous les agents sont ignorants de l'incertitude du futur. En conséquence, ceux-ci prendraient leurs décisions en considérant uniquement les données présentes, et en n'anticipant pas leur changement possible. Cette hypothèse est cependant difficilement crédible car elle supposerait une asymétrie de connaissance des lois praxéologiques entre l'acteur et le théoricien. Aucun élément tiré du système de l'action humaine ne permet de fonder cette approche.

La deuxième possibilité est alors de raisonner plus correctement avec l'image d'agents qui sont conscients du caractère d'ignorance du futur, et partant du caractère nécessairement *spéculatif* de leurs actions. Cette ignorance, pour des raisons praxéologiques, est subie par chaque acteur. Elle conditionne le résultat des actions de tous. C'est d'ailleurs bien dans cette perspective que « Dans toute économie vivante et réelle, tout acteur est toujours un entrepreneur et un spéculateur » (Mises [1966], p. 266-267). Si on considère le terme d'entrepreneur comme relié à un état où le résultat de l'action est aléatoire, chaque individu agissant peut sans conteste être défini comme un entrepreneur. Mais il est possible d'aller plus loin dans le rapport entre *spéculation* et action humaine. En effet, à la différence des hommes ordinaires qui cherchent à se protéger le plus possible de ce type d'ignorance, certains agents acceptent et choisissent délibérément d'y être confrontés et d'y lier leur destin. Pour ces individus particuliers, *l'incertitude du futur n'est pas une contrainte, susceptible de réduire leur revenu : c'est au contraire une opportunité, susceptible d'augmenter leurs chances de gains*. À tort ou à raison, ils estiment pouvoir en tirer un revenu plus important que s'ils cherchaient à s'en protéger. Pour Mises, ces agents, ce sont les *promoteurs*, c'est-à-dire les entrepreneurs de marché. Leur caractéristique est d'utiliser l'ignorance du futur comme un facteur de richesse.

La figure catallactique représentée par le promoteur est perçue par Mises comme une volonté de profiter de la spéculation entourant les actions humaines. De nombreuses citations permettent de soutenir cette thèse : « En faisant ses plans, l'entrepreneur ne peut pas éviter d'employer des données concernant un avenir qu'il ne connaît pas ; il travaille sur des prix futurs et des coûts de production futurs » (*ibid.*, p. 238). Mais l'entrepreneur particulier n'a que faire des « effets éventuellement désavantageux de l'incertitude du futur » (*ibid.*, p. 270), car son revenu est justement fonction du degré d'acceptation de la confrontation à l'incertitude[1]. Le promoteur de Mises serait donc l'agent qui accepte de jouer, de faire des paris sur l'avenir. Il sait que le résultat du jeu est aléatoire, qu'il peut aussi bien gagner que perdre. Mais il accepte et *recherche* un résultat où la chance intervient. Dans cette dernière configuration, l'action entrepreneuriale correspondrait bel et bien à un simple pari, une pure spéculation[2].

Cependant, d'autres citations de Mises montrent qu'il ne convient pas d'envisager de manière trop radicale cette dimension spéculative, en l'associant à des paris totalement hasardeux. En effet, à cette spéculation de l'entrepreneur doivent être associées d'autres qualités spécifiques. Ainsi, « Un entrepreneur ne peut faire un profit que s'il prévoit les situations à venir mieux que ne le font d'autres entrepreneurs » (Mises [1966], p. 310). L'entrepreneur « voit le passé et le présent comme tout le monde ; mais il juge différemment l'avenir » [...] « Ce qui distingue du reste des gens l'entrepreneur qui réussit, ou l'initiateur, c'est précisément qu'il ne se laisse pas guider par ce qui était et ce qui est, mais qu'il combine ses actions en fonction de son opinion de ce qui sera » (*ibid.*, p. 613). On peut aussi trouver sous la plume de Mises le passage suivant : « Dans l'économie de marché mouvante, en perpétuel changement, il y a toujours des profits à réaliser pour les entrepreneurs efficients. [...] Celui qui veut devenir entrepreneur ne consulte pas le calcul des probabilités, qui n'est d'aucun recours dans le domaine de l'instinct. Il se fie à sa propre capacité pour évaluer les situations futures du marché mieux que ne le font ses congénères moins doués » (*ibid.*, p. 307).

Ces extraits de Mises suggèrent ainsi que ce sont des qualités d'anticipation et d'*imagination* qui différencieraient les promoteurs de la masse de la population. Alors que les individus ordinaires sont dans le noir absolu concernant les conditions d'échange de demain, les entrepreneurs-promoteurs arrivent à se forger une vision de l'avenir qui ne soit pas une simple reproduction du présent. Dans cette configuration, seuls les entrepreneurs ont le désir de spéculer, car le restant des individus est incapable d'imaginer et d'anticiper. Dans *Planning for Freedom* [1962c], Mises déplore ainsi « la mentalité statique de l'homme moyen [qui] manque de l'imagination à réaliser que les conditions de la vie et de l'action sont dans un flux continuel » (Mises [1962c], p. 146).

1. Une telle définition des promoteurs permet clairement de distinguer les entrepreneurs de marché des fonctionnaires (rente étatique), mais aussi des salariés du secteur capitaliste (contrat). Ces deux catégories captent des gains monétaires sans être menacés par l'incertitude du futur au cours d'une période donnée.

2. « Mises incorpore dans sa praxéologie l'utile distinction de Knight entre le risque assurable (comme dans les loteries, la roulette) et l'incertitude non assurable (du fait de l'incertitude non reproductible, hétérogène, et non probabilisable) par l'intermédiaire de laquelle l'entrepreneur bénéficie de profits ou subit des pertes » (Rothbard, *The Present State of Austrian Economics* [1995], p. 51). *Cf.* la distinction de Mises dans *L'action humaine* (p. 113 à 121) entre la probabilité *de cas* et la probabilité *de classe*.

Au détour d'une phrase de *L'action humaine*, il évoque de la même manière « l'inertie mentale » de « l'homme ordinaire » (Mises [1966], p. 737).

Mais à leur tour, ces qualités d'imagination semblent être dérivées de facultés d'*interprétation*. Si les entrepreneurs arrivent à anticiper, c'est le résultat du fait qu'ils sont capables d'interpréter, c'est-à-dire de réaliser un travail d'appréciation de phénomènes qui constituent le contexte de leur action. Ce travail consisterait à distinguer dans le présent et dans le passé des éléments qui permettent d'indiquer non pas ce que sera nécessairement l'avenir, mais ce que *pourrait* être l'avenir. Dans cette perspective, *l'interprétation serait une faculté qui permet, à partir du passé et du présent, de générer une vision du futur*. Cette vision spécifique ou supérieure qui semble attachée pour Mises à la figure du promoteur éclaire certaines de ses remarques sur la « compétence » ou les « talents » de ces derniers[1]. Rothbard semble emprunter la même perspective lorsqu'il déclare à propos des anticipations des entrepreneurs : « Ces prévisions doivent aussi être guidées par la perspicacité, par la *Verstehen*, des conditions présentes et futures et des valeurs, des habitudes, des préférences, et des changements d'habitudes des autres acteurs humains » (Rothbard, *The Present State of Austrian Economics* [1995], p. 52).

Cette thèse est effectivement conforme aux propos de Mises. On sait déjà que la démarche interprétative ou historique est l'outil de l'homme pratique. Autant Mises refuse l'emploi des idéaux-types pour définir une théorie économique, autant ces idéaux-types sont des conditions de la formation des anticipations : « Le principal problème épistémologique de la compréhension spécifique est le suivant : comment un homme dispose-t-il de la connaissance des jugements de valeurs et des comportements futurs des autres individus ? » (Mises, *Theory and History* [1957], p. 311). En effet, « la tâche avec laquelle l'homme agissant, c'est-à-dire chaque individu, est confronté dans toutes ses relations avec les autres, ne se réfère pas au passé ; elle se réfère au futur. Connaître les réactions futures des autres personnes est la principale tâche de l'homme agissant. La connaissance de leurs jugements de valeur et des actions passées, bien qu'indispensable, est seulement un moyen de cette fin. Il est évident que cette connaissance qui procure à un homme la capacité d'anticiper à un quelconque degré les attitudes futures des autres gens n'est pas une connaissance *a priori*. La discipline *a priori* de l'action humaine, la praxéologie, ne traite pas du contenu réel des jugements de valeur ; elle traite seulement du fait que les hommes évaluent et agissent selon leurs évaluations » (*ibid.*, p. 311).

En s'appuyant sur la démarche de Bergson et de Weber, Mises énonce alors : « Ce que nous savons à propos du contenu réel des jugements de valeur peut être dérivé

1. On pourrait considérer deux versions plus nuancées de ces différenciations interindividuelles. Il serait possible d'établir que tous les individus interprètent – dans certains passages, Mises énonce que tous les acteurs doivent mobiliser des éléments d'appréciation – mais que les interprétations de la plupart des gens tendent à voir dans le futur une reproduction des configurations non pas des mêmes phénomènes particuliers, mais de la même structure des phénomènes, alors que les promoteurs sont capables d'imaginer des changements de cette dernière. Une version alternative serait de supposer que tout le monde interprète et spécule, mais sur des horizons temporels différents. Les hommes ordinaires spéculent sur des périodes de futur proche, où les éléments de connaissance sont beaucoup plus importants que les facteurs d'ignorance ; les entrepreneurs-promoteurs spéculent quant à eux sur des périodes plus longues, où les éléments d'incertitude sont dominants par rapport aux éléments de connaissance. Il y aurait donc des interprétations de « bonne qualité », celles qui sont assurées par les entrepreneurs, et des interprétations de « mauvaise qualité », celles qui sont produites par les gens ordinaires.

seulement de l'expérience » (*ibid.*, p. 311). « En l'absence d'un meilleur outil, nous devons avoir recours à la thymologie si nous voulons anticiper les attitudes et les actions futures des autres gens. En dehors de notre expérience thymologique générale, acquise soit directement à partir de l'observation de nos concitoyens et des échanges d'affaires avec eux ou indirectement de la lecture et du oui-dire, aussi bien qu'en dehors de notre expérience spéciale acquise dans des contacts antérieurs avec les individus ou les groupes concernés, nous essayons de former une opinion sur leur conduite future » (Mises [1957], p. 313). C'est à partir de l'expérience accumulée sur les autres que l'homme pratique arrive à se forger une image de leurs comportements futurs.

Au final, l'action entrepreneuriale relèverait d'un mélange de *spéculation* « pure » (ignorance résiduelle), relevant d'une logique de pari, et d'*interprétation*, qui mobilise des qualités d'empathie, de clairvoyance, d'appréciation, de signification, et *surtout qui offre l'opportunité d'imaginer*. La capacité d'interpréter les données du présent, et (ou) une certaine tolérance à l'égard de l'incertitude sont les deux éléments qui permettent de délivrer une conception plus restreinte de la fonction entrepreneuriale. Mises désigne sous le vocable de *promoteurs* ces individus « qui s'appliquent particulièrement à réaliser un profit en adaptant la production aux changements probables de situation, ceux qui ont le plus d'initiative, d'esprit aventureux, un coup d'œil plus prompt que la foule, les pionniers qui poussent et font avancer le progrès économique » (Mises [1966], p. 269).

II.2. L'éclairage de la psychologie cognitive

L'argumentaire de Hayek relatif à la formation du marché peut sans difficulté être prolongé par une réflexion concernant le problème de la formation des plans. Les deux thèmes sont intrinsèquement liés. En effet, les outils analytiques permettant de répondre aux interrogations cognitives sur la formation du marché sont applicables au problème du dénouement du marché. *Les représentations et les attentes procédant d'une même source*, le thème de « la formation de l'opinion » (*The Meaning of Competition* [1948], p. 106) est de nouveau engagé par Hayek afin de pouvoir conceptualiser la genèse des anticipations.

La formation de l'opinion : la psychologie au service des anticipations

Nous avons précédemment examiné (chapitre 1) l'importance pour Hayek, dans *L'ordre sensoriel* [1952b], des notions de *carte* et de *modèle* dans l'architecture des représentations mentales des individus. On sait que le modèle joue le rôle d'appareil d'orientation à l'intérieur de la carte générale de l'environnement. Or, à ce modèle doit être associée une dimension d'*anticipation* qui permet à l'individu concerné de donner une interprétation des événements futurs : « Le schème d'impulsion [modèle] formé à l'intérieur de la structure de connexions [carte] fonctionne donc comme un appareil d'orientation en représentant aussi bien l'état actuel de l'environnement que *les changements attendus dans cet environnement* » (Hayek [1952b], p. 137)[1]. Ainsi, le modèle joue le rôle d'un filtre par

1. « La représentation ou modèle de l'environnement aura donc constamment tendance à anticiper sur la situation réelle. Cette représentation des résultats possibles découlant de la position présente sera, bien entendu, constamment vérifiée et corrigée par les signaux sensoriels nouveaux qui enregistrent les développements réels dans l'environnement. De l'autre côté, les nouvelles impulsions, à leur tour,

lequel tout événement nouveau va être interprété (c'est-à-dire placé dans une ou plusieurs classes d'objets) à la lumière de l'expérience des faits passés. *Les représentations et les prévisions ne peuvent donc être séparées* : « La réaction à un stimulus implique donc fréquemment une anticipation des conséquences à attendre de lui » (Hayek [1952b], p. 140), le tout s'opérant par un protocole de « mise à l'essai » (*ibid.*, p. 140), pouvant sans doute être assimilé à un processus d'essais et d'erreurs.

La « carte » est le produit des circonstances du passé, vécues soit par l'individu lui-même, soit par la communauté à laquelle il appartient. Elle constitue le cadre général à l'intérieur duquel les impulsions produites à n'importe quel moment sont évaluées. On peut considérer avec Hayek qu'elle fournit aux individus concernés une théorie de la façon dont le monde fonctionne. Le « modèle », quant à lui, permet à l'individu de s'adapter aux circonstances du présent, mais aussi d'évaluer le futur et de former des plans.

Chez Hayek, la formation de l'opinion et de la croyance ne se résume donc pas à un apprentissage vectorisé par les prix, mais à *un apprentissage vectorisé par la culture*, par les règles qui définissent la configuration de la carte pré-sensorielle : « La plupart des objets de l'action humaine ou sociale ne sont pas "des faits objectifs" au sens spécial et étroit où ce terme est utilisé par les sciences et opposé aux "opinions" ; et ils ne peuvent en aucune manière se définir en termes physiques. Pour ce qui est des actions humaines, les choses sont ce que les gens qui agissent pensent qu'elles sont » (Hayek, *Scientisme et sciences sociales* [1952c], p. 32). Or, « c'est seulement pour autant que nous puissions découvrir ce que sont la connaissance et les croyances des gens intéressés en la matière que nous serons en mesure de prédire de quelle façon un changement dans le prix du produit affectera les prix des facteurs » (Hayek, *ibid.*, p. 43-44).

« L'expérience au moyen de laquelle nous apprenons le monde externe est elle-même le produit d'une sorte d'expérience. Elle est façonnée par les conditions qui prévalent dans l'environnement dans lequel nous vivons, et elle représente une sorte de reproduction générique des relations entre les éléments de cet environnement dont nous avons fait l'expérience dans le passé ; et nous interprétons tout nouvel événement dans l'environnement à la lumière de cette expérience. » (Hayek [1952b], p. 185.) C'est donc l'interaction entre le monde physique et les comportements individuels qui va progressivement, par le biais d'*un processus d'essais et d'erreurs*, dessiner la carte des représentations des agents, non seulement de leur environnement passé et présent, mais aussi futur.

Ce processus dialectique entre la carte et le modèle débouche alors sur la formation d'idéaux-types, qui émergent comme le résultat d'une classification opérée par l'esprit individuel. Si leurs racines plongent dans l'univers de la carte pré-sensorielle, les caractéristiques d'adaptation du modèle à l'environnement relient la prévision du futur à l'expérience du passé et du présent.

---

seront toujours évaluées par rapport à l'arrière-plan des attentes provoquées par le schème d'impulsions précédemment présent. Les représentations de l'environnement externe qui guident le comportement seront donc non seulement des représentations de l'environnement réellement présent, mais aussi des représentations des changements attendus dans cet environnement. Nous devons par conséquent concevoir le modèle comme faisant constamment l'essai de développements possibles et déterminant l'action à la lumière des conséquences qui, à partir des représentations de telles actions, sembleraient découler d'elles » (Hayek [1952b], p. 139).

Une logique évolutionniste

Le schéma proposé s'inscrit lui-même dans une logique évolutionniste. Les anticipations des individus ne sont pas figées. Nous avons déjà noté que Hayek appuie son argumentaire en faveur de l'ordre sensoriel sur la biologie évolutionniste, qui forme et structure au cours du temps le système nerveux. Si les interprétations s'appuient sur une connaissance préétablie, issue de l'expérience des faits passés, et cristallisée dans la carte, ces interprétations peuvent être elles-mêmes modifiées au contact des faits objectifs. Si ces dernières entrent en contradiction avec les attentes des agents, c'est le rôle du modèle d'ajuster les représentations pour conduire les individus, par adaptations successives, vers un schéma plus conforme à la structure de l'ordre physique. *L'évolutionnisme qui imprègne l'ensemble de la pensée sociale de Hayek décrit sur le terrain de la psychologie cognitive un processus de reclassification des impulsions nerveuses.*

Ce sont donc les procédures de classification qui permettent à l'agent individuel d'accéder à une signification de ses expériences, en lui délivrant du même coup une vision de l'avenir. Dès *Économie et connaissance*, Hayek notait déjà que « toute connaissance est capacité à prédire » (Hayek [1937a], note 17, p. 131). Cette démarche de Hayek rappelle de manière troublante celle de Schütz qui, avec l'ambition de délivrer une psychologie phénoménologique, voyait dans un processus de « typification » ou de formation de « stéréotypes », de genre plus ou moins élevé, la réponse à l'interrogation sur la capacité des agents à former des prévisions.

Koppl (*Big Players and the Economic Theory of Expectations* [2002]) relève à juste titre que la procédure de Hayek n'est pas construite sur des bases identiques à celles de Schütz (psychologie théorique chez Hayek, psychologie phénoménologique pour Schütz). Mais on peut sans doute établir que les deux démarches empruntent des chemins parallèles et conduisent à des résultats analogues. Nous trouvons chez Hayek comme chez Schütz les notions de « schéma de référence », de « pré-expérience », de « catégorie », autant de termes qui rendent compte d'une connaissance déjà incorporée dans nos modes cognitifs et d'interaction avec notre environnement.

Les idéaux-types de Schütz se traduisent sous la plume de Hayek comme des classes d'équivalence, qui sont le résultat d'un classement interprétatif, supra-conscient, et dont les règles sont définies par des pré-expériences et un héritage culturel, souvent incorporés dans le langage et des pratiques reproduites par imitation. L'activité mentale n'est rien d'autre qu'un processus d'ordonnancement des impulsions nerveuses en idéaux-types, que l'on peut définir comme la forme extérieure ou phénoménale de ce classement. Pour Hayek, notre connaissance est donc forcément une classification ; pour Schütz, elle est forcément typique. Le sens commun décrit à la fois la procédure de classification et l'appariement des types entre des agents participant d'un même environnement social. Pour les deux auteurs, la signification et les attentes ne peuvent s'exprimer autrement que sous la forme de classes de sensations, en schémas abstraits dont la structure est définie par l'expérience passée, directement ou indirectement acquise. Et c'est par un processus de sélection que finit par émerger un corps de règles gouvernant la manière dont le cerveau répond aux impulsions externes.

Ce sont donc les mêmes cadres cognitifs qui déterminent le mode de réception et de traitement de l'information et la capacité de former des prévisions. La formation de

l'opinion qui peut éclairer la logique de l'établissement de l'échange est non seulement similaire, mais corrélée à la logique qui conduit à formuler des anticipations. La logique psychologique qui permet à Hayek de décrire les représentations intersubjectives des agents délivre du même coup une explication de la manière dont les représentations du futur, c'est-à-dire les anticipations des agents, peuvent se former. *En construisant une théorie des échanges, Hayek construit de facto une théorie des anticipations*. Cette représentation éclaire ainsi *a posteriori* la nature de la démarche compréhensive de Mises, en lui donnant par ailleurs des fondements élargis.

II.3. Les enjeux du subjectivisme d'anticipations

Dans l'histoire de la tradition autrichienne, Lachmann est d'abord réputé pour avoir tiré toutes les conséquences logiques des aspects subjectivistes de la pensée de Menger, telle que celle-ci lui était apparue dans les années 1920, lorsqu'il était étudiant en Allemagne. Lachmann s'est ainsi toujours défini comme un « subjectiviste radical ».

Comme le souligne Pritchiko *(Ludwig Lachmann and the Farther Reaches of Austrian Economics)*, « Pendant des décennies, Lachmann a infatigablement appelé la profession à tenir compte du rôle joué par le subjectivisme et les anticipations dans les phénomènes économiques. Son plaidoyer emphatique a non seulement ouvert un débat parmi les économistes néoclassiques, mais après son arrivée à New York University, a suscité un fort désaccord parmi les économistes autrichiens eux-mêmes » (Pritchiko [1986], p. 65).

En effet, l'œuvre de Lachmann exprime avant tout une conception temporelle des enjeux de l'ignorance, à travers la notion de *plan* : la formation des plans individuels se heurte au problème du caractère inconnu du futur. Dégageant de manière novatrice la nature de la relation entre le temps et la connaissance, Lachmann met l'accent sur les difficultés de la formation des anticipations et souligne ainsi les limites posées à la prévision[1].

L'enjeu des anticipations : les obstacles à la prévision

La question des anticipations bénéficie chez Lachmann d'un statut central. Pour lui, « la théorie des anticipations représente la deuxième vague de l'économie subjectiviste après la rupture de Menger dans la théorie de la valeur » (Grinder, *In Pursuit of the Subjective Paradigm* [1977], p. 11). Dès *The Role of Expectations in Economics as a Social Science* [1943], un article pionnier, Lachmann formalise les enjeux de la question, en regrettant

1. Pour une littérature relative à la problématique de Lachmann, voir entre autres Grinder, *In Pursuit of the Subjective Paradigm* [1977] ; Boehm, *The Ambiguous Notion of Subjectivism : Comment on Lachmann* [1982] ; Kirzner (éd.), *Subjectivism, Intelligibility and Economic Understanding, Essays in Honor of Ludwig M. Lachmann on his Eightieth Birthday* [1986], avec particulièrement les contributions de Fehl, *Spontaneous Order and the Subjectivity of Expectations : a Contribution to the Lachmann-O'Driscoll Problem* et de Hight, *Equilibration and Disequilibrium in the Market Process* ; Lavoie, *The Interpretative Turn* [1994] ; Garrison, *The Kaleidic World of Ludwig Lachmann* [1987] ; Vaughn, *The Problem of Order in Austrian Economics : Kirzner versus Lachmann* [1992]. Lewin *Time, Change and Complexity : Ludwig M. Lachmann's Contributions to the Theory of Capital* [1996], *Capital and Disequilibrium : a Reexamination of the Capital Theory of Ludwig M. Lachmann* [1997] ; Koppl et Mongiovi, *Subjectivism and Economic Analysis : Essays in Memory of Ludwig M. Lachmann* [1998] ; Aimar, *Time, Coordination and Ignorance : a Comparison Between Hayek and Lachmann* [1999b]. Les thèses de Lachmann ont connu une audience suffisamment large dans le camp autrichien pour encourager certains de ses membres, Donald Lavoie, Richard Ebeling, Jack Hight... à développer une école herméneutique autrichienne. *Cf.* en particulier Lavoie (éd.), *Economics and Hermeneutics* [1991].

par ailleurs que celle-ci ait été assez peu développée jusqu'alors par les auteurs autrichiens. Certes, dans *The Science of Human Action* [1951], Lachmann admet que Mises s'appuie implicitement sur le thème de l'interprétation pour envisager le problème des anticipations. Mais ultérieurement, et de manière quelque peu injuste, Lachmann continuera à reprocher à Mises comme à Hayek de s'être au fond très peu intéressés au problème de la formation des plans. En particulier, « Bien qu'il traite souvent des entrepreneurs et des spéculateurs, Mises évoque rarement le problème des anticipations » (Lachmann, *From Mises to Shackle* [1976b], p. 236). Surtout, il estime que Mises n'a pas tiré toutes les implications logiques de son raisonnement, en n'étendant pas le subjectivisme aux anticipations.

Le subjectivisme est une notion hétérogène

Il existe chez Lachmann différents niveaux de subjectivisme. Un subjectivisme de *préférence*, qui rend compte de la diversité des valeurs des agents ; un subjectivisme d'*interprétation*, exprimant l'idée d'une hétérogénéité des perceptions des individus ; enfin, un subjectivisme d'*anticipations*, dont le contenu est directement relié au précédent[1], et qui se traduit par l'idée de la diversité des prévisions des individus sur leur environnement futur.

De la même manière qu'il existe une diversité des subjectivismes d'interprétation, il doit exister des différenciations dans les anticipations des différents individus : « En réalité, les anticipations divergent presque toujours entre les acteurs, et les anticipations d'un même agent varieront à travers le temps sous l'influence du flux quotidien de l'information » (Lachmann, *The Market as an Economic Process* [1986a], p. 140). Dès lors, les anticipations sont diversement distribuées. *Les mêmes faits peuvent être interprétés et analysées de manière différente par les acteurs.*

Comme Mises, Lachmann considère que l'action, *dans ses manifestations concrètes*, c'est-à-dire l'interprétation et la prévision, ne peut être abordée par l'observateur comme par l'acteur qu'à l'aide des procédés indirects fournis par les idéaux-types ou les types réels, c'est-à-dire par des procédures d'abstraction pouvant regrouper et suivre l'évolution des éléments de la réalité : « Dans l'analyse économique, comme dans toute pensée généralisatrice, nous construisons dans nos esprits des "modèles" de la réalité en déduisant des conséquences nécessaires d'hypothèses arbitrairement choisies. Bien sûr, nous sommes tous conscients que plus nos hypothèses sont réalistes, plus nous pouvons espérer que nos conclusions le seront aussi. Mais à partir du moment où il est

1. En fait, Lachmann souligne qu'« un changement de l'interprétation ne cause pas nécessairement une modification des anticipations alors qu'une anticipation peut se modifier sans un changement dans l'interprétation du passé » (Lachmann *The Market as an Economic Process* [1986a], p. 57). L'interprétation, c'est-à-dire la perception des événements présents et passés, peut se modifier sans pour autant engendrer une modification des anticipations sur le futur. De la même manière, les anticipations des agents peuvent se transformer sans que pour autant le regard sur les événements présents et passés ait changé. Cependant, il apparaît que s'il est analytiquement légitime de conceptualiser le changement d'une interprétation sans changement des anticipations, il ne soit pas possible de conceptualiser la formation des anticipations indépendamment des interprétations : « la formation des anticipations se base toujours sur quelque interprétation du passé » (Lachmann, *ibid.*, p. 57). De manière symétrique, Lachmann observe que l'identité des perceptions n'entraîne pas forcément l'identité des anticipations : « Différents individus dans des situations identiques peuvent agir différemment à cause de leurs anticipations différentes du futur ».

toujours impossible d'inclure l'ensemble de la réalité dans nos corps d'hypothèses, la sélection des composants de ces corps ne peut être qu'arbitraire » (Lachmann, *Capital, Expectations and the Market Process : Essays on the Theory of the Market Economy* [1977], p. 289).

Face à cette limite constituée par l'hétérogénéité des interprétations individuelles, le schéma praxéologique, qui est bien évidemment mobilisé dans l'approche cognitive du processus de l'action, n'est d'aucune aide possible pour la prévision. Il ne délivre d'autres certitudes que conceptuelles, et son impuissance est d'autant plus forte que l'action se développe dans le temps. C'est ici que se situe l'enjeu principal de la question : « Notre structure de moyens et de fins, précisément en vertu de la nécessité logique qui lui est inhérente, est impuissante à engendrer des généralisations empiriques. Sa vérité est purement abstraite et constitue une vérité formelle. Les moyens et les fins qu'elle met en rapport sont purement abstraits. Dans le monde réel, les moyens concrets utilisés et les fins recherchées sont toujours changeants car la connaissance change et ce qui semble vrai hier ne le semble plus aujourd'hui » (Lachmann [1986a], p. 31).

Le temps est par définition porteur de changements dans le stock de connaissances, car les opportunités sont en continuel flux : « Le temps et la connaissance vont de pair. Les actes créatifs de l'esprit humain n'ont pas besoin d'être nécessairement reflétés par un changement dans les goûts[1], mais ils s'expriment forcément à travers des actes faisant appel à l'expérience et constituant des objets de connaissance et des plans d'action. De tels actes portent la marque de l'individualité de l'acteur » (Lachmann, *Professor Shackle and the Economic Significance of Time* [1959], p. 85). Lachmann affirme ainsi *les enjeux dynamiques du subjectivisme d'interprétation.* Mais ce n'est pas tant le problème des appréciations subjectives des situations passées, présentes ou futures, que leurs évolutions inévitables à travers le temps qui suscitent des difficultés du point de vue de la prévision.

Il n'existe pas de mécanisme de convergence des anticipations

L'introduction du temps historique modifie nécessairement les interprétations des individus. Le temps ne peut pas passer sans que les interprétations des acteurs se modifient, et ce de manière imprévisible et indéterminable *ex-ante. Dès lors, se pose la question de la convergence des interprétations.* En effet, si les interprétations ne convergent pas – et il n'y a pas de raison *a priori* pour qu'elles convergent, la plupart des acteurs ne pourront pas réaliser leurs plans[2].

À partir du moment où le futur est inconnu, il est probable que les anticipations échoueront. Au demeurant, une situation de déséquilibre s'exprime toujours par une situation de non-convergence des plans individuels. Celle-ci, à son tour, signifie que des anticipations n'ont pas été réalisées. Le marché étant un processus, le temps créant le changement inattendu et des découvertes singulières, on ne saurait cependant espérer voir

1. À la rigueur, on peut concevoir que le temps passe sans changement des goûts. Mais il n'est pas possible, au regard des règles de l'action, que le flux du temps se déroule sans changement des interprétations, et par ricochet, des *anticipations* des agents.

2. On doit cependant indiquer que les interprétations des agents n'ont pas besoin d'être identiques, mais simplement compatibles. Or, aucun élément théorique ne permet d'assurer cette compatibilité.

converger les anticipations. *Lachmann refuse alors d'associer la notion autrichienne de tendance vers l'équilibre à un principe de réussite des plans.* Le monde économique n'est que la succession de désajustements continus, qui traduisent justement la dynamique du marché.

Selon Lachmann, cette situation s'est traduite au sein de la tradition autrichienne par des conséquences dommageables, dans la mesure où les conclusions de Mises comme de Hayek sur la tendance équilibrante ne trouvent de pertinence pratique que dans un cadre statique, lequel ramène finalement l'analyse dans un cadre néoclassique : « Le Pr Hayek et Mises ont tous les deux une vision du marché en termes de processus, mais revendiquent un équilibre au stade final. Le premier, dont l'œuvre de jeunesse était clairement sous l'influence du modèle de l'équilibre général, considérait à une époque une forte tendance vers l'équilibre économique général comme un phénomène réel de l'économie de marché » (Lachmann, *From Mises to Shackle : An Essay on Austrian Economics and the Kaleidic Society* [1976b], p. 239).

Grinder, en dissertant sur l'argumentaire de Lachmann, explique ainsi que « le courant des forces de convergence dépend presque entièrement des activités des entrepreneurs. Si les entrepreneurs tirent avantage des disparités des coûts de production résultant des changements de circonstances, la fonction entrepreneuriale qui est d'utiliser les ressources à des fins de profit (le processus d'innovation et d'imitation) conduira, comme la plupart des économistes autrichiens l'admettent, à une convergence des plans des individus sur les marchés. Toutefois, parce que le changement est toujours présent et non prévisible, les individus ont différentes anticipations relatives au caractère et à l'étendue du changement ». C'est en cela que « les forces pour la divergence des plans sont susceptibles d'être plus fortes que celles de leur convergence » (Grinder, *In Poursuit of the Subjective Paradigm* [1977], p. 19-20).

Il est possible d'envisager le même problème sous un autre aspect. Toute entreprise de convergence des plans individuels engendre inéluctablement une rupture de la configuration des plans du moment : « Pour que l'on soit capable de parler "d'un système ayant une tendance inhérente vers l'équilibre", nous devrions supposer que la rapidité avec laquelle les autres éléments s'ajustent aux changements dans les goûts est toujours si forte qu'aucun nouveau changement ne surviendra avant qu'un ajustement total au changement antérieur ait pris place. Il est difficile d'imaginer de telles circonstances » (Lachmann, *Methodological Individualism and the Market Economy* [1969]). Dès lors, il vaudrait mieux défendre l'idée d'une *tendance inhérente au déséquilibre.* La convergence des plans individuels est ainsi une entreprise en perpétuel devenir et le monde économique est gouverné par des processus de continuels bouleversements. La restructuration permanente du stock d'informations engendre inéluctablement un univers dynamique qui, à travers la succession de déséquilibres successifs, rend indéterminé l'avenir de nos économies.

Certes, le rôle des institutions ne peut être négligé. Dans *The Legacy of Carl Menger*, Lachmann explique que celles-ci jouent un rôle « qui permet [aux acteurs] de coordonner leur actions au moyen d'une orientation vis-à-vis d'une référence commune » (Lachmann [1971a], p. 49-50). Mais en même temps, il convient de ne pas attribuer à ces institutions une fonction trop importante : « ... la connaissance de la société qu'elles nous offrent sous forme hautement condensée peut être totalement inutile à la réalisation de nos objectifs immédiats » (*ibid.*, p. 50). Au demeurant, l'efficacité des

institutions est conditionnée par une difficile synthèse d'éléments contradictoires – *complémentarité, permanence, flexibilité* – dont l'issue est toujours problématique au regard des besoins de l'action pratique.

Les mondes kaléidiques : Lachmann, Shackle et les autrichiens

Lachmann défend alors la thèse d'une racine commune de l'œuvre des autrichiens et de la pensée de Shackle. Dans *From Mises to Shackle : An Essay on Austrian Economics and the Kaleidic Society*, il affirme que « Mises et Shackle partagent une même vision des fondations de notre discipline » (Lachmann [1976b], p. 230). Il analyse longuement les parentés d'approches en matière de méthodologie et d'analyse de l'action entre les deux auteurs : « Tous les points essentiels que nous trouvons dans le travail de Mises et de Shackle, à savoir les conceptions de la nature de l'action humaine, le caractère du monde à l'intérieur duquel elle prend place et les méthodes appropriées à son étude, sont mutuellement identiques » (Lachmann [1976b], p. 233). Cette parenté est particulièrement manifeste dans leur conception du temps et dans leur rejet commun des probabilités objectives.

Certes, Lachmann s'oppose à la conclusion de Shackle du caractère illégitime d'une science de l'action humaine. Il est clair que ce dernier « va trop loin lorsque, à partir de la notion de discontinuité, qui est clairement une propriété de nos fins, il déclare faux le statut d'une catégorie universelle de l'action humaine » (Lachmann, *Professor Shackle and the Economic Significance of Time* [1959], p. 85). L'ignorance du futur ne remet pas en cause le caractère apodictique de la relation moyens-fins. Lachmann ne s'accorde pas non plus avec Shackle sur l'idée qu'à l'origine du problème de la difficulté des prévisions se trouve l'évolution des échelles de valeur. Pour Shackle, si les échelles de valeur restaient stables à travers le temps, les problèmes du déséquilibre disparaîtraient. Pourtant, une telle problématique n'exclurait en rien le phénomène d'incertitude du jeu économique car en effet, « même à l'intérieur d'un tel monde, la thèse générale du professeur Shackle à propos du pouvoir créatif de l'esprit humain et notre incapacité à prévoir ses actes prévaudrait encore, car les individus devraient encore interpréter les expériences, acquérir de la connaissance, planifier et réviser leurs plans. Nous sommes capables d'imaginer un monde à l'intérieur duquel les goûts ne changent pas, mais incapables d'en imaginer un à l'intérieur duquel la connaissance ne se répand pas des esprits à d'autres esprits. Même la continuité des fins n'implique pas une structure moyens-fins invariante » (Lachmann [1959], p. 85).

Mais Shackle a vu juste lorsqu'il proclame que la science économique, comme toute discipline sociale, est incapable de lire les évolutions futures, et ce faisant, il ne fait que pousser le raisonnement de Mises vers ses limites logiques : « Notre conclusion que les économistes doivent confiner leurs généralisations au passé connaissable sera déplorée par tous ceux qui voient dans l'élaboration et le test de prévisions la principale tâche de l'économie. Notre réponse est que le monde social, à la différence du système solaire, est gouverné par des forces aussi changeantes que les pensées et dont aucun modèle newtonien ne peut rendre compte ; "l'homme prévisible est moins qu'humain, l'homme prévoyant est plus qu'humain. J'en conclus, comme expression de ma conviction la plus profonde, que l'homme, dans sa vraie humanité, ne peut ni

prédire, ni être prédit" (Shackle, 1958, p. 105) » (Lachmann [1986a], p. 32). Soutenir l'inverse reviendrait à remettre en cause le caractère fondamentalement ouvert *(open-ended)* de nos structures sociales.

Garrison *(The Kaleidic World of Ludwig Lachmann)* résume bien le problème : « Cet agnosticisme qui pénètre la plupart des écrits de Lachmann renforce sa préférence pour le kaléidoscope shackelien sur la mécanique newtonienne. Dans un monde kaléidique, une structure de prix donne naissance à une autre, mais il n'y a aucune assurance qu'une structure donnée soit plus proche de l'équilibre général ou représente un plus haut degré de coordination que celle qui la précède » (Garrison [1987], p. 84).

Cette approche permet à Lachmann de partager les conclusions de Shackle en matière d'ignorance, envisagée sous l'angle du subjectivisme dynamique[1]. Mais cette ignorance, en dernière analyse, n'est due qu'à l'absence de données sur le futur : « [...] alors qu'un marché à terme parfait peut produire de l'information et rendre compatibles les plans de production les uns par rapport aux autres et avec les plans des consommateurs, il ne peut pas prévoir le futur » (Lachmann [1959], p. 87). C'est en ce sens que la démarche de Shackle, mettant l'accent sur les problèmes posés au sein d'une économie sociale par le subjectivisme, est correcte. Mais son mode de cheminement intellectuel entre la notion de subjectivisme et l'émergence du phénomène d'ignorance inhérent à la sphère sociale est erroné.

III. La réussite des plans

L'argumentaire de Lachmann en faveur de l'indéterminisme total de la réussite des plans individuels a engendré au sein de la tradition néo-autrichienne une série de controverses, qui ont contribué à la formation de l'image d'une école « éclatée » en courants opposés. Différentes réponses à Lachmann ont été proposées par ses condisciples autrichiens : la position dite *médiane* de Kirzner (III.1), dont les développements récents en matière d'*économie autrichienne de la firme* peuvent être considérés comme une forme de prolongement (III.2) ; la position de Hayek, qui repose sur l'idée de *normes* (III.3) ; enfin, le point de vue de *Rothbard* et de ses disciples (III.4).

III.1. L'entrepreneur comme créateur du futur

À l'évidence, pour Kirzner, l'entrepreneur de marché n'est pas un élément déséquilibrant, puisque son intervention constitue essentiellement une réponse à des discoordinations sous-jacentes. Mais il est clair que cet énoncé ne résout pas le problème de la réalisation effective des plans des agents. C'est une chose de vouloir montrer que l'entrepreneur ne constitue pas une force déséquilibrante. *C'est une autre chose d'expliciter la manière dont les anticipations des entrepreneurs peuvent être validées par les faits dans un univers*

1. « En matière de prévision, les conclusions du Professeur Shackle sont assez claires, et de notre point de vue, concluantes : "Une prévision complète exigerait de la part d'un individu qu'il connaisse en détail au moment de sa prévision, d'abord, toutes les avancées 'futures' de la connaissance et des inventions, et deuxièmement toutes les décisions futures. Connaître à l'avance en quoi une invention consistera est évidemment faire l'invention à l'avance" » (Shackle, p. 103-104, cité par Lachmann [1959], p. 88).

dynamique. Sur ce terrain, certains textes de Kirzner pourraient suggérer que la thèse développée par Lachmann ait trouvé une certaine audience.

Ainsi, dans l'article *Entrepreneurial Discovery and the Competitive Market Process*, Kirzner aborde le thème des erreurs entrepreneuriales de la manière suivante : « [...] les décisions entrepreneuriales peuvent être entièrement erronées ; elles peuvent en fait être plus erronées que ces jugements entrepreneuriaux qui les précédaient. De telle manière qu'au lieu de corriger les mauvaises directions antérieures des ressources, les entrepreneurs entrants les augmentent. Et de telles erreurs peuvent encore conduire à des erreurs encore plus importantes. Par ailleurs, même si on imaginait que dans un monde de stabilité des préférences du consommateur et des disponibilités en ressources, les jugements entrepreneuriaux tendraient à éviter de nouvelles erreurs, la possibilité de changements volatils dans l'offre de ressources et dans les conditions de la demande du consommateur doit inévitablement empêcher le processus entrepreneurial de découverte d'aller très loin vers une harmonie complète et mutuelle des acteurs de marché » (Kirzner [1997], p. 81-82).

Dans cette configuration, la notion de tendance vers l'équilibre, en dynamique, ne revêtirait plus qu'une dimension purement abstraite. Elle décrirait simplement un processus incitatif poussant les entrepreneurs à corriger des erreurs qu'ils sont capables de déceler dans les structures d'activité, mais sans aucune garantie de succès. Ce serait d'ailleurs uniquement en ce sens abstrait que, pour Kirzner, les erreurs entrepreneuriales ne seraient pas des tendances systématiques, mais des possibilités. Pour autant, ces tendances *abstraites* ne rendraient pas compte d'une réalisation *effective* des plans.

Cependant, d'autres segments de l'œuvre de Kirzner manifestent clairement la volonté de dépasser ce problème de l'absence apparente de mécanisme de validation des anticipations.

L'incertitude n'est pas invincible

Un premier type de réponse fourni par Kirzner aux interrogations d'un Lachmann est d'ordre *logique*. En fait, si l'incertitude du futur était radicale, il serait impossible de faire des choix et de considérer *ex-ante* des actions plus efficaces que d'autres. L'absence de principe de réussite des anticipations ne permettrait pas aux agents de juger *a priori* de conduites plus favorables que d'autres, et il n'y aurait alors aucune rationalité à agir. Par ce biais, *Kirzner défend donc l'idée d'un caractère limité, et non illimité de l'incertitude du futur* : « Si l'incertitude du futur rendait impossible la discrimination entre des types plus ou moins conseillés d'action, alors le choix serait réduit à un ensemble vide [...]. L'idée essentielle d'une "incertitude limitée" doit signifier que dans la perspective d'un choix, on se sent qualifié à conclure, en dépit des incertitudes auxquels on fait face, qu'un type d'action apparaît plus susceptible qu'un autre de réussir » (Kirzner, *The Meaning of Market Process : Essays in the Development of Modern Austrian Economic* [1992], p. 25).

L'intérêt de cette thèse apparaît limité. Rien n'interdit d'envisager une tension permanente entre des individus qui, praxéologiquement parlant, sont obligés de former des plans et un environnement économique et social qui déroute continuellement leurs anticipations, provoquant alors des frustrations et des déceptions.

Un deuxième niveau de réponse consiste à s'appuyer sur l'*argument empirique*. Kirzner légitime son point de vue en se fondant paradoxalement sur le constat de fait du

fonctionnement du marché : « [...] la science économique, dès ses débuts, s'est enracinée sur le fait empirique que les marchés manifestent un certain ordre. Le défi scientifique a été, non de prévoir un ordre qui n'avait pas encore été observé, mais de rendre compte du constat contre-intuitif d'un ordre observé de marché, en l'absence de contrôle centralisé » (Kirzner [1992], p. 50-51). La tendance vers l'équilibre n'est pas simplement une loi abstraite, elle trouve des applications concrètes dans la réalité.

Ce type de défense, qui rappelle l'argumentaire de Hayek dans *Économie et connaissance* [1937a] – Hayek y a associé l'idée de tendance vers l'équilibre à un constat empirique –, est bien évidemment menacé par des analyses qui exigeraient une définition objective et empirique de ce qu'est un ordre. Comment définir ses caractéristiques concrètes ? Comment affirmer que nous vivons dans un monde d'ordre et non pas de désordre ? Quels sont les critères permettant de différencier empiriquement les situations de coordination ou de dis-coordination ? Kirzner n'apporte pas d'éléments de réponse à ces questions. L'amertume, la frustration, le malheur, l'abandon des projets pourraient être considérés comme les manifestations empiriques du monde actuel aussi bien que la réalisation et la concordance des plans des agents. Dangereusement relative, l'expression *tendance vers l'équilibre* flotte alors dans l'espace théorique sans horizon concret de référence pour lui donner une signification tangible.

Cette situation a semblé conduire Kirzner vers une autre forme d'analyse, en s'appuyant sur les travaux d'un autre économiste de l'école autrichienne : Garrison. Ce dernier, dans un commentaire intitulé *Austrian Economics as the Middle Ground: Comment on Loasby* [1982], exprimait la volonté d'emprunter une voie médiane située entre deux positions extrêmes, celle de l'économie *mainstream* de l'équilibre final d'un côté, et de l'autre côté la position kaléidique de Shackle et des post-keynesiens[1]. Dans *Discovery and The Capitalist Process* [1985], Kirzner faisait déjà allusion à une telle problématique. Mais c'est dans le premier chapitre de *The Meaning of Market Process* [1992] (intitulé *Market Process Theory : In Defence of the Austrian Middle Ground*) que se trouvent le mieux explicités les enjeux de ce rapport à la théorie de Garrison. Kirzner y renvoie dos à dos l'idée de la connaissance parfaite des néo-classiques et l'incertitude radicale des post-keynésiens, qui semble avoir influencé de manière si forte la perspective de Lachmann. Si on l'exprime en d'autres termes, *la théorie autrichienne se situerait entre une constance parfaite et une volatilité totale des données.*

C'est le thème de l'entrepreneur qui est ici une nouvelle fois visité. Selon Kirzner, *l'entrepreneur a le pouvoir d'être créateur de son propre environnement futur.* Il ne s'agit pas simplement d'accepter d'être « confronté » à l'incertitude ; il s'agit aussi de la « surmonter » (*cf.* Kirzner [1985], p. 65). Ainsi, non seulement il est possible de mener une bataille contre l'ignorance du futur, mais il est possible de la gagner : *l'incertitude n'est pas invincible.*

L'élasticité du concept de vigilance

Pour Kirzner, la notion de vigilance entrepreneuriale, nous l'avons vu dans le chapitre précédent, peut s'exprimer sous différentes formes et sur différents terrains. Mais *l'élasticité du concept est suffisamment forte pour permettre aussi son expression sur diverses périodes.*

1. On pouvait déjà trouver des traces de cette « voie médiane » dans un article de O'Driscoll, *Spontaneous Order, and the Coordination of Economic Activities* [1978].

À cet égard, il convient de revenir sur la distinction déjà notée entre *statique* et *dynamique*. Le concept de statique s'applique à une situation où la sphère des opportunités existantes ne se modifie pas, le marché n'exprimant alors que leur découverte ; l'univers *dynamique* exprime quant à lui des situations où ces opportunités se modifient à travers le temps, *le marché exprimant alors non seulement la découverte des opportunités présentes, mais anticipant aussi la perspective d'opportunités futures*.

Dans *Competition and Entrepreneurship* [1973], Kirzner s'était donné l'ambition première de disserter sur les fonctions *essentielles* de l'entrepreneur en économie de marché. À des fins de simplification pédagogique, son raisonnement s'établissait dans un cadre *statique*, ou en d'autres termes, sur une seule période. Si cette simplification exclut *de facto* le thème de l'ignorance du futur, elle n'en constitue pas pour autant une réduction abusive du point de vue des contraintes de l'analyse. En effet, *selon Kirzner, la fonction entrepreneuriale n'est pas essentiellement liée à l'incertitude du futur, car celle-ci n'est pas la seule cause possible du phénomène d'ignorance.*

Certes, Kirzner n'ignore pas que la réalité humaine, du fait des lois praxéologiques, est gouvernée par les principes de la dynamique. Chaque action humaine modifie les opportunités laissées à l'acteur. L'activité de l'entrepreneur de marché n'est donc pas exempte de cette confrontation à l'incertitude du futur, bien au contraire, elle lui est profondément liée. Cependant, selon lui, le point essentiel est que si le théoricien imaginait un monde (évidemment fictif) sans ignorance de l'avenir, celui-ci trouverait à la fois la place et le besoin d'une attitude de *vigilance*, qui reste le signe distinctif de la fonction entrepreneuriale. Ce n'est pas *essentiellement* parce que l'information évolue sans cesse que l'entrepreneur a un rôle à jouer en société. C'est à cause du fait, *qu'en tout point du temps*, il existe un décalage inévitable entre la sphère des opportunités disponibles et celle des opportunités connues par tout individu. La tâche de l'entrepreneur est alors de progressivement réduire ce décalage qui – si les conditions institutionnelles s'y prêtent – ne serait susceptible d'être annulé *qu'au terme* de la période statique. Ainsi, pour Kirzner, *nul besoin d'introduire un temps historique, porteur de changements non prévisibles, pour donner une place au promoteur.*

Rapidement, cette démarche de « réduction » des enjeux du temps a fait l'objet de critiques. Certains auteurs autrichiens[1] ont regretté l'absence de référence à une conception « dynamique » de l'économie, absence qui empêcherait d'introduire dans la fonction entrepreneuriale une dimension d'imagination dans un contexte d'ignorance du futur. L'entrepreneur serait alors confiné à une fonction unique d'explorateur du présent ou, en d'autres termes, d'*arbitragiste* entre des opportunités déjà existantes.

Pour tous ces auteurs, il n'est pas possible de concevoir la fonction entrepreneuriale sans introduire d'emblée le temps. Le temps et la dimension entrepreneuriale sont logiquement corrélés, à travers le thème de l'ignorance du futur. Dans cette perspective, l'élément de vigilance par rapport à des opportunités présentes n'est pas un argument

1. Ainsi, Hazzlit (*Review of Competition and Entrepreneurship* [1974]), White (*Entrepreneurship, Imagination and the Question of Equilibrium* [1976]), Hight (*Review of « Perception, Opportunity and Profit »* [1980] ; *Alertness, Judgment and Entrepreneurship : A Comment on Kirzner* [1982]), ou encore plus tard Rothbard (*The Present State of Austrian Economics* [1995]).

essentiel de la fonction du promoteur de marché. Seul l'avenir l'intéresse et seul le futur conditionnera sa réussite comme son échec.

Kirzner semble avoir rapidement intégré ce type de remarque dans son argumentaire. Dans ses ouvrages et travaux ultérieurs, il a cherché à clarifier ses positions, tout en donnant explicitement à son analyse des prolongements en termes de dynamique. Ainsi, dès *Perception, Profit and Opportunities* [1979], il développe une problématique dont l'origine était d'ailleurs perceptible dans *The Market and the Price System* [1963], ouvrage trop souvent négligé par la littérature. Kirzner opère une distinction entre *simple période* et *multipériode*, cette dernière incorporant dans son champ la notion d'ignorance du futur. Dans cette configuration, *l'entrepreneur, selon Kirzner, ne réagit pas simplement à la structure des opportunités disponibles dans le présent. Il anticipe et imagine aussi les opportunités futures qui pourraient être exploitables, en cherchant à s'y préparer.*

Mais selon Kirzner, cette « nouvelle » tâche n'est en rien contradictoire ou étrangère à la dimension de vigilance développée précédemment. Dans l'article *Uncertainty, Discovery and Human Action : A Study of the Entrepreneurial Profile in the Misesian System* [1982b][1], il insiste sur le fait que son approche « stylisée » du rôle de l'entrepreneur en termes d'opportunités présentes n'est en rien incompatible avec une prise en compte du rôle de l'ignorance envisagée sous sa forme temporelle. La fonction d'arbitrage peut se concevoir aussi bien sous l'angle du rapport présent /présent que présent/futur. Pour reprendre une terminologie héritée de Dosi et Fagiolo (*Explaining the Unknown on Entrepreneurship, Coordination and Innovation Driven Growth* [1997]), le promoteur est tout aussi capable d'opérer des « découvertes ordinaires » (réalisation des opportunités d'aujourd'hui) que des « découvertes extraordinaires » (anticipation des opportunités de demain). Il sent les opportunités, à la fois dans l'environnement présent et dans l'environnement futur. *On peut donc considérer la fonction d'arbitragiste de l'entrepreneur aussi bien de manière a-temporelle qu'inter-temporelle.*

Kirzner défend en la matière l'idée d'une souplesse du concept de vigilance, qui est ainsi suffisamment forte pour rendre compte de la totalité des rôles de l'entrepreneur suivant la période temporelle à laquelle on s'adresse. Paradoxalement, il s'appuie sur le propre argumentaire de Lachmann, pour établir le fait que suivant la phase concernée (présent ou futur), les formes de la vigilance peuvent s'exprimer de manière différente. Kirzner distingue ainsi trois niveaux : « a) le niveau de l'arbitrage pur, où des

1. Kirzner avalise le rôle de l'ignorance tel qu'il est développé par Mises dans son approche de la fonction entrepreneuriale. Mais il cherche à lui donner des fondements particuliers. Il proclame ainsi : « Dans des contributions antérieures relatives à l'entrepreneur misesien, j'ai développé une interprétation de la fonction entrepreneuriale dans laquelle le rôle de l'incertitude [du futur], bien que reconnu et en aucun cas nié, n'était pas souligné. Cet échec à souligner l'incertitude était assez délibéré et était en fait explicitement reconnu [...]. Au lieu de souligner l'incertitude dans laquelle l'activité entrepreneuriale est contenue, ces traitements antérieurs soulignaient l'élément de vigilance à des opportunités jusque-là non perçues qui est, comme je l'ai soutenu, crucial pour le concept misesien d'entrepreneur » (Kirzner [1985], p. 42). Il est vrai que les citations de Mises concernant la fonction entrepreneuriale suggèrent plusieurs interprétations possibles. Autant, d'un côté, le rôle de l'incertitude du futur et de la dimension spéculative de l'activité entrepreneuriale est souligné avec insistance (« La force motrice du processus de marché est produite [...] par des entrepreneurs innovants et spéculateurs » (Mises [1966], p. 346), autant, de l'autre côté, Mises évoque de manière parallèle à la prévision l'élément de vigilance relativement aux opportunités présentes. Ainsi, dans la même phrase, il note que si les entrepreneurs sont « plus aptes à prévoir que les autres », ils sont aussi « plus prompts à remarquer que les autres » (*ibid.*, p. 346).

transactions liées d'achat et de vente sont simultanées (ce que l'arbitragiste qui réussit doit "voir" se situe entièrement dans le présent virtuel) ; b) le niveau de la spéculation pure, où la simultanéité est absente, de telle manière que la vigilance entrepreneuriale doit évaluer le futur (mais où ce qui a été vendu est physiquement identique avec ce qui a été acheté) ; c) le niveau de créativité productive [d'innovation] où non seulement la simultanéité est absente, mais où l'entrepreneur doit aussi, en quelque sorte, être "vigilant" à la possibilité de combiner des *inputs* donnés dans de nouvelles formes de produits ou en obtenant des formes données de produits à partir de combinaisons nouvelles d'*inputs* » (Kirzner [1985], p. 116).

Kirzner admet l'idée que les qualités entrepreneuriales engagées à chacun de ces niveaux peuvent, à un certain degré, être considérées comme différentes. Mais il remarque néanmoins que « La vigilance est un concept suffisamment élastique pour couvrir non seulement la perception d'opportunités existantes d'arbitrage, mais aussi la perception d'opportunités spéculatives intertemporelles qui peuvent être définitivement réalisées seulement après un délai, et même aussi la perception d'opportunités intertemporelles qui font appel à l'innovation imaginative et créatrice. Certainement, la manifestation concrète d'une activité spéculative (ou innovatrice) réussie peut requérir des qualités personnelles et psychologiques substantiellement différentes de celles requises pour engager un pur arbitrage. Mais malgré tout, le parallélisme entre ces différents genres d'activité entrepreneuriale tient encore. Tous consistent à prendre avantage de différentiels de prix ; [...] tous sont rendus possibles par une activité entrepreneuriale moins compétente (les erreurs des autres) » (Kirzner [1985], p. 85-86). En dernière analyse, elles expriment toutes le caractère ouvert *(open-ended)* de l'environnement, à la fois présent et futur.

Le futur peut être créé

Pour Kirzner, le concept de vigilance doit ainsi se comprendre de manière extensive. Il s'exprime non seulement en statique, mais aussi en dynamique. Mais le point intéressant est que, pour Kirzner, *la vigilance soit, en dynamique, une manière pour l'homme agissant de créer son propre environnement futur*, et de lutter ainsi contre l'ignorance « naturelle » de ce futur : « [...] La vigilance entrepreneuriale que nous venons d'identifier ne consiste pas simplement à considérer le déroulement de la tapisserie du futur comme un flux pré-ordonné d'événements. La vigilance doit, de manière plus importante, embrasser la conscience des façons dont l'agent humain peut, par l'imagination, créer le futur pour lequel ses actes présents sont destinés » (Kirzner [1985], p. 56).

L'homme n'est donc pas nécessairement passif vis-à-vis de son environnement, et il n'est pas condamné à le subir entièrement. *Par sa vigilance, il peut le créer, tout au moins en partie*. L'intelligence, la créativité et la détermination vont alors de pair. C'est ainsi que *Kirzner résout le dilemme apparent et selon lui artificiel entre vigilance et incertitude du futur* : « Considérée dans cette perspective, la tension entre l'incertitude de l'environnement dans lequel l'action se produit, d'une part, et l'aspect de l'action en tant que découverte de l'erreur d'autre part, peut disparaître d'un seul mouvement. Ces deux aspects de l'action peuvent être considérés comme simplement les deux faces de la médaille entrepreneuriale » (Kirzner [1985], p. 57).

L'entrepreneur définit son propre futur, de par ses propres actions « créatrices ». Dès

lors, il s'agit pour l'entrepreneur d'assurer la correspondance entre un futur tel qu'il l'a imaginé et un futur tel qu'il sera réalisé : « "Le futur", nous l'avons appris, "est inconnaissable", bien qu'imaginable (Lachmann, 1976, *De Mises à Shackle*, p. 59, cité par Kirzner). Reconnaître l'inconnaissabilité du futur est reconnaître l'indétermination essentielle et l'incertitude entourant l'existence humaine. Mais par ceci, nous n'avons sûrement pas besoin de réduire l'existence humaine au chaos d'une non-coordination totale. Évoquer la vision entrepreneuriale, c'est souligner, par l'emploi d'une métaphore, les pouvoirs coordinateurs formidables et salutaires de l'imagination humaine. Les économistes autrichiens ont, de manière dominante, refusé de voir le monde comme pleinement connaissable, comme cela est présenté dans les modèles de l'équilibre dont l'incertitude est exclue. Il serait très regrettable qu'en exprimant ce refus, ces économistes commettent une erreur tout aussi grave. Cette erreur serait l'échec à comprendre comment les actions entrepreneuriales individuelles, et les forces systématiques de marché mises en route par la liberté de découvrir et l'innovation entrepreneuriale, permettent à l'imagination humaine d'atteindre un résultat qui n'est pas moins que la libération de l'humanité du chaos d'une ignorance mutuelle complète » (Kirzner [1985], p. 67).

Même si la vigilance est un concept unitaire, qui s'applique aussi bien au présent qu'au futur, il importe cependant pour Kirzner de rendre compte du caractère spécifique des qualités de vigilance lorsque cette dernière est exercée dans un cadre dynamique, multipériode : « tandis que dans le cas de la fonction entrepreneuriale, sur un marché à une seule période (c'est-à-dire le cas de l'entrepreneur envisagé comme arbitragiste), la vigilance entrepreneuriale signifie une vigilance par rapport aux faits présents, dans le cas de multipériodes, la vigilance de la fonction entrepreneuriale doit signifier une vigilance par rapport au futur. [...] le futur auquel la fonction entrepreneuriale est confronté introduit la possibilité que l'entrepreneur par ses propres actions créatrices, construise de fait le futur comme il voudrait qu'il soit. Dans le cas d'une simple période, la vigilance entrepreneuriale doit découvrir au mieux des faits courants jusqu'alors passés inaperçus. Dans le cas de la multipériode, la vigilance entrepreneuriale doit inclure la perception de la manière dont l'action créatrice et imaginative peut, d'une façon vitale, façonner le genre des transactions qui s'exerceront dans des périodes de marché futures. Ainsi, l'exercice de la fonction entrepreneuriale dans le contexte d'un marché multipériode appellera en fait à des qualifications personnelles et psychologiques qui ne sont pas requises dans le cas d'une simple période. Pour être un entrepreneur qui réussit, on doit maintenant posséder ces qualités de vision, de hardiesse, de détermination et de créativité que nous avons associées plus tôt à l'élément entrepreneurial dans l'action individuelle isolée en fonction d'un futur incertain. Il peut n'y avoir aucun doute que dans l'atteinte concrète de la fonction entrepreneuriale, ces qualités psychologiques et personnelles sont de première importance. C'est dans ce sens que beaucoup d'auteurs sont indubitablement dans le vrai en liant la fonction entrepreneuriale au courage et à la vision nécessaire pour créer le futur dans un environnement incertain (plus que de voir simplement ce qui est en face) » (Kirzner [1985], p. 63-64). *Il s'agit de tirer un présent donné vers un futur imaginé, et par ce biais, en quelque sorte, de réaliser soi-même le futur.*

En dernière analyse, l'ignorance du futur signifie « la liberté essentielle avec laquelle

le futur envisagé peut diverger du futur réalisé. La vigilance entrepreneuriale signifie la capacité d'imposer des contraintes sur cette liberté, de telle manière que la vision entrepreneuriale du futur peut en fait recouvrir, dans une certaine mesure, ce futur qu'il tente de discerner » (Kirzner [1985], p. 66). Bien évidemment, dans cette entreprise, les entrepreneurs sont susceptibles de commettre des erreurs. Le futur réalisé peut être différent du futur imaginé. L'entrepreneur peut avoir échoué à maîtriser les forces de son environnement, et dans la pratique, commettre des erreurs. De toute manière, si aucun entrepreneur ne se trompait, les autres ne pourraient pas faire de profit. On ne peut donc atteindre la compatibilité parfaite des plans comme on la trouve à l'équilibre économique général : « Pour les autrichiens, la connaissance mutuelle est en pratique pleine de désajustements en tout point du temps, mais le processus de marché est compris pour produire un ensemble systématique de forces, mises en branle par la vigilance entrepreneuriale, qui tend à réduire la mesure de l'ignorance mutuelle. La connaissance n'est pas parfaite ; mais l'ignorance n'est pas pour autant nécessairement invincible. L'équilibre n'est de fait jamais atteint, mais le marché manifeste de puissantes tendances à progresser vers lui. La coordination de marché ne doit pas être posée de manière arbitraire dans l'économie comme une simple hypothèse ; mais elle ne doit pas pour autant être exclue de manière péremptoire simplement en se référant à l'incertitude du futur » (Kirzner [1992], p. 5).

Ainsi, la question de fond qui sépare Kirzner de Lachmann est que, pour ce dernier, les événements futurs ne peuvent être prévus car ils sont par définition non présents. Pour Kirzner, cette analyse est correcte, *mais uniquement sans l'intervention du promoteur*. Dans un cadre dynamique, *la fonction du promoteur est bel et bien de soumettre le futur réalisé au futur imaginé* et de créer les conditions, par son activité, de cette soumission effective. Le degré de réussite dans cette soumission déterminera le degré de réussite des plans des agents entrepreneuriaux : « La fonction entrepreneuriale dans l'action individuelle consiste dans la tentative d'assurer une plus grande correspondance entre le futur imaginé par l'individu et son futur réalisé. Cette tentative s'exprime par la vigilance de l'individu à tout ce qui peut procurer des clés pour le futur. Cette vigilance, conçue au sens large, embrasse ces aspects d'imagination et de créativité par lesquels l'individu peut lui-même assurer que son futur envisagé sera réalisé. [...] Pour notre propos, l'incertitude signifie qu'en l'absence de la vigilance entrepreneuriale, une vision individuelle du futur peut totalement diverger du futur réalisé. En l'absence de vigilance entrepreneuriale, c'est seulement la chance pure qui peut être qualifiée de responsable de l'action réussie » (Kirzner [1985], p. 58).

La question est maintenant de savoir si le raisonnement de Kirzner peut être considéré comme tenable dans le cadre des relations structurelles et interactives qui gouvernent le marché. En d'autres termes, ce type d'analyse, justifié au niveau autarcique, tient-il la route en environnement social et interdépendant, à l'intérieur duquel toute tentative des entrepreneurs de construire le futur est susceptible d'être contrecarrée et déjouée en permanence par d'autres entrepreneurs tout aussi désireux d'édifier leur avenir ? Cette interrogation nous conduit à mettre en perspective les développements de l'économie autrichienne de la firme.

III.2. L'économie autrichienne de la firme

Pendant de longues années, la théorie standard a laissé dans l'ombre l'organisation de la firme, envisagée comme entité économique. Pour les économistes néo-classiques, l'analyse de la firme n'avait guère d'importance puisque la coordination des activités était censée être accomplie d'une manière optimale par les marchés. Cette approche était largement partagée par l'ensemble des théoriciens de l'époque.

Après les premières analyses de Knight (*Risk, Uncertainty, and Profit* [1921]), il faudra attendre les travaux en termes d'approche transactionnelle de Coase (*La nature de la firme* [1937]) pour envisager la firme comme un élément d'efficience et de coordination. Cette approche « contractualiste » (Coase [1937], Alchian et Demsetz, *Production, Information Costs and Economic Organization* [1972] ; Williamson, *Markets and Hierarchies* [1975], *The Modern Corporation : Origins, Evolution and Attributes* [1981] *The Economic Institutions of Capitalism* [1985]...) a essaimé depuis ses origines et se décompose aujourd'hui en plusieurs branches diversement établies.

Parallèlement au point de vue contractualiste, on trouve des théories définissant la firme comme une structure de *capacités* (Penrose, *The Theory of the Growth of the Firm* [1959] ; Richardson, *The Organization of Industry* [1972] ; Nelson et Winter, *An Evolutionary Theory of Economic Change* [1982]). Les arguments de ces différents auteurs convergent vers une représentation de la firme comme un ensemble de *compétences* et de *connaissances*, partagées et définies par les facteurs humains qui la constituent (ou qui l'ont constituée). Le propos de la firme est alors de mobiliser et de coordonner ces connaissances singulières et hétérogènes (de nature souvent tacite) possédées par ses membres.

Les premiers développements en faveur de la constitution d'une économie autrichienne de la firme ont répondu à des demandes formulées initialement par O'Driscoll et Rizzo (*The Economics of Time and Ignorance* [1985], p. 122-125), encourageant les autrichiens à s'intéresser de manière plus spécifique au domaine de l'entreprise. Cet appel s'est traduit quelques années plus tard par un faisceau de travaux originaux et variés, dont la trajectoire semble n'être pas encore achevée. Foss, Garrouste, Ioannides, Langlois et Witt en sont les principaux artisans[1].

---

1. Sans espérer être exhaustif, parmi les principales contributions, on peut citer Ziegler (*Innovation and the Imitative Entrepreneur* [1985]) ; Loasby (*The Minds and Methods of Economics* [1989]) ; O'Driscoll et Rizzo (*Subjectivism, Uncertainty and Rules* [1990]) ; Langlois (*Orders and Organizations : Toward an Austrian Theory of Social Institutions* [1992], *The Boundaries of the Firm* [1994] ; *Do Firms Plan ?* [1995]) ; Vanberg (*Rules and Choice in Economics* [1994]) ; Loasby (*Organizationnal Capabilities and Interfirm Relations* [1994]) ; Langlois et Robertson (*Firms, Markets and Economic Changes, a Dynamic Theory of Business Institutions* [1995]) ; Ioannides (*Comments on Israel Kirzner's Notion of Pure Profit* [1993], *Towards an Austrian Perspective on the Firm* [1999]) ; Langlois et Cosgel (*Frank Knight on Risk, Uncertainty and the Firm : A New Interpretation* [1993]) ; Foss (*The Theory of the Firm : The Austrians as Precursors and Critics of Contemporary Theory* [1994a], *Austrian and Post-Marshallian Economics : The Bridging Work of George Richardson* [1996b], *The Alternatives Theories of Knight and Coase, and the Modern Theory of the Firm* [1996d], *Austrian Insights and the Theory of the Firm* [1997]) ; Klein (*Economic Calculation and the Limits of Organization* [1996], *Entrepreneurship and Corporate Gouvernance* [1999]) ; Yu (*Towards a Praxeological Theory of the Firm* [1999]) ; Garrouste et Langlois (*Cognition, Redundancy and Learning in Organizations* [1997]) ; Lewin (*The Firm, Money and Economic Calculation : Considering the Institutional Nexus of Market Production* [1998] ; Lewin et Phelan (*Firms, Strategies and Ressources : Contributions from Austrian Economics* [1999] ; *An Austrian Theory of the Firm* [2000]) ; Witt (*Do Entrepreneurs Need Firms ? A Contribution to a Missing Chapter in Austrian Economics* [1999]) ; Dulbecco et Garrouste (*Towards and Austrian Theory of the Firm* [1999), *Structure de la production et structure de la connaissance* [2000]) ; Sautet (*An Entrepreneurial Theory of the Firm* [2000]).

Organisation et capital : des antécédents

Néanmoins, une question préalable peut et doit être posée : *était-il véritablement nécessaire d'élaborer une théorie autrichienne de la firme ?* Plus précisément, cette analyse n'était-elle pas déjà implicitement présente dans des développements antérieurs, notamment à travers la théorie du capital, voire de l'entrepreneur ? À cette interrogation, plusieurs niveaux de réponses peuvent être formulés.

Une première dimension du problème consiste à mobiliser l'argumentaire de Hayek lui-même relatif à la question de l'organisation, argumentaire que l'on retrouve dans les différents segments de ses analyses (*The Theory of Capital* [1941], *La route de la servitude* [1944], *La constitution de la liberté* [1960], *Droit, législation et liberté* [1973]...). En particulier, Hayek [1973] a fourni *une explication du rapport organisation/marché en termes de gestion de la connaissance*. Pour Hayek, l'organisation en général, et la firme en particulier, représente une forme centralement planifiée de la gestion de la connaissance. Les activités sont coordonnées à travers une direction centrale, consciente de structures de contrat à l'intérieur desquelles les prix ne jouent aucun rôle. Ce type de régulation reste efficace tant que le gain en termes de contrôle et de planification des activités n'excède pas le coût du sacrifice d'un autre type de connaissance, de caractère plus abstrait. Il est ainsi facilement compréhensible que sur une échelle relativement restreinte, ou au sein de petites structures sociales, le rapport coût-avantages tourne en faveur de l'organisation. À l'opposé, la gestion d'entités plus complexes, plus importantes en taille comme en strates, exige des recours à des formes d'accès à la connaissance plus souples, plus spontanées, qui laissent une place privilégiée aux prix marchands, instruments privilégiés de la découverte.

Un deuxième niveau d'argumentaire consiste à retenir le fait que nombre de concepts qui sont devenus classiques dans les analyses contemporaines de la firme ont de fait une origine autrichienne. Foss (*The Theory of the Firm : The Austrians as Precursors and Critics of Contemporary Theory* [1994a]) explique ainsi que la théorie autrichienne du capital et du cycle des affaires a permis de mettre en évidence les phénomènes de spécificité et de complémentarité des actifs auxquels l'économie industrielle moderne se réfère largement. Par ailleurs, nous aurons l'occasion d'observer dans le chapitre suivant (collectivisme) que l'analyse des droits de propriété et la distinction bien connue entre *principal* et *agent* constituent des axes forts de l'argumentaire de Mises et Hayek. Pour sa part, Richard Arena (*À propos de l'origine autrichienne de l'économie des coûts de transaction* [1997]) relève une origine autrichienne de la notion de coûts de transaction. De manière symétrique, Klein (*Entrepreneurship and Corporate Governance* [1999]) exprime quant à lui sa sensibilité à l'approche coasienne.

Ces précisions laissent cependant ouverte la question principale qui agite aujourd'hui les théoriciens autrichiens de la firme : à savoir, *la nature des mécanismes de coordination intertemporelle qui s'exercent à travers un processus de production*. En effet, lorsque l'analyse se situe dans un univers d'ignorance du futur, le problème est de savoir si un entrepreneur désireux de réussir ses plans, de faire en sorte que l'avenir réalisé corresponde au futur imaginé, peut se payer le luxe de renoncer à la propriété des moyens de production. En d'autres termes, *la réussite des plans peut-elle être atteinte uniquement par les marchés, et ne nécessite-t-elle pas au contraire l'utilisation de formes organisationnelles ?*

Une conception entrepreneuriale de la firme

C'est bel et bien avec l'ambition de répondre à cette interrogation qu'une économie autrichienne de la firme s'est organisée. Son développement s'est opéré avec le souci commun de ses architectes de se distinguer non seulement des théories *mainstream* de la firme, mais aussi des anciennes analyses autrichiennes de la production et du capital, sans pour autant négliger les apports respectifs de ces deux courants.

Les différentes contributions qui ont émergé ces dernières années ont chacune leur identité propre. *Mais elles partagent toutes la volonté de mettre l'entrepreneur au centre de l'explication de la firme : à l'évidence, on ne peut comprendre l'entreprise capitaliste sans introduire la notion d'entrepreneur.* Or, l'approche en termes d'entrepreneur est absente de l'approche du capital de Böhm-Bawerk comme dans les théories traditionnelles de la firme, à l'exception notable de celle de Knight[1].

La volonté de se référer au concept d'entrepreneur a naturellement conduit les autrichiens contemporains de la firme à accorder une attention privilégiée aux travaux de Kirzner, en prolongeant certaines de ses analyses. Dans cette perspective, Ioannides [1999], Sautet [2000] envisagent la constitution d'une économie autrichienne de la firme comme une extension du programme de recherche kirznerien de l'entrepreneur.

En effet, la théorie autrichienne de la firme correspond à un problème auquel est confronté l'entrepreneur. Pour Kirzner, l'entrepreneur est un créateur. Or la notion de création suppose que les individus peuvent intervenir sur leur environnement. Comme l'énoncent Dulbecco et Garrouste, les individus sont « capables de réduire l'incertitude en construisant les institutions qui rendent plus prévisibles les contraintes que constituent le comportement des autres, et plus généralement de leur environnement » (*Structure de la production et structure de la connaissance* [2000], p. 87). Le problème traité est donc celui de la validation des anticipations. *Il s'agit de maîtriser son environnement, de manière à pouvoir faire coïncider le futur réalisé et le futur imaginé.*

Cette référence à Kirzner peut paraître surprenante dans la mesure où nous avions noté à son propos dans le chapitre précédent que la fonction du promoteur ne sollicite pas nécessairement la propriété et l'utilisation de facteurs de production. Mais considérer sur cette base que l'économie autrichienne de la firme est incompatible avec les présupposés de l'analyse autrichienne de la fonction entrepreneuriale revient à oublier les enseignements de la distinction entre statique et dynamique.

On sait que, pour Kirzner, la conceptualisation d'un rôle de l'entrepreneur en économie de marché ne nécessite pas l'introduction d'un temps historique et de l'ignorance du futur. Dans le cadre de cet effort de conceptualisation de la fonction de l'entrepreneur en univers statique, Kirzner, à juste titre, exprime l'idée que la fonction entrepreneuriale au niveau catallactique ne requiert pas l'emploi ni la disposition de capital.

Mais dans le cadre d'un univers dynamique (c'est-à-dire réel), celui qui correspond à un marché contraint non seulement par la dispersion du savoir, mais aussi par

1. « La fonction essentielle de la firme chez Knight est entrepreneuriale » (Boudreaux et Holcombe, *The Coasian and Knightian Theories of the Firm* [1989], p. 147).

l'ignorance du futur, les choses apparaissent sous un jour sensiblement différent. C'est sous cet angle particulier que l'institution de la firme trouve une place légitime : « La raison d'être de la firme est l'incertitude radicale » (Sautet [2000], p. 16). En effet, dans l'économie réelle, *la constitution d'une firme correspond au besoin de l'entrepreneur de maîtriser une partie de son environnement social afin de pouvoir espérer mener à terme ses plans et valider ses anticipations de départ*[1].

La firme comme pouvoir

L'entrepreneur, en construisant une firme, cherche à maîtriser les contraintes de son environnement. L'organisation permet de produire une unité d'activité et une stabilité des comportements qui contrecarrent la dispersion subjective et la variance des valeurs. Le processus de production permet de maîtriser la durée, à la condition que l'entrepreneur maîtrise l'utilisation de ses facteurs. *Il s'agit donc de rendre compte des conditions institutionnelles de la viabilité des complémentarités intertemporelles.* C'est une relation contractuelle, qui à l'intérieur de la firme définit les rapports entre l'entrepreneur et les facteurs humains de production. Sur ce terrain, l'entreprise est structurée autour de contrats d'emploi de long terme. Or, les contrats lient les échanges dans le temps. Dans cette mesure, l'organisation est une manière d'arrêter le temps, de « statifier » la dynamique, c'est-à-dire de dissocier le temps du changement non prévu, de l'arracher à sa dimension historique.

En contrôlant la structure des contrats, *l'entrepreneur devient l'agent catallactique qui est capable d'imposer son mode de représentation aux autres agents et d'y soumettre leurs comportements individuels.* Cela signifie que sa représentation surclasse ou influe (sur) les représentations des autres agents. Non seulement l'entrepreneur capitaliste est le leader dans les représentations cognitives des groupes, mais il doit aussi avoir le pouvoir de faire ceci ou cela. On peut considérer que dans le processus social au sens large, certaines qualités informelles peuvent conduire un agent à assurer spontanément ce rôle. Mais sur la durée, ce phénomène impose des structures et des institutions formelles. Sinon, l'autorité sera remise en cause, quelles que soient sa nature et sa source. Ce qui déterminera la soumission, c'est *l'affectation des conditions matérielles de vie des employés*, et c'est bel et bien le contrat qui définit les termes de ces conditions matérielles. Pour reprendre l'expression de Dubelcco et Garrouste, la firme correspond à une définition *ex-ante* de certaines conditions de coordination. Elle « soumet les plans d'actions autonomes à une conception centralisée » (*Structure de la production et structure de la connaissance* [2000], p. 89).

Pour Witt *(Do Entrepreneurs Need Firms ? A Contribution to a Missing Chapter in Austrian Economics)*, la firme peut être considérée comme une manière de créer un cadre cognitif commun : « L'esprit de l'activité de l'entrepreneur est de réaliser de

---

1. On peut d'ailleurs relever à cet égard la citation suivante de Hayek : « Mr Keynes arrive évidemment à cette conclusion par une séparation artificielle de la fonction des entrepreneurs comme propriétaires de capital et leur fonction d'entrepreneurs au sens le plus étroit du terme. Mais ces deux éléments ne sont absolument pas séparables dans la théorie, car la fonction essentielle des entrepreneurs, celle d'assumer les risques, implique nécessairement la propriété du capital » (Hayek, *Reflections on the Pure Theory of Money of Mr J.M. Keynes* [août 1931], p. 277).

manière conjointe une conception qu'il est incapable de réaliser tout seul » (Witt [1999], p. 104). Witt présente l'entrepreneur comme un leader cognitif, qui a la capacité d'entraîner les autres à adhérer à une conception cognitive commune. Son rôle est de mettre en place un modèle social partagé (une culture d'entreprise).

Witt part de l'idée que l'entrepreneur ayant un projet doit le formuler pour créer la firme et induire des agents à collaborer avec lui. Le point de vue inverse paraît cependant plus adapté. Le problème de l'entrepreneur n'est pas de transmettre sa conception subjective, mais d'intégrer les acteurs à son projet. En effet, cette transmission n'est guère possible car elle repose en partie sur des croyances et un savoir tacite non transmissible. Dans cette perspective, la propriété des facteurs et l'établissement de contrats (bien qu'inévitablement incomplets) sont les moyens pour un entrepreneur de conduire les agents employés à se comporter suivant un certain mode *sans qu'il ait le besoin de formuler véritablement son projet*. C'est aussi une manière de créer une barrière à l'entrée empêchant les autres individus d'exploiter ce projet. De leur côté, les employés préfèrent abandonner leur revenu espéré de par leurs propres représentations entrepreneuriales, au profit du revenu certain proposé par le capitaliste dans le cadre d'un contrat. Witt développe l'idée que les différenciations et évolutions des salaires correspondent à des manières courantes de retenir les employés dans l'entreprise et d'éviter qu'ils ne créent eux-mêmes des firmes concurrentes.

Ainsi, derrière la notion de contrat, c'est la propriété des facteurs qui incite les acteurs à suivre les imaginations de l'entrepreneur capitaliste et à adhérer par leurs comportements à sa conception du futur – conception que l'entrepreneur n'a pas besoin de formuler explicitement, ou en totalité. Ce type d'analyse correspond à l'esprit de l'argumentaire de Hayek lorsque, en évoquant les règles des organisations, il écrit lui-même : « Les règles auxquelles chaque individu doit obéir dépendent de la place qui lui a été assignée et des objectifs particuliers que lui a indiqués l'autorité qui commande » (Hayek [1973], p. 58)[1].

En univers dynamique, la création suppose non seulement la faculté entrepreneuriale, mais aussi le *pouvoir*. Celui-ci se définit comme la capacité d'encadrer dans le temps les actions des autres agents et de les maîtriser en tant que facteurs de production (*cf.* Ioannides, *Towards an Austrian Perspective on the Firm* [1999], p. 93-94). Si la création suppose le pouvoir, *le pouvoir dans une économie monétaire et marchande suppose la propriété et le contrat.*

L'existence de la firme s'explique alors comme la volonté de combiner des opportunités de complémentarité technologique et de complémentarité organisationnelle, le tout sous l'égide de l'entrepreneur qui est lui-même titulaire de la connaissance de ces deux types de complémentarité : c'est parce qu'il y a complémentarité technologique et intertemporelle des facteurs, associée à la notion de production, que la firme, à travers l'organisation

1. La parenté avec Coase sur ce terrain est manifeste : « Par le contrat, le facteur accepte d'obéir "dans certaines limites", ceci en échange d'une certaine rémunération (qui peut être fixe ou fluctuante). Le contrat, par définition, devrait se borner à mentionner les limites apportées au pouvoir de l'entrepreneur. À l'intérieur de ces limites, celui-ci peut par conséquent gérer librement les autres facteurs de production » (Coase [1937], p. 140).

des contrats, est susceptible de capturer le temps. Dans cette perspective, la production doit être envisagée moins comme un objectif final que comme une manière de garantir la maîtrise d'un certain nombre de comportements individuels conditionnant la réussite du plan défini par l'entrepreneur.

Dans le type d'explication délivré plus haut, la découverte est implicitement antérieure à la firme. Mais on doit se demander s'il est possible à une firme d'encourager la découverte. À travers cette interrogation, c'est la question du maintien – voire de la croissance de la firme après l'exploitation de l'opportunité de profit ayant conduit à sa création – qui est posée. C'est ici que la théorie des *capabilities* de Penrose et de Richardson est mobilisée par certains auteurs autrichiens (Langlois, Foss...), mais sur des bases souvent transformées. L'idée est que ces « capabilités », qui traduisent un ensemble de savoir-faire plus ou moins incorporés à l'activité des acteurs de l'entreprise, relèvent d'abord de connaissances tacites (au sens de Polanyi et de Hayek). Surtout, elles nourrissent et déterminent des capacités de découverte. Or, ces *capabilities* sont elles-mêmes favorisées par un travail d'équipe. Ainsi, un entrepreneur initial, constituant une firme afin de contrôler son environnement, peut avoir intérêt à la conserver car il bénéficierait à travers le travail d'équipe de capacités et de talents dont il ne pourrait disposer de manière isolée ou en dissolvant la firme.

C'est d'ailleurs relativement à cette dernière idée qu'il est possible d'envisager la question de la taille de la firme et la distinction de Ioannides (*Towards an Austrian Perspective on the Firm* [1999]), issue de la littérature sur le management, entre *l'entrepreneur externe*, dont le regard est tourné vers le marché et ses découvertes possibles, et *l'entrepreneur interne*, centré sur les rapports internes à l'organisation. Pour assurer la réussite de ses plans, l'entrepreneur capitaliste doit assurer une compatibilité entre les deux faces de son activité. Dans cette perspective, les frontières de la firme seront déterminées par le fait que si l'augmentation du nombre de contrats accroît les possibilités de découverte au niveau externe, elle accroît parallèlement les difficultés de contrôle au niveau interne. La taille de l'entreprise exprime un arbitrage entre les deux variables.

Au sein d'un univers dynamique, la firme et le marché doivent alors être perçus comme des structures complémentaires. La réalisation des plans des entrepreneurs est contrainte par des variations temporelles des activités et de la connaissance. La fonction de la firme est de permettre à l'entrepreneur de maîtriser une partie de ces contraintes. La production, en supposant une coordination intertemporelle des facteurs, donne à l'entrepreneur l'opportunité, à travers une structure de contrats adaptés, de maîtriser une partie de cette ignorance. Le processus autrichien de production permet d'enfermer, de capturer le temps dans une suite de caractère quasi mécanique.

Cependant, cette analyse ne semble pas adaptée à tous les termes de l'incertitude du futur. Dulbecco et Garrouste notent à juste titre que « Les anticipations des entreprises concernant le futur ne se révèlent pas forcément toujours exactes dans la mesure où les plans de production mis en œuvre par ces dernières prennent la forme d'une séquence d'actions dans le temps » (Garrouste et Dulbecco [2000], p. 80). Certes, la complémentarité temporelle des facteurs de production, à travers les contrats, permet de dominer le temps. Mais en même temps, *cette complémentarité produit un degré supérieur de vulnérabilité face aux évolutions de la demande*. Le temps mécanique de la production est

alors confronté au temps subjectif de la consommation et à ses fluctuations possibles. Face à ce constat, la question est alors de déterminer les possibilités d'une symétrie entre les deux univers. La volonté d'y répondre donne un éclairage singulier aux études hayekiennes.

III.3. La filière hayekienne : les ordres spontanés comme structures de prévision

Dans *The Counter-Revolution of Science*, Hayek s'intéresse « au problème de la compatibilité des intentions et des anticipations de différentes personnes, de la division de la connaissance entre elles, et du processus par lequel la connaissance pertinente est acquise et les anticipations formées » (Hayek [1952c], p. 33).

Auparavant, dans *Économie et connaissance*, il avait établi que « sous certaines conditions, la connaissance et les intentions des différents membres de la société sont supposées devenir de plus en plus accordées ou [...] que les anticipations des gens et particulièrement des entrepreneurs deviendront de plus en plus correctes » (Hayek [1937a], p. 127). Quelles sont ces conditions ?

Dans le cadre d'un univers statique, l'ajustement des anticipations et la réalisation consécutive des plans obéissent à une suite logique. Mais il en est différemment lorsque l'analyse s'inscrit dans un cadre dynamique. Dans un univers changeant, il n'existe apparemment aucun mécanisme d'apprentissage permettant aux agents de progresser dans la voie d'une validation de leurs anticipations, puisque à tout instant, chaque acteur prend ses décisions dans l'ignorance des décisions d'autrui. Une citation de *Droit, législation et liberté* éclaire sous un autre angle la nature du problème : « La concordance des anticipations qui rend possible aux diverses parties de réaliser ce qu'elles recherchent est en fait engendrée par un processus d'apprentissage par essais et erreurs qui implique nécessairement que certaines anticipations soient déçues. Le processus d'adaptation opère, comme les ajustements de n'importe quel système auto-organisé, par ce que la cybernétique nous a appris à appeler le "feed-back négatif" ou rétroaction ; à savoir le fait que les réponses aux différences entre le résultat escompté et le résultat effectif des actions tendent à diminuer ces écarts. Il en découlera une coïncidence croissante dans les anticipations des diverses personnes, *pour autant que les prix courants fournissent quelque indication sur ce que seront les prix futurs – c'est-à-dire aussi longtemps que dans un cadre connu et assez stable, un petit nombre de données de fait se modifieront à chaque moment* » (Hayek [1976], p. 150).

Or, aucun élément d'analyse ne permet d'affirmer que les prix présents annoncent les prix futurs, et que seul un faible nombre de données se modifieront. La coordination des anticipations subjectives des agents nécessite alors sinon une constance, du moins une prévisibilité des données objectives. L'origine et la nature de cette prévisibilité sont à l'époque de *Économie et connaissance* des questions sans réponse pour son auteur. Ce n'est que beaucoup tard, avec le concept de *règles de juste conduite*, que Hayek va proposer dans différents textes (*Studies...*, *Droit, législation et liberté*, *New Studies...*) une explication de principe de la coordination des plans. Complétant les mécanismes du marché, les règles de juste conduite ont pour fonction de stabiliser les préférences des individus et

d'encadrer leurs comportements. Elles facilitent ainsi la prévision et permettent alors la formation des anticipations des agents.

En matière de dénouement du marché et de réussite des plans, le problème se pose donc en termes de *standardisation des croyances*. Nous avons déjà observé que la formation des idéaux-types est une condition de signification de la réalité sociale, à partir d'une structure mentale des individus qui leur serait commune. C'est à travers « la typicalité » que la réalité sociale prendrait un sens. Si la structure mentale des individus est organisée de manière commune, comme l'énonce Hayek dans *L'ordre sensoriel*, il est alors logique que les individus utilisent les mêmes procédures (les mêmes types) pour interpréter la réalité sociale. Dans cette perspective, les idéaux-types permettent une convergence des interprétations[1].

La réussite par les règles

Pour Hayek, les règles abstraites qui définissent l'ordre sensoriel participent d'un savoir abstrait. Elles s'expriment non seulement par des actions, mais aussi par des modes de pensée, des valeurs, des modes d'interprétation et de perception. Elles représentent des cadres cognitifs qui déterminent le mode de réception et de traitement de l'information, ou en d'autres termes, elles conditionnent l'interprétation des données. La connaissance peut ainsi être définie comme le produit de l'exercice de règles assistées et modifiées par d'autres règles indiquant l'équivalence ou la différenciation entre des combinaisons de stimuli.

Mais par ailleurs, les règles représentent un point focal qui permet la sélection et la convergence des représentations. En effet, traduisant une connaissance commune et partagée dans une collectivité, elles transforment des individus parfaitement singuliers en acteurs socialisés. L'existence de ces règles traduit des communautés d'interprétation : les individus se comprennent mutuellement car ils participent d'une même culture de règles. Ce sont alors la conjonction de la connaissance des lois praxéologiques de l'action humaine, de certaines circonstances empiriques, et le partage de cette culture commune, souvent médiatisée par l'imitation et les pratiques, qui expliquent la formation des plans d'un agent sur d'autres acteurs *a priori* anonymes. *Si les individus ne connaissent pas les situations et les connaissances concrètes des autres individus, ils connaissent néanmoins la classe des situations dans lesquelles ils se trouvent et la culture à laquelle ils participent. En d'autres termes, ils connaissent leurs croyances, c'est-à-dire les règles générales qui gouvernent leur activité mentale*. Par ce biais, les modes de catégorisation des individus sont similaires, sans pour que autant ceux-ci soient capables de formuler ces modes puisqu'ils s'expriment sous forme tacite.

Le respect de règles de comportement, de traditions, d'habitudes ou de conventions accroît alors les possibilités pour les acteurs de parvenir à la réussite de leurs plans. *La*

1. Plus le degré de proximité avec autrui est fort et plus la somme d'expériences vécues est importante, moins le type formé sera anonyme et le type de prévisions couvrira un large champ de l'activité individuelle concernée. Moins ce degré de proximité est important, moins le type formé sera de caractère concret, moins le champ des prévisions sera large mais bénéficiera en retour d'une qualité importante. Sous cet angle, l'évolutionnisme correspondrait à un processus de compétition et de sélection des idéaux-types (ou en d'autres termes, des grilles d'interprétation).

règle constitue une somme de connaissances sur l'environnement. Elle n'est pas arbitrairement choisie, mais rend compte d'un ensemble de faits particuliers : « notre adaptation à l'environnement ne consiste pas seulement, ou même principalement, en un instrument de relation de cause à effet ; elle consiste aussi en ce que nos actions sont régies par des règles adaptées au monde dans lequel nous vivons, c'est-à-dire des circonstances dont nous n'avons pas conscience, et qui pourtant, définissent la structure de nos actions réussies » (Hayek, *Droit, législation et liberté* [1973], p. 13).

La règle représente par ailleurs *une économie d'information*, dans la mesure où la somme fantastique de savoirs qu'elle représente va s'exprimer non sous une forme concrète, mais *synthétique*. La connaissance incorporée dans les règles est d'abord abstraite, car « c'est une caractéristique présente dans tous les processus qui déterminent l'action, bien avant qu'ils n'apparaissent dans la pensée consciente ou qu'ils ne se traduisent dans le langage » ; l'abstraction « est le moyen d'affronter pratiquement la complexité du réel que notre esprit n'est pas capable de maîtriser pleinement » et constitue la « manière dont l'homme s'adapte à son ignorance de la plupart des faits particuliers de son environnement » (Hayek, *ibid.*, p. 34-35)[1]. Cette synthèse du savoir constitue en dernière analyse un processus de transformation d'une multiplicité de faits individuels et concrets en l'énoncé de règles générales incorporant l'ensemble du contenu cognitif de ces faits et attribuant à cet ensemble une signification générale.[2]

Enfin et surtout, *les règles de juste conduite constituent une réponse au problème de l'ignorance du futur*. En raison même du caractère abstrait du savoir exprimé, elles offrent une gamme d'outils permettant de s'adapter et de répondre à des situations diverses susceptibles de se produire dans l'avenir. Elles permettent aux acteurs de répondre à des situations imprévisibles, en augmentant par leur respect les chances de voir réussir leurs plans. Mais le respect de ces règles permet aussi de réduire l'ignorance. Si ces règles représentent la condition de la réussite des plans individuels, elles expriment en même temps l'idée d'une constance des comportements des agents en réaction à leur environnement. De par leur caractère générique, ces règles indiquent, face à des situations ou à des classes de situations, un ensemble d'attitudes ou de réponses qui vont se généraliser à des ensembles d'individus. Elles permettent de créer *une régularité* au sein de la sphère sociale et d'offrir *une certaine capacité de prévision*. Elles stabilisent ainsi un environnement social, qui sans leur apport représenterait au sens de Shackle des univers kaléidiques, dont la configuration est indéterminée.

Ce sont les règles qui permettent à la fois de construire des « types » d'agents et de *standardiser* leurs représentations. Cette convergence se cristallise dans la notion de sens commun, qui émerge à l'issue d'un processus « d'objectivisation » des représentations individuelles.

1. Il existe ainsi une « primauté de l'abstrait » (Hayek [1969/1978]). Cet élément peut se ramener aux études de psychologie cognitive de *L'ordre sensoriel*.

2. Ce savoir abstrait représenté par les règles de juste conduite s'exprime d'abord et avant tout par les actions et non par le langage (même si celui-ci incorpore des règles abstraites) : c'est avant tout une connaissance de l'environnement immédiat, une sorte de savoir-faire se modifiant au fur et à mesure des changements de circonstance, et s'exprimant dans les actes individuels par des habitudes, des comportements et des traditions.

L'ordre spontané comme structure de règles

Pour Hayek, ce complexe de règles constituant l'architecture de la coopération sociale représente un *ordre spontané*. La théorie de l'ordre spontané est sans doute la facette de son œuvre qui a suscité le plus de commentaires et de polémiques à l'encontre de Hayek. On ne peut rendre compte ici de la littérature considérable qui s'est développée à ce sujet[1]. L'ordre spontané, pour Hayek, se définit comme « une méthode générale pour créer indirectement un ordre dans des situations où les phénomènes sont beaucoup trop complexes pour nous permettre la création d'un ordre en mettant séparément chaque élément à sa bonne place. C'est une sorte d'ordre sur lequel nous avons peu de contrôle relativement à ses manifestations particulières, car les règles qui le déterminent conditionnent seulement son caractère abstrait, alors que le détail dépend des circonstances particulières connues seulement de ses membres individuels » (Hayek, *Kinds of Rationalism* [1965], p. 92). La coordination sociale, à travers ses différentes instances (marché, règles, institutions), correspond alors à des ordonnancements d'activités non maîtrisés et non maîtrisables par l'esprit individuel, et dont la rationalisation *ex-ante* est une entreprise sans espoir. La volonté « constructiviste » (héritée de Descartes, de Rousseau et de la philosophie française des Lumières) d'améliorer de manière consciente et délibérée la structure d'ensemble des règles existantes n'est donc pas réalisable : « À partir du moment où notre vie d'ensemble consiste à faire face à des circonstances toujours nouvelles et imprévisibles, nous ne pouvons pas l'ordonner en décidant à l'avance toutes les actions particulières que nous prendrons. La seule manière par laquelle nous pouvons en fait donner à nos vies un certain ordre est d'adopter certaines règles abstraites ou des principes comme guide, et alors d'adhérer strictement aux règles que nous avons adoptées pour traiter de nouvelles situations lorsqu'elles se produisent » (*ibid.*, p. 90).

Il existe une symétrie entre les ordres spontanés et les règles abstraites qui permettent de les faire exister et fonctionner. La correspondance entre les règles de juste conduite et les « pattern predictions » résultant de leur application permet ainsi d'expliquer le fait « qu'il doit y avoir quelque régularité discernable dans le monde rendant capable de prévoir correctement les événements » (Hayek, *Économie et connaissance* [1937], p. 49).

Il est certain que ces prévisions ne sont pas quantitatives et ne concernent pas des faits particuliers. Elles sont d'abord d'ordre qualitatif et s'expriment souvent beaucoup plus par le fait d'établir l'impossibilité de certaines situations que par la faculté d'anticiper des événements déterminés[2]. L'application de ces règles ne vient certes pas à bout de l'ignorance du futur. Il n'en reste pas moins que les capacités de prévision issues de ces règles trouvent une dimension pratique. Ces prévisions concernent en effet des genres ou des classes d'événements, prenant la forme dans la pratique sociale de *structures de régularité*.

1. On pourra consulter avec profit les articles de Caillé *Pour une critique de la raison libérale critique* [1984], de Frydman *Individu et totalité dans la pensée libérale : le cas de F. Hayek* [1989] et plus récemment, différentes contributions de Khalil *Organizations versus Institution* [1995], *Friedrich Hayek's Darwinian Theory of Evolution of Institutions : Two Problems* [1996], *Friedrich Hayek's Theory of Spontaneous Order : Two Problems* [1997].

2. « Bien que nous ne soyons pas en mesure de spécifier précisément ce qui va arriver, ou même de dresser la liste de toutes les possibilités, chaque structure observée a une signification dans la mesure où elle limite les possibilités que quelque chose d'autre se produise » (Hayek, *Degrees of Explanation* [1955/1967], p. 18).

Une variabilité absolue des données au sein des modèles empêche toute prévision de caractère concret car aucune régularité dans les situations pratiques ne pourra être discernable. La possibilité de formuler des prévisions est à la mesure de la transformation de ces variables en constantes. L'originalité de Hayek est de délivrer, par l'intermédiaire des règles de juste conduite, une formulation théorique à la possibilité de formation de ces constantes et à leur caractère effectif. Il va de soi que celles-ci sont de caractère très général. Elles sont de plus associées à un grand nombre de variables dont les modes de combinaison peuvent être divers. Il est ainsi hors de question d'aboutir à des prévisions à la fois parfaites et quantifiées, mais simplement à des *degrés de prévision*, qui s'exprimeront par la présence de régularités au sein des structures sociales[1]. Réponse à l'ignorance, les règles de juste conduite ont pour faculté de réduire l'ignorance. Elles permettent alors à un double titre l'émergence d'un ordre social[2].

Cet ordre ne constitue rien d'autre qu'un réseau structuré et cohérent de règles de juste conduite. Avec leur régularité et la récurrence des situations qu'elles engendrent, elles sont l'expression même de la formation d'ordres spontanés[3]. Reprenant la formule d'Adam Ferguson, Hayek les définit comme le « résultat de l'action des hommes, mais non de leurs desseins » (Hayek [1967b]. Elles sont à la fois *la condition et la conséquence de la régularité des actions des hommes*[4]. La formation de ces structures ne peut se comprendre que comme le résultat d'une évolution. À la suite d'un processus évolutionniste, les règles sont sélectionnées à travers le temps et l'expérience, s'adaptant aux changements de circonstances afin d'assurer progressivement une meilleure adéquation des plans individuels. Il convient cependant de ne pas se méprendre sur l'idée du caractère spontané des institutions. D'une part, celui-ci porte sur le processus de leur formation et non sur leur contenu propre[5]. D'autre part, l'ordre spontané n'est pas constitué simplement d'individus, mais aussi d'organisations, telles que la famille, l'entreprise, le gouvernement. Ces organisations sont dirigées par des buts conscients et régulés par des plans. Cependant, l'important en la matière n'est pas que l'ordre spontané puisse

1. « L'explication et la prévision ne se réfèrent évidemment pas à un événement individuel, mais toujours à un phénomène d'un certain genre ou d'une certaine classe » (Hayek, *Degrees of Explanation* [1955/1967], p. 9).

2. Le fait que ces règles existent sous forme abstraite, qu'elles se manifestent d'abord dans les actions, et non dans les mots, explique leur méconnaissance et la difficulté de les reconnaître en tant que telles : « [...] elles ne sont pas susceptibles d'être perçues intuitivement, ni reconnaissables autrement que sur la base d'une théorie qui rende compte de leurs caractères ». Pour cette raison, elles sont difficilement admissibles pour le grand public, fournissant ainsi la base d'un malentendu sur la manière dont peut se former une structure sociale complexe.

3. Toute une réflexion est menée par Hayek sur la manière dont les règles sont apprises et transmises (voir notamment [1973], [1976a] et [1978]). Une fois encore, dans ce domaine, l'influence des thèses de *L'ordre sensoriel* est perceptible.

4. « Les règles gouvernant un ordre spontané doivent être indépendantes de tout objectif, et identiques, si ce n'est nécessairement pour tous les membres, au moins pour des catégories de membres anonymes. Elles doivent [...] être des règles applicables à un nombre inconnu et indéterminé de personnes et de cas. Elles devront être appliquées par les individus à la lumière de leurs connaissances et de leurs intérêts respectifs. »

5. Ainsi, il n'est nul besoin, comme le soutient Sicard (*Popper et Hayek : économie et politique* [1987]) que les règles qui sont à la base de l'ordre spontané le soient aussi. Leur contenu peut être d'origine consciente. Mais il existe toujours un décalage incontournable entre les intentions sous-tendant la mise en place de ces règles et le résultat de leur application, lequel dépend de multiples facteurs particuliers et changeants. Ce résultat est par définition spontané.

être en partie composé d'organisations. Le point essentiel est que les liens entre les différentes organisations s'établissent sur la base de règles spontanées qui seules sont aptes à mobiliser toute la connaissance et à réduire l'ignorance du futur[1].

Cosmos *versus* taxis

Il est donc clair que le débat ordre spontané-ordre construit tourne autour du problème de la gestion de l'ignorance du futur. Certes, au sein des ordres spontanés, une connaissance précise et concrète d'un environnement social complexe est exclue. Mais des *classes* entières d'individus, en réponse à une *classe* de phénomènes, réagiront en suivant une certaine *classe* de règles pour produire une certaine *classe* d'événements. Les ordres spontanés se caractérisent par une croissance de la connaissance abstraite, mais l'application du caractère général des règles de juste conduite réduit inéluctablement la connaissance et la maîtrise des circonstances concrètes. Cependant, ces règles constituent un progrès à la fois au sens *quantitatif*, dans la mesure où elles permettent une coordination des activités au sein de collectivités de plus en plus nombreuses, et aussi *qualitatif* dans la mesure où elles délivrent aux divers individus la capacité de découvrir et de satisfaire un nombre plus élevé de fins particulières qu'à l'intérieur des ordres construits. Il existe donc un phénomène de relation d'exclusivité entre l'extension de la connaissance abstraite et celle du savoir concret. Plus on veut appréhender, contrôler et maîtriser la connaissance concrète, plus il faudra renoncer à cet élargissement de la connaissance abstraite, laquelle permet de fournir à une multiplicité d'individus une multiplicité d'informations au service d'une multiplicité de fins[2].

Il est ainsi possible de définir les ordres construits *(taxis)* comme des structures comprenant un faible nombre d'éléments, mais caractérisés par une régularité extrême. Les ordres spontanés *(cosmos)* sont quant à eux des structures réunissant de nombreux éléments, mais dont les relations sont beaucoup moins strictes, en raison de leur multiplicité même et du caractère abstrait de la connaissance transmise. Le degré d'événements susceptibles d'être appréhendés par un ordre construit, en raison du faible nombre des éléments dont il rend compte, ne permet ainsi au niveau quantitatif (nombre de faits appréhendés) qu'une faible prévision. Mais au niveau qualitatif, ces prévisions seront extraordinairement fiables. Les ordres spontanés recensent au niveau quantitatif un nombre plus important de faits et permettent donc de délivrer une connaissance et une information beaucoup plus vaste. Mais cette connaissance ne sera pas aussi précise que celle fournie par des ordres fabriqués[3].

---

1. « Dans n'importe quel groupe d'hommes dépassant la taille minimale, la collaboration reposera toujours à la fois sur l'ordre spontané et sur l'organisation délibérée. Il est incontestable que pour maintes tâches limitées l'organisation est la méthode la plus puissante de coordination efficace, parce qu'elle nous permet d'adapter au mieux de nos objectifs l'ordre résultant ; [...] là où, en raison de la complexité des circonstances entrant en ligne de compte, nous devons nous fier aux forces génératrices d'un ordre spontané [...] » (Hayek [1973], p. 54).

2. « Tout désir que nous pouvons avoir concernant la situation des éléments individuels, ou la relation entre des individus ou des groupes particuliers, ne pourrait être satisfait qu'en perturbant l'ordre d'ensemble. La sorte de pouvoir qu'à cet égard nous aurions sur un arrangement concret ou taxis, nous ne la posséderions pas sur un ordre spontané : de ce dernier, nous ne connaîtrions que les aspects abstraits et ne pourrions influer que sur eux » (Hayek [1973], p. 49).

3. Cette situation conduit Hayek à établir qu'avec les ordres construits, « nous ne pouvons prévoir qu'un

Les règles de juste conduite ne constituent rien d'autre qu'un mode d'uniformisation des réactions des individus à un environnement perçu et vécu subjectivement[1]. Grâce à elles, les entrepreneurs ne sont plus confrontés à une incertitude totale. Cette situation n'implique pas que l'ignorance soit exclue de leur activité. Celle-ci demeure quant aux situations particulières. Mais le processus permet de réduire la gamme des situations possibles. C'est l'existence de ces règles abstraites qui permet à la plupart des individus de tabler sur des anticipations correctes.

L'opposition entre les ordres complexes et les ordres simples trouve une dimension plus large dans la récupération par Hayek de la distinction popperienne entre la *société fermée* et la *société ouverte*. Du point de vue qui nous occupe ici, la société fermée se caractérise par un degré de complexité si faible que les données nécessaires à la cohérence des plans individuels sont accessibles à des cerveaux particuliers. Ainsi, l'organisation sociale peut être régie par une direction consciente. À l'opposé, la société ouverte « est le produit de la capacité croissante de l'homme de communiquer la pensée abstraite »[2].

III.4. Plans *versus* prix ?

La filière autrichienne qui s'est développée à partir des travaux de Rothbard et de ses disciples[3] (Salerno, Hoppe, Herbener...) se proclame la seule traduction correcte des enseignements de Mises. L'ambition de ces auteurs est de restituer fidèlement la pensée du maître. À ce titre, les autres courants situés hors de cette mouvance sont dénoncés comme des déviances ou des erreurs. Ainsi, « [...] le seul paradigme autrichien correct est le paradigme misesien ; les autres paradigmes autrichiens concurrents, en particulier le paradigme hayekien des "règles évolutionnistes" irrationnelles, de la "connaissance", des "plans" et de "l'ordre spontané", ainsi que le paradigme nihiliste de Lachmann, prônant un radicalisme ultra-subjectiviste, sont à la fois erronés et pernicieux »

---

petit nombre de traits de la situation résultante, mais nous pouvons le faire avec une grande assurance ; un tel ordre serait limité, mais cependant parfait. Dans la seconde situation (c'est-à-dire avec les ordres spontanés), nous pourrons prédire davantage de choses, mais seulement avec une moyenne certitude » (Hayek [1973], p. 50).

1. Ces règles « déterminent ou limitent le nombre de possibilités à l'intérieur duquel le choix est fait consciemment. En éliminant certains genres d'action et en produisant une certaine routine dans la manière d'atteindre l'objectif, elles diminuent simplement les alternatives pour lesquelles un choix conscient est requis. La présence de règles morales, par exemple, qui sont devenues une partie de la nature de l'homme, signifiera que certains choix concevables n'apparaîtront pas du tout parmi les possibilités entre lesquelles il choisit » (Hayek [1967], p. 56). Les règles de juste conduite réduisent ainsi le champ du subjectivisme et l'incertitude qui lui est liée. Sur ce point, *cf.* aussi Polanyi, *The Determinants of Social Action* [1969], dont les intuitions se rapprochent de celles de Hayek.

2. La *société ouverte* est régie par des règles, car « en guidant les actions des hommes par des règles, plutôt que par des commandements spécifiques, il est possible de mettre en œuvre une connaissance que personne ne possède en entier. Elle véhicule ce savoir par l'intermédiaire des règles de juste conduite » (Hayek [1973], p. 161).

3. Rothbard (*The Present State of Austrian Economics* [1995]) ; Salerno (*Ludwig von Mises as Social Rationalist* [1990], *Commentary : The Concept of Coordination in Austrian Economics* [1991], *Mises and Hayek Dehomogeneized* [1993]) ; Hoppe (*Praxeology and Economic Science* [1988], *A Theory of Socialism and Capitalism : Economics, Politics and Ethics* [1989], *The Economics and Ethics of Private Property* [1993], *F.A. Hayek on Government and Social Evolution : A Critique* [1994]) ; Herbener (*Ludwig von Mises and the Austrian School of Economics* [1991]) ; Hulsmans (*Knowledge, Judgment and The Use of Property* [1997], *A Realist Approch to Equilibrium Analysis* [2000]).

(Rothbard, *The Present State of Austrian Economics* [1995], p. 48). La réflexion des représentants de ce cercle peut être abordée à différents niveaux.

Les prix sans les plans

Un premier niveau d'analyse des « rothbardiens » du thème de la réussite des plans peut être abordé à partir du statut de la psychologie dans la construction de l'économie théorique. La notion de plan est effectivement une catégorie de la praxéologie. Mais la connaissance de son contenu concret et des anticipations qui se forment dans l'esprit de l'acteur relève de catégories psychologiques, internes à chaque individu. Elle n'est donc pas permise à l'observateur et l'économiste théoricien ne peut y prétendre. Les préférences s'expriment par les actes, mais il n'est nul moyen, d'un point de vue extérieur, de déterminer si le résultat des actes correspond effectivement aux anticipations des acteurs formées à la base du plan.

Associer le thème de la *coordination* à la notion de *plan* est alors un non-sens économique. C'est une démarche qu'on ne trouverait pas chez Mises. Salerno évoque ainsi l'idée du caractère coordinatif du marché chez Mises : « Cela signifie que la structure des prix réalisés (de déséquilibre), qui émergent continuellement du cours du processus du marché et dont les éléments sont employés pour le calcul monétaire, accomplit la fonction indispensable de solder tous les marchés et, dans le processus, de coordonner les emplois productifs et les combinaisons de toutes les ressources les unes avec les autres et avec les préférences anticipées des consommateurs. Une telle coordination par les prix, en assurant que les ressources rares sont retenues par les entrepreneurs offrant les prix les plus élevés, assure aussi qu'à chaque instant la loi des coûts de Böhm-Bawerk prévaut, c'est-à-dire que la constellation des prix des facteurs qui émerge sur un marché non entravé par des restrictions légales reflète toujours la circonstance que les ressources existantes sont allouées à leur emploi le plus utile selon les évaluations entrepreneuriales des prix de production futurs » (Salerno, *Mises and Hayek Dehomogeneized* [1993], p. 124).

Il en découle logiquement que pour l'économiste, la tendance vers l'équilibre ne peut avoir d'autre signification légitime que celle-ci : les allocations de ressources, opérées par les entrepreneurs-promoteurs, s'effectuent de manière conforme à leurs anticipations sur les choix futurs des consommateurs. Mais cette « équilibration » ne signifie pas pour autant que les plans des entrepreneurs soient satisfaits, ou en d'autres termes que leurs anticipations soient correctes. *Si l'existence d'une structure de prix relatifs garantit l'ajustement des marchés (au sens d'un équilibre entre l'offre et la demande), elle ne garantit pas la réussite des plans.* Une structure de prix de marché peut exprimer aussi bien des réussites de plans que certains échecs entrepreneuriaux à prévoir correctement l'avenir, avec des prix de vente qui ne sont pas égaux aux coûts de production. Ces réussites ou ces échecs expliquent d'ailleurs respectivement les phénomènes de *profits* et de *pertes*[1].

---

1. « Le concept d'équilibration [...] est un concept *ex-ante* exprimant la reconnaissance du fait que les entrepreneurs répondant à l'attrait de profits monétaires attendus cherchent à anticiper et éliminer les mauvais ajustements des moyens et les fins qui se produisent continuellement, et leur succès dans cette voie culminerait dans un état de satisfaction optimum, c'est-à-dire la non-action » (Salerno, *Mises and Hayek Dehomogeneized* [1993] p. 125). On peut cependant remarquer que Rothbard et ses disciples refusent

Au nom de cette logique, Rothbard est soucieux d'opérer une stricte distinction entre d'une part *une coordination par les prix*, conforme selon lui à l'esprit comme à la lettre de Mises, qui rendrait compte de la simple existence du marché ; d'autre part, *une coordination par les plans*, qui exprimerait des situations de pleine réussite des anticipations, caractéristique d'un équilibre statique, étranger à l'essence de la vie économique et donc impossible à atteindre dans la réalité : « [...] la coordination se produit effectivement, et chaque jour, à travers le système des prix [...] Non dans l'équilibre final jamais atteint, mais chaque jour sur les marchés, dans un équilibre quotidien, le système des prix coordonne les prix, incluant les taux de salaires et les prix des autres facteurs productifs, de telle manière qu'il n'y a jamais aucune pénurie ou surproduction. Au quotidien, alors, il peut, pour différentes raisons, avoir des misallocations de ressources, mais jamais des pénuries ou des surplus, aussi longtemps que les prix sont libres d'évoluer » (Rothbard [1995], p. 60).

Dans cette perspective, il est compréhensible que pour les auteurs de cette « filière », il n'existe pas sur le marché de critère qui permette de mesurer le degré de réalisation des plans et de les comparer entre eux. La liberté des prix permet de solder les marchés. Mais si toutes les situations de marché expriment par définition des équilibres de prix, il n'est pas possible de « hiérarchiser » ces situations et d'établir ainsi la supériorité d'un état de coordination sur un autre.

En faisant abstraction du problème de la validation des anticipations, au nom du respect des lois praxéologiques, les rothbardiens nient l'existence théorique d'un problème économique de réussite des plans. Cette approche peut apparaître fondée en première instance. Néanmoins, l'impossibilité épistémologique de déterminer si d'un point de vue extérieur les agents examinés ont réussi leurs plans initiaux n'interdit pas complètement à l'économiste de s'attacher à cette question. Mises énonce lui-même que l'exercice de la catallaxie implique la mobilisation de catégories extérieures à l'analyse *a priori*. Celle-ci constitue seulement une *base* du raisonnement économique, et ne l'exprime pas tout entier. Cela n'a heureusement pas empêché les autrichiens en général de s'intéresser en profondeur à la sphère catallactique. En s'appuyant sur les écrits de Mises, les rothbardiens semblent avoir adopté une démarche semblable.

De l'incertitude radicale à l'incertitude modérée

Selon Salerno, Mises pense que l'économie de marché génère un processus qui opère vers la minimisation des erreurs entrepreneuriales. C'est ce que Mises appelle « le processus de sélection, qui opère continuellement et réellement via les profits et pertes monétaires pour jeter hors du marché les entrepreneurs relativement inefficients et moins astucieux et transférer le pouvoir de choisir les meilleurs usages et combinaisons techniques des

d'évacuer la notion d'équilibre de leur horizon de pensée. En cela, ils se considèrent fidèles à la pensée de Mises, celui-ci utilisant la méthode des constructions imaginaires pour décrire les lois économiques. En dernière analyse, cette référence à l'équilibre traduit le fait que le déséquilibre ou la préférence ne peuvent pas être pensés sans conceptualiser la notion d'équilibre ou d'indifférence : « Ainsi, nous concevons la catégorie d'action en construisant l'image d'un état dans lequel il n'y a aucune action (équilibre final), soit parce que l'individu est totalement satisfait et ne ressent aucune frustration soit parce qu'il ne connaît aucune procédure à partir de laquelle une amélioration de son bien-être (équilibre ou satisfaction) pourrait être attendue » (Mises cité par Rothbard, *The Present State of Austrian Economics* [1995], p. 57).

ressources productives aux entrepreneurs techniquement plus experts et qui voient plus loin » (Salerno [1993], p. 132). Rothbard, dans le même esprit, ajoute : « Sur le temps, les entrepreneurs qui ont du succès en acceptant les risques et en prévoyant leur futur particulier gagneront des profits et étendront leurs opérations, alors que des faibles preneurs de risques et de faibles prévisionnistes subiront des pertes et restreindront le champ de leurs activités » (Rothbard [1995], p. 51).

L'ignorance du futur détermine inévitablement l'acquisition de profits ou de pertes et conditionne alors le destin d'entrepreneurs particuliers. Ainsi, « [...] sur le marché fonctionne en permanence un processus de sélection. Sans cesse s'exerce une tendance à écheniller la profession des entrepreneurs, éliminant ceux d'entre eux qui sont les moins efficaces, c'est-à-dire qui ne réussissent pas à prévoir correctement les demandes futures des consommateurs » (Mises [1966], p. 610)[1].

Mais pour autant, ces erreurs ne peuvent se généraliser à l'ensemble de l'économie : « Les erreurs d'entrepreneurs entraînent des pertes pour les entrepreneurs malavisés, pertes qui contrebalancent les profits des entrepreneurs efficients. Elles font que les affaires vont mal pour certains groupes d'industries, vont bien pour d'autres groupes. Elles n'entraînent pas une dépression générale du commerce » (*ibid.*, p. 318-319). Au final, si certains échouent, ils font bien évidemment des pertes ; mais ces pertes profitent à d'autres, dans une logique de vases communicants. Les « surprises négatives » subies par certains entrepreneurs ont pour contrepartie des « surprises positives », dont bénéficient d'autres entrepreneurs. *Ce n'est donc pas tant la somme des profits monétaires qui est en jeu que sa structure de répartition entre les promoteurs.*

Dans une économie de marché laissée à elle-même, les erreurs d'anticipation des promoteurs concernant la demande future des consommateurs n'expriment rien d'autre que le fait que celle-ci s'est dirigée vers d'autres secteurs, au profit d'autres entrepreneurs. En conséquence, l'ignorance du futur, tout en demeurant un phénomène individuel, ne trouve plus de dimension sociale. Elle ne saurait logiquement déboucher sur des pertes généralisées de la part des promoteurs. *Le marché libre ne peut produire des crises générales.*

Cela dit, à un autre niveau d'analyse, on doit relever certains propos de Salerno ou de Rothbard qui permettent de resituer le problème à un niveau plus individuel. Ainsi, « [...] l'homme agit toujours en utilisant sa raison pour améliorer son lot ; de telle manière que son action est toujours "rationnelle", c'est-à-dire que ses actions sont toujours bénéfiques, toujours nécessairement équilibrantes *ex-ante. Et le mécanisme de marché est aussi tel que les anticipations tendent, en général, à réussir, de telle manière que les décisions* ex-ante *deviennent validées ex-post* » (Rothbard [1995], p. 59) [L'italique est de nous.] On peut noter aussi : « les entrepreneurs tendront à maintenir leurs positions et à réussir dans la plupart de leurs activités » (*ibid.*, p.51).

Il semble en fait que pour les auteurs de cette filière, l'ignorance du futur ne soit pas totale chez Mises. Dans *The Present State of Austrian Economics*, Rothbard s'oppose résolument à l'idée d'une incertitude radicale et inévitable. L'impossibilité de prévision du futur signifie la négation même des lois de causalité : « À partir du moment où il n'y a pas de lois de cause à effet dans l'action humaine, l'individu lachmannien ne serait pas

1. Pour le processus de sélection chez Mises, voir en particulier *L'action humaine*, p. 328-332.

capable de pronostiquer le moins du monde ce qui va arriver aux prix » (Rothbard [1995], p. 52). Pour reprendre ses propres termes, l'incertitude misesienne correspond à une « incertitude modérée » (que Rothbard oppose à l'incertitude radicale de Lachmann). Du présent émergent certains éléments d'appréciation qui permettent à des individus plus perspicaces d'accepter délibérément une confrontation avec l'incertitude.

De tels propos soulèvent néanmoins un certain nombre d'interrogations. On ne trouve guère explicitée sous la plume des auteurs concernés la nature des mécanismes permettant cette forme de réduction ou de minimisation de l'ignorance du futur favorisant la « validation » des anticipations.

À l'évidence, l'ordre spontané et les règles de juste conduite ne constitueraient pas un éclairage acceptable : « L'insistance de Hayek sur des habitudes ou des règles inconscientes soulève des interrogations, telles que : comment ces règles et institutions ont-elles été adoptées au départ ? Comment se transforment-elles, souvent brutalement ? Revenir, comme Hayek le fait, à l'évolution comme la seule réponse à la première question non seulement passe à côté de l'essence du concept d'évolution, qui requiert l'existence de gènes et de mutations, mais en plus, elle échoue spectaculairement à rendre compte de changements soudains dans ces règles ou dans l'acceptation sociale de ces règles » (Rothbard [1995], p. 66). Hoppe (*F.A. Hayek on Government and Social Evolution : A Critique* [1994]) avait auparavant développé une conception du même ordre.

Cependant, l'existence d'un principe de validation des anticipations peut être considérée comme la corrélation nécessaire de l'argument en faveur d'un travail interprétatif. On doit certainement envisager des éléments irréductibles d'ignorance du futur, qui empêchent de garantir le succès des plans et d'éviter les erreurs. *Mais pour que le travail d'interprétation ait un sens, le présent et le passé doivent contenir des éléments qui, s'ils sont correctement analysés, permettent objectivement d'indiquer ce que pourrait être l'avenir.* Dans le cas inverse, ce serait uniquement les plus chanceux qui resteraient sur le marché et non pas les plus perspicaces. Évoquer la « compétence » des entrepreneurs, leur « efficience » et non pas simplement leur veine suppose nécessairement que leurs actions ne reposent pas sur des simples paris.

Comment expliquer ces éléments de prévisions pouvant être établis à partir des données de l'histoire au sens de Mises ? L'argumentaire établi par Rothbard dans *L'éthique de la liberté* [1982] offre les pistes d'une réponse possible.

L'éthique au service des plans ?

Dans cet ouvrage de caractère particulier, Rothbard cherche à édifier un argumentaire éthique, indépendamment de toute référence à « l'utilitarisme » et au conséquentialisme hayekien. La référence inédite au sein de l'analyse néo-autrichienne à un concept d'éthique s'opère au nom d'une démonstration ontologique. Cette assise naturaliste à la réflexion sociale, construite dans une perspective rationaliste, permet à Rothbard de fonder une norme de droit régissant les échanges interpersonnels.

L'éthique de la liberté est souvent présentée par la littérature comme une véritable fracture vis-à-vis de la tradition néo-autrichienne, et plus particulièrement dans la relation à la pensée praxéologique de Mises. Certes, Mises est résolument opposé à l'introduction de critères éthiques dans le raisonnement économique : « Il n'y a aucune

utilité à se référer à des préceptes éthiques. Ils sont dérivés de l'intuition ; ils sont arbitraires et subjectifs. Il n'y a aucun standard disponible au regard duquel ils peuvent être jugés » (Mises, *Planning for Freedom* [1962c], p. 131). Mais l'argumentation de Rothbard laisse apparaître une réalité plus nuancée. Sur le plan épistémologique, *L'éthique de la liberté* ne peut pas être considéré comme une rupture, mais constitue l'achèvement d'une entreprise intellectuelle entamée dès la fin des années 1950. L'ouvrage ne fait que réaffirmer une volonté ancienne de réconcilier enseignement praxéologique et réalisme épistémologique. Rothbard ne remet pas en cause cette « analyse formelle des conséquences générales du fait de l'action humaine » (Rothbard [1956], p. 36) incarnée par la praxéologie, mais cherche à transformer le caractère formel de ses enseignements en contenu concret et ontologiquement signifiant[1].

En effet, la référence de Rothbard au réalisme aristotélicien lui permet de soutenir l'idée qu'au simple énoncé par Mises d'une grammaire de l'action, se superpose *la définition d'une nature humaine*. Tous les phénomènes doivent être étudiés sous un angle naturaliste. Les divers éléments composant l'univers possèdent leurs attributs, qui expriment leur particularité ou leur identité. Il est alors possible de classifier les phénomènes et de les regrouper en espèces différentes. Cette démarche ontologique permet de définir une nature des choses (humaine, animale, végétale), à partir de laquelle il devient possible d'élaborer des jugements de valeur *objectifs* pour chaque espèce.

Cependant, la découverte et le respect de valeurs ontologiques ne sont pas toujours des faits d'évidence. À la différence des animaux, les êtres humains ne ressentent pas de manière instinctive les commandements de la nature et les moyens de s'y conformer[2]. Pour cela, il leur faut employer la raison, définie comme une capacité objective « d'observation, d'abstraction et de réflexion » [1982], p. 38). Principal instrument d'information sur la réalité naturelle, la raison permet à l'individu de découvrir la structure de lois naturelles qui détermine son accomplissement en tant qu'être humain[3].

Guidant une démarche introspective, la raison indique à l'homme le caractère ontologique de la possession de sa personne[4]. Elle établit alors que tout individu

---

1. Très tôt, dans *Défense d'un apriorisme extrême*, Rothbard s'est démarqué de Mises en se réclamant du réalisme aristotélicien pour défendre le caractère axiomatique de l'action humaine : « Le professeur Mises, dans la tradition néo-kantienne, considère que cet axiome est une loi de la pensée et par conséquent une vérité catégorique *a priori* de toute expérience. Ma propre position épistémologique repose sur Aristote et saint Thomas plutôt que sur Kant, et par conséquent, j'interpréterais la proposition différemment. Je considérerais que l'axiome est une loi de la réalité plutôt qu'une loi de l'esprit, et par conséquent, qu'il est empirique plutôt qu'*a priori* » (Rothbard [1956a], p. 93).

2. Se fondant sur les thèses d'Aristote et de saint Thomas d'Aquin, Rothbard réaffirme la distinction ontologique entre les êtres humains et les autres espèces vivantes : « L'homme se distingue de l'animal en ce qu'il est doué de raison, raison qui lui permet d'agir intentionnellement au service d'une fin concrète, et qui l'élève au-dessus du comportement purement intuitif » (Rothbard [1982], p. 7).

3. « La raison humaine est capable de comprendre et de découvrir les lois de la nature ainsi que les normes de l'ordre naturel [...] il existe un ordre systématique de lois naturelles et [...] cet ordre peut être découvert par la raison humaine » (Rothbard [1982], p. 4). « La raison est l'instrument qui permet à l'homme d'acquérir l'information et par conséquent de survivre ; se servir de son esprit et le développer, apprendre ce qui lui convient le mieux et les moyens d'y arriver, voilà la façon proprement humaine de vivre et de s'accomplir » (Copleston, cité par Rothbard [1982], p. 38).

4. « En faisant l'examen introspectif de sa propre conscience, la personne [...] découvre le fait de nature qu'est le contrôle de son esprit sur son corps et ses actions : à savoir le fait de la possession naturelle qu'il exerce sur lui-même » (Rothbard [1982], p. 39).

dispose d'un Droit (au sens éthique) sur lui-même. Rothbard en tire l'idée de la légitimité d'une propriété sur la réalité transformée par l'homme, c'est-à-dire la pleine disposition par un individu des choses qu'il a produites. La définition de la liberté en découle naturellement. Celle-ci n'est autre chose que la possibilité pour un individu donné de contrôler ou de disposer de sa propriété naturelle (« le plein exercice de la propriété naturelle de soi-même »). Ses limites se déduisent naturellement de la définition précédente comme « l'absence d'atteinte à la propriété justement acquise de quelqu'un » (*ibid.*, p. 393). Pour Rothbard, la définition comme la légitimité de la liberté sont donc ontologiquement établies[1]. La loi naturelle est alors suffisante pour fonder une norme d'échange interpersonnel axée sur les fondements « rationnels » de la liberté et de la propriété. Cette démarche réaliste permet de définir une structure de lois (droit naturel) établissant dans quelles conditions sont légitimes l'acquisition et le transfert des biens, travail que l'analyse économique en tant que telle apparaît incapable de réaliser.

La formulation d'une norme de droit naturel trouve des conséquences majeures au niveau doctrinal : définir une éthique objective permet non seulement de fonder normativement le libéralisme politique, mais aussi de remettre en cause la légitimité de l'existence même de l'État dans la constitution de l'ordre social.

Quelle que soit sa forme (démocratique ou dictatorial, minimal ou interventionniste), l'État se définit selon Rothbard par un terme essentiel, inscrit dans son fonctionnement : la violence[2]. Ne pouvant être nourri que par le biais de prélèvements forcés, la coercition imposée par l'État signifie le non-respect de l'échange volontaire, c'est-à-dire une violation des droits naturels. Que cette coercition soit exercée par un seul individu ou au nom d'une majorité ne change rien à la nature du fait. La radicalité de la position de Rothbard en découle logiquement : « l'État n'est pas, comme le voudraient la plupart des économistes utilitaristes, une institution sociale légitime affectée par une fâcheuse propension à la gabegie et à l'inefficacité. Bien au contraire, l'État est une institution fondamentalement illégitime qui se fonde sur l'agression systématisée, le crime organisé et banalisé contre la personne et la propriété de ses sujets [...]. Du point de vue de la justice, [...] l'État n'est propriétaire de rien, il ne peut exiger aucune obéissance ni le respect d'aucun contrat conclu avec lui puisqu'en vérité, il ne devrait même pas exister » (*ibid.*, p. 248)[3].

---

1. « La théorie positive de la liberté se résume alors à analyser quelles sont les relations objectives qu'il est possible de considérer comme des Droits de propriété et par voie de conséquence, quels sont les actes qui peuvent être jugés comme des violations du Droit » (Rothbard [1982], p. XIV).

2. « Il existe un pouvoir essentiel, inséparable de la nature de l'État. Si tout individu vivant en société (à l'exception des malfaiteurs reconnus ou occasionnels, comme les voleurs et les braqueurs de banques) obtient ses revenus par des méthodes volontaires, soit en vendant des biens ou services, soit en recevant des dons volontaires (legs, héritages, etc.), il n'y a que les hommes de l'État qui obtiennent les leurs par la contrainte, en brandissant la menace d'affreuses punitions, au cas où l'argent ne viendrait pas [...] Si l'impôt, payé sous la contrainte, est impossible à distinguer du vol, il s'ensuit que l'État, qui subsiste par l'impôt, est une vaste organisation criminelle, bien plus considérable et efficace que n'importe quelle mafia privée ne le fut jamais » (Rothbard [1982], p. 213-4 ; 219).

3. De manière analogue à *For a New Liberty* [1973b], Rothbard utilise aussi dans *L'éthique de la liberté* [1982] l'analyse économique pour démontrer que l'État est moins efficace que l'entreprise privée : « Tous ces services dont on croit généralement qu'ils nécessitent l'intervention de l'État, de la frappe de la monnaie à la sécurité publique en passant par le développement du droit pour la protection de la personne et de la

Le marché n'est en effet rien d'autre que cet échange libre de dotations ontologiquement établies par la loi naturelle. Il est la seule expression possible d'une norme de justice qui organise les transactions individuelles autour du principe de libre consentement. L'État ne peut donc s'intercaler légitimement dans les relations interpersonnelles qui s'instaurent volontairement entre les agents. En conclusion, « Dans une société vraiment libre, une société où les Droits de la personne et de la propriété seraient protégés, l'État ne pourrait que cesser d'exister » (Rothbard [1982], p. 228). Ainsi, non seulement le libre-arbitre autrichien traditionnel en matière de choix politiques doit s'effacer devant l'énoncé d'une normativité doctrinale fondée rationnellement, mais le choix en faveur d'un libéralisme radical, *l'anarcho-capitalisme*, en découle nécessairement.

Mais parallèlement, la philosophie de *L'éthique de la liberté* semble permettre la définition d'une normativité des valeurs individuelles, grâce à une extension de la sphère d'application du principe de rationalité. Rothbard défend l'idée que la raison ne doit pas seulement se comprendre comme le processus d'adéquation des moyens aux fins, mais *doit s'étendre aux fins elles-mêmes*, à travers la définition d'une morale « objective ». Les droits et la morale dérivent en effet d'une même source, la loi naturelle, c'est-à-dire cette science du Bonheur véritable[1]. Rothbard l'établit lui-même : « La philosophie politique (c'est-à-dire la sanction sociale de la formulation des droits) est une branche de la philosophie morale » (Rothbard [1982], p. 391), et « quand on dit que la conduite morale est la conduite rationnelle, on entend par là qu'il s'agit d'une action conforme à (une) raison qui appréhende ce qui est objectivement bon pour l'homme et dicte les moyens de l'atteindre, [...] qui guide les actions humaines dans le sens du bien objectif de l'homme (Copleston, cité par Rothbard [1982], p. 13). *Si la raison est capable de définir un principe de justice, elle est en même temps capable de définir des valeurs naturelles.*

Le principe de rationalité ne permet pas simplement de définir une normativité *inter-individuelle*, mais aussi, par l'intermédiaire du concept de valeurs naturelles, une normativité *infra-individuelle*, rendant compte d'une structure objective de l'être humain. Puisqu'il existe un rapport objectif entre l'homme et sa nature, l'amoralisme subjectif doit s'effacer devant une ontologie rationnellement découverte[2]. En se revendiquant d'un principe de « droite raison », qui « dicte à l'homme les fins appropriées aussi bien que les moyens de les atteindre » ([1982], p. 7), l'analyse de Rothbard pose

---

propriété peuvent être produits beaucoup plus efficacement et certainement de manière plus morale par des personnes privées » ([1982], p. 249). Du point de vue de l'efficacité, le consommateur est ainsi toujours floué par l'action étatique. Mais ce n'est pas là le point principal.

1. La loi naturelle « met à jour ce qui est le meilleur pour l'homme, quelles sont les fins les plus conformes à sa nature et qu'il doit rechercher, puisqu'elles sont les plus propres à promouvoir son achèvement » (Rothbard [1982], p. 13). Elle lui indique les voies de son accomplissement et définit ainsi une éthique objective : « ce qui est bon ou mauvais peut être défini comme ce qui favorise ou au contraire empêche la réalisation de ce qui est le plus approprié à la nature humaine [...]. Cela a donc un sens de dire que la loi naturelle fournit à l'homme une "science du bonheur" puisqu'elle lui indique les voies qui mènent au Bonheur véritable » (*ibid.*, p. 13).

2. « [...] il existe en réalité un ordre moral objectif, accessible à la raison, auquel les sociétés humaines sont en conscience tenues de se conformer et duquel dépendent la paix et le bonheur dans la vie personnelle, nationale et internationale [...] ; « C'est là le fondement de ce que nous nommons l'éthique, ou loi naturelle... en démontrant que telle ou telle action conduit au véritable bonheur de l'homme et par conséquent que son exécution appartient à la loi naturelle ; ou d'un autre côté, que telle ou telle action détruit le véritable bonheur de l'homme et que par conséquent elle est interdite par la loi naturelle » (Kenealy et Blackstone cités par Rothbard [1982], p. 14).

les fondements théoriques d'une approche normative en matière de valeurs individuelles : « tout homme est doté des lumières de la Raison, lesquelles lui permettent de réfléchir et d'instituer pour lui-même la loi naturelle, qui est faite de la totalité des préceptes universels ou prescriptions de la droite raison, quant au Bien que l'on doit poursuivre et au Mal que l'on doit éviter » (Copleston cité par Rothbard [1982], p. 385).

Le champ de la rationalité apparaît défini de manière différente de celle adoptée par Mises. Dans *Défense de l'apriorisme extrême*, Rothbard remarquait déjà que Mises, suivant les traces de Hume, « ne suppose rien de la sagesse des objectifs de l'homme ni de la justesse de ses moyens. Ce qu'il "suppose", c'est seulement que les gens agissent, c'est-à-dire qu'ils ont certaines fins, et qu'ils utilisent certains moyens pour y parvenir » (Rothbard [1956a], p. 92). Dans *L'éthique de la liberté*, Rothbard cherche explicitement à dépasser cet amoralisme, en défendant « l'idée d'une loi naturelle fondée sur la raison et l'expérience » (Rothbard [1982], p. 4)[1]. Il va explicitement refuser l'idée que la fonction de la raison ne s'inscrit qu'à l'intérieur de la catégorie moyens-objectifs (processus d'adéquation des moyens aux fins) et qu'elle ne saurait déterminer les fins[2]. Au contraire, *les objectifs de l'action peuvent être jugés, au nom du principe thomiste de « droite raison » comme objectivement bons ou mauvais* : « La philosophie du Droit Naturel, à la différence de la philosophie postérieure à Hume, ne condamne donc pas la raison à n'être que l'esclave des passions, bornée à rechercher mécaniquement quels sont les moyens d'atteindre des fins dont le choix serait arbitraire » (*ibid.*, p. 7) ; « La raison humaine est capable de découvrir les fins que l'homme doit poursuivre » (*ibid.*, p. 16).

L'affirmation de cette forme de rationalité trouve des implications importantes au niveau de l'ignorance du futur. En effet, elle offre une interprétation de l'idée « d'incertitude modérée » ([1995], p. 52) que Rothbard estime pouvoir trouver chez Mises, et rend alors possible de définir un principe de prévision, qui émerge naturellement de la découverte de « valeurs véritables ».

Comme le soulignent O'Driscoll et Rizzo, c'est l'indétermination de la formation et de la transformation des valeurs individuelles qui empêche de définir un principe de coordination des anticipations : « les économistes ne peuvent pas expliquer la formation des goûts et donc, lorsque ceux-ci changent, les effets prédits des changements d'offre peuvent s'avérer entièrement faux » (O'Driscoll et Rizzo, *The Economics of Time and Ignorance* [1985], p. 24). Rothbard l'a d'ailleurs formulé lui-même : l'économiste « ne

1. « La raison humaine est capable de comprendre et de découvrir les lois de la nature ainsi que les normes de l'ordre naturel. [...] il existe un ordre systématique de lois naturelles et [...] cet ordre peut être découvert par la raison humaine » (Rothbard [1982], p. 4).

2. Bramoullé (*Apriorisme et faillibilisme : en défense de Rothbard contre Popper* [1995]) voit dans cette extension du principe de rationalité la manifestation d'un clivage entre un apriorisme aristotélicien (Rothbard) et kantien (Mises). L'antériorité des catégories mentales de causalité sur les structures de la réalité s'oppose à la vision aristotélicienne d'une reproduction par l'esprit de catégories ontologiques indépendantes du sujet connaissant. Dans la même perspective, Barry Smith (*Aristotle, Menger, Mises : An Essay in the Metaphysics of Economics* [1990]) évoque la distinction entre une approche « impositive » (Hume, Kant) et une conception « réflexive » (Aristote) de l'apriorisme. Sur cette question, voir aussi Selgin (*Praxeology and Understanding : An Analysis of the Controversy in Austrian Economics* [1982]), Cubbedu (*The Philosophy of the Austrian School* [1993]) et Aimar, *Ethique Versus Coordination ? Une controverse autrichienne soulevée par Rothbard* [1999a].

tombera sur une prévision parfaite que par hasard, parce qu'il se heurtera toujours au fait que le libre arbitre de l'homme le conduit à modifier ses jugements de valeur et ses décisions, avec cette conséquence qu'il est impossible de faire des prévisions exactes pour l'histoire à venir » (Rothbard, *La praxéologie comme méthode des sciences sociales* [1973a], p. 59).

De manière inverse, si on considère que la nature humaine est objective et que la raison humaine est capable de découvrir sa structure comme son contenu, cet indéterminisme de la formation et de la transformation des valeurs disparaît. Avec la découverte d'une structure commune des valeurs, nécessairement adoptée par tout individu rationnel soucieux de sa préservation, *le libre-arbitre dans le choix des valeurs ne peut plus être considéré comme une catégorie essentielle de l'action humaine*. Les valeurs individuelles perdent leurs statuts de données historiques, contingentes et indéterminées, comme les considèrent Lachmann, Hayek ou Kirzner. Elles cèdent la place à une morale normative, instrument du « Bonheur véritable », qui prend alors une dimension supplémentaire du fait de l'externalité positive produite en matière de coordination. *Une fois que la connaissance objective des valeurs est atteinte et partagée par tous, chacun pourra alors disposer d'un principe de prévision. Si ces valeurs sont respectées, il devient en effet possible, à partir de la connaissance de prix présents, de formuler des anticipations de prix futurs.*

Certes, la connaissance de valeurs *infra-individuelles* partagées par l'ensemble des acteurs serait loin de faire disparaître le problème de l'ignorance. Celle-ci subsisterait car les situations concrètes des acteurs sont *a priori* inconnues et ce sont ces situations concrètes qui déterminent les choix et les préférences. Le principe de rationalité n'apporte à aucun individu des informations sur les dotations et environnements respectifs des autres acteurs. De la même manière que Lachmann ou Hayek, Rothbard défend l'existence d'un système de prix de marché pour exprimer les préférences des agents et fournir une base au calcul économique[1].

Dans cette perspective, la question de la coordination devrait alors s'envisager à travers une double dialectique. La première d'entre elles renverrait au rapport positif/normatif. L'état positif de la société correspondrait à une période où la découverte des valeurs naturelles serait une entreprise en devenir. Tant que ces valeurs « véritables » n'auraient pas été établies, la coordination des plans individuels serait une question effectivement indéterminée, et Rothbard rejoindrait ici implicitement la perspective autrichienne traditionnelle. Le deuxième niveau concernerait la distinction essence/contingence. Dans une situation idéale où chaque individu aurait découvert et partagé avec les autres individus ces « justes valeurs », une zone d'ignorance temporelle subsistera : la structure intertemporelle de la distribution des revenus, bien que gouvernée par une grande stabilité, n'est pas figée ; l'offre, et en particulier le rapport des caractéristiques aux biens, peut se modifier, du fait de changements technologiques et de l'action d'innovateurs. Ces transformations peuvent déboucher

1. On peut se demander, si les valeurs sont communes, comment l'échange pourrait s'effectuer et le marché (expression d'une structure d'échanges interpersonnels) émerger. La réponse tient justement dans le fait que l'échange n'est pas uniquement fonction des asymétries d'évaluations, mais aussi de l'inégalité des dotations et (ou) des contextes situationnels. L'uniformité des valeurs s'associerait à une identité des arbitrages individuels uniquement dans une situation d'équirépartition des revenus et de symétrie des conditions de l'action.

sur des modifications imprévisibles *ex-ante* des choix individuels et des prix relatifs. Par ailleurs, certains agents pourraient échouer à interpréter correctement les éléments du marché et à ajuster leurs activités de la manière requise.

Ces phénomènes réduiraient de manière extrêmement forte les possibilités pratiques d'une coordination *stricte* (pleine et entière) des plans individuels[1]. Cependant, du fait de leur caractère contingent, il deviendrait possible pour les acteurs de formuler à partir du présent un principe d'anticipation de l'avenir. *Les échecs d'anticipations ne seraient pas la norme*. Ainsi, il est clair que « L'approche praxéologique de Mises [...] considère que la connaissance du présent, et encore moins celle du futur, n'est jamais parfaite ; que le monde en général, et le marché en particulier, est marqué pour l'éternité par l'incertitude. Cependant, l'homme obtient de la connaissance, qui s'accroît de manière prometteuse avec le temps, de la loi naturelle, des lois de cause et d'effet, qui le rendent capable de découvrir de mieux en mieux les manières de dominer la nature et d'atteindre ses fins de façon toujours plus efficace » (Rothbard [1995], p. 51).

À posteriori, ce type de démarche pourrait éclairer certains propos de Mises lui-même. Ainsi, dans *The Theory of Money and Credit*, celui-ci notait déjà : « Les prix changent doucement parce que les évaluations subjectives des êtres humains changent lentement. Les besoins humains, et les opinions humaines comme la disponibilité des biens pour satisfaire ces besoins, ne sont pas plus sujets à de fréquents et soudains changements que ne le sont les stocks de biens disponibles pour la consommation, ou les modalités de leur distribution sociale. Le fait que le prix de marché d'aujourd'hui est rarement très différent de celui d'hier doit être expliqué par le fait que les circonstances qui ont déterminé les prix d'hier n'ont pas grandement changé pendant la nuit, de telle manière que le prix d'hier est le résultat de facteurs à peu près identiques. Si des variations rapides et erratiques dans les prix étaient habituellement rencontrées sur le marché, la conception d'une valeur d'échange objective n'aurait pas atteint la signification dont elle est aujourd'hui revêtue par les consommateurs et les producteurs. Dans ce sens, la référence à l'inertie des prix n'est pas contestable, bien que les erreurs des premiers économistes devraient nous signaler un danger réel, à savoir que l'usage des termes empruntés de la mécanique nous amène à envisager un système de ce type, c'est-à-dire un système qui s'abstrait de manière erronée des évaluations subjectives des individus » (Mises [1912], p. 133).

La référence à des valeurs naturelles, stables délivrerait alors un fondement logique à l'hostilité de Rothbard à l'égard de la thèse de Lachmann de l'indétermination complète de la réussite des plans. Cette réussite serait à la mesure de l'exercice de ce que l'on pourrait qualifier de « subjectivisme rationnel ». En conséquence, le phénomène d'ignorance radicale soulevé par Lachmann pourrait être supprimé par l'ajout d'un soubassement réaliste au processus de formation des valeurs. Les univers kaléidiques (Shackle-Lachmann), imprévisibles, caractérisés par le changement désordonné, n'auraient plus de légitimité scientifique. Dans cette mesure, Rothbard serait en droit de

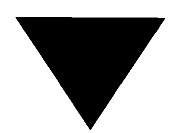
---

1. C'est uniquement dans ce sens restrictif (les anticipations de chaque individu doivent se révéler correctes) que Rothbard assimile (à tort) le thème hayekien de la coordination des plans à celui de l'équilibre final, statique et fictif.

considérer que « le paradigme lachmannien est un non-sens ») (*ibid.*, p. 11). *La prévision est bel et bien possible sur la base de la connaissance des lois naturelles.*

Envisagée au deuxième degré, la réactualisation par Rothbard du réalisme aristotélicien pourrait constituer la clef de compréhension de l'emploi du principe de rationalité, pivot de l'analyse praxéologique, à la résolution du problème de la réussite des plans individuels. Rothbard, récupérant l'héritage de Mises, peut alors déclarer : « Ce n'est pas, bien sûr, que Mises estime que les hommes seront toujours à l'écoute de la raison, ou suivront ses diktats ; c'est simplement que, dans la mesure où les gens agissent, ils sont capables de suivre les enseignements de la raison, et que poursuivre un tel cours est littéralement le dernier grand espoir pour l'humanité » (Rothbard [1995], p. 64-65).

Troisième partie



Applications et débats

Introduction

L'exposé des fondamentaux de l'analyse catallactique conduit naturellement vers un certain nombre d'applications. Les économistes néo-autrichiens se sont ainsi engagés dans une série de réflexions relatives à l'organisation des systèmes et des politiques économiques. La distinction entre *l'information* et *la connaissance* leur a permis d'inaugurer deux débats sur les principes d'organisation cognitive de l'économie.

Le premier de ces débats concerne l'enjeu du socialisme marxiste. L'interrogation est la suivante : est-il possible, en régime collectiviste, de mettre en place des procédures de calcul économique indispensables à l'organisation de la production ? En d'autres termes, est-il envisageable de produire socialement de l'information indépendamment du système des prix de marché ? Nombre d'auteurs socialistes ont essayé de répondre positivement à cette question. Mais les théoriciens néo-autrichiens, en s'appuyant sur les enseignements du subjectivisme, ont proclamé quant à eux sinon l'impossibilité, du moins l'inefficience de méthodes de calcul économique alternatives au marché *(premier chapitre)*.

Le second débat concerne l'explication du cycle en économie de marché. La question de l'information exprimée par les prix monétaires est au centre de la réflexion. Selon des auteurs comme Mises ou Hayek, l'existence de fluctuations au sein des structures de production ne peut s'interpréter sur la base d'une connaissance mutuellement parfaite des acteurs. Il convient alors de s'affranchir de ce type d'hypothèses pour comprendre la manière dont l'ignorance des agents peut déboucher sur une rupture générale de la coordination. C'est dans cette perspective que la monnaie se voit attribuer un rôle majeur. Les auteurs néo-autrichiens placent au centre de l'explication du cycle le problème de l'interventionnisme monétaire, à travers son influence sur la cohérence des prix relatifs et des activités productives *(deuxième chapitre)*.

Enfin, au carrefour des thèmes de la dispersion du savoir et de l'ignorance du futur, se trouve une analyse transversale représentée par la construction d'une économie néo-autrichienne du bien-être. Cette dernière occupe incontestablement une place originale dans l'architecture théorique échafaudée par les héritiers de Mises. L'étude des différentes étapes de son élaboration nous permettra de mettre en évidence les enjeux, mais aussi les difficultés liées à l'affirmation d'une *normativité* dans la problématique économique autrichienne *(troisième chapitre)*.

Chapitre I

Le débat sur le collectivisme

De 1848 jusqu'à la Première Guerre mondiale, le succès croissant des thèses socialistes dans l'opinion a suscité un premier ensemble de réflexions sur les principes théoriques de fonctionnement d'une économie socialiste. Paradoxalement, Marx et Engels ont peu participé à ces réflexions. Parmi leurs écrits, seuls *Le Manifeste du parti communiste* [1848], la *Critique du Programme du parti ouvrier allemand* [1875-1891], et l'*Anti-Dühring* [1878] évoquent véritablement le projet socialiste.

La position de Marx et d'Engels peut être résumée de la manière suivante : la société communiste, qui est la fin de l'Histoire, se caractérise par l'abolition de l'État et la disparition de la rareté. Mais ce stade doit être précédé d'une phase de transition, dite « socialisme », ou « première phase de la société communiste ». Établie par la révolution prolétarienne mettant fin au capitalisme, cette phase est articulée autour de trois principes économiques fondamentaux : le premier concerne l'idée de *nationalisation des moyens de production*, et donc de suppression du marché des facteurs productifs ; le deuxième principe consiste dans la notion de *planisme*, qui doit représenter la méthode nécessaire du socialisme : l'orientation de la production et des facteurs est déterminée par un centre décisionnel ; enfin, le troisième principe énonce que cette planification doit aller de pair avec *l'abolition de la loi de la valeur marchande et des méthodes de calcul monétaire.*

Très tôt, cette disparition des catégories monétaires a suscité un certain nombre de critiques concernant les possibilités de fonctionnement d'une économie collectiviste. Dans un passage resté célèbre, Gossen, un des précurseurs de la pensée marginaliste, estime que « l'autorité centrale, proposée par les communistes, pour répartir les différents travaux et leur rémunération, serait bien forcée de se rendre compte au bout de peu de temps, qu'elle s'est proposée une tâche dont la solution dépasse de beaucoup les forces de quelques hommes » (Gossen [1854], *Exposition des lois des relations humaines et des règles dérivées de l'action humaine*). La position de Pierson (*Le problème de la valeur dans la communauté socialiste* [1902]), dont le travail constitue un des premiers traitements systématiques du thème du socialisme marxiste, prolonge les analyses de

Gossen. Répondant aux thèses de Kautsky (*Discours de Delft* [1902]), Pierson observe que l'absence de prix monétaires empêche d'établir un calcul économique et de mesurer les résultats de la planification.

Pareto (*Cours d'économie politique* [1896-7]), puis Barone (*Le ministère de la production en régime collectivisme* [1908]) ont exprimé mathématiquement l'ampleur de la tâche à résoudre pour déterminer de manière consciente un système cohérent de prix devant servir de guide aux activités de production. Raisonnant dans un cadre d'analyse walrassien, Barone soutenait que le problème de la rationalité socialiste était équivalent à celui de la marche vers l'équilibre économique général. S'agissant de résoudre un système d'équations simultanées, le « Ministère de la Production » (le Plan) joue le rôle du commissaire-priseur, en remplaçant le marché par la procédure walrasienne de tâtonnement. Grâce à un processus d'essais et d'erreurs, des prix d'équilibre – définis par Barone comme des rapports d'équivalence – pourraient alors s'établir. Dans cette perspective néo-classique, le socialisme est théoriquement possible. Mais la question de savoir s'il était pratiquement réalisable reste ouverte.

La révolution bolchevique de 1917 et les risques de contagion à l'Europe de la voie ouverte par l'Union soviétique donnèrent à la réflexion un souffle nouveau et un enjeu supplémentaire. Une polémique très vive s'engagea entre les économistes opposés au collectivisme et les auteurs socialistes. Ludwig von Mises ouvre le débat en publiant en 1920 une contribution, *Le calcul économique en régime collectivisme*[1], qui eut un énorme retentissement. Les controverses ultérieures ne furent qu'une discussion directe ou indirecte des thèses qui y étaient développées.

Selon Mises, la possibilité concrète de fonctionnement d'un système économique exige que l'on puisse se fonder sur un calcul économique. Elle requiert ainsi les catégories de prix et de monnaie. Or, comme nous l'avons précédemment observé (première partie, troisième chapitre), toutes ces catégories sont subordonnées à l'existence d'échanges interpersonnels, c'est-à-dire à l'établissement d'une économie de marché. Sans cette dernière, le calcul économique ne peut être employé et, dès lors, le fonctionnement d'une économie socialiste est impossible. Cette réflexion sur le rôle des prix monétaires et leur mode de formation permet à Mises d'établir une symétrie, à l'échelon des systèmes économiques, entre *rationalité* et *capitalisme*. Comme il le résumera plus tard dans *Epistemological Problems of Economics*, « Dans la mesure où les prix monétaires des moyens de production peuvent être déterminés seulement dans un ordre social dans lequel ils font l'objet de propriété privée, la preuve de l'impraticabilité du socialisme s'ensuit nécessairement » (Mises [1933], p. 157). Le socialisme doit ainsi déboucher sur le « chaos »[2] (I).

Sur les bases théoriques formulées par Mises, reprises dans *Le socialisme* [1922] et dans nombre de ses écrits ultérieurs[3], la controverse s'engagea véritablement dans les années

1. L'article, paru en allemand sous le titre de *Die Wirtschaftsrechnung im sozialistischen Gemeinwesen*, ne sera pourtant traduit en anglais qu'en 1935.

2. Mises pourra écrire ainsi : « Le socialisme est la fin de l'économie rationnelle » (Mises [1920], p. 113). Un ouvrage publié en 1947 sera intitulé *Le chaos du planisme*. Le texte constituera l'épilogue de la deuxième édition anglaise du *Socialisme* [1951].

3. *Cf.* en particulier *L'action humaine* [1966], cinquième partie : *La coopération sociale sans marché.*

trente, avec la publication d'un article de Dickinson, *Price Formation in a Socialist Community* [1933a][1]. Cette contribution est importante car elle a orienté les débats dans un sens particulier. Dickinson s'intéresse d'une part à la question de savoir s'il existe un mode alternatif de calcul économique au marché, d'autre part aux possibilités concrètes de le mettre en œuvre. Il affirme ainsi la possibilité théorique du socialisme, et par ailleurs, son argumentaire suggère fortement l'idée de sa *réalisabilité.*

La réflexion a été poursuivie par d'autres protagonistes, qui sont intervenus tour à tour pour critiquer, prolonger ou reformuler la thèse de Dickinson. Les débats se sont concentrés sur la question de la praticabilité d'un mode alternatif de calcul économique à celui produit par le marché. Dans cette perspective, les réflexions opposées de Hayek (*Nature et historique du problème* [1935a], *État actuel de la discussion* [1935b], *Socialist Calculation, The Competitive Solution* [1940]) et de Lange (*On the Economic Theory of Socialism* [1936-7/1938]) ont débouché sur les questions de la *quantité* et de la gestion de l'*évolution* de l'information. La principale critique de Hayek envers les propositions de Dickinson concernant le caractère réalisable du socialisme est fondée sur la quantité d'informations à gérer par le Plan. Mais la contribution alternative de Lange va conduire Hayek à renoncer à cet axe critique. Il se prononce alors en faveur de la thèse de *la supériorité du marché sur le socialisme en termes d'intégration de la connaissance et d'adaptation au changement* (II).

Il est possible de distinguer une troisième dimension du débat, à travers la question de la nature de l'information et des contraintes de sa production. En s'appuyant sur certains éléments apportés dans les années 1920 par Mises, Hayek avait déjà présenté en filigrane de ses critiques de Dickinson et de Lange un argumentaire fondé sur la question de la qualité de l'information, en soulignant par ailleurs sa dimension institutionnelle. Le mode de production de la connaissance et les conditions de sa transmission dans le système des prix remettent alors en lumière le rôle central de l'entrepreneur dans l'efficacité du système économique. Cette réflexion, réactualisée par Lavoie dans les années 1980 (*A Critique of the Standard Account of the Socialist Calculation Debate* [1981], *National Economic Planning : What is Left ?* [1985a], *Rivalry and Central Planning, The Socialist Calculation Debate Reconsidered* 1985b]), place au premier plan de l'analyse l'existence d'une structure de droits de propriété individuels des facteurs de production et débouche sur une grille de lecture *épistémique* des problèmes du collectivisme (III).

Les contributions de Rothbard et des auteurs se situant dans la mouvance de ses travaux ont mobilisé un autre argument pour défendre l'idée de Mises d'une impossibilité d'une économie collectiviste. Refusant de placer le thème de la connaissance au centre du problème, leur axe d'attaque consiste à avancer la thèse qu'*une économie collectiviste ne peut être engagée en raison de l'impossibilité systémique d'une production centralisée de l'information* (IV).

À noter également un texte souvent négligé, *The Equations of Mathematical Economics and the Problem of Economic Calculation in a Socialist State* [1938].

1. Dickinson s'était déjà intéressé aux problèmes économiques du socialisme planifié à travers deux contributions, *The Economic Basis of Socialism* [1930] et *Freedom and Planning. A Reply to Dr Gregory* [1933b]. Il publiera par la suite un ouvrage, *Economics of Socialism* [1939].

I. L'« irrationalité » du collectivisme

Au lendemain de la Première Guerre mondiale, un certain consensus existait dans le camp marxiste ou soviétique (Boukharine et Préobajenski, *L'ABC du communisme* [1919], Neurath *Durch die Kriegwirtschaft zur Naturalwirtschaft* [1919] ; Bauer, *Der Weg zum Sozialismus* [1919] ; Brutzkus, *Economic Planning in Soviet Russia* [1922]), pour établir l'idée que la possibilité du calcul monétaire était subordonnée à l'existence d'une structure capitaliste de la société. Boukharine et Préobajenski, fidèles à l'argumentaire de Marx et d'Engels, considéraient que l'avènement du socialisme impliquait la disparition des catégories marchandes et monétaires : « Il n'y a pas ici de marchandises, mais seulement des produits [...] Aussi, nul besoin d'argent » (Boukharine et Préobajenski [1919], p. 83). Pour Neurath, les catégories de valeur et de prix devraient être avantageusement remplacées par un calcul en nature. La recherche du profit, la logique de l'intérêt monétaire sont synonymes de désordre et de crise. L'économie de guerre a montré la possibilité d'établir d'autres modes de comptabilité, fondés sur une planification en nature de la production, et dont l'objectif est de permettre une satisfaction « physique » des besoins. L'argumentaire de Mises s'inscrit dans ce contexte. Dans *Le calcul économique dans la communauté socialiste* [1920], il affirme que la possibilité d'une organisation socialiste de l'économie est fondée sur une *erreur intellectuelle.*

I.1. Les enjeux du calcul monétaire

Pour Mises, le raisonnement des marxistes est correct lorsqu'ils annoncent l'abolition des méthodes de calcul monétaire avec la disparition du marché. Mais la plupart n'ont pas compris que cette disparition empêchait tout espoir d'organiser rationnellement la production. Les comparaisons de prix fournissent aux producteurs un guide pour l'orientation des ressources. Ils constituent les outils du calcul économique et deviennent la condition de *la rationalité du système économique.*

En effet, comme l'avaient déjà remarqué Wieser (*Natural Value* [1889] et Böhm-Bawerk (*Karl Marx and the Close of his System* [1886], *Positive Theory of Capital* [1889]), aucun système de production quelque peu développé ne peut se passer d'utiliser les catégories de calcul économique afin d'orienter les ressources[1]. On doit alors s'interroger sur les techniques d'allocation des facteurs au sein d'une économie socialiste.

Une réponse possible pourrait consister dans la théorie de la valeur-travail, dont Marx s'est fait le défenseur passionné. Mais Mises remarque (comme d'ailleurs Gossen et Pierson[2] avant lui) que le travail n'est pas un critère de valeur car il « n'est pas une grandeur homogène et toujours uniforme » ; par ailleurs, il ne rend pas compte des rapports de rareté (« le produit pour lequel on a utilisé beaucoup de matières premières ne peut être assimilé à celui pour lequel on en a utilisé moins » (Mises [1920], p. 99 ; 100).

1. Max Weber (*Économie et société* [1921]) développera un peu plus tard les mêmes thèses.
2. « La réalité se moquerait d'une évaluation en heures de travail et en aurait vite installé une autre à la place. Car la valeur des choses ne résulte pas de la quantité de travail qu'elles ont coûtée, mais de toute une série de causes, parmi lesquelles la quantité de travail joue un rôle, mais non point le seul » (Pierson [1902], p. 84).

Rejetant cette théorie de la valeur-travail comme alternative, Mises explique alors que la formation des prix est soumise à deux contraintes : d'une part, la comparaison interpersonnelle des valeurs implique de disposer d'un instrument d'homogénéisation. C'est évidemment le rôle de la monnaie : le calcul monétaire permet d'évaluer en un même bien les différents gains et coûts individuels et représente ainsi l'instrument nécessaire d'une cardinalisation des valeurs. Dans une structure économique moderne, il constitue « un guide pour cheminer à travers la masse écrasante des possibilités économiques [...]. Il permet de calculer la valeur et, par là, nous donne le principe nécessaire à quiconque veut travailler avec des biens de rang supérieur. Sans lui, nous tâtonnerions dans les ténèbres, chaque fois que nous allongerions le processus de la production, que nous entreprendrions des détours capitalistes plus longs » (Mises [1920], p. 105-106) ; d'autre part, la formation de prix présuppose l'existence d'un processus d'échange. Inversement à la perspective walrassienne, l'échange effectif est le moyen d'obtenir des prix. Par l'intermédiaire de ces deux éléments, *Mises est conduit à identifier la notion de rationalité économique au marché capitaliste.*

1.2. Le « chaos » du collectivisme

Suivant les idéaux de ses partisans, différents types de socialisme sont envisageables. Mises distingue ainsi dans *Le socialisme* [1922] le socialisme d'État, militariste, d'Église, le socialisme des guildes, etc. Par ailleurs, il peut exister à l'intérieur de chaque type des degrés différents de contrôle et de distribution des ressources. Cependant, *le socialisme se définit par le principe de la nationalisation des moyens de production*[1], et le fait demeure incontournable que les facteurs échappent par définition à un processus d'évaluation par des agents privés. Par delà même, « Les biens de production n'étant pas échangés, on ne peut connaître leur prix, leur valeur monétaire. On ne peut conserver dans la communauté socialiste le rôle que la monnaie joue dans l'économie "libre" pour le calcul de la production » (Mises [1920], p. 97). L'absence de marché, et donc de prix pour les facteurs de production, empêche alors de chiffrer l'ampleur du coût et de le comparer au bénéfice reçu : « Dans un système où tous les facteurs de production sont appropriés par l'État, il n'y a pas de marché et par conséquent ces facteurs n'ont pas de prix. Ainsi, le calcul devient impossible pour les dirigeants d'une communauté socialiste. Ils ne peuvent savoir si leurs projets et leurs réalisations sont raisonnables ou non. Ils n'ont aucun moyen de découvrir laquelle des différentes méthodes de production envisagées est la meilleure » (Mises [1920], p. 111).

1. « Dans la communauté socialiste, tous les moyens de production appartiennent à la collectivité. Seule celle-ci a le pouvoir d'en disposer et de décider comment ils seront employés dans la production » (Mises [1920], p. 95). Déjà, dans *Nation, State and Economy* [1919], Mises relevait que « le socialisme signifie le transfert des moyens de production de la propriété privée des individus vers la propriété de la société. Cela seul et rien d'autre que cela est le socialisme » (Mises [1919], p. 172). Enfin, dans *L'action humaine* [1966] : « La marque essentielle du socialisme est que seule une volonté unique agit. Peu importe de savoir de qui c'est la volonté. Le directeur peut être un roi consacré, ou un dictateur gouvernant en vertu de son charisme ; ce peut être un Führer ou un Bureau de führers désignés par un vote populaire. La chose importante est que l'emploi de tous les moyens de production est réglé par un unique centre de décision. Une seule volonté choisit, décide, dirige, agit, commande. Tout le reste simplement exécute ordres et directives » (Mises [1966], p. 732).

Certes, au sein d'un système socialiste, l'échange de biens de consommation subsistera vraisemblablement. En effet, il est peu probable que l'autorité planificatrice fournisse directement à chaque individu le nombre et les types de biens désirés. Ce faisant, les agents devraient échanger spontanément les biens de consommation reçus. Pour Mises, un produit émergera sans doute de ce processus pour s'imposer comme moyen d'échange[1] et donner lieu à des prix. Dès lors, « La direction économique peut savoir exactement quels sont les biens les plus urgents dont elle a besoin. Mais elle ne possède là qu'une partie de ce qui est nécessaire au calcul économique. L'autre partie, l'évaluation des moyens de production, lui manque nécessairement » (*ibid.*, p. 111). Ainsi, les ressources d'une économie socialiste peuvent être orientées vers les emplois qui procurent les gains de satisfaction les plus élevés. *Mais il s'agit parallèlement de pouvoir évaluer les coûts de ces emplois et de déterminer s'ils ne sont pas supérieurs aux bénéfices de l'opération, ce que le planificateur est incapable de faire.* Le socialisme ne peut alors orienter rationnellement la production. Il conduit logiquement au « chaos »[2].

Pour Mises, le problème économique est ainsi très différent du problème technologique. La science peut sans nul doute indiquer les moyens matériels ou physiques de parvenir à un résultat déterminé. Mais dans la mesure où ces moyens peuvent être divers (substituabilité des facteurs de production) et non spécifiques[3], il importe de déterminer quelle est la méthode la moins coûteuse en termes de valeur ou de satisfaction : « Le savoir technique nous dit comment on peut atteindre une certaine fin à partir de diverses combinaisons technologiques ou encore comment diverses ressources peuvent être utilisées pour atteindre une certaine fin. Mais à elle seule, la technologie ne peut pas dire aux hommes quelles procédures techniques ils doivent choisir parmi l'ensemble des combinaisons imaginables et qui sont techniquement possibles [...] Le calcul

1. Pour Mises, on ne peut véritablement qualifier ce bien de monnaie car cette dernière se définit comme l'instrument d'échange *généralisé*. Son emploi ne saurait donc se limiter à la sphère des biens de consommation.

2. « Le choix est entre le capitalisme et le chaos [...] Le socialisme n'est pas un système réalisable d'organisation économique de la société, parce qu'il ne dispose d'aucune méthode de calcul économique. [...] Une société qui choisit entre capitalisme et socialisme ne choisit pas entre deux systèmes ; elle choisit entre la coopération sociale et la désintégration de la société » (Mises [1966], p. 715). Une évidence s'impose à Mises comme aux autres économistes néo-autrichiens qui traiteront ultérieurement cette question : le système socialiste a survécu longtemps et survit encore aujourd'hui. Mais l'existence de celui-ci est justement due au fait qu'il s'est fondé sur la rationalité du système des prix capitalistes. Ainsi, « L'on a cru avoir, dans l'expérience des gouvernements socialistes de la Russie soviétique et de l'Allemagne nazie, une vérification de ces thèses erronées. Les gens ne se rendent pas compte du fait que ce n'était pas là des systèmes socialistes isolés. Ces régimes fonctionnaient dans un environnement où le système des prix continuait de fonctionner. Ils ont pu procéder à des calculs économiques sur la base de prix qui s'établissaient au-dehors. Sans le secours de ces prix étrangers, leurs opérations ne pouvaient avoir ni objectifs ni plan. C'est seulement parce qu'ils pouvaient se référer à ces prix étrangers qu'ils ont pu calculer, tenir compte des comptabilités et préparer leurs plans dont on parle tant » (Mises, *L'action humaine* [1966], p. 738-739). Dans la même perspective, *cf.* Rothbard (*The End of Socialism and the Calculation Debate Revisited* [1991], p. 73-74). En se fondant sur les prix occidentaux, les économies socialistes ont pu introduire pendant quelques décennies un semblant de rationalité dans l'organisation de leurs activités. Mais pour les néo-autrichiens, au fur et à mesure de la complexification du système et de la diversification des besoins, et, pourrait-on ajouter, sous la pression de l'irrationalité croissante du système des prix occidentaux due aux politiques keynésiennes, l'écroulement du socialisme est devenu inévitable.

3. Il est évident que si tous les facteurs de production étaient spécifiques, il n'y aurait pas besoin de marché des biens de production. Ce qui devrait être produit serait indiqué par le degré d'urgence des biens pour les consommateurs tel qu'il serait exprimé par la formation de prix libres sur un marché des biens de consommation.

technique ne suffit pas pour reconnaître quel est le degré de convenance générale et de convenance téléologique d'un phénomène » (Mises [1920], p. 131). En même temps, le problème n'est aucunement celui de la qualité ou des motivations à la base des actions individuelles. La communauté peut être composée de socialistes compétents et soucieux du bien-être de la collectivité, elle n'en sera pas moins confrontée à cette question de *l'absence d'un système indicatif devant orienter les plans de production*.

Le marché est le garant de l'existence même d'un système économique car il est la condition d'un calcul économique et monétaire. Il est *le seul moyen de permettre aux acteurs d'accéder à un système cohérent d'informations*. Dans la mesure où le calcul économique est la base de la rationalisation d'un système économique, Mises en tire la conclusion logique que tout système socialiste, fondé sur l'étatisation des moyens de production, est condamné à ne pas pouvoir fonctionner : « Le paradoxe de la planification est qu'elle ne peut pas faire de plan, faute de calcul économique. Ce que l'on dénomme économie planifiée n'est pas une économie du tout. C'est tout juste un système de tâtonnement dans le noir. Il n'est pas question de choisir rationnellement des moyens en vue d'atteindre au mieux des objectifs à long terme. Ce qu'on appelle planification consciente se ramène très exactement à éliminer toute action consciemment orientée » (Mises [1966], p. 737).

I.3. Une conception procédurale des systèmes

Parmi les différents aspects de la pensée de Mises, cette argumentation sur le socialisme fait certainement apparaître le plus clairement sa conception informationnelle du problème économique. L'impossibilité de fonctionnement du collectivisme s'explique par la disparition du réseau d'informations constitué par les prix relatifs. C'est une conception procédurale du système économique qui prévaut : la fonction du système de marché est de permettre la formation et la distribution de l'information. L'instauration d'une économie planifiée signifierait la disparition totale de ces structures de communication.

En vertu de ce fait, on comprend aisément que pour Mises, le socialisme soit irréalisable : « Dès qu'on abandonne le mode de formation libre du prix en termes de monnaie pour les biens de rang supérieur, on rend impossible toute production rationnelle. Tout pas qui nous écarte de la propriété privée des moyens de production et de l'usage de la monnaie nous éloigne également de l'économie rationnelle » (Mises [1922], p. 108).

Si l'exposé de Mises met en évidence la dimension systémique du problème de la production de l'information, il laisse néanmoins indéterminé le point de savoir si le socialisme est irréalisable en raison d'une impossibilité technique ou épistémique : une *impossibilité technique*, dans la mesure où il n'existerait pas indépendamment du marché des facteurs d'autre moyen de produire un système de calcul économique (ou tout simplement une méthode cardinale), permettant d'organiser les activités de production. Dans cette perspective, la capacité de calculer serait inévitablement soumise à la propriété privée des facteurs ; une *impossibilité épistémique*, étant donné que tout système de prix alternatif au marché ne peut, par définition, être relié aux subjectivités individuelles de la même manière que dans le capitalisme. Il ne bénéficie donc pas du

même contenu heuristique. L'argument de Mises pouvant être interprété de l'une ou l'autre façon, les participants néo-autrichiens au débat vont exploiter alternativement ces deux axes.

II. Théorie néo-autrichienne contre équilibre économique général

Le débat sur le collectivisme a été relancé dans les années 1930. De nombreux auteurs ont discuté, critiqué ou reformulé les thèses de Mises, mais toujours dans le cadre défini par ce dernier : la nécessité de déterminer des prix pour les facteurs de production[1]. Pour Mises, à l'évidence, « Lorsqu'il n'y a pas de marché libre, il n'y a pas de mécanisme de prix ; sans mécanisme de prix, il n'y a pas de calcul économique » (Mises [1920]). La dernière partie de cette relation n'a guère été remise en cause par la littérature socialiste. À l'opposé, *l'idée d'un lien organique entre marché des facteurs de production et prix de ces facteurs a été contestée.*

Sur ce dernier point, la polémique est marquée par l'intervention de trois principaux acteurs. Après l'intervention de Dickinson, ce sont Hayek et Lange qui occupent le devant de la scène et impriment leur marque à la discussion. Ces controverses vont aussi bien éclairer la spécificité de l'analyse autrichienne par rapport au modèle d'équilibre économique général que son antagonisme vis-à-vis des thèses marxistes[2].

II.1. La quantité d'information

Pour Mises, il n'y a aucune façon de passer d'un calcul monétaire marchand à un système alternatif de compatibilité permettant d'organiser une économie quelque peu développée. Le marché des facteurs « est la seule méthode disponible pour une société basée sur la division du travail lorsqu'elle veut comparer l'*input* et l'*ouput* de ses processus de production. Toutes les tentatives de la part des apologistes du socialisme de concocter un schéma pour un calcul économique socialiste doivent donc nécessairement échouer » (Mises [1933], p. 158). Dans *L'action humaine* [1966], il restera fidèle à cette perspective : « Le système du calcul économique en termes de monnaie est conditionné par certaines institutions sociales. Il ne peut s'effectuer que dans un cadre institutionnel de division du travail et de propriété privée des moyens de production, cadre dans lequel

1. On sait que pour Mises, la valeur-travail ne saurait être considérée comme une alternative admissible au calcul monétaire du marché. L'existence de travaux de différentes qualités et la prise de conscience de l'importance des facteurs originaires au sein des processus de production rend inapplicable cette théorie. Mais comme le remarque Colette (*La controverse du calcul socialiste : la question de Ludwig von Mises* [1992]), il est surprenant que dans la controverse ayant suivi la publication de l'article, aucun auteur socialiste n'ait cherché à reprendre ou défendre cette théorie de la valeur-travail pour contrer les arguments de Mises. Bien au contraire, la plupart tentèrent d'entrer dans le cadre analytique posé par celui-ci pour chercher d'autres voies susceptibles de remplacer le marché. Sur ce point, *cf.* Hoff, *Economic Calculation in the Socialist Society* [1949] ; Vaughn, *Economic Calculation Under Socialism : The Austrian Contribution* [1980] ; Chaloupek, *The Austrian Debate on Economic Calculation in a Socialist Economy* [1990] et Steele, *From Marx to Mises* [1992].

2. Ainsi, dans *The Economic Calculation Debate : Lessons for Austrians*, Kirzner défend la thèse que ce débat a constitué « un catalyseur dans le développement et l'articulation de la vision autrichienne moderne du marché comme un processus entrepreneurial et concurrentiel de découverte » (Kirzner [1992], p. 100).

les biens et services de tous ordres sont achetés et vendus contre un moyen intermédiaire d'échange appelé monnaie » (Mises [1966], p. 242).

La contribution de Dickinson (*Price Formation in a Socialist Community* [1933]) peut être considérée comme la première véritable tentative de contrecarrer la thèse de Mises[1] : « C'est l'objet de cet article de réfuter (la première) des critiques de Mises en montrant que l'établissement de prix rationnels des biens de production est au moins théoriquement possible dans une économie socialiste » (Dickinson [1933], p. 237).

Selon Dickinson, il est en effet concevable d'établir des prix pour les biens capitaux en se fondant sur l'existence d'un marché libre des biens de consommation[2] : « Les biens de consommation sont vendus à un prix aux consommateurs par la communauté, qui distribue du pouvoir d'achat aux consommateurs sous des formes à définir » (Dickinson [1933], p. 239). Déjà, dans *The Economic Basis of Socialism* [1930], il notait : « Attribuer de la monnaie aux consommateurs potentiels et établir un prix des biens suffisamment élevé pour éponger l'excès de demande par rapport à l'offre disponible est le moyen le plus adapté découvert jusqu'alors pour donner à chacun le maximum de liberté dans ses choix de consommation. Ce moyen a l'avantage supplémentaire d'indiquer, par des prix élevés, ces biens dont l'accroissement de production satisferait la plupart des besoins ou les besoins les plus urgents » (Dickinson [1930], p. 561-562].

Ces biens de consommation seraient fournis par des agences de distribution *(« selling agencies »)* indépendantes des unités de production. La confrontation des stocks disponibles de produits et des demandes déboucherait alors sur la formation d'une structure de prix relatifs des biens de consommation. Les managers ayant pour tâche de conserver le niveau des stocks en fonction des besoins courants, « L'agence de distribution vendra sur la base de ce que le marché fournira, élevant le prix lorsque les stocks baissent et l'abaissant lorsqu'ils s'accumulent. De cette manière, les services statistiques de l'agence de vente seront capables de tracer une fonction de demande pour chaque type de biens vendus » (Dickinson [1933], p. 239-240). Ces fonctions de demande sont alors transmises en amont, aux entreprises qui produisent les biens en question. À leur tour, ces entreprises définissent leurs besoins en biens intermédiaires : « Sur la base des ordres envoyés par les agences de vente, les organisations industrielles seront capables de tracer des fonctions de demande pour leurs produits » (Dickinson [1933], p. 240). En bout de chaîne, une demande se forme pour les facteurs de production originaires.

C'est à ce stade que l'autorité du Plan, défini par Dickinson comme le *Supreme Economic Council* (S.E.C.) intervient. Centralisant l'information accumulée sur les fonctions de demande des biens originaux, et connaissant leur offre, le S.E.C. a, selon Dickinson, la possibilité de calculer des prix d'équilibre pour ces derniers : « Les quantités de ces facteurs originaires sont connues. Nous supposerons provisoirement qu'elles sont fixes.

1. On doit cependant noter sur ce terrain une contribution antérieure de Dickinson lui-même, déjà notée plus haut, *The Economic Basis of Socialism* [1930]. Mais celle-ci n'aborde que superficiellement le problème de la détermination des prix des facteurs de production. Par ailleurs, deux Américains, Fred Taylor (*The Guidance of Production in a Socialist State* [1929]) et Roper (*The Problem of Pricing in a Socialist State* [1929]) peuvent être considérés comme des prédécesseurs de Dickinson. Ce dernier se réfère d'ailleurs au travail de Taylor, comme une « version légèrement différente » de la sienne (Dickinson [1933], p. 238).

2. Dickinson défend parallèlement la liberté de choix du travail, à travers l'idée de « contrats de services, librement passés par les citoyens » (*cf.* p. 239).

Alors, pour chaque facteur, le S.E.C. fixera un prix qui, selon la courbe de demande, assurera son plein emploi » (Dickinson [1933], p. 241). À travers ces prix, le S.E.C. dispose de la même manière de la possibilité de calculer l'ensemble des fonctions de coûts des entreprises ainsi que les quantités et les prix d'équilibre des facteurs de production. Dans cette perspective, « [...] les organisations productives ralentiront ou stopperont la production de ces biens dont le prix de demande est en dessous du coût et augmenteront la production de ces biens dont le prix de demande est au-dessus du coût... À la fin, par un processus d'approximations successives, un véritable prix économique pour chaque facteur sera établi, qui peut être alors utilisé pour évaluer les coûts lorsque le facteur est utilisé. De cette manière, les coûts sont imputés à partir de la demande pour le produit marginal et alors reportés à tous les autres produits en amont. Ainsi, les facteurs de production seront alloués aux différents usages de manière à égaliser leur rendement marginal » (Dickinson [1933], p. 241).

Dickinson est conscient du fait que le processus d'harmonisation peut être compliqué par des changements imprévus des fonctions de demande des consommateurs. Mais selon son argumentaire, cette incertitude constitue de fait un *risque* au sens knigthien du terme, qui se prête à des calculs de probabilité et peut ainsi être traitée sous forme de statistiques : « La communauté socialiste pourrait pour un temps faire usage de la même manière du flair du manager expérimenté de l'industrie, mais elle devrait à terme se baser sur un traitement statistique du risque basé sur la fréquence de distribution de changements des ventes et des prix » (*ibid.*, p. 245). Il ajoute : « Il y a le problème des gains et des pertes dus aux fluctuations imprévues de la demande. Il serait mieux de fixer le prix des biens avec une petite marge au-dessus du coût et d'affecter le surplus à un fonds d'égalisation pour chaque entreprise. Tous les surplus au-delà d'un certain pourcentage du chiffre d'affaires annuel seraient reversés à l'ensemble de la communauté » (*ibid.*, p. 246).

Ainsi, par ce type de procédure peut être instaurée une méthode cardinale permettant d'organiser et de mener à bien, *sans marché des ressources*, les activités de production. La centralisation par le Plan de l'ensemble de l'information exprimée dans les structures de production lui permet de disposer des données nécessaires pour résoudre mathématiquement le problème de la fixation des prix d'équilibre. La détermination de tous les prix est alors réalisée : « chaque prix de vente doit être égal à la somme des coûts de production » (Dickinson [1933], p. 242). On parviendrait alors à *la possibilité d'une structure économique socialiste rationnelle telle qu'elle pourrait être décrite par le système de l'équilibre économique général.* La logique de cette construction permet à Dickinson de déclarer que « Sous le capitalisme, les fonctions de demande existent dans le domaine de l'imaginaire plus que dans la pratique, mais à travers les murs de verre de l'économie socialiste, elles deviendraient beaucoup plus faciles à tracer » (Dickinson, *ibid.*, p. 240). Par ailleurs, les canons de la théorie économique sont parfaitement respectés puisque « Les beaux systèmes de l'équilibre économique décrit par Böhm-Bawerk, Wieser, Marshall et Cassel ne sont pas des descriptions de la société en tant que telle, mais des visions prophétiques de l'économie socialiste du futur » (*ibid.*, p. 247). Dickinson insiste à de nombreuses reprises sur cette idée, suggérant fortement que pour lui, l'économie socialiste est la plus apte à réconcilier sur le terrain de l'information le modèle et la pratique des systèmes économiques[1].

1. Dans cette perspective de couplage entre théorie et pratique, on peut noter parallèlement la citation

La solution de Dickinson, qui semble s'inscrire dans la lignée de travaux de Barone, est habile, et elle apparaît répondre à l'argumentaire de Mises. Certes, on pourrait critiquer le fait que chez Dickinson, des agents privés n'aient pas la possibilité, comme dans une économie de marché, d'évaluer les facteurs, et qu'il soit ainsi impossible de comparer sur un plan subjectif les gains et les coûts de la production planifiée. Cette critique ne s'accorde pourtant pas au cadre d'analyse de Dickinson, qui exprime par-delà même une lecture particulière de Mises. L'ambition première de Dickinson est de parvenir à un système de prix relatifs pour les facteurs de production qui permette d'assurer, indépendamment du marché, une harmonisation ou une coordination des plans de production. *En dernière analyse, il ne s'agit pas de savoir si ce système de prix est conforme ou non aux préférences individuelles. Il s'agit d'affirmer la capacité d'un système socialiste à élaborer un indicateur permettant de réaliser les plans de production.*

Dès lors, il est compréhensible que dans sa réponse critique (*Nature et historique du problème* [1935a], *État actuel du débat* [1935b]), Hayek n'utilise pas l'argument du subjectivisme pour contrer Dickinson[1]. Bien au contraire, il considère que les propositions de Dickinson sont justifiées sur un plan théorique. Il est en effet concevable que le transfert d'informations entre les entreprises et leur transmission au S.E.C. débouchent sur des prix des facteurs permettant de réaliser les activités de production. Néanmoins, le discours de Hayek reste critique sur le terrain pratique, car selon lui, le système de gestion de l'information est beaucoup trop lourd pour pouvoir être mis en pratique. Le nombre des fonctions de demande est si élevé que le plan ne peut espérer les manipuler : « [...] il faut admettre que ceci n'est pas une impossibilité dans le sens que c'est contradictoire au point de vue logique. Mais prétendre que le fait qu'une détermination des prix par une telle procédure est logiquement concevable invalide d'une façon ou d'une autre la contestation de sa possibilité, ne fait que prouver que la véritable nature du problème n'a pas été perçue. Il est seulement nécessaire de chercher à rendre visible ce que l'application de cette méthode impliquerait en pratique pour la cataloguer comme humainement irréalisable et impossible » (Hayek [1935b], p. 209-210).

La quantité de données nécessaires à l'élaboration d'un plan rationnel est trop importante pour un centre planificateur. Hayek en tire la conclusion que le socialisme, quoique *logiquement* concevable, est *pratiquement* irréalisable : « Il est probablement évident que la simple action de rassembler ces données est une tâche au-dessus des capacités humaines. Toutefois, il serait indispensable de le faire pour qu'une société gérée par le centre fonctionne aussi efficacement que la société compétitive (qui en

---

suivante : « Ainsi, il n'y a, en théorie, aucun fondement à l'affirmation qu'une communauté socialiste, manquant d'un marché libre pour les biens intermédiaires, serait incapable de réguler la production en accord avec les principes de rareté et d'utilité. En fait, nous pouvons aller jusqu'à même dire que seulement dans une communauté socialiste, où la production pourrait être guidée par les lumières de la publicité et de la mesure statistique, il est possible de réaliser les vrais principes de la valeur économique. La société capitaliste, avec ses déviations de l'équilibre dues aux inégalités dans le revenu individuel, à la concurrence, au monopole et à l'ignorance mutuelle des entrepreneurs concernant les activités des autres entrepreneurs, est une approximation très imparfaite de l'idéal économique » (Dickinson [1933], p. 246-247).

1. On doit cependant noter ici que dès *La grande dépression* [1934] (chapitre « *Restrictionnism et Planning* », p. 180-181), Robbins avait développé un argument analogue à celui de Hayek. On retrouvera sous sa plume la même thèse dans *L'économie planifiée et l'ordre international* [1937].

quelque sorte opère une décentralisation de la tâche qu'il faut s'imposer pour les rassembler) » (Hayek [1935b], p. 242).

Ainsi, au bilan, pour Hayek, Mises reste dans le vrai en soutenant l'idée de l'impossibilité du socialisme. Mais cette impossibilité n'est pas d'ordre théorique, puisqu'il est effectivement envisageable d'élaborer un système cohérent de prix relatifs pour les facteurs de production sans passer par le marché. Elle est essentiellement pratique, en raison de la quantité d'informations que le centre devrait gérer. C'est cette dernière contrainte que Lange va proposer de réduire.

II.2. Le changement de l'information

Oskar Lange (*On the Economic Theory of Socialism* [1936-7 ; 1938][1]) va apporter sa contribution au débat en avalisant la thèse hayekienne de la possibilité théorique du socialisme, mais en s'opposant à l'idée de son impossibilité pratique. En effet, Lange remet en cause le fait que pour atteindre une coordination des plans de production le Plan doive résoudre une quantité aussi importante d'équations que le prétend Hayek. Il propose une lecture alternative du modèle de Dickinson, en recourant à la procédure walrassienne de tâtonnement, par ailleurs déjà présente chez Barone et Taylor.

Lange adhère à l'idée de Dickinson selon laquelle les prix des facteurs de production peuvent se former indépendamment du marché capitaliste. Se réclamant d'une tradition ouverte par Wicksteed (*The Common Sense of Political Economy* [1910]), il distingue deux dimensions du prix : rapport d'échange et indice de choix alternatif (prix paramétriques)[2]. Pour déterminer des prix pour les biens productifs garantissant la réalisation des plans de production, seul le deuxième critère est nécessaire : « Le problème économique est un problème de choix entre des alternatives. Pour le résoudre, trois éléments sont nécessaires : une échelle de préférences qui guide les actes de choix ; la connaissance "des termes dans lesquels les alternatives sont offertes" ; et la connaissance du montant des ressources disponibles. Ces trois éléments étant donnés, le problème du choix peut être résolu » (Lange [1938], p. 60). Or, pour Lange, l'établissement de ces indices de choix est non seulement théoriquement envisageable, mais pratiquement possible, grâce à un échange d'informations entre l'entreprise socialiste et le planificateur (dénommé *« Bureau Central de Planification »*).

Lange part des mêmes hypothèses que Mises ou Dickinson concernant l'existence au sein du socialisme d'une liberté de choix du travail et d'un libre marché des biens de

1. L'article d'Oscar Lange a d'abord été publié en deux parties (1936 et 1937) dans *The Review of Economics Studies* (voir références en bibliographie). Il est ensuite apparu sous une forme révisée dans un ouvrage collectif, sous la responsabilité de Lippincot, intitulé lui aussi *On the Economic Theory of Socialism* [1938]. Dans cet ouvrage, on retrouve aussi l'article pionnier de Fred Taylor, paru initialement en 1929, *The Guidance of Production in a Socialist State* (voir bibliographie). En raison de la proximité des thèses de Lange avec celles de Abba Lerner, la littérature évoque quelquefois l'existence d'une « filière Lange-Lerner » (voir par exemple Kirzner [1997])

2. Cette idée de prix paramétriques, conçus indépendamment de toute procédure d'échange, ne peut évidemment se légitimer que dans un cadre d'analyse walrassien. Il ne s'agit pas de connaître les préférences des acteurs, mais de découvrir des rapports de substitution technique entre les biens.

consommation. Ce dernier délivre au planificateur central une information sur les structures de préférences individuelles en matière de consommation. Le processus de formation des prix des facteurs de production est alors le suivant : le Bureau Central de Planification (B.C.P.) communique aux entreprises nationalisées un premier prix, *qui est choisi au hasard*. Les directeurs de ces entreprises nationalisées sont alors censés se comporter de la même manière qu'un entrepreneur capitaliste désireux de maximiser son profit. Ils doivent combiner les facteurs de telle manière que les coûts soient minimisés et fixer les volumes de production selon la règle d'égalisation du coût marginal au prix. Chaque entreprise renvoie alors vers le B.C.P. les informations concernant les quantités pouvant être produites au prix proposé et les facteurs qui leur sont nécessaires. Le B.C.P. compare alors les quantités offertes et demandées et renvoie aux entreprises une nouvelle série de prix. Celles-ci opèrent de nouveau leurs calculs en fonction des nouveaux prix et renvoient les informations vers le B.C.P. qui, à son tour, etc. Par ce processus *d'essais et d'erreurs*, dit *interatif*, une convergence s'opère pour déboucher à terme sur des prix d'équilibre pour les biens de production, le B.C.P. jouant au sein du système de Lange le même rôle que le « crieur » au sein du système walrassien.

Selon Lange, la solution du tâtonnement au problème de la détermination des prix dans une économie collectiviste conduit ainsi à une véritable simulation du marché par le Plan, d'où l'appellation de *socialisme de marché*[1]. *Grâce à cette décentralisation des opérations d'ajustement, le socialisme devient pour lui non seulement théoriquement possible, mais pratiquement réalisable.* Cette représentation évite les écueils de la réponse mathématique en termes de lourdeur de l'information à traiter par le Plan *puisque la plus grande partie des calculs est effectuée de manière décentralisée par les unités de production.*

Outre le fait que ce système permet d'éviter l'injustice sociale produite par le marché (disparition des revenus parasitaires issus de la propriété privée des facteurs de production), il est économiquement plus efficace que celui-ci. En vertu des avantages d'une procédure centralisée, le processus de tâtonnement permet d'atteindre une coordination de manière plus rapide que le marché. Par ailleurs, le capitalisme *laissez-fairiste* étant loin de s'identifier à la situation de concurrence pure et parfaite, rationaliser la structure économique sur la base de prix paramétriques permet d'atteindre un optimum parétien.

Dans sa dernière intervention spécifique au débat (*Socialist Calculation, The Competitive Solution* [1940]), Hayek ne va pas tenter de contrer Lange sur le terrain de la quantité de l'information et lui laisse apparemment partie gagnée en la matière. Bien évidemment, pas plus que dans sa critique du modèle de Dickinson, il ne remet en cause la pertinence économique de l'idée de prix paramétriques, qui laisse pourtant apparaître une dimension beaucoup plus technique que subjectiviste du problème du calcul

1. « Notre étude de la détermination des prix d'équilibre dans une économie socialiste a montré que le processus de détermination des prix est assez analogue à celui du marché compétitif. Le Bureau Central de Planification accomplit les fonctions du marché. Il établit les règles de combinaison des facteurs de production et choisit le volume de production de l'équipement, pour déterminer la production d'une industrie, pour l'allocation des ressources, et pour l'usage paramétrique des prix dans la comptabilité » (Lange [1938], p. 82-83).

économique[1]. *Hayek va essentiellement récuser la pertinence économique du modèle de Lange en évoquant la question du changement de l'information.*

En effet, la proposition de Lange d'un socialisme de marché conduit Hayek à passer de l'argument de la quantité d'information à celui de *la gestion de son évolution*. Au problème du rassemblement et du traitement de l'information, s'ajoute celui de *son changement à travers le temps*. Il convient de réaliser que l'évolution continuelle des structures de préférences des individus obligerait le centre à réajuster de manière permanente ses plans pour parvenir à un équilibre. La nécessité de cette adaptation continue et la souplesse qu'elle requiert ruinent définitivement pour Hayek les espoirs non plus de *praticabilité*, mais d'*efficacité* du socialisme.

De fait, Hayek prolonge et développe ici un certain nombre d'idées déjà avancées par Mises à propos de l'approche statique. Ce dernier déclarait déjà en 1920 que « L'économie statique peut se passer du calcul économique. Ce sont toujours les mêmes opérations économiques qui se répètent. En supposant que l'organisation initiale de l'économie statique soit réalisée sur la base des derniers résultats de l'économie "libre", nous pourrions à la rigueur nous représenter une production socialiste qui, du point de vue économique, serait dirigée rationnellement. Mais ce n'est qu'une vue de l'esprit » (Mises [1920], p. 112). Dans *Le socialisme* [1922], il était encore plus précis, en déclarant : « Lorsque dans l'économie tout demeure immuable, il est aisé de constater ce qui a été consommé et de décider des mesures à prendre pour en assurer le remplacement. Il en va tout autrement dans une économie soumise à des changements. La direction de la production et les procédés de fabrication sont en perpétuelle transformation. Ici, il ne s'agit pas seulement de remplacer les installations hors service et les produits semi-ouvrés tels qu'ils existaient antérieurement, mais de mettre à leur place quelque chose de meilleur ou qui corresponde du moins mieux à la nouvelle tendance des besoins » (Mises [1922], p. 232)[2].

Dans le même esprit, selon Hayek, la construction de Lange est fondamentalement viciée *car elle est totalement dépendante du modèle statique walrassien*. Le tâtonnement de Walras-Lange ne peut déboucher sur la convergence que dans la mesure où les données ne se modifient pas durant l'espace du tâtonnement : « Avec des éléments constants et donnés, un tel état d'équilibre pourrait effectivement être approché par la méthode d'essais et d'erreurs. Mais c'est loin d'être la situation dans le monde réel, où le changement constant constitue la règle. Déterminer dans quelle mesure, et à quel degré, on peut approcher de l'équilibre recherché, dépend entièrement de la vitesse avec laquelle les ajustements peuvent être effectués » (Hayek [1940], p. 188). *L'existence d'un temps historique et le changement consécutif des évaluations empêchent les plans de production de se réaliser.*

Dans sa discussion des propositions de Dickinson, Hayek avait d'ailleurs déjà utilisé ce type d'argument pour renforcer sa critique. Indépendamment de la question de la

1. Sur ces points, *cf.* Vaughn (*Does It Matter that Costs are Subjective ?* [1980a], *Austrian Economics in America : The Migration of a Tradition* [1994], p. 52).

2. Dans un chapitre intitulé *L'impraticabilité du socialisme*, Mises consacre tout un alinéa aux « problèmes de l'économie socialiste dynamique » (*cf.* Mises [1922], p. 143-144).

quantité d'information, le fait que « le planisme doit faire face aux multiples changements quotidiens » (Hayek [1935a], p. 31) confronte le collectivisme à un problème majeur. Le système étant en dernière analyse relié à un marché des biens de consommation, il importe d'intégrer la question du changement incessant des structures de préférences des individus, lequel modifie de manière permanente les fonctions de demande. Pour espérer parvenir à l'équilibre, l'organisme centralisateur devrait alors intégrer de manière incessante ces transformations de données. Or, « il est inadmissible de supposer que les changements dans les valeurs relatives provoquées par la transition du capitalisme au socialisme seraient d'un ordre peu important, permettant ainsi d'employer les prix du système capitaliste préexistant comme points de départ et d'éviter une réorganisation complète du système des prix. [...] Chaque changement dans un seul prix entraîne presque nécessairement le changement de centaines d'autres prix, et la plupart de ces nouvelles modifications ne seraient nullement proportionnelles, mais au contraire affectées par les différents degrés d'élasticité de la demande, par les possibilités de substitution et autres changements dans les méthodes de production » (Hayek [1935b], p. 215).

Mais c'est à l'occasion de la discussion du modèle de Lange que la question du changement de l'information prend chez Hayek la forme d'une argumentation systématique et devient l'axe central de sa critique. Hayek avalise la thèse de la validité théorique d'une économie socialiste. Il franchit un pas supplémentaire en acceptant implicitement l'idée avancée par Lange de sa praticabilité. Mais il affirme son *inefficacité relative au capitalisme*, inefficacité qu'il envisage sur le terrain de l'adaptation permanente au changement inscrit dans la dynamique économique. Hayek a parfaitement conscience que le problème du changement imprévu se pose aussi au capitalisme. Avec le système de marché, l'équilibre n'est jamais atteint, du fait de la simple logique de changement endogène inscrit dans l'action humaine. Dès lors, « Le problème pratique n'est donc pas de savoir si une méthode particulière conduirait éventuellement à un hypothétique équilibre » (Hayek [1940], p. 131).

Néanmoins, il s'agit de s'inscrire dans une analyse comparative des systèmes, en déterminant « la méthode qui assurera l'ajustement le plus rapide et le plus complet aux conditions quotidiennement changeantes en différents lieux et industries. De quel degré serait la différence sous cet aspect entre une méthode où les prix sont formés par les différentes parties du marché et une méthode où ces prix sont décrétés d'en haut est bien sûr une affaire de jugement pratique. Mais je trouve difficile de croire que quelqu'un douterait que, sous cet aspect, l'infériorité de la seconde méthode serait en fait très grande » (*ibid.*, p. 131-132).

Ainsi, l'essence du problème économique n'est pas de permettre un inaccessible équilibre général, mais de favoriser l'ajustement continu de la structure d'informations aux variations continuelles des données. Celles-ci ne peuvent faire l'objet de calculs de probabilités. C'est en sens que, dès 1935, Hayek notait que « [...] la question fondamentale est de savoir si, dans les conditions complexes d'une grande société moderne, il est possible à une autorité centrale de faire face aux complications d'une telle échelle des valeurs avec un degré raisonnable de précision et un succès équivalent ou approchant des résultats du capitalisme concurrentiel » (Hayek [1935], p. 26). Il précise alors que « Nous ne pouvons nous attendre à l'équilibre si tout changement extérieur n'a pas cessé. La chose essentielle, en ce qui concerne le système économique

actuel, c'est qu'il réagit dans une certaine mesure à tous ces changements et variations qui devraient être complètement négligés dans le système que nous examinons si on voulait que les calculs soient possibles » (1935b, p. 214). Un tâtonnement de forme walrassienne ne peut être qu'inférieur à une procédure intégrant directement et immédiatement dans les prix ces changements et évolutions continuels, grâce à l'action de l'entrepreneur dont la fonction est de repérer les opportunités de profit. Le modèle de Lange n'est valable que dans un cadre statique. *En raison de l'impossibilité technique (ou de la plus grande difficulté par rapport au capitalisme, en termes de rapidité) de s'adapter en continu au changement d'informations, le socialisme, sans être impraticable, est moins efficace que le capitalisme.*

Ce basculement de la nature du débat vers des questions de dynamique économique a conduit la réflexion socialiste à s'orienter vers des voies alternatives. Devant le problème du changement imprévu dans la gestion d'un système cohérent et rationnel de prix socialistes, nombre d'auteurs socialistes, de Sweezy (*Socialism* [1949]) à Brus et Laski (*From Marx to the Market : Socialism in Search of an Economic System* [1989]), ont tenté de réagir en prônant la suppression du marché libre des biens de consommation, qui vectorise les évolutions des structures de préférences des consommateurs. Mais c'est Dobb [voir bibliographie], qui le premier remet en cause la souveraineté des choix des individus en matière de consommation et propose de leur substituer de manière impérative des *préférences sociales* définies par le Plan. Dans sa propre contribution, Lange se fait lui-même l'écho de ces critiques. Il élabore ainsi une deuxième version de son modèle où il propose l'abolition de la liberté de consommation et du choix des activités professionnelles.

Avec cette seconde version, Lange ne se relie plus à un marché libre des biens de consommation et ne soumet donc pas le processus de convergence aux désirs changeants des acteurs. Conformément aux vœux de Dobb, aux préférences individuelles changeantes des biens de consommation se substitueraient des préférences collectives stables définies par le Plan. Néanmoins, Lange précise qu'il considère ce modèle comme une solution de second rang. Comme Lerner (*Economic Theory and Socialist Economy* [1934]) un peu plus tôt, il refuse de mettre en pratique cette conception qui ne respecte pas les vœux subjectifs des consommateurs : « En démontrant la cohérence économique et la faisabilité d'une économie socialiste sans libre choix de la consommation, ni de la profession, mais guidée par l'échelle de préférence des bureaucrates du B.C.P., nous n'entendons pas recommander un tel système. M. Lerner [1934] a suffisamment montré le caractère non démocratique d'un tel système et son incompatibilité avec les idéaux du mouvement socialiste » (Lange [1938], p. 95). Mais Lange a soin de préciser la dimension uniquement *éthique* de sa critique. Selon lui, cette organisation d'un « socialisme bureaucratique » est de l'ordre du réalisable et elle s'identifierait clairement à une forme de rationalité économique.

L'apparition de ces thèses en faveur de ce « socialisme bureaucratique » nous semble exemplaire de la véritable nature du débat qui s'est engagé dans les années 1930 entre Hayek et les auteurs socialistes. *Il ne s'agit pas de savoir si les prix des facteurs de production sont reliés ou non à la subjectivité individuelle. Il s'agit de déterminer s'il est possible de calculer indépendamment du marché un système de prix des facteurs qui permette l'harmonisation des plans de production.* Dans cette deuxième perspective, cette disparition du marché libre des biens de consommation ne remet pas en cause la rationalité économique, puisque le

problème essentiel est d'élaborer un système cohérent de prix permettant l'organisation et la réussite des plans de production.

Dobb ne voit pas dans l'idée de subjectivisme une valeur qu'il conviendrait de respecter comme une donnée. Sa préoccupation est au contraire de s'affranchir de ce subjectivisme perçu comme une contrainte artificielle du point de vue de l'organisation d'un système socialiste. La souveraineté du consommateur consacre la formation d'un système d'informations privées dont les conséquences sont de contrecarrer le système d'informations publiques produit par le Plan et de désorienter ainsi l'allocation planifiée des ressources. Dans le même esprit, la critique du socialisme bureaucratique développée par Hayek dès 1935 ne repose pas sur l'abandon de ces variables subjectivistes. Elle s'articule autour de l'idée que cette version néglige d'autres facteurs de changements que les valeurs des agents. Certes, « l'une des variables imprévisibles serait éliminée et, dans ce sens, la fréquence des réajustements nécessaires serait quelque peu réduite » (Hayek [1935b], p. 217). Mais cela n'éliminera pas les difficultés du Plan : « les changements dans les goûts ne sont en aucune façon les seuls, et peut-être même pas les plus importants qui ne puissent être prévus. Les variations du climat, les changements dans la densité et la santé de la population, une dépréciation subite de l'équipement mécanique, la découverte de l'épuisement d'un gisement minier, et des centaines d'autres changements constants ne rendront pas moins inévitable à chaque instant la reconstruction de ses plans » (*ibid.*, p. 218).

II.3. Informatique et mathématiques : la programmation linéaire

Dans sa forme initiale, le débat sur le collectivisme s'est clos avec la dernière contribution de Hayek, en 1940. On pourrait logiquement penser que sa critique du modèle de Lange, axée sur la question des changements de l'information, ait définitivement ruiné les illusions portées, non plus sur la possibilité du fonctionnement d'un système socialiste, mais sur son efficacité relative. Pourtant, un regard sur la littérature montre qu'il n'en est rien. Pour la plupart des commentateurs du débat (Schumpeter, *Capitalisme, socialisme et démocratie* [1942] ; Bergson, *Socialist Economics* [1948] ; Ward, *The Socialist Economy : A Study of Organizational Alternatives* [1967]...), le socialisme de marché de Lange constitue non seulement la démonstration scientifique de la praticabilité du socialisme, mais aussi de son efficience. Ainsi, Schumpeter, dans sa revue du débat, déclare en 1942 : « Le socialisme peut-il fonctionner ? À coup sûr, il le peut. On ne saurait en douter si l'on admet, premièrement, que le stade idoine d'évolution industrielle a été atteint, et deuxièmement, que les problèmes de transition peuvent être résolus avec succès » (Schumpeter [1942], p. 223).

Une nouvelle fois, ce jugement en faveur des modèles socialistes tendance Lange relève d'une lecture « technique » du débat sur le collectivisme. Il est certain que l'intérêt croissant dans l'après-guerre pour la dynamique économique aurait pu déboucher sur une réceptivité plus forte des thèses hayekiennes. Mais un élément majeur a joué un rôle de contrepoids : l'apparition et le développement des systèmes informatiques, qui ont minimisé les coûts d'acquisition et de traitement de l'information. Ces progrès ont confirmé dans un premier temps les intuitions de Schumpeter relatives à la « gestion plus aisée d'un système socialiste » (*ibid.*, p. 249). L'exemple le plus frappant

est constitué par les techniques de programmation linéaire, inspirées par les travaux de Kantorovich (*Calcul économique et utilisation des ressources* [1963]), Danztig et Wolfe (*The Decomposition Algorithm for Linear Programs* [1961]) et l'ensemble des théoriciens de l'école mathématique soviétique (Nemtchinov, Novojilov...). Ces travaux en faveur d'une planification optimale fondée sur des procédures informatiques, sans l'aide du marché, avaient pour objectif de réconcilier efficacité et planisme[1]. Ayant pour vocation de rationaliser le fonctionnement des systèmes socialistes, ils ont concrètement orienté, à partir des années 1960, les programmes de planification dans les économies socialistes. De telle manière que la thèse autrichienne de l'inefficacité comparée du socialisme est apparue à beaucoup comme définitivement obsolète.

Comme le note Caldwell, « Les arguments de Hayek concernant les difficultés de traiter les données nécessaires ont été remis en question par chaque nouvelle génération de socialistes, au début par l'analyse *inputs-outputs*, ensuite par la planométrique, puis par les modèles d'équilibre général calculable, et enfin par l'avènement des super-ordinateurs. Tous ces systèmes ont pour vocation de produire un instrument qui pourrait remplacer le mécanisme d'ajustement des prix par le marché » (Caldwell, *Hayek and Socialism* [1997], p. 1864).

Lange lui-même a participé à ce courant à travers diverses contributions (*Essays on Economic Planning* [1960], *Introduction à l'économie cybernétique* [1965], *The Computer and the Market* [1967]). Ainsi, dans ce dernier article, il remarque à propos des difficultés de calcul de l'équilibre : « Si je devais récrire aujourd'hui mon article, ma tâche serait beaucoup plus simple. Ma réponse à Hayek et à Robbins serait : quel est le problème ? Mettons les équations simultanées dans un ordinateur électronique et nous obtiendrons la solution en moins d'une seconde » (Lange [1967], p. 158).

Cependant, les premières tentatives ont rapidement démontré les limites et les obstacles à l'opérationnalité de ces modèles. Certes, le développement de l'appareil informatique était trop rudimentaire à l'époque pour obtenir des résultats performants. Mais outre ces difficultés techniques, des pesanteurs sociologiques et surtout des obstacles épistémiques se sont manifestés. D'abord, des résistances sont apparues car l'informatisation du système de production réduit les pouvoirs et les marges de manœuvre discrétionnaires de la bureaucratie (problèmes d'agence). Ensuite et surtout, ce processus s'est heurté à d'autres facteurs fondamentaux qui touchent à la question de la *qualité* de l'information transmise par un système de prix planifié.

L'analyse de ces blocages nous renvoie à un type d'argument évoqué dans le débat aussi bien par Mises que par Hayek, mais dont l'importance ne semble pas avoir été suffisamment soulignée par les participants de l'époque. *Il s'agit du rôle de la fonction entrepreneuriale et de la nature particulière de l'information incorporée dans le système des prix.* La réflexion menée jusqu'alors s'était définie en termes de formation de prix. L'étude qui

1. L'idée de Kantorovich, grâce à cette programmation linéaire formulée dès la fin des années 1930, mais publiée uniquement en 1960, consiste dans un programme de calcul mathématique qui permet au Plan de déterminer un système de prix relatifs à partir d'un programme de production (prix duaux). Plus précisément, il s'agit de trouver la solution à un programme de maximisation d'une fonction soumise à des contraintes d'inégalité. La reproduction « duale » de ce programme « primal » permet de déterminer les prix implicites correspondant aux solutions de ce dernier, tout en satisfaisant à ses contraintes d'inégalité.

s'est développée dans les années 1980 se situe en amont de ce problème, *au niveau de la qualité de la connaissance véhiculée par les prix.* C'est à cette occasion que le thème du subjectivisme va revenir sur l'avant-scène.

III. La nature de la connaissance

Donald Lavoie, à travers trois publications (*A Critique of the Standard Account of the Socialist Calculation Debate* [1981], *National Economic Planning : What is Left ?* [1985a], *Rivalry and Central Planning, The Socialist Calculation Debate Reconsidered* [1985b]), s'est employé à réactualiser le débat avec ce nouveau regard[1]. En particulier, Lavoie s'est attaché à approfondir la question des contraintes posées au sein d'un système socialiste à la production et à l'utilisation collective d'une connaissance individuelle définie comme *singulière et tacite.* En s'appuyant sur certaines intuitions de Mises et de Hayek, Lavoie éclaire de manière originale la défense des institutions de marché. Ses analyses produisent un effet de balancier. Elles nous conduisent à passer de l'idée d'un obstacle technique s'opposant au bon fonctionnement d'une économie planifiée à l'argument d'une contrainte épistémique, définissant le marché comme la forme la plus adaptée à la découverte d'opportunités d'échanges.

III.1. La notion de savoir tacite

Dans son *État actuel de la discussion* [1935b], Hayek semble déjà avoir à l'esprit le fait que le savoir ne représente pas un tout unifié, mais se décompose en deux axes distincts. À côté d'une connaissance objective, transmissible par le langage, il existe un savoir plus difficilement définissable, se présentant sous l'aspect d'*aptitudes.* En matière économique, ce deuxième type de savoir est essentiel, car « [...] la plupart des connaissances qui sont effectivement utilisées n'existent en aucune façon sous une forme toute faite. La plupart consistent en une technique de la pensée, qui permet à l'ingénieur de trouver rapidement de nouvelles solutions dès qu'il se trouve en présence de nouvelles combinaisons de circonstances » (Hayek [1935b], p. 212).

Pour Lavoie, cette problématique épistémologique annonce des thèmes privilégiés par Hayek à partir des années cinquante. Inspirés par les analyses de Polanyi (*La logique de la liberté* [1951], *Personal Knowledge, Towards a Post-Critical Philosophy* [1962], *The Determinants of Social Action* [1969]), ces développements soulignent l'importance dans l'organisation des activités sociales d'un savoir s'exprimant sous une forme *tacite*, non formulable : « [...] une partie importante de la connaissance nécessaire en pratique à la production économique ne peut pas être articulée. Exprimé plus clairement, il y a en fait deux sortes de connaissances légitimes, non seulement un savoir articulé, mais aussi ce que Polanyi appelle une connaissance inarticulée ou tacite [...]. Or, une telle connaissance est dispersée entre les acteurs du marché. Elle est inscrite dans leurs divers esprits et spécialités » (Lavoie [1985a], p. 6 ; 59). L'efficacité de la centralisation

1. Il est possible d'ajouter à cette liste le texte suivant : *Computation, Incentives and Discovery : The Cognitive Function of Markets in Market Socialism* [1990].

des décisions est fonction de la capacité des autorités à rassembler les informations dispersées dans l'ensemble du corps social. Or, *comme une partie de ces données est tacite, par nature non explicitable, la question se pose inévitablement de la capacité du centre planificateur à disposer de ces éléments et à les incorporer dans les prix qu'il va établir.*

Selon Lavoie, le problème de la nature et de la qualité de l'information véhiculée par les prix a été trop négligé. Les enjeux du collectivisme dépassent la question du calcul de la valeur des biens capitaux et de la cohérence des plans de production pour s'ancrer dans une réflexion plus générale sur le statut de l'information exprimée par les prix planifiés. Dès lors, il s'agit d'envisager les travaux de Mises et de Hayek sous un jour nouveau.

III.2. La question des incitations

Dans *Le calcul économique en régime collectiviste* [1920], Mises avait déjà noté qu'« Avec la disparition des intérêts matériels privés, disparaît aussi tout stimulant. Si des entreprises de l'État et des communes sont économiquement prospères, c'est qu'elles ont adopté l'organisation des entreprises privées ou encore qu'elles continuent à être poussées à des transformations, à des innovations par les entrepreneurs à qui elles achètent les moyens de production et les matières premières » (Mises [1920], p. 121). Dans *Le Socialisme*, il expliquait que le thème du profit ne peut alors être découplé artificiellement du problème du calcul économique : « Ce qui donne naissance à la formation des prix et des salaires, c'est le désir qu'ont les chefs d'entreprise de gagner le plus d'argent possible en satisfaisant les vœux des consommateurs. On ne peut concevoir l'activité du mécanisme qu'est le marché sans le désir du gain des chefs d'entreprise [...]. C'est seulement la perspective du gain qui guide la production sur ces voies où elle cherche à répondre le mieux, et aux moindres frais, aux besoins des consommateurs. Si cette espérance de profit vient à manquer, le mécanisme du marché s'enraie et s'arrête. C'est que le marché est l'élément central, l'âme de l'ordre capitaliste. Il n'est possible que dans le capitalisme et il ne peut être imité "artificiellement" dans la collectivité socialiste » (Mises [1922], p. 159).

Déjà, en 1919, dans *Nation, State and Economy*, Mises déplorait à propos de l'économie de guerre « l'entrave à l'initiative des entrepreneurs. À partir du moment où ils partagent plus fortement les profits comme les pertes, leur incitation à prendre des risques est plus faible. Beaucoup de possibilités de production ont été inexploitées durant la deuxième moitié de la guerre car les entrepreneurs se sont gardés du risque lié à de nouveaux investissements et à l'introduction de nouvelles méthodes » (Mises [1919], p. 175).

Cet argument en terme d'incitation trouve une dimension particulièrement intéressante lorsqu'il est confronté aux modèles de Lange. C'est d'ailleurs précisément par ce biais que Hayek revient dans *Socialist Calculation, The Competitive Solution* [1940] à la formulation initiale de Mises du lien entre le calcul économique et la propriété privée, en réhabilitant implicitement le rôle de *l'entrepreneur comme facteur de socialisation d'une connaissance tacite.* Bien qu'elle soit largement passée inaperçue dans la littérature, cette réhabilitation représente pour Lavoie un angle d'attaque privilégié par Hayek. Sur ce terrain, « Bien que les commentaires de Hayek comme ceux de Robbins relatifs aux

difficultés de calcul de l'approche en termes d'équations ne soient pas étrangers aux interprétations erronées de leurs arguments, leurs contributions essentielles étaient à l'évidence totalement en conformité avec la thèse de Mises, et de la même manière, on n'y a pas apporté de contre-réponse » (Lavoie [1981], p. 46).

Dans le modèle de Lange, s'exerce implicitement une composante entrepreneuriale de l'activité de production puisque les directeurs des entreprises nationalisées doivent se comporter de la même manière que des entrepreneurs capitalistes soucieux de maximiser leur profit. Les « managers socialistes » doivent égaliser le prix des facteurs au prix de vente des produits. Mais en univers de marché, seule la volonté de faire un profit conduit l'entrepreneur à exercer ses fonctions. C'est sous la pression de la concurrence qu'il est conduit à expliciter l'information disponible et à exploiter le plus rapidement possible les opportunités de profit qui s'offrent à son regard. Bref, sa tâche s'exerce car il existe un rendement à son exercice. Or, *Lange ne pose à aucun moment la question de l'incitation des managers en univers socialiste à adopter ces comportements d'efficience.*

Il est pourtant parfaitement conscient du problème. Simplement, Lange considère que « la discussion de cet argument relève plus du domaine de la sociologie que de la théorie économique » (Lange [1938, p. 109) ; par ailleurs, cet élément ne peut s'aborder qu'en termes d'analyse comparative avec le capitalisme. Or, celui-ci se caractérise par des structures de plus en plus monopolisées, bureaucratiques et routinières qui posent tout aussi bien que dans le socialisme la question des incitations à l'adoption de comportements efficients de la part des dirigeants d'entreprise. Les structures capitalistes décrites par Mises comme par Hayek ne sont rien d'autre que des mythes, et la réalité les confronte tous les jours aux phénomènes de « bureaucratisation de la vie économique » (*ibid.*, p. 109) et à ceux qualifiés par l'analyse moderne de « problèmes d'agence ».

Selon Hayek, réinterprété par Lavoie, seuls les processus concurrentiels sont susceptibles de rendre explicite cette information enracinée dans les cerveaux et les modes de pensée individuels. C'est l'espérance de profits qui constitue l'aiguillon nécessaire à la transmission dans le système des prix de la connaissance tacite dont les acteurs sont titulaires. Envisagé sous un autre angle, *ce n'est qu'à travers le marchandage, l'échange et les prix qui en résultent que le processus de révélation des informations tacites inscrites à l'intérieur de chaque esprit individuel peut se réaliser.* Le marché ne révèle donc pas simplement les préférences, mais les connaissances implicites des individus. Dans cette perspective, il est évident que toute altération du système de profit et d'échange entraîne un coût social effectif : si l'idée de gain est supprimée, ou même partiellement affectée, les acteurs du jeu social seront de moins en moins incités à transmettre leur connaissance à l'intérieur du système des prix. En conséquence, le capital cognitif de la communauté sera sous-exploité. L'incitation de la concurrence, la volonté d'accaparer les ressources rares afin de promouvoir ses propres buts et mener à bien ses propres stratégies incitent les individus à exprimer par leurs actions cette connaissance tacite[1] : « La question est donc non pas de savoir si tous les problèmes de distribution et de production peuvent être rationnel-

1. Henri Lepage *(Pourquoi la propriété)* parle de « savoir systémique, qui est beaucoup plus que la somme des savoirs personnels que chacun de nous est capable de formuler et de transmettre et qu'il n'est donné à personne de pouvoir consciemment reproduire indépendamment des procédures concurrentielles qui lui ont servi de véhicule » (Lepage [1985], p. 286).

lement résolus par une autorité, mais si les décisions et la responsabilité peuvent être laissées avec des chances de succès à des individus concurrents non propriétaires ou qui sont intéressés d'une autre façon aux moyens de production dont ils ont la charge » (Hayek [1935b], p. 221).

Le point essentiel consiste dans le processus de découverte des opportunités de profit tel qu'il s'opère dans une économie capitaliste. Au sein de cette dernière, l'entrepreneur joue un rôle crucial car il représente l'élément individuel, qui sous la pression de la concurrence, recherche tous les moyens de maximiser ses recettes et de mettre en place les moyens de production les moins coûteux. Il en va différemment dans le système socialiste. L'exercice de cette fonction entrepreneuriale étant lié à l'anticipation d'un gain monétaire, supprimer le profit fera disparaître toute possibilité de la voir déployée. Comme nous l'avons vu, la concurrence joue ainsi un rôle crucial dans l'organigramme hayekien : elle constitue une incitation à la découverte des solutions les plus avantageuses pour la collectivité ; elle oblige les entrepreneurs à utiliser toutes leurs ressources et tous leurs talents pour repérer et exploiter les opportunités de profit. Dans le même esprit, Lavoie note ainsi : « Les prix monétaires utilisés par le capitaliste individuel dans de tels calculs décentralisés contiennent plus d'informations que celles qui sont consciemment possédées par quiconque, ce qui le rend alors capable d'engager des plans de production beaucoup plus complexes que ceux qui pourraient être élaborés dans un système centralement planifié. *Ces prix incorporent une telle information à cause des pressions de la compétition générées par les offres concurrentes des entrepreneurs pour capter les ressources* » (Lavoie [1985], p. 147, l'italique est de nous).

Or, Hayek affirme bel et bien dès 1935 qu'il ne peut y avoir de concurrence sans propriété privée. Le problème est tout simplement celui de la définition de l'élément décisionnel et de sa relation avec le thème de la responsabilité : « Supposer qu'il est possible de créer des conditions sans obliger ceux qui ont la responsabilité des décisions à répondre de leurs erreurs, voilà qui semble être du domaine de l'illusion pure » (Hayek [1935b], p. 238). L'idée de concurrence ne saurait se défendre qu'en relation avec une structure de propriété adéquate de manière à rendre à l'élément décisionnel la responsabilité (pour le meilleur ou pour le pire) de la décision.

On pourrait développer l'idée d'un conseil de surveillance des managers, dont la fonction serait de contrôler strictement les activités de chacun. Mais la difficulté est que chaque individu possède une connaissance privée, spécifique et surtout tacite dont les autres individus, par définition, ne bénéficient pas. À partir de là, comment s'assurer de l'extérieur que cette connaissance sera utilisée dans sa totalité, puisque le manager ne sait même pas lui-même qu'il la possède ? Le Plan est ainsi confronté au problème des incitations, et subit le coût social de phénomènes de sélection adverse et d'aléa moral. Mais le modèle de Lange n'est pas le seul à être concerné par cette question. Ainsi, dans le cadre de la programmation linéaire, l'information recueillie est nécessairement décentralisée : les objectifs proposés aux entreprises par le Plan dépendent en partie d'informations relatives aux techniques de production inobservables par le Centre. Il s'agit dès lors de contrecarrer les procédures ou mécanismes visant à limiter ou à éradiquer les comportements stratégiques (tricheries...) des entreprises, réalité que l'école mathématique soviétique a critiquée, sans pouvoir proposer de palliatifs.

III.3. Le thème des institutions

On pourrait bien évidemment soutenir la thèse qu'au sein du système socialiste, les managers socialistes seraient tout aussi motivés que les entrepreneurs capitalistes pour utiliser leurs connaissances tacites, en vertu de la dimension morale du système socialiste. Ils seraient ainsi désireux de mettre toutes leurs forces, leurs compétences et leur savoir à la construction d'une économie socialiste performante[1]. Mais toute la question est de savoir s'ils en auront la latitude ou l'autorité. Le temps est donc venu de coupler à la réflexion sur l'incitation une analyse relative aux *possibilités* en univers socialiste d'utiliser la connaissance tacite des individus. Or, ces possibilités sont très limitées. En effet, dans le système planifié, les prix sont le fruit de calculs qui engagent toute l'économie. *Le manager socialiste, à la différence de l'entrepreneur capitaliste, est « cost-taker ».*

En effet, que l'on utilise les modèles de Dickinson, de Lange ou encore plus récemment les systèmes de planification optimale du type Kantorovitch, une fois les prix déterminés par le Plan, le manager socialiste n'a guère de latitude pour modifier à sa propre échelle les indicateurs centraux. *Ceux-ci deviennent des données de son activité.* Si on autorisait ces « managers » socialistes (en vertu de l'évolution de leur connaissance tacite, de leurs découvertes éventuelles...) à remettre en question des directives particulières établies par le Plan (que ce soit en termes de quantités, de technologie, de direction de la production...), c'est l'ensemble du système de planification qui serait désorganisé en permanence, sans espoir d'atteindre alors une compatibilité des plans de production. *La rationalité du système exige ainsi une forme de rigidité qui n'offre aucun champ véritable à l'initiative entrepreneuriale et à l'utilisation de sa propre connaissance.* Envisagée sous un angle dynamique, l'absence de liberté de modifier le cadre de leurs activités finirait probablement par décourager les managers socialistes à s'intéresser aux manières d'améliorer l'efficacité de leur outil de production.

Certes, les problèmes d'agence se posent aussi bien dans un cadre capitaliste que dans un univers socialiste, comme l'ont montré les travaux de la nouvelle approche keynésienne (Grossman, Stiglitz). Mais au sein d'une économie de marché, l'entrepreneur dispose de la possibilité de transformer son environnement et de mettre en place les moyens de production les moins coûteux. Or, dans le système de Lange, les coûts sont une donnée pour l'entrepreneur socialiste, et il n'a donc pas le pouvoir – même s'il en avait la volonté – de modifier par son imagination ou son talent les fonctions de

1. Dans *The Economic Basis of Socialism* [1930], Dickinson avait abordé le thème des incitations, en se faisant l'avocat d'une telle interprétation : « [...] l'État socialiste devra trouver des incitations à l'effort et l'efficacité autres que la cupidité. L'esprit public, la fierté collective, l'ambition personnelle, le désir de loisir, mais aussi la crainte sont des solutions possibles. Certains hommes feront de leur mieux s'ils sentent qu'ils servent l'État et leurs concitoyens. Un groupe de travailleurs cherchera à travailler le plus dur possible et même à forcer ses membres les plus lents et les plus paresseux au nom de la fierté de la performance de groupe » (Dickinson [1930], p. 566]. Dans *Price Formation in a Socialist Communauty* [1933], il évoque à nouveau la question, mais pour noter qu'elle peut être désormais négligée : « Avec le spectacle d'un État collectiviste en activité réelle (même de manière imparfaite) sous nos yeux avec la Russie soviétique, et les exploits prodigieux en faveur d'une reconstruction économique, l'argument d'incitation apparaît moins convaincant » (Dickinson [1933], p. 237).

production ou l'orientation de son activité. Même s'il découvre de nouvelles activités ou de nouvelles structures de coûts moins onéreuses, bref, de nouvelles opportunités, il n'a pas l'autorité de les exploiter. Hayek le notait lui-même dans ses commentaires de Lange : « la manière dont le B.C.P. assurera l'effectivité du principe que les prix soient égalisés au coût marginal le plus bas auquel la quantité concernée peut être produite est un point qui s'impose réellement. La question qui émerge ici n'est pas simplement la loyauté ou la capacité des entrepreneurs socialistes. Pour le propos de l'argument, il peut être garanti qu'ils seront aussi capables et anxieux de produire à bon marché que l'entrepreneur capitaliste moyen. Le problème se pose en raison du fait que sera absente une des plus importantes forces produites par une économie réellement compétitive, à savoir des prix de concurrence » (Hayek [1940], p. 139).

C'est au nom de ce type d'argument que Hayek évoque la question du champ d'application de la concurrence. La compétition ne peut accomplir sa tâche sociale à l'intérieur d'un système bridé par un ordre d'ensemble planifié. « C'est seulement si la concurrence existe non seulement entre les différentes industries, mais aussi à l'intérieur de ces industries que nous pouvons nous attendre à la voir atteindre son but » (*ibid.*, p. 232). Certains considéreront que le planisme représente une plus grande justice. Mais pour l'instant, « on n'a jamais démontré comment le planisme et la concurrence pouvaient être rationnellement combinés. Et tant que ceci n'est pas fait, on est certainement autorisé à déclarer que ces deux alternatives demeurent absolument séparées » (*ibid.*, p. 241-2).

À l'évidence, réintroduire des éléments de concurrence et de responsabilité au sein d'un système planifié, ou tout simplement laisser de l'autonomie aux agents dans la direction de leurs activités permettrait à la collectivité de bénéficier d'une partie de ce savoir tacite dont bénéficie un système de prix de marché. Néanmoins, le remède risque d'être pire que le mal car l'opération n'est pas sans coût. En effet, réintroduire une certaine liberté d'entreprise signifie autoriser un système d'informations privées à rentrer en compétition avec le système d'informations publiques représenté par les prix planifiés. Si ces prix « privés » peuvent servir de guide au Plan dans la voie d'une régulation plus efficace, ils désorganisent continuellement la structure des plans de production. Ainsi, « si l'on veut que la concurrence fonctionne de façon plus satisfaisante, il faut aller jusqu'au bout et non pas s'arrêter à une réintroduction partielle de la concurrence » (Hayek [1935], p. 221).

L'évolution des économies socialistes à partir des années 1960 semble d'ailleurs bien confirmer la pertinence de cette approche. De nombreux économistes se sont efforcés d'introduire à des degrés divers dans le mécanisme de l'économie planifiée des éléments d'incitation et de liberté d'activité inspirés des règles du marché. Ainsi, Liberman (*The Plan, Profits and Bonuses* [1962]), qui propose d'inciter les entreprises à produire avec la plus grande efficacité possible en reliant les prix à la rentabilité dégagée par chacune d'entre elles[1]. Ces réformes, qui pouvaient être en premier lieu considérées comme un

1. Dans *The Economic Basis of Socialism* [1930], Dickinson évoquait déjà la possibilité de faire coexister des micro-entreprises – dans des conditions bien particulières – à côté de la grande masse nationalisée du capital productif (*cf.* p. 570-572).

pas dans la bonne direction, ont trouvé des conséquences fâcheuses très anticipables, à savoir une désorganisation accrue d'un système déjà incohérent.

Il est sans doute possible de prolonger l'analyse en termes dynamiques. Si les agents n'ont pas la possibilité d'utiliser leur savoir entrepreneurial ou (et) ne sont pas incités à le faire, on doit malheureusement s'attendre à une réorientation de leur vigilance vers d'autres directions, en particulier la recherche de privilèges d'ordre politique *(rent-seeking)*.

Au sein d'une économie socialiste, le producteur n'a ni l'incitation, ni la possibilité d'exprimer ses aptitudes en jouant sur les prix. Le système se prive alors d'un élément essentiel du progrès économique : la connaissance tacite des agents dont le développement et les interactions génèrent l'*innovation*, et qui offre l'occasion de découvrir et d'expérimenter des techniques de production plus efficientes[1].

Par définition, l'information fournie au Plan par les acteurs du système socialiste ne peut être qu'explicite, formulable. L'exploitation des opportunités de production et de transmission de l'information ne peut ainsi se ramener qu'à ces données concrètes, visibles, quantitatives. Or, au sein du système capitaliste, d'autres connaissances de caractère tacite et informulable, sont prises en compte dans le système des prix à travers l'action même des individus[2]. Le centre planificateur ne peut qu'échouer à construire une organisation consciente des activités économiques aussi efficace que le système spontané du marché. Dans la mesure où la zone de gains à l'échange n'est pas délimitée par les prix marchands, elle n'est pas exploitée de manière systématique. La liberté d'expression de la subjectivité individuelle grâce à l'échange permet au système de transformer plus de connaissances en informations, et plus d'informations en connaissances. Si Hayek ne place pas cette question au centre de ses différents argumentaires – malgré l'alinéa 5 (1935b), consacré à la tentative socialiste d'organiser des solutions de pseudo-concurrence –, la reformulation des termes du débat par Lavoie a le mérite de mettre pleinement en lumière le caractère essentiel de cet élément. Son analyse nous renvoie, à travers la question du contenu cognitif des prix, à une analyse procédurale des enjeux du planisme. *Respecter la liberté d'échange favorise au mieux la formation, la transmission et l'exploitation de la connaissance éparpillée dans la communauté.*

La mise en évidence de cette dimension cognitive nous ramène une nouvelle fois à la question des institutions. Elle conduit à une prise de conscience du rôle essentiel de la propriété privée dans la capitalisation et la mobilisation de la connaissance. La liberté de transaction requiert évidemment une structure fondée sur la propriété privée car l'échange est irrationnel si on ne peut posséder les fruits de cet échange : d'une part, seul l'individu dispose de la capacité de manier et de communiquer par ses actes le savoir tacite qu'il possède sur son propre environnement ; d'autre part, seul un système concurrentiel lui permet de mobiliser et de communiquer ce savoir via le système

1. La littérature s'accorde généralement sur le fait que le niveau d'innovation dans les anciennes économies de l'Est était beaucoup plus faible que celui des économies de marché.

2. Dans le cadre du capitalisme, le *promoteur* agit et modèle son cadre d'action ; au sein du système socialiste, le *manager* réagit et ses choix sont déterminés à l'intérieur d'un ensemble d'alternatives défini extérieurement par le Plan.

des prix. La propriété privée offre l'opportunité de faire bénéficier la collectivité de ce capital cognitif incorporé dans les pratiques et les savoir-faire individuels, sous la forme du système des prix marchands. L'efficacité du système économique est fonction de sa capacité à mobiliser, développer et disséminer de l'information. Le rôle du marché est de répondre à cet ensemble de contraintes.

L'infériorité épistémologique du socialisme, telle qu'elle apparaît dans la reformulation donnée par Lavoie de l'argument exprimé pour la première fois par Mises au début des années 1920, résulte ainsi directement de l'impossibilité d'une formulation de ce savoir tacite, dont la mobilisation et la transmission conditionnent pourtant le niveau de développement d'une économie sociale. L'analyse montre qu'en raison des contraintes de la nature humaine, c'est-à-dire connaissance tacite incontournable et limitation des capacités cognitives de l'homme, toute forme de socialisme, et en particulier, le socialisme de type marxiste sera moins performante que le capitalisme.

Kirzner, dans deux textes, *Economic Planning and Knowledge Problem* [1984/1992] et *The Economic Calculation Debate: Lessons for Austrians* [1988/1992], exprimera le même type de perspective que Lavoie, en soulignant l'unité des thèses de Mises et de Hayek. Kirzner relève surtout la dimension exemplaire de ce débat sur le collectivisme qui a permis pour la première fois aux autrichiens de structurer dans un même ensemble analytique les concepts qui définissent leur tradition : connaissance, processus, concurrence. Cet agréable consensus semble néanmoins s'être fissuré à l'aube des années 1990.

IV. Une lecture alternative ? L'argument des rothbardiens

En effet, un dernier point de vue doit être considéré dans le cadre de ce débat sur le collectivisme: celui de Rothbard et de ses disciples. La réflexion de ces auteurs est spécifique car elle ne se définit pas en termes cognitifs ; elle repose sur une base « arithmétique » : il ne s'agit pas de savoir si, comme chez Hayek, Lavoie ou Kirzner, les prix planifiés peuvent être considérés comme véhiculant plus ou moins d'information (IV.1) ; il s'agit tout simplement d'établir le fait qu'au sein d'une économie complexe, il n'existe pas d'autre moyen de *calculer* que celui offert par des prix de marché (IV.2)[1].

IV.1. Il ne s'agit pas de connaître, mais de calculer

« Mises a démontré que même avec *une information parfaite*, les planificateurs centraux du socialisme ne peuvent pas rationnellement calculer les combinaisons de ressources

1. Les principaux éléments de littérature sont les suivants : concernant Rothbard lui-même, *Man, Economy and State* [1962], *Ludwig von Mises and Economic Calculation Under Socialism* [1976], *The End of Socialism and the Calculation Debate Revisited* [1991] ; *The Present State of Austrian Economics* [1995]. Concernant ses disciples, Herbener (*Ludwig von Mises and the Austrian School of Economics* [1991], *Economic Calculation and the Question of Arithmetic* [1996]) ; Hoppe (*A Theory of Socialism and Capitalism* [1989] ; *Socialism : a Property or Knowledge Problem ?* [1996]) ; Salerno (*Ludwig von Mises as Social Rationalist* [1990a] ; *Why a Socialist Economy is Impossible* [1990b] ; *Mises and Hayek Dehomozeneized* [1993]) ; Hulsmann (*Knowledge, Judgment and the Use of Property* [1997]). Cette littérature, à caractère quelquefois polémique, a suscité de vives tensions à l'intérieur du courant autrichien. *Cf.* notamment le débat entre Yeager et Salerno (voir bibliographie), Kirzner (*Reflections on the Misesian Legacy in Economics* [1996]) et Boettke (*Economic Calculations : The Austrian Contributions to Political Economy* [1998]).

de manière à rendre efficiente la production. Ils peuvent seulement tâtonner dans le noir ; comme Mises l'a établi, le socialisme est le "chaos planifié" (Herbener, *Ludwig von Mises and the Austrian School of Economics* [1991], p. 43).

Les auteurs qui insistent sur cette lecture des thèses de Mises sont soucieux de montrer que le problème économique en général, et le travail de l'entrepreneur en particulier, ne doivent être envisagés ni en termes de *connaissance*, ni en termes d'*apprentissage*. Rothbard [1990, 1991, 1995], Salerno [1990a et b, 1993], Herbener [1991]... insistent tous sur le fait que l'univers de la production et l'activité de l'entrepreneur sont confrontés essentiellement à un problème de *calcul économique*.

L'entrepreneur ne se soucie pas de *connaître*. L'information relative aux faits présents (ou plus exactement aux données du passé immédiat) ou à une histoire plus ancienne ne représente pas pour lui un élément essentiel. Son profit dépendant d'éléments futurs, le problème de l'entrepreneur est d'anticiper et, en conséquence, seul l'avenir l'intéresse. Son action relève d'une logique que l'on pourrait qualifier d'*« anticipations spéculatives »* (Mises, *Planning for Freedom* [1962c], p. 126).

Certes, dans sa démarche *spéculative*, l'entrepreneur se sert des données du présent et du passé. Comme l'énonçait Mises lui-même, « Afin de trouver son chemin dans l'avenir inconnu et aléatoire, l'homme a à sa portée deux auxiliaires : l'expérience des événements passés et sa faculté d'interprétation. La connaissance des prix passés est une partie de cette expérience, et en même temps le point de départ de la préfiguration du futur » (Mises [1966], p. 354-355)[1].

L'existence d'une structure de prix est bien évidemment d'un grand secours, et en tant que telle, elle constitue un outil de décision inestimable. Cependant, cette structure de prix passés et présents n'est pas le seul vecteur d'interprétation possible. On peut même considérer qu'elle n'est pas indispensable pour former des anticipations sur les choix futurs des consommateurs. En effet, dans son travail d'appréciation et de calcul économique anticipé, l'entrepreneur utilise aussi bien des variables qualitatives que quantitatives. L'absence de prix passés ou présents n'empêcherait pas les entrepreneurs de bénéficier d'une connaissance qualitative, qui pourrait leur permettre d'opérer des prévisions sur des marchés futurs. Salerno considère ainsi que la connaissance des prix présents (passé immédiat) n'est pas nécessaire à l'anticipation de structures de prix : « Comme composante de l'expérience, les prix passés sont donc un auxiliaire important, mais en aucun cas indispensable de l'interprétation entrepreneuriale des prix futurs... à partir du moment où, en dernière analyse, ce sont les prix futurs dont se préoccupe l'entrepreneur, Mises en conclut que le calcul économique et une allocation rationnelle des ressources pourraient encore avoir lieu même si on perdait complètement la mémoire des prix passés » (Salerno [1990a], p. 44).

De même, l'apprentissage n'est pas une aide à la décision pour l'entrepreneur. Si

1. Dans le même ordre d'idées, Mises note que « Les entrepreneurs ne construisent pas à nouveau chaque jour une structure de prix foncièrement nouvelle, ils ne redistribuent pas radicalement les facteurs de production entre les branches de l'industrie. Ils transforment seulement ce que le passé a transmis, en l'adaptant mieux aux conditions modifiées. Combien des conditions antérieures ils conservent, et combien ils en changent, cela dépend de la mesure dans laquelle les données ont changé [...] » (Mises [1966], p. 354-355).

apprendre signifie réaliser que l'on a fait des erreurs dans le passé, il est certain que l'apprentissage n'est pas une donnée essentielle de l'action entrepreneuriale. Le thème de l'ignorance du futur est ici central. Si on considère qu'il n'y a pas de relation logique entre le passé et l'avenir, réaliser ses erreurs n'aide pas l'entrepreneur à mieux s'ajuster aux conditions du futur. Le regard de l'entrepreneur sur les taux d'échange présents ne lui apprend rien, au sens strict du terme, sur les taux d'échange futurs, car ces derniers sont par définition inconnus : « En dressant leurs plans, les entrepreneurs examinent d'abord les prix du passé immédiat, appelés à tort prix présents. Bien entendu, les entrepreneurs ne font jamais entrer ces prix dans leurs calculs sans prêter l'attention requise aux changements probables. Les prix du passé immédiat sont pour eux seulement le point de départ de leurs délibérations menant à un pronostic des prix futurs. Les prix passés n'influent pas sur la formation des prix à venir. C'est au contraire la prévision des prix futurs qui détermine les prix des facteurs complémentaires de production. La formation des prix n'a pas, pour autant qu'il s'agisse des taux d'échange mutuels entre divers articles, de relation causale directe avec les prix du passé [...] Les prix du passé sont, pour l'entrepreneur qui imprime une nouvelle forme à la production future, un simple instrument mental » (Mises [1966], p. 354-355).

L'apprentissage ne décrit pas *essentiellement* l'activité de l'entrepreneur, même si, comme nous l'avons vu précédemment, celui-ci peut constituer un instrument qui l'aide à former son opinion et à réaliser ses plans. L'anticipation des entrepreneurs de marché sur la structure des échanges futurs ne s'appuie donc pas nécessairement sur une telle procédure.

Au final, *l'entrepreneur, d'un point de vue essentiel, ne s'engage jamais dans une démarche de connaissance ou d'apprentissage*. Sa seule dimension véritable est de *spéculer*. Cependant, pour que ce travail de spéculation puisse s'engager, il lui importe *ex-post* de bénéficier d'une structure de prix pour les biens de consommation produits et pour les facteurs de production employés afin de pouvoir calculer les profits et les pertes tirés de ses actions[1].

Les prix n'apportent donc pas de connaissance (ils ne permettent pas de connaître les choix futurs des consommateurs et les prix futurs des biens de production). Ils sont, *ex-ante de l'action entrepreneuriale*, un outil utile d'appréciation, mais pour les rothbardiens, on peut à la rigueur s'en passer. En revanche, *ex-post*, les prix constituent des instruments indispensables de calcul économique. C'est dans ce sens très particulier que conformément au discours de Mises, « Le calcul monétaire est l'étoile directrice de l'action, en régime social de division du travail. C'est la boussole de l'homme qui s'embarque dans la production » (Mises [1966], p. 242).

Cette question du calcul économique est vitale pour les rothbardiens : « Même s'il est vigilant, l'entrepreneur misesien [...] n'est pas un réceptacle passif, même si

1. Il convient de rappeler ici qu'en économie capitaliste, ce ne sont pas les consommateurs qui évaluent directement les biens de production. Le marché est déterminé par les offreurs et les demandeurs de biens de production. La valeur des facteurs est déterminée par les échanges de ceux qui les vendent et de ceux qui les achètent, le tout étant fonction de la valeur future de ces biens de production, valeur elle-même relative à leur capacité de produire des biens de consommation utiles dans le futur aux consommateurs.

vigilant, d'une connaissance produite par le système des prix. Il est un homme actif, qui prend des risques, qui anticipe, qui est capable de rechercher l'information, en utilisant le système des prix comme le guide indispensable pour calculer ses coûts, et estimer ses revenus et profits futurs » (Rothbard [1995], p. 55). Si l'entrepreneur connaissait à l'avance toutes les structures de choix des consommateurs (hypothèse bien évidemment hautement artificielle) et donc l'ensemble des prix de consommation futurs, cela ne serait pas une condition suffisante pour agir et développer ses plans de production. Faudrait-il qu'il dispose au moment de l'échange avec les consommateurs de la connaissance des prix des facteurs de production afin de pouvoir comparer les gains et les coûts de son activité et connaître ainsi ses profits. L'argument est le suivant : si un entrepreneur connaissait l'ensemble des informations contenues dans l'esprit des agents, il ne pourrait encore réaliser des stratégies car *il ne pourrait calculer après-coup si ses actions ont été profitables ou pas. C'est en ce sens très précis de comptabilité ou de bilan que le système des prix relatifs est une donnée indispensable de l'action entrepreneuriale, que celle-ci soit d'ailleurs exercée par un acteur privé ou un acteur public.*

Cependant, il faut se garder d'envisager le calcul économique comme un outil au service de la réussite des plans. En effet, le problème de l'entrepreneur, au moment de la formation de ses plans, n'est pas de connaître les prix dans l'avenir. Il n'en a pas les moyens car son action s'inscrit d'entrée dans un univers d'ignorance du futur. Ici, encore, l'argumentaire de Mises peut être mobilisé : « Ce n'est pas le rôle du calcul économique que d'étendre l'information de l'homme sur l'avenir. Son rôle est d'ajuster les actions de l'homme, aussi bien que possible, à son opinion présente concernant la satisfaction des besoins dans l'avenir » (Mises [1966], p. 227-8).

IV.2. L'impossibilité systémique d'un calcul économique centralisé

Pour Mises, l'existence de prix monétaires présents (du passé immédiat) permet de fournir une base au calcul économique, en délivrant une indication sur les choix présents (du passé immédiat) des agents. Mais en aucun cas cette information ne saurait être considérée comme suffisante ou essentielle à la décision entrepreneuriale, ou tout simplement productive (afin d'orienter des facteurs). Elle permet uniquement de disposer de renseignements sur les stratégies et désirs *présents* des consommateurs. Mais les activités des producteurs sont orientées vers le futur. Ce qui conditionne leurs résultats n'est donc pas les vœux présents des consommateurs, mais leurs désirs futurs[1].

L'idée des rothbardiens est que si l'on ne dispose pas de prix pour les facteurs de production *ex-post* de l'action, une comptabilité ou un calcul économique ne peuvent être mis en place. Comme Mises l'établit lui-même dans *L'action humaine*, on pourrait

1. « Admettons que dans sa phase initiale un régime socialiste puisse, dans une certaine mesure, se fonder sur l'expérience du régime capitaliste antérieur. Mais que faire plus tard, lorsque les conditions changent de plus en plus profondément ? À quoi les prix de 1900 peuvent-ils servir pour le directeur de 1949 ? Et quel usage le directeur de 1980 pourra-t-il faire des prix de 1949 connus de lui ? » (Mises [1966], p. 736).

considérer une formation des plans des producteurs sans prix actuel pour ces facteurs de production, à partir de simples variables qualitatives. Il n'est pas indispensable de disposer de données quantitatives. En revanche, on a besoin de ces prix *ex-post* à l'action pour juger du résultat des actions. Or, le système économique planifié est incapable d'offrir ces prix. Pour Salerno, « Il est donc clair que la critique de la possibilité du socialisme ne repose pas sur la connaissance, mais sur le calcul » (Salerno [1990a], p. 45).

Relativement aux développements antérieurs du débat, on peut s'étonner de ce type d'argument car il existe des propositions concrètes de mise en place de prix planifiés, en particulier celles de Dickinson et de Lange, ou d'autres, plus récentes, par le biais de la programmation linéaire. Mais l'article *The Equations of Mathematical Economics and the Problem of Economic Calculation in a Socialist State* [1938], ainsi que les deux alinéas respectivement consacrés dans *L'action humaine* au thème du « quasi-marché » (*cf.* 742 à 747) et aux « *équations différentielles d'économie mathématique* », témoignent du fait que Mises ne voit pas dans ces deux types de propositions des alternatives possibles aux prix de marché. Les affirmations des rothbardiens semblent prolonger cette perspective. Différents niveaux d'analyse peuvent être dégagés de leur argumentaire.

Afin que des prix « d'équilibre » (permettant d'accorder les actions des agents) puissent être calculés, il faudrait que le planificateur puisse connaître toutes les données en même temps, ce que, par essence, il ne peut pas faire. Le temps ne s'arrêtant pas, il n'est pas concevable de calculer en instantané des prix qui prennent en compte la totalité des informations disponibles à la période du calcul. En conséquence, les prix proposés par le centre planificateur ne peuvent pas être des prix d'équilibre. Ils n'ajustent pas l'ensemble des offres et des demandes, et certains plans ne seront pas réalisés. Par ailleurs, même si une coordination pouvait être obtenue, elle ne pourrait être conservée. Du fait des contraintes de la dynamique, les évaluations des agents (celles du planificateur ou celles des consommateurs, peu importe) qui sont les parties prenantes de ce système d'équilibre changent en permanence.

Ces arguments pourraient, il est vrai, être retournés contre le système capitaliste. Sur le marché, les prix ne sont pas non plus des prix d'équilibre. Sous cet angle, on devrait donc alors se tourner vers l'analyse comparative des systèmes. Si on laisse des entrepreneurs privés utiliser leurs qualités d'appréciation personnelle et *leur connaissance qualitative* de certains segments du marché pour former eux-mêmes, de manière décentralisée, les prix des facteurs de production, on arrivera à une cohérence plus forte et à des degrés de réussite des plans plus importants. Sous cet angle, les prix planifiés ne peuvent être considérés comme de véritables outils du calcul car ils ne sont pas des prix réels, véritables, fondés sur *le jugement entrepreneurial* et la liberté de vendre et d'acheter, ou en d'autres termes sur *la propriété privée*.

Mais l'élément crucial semble être ailleurs. Pour Hayek, pour Lavoie, la difficulté fondamentale à laquelle est confronté le socialisme marxiste est la suivante : la connaissance des acteurs ne peut être transférée dans un système de prix planifiés aussi bien que dans un système de marché. Il existe un décalage, un fossé incontournable entre la connaissance répandue dans le corps social et la connaissance qui peut être acquise par le Plan. Mais pour Rothbard et ses fidèles, le problème central est différent : la question n'est pas essentiellement de savoir si la connaissance des acteurs peut être

transmise au Plan. Elle est de savoir si la connaissance qui – hypothétiquement – serait acquise par le Plan pourrait être transformée en information utilisable par les managers et les différents acteurs du système planifié. Leur réponse est claire : la connaissance centralisée du planificateur ne peut être traduite sous forme de prix susceptible d'orienter rationnellement la production. En d'autres termes, il ne peut transformer sa connaissance qualitative des données en calcul économique. Il est impossible de restituer, sous forme d'informations numériques, aux acteurs économiques du système planifié, la connaissance centralisée dans l'organisme planificateur. Ainsi, *il ne s'agit pas fondamentalement de savoir si la connaissance des acteurs peut être transférée au Plan ; il s'agit de savoir si la connaissance du Plan peut être transformée en information pour les acteurs.*

Au-delà du problème de l'accessibilité à l'ensemble des données disponibles, c'est le problème du traitement de la connaissance qui est ici en jeu. Ainsi, même si on faisait abstraction du problème de l'acquisition des connaissances des acteurs par le Plan, même si on faisait l'hypothèse totalement artificielle qu'en tout point donné du temps le Planificateur puisse centraliser toutes les données pertinentes, il ne pourrait les restituer sous forme d'informations délivrables aux différents acteurs du système planifié. En conséquence, des parties plus ou moins importantes de ces connaissances ne seront pas converties en calculs numériques[1]. Sous cet angle particulier, *il ne peut pas exister de production centralisée des prix.*

L'existence d'ordinateurs et de systèmes informatiques sophistiqués ne change rien à la nature du problème. Il convient de ne pas oublier que, derrière l'organisme du Plan, se trouvent des esprits individuels, et de fait, il s'agit bien d'intégrer le problème du socialisme « dans le système de l'explication fondamentale de l'agir humain » (Mises [1966], p. 737). Le Centre planificateur est donc restreint dans sa gestion par cette contrainte particulière qui va l'empêcher de transformer les données en calcul, ou en d'autres termes de transformer l'ensemble des variables qualitatives et quantitatives en valeurs numériques. Ainsi, « le socialisme, nécessairement dénué d'un marché de la terre et des biens capitaux, doit manquer de la capacité de calculer et de comparer les biens et les services, et donc toute allocation rationnelle des ressources productive sous le socialisme est de fait impossible » (Rothbard [1991], p. 65).

Bien évidemment, le problème de l'ignorance se pose aussi dans le cadre de l'économie de marché. *Mais la caractéristique de ce type d'économie est que le calcul s'opère de manière intrinsèquement décentralisée.* C'est chaque entrepreneur individuel, confronté à des environnements particuliers, qui va réaliser des anticipations *contextualisées* sur l'état du marché et associer à travers des échanges bilatéraux la formation de prix pour les facteurs de production. C'est justement parce que la formation des prix est décentralisée

1. Ce type d'approche apparaît conforme à l'esprit de l'argumentaire de Mises. Dans *L'action humaine*, il expose ainsi les présupposés de son approche : « Nous tenons pour acquis que ce directeur dispose de tout le savoir technologique de son époque. De plus, il a l'inventaire complet de tous les facteurs matériels de production existants, et un registre énumérant tout l'effectif de la main-d'œuvre utilisable. À ces égards, la foule des experts et spécialistes qu'il rassemble dans ses bureaux lui fournit une information parfaite et répond correctement à toutes les questions qu'il peut poser. Leurs volumineux rapports s'accumulent en hautes piles sur sa table de travail. Mais maintenant, il doit agir. Il doit choisir dans une variété infinie de projets, de telle sorte qu'aucun besoin que lui-même considère comme urgent ne reste insatisfait parce que les facteurs de production nécessaires auront été employés à satisfaire des besoins qu'il considère comme moins urgents » (Mises [1966], p. 733).

qu'elle est techniquement possible. Et encore une fois, le problème n'est pas de savoir si ces prix reflètent un état correct du marché, si les anticipations des entrepreneurs individuels sont correctes ou non au regard des demandes des consommateurs. La question est tout simplement de savoir s'il est possible à des prix des facteurs de production de se former indépendamment d'un cadre de propriété privée des facteurs qui est la condition même de la décentralisation du calcul économique.

Dès lors, le raisonnement des rothbardiens est simple : à partir du moment où l'échange des biens de production n'est pas permis, il n'est pas possible d'attribuer une valeur numérique à ces biens de production . « Le pré-requis pour une production sociale avancée est le calcul qui permet l'action intentionnelle à l'intérieur du cadre de la division du travail. Le calcul requiert les prix monétaires, et partant, la monnaie et le libre-échange, qui requiert la propriété privée » (Herbener [1991], p. 43).

Ce type d'argumentaire permet d'éclairer la signification de certaines déclarations de Mises : « Si l'on ne pouvait opposer aux plans socialistes d'autre objection que de montrer qu'il abaissera le niveau de vie de tous ou au moins de l'immense majorité, il serait impossible pour la praxéologie de prononcer un jugement définitif. Les hommes devraient trancher entre capitalisme et socialisme sur la base de jugements de valeur et de jugements de pertinence [...]. Mais le véritable état de choses est entièrement différent. L'homme n'est pas en position de choisir entre les deux systèmes. La coopération humaine dans le système de la division du travail n'est possible que dans l'économie de marché. Le socialisme n'est pas un système réalisable d'organisation économique de la société, parce qu'il ne dispose d'aucune méthode de calcul économique » (Mises [1966], p. 715).

L'argumentation des auteurs néo-autrichiens sur le collectivisme peut se décomposer en trois grandes étapes. Après une première mise en forme du problème par Mises, c'est *d'abord* la question de la quantité et du changement de l'information à gérer qui est mise en avant dans le cadre d'une réflexion sur la coordination des plans, sa fonctionnalité théorique étant admise par tous. Le cours du débat a entraîné *ensuite* un glissement de la question de la possibilité d'un fonctionnement concret d'une économie socialiste vers celle de son infériorité relative en termes d'exploitation des opportunités d'échanges.

Cette dernière question a trouvé son prolongement dans une réflexion sur les modes de communication de la connaissance. *Le véritable enjeu du socialisme, tel qu'il émerge de la littérature moderne, est celui de la nature de l'information exprimée par les prix de marché et la capacité du socialisme de reproduire la même information à travers la simulation des processus de marché, ou l'amélioration des techniques de planification optimale.* Ainsi, sans certifier que le socialisme soit théoriquement ou pratiquement irréalisable, il semble qu'il soit confronté à des obstacles épistémiques qui ne peuvent que limiter son aptitude à mobiliser le même niveau de connaissances que le marché. Au-delà, collectiviser une société complexe signifie renoncer à préserver son niveau de développement, atteint à travers l'articulation des différents savoirs tacites exprimés par les prix capitalistes. L'argument autrichien semble avoir porté dans la littérature marxiste. Ainsi, Roemer (*Can There Socialism after Communism* [1993a]) va même jusqu'à suggérer que la

nationalisation des moyens de production n'est pas le seul moyen possible d'atteindre les objectifs du socialisme.

Les contributions les plus récentes à la question, articulées autour des travaux de Rothbard et de ses disciples, reviennent à une conception plus radicale de l'argumentaire de Mises. Le socialisme collectiviste n'est pas seulement inférieur, dans le sens où les prix planifiés exprimeraient moins d'informations que des prix de marché. Il est impossible dans le sens où il est incapable de produire un ensemble de prix relatifs pour les facteurs qui permettrait, au sein d'une économie complexe, l'organisation des activités de production.

On doit cependant relever que les conclusions du débat ne sauraient en elles-mêmes contraindre les individus à se détourner du socialisme planificateur. De ce fait, la thèse de Colette (*La controverse du calcul socialiste : la question de Ludwig von Mises* [1992]), selon laquelle les autrichiens ont démontré que la science économique conduisait à l'échec du socialisme, doit être correctement interprétée. *La science économique est incapable de dire quoi que ce soit sur les valeurs et les fins à l'origine du socialisme.* L'ambition de Mises et de Hayek et des autres, ne dépasse pas la démonstration du fait que, contrairement au discours de certains socialistes, le collectivisme est porteur de mécanismes de traitement, de mobilisation de la connaissance ou de calcul économique moins développés que dans le capitalisme. Elle ne signifie certainement pas qu'une moins grande exploitation d'opportunités de savoir, voire la disparition même d'une économie de production quelque peu élaborée, ne puisse pas être considérée comme une contrepartie nécessaire pour atteindre des fins morales ou esthétiques visées par tel ou tel socialisme. Mais les conséquences de ce choix doivent être évidentes à l'esprit de chacun. Hayek est ici particulièrement clair : « il y avait ceux qui estimaient que la perte d'efficience, le déclin de la richesse générale qui résulteraient de l'absence de moyens de calcul rationnel ne seraient pas un prix trop élevé pour la réalisation d'une plus juste distribution de ces richesses. Évidemment, si cette attitude était basée sur une réalisation nette de ce qu'implique ce choix, il n'y a rien à ajouter, si ce n'est qu'il semble douteux que ceux qui l'adoptent trouvent de nombreux adeptes » (Hayek [1935a], p. 45).

Chapitre 2

L'analyse autrichienne du cycle

L'analyse autrichienne du cycle s'inscrit dans un contexte général : celui de l'intérêt de la pensée économique durant l'entre-deux-guerres pour l'étude des phases de la conjoncture, intérêt bien évidemment accentué par le déclenchement de la crise de 1929[1]. Considérée sous un autre angle, elle se relie à un sujet de préoccupation caractéristique de la tradition autrichienne, à savoir *le mode d'intégration de la monnaie aux phénomènes réels*. Bien que leurs travaux ne puissent pas être considérés comme exhaustifs d'une théorie autrichienne du cycle, Mises et Hayek en sont néanmoins les deux principaux formulateurs[2].

Mises a été l'initiateur, par l'intermédiaire de *The Theory of Money and Credit* [1912], d'une première représentation théorique des canaux d'influence de la monnaie sur l'économie réelle. Celle-ci consiste dans une explication des perturbations économiques par les effets de la création monétaire sur la structure des prix relatifs. Mises a continué à développer cette analyse entre les deux guerres[3], puis à travers les éditions successives de *L'action humaine* [1949, 1963, 1966].

1. Hawtrey, Aftalion, Rist en sont des exemples manifestes. Pour une revue de la littérature de l'époque consacrée aux cycles, *cf.* Tinbergen, *Annuals Survey : Suggestions on Quantitative Business Cycle Theory, [1935]*.

2. Parallèlement ou postérieurement à Mises et Hayek, des auteurs comme Haberler (*Some Reflections on the Present Situation of Business Cycle Theory* [1936], *Prospérité et dépression* [1937]) ; Lachmann (*Uncertainty and Liquidity-Preference* [1937], *On Crisis and Adjustment* [1939), *Capital and Its Structure* [1956]) ; Machlup (*The Stock Market, Credit and Capital Formation* [1940]) ; Rothbard (*America's Great Depression* [1975]) ; Garret et Rothbard (*The Great Depression and New Deal Monetary Policy* [1978]) ; Kirzner (*An Essay on Capital* [1966] ; *Essays on Capital and Interest* [1996]), ont investi le sujet, en proposant leurs propres contributions. Cependant, leurs analyses ne sont pas suffisamment spécifiques ou détachées des analyses de Mises et (ou) d'Hayek pour être considérées comme de véritables approches autonomes ou alternatives. Il est vrai que certains commentateurs français envisagent les positions de Lachmann comme une forme de remise en question des fondements de la théorie du cycle de Hayek. Mais, à notre connaissance, aucun élément textuel ne permet de nourrir cette thèse.

3. *Cf.* les textes réunis dans *The Manipulation of Credit and Money* [1978a] et la partie de *Money, Method and the Market Process* [1990] consacrée aux questions monétaires (55-109).

C'est à l'analyse du cycle que Hayek a consacré ses premières recherches économiques à la fin des années 1920[1]. Mais ses thèses ont surtout été développées à l'occasion de quatre conférences prononcées à la *London School of Economics*, où Hayek a été invité par Lionel Robbins. Ces conférences ont été immédiatement réunies dans un ouvrage publié sous le titre de *Prix et production* [1931].

On peut sans doute considérer ce travail comme l'expression théorique la plus centrale – mais en même temps la plus stylisée – de Hayek sur le sujet. En tant que tel, il a déclenché dès sa présentation de nombreuses et quelquefois violentes polémiques, à l'occasion desquelles se sont illustrées, parmi d'autres, des figures aussi importantes que celles de Keynes, de Sraffa ou encore de Hicks. Jusqu'à nos jours, l'ouvrage est ainsi resté la référence première de la littérature consacrée à l'analyse autrichienne du cycle[2]. Cependant, il faut noter que certaines des idées de *Prix et production* ont été reprises, explicitées et affinées par Hayek lui-même dans trois ouvrages publiés ultérieurement : *Monetary Nationalism and International Stability* [1937b], *Profit, Investment and Interest* [1939][3] et *The Pure Theory of Capital* [1941]. L'audience de ces ouvrages a été extrêmement limitée à l'époque. Leur contenu, parfois original, reste encore trop souvent négligé par les commentateurs.

En matière de cycle, c'est la question de la réussite des anticipations (ou en d'autres termes, de la coordination des plans) des agents qui est en jeu. À cet égard, Hayek privilégie l'analyse des modes d'interaction entre d'un côté les entrepreneurs-producteurs, et de l'autre côté, les consommateurs-épargnants. Il s'agit d'étudier les procédures de compatibilité et d'ajustement des plans des entrepreneurs-producteurs à ceux des salariés en matière de choix intertemporels de consommation. Plus précisément, *la crise se définit en termes théoriques comme l'expression d'une non-concordance généralisée entre : d'une part les choix des entrepreneurs en matière de répartition de la production entre biens de consommation et*

1. Un des premiers postes de Hayek a consisté dans la direction de l'Institut autrichien de recherches sur le cycle des affaires, auquel il a accédé grâce à l'appui de Ludwig von Mises. Auparavant, Hayek avait effectué un voyage d'étude aux États-Unis (1923-1924). À son retour, il rédige entre 1925 et 1929 divers articles consacrés aux problèmes des fluctuations en économie de marché. Les plus importants de ces textes ont été traduits en anglais, pour être réunis (en compagnie de textes ultérieurs) au sein d'un recueil intitulé *Money, Capital and Fluctuations, Early Essays* [1984]. Dans la même veine, Hayek rédige son premier ouvrage : *Monetary Theory and Trade Cycle* [1928]. Pour un exposé synthétique de sa vie durant cette période, *cf.* Lepage (*Demain le libéralisme* [1980], p. 410-413) et Kresge et Wenar (éd.), *Hayek by Hayek, An Autobiographical Dialogue* [1994]. On peut aussi consulter avec profit Dostaler (*La genèse et l'évolution de la théorie des cycles de Hayek* [2001b]).

2. On doit rappeler ici que Hayek a reçu en 1974 le prix Nobel pour sa théorie du cycle, si longtemps décriée et marginalisée par la pensée économique de l'après-guerre. Les versions contemporaines de la perspective hayekienne sont sans doute le mieux incarnées par les travaux de Garrison (*Time and Money : The Universals of Macroeconomic Theorizing* [1987], *The Austrian Theory of the Business Cycle in the Light of Modern Macroeconomics* [1989], *Austrian Theory of Business Cycles* [1997], *Time and Money* [2001]) ; on peut noter parallèlement Wainhouse (*Empirical Evidence for Hayek's Theory of Economic Fluctuations* [1984]), Bellante et Garrison (*Phillips Curve and Hayekian Triangles : Two Perspectives on Monetary Dynamics* [1988]), Keeler (*Empirical Evidence on the Austrian Business Cycle Theory* [2001]), Carilli et Dempster (*Expectations in Austrian Businesss Cycle Theory : An Application of the Prisoner's Dilemma* [2001].

3. L'ouvrage constitue un recueil de textes déjà publiés entre 1929 et 1937, à l'exception de sa première partie, qui délivre une représentation originale d'une partie des mécanismes du cycle.

biens d'investissement ; et d'autre part, les vœux des salariés en matière de répartition de leur revenu entre la consommation et l'épargne[1]. *Pour Hayek, ce problème ne peut être envisagé qu'en termes de rupture du circuit d'information constitué par le système des prix relatifs.*

Il convient d'aborder l'étude des écrits du jeune Hayek avec l'éclairage rétrospectif des écrits de maturité, dont l'origine peut être trouvée, nous l'avons signalé, dans une perspective particulière. Le chapitre 3 de la partie 2 a permis de montrer que pour Hayek, les prix n'expriment pas seulement une découverte, mais qu'il est possible d'y associer, *dans une certaine mesure*, une fonction de prévision. Les transactions courantes constituent pour les promoteurs des éléments d'appréciation qui leur offrent la possibilité de former des anticipations et d'initier des plans d'activités.

Dès lors, le propos de Hayek est de comprendre les raisons de cette déstructuration du système de prévision et de calcul représenté par les prix relatifs. Il s'agit de savoir par quels mécanismes les prix peuvent diffuser des signaux conduisant les producteurs à formuler de manière générale des anticipations erronées, qui ne permettront plus à leurs activités respectives de s'accorder à terme. La réponse de Hayek tient dans la monnaie. *Prix et production* délivre une explication des troubles suscités par l'expansion monétaire sur les anticipations des producteurs. L'objectif est d'étudier « les conséquences d'une variation de la circulation monétaire sur la production » (Hayek [1931], p. 158), en s'attachant précisément « aux perturbations du mouvement naturel des prix liées aux variations de l'offre de la monnaie » (*ibid.*, p. 146). C'est donc, en dernière analyse, toute une réflexion sur le mode d'interaction de l'économie réelle avec l'économie monétaire qui est engagée par cette théorie du cycle.

L'analyse de Hayek s'est construite sur un certain nombre de préalables théoriques, qui ont défini l'architecture de sa réflexion (I). C'est à partir de ces prémisses que Hayek distingue une logique monétaire du cycle, à travers les conséquences du jeu des prix relatifs sur la structure de la production (II). Le boom est déclenché par une perturbation monétaire, *qui fausse le circuit d'information constitué par les prix marchands*, en aggravant un phénomène naturel de non-neutralité de la monnaie. L'interventionnisme monétaire empêche ainsi, par toute une série de mécanismes cumulatifs, la réalisation de plans de production devenus incohérents. Il s'agit alors de favoriser le rétablissement de cette cohérence à travers une politique adéquate, axée sur la stabilité de la création de monnaie (III). Très tôt, la perspective hayekienne du cycle a généré une série de débats dont les termes éclairent la nature de la problématique néo-autrichienne (IV).

---

1. « L'existence de l'équilibre implique que les plans des consommateurs et ceux des producteurs sont mutuellement compatibles, de telle manière que la portion de leur revenu épargnée par les consommateurs est exactement égale au volume d'investissement que les producteurs veulent mettre en place » (Ioannides, *The Market, Competition and Democracy* [1992], p. 119).

I. Les préalables d'une démarche

L'analyse hayekienne du cycle se situe au carrefour de la théorie monétaire et de l'analyse du capital (I.1). C'est à ce croisement, d'où émergent les notions de taux d'intérêt et de prix relatifs, que Hayek formule d'abord les conditions d'une réussite des plans des agents, identifie ensuite des facteurs de dis-coordination (I.2).

I.1. Le capital comme structure : la notion de détour de production

La question du *cycle* (succession d'une période de boom et d'une crise) doit s'envisager bien évidemment en termes d'*économie réelle*, à travers des fluctuations des niveaux de production. Sur ce terrain, Hayek rejette les conceptions qui ne trouvent d'autre origine aux variations de la production industrielle que les « modifications de l'offre de travail des individus » (Hayek [1931], p. 92) ou « une augmentation de la quantité de ressources oisives » (*ibid.*, p. 93). Ces deux types d'explications ne sont pas significatifs dans la mesure où ils supposent que l'ensemble des forces productives de la société ne soit pas préalablement exploité. Or, « L'existence de ressources inutilisées est elle-même un fait qui exige une explication ». En d'autres termes, il s'agit de comprendre pourquoi des opportunités connues ne sont pas exploitées. À partir de là, « nous devons commencer là où s'arrête la théorie économique générale : c'est-à-dire partir d'une condition d'équilibre de plein emploi de toutes les ressources » (Hayek [1931], p. 93).

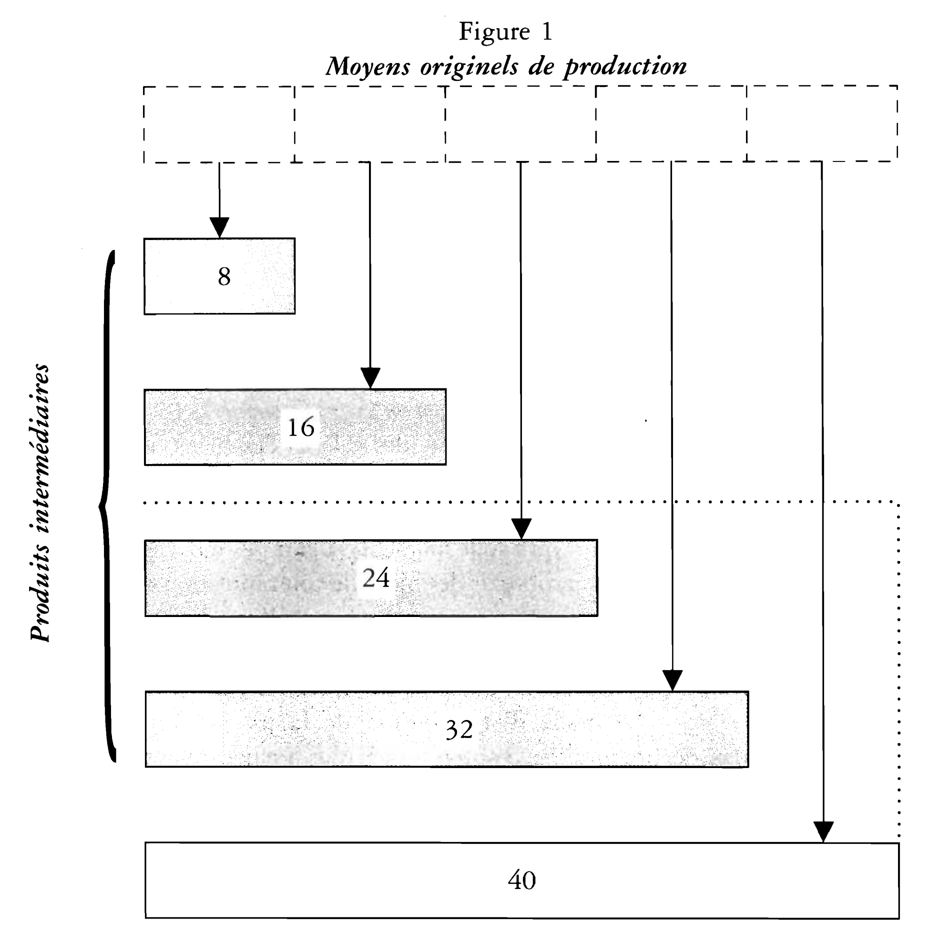
Le point de départ consiste donc dans une situation hypothétique d'équilibre, envisagée dans un cadre statique, au sens défini plus haut. Dans cette optique, Hayek attache une attention particulière aux méthodes d'organisation des firmes. En effet, Hayek envisage la question des évolutions de la production à partir de leurs relations avec la structure technique de l'activité des firmes, et en particulier celle « de l'accroissement de production permis par l'adoption de méthodes de production plus capitalistes, ou ce qui revient au même, par une organisation de la production telle qu'à tout instant, les ressources disponibles soient employées pour satisfaire des besoins concernant un horizon plus lointain qu'auparavant » (Hayek [1931], p. 94-95).

Cette intensification du poids capitaliste se traduit nécessairement par une augmentation de la longueur du processus de production, ou en d'autres termes par un *détour de production*. La référence à des « méthodes détournées » de production, que l'on trouve déjà présentée par Böhm-Bawerk dans sa *Théorie du capital*, va prendre une place fondamentale dans l'explication hayekienne de la crise : « C'est seulement par une analyse de ce phénomène que nous pourrons finalement montrer comment peut apparaître une situation dans laquelle il est temporairement impossible d'employer toutes les ressources disponibles » (*ibid.*, p. 94).

Hayek adopte alors d'emblée une vision temporelle de la production, articulée autour de la notion de *périodes* ou de *stades* de production, unis entre eux par des relations structurelles. Il délivre une vision de ce processus sous la forme du schéma ci-après[1].

1. Dans une note de bas de page (p. 97), Hayek explique qu'il est lui-même l'initiateur des graphiques proposés dans *Prix et production*, mais il reconnaît que des représentations analogues peuvent être trouvées aussi bien chez Jevons (*Theory of Political Economy* [1871]) que chez Wicksell (*Lectures of Political Economy* [1901]).

Figure 1



La structure technique de la production se présente ainsi sous la forme d'un triangle rectangle. Elle se décompose en différentes strates (dont le nombre est choisi arbitrairement par Hayek) qui s'articulent à la fois en termes technologiques et temporels, allant des *moyens originels de production* (terre et travail, première période) jusqu'au stade des *biens de consommation* (dernière période) en passant par des *stades intermédiaires* (facteurs ou biens de production). Ces derniers stades représentent un mélange de capital et de facteurs originaires.

À cette description *technico-temporelle* peut être associée une dimension économique ou *monétaire*. Au fur et à mesure que le processus s'étend, il est logique que la valeur des biens de production tende à s'accroître pour se cristalliser finalement dans la valeur des biens de consommation. À chaque stade, de la valeur nouvelle est incorporée dans le processus de production. La monnaie s'échange à chaque étape contre des biens de consommation, des produits intermédiaires ou des biens originaires. La monnaie et les produits suivent alors une trajectoire opposée. À chaque fois que les biens descendent dans le schéma, la monnaie remonte symétriquement le long des stades de production.

Pour Hayek, ce schéma trouve des implications importantes. Il délivre l'image d'une situation de *coordination*, tout en mettant en évidence le caractère instrumental de la notion de *détour de production* dans le maintien de cette coordination.

Le graphique exprime une égalité parfaite entre la valeur des biens de consommation et la valeur des rémunérations de l'ensemble des facteurs ayant servi à leur production. Le système de production est donc cohérent et susceptible de se reproduire à l'infini, puisque la valeur monétaire créée à chaque étage en échange de biens de production est reçue par des agents qui deviendront à leur tour consommateurs. Au total, ces agents vont ainsi accumuler une valeur monétaire de 40 que l'on retrouve à la base du schéma pour réalimenter le fonds de consommation. *Les actions des producteurs et des consommateurs sont parfaitement accordées et aucune anticipation n'est déçue. Nous sommes dans l'univers (évidemment fictif et artificiel) d'une économie tournant en rythme uniforme.*

On peut évidemment s'étonner que la somme des valeurs des biens de production (80) soit plus importante que celle correspondant aux biens de consommation produits (40). Mais *cette situation correspond pour Hayek à la définition même d'une économie capitalistique*. Sa caractéristique implique « qu'à tout moment, la part des moyens originels de production disponible employée pour obtenir des biens de consommation dans un futur plus ou moins lointain est beaucoup plus importante que celle qui est utilisée pour satisfaire des besoins immédiats » (*ibid.*, p. 96). Cette inégalité est un atout économique car elle rend compte d'un phénomène de gains de productivité permis par un détour de production. En effet, « Ce mode d'organisation de la production permet, en allongeant le processus de production, d'obtenir une plus grande quantité de biens de consommation à partir d'un montant donné de moyens originels de production [...] dans des limites réalistes, nous pouvons accroître indéfiniment la production de biens de consommation à partir d'une quantité donnée de moyens originels de production, pourvu que nous acceptions d'attendre assez longtemps le produit » (*ibid.*, p. 96-97). *Le ratio facteurs de production/biens de consommation doit naturellement croître au fur et à mesure de l'allongement du détour de production.*

Mais que se passe-t-il si les agents décident d'affecter une partie de leur revenu sous forme d'épargne ? Dans la représentation de Hayek, l'épargne représente la part du revenu qui n'est pas dépensée en biens de consommation, mais en facteurs de production. Une création ou une augmentation d'épargne représente ainsi une modification des choix intertemporels de consommation. Ainsi, par définition, « le rapport entre la monnaie dépensée en échange de biens de consommation et la monnaie dépensée en échange de produits intermédiaires est égal au rapport entre la demande totale de biens de consommation et la demande totale de produits intermédiaires nécessaires à leur production continue » (*ibid.*, p. 105). Mais en conséquence, si une portion du revenu est affectée à l'épargne et non à la consommation, ne risque-t-on pas d'être confronté à un décalage entre la valeur des biens de consommation et les sommes disponibles pour réaliser leur vente ? En d'autres termes, nous trouvons-nous alors dans une situation où cette économie de production doit perdre sa cohérence et provoquer ainsi une *dis-coordination* ? C'est ici que l'enjeu de la notion de détour de production est mis en lumière. *Celui-ci n'est pas seulement un facteur de productivité, c'est aussi une variable d'ajustement de la structure productive* : c'est la longueur du processus de production (ou l'ampleur du détour de production) qui permet de maintenir l'harmonie du système.

En effet, pour retrouver un équilibre, « Le supplément de monnaie disponible pour l'achat de produits intermédiaires doit être utilisé de façon telle que l'on puisse maintenant échanger la production de biens de consommation contre la somme plus faible disponible pour cela » (*ibid.*, p. 110). Comme le montre la figure page suivante, un simple allongement du processus de production permet de rétablir la cohérence de la structure productive. À la sortie de l'opération, une quantité plus importante de biens de consommation se trouve à la disposition des acheteurs, tout en correspondant à une valeur unitaire moins importante[1].

L'augmentation des ressources mises à la disposition des entrepreneurs par les salariés se réalise par des espoirs de gains plus importants tirés de la production des facteurs (et par des gains moins importants tirés de la production des biens de consommation). En conséquence, une partie des facteurs (pour autant qu'ils ne soient pas spécifiques) se dégage des stades inférieurs pour se concentrer vers les stades supérieurs[2]. Dans la mesure où l'incorporation de ces nouvelles unités de capital implique pour Hayek l'intégration de stades supplémentaires, le processus de restructuration de la production se traduit par un allongement du détour de production. En dernière analyse, *les modifications de la structure de production, à travers la longueur du détour, reflètent donc bien les modifications de la structure des prix relatifs entre biens de production et biens de consommation* (*cf.* p. 132-133) : « la cause immédiate de variation du rendement des biens de production d'une catégorie particulière utilisés à différents stades de la production doit être trouvée dans une variation du prix du produit obtenu au stade de production considéré » (*ibid.*, p. 135).

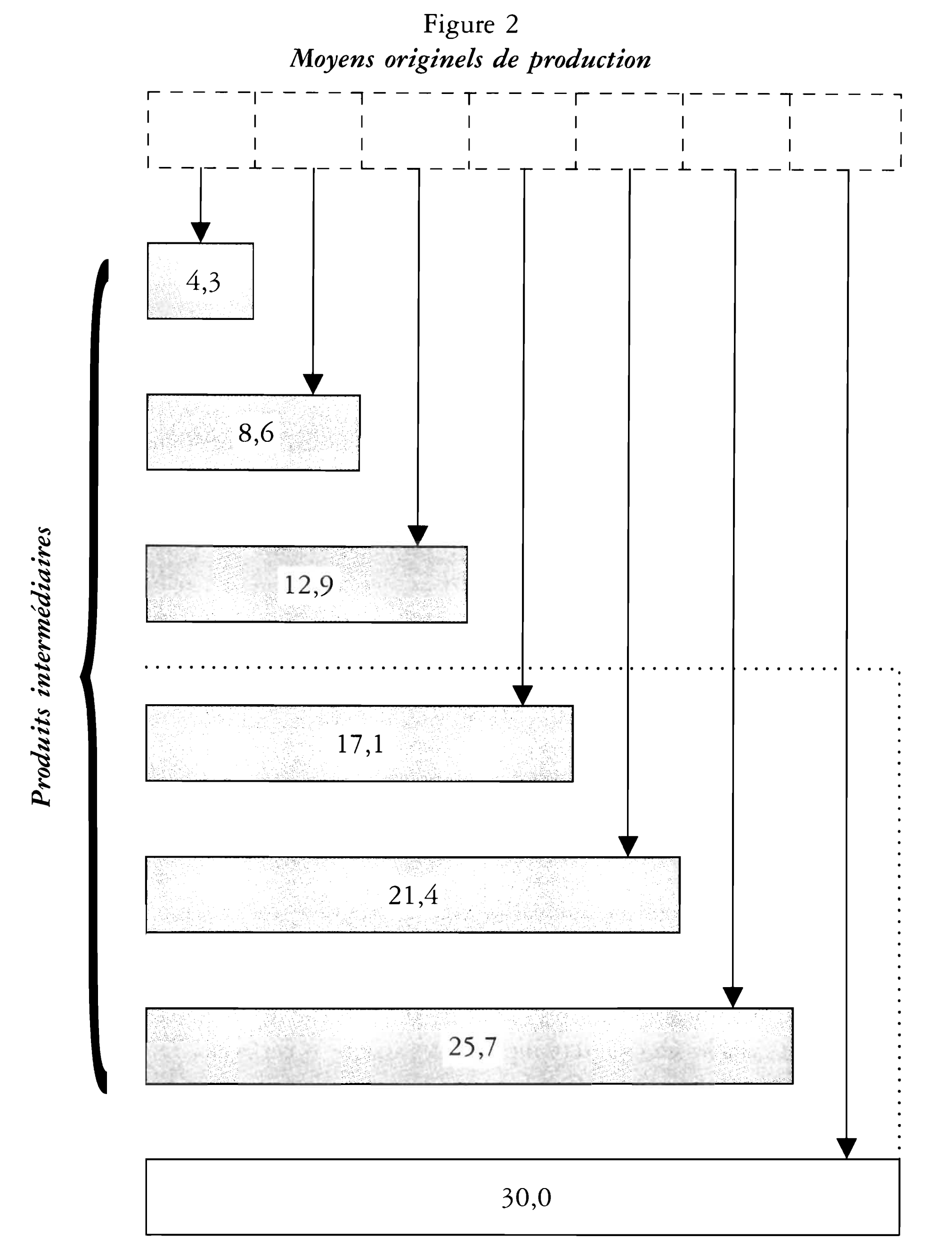
I.2. Taux d'intérêt d'équilibre et taux monétaire

Évidemment, cet ajustement ne se réalise pas de manière mécanique. Derrière la représentation technologique de la production et ses transformations éventuelles se trouvent des décisions humaines et des logiques d'exploitation d'opportunités de profit ; derrière la modification des prix relatifs, se profilent des variables subjectives qui se cristallisent dans les choix intertemporels des agents. À cet égard, *la notion de taux d'intérêt est prépondérante*. En effet, « Ce n'est que dans des cas relativement rares que les gens qui épargnent et ceux qui veulent utiliser cette épargne à des fins d'investissement sont les mêmes. Aussi, généralement, la monnaie qui sert à l'investissement devra-t-elle changer de mains. La question de savoir qui va utiliser les fonds supplémentaires disponibles pour l'investissement de biens de production sera tranchée sur le marché des fonds prêtables. Ce n'est qu'à un taux d'intérêt inférieur à celui qui s'était établi

1. Il convient de ne pas interpréter la réduction de la valeur des biens de consommation comme le signe d'une baisse des quantités physiques produites. Bien au contraire, l'avantage d'un allongement du processus de production est justement d'augmenter cette quantité produite, ou si l'on préfère, de permettre une même quantité réelle pour une contrepartie monétaire plus faible. De la même manière, l'abaissement de la valeur unitaire de chaque unité de facteur ne signifie pas qu'un nombre moins important de facteurs est utilisé dans les stades intermédiaires. Bien au contraire, leur quantité s'est accrue.

2. N'oublions pas qu'au départ du raisonnement, il est supposé que toutes les ressources connues sont employées. En termes technologiques, il n'est donc pas possible d'accroître le niveau de production d'un secteur sans utiliser des facteurs de production qui, jusqu'alors, étaient affectés aux autres secteurs.

Figure 2
Moyens originels de production



Production de biens de consommation

antérieurement qu'il sera possible de prêter ces fonds, et l'ampleur de la baisse du taux d'intérêt dépendra du volume de fonds supplémentaires et des anticipations de profit faites par les entrepreneurs qui veulent accroître leur production » (*ibid.*, p. 145-146).

Si le taux d'intérêt reflète la structure des choix intertemporels des agents, aucun mécanisme déséquilibrant ne se manifestera dans la structure productive : la modification des préférences intertemporelles des acteurs sera « absorbée » ou intégrée par des

ajustements du détour de production, et aucune opportunité connue des entrepreneurs-producteurs ne sera laissée inexploitée.

Dans ce cadre d'analyse, comment interpréter le phénomène de cycle et de crise ? *La réponse de Hayek tient dans l'analyse du mécanisme du taux d'intérêt et de sa dualité possible.* En effet, comme l'avait déjà expliqué Wicksell (*Interest and Prices* [1898]), le taux d'intérêt, dans une économie monétaire de production, peut s'interpréter de deux manières : le taux d'intérêt *monétaire* (qui est le rapport entre l'offre et la demande de monnaie) et le taux d'intérêt *naturel*[1] (résultant de la confrontation du rapport entre l'offre d'épargne et la demande d'investissement). Ce dernier taux articule par définition les actions des entrepreneurs à celles des consommateurs-épargnants. En conséquence, en économie monétaire, Hayek estime comme Wicksell que la condition de coordination est assurée par le nivellement du taux d'intérêt monétaire sur le taux d'équilibre : *si le taux d'intérêt monétaire est conservé au niveau du taux d'intérêt d'équilibre, aucune déstructuration de la production ne peut intervenir.*

Ce n'est donc pour Hayek que si le taux monétaire s'écarte du taux naturel qu'une dis-coordination peut survenir. Quels sont les facteurs possibles d'un tel désajustement ? À cet égard, la question de l'offre de monnaie trouve une importance considérable du point de vue de l'analyse néo-autrichienne du cycle. Si le besoin d'encaisses dépend avant tout des appréciations subjectives des individus, celles-ci sont reliées en même temps au pouvoir d'achat de la monnaie. Étant donné que le stock de biens réels à la disposition de la collectivité ne peut évoluer que lentement, la demande de monnaie n'a aucune raison de se modifier *brutalement* et *globalement*. Dès lors, si un désajustement du taux monétaire vis-à-vis du taux d'équilibre se produit, on doit se tourner vers l'offre de monnaie pour en trouver l'explication.

Pour Mises, la création de moyens de paiement est de caractère fondamentalement exogène. Dès *The Theory of Money and Credit* [1912] (p. 220-226), Mises dénonce la modification consciente par les autorités du pouvoir d'achat de la monnaie, notamment sous la forme de l'*inflationnisme*, qui n'est finalement que le résultat de l'étatisme monétaire. Celui-ci aboutit à des manipulations par les pouvoirs politiques de l'offre monétaire, qui aboutissent à des catastrophes économiques. Ce type d'analyse sera prolongé par la suite dans les travaux ultérieurs de Mises (*cf.* en particulier *The Manipulation of Credit and Money* [1978a], les différentes éditions de *L'action humaine*, et la partie de *Money, Method and the Market Process* [1990] consacrée aux problèmes monétaires). Mises prône ainsi « l'émancipation de la valeur de la monnaie de l'influence des gouvernements » ([1978a], p. 17). Certes, Mises est conscient de l'existence de la création de crédit par les banques commerciales. Mais pour lui, « aujourd'hui, le gonflement du crédit est une pratique exclusivement gouvernementale. Dans la mesure où les banques et banquiers privés doivent intervenir dans l'émission des moyens fiduciaires, leur rôle est strictement subalterne et relatif aux aspects techniques. Le gouvernement seul dirige la marche des affaires. Il a acquis la suprématie complète dans toutes les questions concernant le volume des crédits de circulation. Alors que le volume de crédit supplémentaire que les banques et banquiers privés sont capables de

1. Hayek ([1931], p. 80) préfère appeler ce taux *taux d'équilibre.*

combiner est strictement limité dans un marché sans entraves, le gouvernement tend à gonfler au maximum le volume du crédit injecté dans l'économie » (Mises [1966], p. 835).

L'analyse de Hayek est plus nuancée. Dès *Monetary Theory and Trade Cycle* [1928] (*cf.* p. 150-79), il explique que l'extension de la masse monétaire en circulation est due « à la création de crédit des banques commerciales » (Hayek [1928], p. 150). Dans *Prix et production*, Hayek adopte une vision extensive de l'offre de monnaie. Il refuse de différencier la monnaie, au sens étroit du terme, des substituts monétaires et de toutes les formes de crédits au sens large, tant que ces derniers permettent d'augmenter le pouvoir d'achat d'un acteur sans diminuer les moyens de paiement délivrés aux autres : « Lorsque je parle de variations de la quantité de monnaie, j'y inclus toujours l'ensemble des moyens d'échange (comprenant tous les substituts de la monnaie) » (Hayek [1931], p. 169), car « toutes les variations de leur volume exercent exactement les mêmes effets qu'une augmentation ou qu'une diminution de la quantité de monnaie proprement dite ; ils devraient donc du point de vue de la théorie être considérés comme de la monnaie. En particulier, il faudrait prendre en considération certaines formes de crédit non distribuées par les banques qui permettent d'économiser de la monnaie, ou rendent des services qui autrement nécessiteraient de la monnaie proprement dite » (*ibid.*, p. 173).

Hayek voit dans l'architecture générale du crédit une structure pyramidale composée de différentes couches dont l'organisation interne est difficilement régulable par des instruments directs. Même si la quantité de monnaie banque centrale reste stable, il peut arriver que les autres parties de la structure favorisent une augmentation de l'émission de crédit, suivant des mécanismes peu contrôlables par les autorités. L'accroissement de l'offre de monnaie au sens large n'est donc pas toujours mécaniquement lié à une volonté expansionniste des banques centrales.

Mais quelle que soit la manière dont on définit la masse monétaire, c'est bel et bien son extension qui constitue pour Hayek comme pour Mises la cause des perturbations. Un point important doit être immédiatement souligné, qui éloigne les auteurs autrichiens de la représentation de Wicksell des mécanismes de crise : *ces perturbations ne peuvent pas être reliées à des implications de l'offre monétaire sur le niveau général des prix. Seules les implications sur les prix relatifs, c'est-à-dire les rapports d'échange entre les biens réels doivent être relevés*. Hayek estime ainsi que Wicksell défend une thèse « erronée », à savoir l'idée « d'une liaison stricte entre le taux d'intérêt et les variations du niveau général des prix » (Hayek [1931], p. 80). Il note deux éléments à ce propos.

D'une part, le point de vue défendu par Wicksell est contradictoire. En effet, la préoccupation de ce dernier est d'assurer la stabilité du niveau général des prix, en maintenant l'égalité du taux monétaire et du taux naturel. Mais cette dernière perspective suppose évidemment que le montant des crédits soit toujours conforme à l'offre d'épargne des agents. En conséquence, si, par exemple, l'offre d'épargne se modifie, le montant des crédits doit lui aussi évoluer dans le même sens et au même degré. Or, si le crédit évolue, l'objectif de stabilité des prix ne peut alors être atteint. Il doit donc être sacrifié. À l'inverse, si le maintien du niveau général des prix est considéré comme prioritaire, en cas de variation de l'offre d'épargne ou de la demande d'investissement, il convient d'accepter un décalage entre le taux monétaire et le taux naturel,

ouvrant alors la porte, dans le schéma de Wicksell, à un déséquilibre : « À l'exception d'une société où l'offre d'épargne serait constante, c'est-à-dire dans une société stationnaire, maintenir le taux d'intérêt monétaire au niveau du taux d'équilibre signifierait qu'en période d'expansion, le niveau des prix diminuerait. Maintenir stable le niveau général des prix, dans les mêmes conditions, signifierait que le taux d'intérêt sur les prêts devrait être inférieur au taux d'équilibre » (Hayek [1931], p. 84). Pour Hayek, *dans un univers dynamique, les objectifs de stabilité du niveau général des prix et d'égalité du taux naturel et monétaire ne peuvent être conciliés.*

D'autre part, la thèse de Wicksell n'est guère fructueuse car elle implique que les perturbations ont pour origine des variations du niveau général des prix. Or, pour Hayek, ces variations n'expliquent pas en soi les fluctuations de la production : « nous devons rejeter l'opinion généralement admise selon laquelle, si le niveau général des prix est stable, les tendances à l'équilibre ne sont pas troublées par des influences monétaires et que des influences perturbatrices d'origine monétaire ne peuvent se manifester qu'à travers une variation du niveau général des prix [...] Il semble évident que presque toutes les variations de la masse monétaire, qu'elles aient ou non acquis une influence sur le niveau général des prix, ont toujours nécessairement une influence sur les prix relatifs. Et comme il ne fait guère de doute que ce sont les prix relatifs qui déterminent le volume et la structure de la production, presque toutes les variations de la masse monétaire doivent nécessairement aussi influencer la production » (Hayek [1931], p. 85). L'explication du cycle passe par la conceptualisation des changements dans la production. Or, ces changements sont nécessairement la conséquence d'une transformation de la structure des prix relatifs. Une modification de tous les prix ne conduirait à aucune restructuration de la production[1].

Sur ce terrain, Hayek ne fait que reprendre le raisonnement de Mises. Dans *The Theory of Money and Credit* [1912], celui-ci, tout en adhérant à la thèse d'une différenciation entre les deux taux d'intérêt, avait déjà relevé ces limites de l'analyse de Wicksell. Pour Mises, la hausse des prix n'est jamais simultanée et s'exerce dans le cadre d'une dynamique de la répartition, suivant le degré de proximité des différentes industries du secteur bancaire. S'inscrivant dans une tradition ouverte par Cantillon, Mises s'était attaché à conceptualiser le parcours temporel du processus de circulation de la monnaie. Les variations du pouvoir d'achat interne s'expriment à travers une modification séquentielle des prix des différentes marchandises. Durant le processus d'expansion, le changement des prix relatifs engendre à la fois une modification de la répartition des revenus et une transformation de la structure d'incitations à produire tel ou tel bien.

Une fois ces préalables posés, Hayek focalise son attention sur l'analyse des processus qui vont conduire l'économie productive de l'expansion de l'offre de monnaie au déclenchement de la crise.

1. C'est en ce sens que la vision du cycle comme phénomène réel exige logiquement la référence au jeu du système des prix relatifs, et non au niveau général des prix : « Tout le monde reconnaît aujourd'hui qu'un changement des prix n'aurait aucune conséquence si tous les prix, au sens le plus large du terme, étaient également et simultanément affectés » (Hayek [1931], p. 63). Ou encore, « Les problèmes intéressants sont ceux de l'effet des changements monétaires sur les prix particuliers, et ces nombres indices ou changements des niveaux généraux de prix ne nous apprennent rien de significatif » (Hayek, *Copying with Ignorance* [1978], p. 5-6).

II. La logique monétaire du cycle

L'accroissement de monnaie, sous forme de crédits supplémentaires accordés par les banques, peut se diffuser soit à travers les consommateurs, soit à travers les producteurs. Cette différenciation des canaux de distribution de la dépense monétaire n'est guère un enjeu pour Hayek, car en dernière analyse, leurs effets seront identiques. Si le crédit à la consommation va trouver des conséquences directes au niveau du revenu des agents, le crédit à la production se traduira en dernier lieu par une augmentation de la rémunération des facteurs, et donc un accroissement du revenu des agents. Considérant ces implications communes, Hayek se concentre dans *Prix et production* sur « le cas le plus fréquent en pratique » ([1931], p. 113) du crédit à la production.

II.1. Un mirage monétaire : le boom

L'accroissement du crédit à la production s'opère à travers la baisse du taux d'intérêt. Bien évidemment, la réduction du taux monétaire (sans diminution du taux d'équilibre) va rendre plus attractif l'investissement dans les facteurs. Mais ce supplément d'attractivité n'est pas le même pour tous les secteurs de production. Il sera d'autant plus important que les secteurs concernés bénéficieront d'un haut degré de capitalisation : « [...] la baisse de ce taux modifiant la rentabilité relative des différents biens de production utilisés dans les méthodes productives déjà en place, il apparaît qu'elle donne un avantage relatif à celle dont l'intensité capitalistique est la plus forte » (Hayek [1931], p. 147-148). *Au niveau du graphique, ce seront donc d'abord les stades situés les plus hauts qui seront concernés car, selon Hayek, ce sont les industries les plus en amont qui bénéficient de la forte intensité en capital fixe, en raison de la nature même de leur production.*

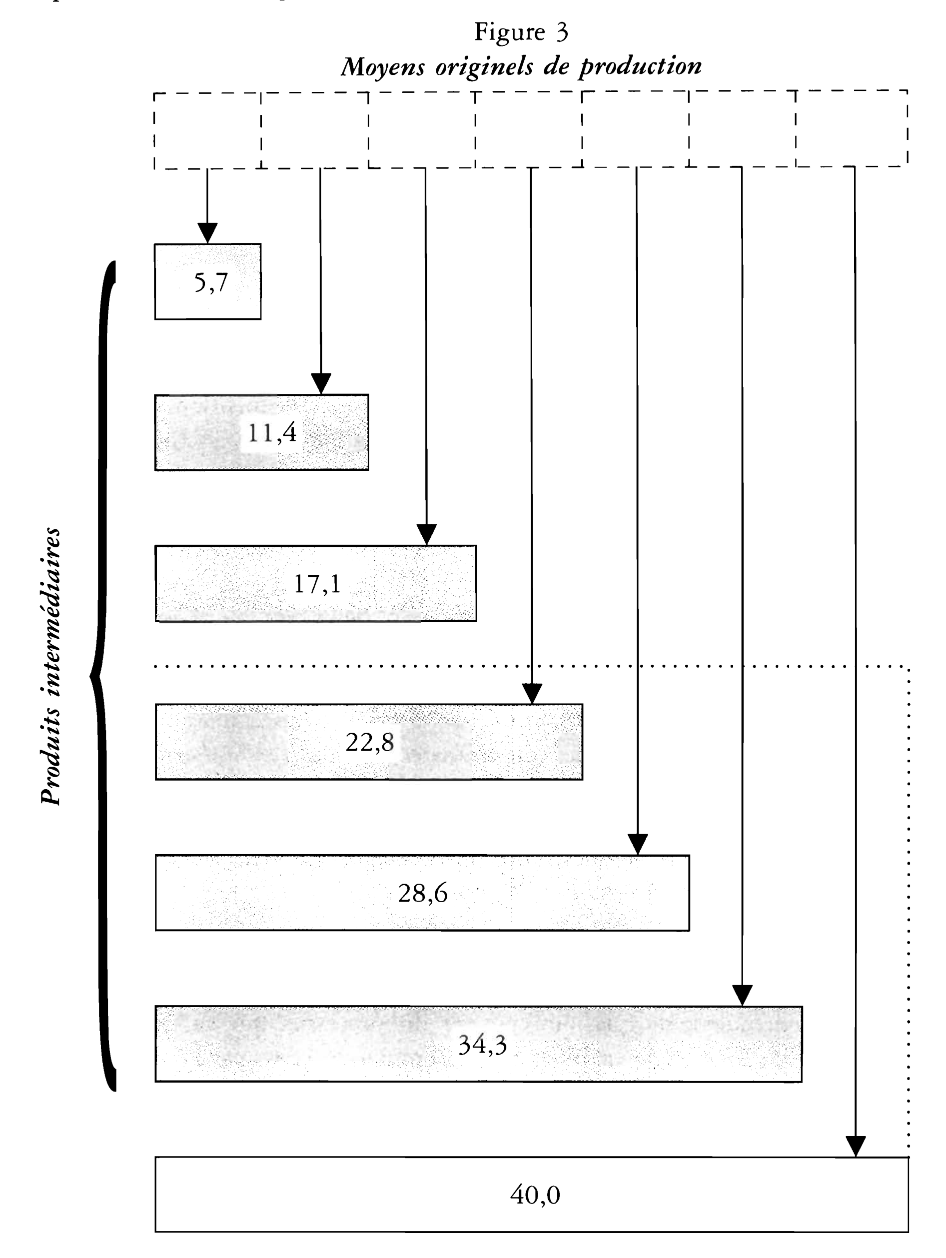
Sachant que Hayek part d'une situation d'équilibre, où toutes les ressources connues sont exploitées, l'augmentation relative de la demande en biens de production va immédiatement se traduire par une augmentation de leur prix. Envisagé sous un autre angle, ce n'est qu'en proposant des prix plus élevés, comme dans un processus d'enchères, que les dirigeants des secteurs les plus capitalisés vont pouvoir arracher aux propriétaires des secteurs les moins capitalisés (en particulier le secteur des biens de consommation) les facteurs nécessaires à leur production – pour autant, bien évidemment, que ces facteurs ne soient pas spécifiques. Dès lors, *un transfert généralisé des ressources va s'opérer en faveur des secteurs produisant des biens de production, et au détriment des stades produisant des biens de consommation.*

Si des proportions plus ou moins importantes des facteurs se retranchent des secteurs des biens de consommation, il est logique que la production de ces derniers se réduise. Par le simple jeu de l'offre et de la demande, si la valeur des quantités produites doit correspondre à la somme des revenus disponibles pour les consommer (qui à ce stade de l'argumentaire ne s'est pas encore modifiée, ni à la hausse, ni à la baisse), il est normal que le prix unitaire de ces biens doive augmenter. Un phénomène d'*épargne forcée* subie par les consommateurs se développe alors. En d'autres termes, « avec leur revenu nominal, ils obtiennent moins de biens » (Hayek [1931], p. 116).

Il est possible de traduire graphiquement l'ensemble de ces mécanismes. Si on prend comme point de départ la figure 2, le transfert des facteurs vers les stades les plus hauts

se traduit, pour reprendre les termes de Machlup (*Essays on Hayek* [1976], p. 21), par un « approfondissement » de la structure productive, c'est-à-dire par son allongement. Le phénomène ne fait que refléter un détour de production plus important.

Figure 3



Certes, le même processus aurait été engagé par une modification des choix intertemporels des agents, en faveur de l'épargne et au détriment de la consommation. En d'autres termes, par un changement du taux d'équilibre. L'accroissement de l'épargne se serait traduit par un abaissement du taux monétaire, modifiant les profitabilités relatives

des secteurs de production. Le même transfert de facteurs se serait opéré dans les secteurs les plus capitalisés et la production de biens de consommation aurait été réduite. La seule différence est que *cette baisse de la production des biens de consommation aurait été concordante avec la baisse du revenu consacrée à la consommation, laquelle aurait été librement consentie par les individus.* Nous n'aurions aucun décalage. Les modifications de la structure de production correspondraient à l'expression des préférences des consommateurs-épargnants. *Le technique refléterait le subjectif.*

Or, avec le décalage du taux monétaire vis-à-vis du taux d'équilibre, la situation est très différente. Le processus n'est pas déclenché, mais au contraire subi par des consommateurs-épargnants qui se voient en quelque sorte dépossédés de leur droit de décider de la forme structurelle de la production. Les promoteurs-producteurs des firmes sont alors victimes d'un « malentendu » monétaire. Comme le signale Ioannides, « la portion du revenu qui est transférée via le marché de crédit des consommateurs aux producteurs peut être interprétée comme un signal des premiers vers les seconds, les informant sur le temps qu'ils sont prêts à attendre pour l'acquisition des biens de consommation » (Ioannides, *The Market, Competition and Democracy : A Critique of Neo-Austrian Economics* [1992], p. 119). Mais en l'occurrence, ce n'est pas le cas. Les entrepreneurs-producteurs enregistrent des signaux erronés exprimés par la structure des prix relatifs, *structure des prix qui conditionne leurs anticipations sur les préférences des consommateurs.*

On pourrait regretter ce type de situation d'un point de vue moral. Mais pour Hayek, le point important se situe ailleurs. En effet, sous un certain angle, le processus pourrait être considéré comme bénéfique dans la mesure où le détour de production devrait permettre à terme d'augmenter les quantités des biens de consommation produits, et accroître ainsi le revenu réel de tous les consommateurs. *La seule difficulté est justement que ce processus ne pourra trouver son terme.* Il sera remis en cause rapidement du fait du désaccord sous-jacent qui s'exprime entre les arbitrages subjectifs intemporels des agents et les choix technologiques et productifs des entrepreneurs. *La révélation de ce déséquilibre va signifier la fin de la phase de boom et le début de la crise.*

II.2. La contrainte de subjectivité : la crise

C'est en fait le déroulement quasi mécanique du processus qui va déclencher les difficultés. La rareté artificielle en biens de consommation créée par l'évolution de la structure productive va signifier une augmentation de leur prix unitaire. Celle-ci va constituer un facteur d'accroissement des profits issus de la production de ces biens. Le processus fonctionnera alors en sens inverse du mouvement précédent. Dans cette mise aux enchères continuelle des biens de production dont la quantité n'a toujours pas varié (les processus engagés plus hauts n'ayant pas eu le temps, selon Hayek, de s'engager suffisamment loin), les propriétaires des secteurs de biens de consommation vont alors bénéficier des incitations et des moyens supplémentaires pour accaparer les facteurs non spécifiques. Ils vont les arracher du même coup aux secteurs relativement capitalisés, qui les avaient concentrés dans la phase initiale. La situation de ces secteurs va donc rapidement se détériorer, contaminant du même coup les secteurs le plus en amont : « Le premier effet sur ces processus sera que les biens de production à caractère plus

spécifique, devenus plus abondants en raison du retrait des biens non spécifiques complémentaires, verront leur prix baisser. La baisse de leur prix rendra leur production non rentable : aussi cette production cessera-t-elle » (Hayek [1931], *ibid.*, p. 153). Les difficultés se répandent alors sur l'ensemble des secteurs produisant des facteurs productifs.

Parallèlement, la situation de dégradation de ces secteurs est accentuée du fait de l'accroissement du pouvoir d'achat dans l'économie lors de la phase initiale de boom. La monnaie additionnelle s'est finalement retrouvée dans les mains des salariés sous forme d'augmentations de salaires consécutives à la compétition entre les secteurs pour bénéficier des facteurs de production non spécifiques : « En effet, les producteurs ont dépensé l'accroissement de la masse monétaire qui leur a permis d'accroître leur demande de biens de production et par suite cet accroissement est devenu un revenu pour les consommateurs » (*ibid.*, p. 118-119). Ce phénomène d'accroissement des revenus va inévitablement se traduire par une augmentation de la consommation, dont la proportion est susceptible d'être d'autant plus forte que ces mêmes salariés, dans la période précédente, ont été frustrés en raison du phénomène de l'épargne forcée[1]. Un rattrapage va alors se mettre en place, accroissant la profitabilité des secteurs de consommation, renforçant leur capacité de « capter » les facteurs non spécifiques, et aggravant ainsi par le principe des vases communicants la situation des entreprises « capitalisées ». Par l'action d'un phénomène qui sera décrit plus tard comme l'effet Ricardo, « dans des conditions de plein emploi, un accroissement dans la demande de biens de consommation produira une baisse de l'investissement, et vice versa » (Hayek, *Three Elucidations of the Ricardo Effect* [1969/1978] p. 165-166).

Un dernier élément peut être évoqué : *la demande de monnaie va se faire de plus en plus pressante, en raison des difficultés économiques de nombre de secteurs*. Si de nouvelles injections de monnaie ne sont pas opérées[2], le taux monétaire va progressivement remonter, pour recoller finalement au taux d'équilibre. La situation va se traduire par des difficultés accrues pour les entreprises emprunteuses lors de la phase du boom à satisfaire leurs échéances. En même temps, elle détériore les perspectives de rentabilisation de l'investissement déjà opéré. Les entrepreneurs sont alors frustrés dans leurs anticipations de profit, qui auraient pu être évidemment confirmées si le mouvement d'investissement avait été enclenché par les motivations subjectives des agents.

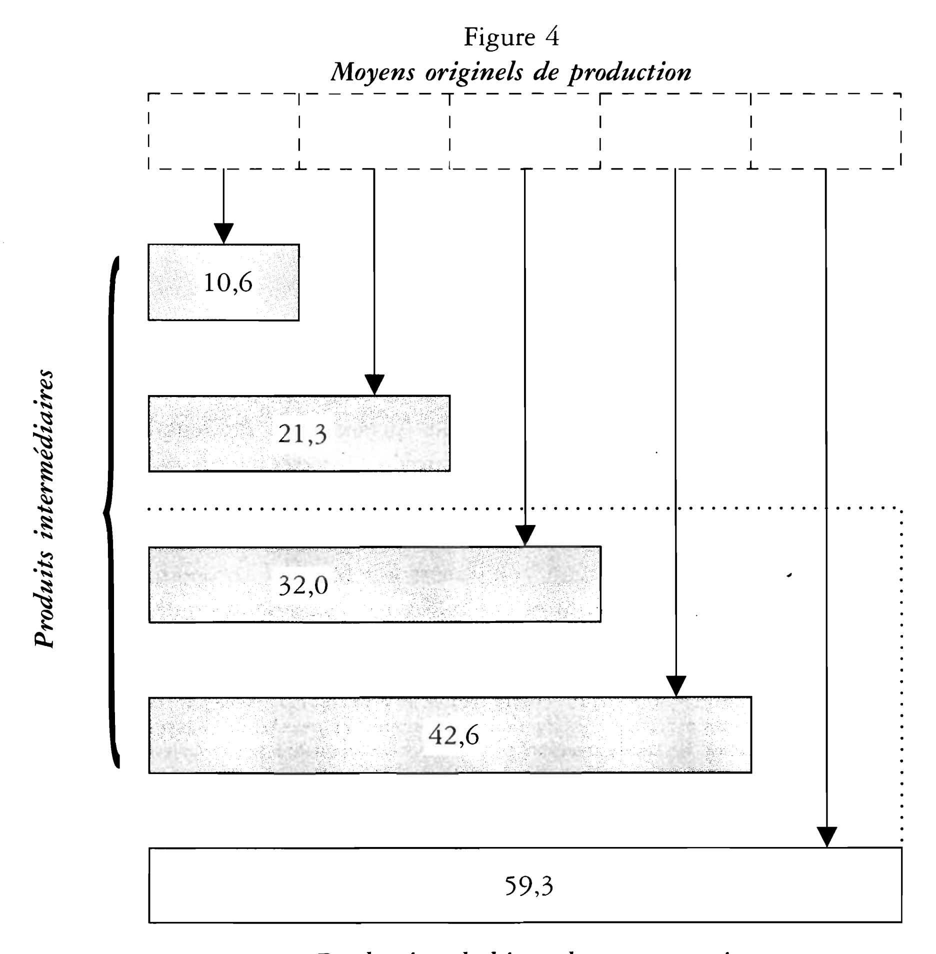
La conjugaison de ces trois facteurs congruents fait basculer l'économie productive de la phase de boom (les opportunités exploitées sont supérieures aux opportunités

1. « Les épargnes forcées des consommateurs peuvent seulement être un phénomène temporaire car à partir du moment où les coûts des moyens de production augmentent, les revenus de ceux qui les possèdent s'accroissent. En conséquence, les consommateurs commencent à obtenir une partie de la monnaie que les producteurs ont initialement acquise » (Ioannides [1992], p. 124).

2. L'augmentation du prix des biens capitaux comme des salaires réduit logiquement les perspectives de profitabilité des investissements. Pour qu'ils puissent être aussi rentables, il faudrait une augmentation continue de la masse des moyens de paiement en circulation de manière à ce que le taux d'intérêt puisse baisser en proportion de la diminution des perspectives de rentabilité. Ainsi, « la structure plus allongée de la production peut seulement être maintenue si le système bancaire continue à accroître l'offre de monnaie de crédit, en réduisant ainsi progressivement le taux des crédits, car c'est seulement de cette manière que les producteurs peuvent faire face aux coûts croissants des projets de nouveaux investissements » (Ioannides [1992], p. 124).

réelles), à une phase de crise (les opportunités exploitées sont inférieures aux opportunités connues). Le décalage créé par l'expansion de crédit entre le taux monétaire et le taux d'équilibre se traduit par la capitalisation d'une épargne monétaire, imaginaire, qui ne correspond pas à l'épargne réelle, volontaire des agents. *La création monétaire ne peut pas accroître la quantité de biens capitaux.* La situation se traduit par des prévisions faussées de la part des entrepreneurs, qui s'engagent alors dans des investissements artificiels relativement aux désirs des consommateurs-épargnants. La divergence entre l'offre réelle et monétaire de capital ne pourra être surmontée à long terme, et l'ajustement devra fatalement se produire. L'évolution du jeu économique rendant la primauté aux volontés subjectives des individus, la structure de production imposée par les producteurs devra faire face à une nouvelle, adaptée aux libres choix des individus, et donc moins capitalistique (voir schéma ci-dessous). Le raccourcissement de la structure de production se traduira par une destruction de la valeur d'une partie du capital, ou plus exactement par la réalisation du fait, qu'en termes subjectivistes, ce capital accumulé dans la période précédente n'existait pas. La restructuration supposera par ailleurs un important coût social (baisse des revenus, licenciements).

Figure 4



Cependant, il importe pour Hayek de ne surtout pas interférer avec le processus d'ajustement. Bien au contraire, « des conditions saines seront assurées par l'adaptation la plus rapide et la plus complète possible de la structure de la production au rapport entre la demande de biens de consommation et la demande de biens de production tel qu'il est déterminé par l'épargne volontaire et la dépense » (Hayek [1931], p. 159). Hayek dénonce dans cette perspective les fausses espérances et surtout les dangers suscités par les appels en faveur du crédit à la consommation en situation de crise, cette politique du « desesperado ». Celle-ci est déjà néfaste en période de stabilité, puisqu'elle se traduirait par des difficultés analogues à celles engendrées par un crédit à la production. Elle revient « à tirer un tigre par la queue » (Hayek, *A Tiger by the Tail, The Keynesian Legacy of Inflation* [1972]). Mais au cœur de la crise, cette politique aggraverait les problèmes de manière encore bien plus importante. En déséquilibrant davantage la demande de biens de consommation et celle de biens de production en faveur de la première, elle ne ferait que différer le processus d'ajustement et, en le retardant, aggraver son coût économique et social.

III. La stabilité monétaire, une solution par défaut

La santé de la conjoncture ne peut être favorisée que par une stabilité de la création monétaire, même si celle-ci ne peut jamais assurer une complète neutralité de la monnaie (III.1). Cette exigence a poussé non seulement Hayek, mais aussi d'autres auteurs néo-autrichiens, à s'intéresser aux conditions institutionnelles garantissant cet objectif de stabilité (III.2).

III.1. La neutralité monétaire et ses limites

« Toute politique monétaire qui cherche à influencer arbitrairement "la valeur de la monnaie" empêchera la mise en place de cette structure naturelle de prix temporelle, correspondant aux relations d'échanges intertemporelles provenant du troc et seules en mesure d'assurer également l'auto-reproduction régulière d'une économie monétaire » (Hayek [1928a], p. 135).

Selon Hayek, il existe des moyens de favoriser la santé de la conjoncture et d'éviter le retour des crises. Mais les conditions de la stabilité passent par une gestion monétaire adéquate. *Prix et production* avait pour objet de montrer que l'origine des difficultés économiques se trouvait dans la divergence créée par l'expansion monétaire entre les niveaux d'épargne et d'investissement. Il importe donc de préserver cette égalité, seule garante de la coordination. *La stabilité de la circulation monétaire permettrait la cohérence de la structure des prix relatifs et partant la réalisation des plans de production.*

Il conviendrait ainsi de viser cette neutralité monétaire et de mettre en place les conditions empêchant l'État de la troubler. Pour autant, *tendre vers une neutralisation de la monnaie ne signifie pas espérer pouvoir l'atteindre.*

Tout d'abord, l'offre de monnaie, au sens large, n'est pas maîtrisable dans sa totalité par la banque centrale. À partir de là, il est difficile de stabiliser sa circulation globale. Certes, si des variations d'un segment particulier du crédit pouvaient être parfaitement

et instantanément compensées par des variations en sens inverse d'une autre composante, cela stabiliserait la quantité totale de la monnaie. Mais dans la pratique, cela n'est jamais le cas.

Ensuite, de manière plus fondamentale, *une masse monétaire stable n'est pas forcément neutre, bien au contraire.* Plusieurs cas peuvent être évoqués. Lorsque se produisent des changements de l'organisation de la vie des affaires, que personne ne maîtrise et n'anticipe à l'avance (par exemple, une intégration ou une désintégration verticale de la production), « des variations du rapport des transactions monétaires au flux total des biens » sont alors enregistrées. Ces changements peuvent exiger des diminutions ou des augmentations de la quantité de monnaie si « celle-ci doit rester neutre à l'égard du système de prix et de la structure de production » (Hayek [1931], p. 180-181). Par ailleurs, il s'agirait de répondre non seulement globalement aux besoins de monnaie, mais d'affecter l'offre (ou la réduction) des quantités aux agents ou aux secteurs concernés. Or, d'un point de vue concret, « il est certain que satisfaire uniquement la demande légitime de monnaie (et dans le cas contraire laisser inchangé le volume de circulation) ne peut jamais constituer un principe pratique de politique monétaire » (*ibid.*, p. 183). Un autre cas devant être envisagé est celui des changements de la vitesse de circulation de la monnaie qui peuvent à leur tour requérir des adaptations de son offre sur le marché. En effet, « toute variation de la vitesse de circulation devrait être compensée par une variation en sens inverse de la quantité de monnaie en circulation, si la monnaie doit rester neutre à l'égard des prix » (Hayek [1931], p. 182-183).

Au final, il existe d'une part beaucoup de difficultés « qui rendent quelque peu ambigu ce concept de circulation monétaire totale et hautement problématique la possibilité pour cette dernière de rester constante » (Hayek [1931], p. 173) ; d'autre part, associer monnaie neutre et offre monétaire constante est une erreur théorique : « Ainsi, le seul principe pratique de politique monétaire résultant de nos considérations est probablement le principe négatif selon lequel le simple fait d'accroître la production et l'échange ne fournit aucune justification à une expansion de crédit et selon lequel (sauf en cas de crise aiguë) les banquiers n'ont pas à craindre de nuire à la production par une prudence excessive. Dans ces conditions, il est hors de question d'aller plus loin. [...] C'est probablement une illusion de supposer que l'on sera toujours capable d'éliminer complètement les fluctuations industrielles par la politique monétaire » (*ibid.*, p. 184). Pour Hayek, il en va de la monnaie comme de l'équilibre. Nous avons affaire à de simples repères conceptuels incompatibles avec la dynamique économique. L'analyse montre que l'obtention d'une monnaie neutre est un idéal inaccessible, même si dans la pratique on doit chercher à s'en rapprocher.

III.2. De l'étalon-or aux monnaies privées

Même si une monnaie totalement neutre est un objectif inaccessible, le principal facteur conduisant dans la pratique à la « déneutralité monétaire » n'en reste pas moins les politiques expansionnistes des gouvernements. Aussi Hayek prône-t-il dans l'entre-deux-guerres ([1928a], [1931], [1932], [1937]) le retour aux contraintes impersonnelles de l'étalon-or, de manière à limiter l'arbitraire des autorités politiques : « tant que nous n'y verrons pas plus clairement dans les problèmes les plus fondamentaux de la

théorie monétaire et tant que nous ne serons pas d'accord sur les questions essentielles, nous ne serons pas à même de reconstruire notre système monétaire, et en particulier, *de remplacer le système semi-automatique d'étalon-or par une monnaie plus ou moins arbitrairement gérée* » (c'est nous qui soulignons) (Hayek [1931], p. 186). Le système d'étalon-or limite la création monétaire aux réserves d'or, limitant par-delà même fortement les possibilités pour l'État d'augmenter la masse de moyens de paiement à sa guise.

Il est intéressant de suivre à ce propos l'évolution de la pensée de Hayek. L'expérience lui a fait prendre conscience que le bon fonctionnement de l'étalon-or demande une adhésion stricte de l'État à ses règles. Son efficacité dépend en fait de la discipline des différents gouvernements. Or, l'entre-deux-guerres a montré que ceux-ci devenaient de plus en plus réticents à se plier à ce type de contraintes. Les exigences de la compétition électorale impliquent de rassembler et de conserver une majorité pour rester au pouvoir[1]. Elles se traduisent alors par une tendance incessante à l'augmentation des dépenses étatiques afin de satisfaire aux revendications des groupes de pression. Faute d'être financées par l'impôt (peu populaire) ou par l'emprunt (marges de manœuvre plus grandes, mais obligation de rembourser tôt ou tard), le phénomène trouve ses conséquences directes en matière de création monétaire.

Ces réflexions ont donc conduit Hayek, à la suite d'un premier modèle proposé par Benjamin Klein (*The Competitive Supply of Money* [1974]), à défendre au milieu des années 1970 l'idée d'une privatisation des monnaies, c'est-à-dire le retrait du monopole d'émission de l'État (*Denationalisation of Money, An Analysis of the Theory and Practice of Concurrent Currencies* [1976b] ; *Denationalisation of Money – The Argument Refined. An Analysis of the Theory and Practice of Concurrent Currencies* [1978c][2]). La monnaie n'est pas un bien public. Rien n'oblige sa production à être monopolisée par un seul offreur. Selon Hayek, on doit permettre à n'importe quelle banque, sous une forme décentralisée, d'émettre sa propre monnaie (dépôts et billets). Dès lors, *il existerait autant d'unités de compte que de marques monétaires. Les agents disposeraient ainsi d'un faisceau de monnaies concurrentes qu'ils pourraient choisir à leur guise.*

La valeur respective de ces monnaies serait calculée sur la base d'un taux d'échange fixé avec un panier de marchandises préalablement déterminé, lequel servirait à mesurer la stabilité du pouvoir d'achat de la monnaie émise par telle ou telle banque. En

1. Pour une analyse de la similarité des thèses du Public Choice avec la perspective autrichienne, voir en particulier DiLorenzo (*Competition and Political Entrepreneurship : Austrian Insights into Public Choice Theory* [1986]) ; Baird (*James Buchanan and The Austrians : The Commmon Ground* [1989]). Un numéro spécial de *The Review of Austrian Economics* (vol. 15, n°s 2/3, juin 2002) a été consacré à la question des relations entre l'analyse autrichienne et les thèses du public Choice, avec notamment les contributions de Buchanan et Vanberg, Holcombe, Foldvary, Sutter, Lopez (voir références en bibliographie).

2. Barry (*Hayek's Social and Economic Philosophy* [1979], p. 177) remarque à juste titre que cela revient à abandonner l'idée de politique monétaire. Dans son principe, cette idée était déjà latente dans les années 1930, ce qui aurait beaucoup contribué à la perte d'audience de la théorie de Hayek face aux propositions séduisantes de *La théorie générale* (*cf.* sur ce point Machlup, *Essays on Hayek* [1976], p. 26). La littérature relative au thème de la monnaie privée est devenue trop importante pour être citée de manière exhaustive. On peut consulter avec profit Garrison (*The Cost of a Gold Standard* [1986]) ; Dowd (*The Experience of Free Banking* [1992], *Free-Banking* [1994], *Laissez-faire Banking* [1996]) ; Selgin (*La théorie de la banque libre* [1988]) ; White (*Free Banking in Britain : Theory, Experience and Debate, 1800-1845* [1984]) ; Klaussinger H. (*From Neutral Money to Competing Currencies : Hayek on Monetary Policy* [1997]). On devrait ajouter à cette liste les travaux de Galsner, d'Horwitz, de Rolnick, de Sechrest, de Timberlake... et de beaucoup d'autres.

revanche, pour Hayek, ces monnaies devraient être *inconvertibles*, en or ou en marchandise quelconque : *elles ne pourraient faire l'objet d'une demande de remboursement par les banques à un taux quelconque en une monnaie de base, métallique ou autre.* Mais les monnaies pourraient s'échanger librement les unes contre les autres, suivant les désirs subjectifs des agents. Ainsi, la valeur de la monnaie de chaque banque fluctuerait suivant un taux de change flexible et évolutif au regard de la qualité des monnaies offertes.

Le système bancaire ne serait alors composé que de monnaies fiduciaires et scripturales, avec une unité de compte pour chaque banque. On pourrait craindre qu'avec ce système les meilleures monnaies disparaissent du marché au profit des plus mauvaises. Mais la loi de Gresham *(la mauvaise monnaie chasse la bonne)* ne s'applique, selon Hayek, qu'au cadre des monnaies en position de monopole légal. Elle n'est donc pas une loi théorique, son domaine de validité était circoncis par des conditions institutionnelles spécifiques. Dans un cadre de concurrence monétaire, les termes du rapport décrit par Gresham sont inversés : la compétition entre des banques concurrentes obligerait ces dernières à offrir une monnaie saine, sous peine d'une disparition du marché, disparition dont un monopole légal, produisant une monnaie à cours forcé, est évidemment protégé. *Les bonnes monnaies chasseraient alors les mauvaises.*

Cette solution offrirait des garanties en matière de limitation de création monétaire, dans la mesure où si l'une de ces devises était émise en une trop grande quantité, par une simple loi de l'offre et de la demande, elle perdrait de sa valeur, c'est-à-dire de son pouvoir d'achat. Les individus se reporteraient dans cette perspective sur des monnaies concurrentes, leur permettant d'acheter un nombre relativement plus élevé de biens. *La banque-entreprise ayant offert de manière trop laxiste cette monnaie perdrait son capital confiance et ferait rapidement faillite, faute de demande pour son produit. Ce type de régulation permettrait donc d'atteindre une certaine stabilité en évitant des crises générales.*

Beaucoup de commentateurs se sont interrogés sur la véritable continuité de la solution des monnaies privées et concurrentielles avec celles des années 1930 en faveur d'un système d'étalon-or. Mais à la suite de White (*The Evolution of Hayek's Monetary Economics*) [1999]), on peut sans doute considérer ces propositions comme une extension des principes et des vertus de la concurrence dans le domaine monétaire, *une sorte de procédure de découverte appliquée au domaine monétaire.* Plusieurs éléments convergent vers une telle interprétation.

D'une part, ces propositions en faveur d'une concurrence monétaire permettent sans doute de résoudre ce paradoxe consistant à refuser les bases théoriques du quantitativisme monétaire (« ses fondements constituent un obstacle réel à tout nouveau progrès », Hayek [1931], p. 62), tout en prônant par pragmatisme ou opportunisme une politique monétaire calquée sur les principes de ce même quantitativisme (« la pire des choses serait que l'opinion publique cesse à jamais de croire dans les propositions élémentaires de la théorie quantitative », *ibid.*, p. 61). La relation entre la monnaie, les prix et la production n'est pas correctement décrite par la théorie quantitative. Cependant, élaborer une politique monétaire autour de ses principes aboutirait, faute de mieux, à des résultats favorisant la coordination. La privatisation des monnaies permettrait de réconcilier la théorie et la pratique, en instaurant des principes de régulation monétaire saine sans pour autant passer par des raisonnements erronés en termes de valeur générale de la monnaie.

D'autre part, si *historiquement*, le respect d'un étalon basé sur le métal a montré ses vertus, *analytiquement*, les choses sont beaucoup moins évidentes pour Hayek : « la

monnaie métallique est aussi exposée au risque de fraude gouvernementale ; et même dans le meilleur des cas, elle ne serait jamais aussi bonne qu'une monnaie émise par une agence dont l'intérêt financier est fondé sur l'offre d'une monnaie préférée par le public à d'autres monnaies alternatives » (Hayek [1978], p. 83).

Enfin et surtout, indépendamment des questions de marché politique, la solution de concurrence monétaire répond à un problème cognitif qui trouve des implications majeures d'un point de vue pratique. Certes, dans les années 1930, Hayek défendait l'idée de la nécessité de l'intervention de la banque centrale du fait de la surexpansion de crédit générée par les banques commerciales de second rang. Mais en dernière analyse, l'efficacité de la politique monétaire centralisée consiste à stabiliser le mieux possible le taux d'échange entre les biens et la monnaie. Mais pour ce faire, il s'agit pour la banque non seulement de connaître la demande de monnaie, ce qui est déjà une véritable gageure, mais aussi de la *maîtriser*. Or, ce contrôle n'est guère envisageable puisque la demande de monnaie est dispersée et éparpillée entre de multiples agents. Cette ignorance incontournable de l'institution centralisée chargée de veiller à la stabilité des prix ne pourrait que limiter la portée comme l'efficacité de son action.

Avec la décentralisation et la privatisation de l'offre monétaire, l'ignorance relative à une demande globale de monnaie perd totalement son enjeu. L'offre n'a plus à s'adapter à une demande inconnue, c'est la demande qui devient la régulatrice de l'offre, à travers des procédures d'achat et de vente de monnaies en compétition les unes avec les autres. *C'est donc la demande de monnaie qui détermine l'offre, et c'est par la procédure de concurrence (l'intérêt des individus à disposer d'actifs monétaires de forte valeur) que l'on va découvrir la quantité optimale de monnaie, c'est-à-dire celle qui permet le mieux d'assurer la stabilité des prix.*

Hayek semble s'opposer à l'idée que dans un système axé sur une seule monnaie de réserve, en l'occurrence l'or, un processus concurrentiel puisse délivrer la quantité adéquate de monnaie. Les banques commerciales tendront toujours à surproduire des liquidités. Dès ses premiers écrits, il estime qu'une monnaie basée sur une marchandise quelconque est un danger potentiel pour la stabilité des prix, même si ce danger est inférieur à celui de l'arbitraire gouvernemental. Les réserves à 100 % imposées aux banques pour limiter la création monétaire ne changent rien à la nature du problème. Pour autant, ces réticences ne conduisent pas Hayek à envisager sous un jour favorable un système bancaire organisé autour de réserves fractionnaires. Il le juge au contraire instable car il expose les banques à des problèmes de liquidité.

L'ensemble des économistes néo-autrichiens semble s'accorder sur les principes de la banque libre, chacun se réclamant de l'esprit, sinon de la lettre, des enseignements de Mises. Mais cette école autrichienne du *free-banking* n'apparaît guère homogène, car ses principes semblent être interprétés de manière différente selon les auteurs. À ce titre, les préceptes de Hayek sont loin de faire l'unanimité, et plusieurs critiques se sont exprimées.

Certains commentateurs, comme White, Selgin ou encore Garrison [1], sans remettre en cause le fonds même de l'argument de Hayek, sont en désaccord avec sa logique de

---

1. White (*Competition and Currency : Essays on Free-Banking and Money* [1989], *Mises on Free-Banking and Fractional Reserves* [1992], *Hayek's Monetary Theory and Policy : A Critical Reconstruction* [1999]) ; Selgin et

présentation du système. Certes, la liberté d'émission est un élément d'efficience. Mais on doit s'opposer à l'idée de l'inconvertibilité des monnaies produites par les banques, car cela ne ferait qu'encourager ces dernières à accroître la création monétaire : « Un système de "banque libre", avec des émetteurs en concurrence de billets et dépôts convertibles, est assez différent d'un régime hayekien de "signes monétaires concurrents" » (Selgin et White [1996], p. 86). En se réclamant de Mises, ils prônent la solution d'un système de réserves fractionnaires.

Mais certaines critiques ne se limitent pas aux aspects techniques des propositions de Hayek. Sur un terrain strictement économique, des oppositions très rudes se sont exprimées. Pearcy Greaves, dès 1978, dans la préface de *On The Manipulation of Credit and Money*, doute fortement que Mises se serait accordé avec la proposition de Hayek. Dans une perspective assez semblable, Rothbard (*The Case of Genuine Gold Standard* [1986], *The Myth of Free-Banking in Scotland* [1988], *Aurophobia : or Free-Banking on What Standard* [1992], *The Present State of Austrian Economics* [1995]) est persuadé que la vision hayekienne est en complète rupture avec les préceptes de Mises. Certes, Rothbard s'accorde avec Hayek pour abolir le monopole d'émission de monnaie par une banque centrale. Chaque établissement doit être autorisé à produire de la monnaie. Mais les banques doivent être contraintes par le système légal, et non pas par une quelconque règle administrative aisément détournable. Et ce système légal doit énoncer le principe suivant : *les banques doivent détenir 100 % de réserves d'or en contrepartie des billets et des dépôts émis*. Pour Rothbard, toute production d'actifs monétaires au-delà des réserves constituées en or ou en marchandises réelles, issues de l'économie réelle, s'assimile à de la pure contrefaçon. Mises aurait dénoncé les effets destructeurs du papier monnaie et du système bancaire qui ne repose pas sur cette règle. La monnaie doit être purement métallique ou basée strictement sur une contrepartie monétaire. *Hayek ne propose pas d'abolir la contrefaçon. Il propose de la généraliser, en la privatisant.*

À ce titre, Rothbard[1] et ses disciples adressent tout autant leur critiques à Hayek qu'à d'autres économistes néo-autrichiens qui considèrent qu'un système fractionnaire pourrait constituer une solution efficiente. Bien au contraire, ce système est à l'origine de toutes les crises : « Sans système de réserve fractionnaire, les booms et les crashs auraient depuis longtemps disparu, emportant avec eux le "mal-investissement", les distorsions et les vagues d'euphorie et de dépression générées par le cycle des affaires. L'investissement serait limité à des épargnes volontaires, et donc il n'y aurait plus de cassures périodiques d'investissements malsains qui devraient être liquidés par la récession. Le

White (*In Defense of Fiduciary Media – or, We Are Not Devolutionnists, We Are Misesians* [1996]) ; Garrison, (*Central Banking, Free-Banking and Financial Crises* [1996]).

1. La thèse en faveur de réserves fractionnaires défendue par Selgin et White a été vivement attaquée par les membres de la filière rothbardienne. Voir Block (*Fractional-Reserve Banking : An Interdisplinary Perspective* [1988]) ; Hoppe (*How is Fiat Money Possible ? – or The Devolution of Money and Credit* [1994]) ; Salerno (*Ludwig von Mises's Monetary Theory in Light of Modern Monetary Thought* [1994]) ; de Soto (*A Critical Analysis of Central Banks and Fractional-Reserve Free-Banking from the Austrian Perspective* [1995], *New Light on the Prehistory of the Theory of Banking and the School of Salamanca* [1996], *A Critical Note on Fractional-Reserve Free Banking* [1998]) ; Block et Garschina (*Hayek, Business Cycles and Fractional Reserve Banking : Continuing the De-Homogenization Process* [1996]) ; Hülsmann (*Free Banking and the Free Bankers* [1996], *Banks Cannot Create Money* [2000b]) ; Hoppe, Hülsmann et Block (*Against Fiduciary Media* [1998]). Pour un contre-argument, voir Horwitz (*Misreading the "Myth" : Rothbard on the Theory and History of Free Banking* [1988]).

monde de l'œcuméné serait sécurisé par la monnaie requise pour la liberté : une monnaie métallique, produite par le marché et dont la valeur sera décidée en totalité par le marché et non plus par le gouvernement » (Rothbard [1995], p. 81).

IV. Les grands débats

De nombreux débats ont suivi la publication de *Prix et production*, à l'occasion desquels des auteurs majeurs ont croisé la plume avec Hayek pour interpeller sa représentation du cycle. Le fait de revenir sur certaines de ces confrontations n'est pas un détour inutile dans cet ouvrage. Leur examen est une occasion de mettre l'accent sur des points qui nous apparaissent centraux à la compréhension de la problématique autrichienne. Sous cet angle, trois thèmes semblent devoir être relevés : d'une part, les places respectives d'une théorie du capital et de la monnaie dans l'organisation d'une théorie du cycle (IV.1) ; d'autre part, le statut de la notion d'équilibre dans l'explication hayekienne des fluctuations (IV.2) ; enfin, la capacité des outils de l'analyse réelle à rendre compte du fonctionnement d'une économie monétaire, axée sur la notion de valeur et de prix (IV.3).

IV.1. Épargne, investissement et monnaie : le choc Hayek-Keynes

Historiquement et analytiquement, il convient de faire remonter l'étude de ces controverses au débat Hayek-Keynes[1]. Ce sont véritablement deux univers théoriques et deux personnalités qui se sont télescopés à cette occasion.

Bizarrement, la polémique entre Hayek et Keynes a débuté par une revue par Hayek du *Treatise on Money* [1930/31][2]. En fait, l'étude comparative de *Prix et production* et du *Treatise* montre que les deux auteurs s'accordent sur un point central : les concepts d'épargne, d'investissement et de monnaie doivent constituer les trois points d'ancrage d'une théorie du cycle[3]. Cependant, les relations de causalité entre ces trois variables dans le déclenchement d'une crise semblent inversées dans leurs analyses. On sait que pour Hayek, l'accroissement de la quantité de monnaie induit une capitalisation artificielle, excessive, relativement à l'épargne volontaire des agents, ce qui déclenche

1. Pour une littérature consacrée à la question, *cf.* Parguez (*Hayek et Keynes face à la crise* [1982]), Tutin (*Intérêt et ajustement : le débat Hayek/Keynes (1931-1932)* [1988]), Cohran et Glahe (*The Keynes-Hayek Debate : Lesson for Contemporary Business Cycle Theorist* [1994]), Steele (*Keynes and Hayek* [2001]).

2. Hayek a consacré un long argumentaire, en deux parties, à la critique du *Treatise on Money : Reflections on the Pure Theory of Money of Mr J. M. Keynes* (août 1931 ; février 1932). Après la publication de la première partie de cette critique, Keynes a répondu à Hayek par un contre-article, *The Pure Theory of Money, a Reply to Dr Hayek* [novembre 1931], lequel suscita lui-même un nouveau commentaire de Hayek, *A Rejoinder to Mr Keynes* [novembre 1931]. À l'initiative de Keynes, les deux auteurs échangent parallèlement une correspondance qui s'étalera au cours de décembre 1931 et de janvier 1932 (voir bibliographie, Keynes).

3. Dans le *Treatise on Money* (*cf.* vol. 1, p. 178), Keynes, en mentionnant explicitement les travaux de Mises et de Hayek, suggère l'existence d'éléments de convergence avec ses propres développements. Pour sa part, Hayek note à propos du *Treatise on Money* que « La nouvelle approche adoptée par Mr Keynes, qui fait du taux d'intérêt et de sa relation à l'épargne et à l'investissement le problème central de la théorie monétaire [...] dirige l'attention vers ce qui est réellement essentiel » (Hayek [août 1931], p. 270). Dans un registre semblable, Hansen, à propos de *Prix et production*, soulignera que « l'ouvrage en question est le seul livre de ces dernières années qui se rapproche du *Treatise on Money* de Keynes dans l'impulsion qu'il a donnée à une discussion et à un intérêt renouvelé en matière de cycle des affaires » (Hansen, *Review of « Prices and Production »* [juin 1933], p. 332).

le cycle et la crise. Pour le Keynes du *Treatise*, au contraire, c'est un excès d'épargne sur l'investissement qui génère les difficultés. *Dans cette perspective, le rôle de l'expansion monétaire est de permettre à l'investissement de rattraper son retard.* L'épargne des agents ne trouve donc pas un débouché automatique dans l'investissement.

Dès le début, Hayek manifeste sa grande difficulté à saisir la position de Keynes. Il lui demande d'apporter des précisions nécessaires à la compréhension de ce travail « théoriquement stimulant », mais apparemment « inachevé » (Hayek [août 1931], p. 271). Hayek interprète les ambiguïtés et les contradictions du raisonnement de Keynes comme le résultat manifeste d'un arrimage insuffisant de l'argumentaire à une théorie du capital et des processus de production. Cela l'amène, selon lui, à se méprendre sur la véritable signification de la théorie de Wicksell, dont la portée véritable ne peut être saisie si on la découple des analyses de Böhm-Bawerk. « Mr Keynes ignore complètement la base théorique générale de la théorie de Wicksell (*ibid.*, p. 279) » ; [...] « Qu'il néglige cette théorie, non parce qu'il pense qu'elle est fausse, mais simplement parce qu'il ne s'est jamais soucié de se familiariser avec elle, est largement démontré par le fait qu'il trouve incompréhensible ma tentative de développer certains corollaires de cette théorie, corollaires qui ne sont pas seulement essentiels au problème dont nous discutons, mais qui, comme l'expérience me l'a montré, sont immédiatement intelligibles à tout étudiant qui ait jamais lu Böhm-Bawerk et Wicksell. [...] Mr Keynes semble n'avoir jamais été concerné par l'étude des problèmes fondamentalement non monétaires de la production capitaliste » (Hayek [novembre 1931], p. 401-402). En particulier, Hayek ne voit pas comment il est possible de conceptualiser un écart entre l'épargne et l'investissement sans introduire l'hypothèse d'une évolution de la quantité de monnaie.

Le problème est que ces insuffisances trouvent des conséquences dommageables en matière de formation du profit. Selon Hayek, les profits, dans la théorie de Keynes, résultent nécessairement d'un excès d'investissement sur l'épargne. Or, suivant la logique du *Treatise...*, cet excèdent ne peut survenir sans augmentation de la quantité de monnaie. En conséquence, le profit, qui est l'expression de la dynamique économique, n'aurait d'autre origine possible que dans l'expansion monétaire. Envisagé dans la perspective de *Prix et production*, ce profit doit alors engendrer la crise puisque l'expansion monétaire déstructure le processus de production, avec des implications d'autant plus désastreuses que l'on persiste dans la même voie. En effet, « Toute tentative de combattre la crise au moyen d'une expansion du crédit reviendrait donc uniquement à traiter des symptômes au lieu des causes, et prolongerait la dépression en retardant les inévitables ajustements réels » (Hayek [février 1932], p. 44).

Les éléments apportés par Keynes dans la controverse ne feront qu'accroître les incompréhensions et les divergences entre les deux auteurs. Keynes est loin de s'accorder avec l'interprétation donnée par Hayek au *Treatise*. Il rejette en particulier la thèse d'une corrélation du profit avec l'expansion monétaire. D'une part, on peut concevoir que la divergence entre l'investissement et l'épargne se réalise indépendamment du système bancaire, « simplement en conséquence d'une modification du taux d'épargne des agents ou d'une modification du taux d'investissement des entrepreneurs [...] il n'y a aucun mécanisme automatique dans le système économique (comme l'argument du docteur Hayek semble l'impliquer) pour garantir l'égalité des deux taux si la quantité

de monnaie reste inchangée » (Keynes [novembre 1931], p. 251). D'autre part, l'expansion de monnaie n'affecte pas nécessairement le profit. La nouvelle monnaie peut « servir à compenser des pertes » (*ibid.*, p. 248). Plus généralement, lorsque des agents vendent des titres à une banque et que celle-ci en profite pour augmenter ses dépôts, « la quantité de monnaie est modifiée sans que quelque chose soit arrivée à l'épargne ou à l'investissement » (*ibid.*, p. 248). Keynes trouve l'origine de cette fausse interprétation du *Treatise* dans la méthode analytique et théorique développée dans *Prix et production*, et dont la critique va dès lors constituer un pan important de son argumentaire [1].

Certes, Keynes reconnaît volontiers que la théorie du capital soit quelque peu absente du *Treatise*. Mais il n'admet pas que son élaboration soit nécessaire à la construction d'une théorie monétaire du cycle (*cf.* Keynes [novembre 1931], p. 252-253). Dans la deuxième partie de son commentaire, Hayek insiste justement sur cette négligence pour expliquer les étrangetés de l'argumentaire de Keynes. Il déplore ainsi « [...] le peu d'usage qu'il fait finalement des effets d'un déséquilibre monétaire sur l'investissement réel [...] ce qui l'intéresse réellement est simplement les changements dans les courants monétaires et les modifications subséquentes dans les niveaux de prix. Il semble n'avoir jamais réalisé que le stimulus artificiel de l'investissement, qui permet d'excéder l'épargne courante, peut causer un déséquilibre dans la structure réelle de la production, ce qui tôt ou tard devra conduire à une réaction. Comme de nombreux auteurs qui défendent une théorie purement monétaire du cycle des affaires (comme par exemple Mr R.G. Hawtrey dans ce pays et le docteur L.A. Hahn en Allemagne), il semble croire que si l'organisation monétaire existante ne le rend pas impossible, le boom pourrait être perpétué par une inflation indéfinie » (Hayek [février 1932], p. 40).

Selon Hayek, le fait que Keynes ne voit pas comme une contradiction dans les termes l'idée d'un décalage entre l'épargne et l'investissement, *sans modification de la quantité effective de monnaie*, témoigne de son incapacité à envisager les effets de la variation des taux d'intérêt sur la structure de la capitalisation. Elle l'empêche du même coup, comme Keynes l'admet lui-même dans sa réponse (*cf.* [novembre 1931], p. 251-252) et dans sa correspondance ultérieure (p. 257 ; p. 261), de saisir à la fois la signification et la portée d'une distinction entre l'épargne volontaire et l'épargne forcée. Cette question du capital et du soubassement nécessaire des mécanismes internes à l'économie réelle va se retrouver derrière les débats sur le statut des références à l'équilibre dans le schéma de *Prix et production*.

---

1. Dans sa contre-réponse, Hayek admet que son analyse du *Treatise* correspond plus à une interprétation du texte de Keynes qu'à sa lettre même. Mais il avoue en même temps ne pas trouver d'autre explication cohérente de l'argumentaire que celle consistant à voir dans les profits une origine exclusivement monétaire. « J'ai été obligé de faire ainsi car j'ai été incapable, et en fait, je suis encore incapable de détecter dans son traité ou ses élucidations subséquentes une autre explication tenable de ce phénomène » (Hayek [novembre 1931], p. 399-400). Par ailleurs, Hayek est surpris par l'idée de Keynes qu'il puisse y avoir un décalage spontané entre l'épargne et l'investissement sans relation à la monnaie : « L'affirmation de Mr Keynes qu'il n'y a aucun mécanisme automatique dans le système économique pour garder égaux le taux d'épargne et le taux d'investissement (p. 393 plus haut) pourrait avec une justification équivalente être étendue à l'idée plus générale qu'il n'y a aucun mécanisme automatique dans le système économique pour adapter la production à tout autre changement dans la demande. Je commence à me demander si Mr Keynes a réfléchi sur la fonction du taux d'intérêt dans une société où il n'y a aucun système bancaire » (Hayek [novembre 1931], p. 401).

IV.2. « Équilibre » et « équilibres » : la critique de Hicks

La meilleure manière d'aborder le statut de la notion d'équilibre chez Hayek consiste à revenir sur les réflexions de Hicks relatives au mode de raisonnement de *Prix et production*. Dans *The Hayek Story* [1967], *Hicks a offert une lecture néo-classique du raisonnement de Hayek*. Sur cette base, il a remis en cause la logique du cycle développée dans sa théorie. En se focalisant sur le caractère statique de l'idée d'équilibre, Hicks semble refuser dans son article l'idée que, dans le schéma proposé par Hayek, d'autres vecteurs d'ajustement de l'économie existent que les prix. Lorsque ces derniers sont libres de jouer, la monnaie reste neutre car elle ne peut influer sur les quantités. Ainsi, si on accepte l'hypothèse d'une parfaite flexibilité, un abaissement du taux monétaire par rapport au taux d'équilibre ou naturel aura bel et bien des effets sur les prix ; mais aucun sur les variables réelles de la production. Dans cette perspective, le taux monétaire recollera au taux naturel : « Chez Wicksell, le "Processus Cumulatif" est une question de prix. Lorsque le "taux de marché" d'intérêt est abaissé au-dessous du taux naturel, les prix augmentent. Rien n'est dit sur le mouvement des quantités (produits et facteurs) » (Hicks [1967], p. 205).

Certes, le modèle de Wicksell peut faire l'objet de plusieurs lectures possibles, et sous cet aspect, il reste ouvert à plusieurs interprétations. Cependant, sous les hypothèses que Hicks semble noter dans *Prix et production*, notamment la parfaite flexibilité des prix, la thèse hayekienne en matière de déclenchement du boom ne peut être défendue : « Lorsque le taux de marché est abaissé en dessous du taux naturel, qu'est-ce qu'il arrive aux quantités de facteurs et de produits ? La réponse correcte, sur la base de ces hypothèses, est très simple : l'effet sera nul. Les prix augmenteront uniformément. Et c'est tout. Lorsque le modèle de Wicksell est pris strictement (et comme il a été pris strictement), c'est un équilibre neutre. [...] S'il y a un ajustement instantané des prix, il n'y pas de place pour une divergence prolongée entre le taux de marché et le taux naturel. Les prix monétaires monteront uniformément ; un point, c'est tout » (Hicks [1967], p. 206).

Aucun processus réel ne se déclenche donc, engendré par une forme quelconque de décalage temporel entre les prix des facteurs et les prix des biens de consommation. L'augmentation du prix des facteurs doit se traduire immédiatement par une hausse des salaires, laquelle « doit être suivie, quasi immédiatement, par une augmentation de la demande des biens de consommation. Donc, en vertu de l'hypothèse de plein-emploi, les prix des biens de consommation doivent augmenter aussi. Et il ne peut y avoir aucun équilibre de l'offre et de la demande, sur l'ensemble du système, avant que ces prix aient suffisamment grimpé pour annuler l'incitation favorisant l'augmentation de l'investissement réel » (*ibid.*, p. 208). En dépit du discours de Hayek, l'effet Ricardo, relatif à un phénomène de hausse des prix des biens de production, et ayant pour contrepartie une baisse des prix des biens de consommation ne peut jouer.

L'argumentaire de Hicks suggère plusieurs réflexions. On doit d'abord s'étonner de l'affirmation d'une centralité de l'argument de flexibilité dans *Prix et production*, alors que Hayek lui-même, au détour d'une phrase, évoque l'argument de « rigidité notoire des salaires » (Hayek [1931], p. 166). Par ailleurs, au terme de l'ouvrage (p. 186-187), il explique que la plus grande part de la crise de l'époque n'est pas due à des facteurs

monétaires, mais à l'interventionnisme public. *Prix et production* offre bien une explication monétaire du cycle, *mais l'ampleur de la dépression relève d'une dimension plus institutionnelle que monétaire, par l'intermédiaire des rigidités associées à un interventionnisme croissant*[1]. Selon Hayek, ce sont ces rigidités, qui en renforçant les conséquences de l'expansion monétaire, conduisent à des mécanismes de déformation de la structure de production. C'est peut-être déjà dans cet esprit qu'il notait dans *Monetary Theory and the Trade Cycle* « que la cause initiale d'un mouvement cyclique n'est pas forcément de caractère monétaire » (Hayek [1928], p. 182). De la même manière, dans sa réponse à Hicks *(Three Elucidations of the Ricardo Effect)*, Hayek écrira ainsi à propos de l'argumentaire central de *Prix et production* que « L'ambition de cette théorie n'a jamais été plus que de rendre compte du point de retournement du cycle des affaires typique du XIXe siècle » (Hayek [1969b/1978], p. 174).

Un second point concerne l'idée d'équilibre proprement dite. La littérature s'est sans doute trop focalisée sur la dimension statique de l'équilibre évoqué par Hayek. On a ainsi beaucoup interprété le fait que ce dernier fasse partir son raisonnement d'un état stationnaire comme une adhésion implicite au raisonnement statique walrassien. Ainsi, malgré l'absence de données explicites sur les anticipations, Hicks estime que l'on ne doit pas être loin de la vérité si on considère que le modèle de Hayek est caractérisé « par l'hypothèse la plus simple ; l'hypothèse statique. Les prix d'aujourd'hui, en général (et quels qu'ils puissent être) sont censés être identiques aux prix futurs » (Hicks [1964], p. 206). Différents éléments peuvent être ici relevés à l'encontre de l'argument de Hicks.

D'une part, la dimension statique doit être considérée, au sens strict du terme, comme un point de départ commode du raisonnement, « une fiction, méthodologiquement précieuse, du moins au départ, par laquelle on s'abstrait du temps » (Hayek, *Équilibre de prix intertemporel et mouvements de valeur de la monnaie* [1928a], p. 106). Elle participe beaucoup plus d'un réflexe pédagogique ou logique, qui rend compte du fait qu'il n'est guère possible de décrire un processus de déséquilibre sans conceptualiser préalablement une situation d'équilibre, même si celle-ci doit être considérée comme fictive. Cette référence se rapproche des notions misesiennes d'*économie tournant en régime constant (circuit uniforme*) ou d'*économie stationnaire*[2], constituant des points de départ imaginaires (mais indispensables) du raisonnement. Elle est étrangère au schéma d'équilibre économique général qui, à l'inverse, constitue un point d'arrivée : « il est possible d'appliquer le concept d'équilibre et le mode d'analyse statique qu'il implique uniquement à une économie présumée a-temporelle ». Or, Hayek précise bien dans *Monetary Theory and the Trade Cycle* [1928b] que « Toute activité économique se déroule à travers le temps » (*ibid.*, p. 105 ; p.111). La notion d'équilibre statique n'est donc pas censée décrire un état auquel l'économie doit se conformer.

D'autre part, l'économie contemporaine est une économie monétaire. Hayek, dès ses premiers écrits, associe l'impossibilité de cet état stationnaire à une économie monétaire,

1. Sur les méfaits de l'interventionnisme, *cf.* parallèlement Mises, *A Critique of Interventionism* [1929], *On the Manipulation of Money and Credit* [1934/1978], *L'action humaine* [1966].

2. Pour la différence établie par Mises entre *économie en circuit uniforme* et *économie stationnaire*, *cf. L'action humaine* [1966], p. 258 à 265. Des références peuvent aussi être trouvées dans *Planning for Freedom* [1962c], p. 123 et 147-148.

à l'intérieur de laquelle la structure des prix relatifs ne peut jamais totalement exprimer les choix réels des agents, notamment en matière de répartition entre l'épargne et la consommation. Cette position était d'ailleurs déjà affirmée dans *Équilibre de prix intertemporel et mouvements de valeur de la monnaie* : « on doit finalement éliminer totalement toute idée de supprimer complètement les influences monétaires en restreignant la monnaie au rôle de médiateur passif, de telle sorte que l'économie se comporte comme si elle n'utilisait pas la monnaie [...] la monnaie exerce toujours une influence déterminante sur le développement de l'économie [...] les principes dérivés pour une économie sans monnaie ne peuvent être appliqués à une économie avec monnaie qu'à la suite de modifications substantielles » (Hayek [1928a], p. 144-145). *La monnaie est une composante essentielle d'une économie de production. Penser d'emblée l'économie comme monétaire empêche de raisonner en termes statiques.*

Derrière ce refus d'envisager une économie d'équilibre où la monnaie serait neutre, c'est la référence à une vision structurelle et temporelle de la production qui empêche de considérer une neutralité de la monnaie sur les prix relatifs. Ce qui entraîne Hayek, dans ses premiers écrits comme dans *Prix et production*, loin du schéma de l'équilibre walrassien et de son numéraire. Bien plus tard, dans sa réponse à Hicks *(Three Elucidations of the Ricardo Effect)*, Hayek continuera à défendre la même thèse : « Sir John Hicks est dans le vrai dans la mesure où les relations déterminées par les données réelles doivent s'imposer tôt ou tard. Mais cela n'arrive pas instantanément comme il le suppose. Il peut y avoir une période prolongée durant laquelle les relations correspondant à un "équilibre réel" sont grandement distordues par des changements monétaires. Il me semble que cela a beaucoup à voir avec les phénomènes de fluctuations industrielles » (Hayek [1969b/1978], p. 178).

IV.3. Économie réelle *versus* économie monétaire : le débat entre Hayek et Sraffa

Si Hicks remet en cause le déclenchement même du cycle, l'argumentaire de Sraffa (*Doctor Hayek on Money and Capital* [mars 1932]) s'est quant à lui focalisé sur la logique hayekienne de retournement du boom en crise. Si, historiquement, l'analyse de Sraffa vient à la suite de celle de Keynes, analytiquement la relation de préséance peut être interrogée. En effet, il est tentant d'envisager les réflexions de Sraffa comme une forme d'éclairage ou de clarification d'un certain nombre d'idées que l'on trouve en filigrane de l'exposé de Keynes[1].

C'est ainsi que la question posée par Sraffa de la conservation du capital avait déjà été évoquée par Keynes dans sa correspondance avec Hayek (*cf.* Keynes, p. 261). À cet

1. Un point anecdotique, mais cependant révélateur de la collusion entre Keynes et Sraffa peut être noté. Lorsque Hayek, dans sa réponse à Sraffa, *Money and Capital : A Reply*, accusera ce dernier « d'avoir compris la théorie de Mr Keynes encore moins que la mienne » (Hayek [juin 1932], p. 249) et de n'avoir pas saisi la nature de l'argumentaire du *Treatise*, Keynes se fendra, en marge du propre article de Hayek, de cette note assassine : « Avec la permission du professeur Hayek, j'aimerais dire que, de mon propre point de vue, Mr Sraffa a compris ma théorie de manière tout à fait appropriée » (note de Keynes dans Hayek [juin 1932], p. 249).

égard, Sraffa retourne le raisonnement de Hayek contre lui-même. Il estime que durant la phase intermédiaire, celle du boom, la quantité physique des biens de consommation a augmenté, mais non pas leur valeur monétaire (la valeur du rectangle des biens de consommation est identique dans le schéma de Hayek). Dans cette perspective, cela signifierait que l'accroissement de monnaie s'est accompagné d'une baisse du prix unitaire des biens de consommation. Cela annihilerait du même coup le phénomène d'épargne forcée et l'incitation des consommateurs de rétablir un niveau de consommation qui aurait été violé pendant cette phase d'augmentation du prix des facteurs de production. Les consommateurs prennent le relais du banquier pour financer l'investissement additionnel, empêchant la décapitalisation de se produire. La cause majeure de la dépression, selon Sraffa, devient alors vide de substance. La crise ne se déclenche pas : « Une classe a volé pour un temps une partie du revenu d'une autre classe ; et elle a épargné le butin. Lorsque le vol prend fin, il est clair que les victimes ne peuvent pas consommer le capital qui est maintenant hors de leur portée » (Sraffa [mars 1932], p. 48).

On retrouve donc ici un désaccord sur la séquence des phénomènes, désaccord qui s'exprimait chez Hicks en termes de prix, et qui est décrit ici par Sraffa sous forme de quantités. L'origine de ces désaccords semble être la même, à savoir *la négligence de la dimension temporelle du processus de production*. En effet, à l'encontre du raisonnement de Sraffa, la quantité des biens de consommation ne peut avoir augmenté dans cette phase intermédiaire. En effet, ce n'est qu'au terme de la capitalisation supplémentaire que cette augmentation peut intervenir. Or, les investissements supplémentaires ne sont pas menés à terme dans le schéma de Hayek. C'est bien en raison de cet inachèvement que le capital perd de sa valeur, malgré une augmentation de sa quantité physique. Par ailleurs, dans ce processus de capitalisation supplémentaire, des revenus additionnels, correspondant au paiement des facteurs, sont bel et bien distribués aux agents.

Dans sa réponse, *Money and Capital : A Reply* [juin 1932], Hayek estime que c'est ici que se trouve la faiblesse de l'analyse de Sraffa : « [...] est-ce qu'il nie réellement que, par une soudaine augmentation relative de la demande de biens de consommation, du capital sera détruit malgré la volonté de ses propriétaires ? Le cas dont nous discutons est bien le même : comme les revenus augmentent en conséquence de l'expansion de crédit, la plupart des consommateurs (qui, sous notre hypothèse, consomment tous leurs revenus en biens de consommation) accroissent leur dépense en proportion. Tant que la monnaie disponible pour l'investissement dans les biens de production n'augmente pas davantage, la valeur de certains biens de production, qui avaient été produits à la faveur d'une demande relativement forte, tombera en dessous de leur coût de production [...] Le fait est que tout accroissement des revenus utilisés pour des objectifs de consommation relativement aux sommes disponibles pour la production tendra à abaisser le "pouvoir d'achat" de ces sommes (c'est-à-dire le pouvoir d'achat du capital monétaire) ; lorsque la hausse relative des revenus ne fait que suivre une augmentation antérieure de la demande pour des biens capitaux, seule une partie du capital créée par l'inflation est détruite. Mais dans le cas envisagé ici, la destruction de capital n'est pas annulée par un gain précédent » (Hayek [juin 1932], p. 244). Sans faire l'objet d'une réfutation, l'argument sera reçu avec le plus grand scepticisme par Sraffa dans sa brève et dernière contribution au débat (*Money and Capital* : *A Rejoinder* [juin 1932]).

Parallèlement, *Sraffa remet en cause la question de l'équilibre d'une économie réelle*. Dans sa

controverse avec Hayek, Keynes avait noté qu'une économie monétaire respectant des exigences de neutralité peut cependant être déséquilibrée car la décision d'investissement est nécessairement déconnectée de l'offre d'épargne. Dans cette perspective, si les décisions d'investissement se modifient par exemple à la hausse, des ressources se dirigeront vers la production des facteurs au détriment des biens de consommation. Une épargne forcée se déclencherait alors. Ce phénomène avait conduit Keynes à interpeller la pertinence d'une distinction entre épargne volontaire et épargne forcée, puisque cette dernière peut résulter de l'évolution spontanée du système. Keynes remettait ainsi en cause la stabilité intrinsèque d'une économie monétaire de production : un écart entre l'épargne et l'investissement est possible sans avoir pour autant un changement de la quantité de monnaie.

Sraffa va encore plus loin que Keynes sur ce terrain, ou peut-être donne-t-il tout simplement à son argument sa pleine signification. En effet, *ce n'est plus seulement l'équilibre d'une économie monétaire de production qui est interpellé. C'est l'équilibre d'une économie réelle, c'est-à-dire sans monnaie.* Car selon Sraffa, Hayek est sur une fausse route en postulant d'entrée l'équilibre d'une économie réelle : « Une confusion essentielle qui émerge clairement de son exposé consiste à croire qu'une divergence des taux est une caractéristique d'une économie monétaire [...]. L'action arbitraire des banques n'est en aucun cas une condition nécessaire de la divergence. Si les prêts étaient faits en blé et que les fermiers (ou le climat) "modifient arbitrairement" la quantité de blé produite, le taux de l'intérêt effectif sur les prêts en termes de blé divergerait du taux afférant aux autres marchandises et il n'existerait plus un seul taux d'équilibre » (Sraffa [mars 1932], p. 49). Dans une *économie réelle*, où les prêts seraient contractés en marchandises, il y aurait par définition autant de taux d'intérêt que de marchandises.

La réponse de Hayek est manifeste de son incompréhension de la nature de cette critique. Il s'accorde aisément avec Sraffa sur l'idée de la multiplicité des taux d'intérêt au regard des biens réels concernés. Mais cette multiplicité n'est certes pas un problème : « il y aurait à tout moment autant de taux naturels que de marchandises, lesquels seraient tous des taux d'équilibre » (Hayek [juin 1932]). Hayek semble ainsi s'étonner profondément de la position de Sraffa, exprimant « un nihilisme théorique extrême refusant que les théories existantes de l'équilibre puissent offrir une description utile des forces non monétaires en action » (Hayek [juin 1932], p. 238).

Il n'empêche que cette réponse de Hayek donne rétrospectivement un éclairage et une portée significative à l'argument avancé par Keynes de l'impossibilité de parvenir à une économie monétaire de production équilibrée, même en cas de neutralité monétaire. En effet, si on admet avec Hayek que dans le cas d'une économie réelle, où le marché des prêts est réalisé en quantités de marchandises, il existerait plusieurs taux d'équilibre différents, il n'est plus possible de défendre l'idée qu'un seul taux d'intérêt monétaire soit compatible avec ces divers taux d'équilibre. Ce point est clairement relevé par Sraffa dans son bref commentaire de la réponse de Hayek, stipulant au demeurant qu'on ne peut raisonner en termes de moyenne des taux naturels, puisque Hayek lui-même s'y refuse explicitement dans *Prix et production* (« [...] ni les agrégats ni les moyennes n'interagissent, et il ne sera jamais possible d'établir entre eux des relations systématiques de cause à effet, comme on peut le faire pour des phénomènes individuels, des

prix individuels, etc. J'irai même jusqu'à affirmer que, compte tenu de la nature même de la théorie économique, des moyennes ne peuvent jamais constituer un lien dans le raisonnement » (Hayek [1931], p. 62-63). À cet axe d'attaque, plusieurs arguments peuvent être opposés.

Un premier niveau est tout simplement de revenir sur le fait suivant : Hayek lui-même a toujours relevé que lorsqu'on raisonne dans une économie monétaire, il n'est plus possible de penser les choses de manière analogue à l'économie réelle. Dans une économie *monétaire*, l'épargne et l'investissement prennent des formes nécessairement *monétaires*, et il n'existe pas dans la pratique d'autre taux d'intérêt que le taux *monétaire*. Dans cette perspective, l'égalité du taux monétaire au taux d'équilibre n'exprime rien d'autre qu'une variable subjective, à savoir que le taux monétaire doit refléter les préférences des agents en matière de répartition de leur revenu entre l'épargne et la consommation. Nul besoin de revenir sur des références à une économie de troc, qui par définition même exclue tout collage ou superposition avec une économie de type monétaire. Elles sont exclusives l'une de l'autre. Dans sa réponse à Sraffa, Hayek développe un argumentaire qui rend implicitement compte de ce phénomène : « J'ai supposé que le corps de la théorie économique pure existante démontre que, aussi longtemps que nous négligeons les facteurs monétaires, il y a une tendance inhérente vers un équilibre du système économique ; et ce que j'ai essayé de faire dans *Prix et production*, et dans certaines autres publications, était de montrer que les facteurs monétaires pourraient produire un genre de déséquilibre du système économique qui ne pourrait pas être expliqué sans recours aux facteurs monétaires » (Hayek [juin 1932], p. 238).

Un deuxième niveau d'argument est que, dans le cadre d'une économie monétaire, Hayek avait clairement noté dans *Prix et production* qu'on ne pouvait espérer une situation où la monnaie serait neutre, et donc qu'à tout moment n'existeraient pas effectivement des déséquilibres. Évoquer des situations où l'équilibre ne pourrait être respecté malgré une stabilité de la quantité de monnaie en circulation revient à enfoncer une porte ouverte. La véritable signification du message de Hayek est de caractère négatif, à savoir que toute expansion monétaire ne peut qu'accroître le nombre et l'intensité de ces déséquilibres, *en rendant la monnaie encore moins neutre*. En conséquence, la solution la moins mauvaise est encore de s'en tenir à un objectif de stabilité de la quantité de monnaie en circulation.

Enfin, un dernier argumentaire peut être introduit qui correspond aux termes de la dynamique : c'est l'idée d'une *tendance* à l'égalisation des taux d'équilibre. L'hypothèse de Sraffa comme de Hayek sur l'idée d'une multiplicité des taux naturels n'est tenable que dans un univers statique. En effet, à partir du moment où des différences existent, des opportunités de profit apparaîtront qui seront systématiquement exploitées par les entrepreneurs. Certes, les contraintes de la dynamique étant ce qu'elles sont (changements des conditions technologiques de biens, interactions entre les agents...), ce processus ne trouvera jamais de terme. Mais on peut énoncer l'idée d'une tendance à l'égalisation des taux naturels entre eux, ce qui faciliterait alors le processus de transformation des différents taux naturels en un seul taux d'équilibre. La référence initiale de Hayek à un équilibre stationnaire ne trouve d'autre vertu que pédagogique. Hayek est parfaitement explicite sur le fait que l'introduction de la monnaie dans le modèle économique nous empêche de raisonner en statique et de réaliser un équilibre général.

Chapitre 3

L'économie du bien-être : quelle définition possible ?

« Un échange d'affaires est toujours avantageux pour les deux parties. Si l'acheteur et le vendeur ne considéraient pas tous deux la transaction comme l'action la plus avantageuse qu'ils pouvaient choisir dans les circonstances prévalentes, ils n'auraient pas échangé » (Mises, *The Ultimate Foundations of Economic Science* [1962], p. 90).

Dans *The Political Element in the Development of Economic Theory*, Myrdal pouvait légitimement noter que « Les Autrichiens se sont toujours préoccupés de la théorie de la valeur et n'ont jamais élaboré une théorie détaillée d'une économie de bien-être » (Myrdal [1953], p. 128). Ce constat a rapidement été effacé. Comme une forme de réponse à Myrdal, la publication de l'article de Rothbard *Vers une reconstruction de la théorie de l'utilité et du bien être* [1956], a constitué l'acte de naissance d'une abondante littérature néo-autrichienne consacrée à la question du bien-être.

Cette littérature ne doit pas être confondue avec l'économie traditionnelle du bien-être. Bien au contraire, les différentes versions de cette dernière sont confrontées à des insuffisances théoriques que les auteurs néo-autrichiens n'ont eu de cesse de dénoncer : le paradigme subjectiviste empêche bien évidemment d'opérer des comparaisons interpersonnelles d'utilité entre les agents, et ne permet donc pas d'accorder une quelconque valeur au critère utilitariste[1] ; la version paretienne, dont la vocation est d'éviter ce genre de comparaison, se heurte quant à elle à l'impossibilité de connaître *a priori* les courbes d'indifférence des agents et de les considérer comme des données de l'analyse.

Des approches plus contemporaines, notamment celle de Coase (*Le coût social* [1960]), s'appuient sur un critère de bien-être fondé sur la réduction des coûts de transaction.

1. « [...] à moins que l'on soit préparé à faire des comparaisons interpersonnelles d'utilité, la signification d'un classement de l'importance pour la société de possibilités de production alternatives est loin d'être évidente » (Kirzner, *Discovery and the Capitalist Process* [1985], p. 153).

Mais elles restent viciées par la référence ultime à un « nirvana » (Kirzner, *Competition and Entrepreneurship* [1973]) fictif, d'où les coûts de transaction seraient éliminés. De plus, une situation où les coûts de transaction disparaîtraient ne peut être assimilée à une situation optimale, *à l'intérieur de laquelle toutes les opportunités disponibles seraient connues et exploitées*. Le fond du problème ne se trouve pas dans l'existence de coûts de transaction, mais dans l'acquisition de la connaissance : « Pour prendre avantage des opportunités disponibles, on doit d'abord les percevoir. Pour "apprendre" l'information offerte, on doit percevoir l'opportunité à le faire. Pour compléter une transaction mutuellement profitable, on doit non seulement avoir le libre accès à l'information nécessaire, mais on doit percevoir sa disponibilité (et donc percevoir la possibilité d'une transaction profitable) » (Kirzner [1973], p. 227).

D'une manière globale, l'approche traditionnelle du bien-être s'est construite autour de l'idée d'une situation de connaissance parfaite, relativement aux fins des agents et aux moyens disponibles. Or, *ces fins comme ces ressources ne peuvent en aucun cas être considérées comme des données objectives à propos desquelles nous sommes* a priori *informés*. C'est justement le rôle de l'entrepreneur de transformer l'information en connaissance et de la répandre dans le corps social par ses actions. Il est donc nécessaire de substituer une approche *dynamique* et *réelle* du marché à une approche *statique* et *fictive* où l'allocation de ressources déterminées à des fins connues est un problème déjà résolu.

C'est sur ces bases que l'économie néo-autrichienne du bien-être s'est progressivement constituée. Assez bizarrement, cette littérature, malgré sa diversité, est restée largement négligée en France, alors que son étude témoigne pourtant d'un phénomène paradoxal. *La plupart des héritiers de Mises s'accordent sur la possibilité d'établir une analyse autrichienne du bien-être. Mais ils ne s'entendent ni sur son contenu ni sur ses conséquences normatives.*

D'une part, la référence des auteurs impliqués à une méthode commune (*individualisme* et *subjectivisme*) n'empêche pas une décomposition de l'économie néo-autrichienne du bien-être en plusieurs branches, qui se situent souvent en opposition les unes aux autres.

D'autre part, *la question du bien-être constitue l'axe privilégié par certains auteurs pour fonder une position doctrinale en faveur du libéralisme. Mais là encore, ces tentations normatives ne font pas l'objet d'un consensus chez les économistes autrichiens concernés*. Ils ne s'entendent pas sur la possibilité de fonder une normativité sur la base du raisonnement économique.

Ainsi, en l'état actuel de la réflexion, la définition même d'une économie néo-autrichienne du bien-être est confrontée à des obstacles que nous allons essayer ici de mettre en évidence. Par ailleurs, elle n'a pas réussi, pour des raisons indépendantes, à définir une norme politique qui soit construite à l'aide des outils de la théorie économique.

L'économie néo-autrichienne du bien-être s'élabore dans le cadre d'une *approche procédurale* du bien-être, et se structure autour du concept de *préférence démontrée*[1].

1. La notion de « préférence démontrée » est employée par Rothbard afin de la différencier du concept de « préférence révélée » de Samuelson, qu'il juge erronée : « La différence critique est celle-ci : Samuelson suppose qu'il existe une échelle de préférence sous-jacente, qui forme la base des actions des hommes, et qui demeure constante alors qu'ils agissent au cours du temps. [...] Il n'y a absolument aucune raison pour faire

L'idée de *procédure* a permis de légitimer la réduction du champ d'analyse à la sphère de l'échange marchand et d'établir une symétrie marché-satisfaction (I). Autour de la seconde notion, la *préférence démontrée*, s'est développé un débat contradictoire sur la possibilité de définir une normativité en faveur du marché. Certains économistes néo-autrichiens ont considéré qu'il est impossible de déduire un principe de normativité d'une économie du bien-être, tout en respectant l'idée de neutralité des valeurs; d'autres, au contraire, ont soutenu la thèse inverse (II). Face à ces contradictions, doit-on alors renoncer à l'établissement d'une économie autrichienne normative? Certaines contributions de Hayek, développées notamment dans son dernier ouvrage, *La présomption fatale* [1988], suggèrent quelques pistes de réflexion (III).

I. La symétrie marché-satisfaction: une approche procédurale du bien-être

Les contributions néo-autrichiennes à l'analyse du bien-être se décomposent aujourd'hui en trois branches alternatives, articulées principalement autour des travaux de trois auteurs: Rothbard, Kirzner et Cordato. Elles se sont naturellement opérées à l'intérieur du cadre subjectiviste, qui représente, malgré sa diversité, un des axes communs de la tradition néo-autrichienne. Ce subjectivisme impose deux contraintes: d'une part, il empêche l'énoncé de préférences communes entre les agents et interdit donc toute définition *substantive* du bien-être; d'autre part, il s'oppose à une comparaison interpersonnelle des gains et des coûts. Mais au-delà de ces zones de convergence, les concepts d'*« utilité sociale »* (I.1), de *« coordination »* (I.2), d'*« efficience catallactique »* (I.3) se chevauchent pour créer un faisceau de théories différentes.

I.1. L'échange comme producteur d'« utilité sociale »

En 1956, Rothbard publie *Vers une reconstruction de la théorie de l'utilité et du bien-être*. Ce texte marque la première volonté des héritiers de la pensée de Mises d'expliciter une économie néo-autrichienne du bien-être.

Le principe d'unanimité est l'élément qui, paradoxalement, relie le schéma rothbardien à la conception paretienne du bien-être. L'argument est simple. Le principe autrichien de subjectivité interdit toute comparaison interpersonnelle des gains et des coûts individuels. Une économie autrichienne du bien-être doit alors nécessairement se fonder sur le respect du principe d'unanimité. Il s'agit de définir un espace économique qui puisse s'accorder avec cette exigence. Pour Rothbard, le domaine de l'échange marchand est l'expression même du respect du principe d'unanimité: « Considérons les échanges sur un marché libre. Ces échanges y sont volontairement entrepris par les deux parties. Par conséquent, le fait qu'un échange a lieu démontre que celles-ci profitent toutes les deux de cet échange. Le fait que les deux parties ont choisi

---

une telle hypothèse. Tout ce que nous pouvons dire est qu'une action, à un instant donné, révèle une partie de l'échelle de préférence de quelqu'un à ce moment précis. Il n'y a absolument rien qui permette de supposer qu'elle reste constante entre un instant et un autre » (Rothbard [1956b], p. 111-112).

d'échanger démontre qu'elles en tirent toutes deux profit. Le marché libre est l'appellation que l'on a choisie pour désigner l'ensemble des échanges volontaires qui ont lieu dans le monde. Comme chaque échange démontre l'universalité des avantages pour les deux parties concernées, nous devons conclure que le marché libre profite à tous ses participants. En d'autres termes, l'économie du bien-être peut énoncer le jugement que le marché libre accroît l'utilité sociale, tout en restant dans le cadre de la règle de l'*unanimité* » [l'italique est de nous] (Rothbard [1956b], p. 143).

Par ailleurs, l'utilité procurée par l'échange monétaire ne dépend pas de la nature particulière des fins des partenaires. *Le marché est bénéfique à tous ses participants, quels que soient les objectifs recherchés*. Au bilan, il serait donc possible d'utiliser ces enseignements afin de construire une économie néo-autrichienne du bien-être reposant sur le simple énoncé des vertus de l'échange bilatéral.

De manière symétrique, cette référence au principe d'unanimité permet à Rothbard d'établir que *l'intervention de l'État dans le domaine de l'échange ne peut être scientifiquement associée à une production de bien-être*. Lorsqu'elle ne s'oppose pas à des échanges volontaires, l'action étatique impose aux individus des transactions forcées, comme en matière de « biens publics »[1]. L'état ne peut donc produire de la satisfaction sans violer le principe d'unanimité car « cette action étatique profite à un groupe et nuit à un autre, d'une façon à la fois évidente et démontrable » (Rothbard [1956], p. 144-145), avec des résultats indéterminés et surtout inconnaissables en termes de création nette de satisfaction : « Par conséquent, si les échanges sur le marché libre augmentent toujours l'utilité sociale, alors qu'aucun échange forcé ne peut accroître l'utilité sociale, nous pouvons conclure que le maintien d'un marché libre et volontaire maximise l'utilité sociale (à condition de ne pas interpréter *maximise* dans un sens cardinal). [...] Le marché libre accroît toujours l'utilité sociale ; aucun acte des hommes de l'État ne peut jamais accroître l'utilité sociale. Ces deux propositions constituent les piliers de l'économie du bien-être après reconstruction » (*ibid.*, p. 145-6-7)[2].

Au bilan, selon Rothbard, *la simple définition des règles de l'échange volontaire fonde la possibilité de construire une économie autrichienne du bien-être autour de l'exercice du marché*. L'exercice se heurte néanmoins à des limites dont Rothbard est d'ailleurs parfaitement conscient, à savoir la question de la symétrie de principe entre l'échange volontaire et la production de satisfaction. Le modèle praxéologique défini par Mises [1933, 1957, 1962, 1966] enseigne que l'idée d'incertitude sur le futur est un théorème de l'action car son résultat s'inscrit dans un avenir inconnaissable par principe. L'échange marchand n'étant qu'une catégorie particulière d'action, on ne peut assurer à l'avance qu'il produira de la satisfaction. En effet, l'échange volontaire, qui exprime *de facto* une forme de coordination des actions individuelles, n'exprime pas nécessairement une

1. La notion de « biens publics », devant nécessairement être produits par l'État, est refusée par Rothbard. Outre le fait que la plupart des biens produits par les États modernes n'obéissent pas dans la pratique aux caractéristiques de non-exclusion et de non-rivalité, le concept lui-même n'est pas validé par la théorie. Si un bien n'est pas produit par le marché, comment savoir qu'il est valorisé par les consommateurs ? (Pour une analyse plus détaillée, *cf.* Rothbard, *Les biens collectifs et les externalités* [1962b].)

2. Toute une réflexion est développée par Rothbard pour démontrer que l'État est une institution non volontaire, d'où son opposition aux théories du choix social inaugurées par Arrow, *Choix collectifs et préférences individuelles* [1951].

réussite mutuelle des anticipations. Le délai s'écoulant entre le moment où les prévisions sont formées et le stade où l'échange s'opère peut signifier un échec des anticipations[1]. Rothbard est alors contraint de nuancer son propos, en énonçant « le fait qu'un échange ait lieu démontre que celles-ci [les deux parties] profitent toutes les deux de cet échange *(ou plus exactement s'attendent à en profiter)* » (Rothbard [1956], p. 143).

Cette contrainte conduira d'ailleurs Rothbard, dans *Praxeology, Value Judgments and Public Policy*, à opérer un subtil distinguo entre utilité *ex-ante* et utilité *ex-post*[2]. L'idée défendue par Rothbard est que l'échange volontaire s'associe nécessairement à un gain *anticipé* de satisfaction, mais pas forcément à un gain *réalisé*. L'intérêt de l'analyse en est considérablement réduit, et Rothbard admettra lui-même que le principe définissant l'économie du bien-être est une conception « restreinte » (Rothbard [1976], p. 98). Fondée en référence à une utilité anticipée, elle laisse dans l'ombre la question de la réussite *effective* des anticipations. Ces limites expliquent peut-être les contributions ultérieures de Rothbard visant à réduire le champ de l'incertitude du futur (*cf.* deuxième partie, chapitre 3).

1.2. L'alternative kirznerienne : la coordination comme processus

Dans *Welfare Economics : A Modern Austrian Perspective* [1988], Kirzner reprend le flambeau d'une économie autrichienne du bien-être. Bien que cette contribution s'insère dans un recueil d'hommages à la pensée de Rothbard (*Man, Economy and Liberty : Essays in Honor of Murray Rothbard* [1988]), l'analyse de Kirzner diffère sensiblement de celle de Rothbard. Elle est fondée sur l'idée de *coordination comme processus*. En univers dynamique, selon Kirzner, la coordination doit être moins perçue comme un état de satisfaction mutuelle (l'utilité *ex-post* de Rothbard) que comme une procédure susceptible de « détecter et de favoriser la correction de situations à l'intérieur desquelles les activités ont été jusqu'alors non coordonnées » [1988], p. 87).

Cette vision de la coordination comme processus (définie à juste titre par Kirzner comme un des fondamentaux de l'analyse néo-autrichienne) lui permet de contourner la délicate question de la distinction entre utilité *ex-ante* et utilité *ex-post*, en soulignant beaucoup plus l'idée d'une *tendance* à la production de satisfaction que celle de la réalisation effective de cette satisfaction : « Nous traiterons la question du bien-être économique de la société non simplement en termes de son niveau de bien-être économique (quelle que soit sa définition), mais aussi en fonction de la capacité de

1. Par exemple, un industriel qui déciderait le 1er janvier de produire des voitures qui sortiront des chaînes de fabrication le 31 décembre en espérant un certain chiffre d'affaires, peut voir ses anticipations déçues si les consommateurs ne sont pas au rendez-vous dans les conditions prévues. La déception des plans ne signifiera pourtant pas nécessairement une absence d'échange. Le producteur, incapable de faire du profit avec la vente de ses voitures, choisira de les vendre à un prix inférieur à celui qui était anticipé, afin de minimiser ses pertes. L'échange signifie bien que les actions soient coordonnées, mais le contenu heuristique de cette coordination est vide. L'important est que les plans soient réalisés ou qu'ils ne soient pas déçus dans un sens négatif. Armentano exprime une conception réduite du problème de la réussite des anticipations lorsqu'il considère que « [...] la présence d'un prix est une évidence explicite de la coopération sociale et de la coordination des plans » (Armentano, *Foreword, Property Rights, Efficiency and Social Welfare* [1992], p. XVIII).

2. « [...] La praxéologie soutient que lorsqu'une personne agit, son utilité, ou au moins son utilité *ex-ante*, s'accroît » (Rothbard [1976], p. 98).

ses institutions à stimuler et supporter ces processus économiques dont dépend l'atteinte du bien-être économique » [1988], p. 78).

Dans cette perspective indirecte, il s'agit beaucoup plus de mettre au jour les conditions économiques favorisant les opportunités de bien-être que de garantir la production d'une satisfaction par l'échange. Or, pour Kirzner, l'avantage du marché est d'accroître la connaissance le mieux possible. Dans la mesure où ses mécanismes peuvent jouer librement, les opportunités d'élimination des erreurs des agents seront augmentées, créant alors *une tendance vers l'équilibre*, de telle manière que « les activités initialement discordantes, contradictoires sont susceptibles d'être combinées de façon à s'approcher d'une structure d'activités relativement cohérente » (Kirzner [1988], p. 87). C'est uniquement dans ce sens que, pour Kirzner, il est légitime et pertinent d'associer marché et bien-être.

En se référant à la notion de processus, il est incontestable que Kirzner élargit le champ de validité théorique de l'économie autrichienne du bien-être. Mais paradoxalement, il risque en première lecture d'appauvrir son contenu heuristique. Deux éléments peuvent être notés.

D'abord, il est difficile en termes subjectifs de détacher la notion de bien-être individuel de l'idée d'une réussite effective des plans. Envisagé sous cet angle, on ne voit pas dans l'argumentaire de Kirzner en quoi le marché défini comme processus devrait être considéré comme un facteur de bien-être économique, qui reste ici parfaitement indéfini. Certes, on peut estimer que le marché, comparé à toute procédure centralisée, est plus susceptible, en raison de la dispersion du savoir, de s'approcher d'un état de réussite effective des plans. Mais s'en approcher *plus ou moins* ne permet pas d'établir l'idée d'une production de bien-être si le but n'est pas atteint. L'argumentaire de Kirzner finit par buter sur le même problème que Rothbard, qui l'a obligé lui-même à se réfugier dans un concept d'utilité *ex-ante* au détriment de l'utilité *ex-post*, à savoir la question de l'ignorance du futur, inscrite dans les lois mêmes de la praxéologie et dont les implications logiques se retrouvent dans le domaine catallactique.

Par ailleurs, comme le signale Cordato (*Welfare Economics and Externalities in a Open Ended Universe: A Modern Austrian Perspective* [1992]), la démarche kirznerienne est confrontée à des obstacles supplémentaires. Cordato remarque en effet que les autrichiens, par l'intermédiaire de Mises et de Rothbard, n'ont traité des externalités que de manière restreinte[1], à travers la question, d'ailleurs étudiée parallèlement par Coase (*Le coût social* [1960]), d'une définition ou d'un respect insuffisants des droits de propriété. L'intervention de l'État ne serait pas légitime dans la mesure où elle serait censée répondre aux « échecs » du marché. Toutefois, même si cette analyse est correcte, la théorie autrichienne doit aller plus loin. Cordato relève un certain type d'externalités négatives, qui en l'occurrence n'est pas plus relevé par Kirzner que par Rothbard, relatif à la découverte des opportunités : « Pour Kirzner, les améliorations de la connaissance sont synonymes d'une coordination accrue des plans parmi les participants du marché.

1. Hayek a aussi traité du thème des externalités, notamment dans *Droit, législation et liberté* [1979]. Cependant, pour Cordato, la démarche de Hayek, qui légitime l'action publique, est erronée et apparaît « contradictoire avec son propre cadre analytique général dans d'autres domaines » (Cordato [1992], p. 23).

Comme le processus de marché apporte l'émergence d'une nouvelle information, les plans des participants de marché deviennent plus étroitement coordonnés et l'efficience sociale est accrue. Il soutient que "[...] le processus d'apprentissage [...] incite les plans individuels à une coordination de plus en plus étroite" » (Kirzner [1963], p. 218-219) cité par Cordato [1992], p. 47.

Pourtant, l'idée d'une symétrie connaissance-progression vers la coordination n'est pas fondée. Si l'accroissement du savoir permet effectivement aux agents de réorienter le plus rapidement possible leurs activités, il ne renforce pas la coordination car il rend obsolètes certains plans existants et entraîne une remise en question des situations acquises. Cordato s'accorde ainsi avec Hight (*Equilibration and Disequilibrium in the Market Process* [1986]) qui, dans une perspective lachmanienne, avait noté la possibilité d'un échec des plans dû à l'amélioration de la connaissance. D'un point de vue dynamique, tout changement de connaissance contrecarre des plans qui, initialement, étaient compatibles : « Là où le Professeur Kirzner voit la coordination comme synonyme d'amélioration de l'information, je suggère que le processus d'amélioration conduit souvent à des ruptures dans des plans antérieurement formés et au moins temporairement, à quelque "discoordination" [...] Contrairement aux conclusions de Kirzner, je ne soutiens (donc) pas que ces actes facilitant l'échange soient toujours coordinatifs » (Cordato [1992], p. 42).

Cette analyse remet évidemment en cause le rôle équilibrant de l'entrepreneur kirznerien, censé constituer un facteur de bien-être en éliminant les erreurs du marché. Au contraire, par son action, on peut considérer qu'il rend obsolète et perturbe tout processus équilibrant.[1] Dès lors, le processus de diffusion de la connaissance peut s'interpréter comme favorisant aussi bien une « tendance vers l'équilibre » qu'un déséquilibre permanent et endogénéisé. Le critère cognitif défini par Kirzner ne trouve pas de contrepartie dans une amélioration des satisfactions individuelles.

On sait que Kirzner lui-même a apporté des réponses indirectes à ce type de critiques. Concernant le premier élément, c'est la capacité créatrice de l'entrepreneur qui permet d'assurer une relative correspondance entre le futur imaginé et le futur réalisé ; quant à l'action déséquilibrante de l'entrepreneur, Kirzner est parfaitement explicite à ce sujet dès le début des années 1990 : l'entrepreneur n'est pas un facteur de déséquilibre, mais un élément équilibrant qui facilite l'ajustement des actions, en répondant à des changements d'ordre essentiellement externe.

Dans *Coordination as a Criterion for Economic « Goodness »* [1998], il persistera dans la même voie, sans nier pour autant l'existence inévitable de dommages cognitifs collatéraux de l'action entrepreneuriale : « Le concurrent innovateur qui, en entrant dans l'industrie et poussant dehors les autres firmes, perturbe les plans antérieurs, remplace un ensemble moins coordonné des activités de marché, par un ensemble mieux coordonné. Dans le sens "dynamique" du terme "coordination", cette compétition

1. Mises lui-même l'avait déjà formulé dans *L'action humaine* : « Dans un monde organisé sur la base de la division du travail, tout changement doit, d'une façon ou d'une autre, affecter les intérêts à court terme de nombreux groupes » (Mises [1966], p. 87).

agressive est coordinatrice. La rupture qu'elle produit dans les plans existants des producteurs inefficients est l'évidence et la manifestation d'un état antérieur de discoordination qui a produit les changements (dont la rupture fait partie). Le calme antérieur apparent qui, du fait de la nouvelle compétition agressive, a été suivi par une éruption soudaine, était en fait trompeur. Ce calme était en fait l'expression d'une discoordination non encore découverte, mais réelle ; la compétition dynamique brise en morceaux ce calme, remplaçant l'ensemble précédent non coordonné par un ensemble mieux coordonné » (Kirzner [1998], p. 297).

Dans cette perspective, *l'activité entrepreneuriale serait seulement une réponse à l'observation d'un décalage entre la structure d'activités et la structure de l'information disponible.* Laisser jouer librement le marché reviendrait alors à laisser à la structure d'activités la possibilité de s'ajuster rapidement à la structure des opportunités existantes qui, tôt ou tard, seront découvertes (en raison des lois de l'action humaine). Kirzner est conscient du fait que la réduction de certains déséquilibres par le marché donnera naissance à d'autres déséquilibres car elle crée d'autres informations et d'autres opportunités. Mais son argument semble être le suivant : *interférer avec le processus catallactique ne reviendrait à rien d'autre qu'à accroître l'écart entre les opportunités disponibles et les opportunités connues et élargirait donc le niveau de discoordination.*

Le raisonnement est évidemment correct. Toutefois, ces passages progressifs menant de Rothbard à Kirzner, vers une définition toujours plus étroite et abstraite des tendances coordinatrices du marché ont une contrepartie négative, *celle de rendre de plus en plus floue la relation avec l'idée de bien-être.* Dans *Coordination as a Criterion for Economic « Goodness »* [1998], Kirzner, de manière étonnante relativement à ses ambitions de départ, va reconnaître lui-même cette distance croissante : « En fait, le bien-être n'est plus du tout un critère de coordination » (*ibid.*, p. 297).

I.3. La propriété privée comme condition de la formation des plans : « l'efficience catallactique »

La contribution de Cordato, exprimée dans *Welfare Economics and Externalities in a Open Ended Universe : a Modern Austrian Perspective* [1992][1], relève d'une perspective à la fois critique et constructive. Constructive, car sa démarche se réfère à celle de Kirzner, qu'il juge « la plus développée des théories autrichiennes du bien-être » ([1992], p. 45). Critique car Cordato, nous venons de le voir, prend ses distances avec l'association kirznerienne *marché-tendance vers l'équilibre.* Cette association ne rend pas compte du problème des externalités négatives induites par la diffusion de la connaissance. Dès lors, la fondation catallactique d'une économie du bien-être doit être trouvée ailleurs.

Cordato va ainsi renoncer au thème de la réussite des plans individuels pour se recentrer sur la question des conditions de la formation de ces plans. C'est sur cette base que le thème de la propriété est remis à l'honneur. Cordato remarque à juste titre que l'économie autrichienne du bien-être, quelle que soit sa définition, s'est élaborée sur la distinction entre

1. Certains éléments analytiques de l'ouvrage constituent une extension d'un argumentaire développé antérieurement par Cordato dans *The Austrian Theory of Efficience and the Role of Government* [1980].

un échange volontaire et un échange forcé et, partant, sur *une référence implicite à un système de droits de propriété.* Dans ce cadre d'une réflexion sur les conditions de la formation des plans individuels, la notion de propriété est donc essentielle pour Cordato. Quelle que soit la signification accordée ou non à la symétrie marché/bien-être, elle ne peut être évitée. En effet, « toute discussion sur le marché ou sur la catallactique implique le droit d'échanger » (Cordato [1992], p. 49)[1].

Pour Cordato, la propriété privée n'est pas une condition *suffisante* de la réussite des plans. Mais elle est une condition *nécessaire* de leur formation car « Aucun cadre significatif moyens-fins n'est même possible sans la capacité d'accéder et de contrôler les ressources physiques » ([1992], p. 39). La compétition catallactique pour l'obtention de ressources rares rend alors indispensable l'exercice de droits de propriété individuels. Par ailleurs, étant donné que les fins sont changeantes, les ressources le sont aussi, et il importe d'avoir la possibilité de s'en procurer de nouvelles (« un acte d'échange est un acte de sacrifice de moyens moins appropriés au profit de moyens plus appropriés », *ibid.*, p. 38). De même, les individus peuvent faire des erreurs concernant l'aptitude de certaines ressources à satisfaire des fins particulières et il importe là aussi de pouvoir opérer des substitutions. Le marché permet ces adaptations. Son rôle est de permettre, à travers le processus de prix, « de disséminer autant d'information que possible concernant les opportunités d'échange appropriées » (Cordato [1992], p. 65). La légitimité de dotations juridiques sur les ressources s'étend alors à celle du produit de l'échange interpersonnel.

Le respect des droits de propriété individuels et la liberté d'échanges marchands permettent à Cordato de former le concept d'*efficience catallactique*, qui exprime ainsi à la fois l'idée d'un contrôle sur les ressources et la possibilité de s'en procurer des nouvelles. Les notions de propriété et d'information jouent ainsi un rôle complémentaire. Leur exercice suppose un cadre institutionnel approprié dénommé *Institutional Ideal Setting* (I.I.S.) favorisant le libre jeu de ces deux éléments.

La position de Cordato peut apparaître de prime abord comme un recul supplémentaire du front autrichien de l'économie du bien-être. Après le thème de la réussite *anticipée* des plans, après celui d'une *tendance* à la réussite des plans, on s'intéresse désormais aux *conditions* de formation des plans. Mais le schéma de l'efficience catallactique est surtout confronté à des contradictions internes.

Certes, comme le remarque Gordon (*Toward a Deconstruction of Utility and Welfare Economics* [1993]), pour un acteur donné, l'accroissement de la connaissance relative aux opportunités d'appropriation de nouvelles ressources est bénéfique. Mais parallèlement, il peut nuire à l'existence de rentes informationnelles et (ou) dévaloriser la valeur marchande de ressources détenues par certains propriétaires. Des opportunités exploitables par certains acteurs du fait de l'ignorance d'autres individus sont susceptibles de disparaître lorsque le niveau de connaissance de ces derniers augmente. Bref, la

1. Ainsi, « Une externalité due à la pollution est un problème social car la pollution interfère avec l'usage de sa propriété par un propriétaire légitime, c'est-à-dire représente un échange coercitif » (Cordato [1992], p. 42).

dissémination du savoir remet en cause des intérêts individuels, et la critique adressée à Kirzner par Cordato peut être retournée contre son propre argumentaire.

Par ailleurs, la formation des plans n'exige pas une propriété privée, mais tout simplement un cadre permettant d'obtenir telle ou telle ressource à tel ou tel moment. La formation de plans existe dans l'univers de la firme, de la famille, de l'État sans que pour autant ses acteurs bénéficient nécessairement de la propriété juridique des ressources utilisées. La propriété privée ne peut donc pas être défendue comme le moyen *indispensable* de formation des plans, mais au mieux comme celui qui permet à un maximum de plans d'être formés. Mais dès lors, *ne rentre-t-on pas dans un raisonnement de type utilitariste ?*

Au bilan, cette analyse néo-autrichienne du bien-être résiste mal à la critique. Ses différents développements dissimulent mal une grande fragilité des positions respectives. De Rothbard à Cordato, en passant par Kirzner, les étapes successives de la littérature témoignent d'une logique de dégraissage de son contenu heuristique. En réaction, certains commentateurs (Cowen, *What a non-Paretian Welfare Economics Would Have to Look Like* [1991], *Austrian Welfare Economics* [1994] ; Hamlin, *On the Possibility of Austrian Welfare Economics* [1992] ; Sugden, *Austrian Prescriptive Economics* [1992] ; Aimar, *L'économie autrichienne du bien-être : quelle définition possible* [1998]...) ne cachent pas leur désillusion et manifestent leur distance vis-à-vis des arguments employés par les économistes néo-autrichiens.

Cowen va jusqu'à évoquer *la crise* de l'économie autrichienne du bien-être. Si ses représentants partagent un même regard critique sur les approches traditionnelles du bien-être, « il n'existe aucun accord sur une alternative opérationnelle ou même cohérente » (Cowen [1994], p. 307). À ces clivages concernant le contenu d'une économie néo-autrichienne du bien-être vont s'ajouter des divergences relatives à ses implications doctrinales.

II. L'économie néo-autrichienne du bien-être et la question du libéralisme

La référence commune des économistes néo-autrichiens à une conception procédurale du bien-être n'a pas créé les conditions d'un consensus analytique sur le contenu et les modes opératoires de ces procédures. De manière analogue, le respect partagé du principe de « préférence démontrée » (II.1) est incapable de produire un consensus doctrinal. De fortes oppositions se sont développées entre Kirzner et Cortado d'un côté (II.2) et Rothbard de l'autre côté (II.3), concernant la possibilité de déduire d'une approche procédurale du bien-être des propositions normatives en faveur du libéralisme (II.2).

II.1. L'argument de la préférence démontrée

Dès sa genèse, l'économie autrichienne du bien-être s'est délibérément détournée d'une représentation psychologique du bien-être. Rothbard légitime cette restriction du champ d'analyse en s'appuyant sur le principe de préférence démontrée, défini par Mises comme théorème praxéologique. La préférence démontrée rend compte de la traditionnelle coupure autrichienne entre praxéologie et psychologie. Elle signifie que

seule l'action est porteuse d'enseignement sur les préférences des agents dans la mesure où elle s'associe au choix. Comme Mises, Rothbard sait que les individus demeurant avec leurs dotations initiales peuvent ne pas être neutres concernant les échanges d'autrui ou développer éventuellement un sentiment d'envie ou d'aversion pour le capitalisme. Le marché créerait alors des externalités psychologiques négatives sur ceux qui n'échangent pas. Cet élément contrecarre la référence essentielle au principe d'unanimité qui permettrait de considérer que la production *ex-ante* d'utilité par les agents marchands n'ait pas d'effets négatifs sur d'autres acteurs. Dans cette mesure, il n'est pas possible d'assurer à l'échelle sociale que tout échange apporte un gain de satisfaction. « Prendre en compte les implications sociales de la jalousie, par exemple, rend même impossible de dire que le bien-être sera accru si tout le monde obtient davantage de tous les biens » (Reder cité par Rothbard, [1956], p. 141).

Sur cette base de la préférence démontrée, Rothbard établit ainsi que l'appréhension scientifique de l'utilité ne peut passer par la référence à ces valeurs psychologiques du fait de leur nécessaire ignorance. En effet, « Comment pouvons-nous savoir que ce jaloux hypothétique perd en utilité à cause des échanges faits par les autres ? Consulter verbalement ses opinions ne suffit pas, puisque sa jalousie proclamée peut être une plaisanterie, ou un jeu littéraire, ou un mensonge délibéré » ; « nous ne nous soucions pas de ses opinions sur les échanges faits par les autres, puisque son action ne démontre pas ces préférences-là, et elles ne peuvent par conséquent pas être prises en compte » (Rothbard [1956], p. 143).

L'approche de Rothbard a conditionné l'ensemble des contributions ultérieures. Kirzner et Cordato restent fidèles à cette approche et reconnaissent l'impossibilité de connaître les préférences individuelles indépendamment de l'action (« L'analyse économique n'a rien à dire à propos des sensations », Kirzner [1988], p. 79). *Il s'agit bel et bien de définir une économie et non une psychologie du bien-être, indéfinissable en termes praxéologiques.* Dès lors, cette démarche empêche logiquement, tout comme chez Rothbard, la prise en compte des comportements d'envie et d'aversion pour le marché. Les positions de Kirzner et Cordato pourraient apparaître plus satisfaisantes que celles de Rothbard dans la mesure où le critère retenu n'est plus « l'utilité sociale »[1]. La substitution du concept de *coordination* ou d'*efficience catallactique* à l'utilité sociale comme standard de bien-être délimite plus officiellement les termes du problème à l'espace de l'échange indirect. Cependant, cette restriction était déjà implicitement admise par Rothbard.

Un consensus existe ainsi entre les auteurs autrichiens sur les implications épistémologiques de la préférence démontrée et la nécessité d'affranchir l'analyse du bien-être de sa dimension psychologique. Pourtant, ces auteurs en ont tiré des implications différentes quant aux possibilités d'associer une dimension normative à l'économie autrichienne du bien-être.

1. Cordato rejette clairement le critère d'une « utilité sociale », tel qu'il est formulé par Rothbard. La société n'étant pas construite uniquement sur des échanges marchands, on ne peut donc conclure sans ambiguïté qu'un échange de marché accroît l'utilité sociale, même lorsque les préférences ne sont pas démontrées (« L'approche de Rothbard, fondée sur l'utilité sociale, n'élimine pas ce problème mais l'ignore simplement » (Cordato [1992], p. 44).

II.2. De la *Wertfreiheit* à la doctrine libérale

Pour Kirzner [1988], en dernière analyse, l'économie autrichienne du bien-être est simplement assimilée à l'idée d'une augmentation des opportunités d'élimination des erreurs grâce au marché. C'est par l'intermédiaire de la référence à cette conception « tendancielle » de la coordination que Kirzner se relie au thème du libéralisme. Le concept de bien-être est relatif aux fins poursuivies à travers l'échange marchand. Il s'associe donc logiquement à la définition d'une normativité en faveur de « l'environnement institutionnel susceptible d'inspirer au mieux une découverte authentique (d'opportunités jusqu'alors négligées en raison de l'ignorance absolue) » (Kirzner [1988], p. 88).

L'argumentaire doit être mis en parallèle avec une analyse développée par Kirzner douze ans plus tôt : *Philosophical and Ethical Implications of Austrian Economics* [1976]. Bien que ce texte ne soit pas directement relié à l'économie du bien-être, il est important en ce que Kirzner y assume une rupture de sa pensée sur la question de la normativité. Jusqu'à cette date, Kirzner défendait l'idée néo-autrichienne traditionnelle selon laquelle le respect du principe de *Wertfreiheit* (principe de neutralité du théoricien vis-à-vis des valeurs des acteurs) empêchait de déboucher sur une normativité en faveur du libéralisme. Avec cette nouvelle contribution, Kirzner se refuse à continuer sur cette lancée, en cherchant à « réconcilier l'inconsistance apparente entre les propositions de Mises relative aux avantages économiques du libre marché et son insistance sur la *Wertfreiheit* en économie » (Kirzner [1976], p. 81).

En effet, on peut s'étonner de trouver sous la plume de Mises à la fois une défense du principe de *Wertfreiheit* et un plaidoyer vibrant en faveur du libéralisme politique. À partir du concept de préférence démontrée, Kirzner essaye de rétablir une cohérence à la position de Mises. Si on retient la logique de connaissance qui s'associe à l'idée de catallaxie, lieu de formation des prix marchands, l'amélioration de la cognition permise par le libre jeu des échanges marchands bénéficie à tous les acteurs de marché, quelle que soit la nature particulière de leurs objectifs. Ainsi, les prises de position en faveur du marché, exprimées dans l'ensemble des écrits de Mises, ne seraient en rien contradictoires avec le principe de *Wertfreiheit* adopté par ce dernier[1]. Dans l'esprit de Kirzner, il est donc possible d'énoncer un critère de normativité tout en respectant le principe de neutralité de l'économiste face aux valeurs des agents. Kirzner, depuis lors, est resté fidèle à cet esprit. Dans *Coordination as a Criterion for Economic « Goodness »* [1998], il considère ainsi que « la science économique est capable, à travers la notion de coordination, de produire un critère objectif par lequel le caractère Bénéfique ou Maléfique des situations ou des politiques économiques peut être jugé » (Kirzner [1998], p. 292).

Dans *Discovery, Capitalism and Distributive Justice* [1989], Kirzner s'était déjà attaché à

1. N'oublions pas que le principe de *Werfreiheit* établit que les enseignements praxéologiques sont valides quelles que soient les fins poursuivies par les individus. En conséquence, si le modèle catallactique dérivé de la praxéologie peut être associé à l'idée d'une amélioration des opportunités de connaissance de la part des agents, favorisant ainsi le mieux possible l'atteinte des fins poursuives par chaque individu dans le champ du marché, il est rationnel, selon Kirzner, de prôner normativement le choix en faveur du libéralisme.

une défense des principes éthiques associés au fonctionnement du capitalisme, à travers sa théorie du « trouveur-gardeur » *(finder-keeper)*. Le promoteur peut être considéré comme ayant un droit à la conservation du profit car celui-ci est le produit d'une découverte qui n'aurait pas été effectuée sans son intervention. Tout se passe comme si le promoteur créait son propre revenu. Mais cette entreprise de légitimation du profit ne constitue pas véritablement une position normative, au sens où Kirzner cherchera à la développer dans *Coordination as a Criterion for Economic « Goodness »* [1998]. Elle consiste simplement à mettre en évidence le fait suivant : *alors que la plupart des gens perçoivent le capitalisme comme une violation de règles fondamentales de justice, l'analyse montre que l'économie de marché est en réalité établie sur des principes éthiques qui sont généralement acceptés par la plupart de ces mêmes gens et qui participent ainsi à ce titre de l'opinion commune sur ce qui est juste.* L'ambition de Kirzner s'arrête ici : il n'est pas dans son intention de présenter le système de profit comme *une norme rationnelle* à laquelle les individus devraient nécessairement adhérer[1].

De manière analogue à Kirzner, Cordato [1992] s'est donné pour tâche d'associer le concept d'efficience catallactique à une normativité en faveur du marché. Certes, l'amélioration du savoir produit par elle-même des externalités négatives qui empêchent la coordination en remettant en cause des situations acquises et en provoquant une déception de certaines anticipations. Ce constat a conduit Cordato, nous l'avons vu, à exprimer des réserves quant à la possibilité d'associer la coordination à l'exercice des processus marchands.

Cependant, pour Cordato, en dernière lieu, la dimension doctrinale de l'efficience catallactique n'est pas relative au thème de la coordination. Elle renvoie simplement à la capacité d'un cadre institutionnel à promouvoir ou à restreindre la formation des plans individuels. L'efficience évoquée par Cordato n'est pas d'ordre véritablement économique (en tout cas pas directement), mais plutôt *institutionnel*. Elle se limite au respect des droits de propriété, sans s'arrêter d'ailleurs à la question de leur origine. Cordato est à cet égard très explicite : « l'efficience catallactique peut produire une justification normative, dans un sens général, pour l'établissement et le maintien de droits de propriété privée, mais l'économie doit rester agnostique sur le terrain normatif à propos de la manière dont les institutions doivent établir et maintenir ces droits » (Cordato [1992], p. 49). Ainsi, *la normativité ne s'associe pas à un résultat (Rothbard), ni à un processus (Kirzner), mais au cadre juridique qui favorise le mieux la capacité des individus de former leurs plans, à savoir le capitalisme.*

Kirzner et Cordato se sont donné pour tâche de fonder par leur analyse du bien-être la doctrine libérale. Pour les deux auteurs, l'exposé des avantages du marché permet d'établir une normativité en sa faveur, quelle que soit la nature des fins poursuivies. Selon Kirzner, le marché favorise au mieux la découverte d'une information disponible bénéficiant à tous les individus présents dans sa sphère ; pour Cordato, le marché

1. Dans sa réponse à un article critique de Burczak (*A Critique of Kirzner's Finders-Keepers Defense Of Profit* [2002]). Kirzner est explicite à ce propos. Sa théorie doit s'envisager « comme un argument qui devrait convaincre ceux, qui, pour des raisons philosophiques ou autres, se trouvent accepter le principe du trouveur-gardeur » (Kirzner, *Comment on "A Critique of Kirzner's Finders-Keepers Defense Of Profit"* [2002], p. 91).

exprime le respect des droits de propriété individuels, qui eux-mêmes conditionnent la formation des plans. Il permet ainsi la définition d'une « économie normative », et la définition du libéralisme comme « cadre institutionnel idéal » (Cordato [1992], p. 64).

II.3. La prééminence des jugements de valeur

La différence de terminologie entre Rothbard d'une part, et le duo Kirzner-Cordato d'autre part, ne doit pas suggérer un déplacement du champ d'étude. Si la notion « d'utilité sociale » est défendue par Rothbard, nous avons vu que ce dernier ne retient dans l'analyse, comme Kirzner et Cordato, que le champ catallactique comme espace de la formation de bien-être. Et comme chez Kirzner et Cordato, le principe de *Wertfreiheit* est respecté dans la mesure où la création de ce bien-être est indépendante de la nature des fins particulières poursuivies par les acteurs marchands individuels.

Cependant, pour Rothbard, la construction d'une économie néo-autrichienne du bien-être ne permet pas d'établir une théorie normative du choix en faveur du marché. Cette position, souvent laissée de côté par la littérature, est parfaitement explicitée dès 1956 : « Qu'on ne s'imagine pas que nous avons, dans nos discussions d'économie du bien-être, tenté de mettre en avant aucun programme éthique ou politique. Au contraire, la théorie économique proposée a été développée sans y inclure aucun jugement normatif » (Rothbard [1956], p. 160). Rothbard persistera dans cette démarche par la suite (voir par exemple [1976b, 1995]) : « La théorie économique, en elle-même et par elle-même, ne peut pas établir un système de normes, et nous devons l'admettre quelle que soit notre conception de la philosophie morale. Le fait que le marché libre maximise l'utilité sociale, ou que l'action de l'État ne peut pas être considérée comme volontaire [...] n'implique en lui-même aucun plaidoyer pour le laissez-faire ni pour aucun autre système social » (Rothbard, *Praxeology, Value Judgements and Public Policy* [1976b], p. 160). Trois éléments permettent d'expliquer et de légitimer la position de Rothbard.

Le premier d'entre eux nous renvoie à la distinction entre praxéologie et psychologie. Le champ d'analyse de la création de bien-être est réduit à la question du marché : au nom du principe de préférence démontrée, seules les préférences des acteurs présents sur le marché sont prises en considération. Mais de fait, les sentiments d'envie pouvant caractériser certains individus ne sont pas pris en compte dans la théorie autrichienne du bien-être. Les individus demeurant avec leurs dotations initiales peuvent ne pas être neutres concernant les échanges d'autrui ou développer une aversion pour la catallaxie. Mises remarquait lui-même dans *Planning for Freedom* que « L'envie est une faiblesse commune des hommes. Les gens sont réticents à admettre le fait qu'ils auraient pu eux-mêmes bénéficier de profits s'ils avaient opéré les mêmes prévisions et les mêmes jugements que l'entrepreneur ayant réussi. Leur ressentiment est d'autant plus fort qu'ils sont plus ou moins conscients de cette réalité » (Mises [1962c], p. 122). Le marché induirait alors des externalités psychologiques négatives sur ceux qui n'échangent pas (ou qui échangent « mal »). La formation d'utilité par les agents marchands peut entraîner des coûts subjectifs sur les agents « hors marché ». Le principe d'unanimité serait alors violé. Si le social ne se réduit pas au marchand, il n'est pas possible d'assurer de manière globale que tout échange apporte un gain de satisfaction, ou que le

respect des droits de propriété individuels est bénéfique à tous. Définir une normativité, s'imposant à chaque individu dans l'espace social (et non simplement catallactique), n'est pas donc pas scientifiquement acceptable.

Le deuxième élément qui doit être relevé est bien connu de la littérature du bien-être, à savoir que la référence à l'utilité est déjà un jugement de valeur. Pour Rothbard, l'économie néo-autrichienne du bien-être est neutre du point de vue des valeurs des agents concernés. Mais la volonté d'appliquer une norme de bien-être relève d'un jugement de valeur particulier[1].

Enfin, le dernier obstacle consiste dans la référence au principe d'unanimité lui-même: « En quoi devrait-il être la valeur suprême? Nombre de structures contre le principe d'unanimité s'appliquent ici aussi: par exemple, devrions-nous vraiment préserver l'utilité du propriétaire d'esclaves contre la perte? » (Rothbard [1956], p. 96). Si l'unanimité – à la différence de Kirzner comme de Cordato – est exigée par Rothbard pour fonder une économie autrichienne du bien-être, elle est refusée comme critère suprême d'une position normative.

Certes, la question de la normativité en faveur du libéralisme constituera un point d'orgue de la réflexion de Rothbard. Mais cette entreprise, structurée autour de la définition d'un principe de justice naturelle, ne sera développée que tardivement, et *surtout sur d'autres bases.* Avec *L'éthique de la liberté* [1982], Rothbard éprouve en effet le besoin de fonder les dotations initiales par l'intermédiaire d'une approche ontologique, dont l'objectif précis est d'établir une normativité[2]. Mais un regard objectif sur les contributions de Rothbard ne permet pas de mélanger la question de la justice avec celle du bien-être. *Alors que la définition d'un principe éthique a notamment pour objet la justice de la distribution des droits de propriété individuels, l'économie du bien-être envisage le point de savoir si une organisation sociale des activités fondées sur le marché s'associe à des gains de satisfaction.* À cet égard, que les dotations juridiques soient fondées ou non sur un principe éthique n'est d'aucune importance. La question est simplement de déterminer si l'exercice de processus marchands s'assimile à la création de satisfaction pour les agents catallactiques.

Il serait pourtant envisageable d'utiliser la référence à l'éthique pour élargir le champ de validité et d'application de l'économie du bien-être. D'une part, nous avons déjà vu (deuxième partie, troisième chapitre) que la définition de « valeurs naturelles » peut faciliter le passage d'une utilité *ex-ante* à une utilité *ex-post*, en créant une symétrie de

---

1. « Ce que fait l'économie du bien-être est de présenter ces conclusions à qui forme des jugements de valeur, comme des données pour la construction de son système. À qui méprise le bien-être social ou exalte la violence, notre analyse peut fournir de puissants arguments à l'appui d'une politique d'étatisme systématique » ([1956], p. 160-1). Les jugements de valeur sont toujours inévitablement présents chez l'économiste (voir Rothbard [1976b]; Egger, *Efficiency Is Not a Substitute for Ethics* [1979]).

2. « L'éthique est la discipline, ou ce qui est appelé dans la philosophie classique la "science" des buts que les hommes devraient ou ne devraient pas poursuivre. Tous les hommes ont des valeurs et placent des jugements de valeur positifs ou négatifs sur les biens, les gens et les événements. L'éthique est la discipline qui produit des standards pour une critique morale de ces jugements de valeur. Dans l'analyse finale, soit une telle discipline existe et un système objectif d'éthique est possible, ou alors chaque jugement de valeur individuel est arbitraire en dernière analyse. Ce n'est pas l'objet ici de résoudre cette grande question de la philosophie. Mais même si nous croyons, comme je le crois, qu'une science objective de l'éthique existe, et même si nous croyons encore plus que les jugements éthiques appartiennent au domaine de l'historien ou du chercheur en sciences sociales, une chose est certaine: la praxéologie, la théorie économique, ne peut pas en elle-même établir des jugements éthiques » (Rothbard [1976], p. 89).

principe entre l'échange marchand et la création de satisfaction. La connaissance et le respect de ces valeurs naturelles par les agents offrent la possibilité de fonder, à partir d'une structure de prix relatifs, un principe de réussite des anticipations. Même la question des externalités négatives de l'échange marchand est évacuée puisque la raison, selon Rothbard, est capable de prévoir les conséquences non voulues des actes individuels. D'autre part, la définition d'un principe éthique s'associe à l'idée d'une production ontologique de satisfaction, dont le marché n'est en dernière analyse que la superstructure logique. Si on se réfère à des valeurs naturelles, alors les agents ne peuvent être rationnellement envieux, ou développer une aversion pour le marché. Dans cette perspective, nous aurions ici un élargissement du principe d'unanimité au-delà de la sphère des échanges marchands, unanimité qui peut être respectée en tant que principe puisque celle-ci est établie par la justice naturelle des dotations ; enfin, l'utilité ne constituerait plus un jugement de valeur, mais le critère de rationalité défini par la nature humaine.

Tout ceci est exact. Mais il n'en reste pas moins que la définition d'une normativité et le principe de *Wertfreiheit* sont exclusifs l'un de l'autre. La formulation d'une *éthique* est le résultat de la découverte de valeurs naturelles, normatives. Elle est incompatible avec l'idée de neutralité des valeurs. Or, Rothbard entend bien fonder l'économie du bien-être sur cette base, alors que la normativité est érigée sur l'autel du sacrifice conscient « des fantasmagories de la *Wertfreiheit* » (Rothbard [1982], p. 31).

Par ailleurs, l'élément suivant doit être souligné : si d'un point de vue économique, on peut considérer que l'absence de référence au principe de valeurs naturelles rend indéterminé le modèle néo-autrichien d'économie du bien-être, d'un point de vue normatif, la référence à l'éthique le rendrait surdéterminé. Même si le marché aboutissait à une perte de satisfaction, il serait nécessaire de le respecter au nom des valeurs ontologiques définies par la loi naturelle. Dans cette perspective, il serait établi que l'utilité des processus de marché est « dérivée » de celle procurée par l'accomplissement des lois naturelles qui sous-tendent son exercice et non de leur capacité à produire de manière autonome du bien-être économique. Une normativité peut être proclamée sans aucune référence à une économie du bien-être. En conséquence, *la construction d'une économie du bien-être n'est ni une condition nécessaire, ni une condition suffisante pour fonder normativement une doctrine politique.*

À la rigueur, l'emploi du théorème de préférence démontrée permet l'exclusion des phénomènes d'envie ou d'aversion dans l'analyse d'une création de bien-être par le marché. Mais il n'autorise certainement pas la réduction de la question du bien-être au champ de la catallaxie. La légitimité d'une position normative en faveur du libéralisme ne peut donc être établie sur cette base.

C'est pourquoi, avec *L'éthique de la liberté* [1982], Rothbard a choisi une voie différente. Il a introduit dans la problématique autrichienne une dimension normative en s'appuyant sur une approche philosophique, axée sur le thème du droit naturel. Jusqu'alors, le discours néo-autrichien était gouverné par un principe de neutralité face aux valeurs *(Wertfreiheit)*, qui empêchait de transformer véritablement une position doctrinale en norme politique. Rothbard cherche, en opposition avec les autres héritiers de la pensée de Mises, à libérer l'analyse autrichienne de ce règne de la *Wertfreiheit*. En

définissant une éthique rationnelle des comportements humains, reflétant le caractère ontologique de la propriété et de la liberté individuelles, il présente ainsi une défense normative du libéralisme économique, étrangère à la question de l'efficacité économique. La liberté et la propriété individuelles représentant pour lui des Droits Naturels, le marché doit être nécessairement et rationnellement respecté dans la mesure où il représente la sphère de transactions volontaires de dotations ontologiquement fondées. En dernière analyse, il exprime « le plein exercice de la propriété naturelle de soi-même » [1982], p. 60). *Mais cette démarche normative a une contrepartie négative : l'abandon de toute référence à l'analyse économique de la catallaxie.*

Ainsi, l'ambition de certains auteurs autrichiens de déduire de leur approche procédurale du bien-être des propositions doctrinales en faveur du libéralisme est contrecarrée par la réduction du champ d'analyse au marché. En conséquence, *il n'existe pas d'économie autrichienne normative.* Doit-on nécessairement s'arrêter là ? Certains éléments de l'œuvre de Hayek nous suggèrent de pousser un peu plus avant la réflexion.

III. Une question ouverte : l'argument de survie

À l'encontre de l'opinion de nombre de commentateurs, l'existence d'une pensée normative chez Hayek est loin d'être évidente. Certes, Hayek a toujours plaidé en faveur des mécanismes du marché et des principes du laissez-faire. Mais aucun de ses écrits ne permet d'établir directement que son projet libéral s'identifie à une proposition normative. Kirzner, à juste titre, note que si « Mises et Hayek ont remis en question de manière provocatrice la possibilité d'une efficience sous le socialisme, ils ont aussi souligné le caractère *wertfrei* de leur économie. Les deux auteurs considéreraient que leur position au niveau politique en faveur d'un marché libre est reliée, mais de manière non centrale, à la théorie autrichienne » (Kirzner, *The Meaning of Market Process* [1992], p. 68).

Nous nous interrogerons pourtant ici sur le point de savoir si certaines réflexions de Hayek ne nous donnent pas l'opportunité d'établir les bases d'une économie autrichienne normative. Ainsi, dans son dernier ouvrage, *La présomption fatale*, Hayek évoque à plusieurs reprises l'idée de *survie de l'espèce.* Nous examinerons dans un premier temps en quoi cette référence peut être envisagée comme un critère empirique de coordination (III.1). Nous analyserons ensuite dans quelle mesure, et à quelles conditions, cet argument de survie pourrait constituer un critère économique de normativité (III.2). Enfin, si on s'accorde avec l'analyse proposée, nous chercherons à déterminer la signification d'une telle normativité du point de vue des intérêts des acteurs (III.3).

III.1. La survie comme critère empirique de coordination

Au regard de la littérature analysée ci-dessus, *la théorie autrichienne n'a pas permis de dégager un véritable critère empirique de coordination.* Sans doute, le principal obstacle à cette définition se situe dans le thème de la subjectivité qui oblige à prendre en compte la diversité des valeurs individuelles. Cette contrainte a conduit les autrichiens à se réfugier derrière une dimension procédurale de la coordination, à travers une logique

de transformation de l'information en connaissance. Mais cette démarche ne permet pas de dégager un quelconque critère empirique permettant de différencier des situations de coordination et de discoordination.

Or, cette question, d'un point de vue hayekien, n'est pas anodine. En effet, selon le Hayek de *Économie et connaissance*, la science sociale – et en particulier la théorie économique –, ne peut s'affranchir d'une dimension empirique. Les propositions relatives aux processus d'apprentissage en univers social ne peuvent pas être abordées par le seul outil *a priori*. Il importe donc de leur trouver des fondements épistémologiques complémentaires à ceux définis par Mises. Les travaux de Popper montrent que cette fondation est possible, mais à la condition d'établir une adéquation entre un énoncé explicatif (« une explication de principe ») des phénomènes étudiés et un référent empirique, par l'intermédiaire duquel les conclusions de la théorie formulée seront testées. En effet, dans cette perspective popperienne dont Hayek n'a jamais dévié depuis *Économie et connaissance*[1], une théorie n'est significative que si elle s'associe à un critère empirique susceptible de corroborer une conjecture par l'intermédiaire de tests. *L'ambition de Hayek de fonder une théorie du marché requiert la définition d'un référent empirique qui fera l'objet d'une procédure de falsification.*

L'explication de principe est constituée par *les règles abstraites de juste conduite* ; quant au référent empirique, la notion de tendance vers l'équilibre bénéficie pour Hayek d'un statut privilégié. Il énonce ainsi : « C'est seulement par l'affirmation qu'une telle tendance existe que l'économie cesse d'être un exercice de pure logique et devient une science empirique ; et c'est vers l'économie conçue en tant que science empirique que nous devons maintenant nous tourner. » Sans référence à un critère empirique, l'analyse économique ne peut se revêtir du statut de science. Dans cet esprit, Hayek ajoute alors, en se référant à *La logique de la découverte scientifique* [1934] : « En bref, je défends la thèse que l'élément empirique de la théorie économique (c'est-à-dire la partie concernée non seulement avec des implications, mais avec des causes et des effets, et conduisant donc à des conclusions qui, tout au moins en principe sont susceptibles d'être vérifiées (ou, plus exactement falsifiées – voir K. R. Popper, *Logik der Forschung*, Vienne, 1935, *passim*), réside dans des propositions relatives à l'acquisition de la connaissance » (Hayek [1937], p. 73).

Cela étant dit, il convient alors de délivrer à cette notion de tendance vers l'équilibre un contenu empirique qui puisse servir à établir des tests de falsification. Or, à l'époque de *Économie et connaissance*, Hayek n'offre aucune indication à ce sujet[2]. Comment tester,

1. La suite de l'œuvre de Hayek montrera que la référence aux travaux de Popper n'est pas de pure forme. Ainsi, la problématique des *Studies in Philosophy, Politics and Economics* [1967b], qui réunissent un ensemble de textes rédigés par Hayek dans les années 1950 et 1960, est directement reliée à des thèmes poppériens, aussi bien au niveau du principe de démarcation (« Nous ne pouvons pas être suffisamment reconnaissants à de tels philosophes des sciences tels que Sir Karl Popper pour nous donner un test grâce auquel nous pouvons distinguer entre ce que nous pouvons accepter comme scientifique et ce qui ne l'est pas » [1955], p. 31), qu'à celui du contenu empirique des théories (« Oui, je suis soucieux de le répéter, nous devons encore atteindre des prévisions qui peuvent être falsifiées et qui ont donc une signification empirique », *ibid.*, p. 31).

2. À coup sûr, cette évidence de « sens commun » (Selgin, *Praxeology and Understanding : An Analysis of the Controversy in Austrian Economics* [1982]) d'une tendance à l'équilibre a laissé dubitatif plus d'un commentateur autrichien. Dans sa dimension théorique et (ou) empirique, la « tendance vers l'équilibre » sera

corroborer l'existence d'une tendance à l'équilibre ? À quoi relier empiriquement cette notion ?

La démarche de Hayek adoptée dans *La présomption fatale* nous paraît témoigner de cette préoccupation. Souvent ignoré ou malmené par la littérature, l'ouvrage s'inscrit dans une trajectoire logique de l'œuvre de Hayek. Il semble délivrer un critère empirique de coordination, permettant la corroboration d'une explication de principe articulée autour de l'idée de règles de conduite. Avec le chapitre consacré à *L'ordre étendu et la croissance de la population*, sont mis en perspective des éléments éparpillés au cours de travaux antérieurs, notamment dans *Droit, Législation et Liberté.* Hayek y traite des thèmes de la population, de la division du travail, et surtout *de la survie.* En s'appuyant sur l'expérience empirique, Hayek constate une symétrie entre les sociétés capitalistes (la Grande Société) et la survie de populations toujours plus nombreuses.

La définition, grâce à l'idée de survie, d'un critère empirique et général de coordination apparaît, du point de vue de Hayek, corroborer sa théorie conjecturale des règles de juste conduite, qu'il articule à une grille de lecture évolutionniste. En effet, c'est à travers un système de sélection, de compétition et d'imitation que les sociétés fondées sur le marché et les règles de juste conduite se sont progressivement imposées et généralisées à l'échelon du monde : « Si l'économie de marché a prévalu sur d'autres types d'ordres parce qu'elle a permis aux groupes qui adoptaient ses règles fondamentales de mieux se multiplier, cela veut dire que le calcul en termes de valeurs sur le marché est un calcul en termes de vies humaines : même si telle ne pouvait être leur intention, les individus guidés par ces valeurs ont fait ce qui a le plus fortement contribué à accroître leur nombre » (Hayek [1988], p. 181)[1].

On pourrait évidemment objecter à Hayek que l'accroissement de population peut représenter à terme un coût objectif diminuant les chances de survie en intensifiant la compétition pour l'obtention des biens disponibles. Pourtant, pour Hayek, il n'en est rien, bien au contraire. Le facteur travail s'associe à des rendements croissants : la dispersion du savoir et des talents corrélés à l'accroissement de population, l'interaction de subjectivités individuelles associées à un capital humain de plus en plus riche et diversifié, l'intensification des processus d'acquisition de connaissances favorisent l'accroissement des possibilités de découverte. Ces éléments expliquent ainsi que « Étape après étape, des obstacles provisoires à des accroissements de population ultérieurs sont franchis, les accroissements de population survenant créant les conditions permettant des accroissements ultérieurs » (*ibid.*, p. 175).

---

remise en cause par Loasby, *Economics and Dispersed and Incomplete Information* [1982] ; Langlois, *Knowledge and Rationality in the Austrian School : An Analytical Survey* [1985] ; Hight, *Equilibration and Disequilibrium in the Market Process* [1986] ou encore Lachmann, *The Market as an Economic Process* [1986a]. Dans cette perspective, Caldwell, *Hayek's Transformation* [1988], s'est interrogé sur la nature de l'insistance de Hayek envers ce thème. Il l'explique par un biais doctrinal dont l'origine se trouverait dans les débats autrichiens-marxistes sur le collectivisme et le refus de Hayek de toute forme d'interventionnisme économique.

1. Déjà, dans *Notes on the Evolution of Systems of Rates of Conduct...*, Hayek notait : « L'individu peut n'avoir aucune idée du fait que cet ordre d'ensemble soit le résultat de l'observation de telles règles comme celle concernant la parenté et la consanguinité, ou la succession de la propriété, ou quelle fonction sert cet ordre d'ensemble. Il n'en reste pas moins que les individus de ces espèces existantes se comporteront de cette manière car des groupes qui se seront comportés ainsi auront supplanté ceux qui ne l'ont pas fait » (Hayek [1963b], p. 70).

Il a été beaucoup reproché (Vanberg, *Spontaneous Market Order and Social Rules : a Critical Examination of F.A. Hayek's Theory of Cultural Evolution* [1986] ; Steele, *Hayek's Theory of Cultural Group Selection* [1987] ; Hodgson, *Economics and Evolution, Bringing Life Back into Economics* [1993]...) au Hayek de *La présomption fatale* de mener son analyse non en termes d'individus, mais de groupes, et d'employer ainsi un concept holiste[1]. Hayek insiste en effet sur un point central. L'ordre social est orienté vers la recherche et la sélection de règles permettant *la survie du plus grand nombre*. Mais deux éléments doivent être notés à ce propos.

D'une part, ce type de référence ne constitue en rien une rupture dans l'œuvre de Hayek. Dès *Scientisme et sciences sociales*, la notion de *survie de l'espèce* était déjà évoquée (*cf.* Hayek [1942], p. 24). Dans *L'ordre sensoriel*, Hayek faisait référence à des processus d'apprentissage acquis au cours « du développement de l'espèce » [1952b], p. 73) ; un peu plus tard, dans *La Constitution de la liberté*, il notait de manière plus précise que « [...] dans l'évolution sociale, le facteur décisif n'est pas la sélection des propriétés physiques et transmissibles des individus, mais la sélection par imitation des institutions et habitudes qui réussissent [...] cela se joue aussi au travers des individus ou des *groupes* » (Hayek [1960], p. 58) ; enfin, dans *Droit, législation et liberté*, on trouve aussi à de nombreuses reprises le critère de survie du groupe. Par exemple, « De telles règles viennent à être observées par le fait qu'elles confèrent au groupe une puissance supérieure » (Hayek [1973], p. 21).

D'autre part, les attaques délivrées à ce propos font abstraction des contraintes épistémologiques qui entourent l'appréhension des phénomènes sociaux étendus, c'est-à-dire *complexes*. En effet, la critique oublie qu'en la matière, « L'explication et la prévision, bien évidemment, ne se réfèrent pas à un événement individuel, mais toujours à un phénomène d'un certain genre ou classe » [...] car « plus nous cheminons dans le domaine du très complexe, plus notre connaissance est susceptible d'être seulement de principe traitant des grandes lignes significatives et non du détail. Lorsque nous devons traiter de la complexité extrême des affaires humaines, on ne peut guère espérer des prévisions spécifiques de situations particulières » [Hayek [1955], p. 9 ; 20). Or, « l'ordre étendu étant probablement la structure la plus complexe de l'univers » (Hayek [1988], p. 175), l'appréhension de situations individuelles ne peut être réalisée à ce niveau d'analyse.

Dans *The Theory of Complex Phenomena*, Hayek explique que la définition d'une structure complexe exige de se référer à des traits généraux, à ce « nombre minimal d'éléments par lequel doit se caractériser un exemplaire de la structure pour manifester tous les attributs caractéristiques de la classe de structures en question » (Hayek [1964], p. 25). L'idée de tendance vers l'équilibre doit alors exprimer l'existence d'une structure d'anticipations coordonnées. Bien évidemment, du fait de la contrainte de complexité propre à n'importe quel phénomène social, il ne s'agit pas de rendre compte de toutes les formes de coordination, au niveau de chaque acteur étudié, ou de formes particulières de coordination, relatives à des ensembles particuliers d'acteurs. Il ne s'agit pas non plus de traiter les éléments individuels de coordination à l'intérieur de chacune de ces formes. *L'objectif est simplement de traiter du genre ou de la forme générale de la coordination, c'est-à-dire des caractéristiques communes de toute forme de coordination sociale.*

1. Pour un contre-argument, *cf.* Vromen, *Economic Evolution* [1995] et Aimar, *Coordination, Survival and Normativity : A Hayekian Perspective Revisited* [2001a].

Avec l'argument de survie, la réflexion menée dans *La présomption fatale* semble correspondre à un effort de définition empirique de cette forme de coordination : d'une part, la survie appartient incontestablement à la sphère des caractéristiques communes de la coordination, dans la mesure où pour que les plans soient satisfaits, quels que soient leurs contenus particuliers, il est nécessaire que les agents restent en vie. Cet élément objectif transcende nécessairement toutes les conceptions subjectives de la coordination qu'il est possible ou souhaitable d'envisager ; d'autre part et surtout, en situation de division du travail, la survie de populations croissantes témoigne nécessairement de l'exercice de mécanismes de coordination. Si les activités individuelles n'étaient pas coordonnées, la spécialisation des fonctions ne pourrait s'opérer et le niveau de production des biens permettant de nourrir ces populations croissantes n'aurait jamais pu atteindre les proportions actuelles : « Si l'on demande ce que les hommes doivent essentiellement aux pratiques morales de ceux qui sont appelés capitalistes, notre réponse est leur existence même » (Hayek [1988], p. 180).

On peut bien évidemment considérer que le degré de falsifiabilité de la théorie proposée est faible. Il existe une infinité de circonstances particulières ayant conditionné et pouvant conditionner la survie, la préservation et le développement de l'espèce humaine. Mais très tôt, Hayek remarquait : « notre difficulté est précisément que nous sommes incapables d'affirmer par l'observation la présence et l'arrangement spécifique de la multiplicité des facteurs qui forment le point de départ de notre raisonnement déductif. Ni l'hypothèse que les facteurs du genre concerné sont présents, ni bien sûr la validité du raisonnement déductif n'ont besoin d'être considérées comme réfutées si les conclusions auxquelles nous sommes arrivés ne sont pas corroborées par l'observation. Mais bien que l'observation de telles situations complexes ne puisse pas décider si notre hypothèse conditionnelle est vraie, elle nous aidera à décider si nous devons l'accepter comme une explication des faits que nous observons » (Hayek [1955], p. 10).

La double référence à l'idée de tests et de prévisions en matière sociale exige de mettre en évidence, sinon une stabilité du champ étudié, du moins l'existence de certaines régularités. Dès lors, pour le Hayek des *Studies...*, le chercheur doit s'attacher à la découverte de structures *récurrentes*. Certes, du fait de sa spécificité, la matière sociale ne se prête guère à l'observation *directe* de régularités. Mais l'élaboration d'une science sociale est néanmoins permise par l'existence de structures de *régularités abstraites*, dont la reconnaissance constitue le point de départ de la recherche.

C'est dans cette perspective qu'il convient, pour le Hayek des *Studies...*, de mettre au jour dans un premier temps des « régularités partielles » qui s'expriment au niveau d'un genre ou d'une classe de phénomènes, en quelque sorte sous la forme d'un schéma algébrique ; puis, dans un second temps, d'offrir une « explication de principe » de l'existence de cette structure récurrente abstraite, à savoir une description de ses traits généraux et une interprétation de ses conditions d'émergence.

Selon Hayek, « l'explication de principe » peut être associée à une dimension de prévisibilité. En effet, aux « degrés d'explication » permis par la référence à des régularités abstraites ou partielles peuvent correspondre des « degrés de prévision » : « [...] Il peut être tenu pour garanti que la prévision et l'explication sont simplement deux aspects du même processus dans la mesure où, dans le premier cas, les règles

connues sont utilisées pour dériver des phénomènes futurs à partir de faits connus, alors que dans le second cas, ces règles sont utilisées pour dériver des phénomènes anciens à partir de faits connus » (Hayek [1955], p. 9).

Les « explications de structures » débouchent ainsi sur des « prévisions de structures » *(pattern predictions)*, qui de fait permettent de tester la théorie en question. En raison de la dimension générique des explications de principe qui « [...] rendent compte seulement de quelques-unes et jamais de toutes les propriétés de tout phénomène particulier auquel elles se réfèrent [...] » ([1955], p. 9), le degré de falsifiabilité correspondra toujours aux degrés de prévision qu'il sera susceptible d'atteindre, c'est-à-dire faible[1]. Cependant, pour Hayek, le caractère de testabilité associé aux ordres abstraits reste effectif car « c'est aussi non seulement des prévisions des événements individuels qui peuvent être empiriquement testées. Nous sommes également intéressés dans la récurrence des structures abstraites en tant que telles ; et la prévision qu'un ordre d'un certain genre apparaîtra dans des circonstances définies est une affirmation empirique (et donc falsifiable) » ([1964], p. 28)[2].

Ainsi, la correspondance entre un critère empirique de coordination, à travers l'idée de survie, et une explication de principe, articulée autour de la notion de règles abstraites de juste conduite, permet à Hayek d'asseoir sa représentation de l'ordre social. *La présomption fatale* semble clore pour Hayek un programme de recherche ouvert avec *Économie et connaissance*. La question se pose maintenant de savoir s'il n'est pas possible d'ajouter une dimension supplémentaire à la notion en l'envisageant comme un critère de normativité fondé sur l'analyse économique.

III.2. Survie et normativité : une définition praxéologique

La survie et la croissance de populations toujours plus nombreuses correspondent à cette description à la fois empirique et générale de la coordination et les règles de la Grande

1. « La chose particulière à propos de ce genre de modèle est que, dans la mesure où nous devons formuler des déductions à partir de nos connaissances relatives à certains facteurs contribuant au phénomène, sachant que nous ne savons rien sur les autres facteurs, nos conclusions et prévisions se référeront aussi à certaines propriétés du phénomène étudié, en d'autres termes à un genre de phénomène plus qu'à un événement particulier » ([1955], p. 15).

2. Ces nuances apportées aux capacités de prévision de ce type de schéma semblent correspondre aux limites, soulignées par Popper lui-même, du pouvoir de prévision de sa théorie : « [...] on a interprété (ou plutôt mal interprété) le passage suivant de ma *Logique de la découverte scientifique* comme s'il montrait que j'utilisais la corroboration comme une indication sur les performances futures : au lieu de débattre de la probabilité d'une hypothèse, nous devrions essayer d'établir quels tests et quelles épreuves elle a supportés ; i.e. évaluer jusqu'où elle a été capable de manifester, en surmontant les épreuves, son aptitude à survivre. Bref, nous devrions établir à quel point elle a été "corroborée" D'aucuns pensèrent que l'expression "manifester son aptitude à survivre" montre que j'avais voulu parler ici d'une aptitude à survivre dans le futur, à surmonter de nouveaux tests. Je suis désolé si ces mots ont prêté à confusion, et je peux seulement ajouter que ce n'est pas moi qui ai embrouillé la métaphore darwinienne. Personne n'attend d'une espèce qui a survécu dans le passé qu'elle survive pour cela dans le futur : toutes les espèces qui ne sont pas parvenues à survivre après un temps t avaient cependant survécu jusqu'alors. Il serait absurde de suggérer que la survie, au sens darwinien du terme, comporte de quelque façon que ce soit l'idée qu'une espèce qui a survécu jusqu'ici continuera forcement de survivre » (Popper, *La connaissance objective* [1972], p. 29-30). Pour Hayek, cette « résolution du problème de l'induction » (Popper) étendra néanmoins le rang de l'avance possible de la connaissance scientifique : « alors qu'il est certainement désirable de rendre nos théories aussi falsifiables que possible, nous devons poursuivre dans des voies où, par avance, le degré de falsifiabilité décroît nécessairement. C'est le prix que nous devons payer pour progresser dans le domaine des phénomènes complexes » (*The Theory of Complex Phenomena* [1964], p. 29).

Société en représentent l'explication de principe (la théorie). La relation établie par Hayek dans *La présomption fatale* entre l'idée de coordination et le thème de la survie peut conduire à la fondation d'une normativité économique autrichienne.

Nous avons observé que les nombreuses tentatives néo-autrichiennes pour établir une symétrie coordination-normativité ont toutes montré leurs limites, essentiellement en raison des contraintes du paradigme subjectiviste. En effet, *celui-ci empêche de définir de manière substantive une zone d'intérêts communs entre les individus.*

Or le critère de survie peut être utilisé pour surseoir à ces difficultés. En exprimant un élément objectif de coordination, qui correspond lui-même à une valeur partagée par tous les agents, qu'ils soient présents ou non sur le marché, il délivre un critère de normativité fondé sur l'analyse économique.

Kirzner, dans *The Economic Point of View* [1960], s'est longuement attaché à l'examen des questions de biens matériels et de la subsistance, qui ont longtemps dominé la pensée économique, notamment avec l'analyse de la plupart des classiques, mais aussi celle des économistes institutionnalistes comme Veblen (*The Place of Science in Modern Civilization and Others Essays* [1919] ; *The Theory of the Leisure Class* [1934]).

Dans le chapitre intitulé *The Science of Wealth and Welfare*, il s'oppose « à ces nombreux auteurs [qui] restreignent le concept de richesse à l'idée de richesse matérielle, et nombre d'entre eux qui évoquent le terme de bien-être le qualifient de bien-être matériel de l'humanité » (Kirzner [1960], p. 21). En conséquence, il refuse « la théorie qui voit l'économie comme essentiellement concernée par les biens nécessaires pour assurer la subsistance physique de l'humanité » (*ibid.*, p. 33). À juste titre, Kirzner dénonce les travers et la portée de ces concepts, en considérant que le critère de matérialité ne saurait délimiter les frontières d'une science économique distincte des autres disciplines sociales. Ce critère ne peut pas plus définir la nature ou l'essence du principe économique, lequel doit nécessairement dériver des règles de l'action humaine. L'homme choisit librement ses fins, celles-ci sont hétérogènes, et il ne saurait être question de les circonscrire à la « survie biologique » (*ibid.*, p. 36). *Kirzner voit dans la référence à ces critères physiologiques l'héritage d'une volonté scientiste d'appliquer les méthodes des sciences naturelles à celle des sciences sociales*[1].

Néanmoins, à notre sens, c'est justement sur la base des règles praxéologiques misesiennes que la référence à la matérialité et à la subsistance peut se révéler très utile. Non pas dans la délimitation des frontières de la science économique, mais bel et bien dans *la formulation des termes d'une économie du bien-être et dans la normativité qui est susceptible d'en découler.*

La relation entre le thème de la survie et celui de la normativité a été exploitée une première fois par Shearmur, dans *Hayek and After*[2] *:* « l'argument biologique n'est pas un mauvais point de départ. Nous pouvons, en fait, parler des gains de bien-être en termes

1. « Le bien-être *(fitness)*, défini selon le critère biologique d'évolution, est un bien-être non anticipé, un ajustement émergent de la lutte. Mais les activités psychologiques sont essentiellement délibérées ; le bien-être qui survient dans les ajustements sociaux est pré-arrangé. Les sociologues sont coupables de procédures non scientifiques lorsqu'ils mélangent les phénomènes d'ajustement économiques et les changements biologiques inexpliqués et fortuits » (Kirzner [1960], p. 154-155).

2. Ce travail constitue, en partie, le développement d'un article antérieur, intitulé *From Menger to Hayek : Biology, Subjectivism and Welfare* [1990].

de gens qui ne sont pas frustrés dans des besoins basiques de type biologique ; s'ils ne veulent pas manger, boire, vivre dans des conditions décentes, etc., que ce soit alors une affaire de choix, et non le résultat de contraintes ou de circonstances » (Shearmur [1996], p. 174).

Toutefois, cette référence ne va pas pour Shearmur sans nuances, qui vont trouver des implications majeures. En effet, il remarque immédiatement : « Je voudrais souligner, concernant ma référence au biologique, que cela ne signifie pas que je veuille limiter à ce thème ce que nous pouvons dire en matière de bien-être » (Shearmur [1996], p. 174) car « en tant que partie intégrante de cette théorie, le subjectivisme et ses lumières se doivent d'être reconnus : il est important que les individus puissent préférer choisir de manger, de copuler ou non et puissent même, en certaines circonstances, préférer mourir » (*ibid.*, p. 175).

En soulignant ce point, Shearmur introduit le renard dans le poulailler autrichien de la normativité. Car, de fait, sa présentation du problème ne permet pas d'établir un ordre lexicographique des éléments biologiques et subjectifs : rien n'obligerait *chaque* individu à estimer sa survie comme supérieure à toute autre fin possible. À partir de là, toute affirmation d'une normativité s'appuyant sur l'idée de survie biologique résulte nécessairement d'un jugement de valeurs. Au bilan, Shearmur ne semble voir dans cette référence biologique rien d'autre qu'un élément d'appréciation parmi d'autres, ou une solution de « second best » visant à remplir l'espace vacant d'une véritable normativité économique autrichienne.

Envisagé à ce niveau d'analyse, il est incontestable que l'argument de survie ne peut pas être défini comme une norme véritable. Néanmoins, la porte ouverte par Shearmur nous apparaît constituer le prélude à une solution au problème d'une économie autrichienne normative. *Le prolongement de l'argument, toutefois, exige de retourner aux fondamentaux de l'analyse néo-autrichienne, à savoir le schéma praxéologique de Mises.*

Telle que la définit Mises, la praxéologie se présente comme « la science théorique de l'action humaine, c'est-à-dire une science dont le but est l'établissement des lois universellement valides de la conduite humaine » (*Epistemological Problems of Economics* [1933], p. 68). L'action constitue l'axiome fondamental sur lequel repose en dernière analyse toute la construction de l'économie théorique. Elle constitue le « donné ultime » de la connaissance en matière de faits sociaux car l'esprit humain ne sait pas remonter en amont du concept d'action.

On sait déjà que dans tous ses écrits épistémologiques [1933, 1957, 1962, 1966], Mises, a revendiqué le caractère apodictique des enseignements praxéologiques, à savoir que leur validité et leur applicabilité sont indépendantes des circonstances de temps et de lieu. Parallèlement, Mises a toujours défendu l'idée d'un subjectivisme praxéologique, établissant que les théorèmes qui y sont relatifs « sont valables pour toutes les actions d'hommes, sans égards à leurs motifs sous-jacents, à leurs causes, à leurs buts » (Mises, *L'action humaine* [1966], p. 24).

Peut-on alors définir une relation logique entre le schéma praxéologique et la notion de survie ? Les enseignements de la praxéologie s'adressent par définition à des acteurs, c'est-à-dire à des individus inscrits dans une structure moyens-fins. C'est justement à ce niveau que la notion de survie trouve une légitimité praxéologique. Certes, l'objectif de l'action n'est pas nécessairement de conserver sa vie puisque « Vivre est, pour l'homme,

un choix résultant d'un jugement de valeur » (Mises [1966], p. 22). Cependant, la vie est une condition inévitable de l'action. En effet, *la relation moyens-fins exprimée par cette dernière exige l'emploi de la vie, qui peut être ainsi définie comme un facteur de production non substituable de l'action.* En conséquence, il existe une corrélation logique entre d'une part le processus d'action et, d'autre part, la valorisation des ressources permettant la conservation et la préservation de la vie jusqu'à la réussite du plan. Cela n'implique aucune hypothèse concernant les fins subjectives particulières des agents, et cela n'exige en aucun cas que le but de l'action soit la préservation de la vie[1].

On pourrait donc parler à cet égard de valeurs apodictiques, dans le sens où cette valorisation est indépendante des circonstances de temps et de lieu ; le terme de *valeurs praxéologiques* apparaît cependant plus adapté dans la mesure où *l'existence de ces valeurs chez chaque acteur est établie par le schéma de l'action humaine, et ce, quelle que soit la nature particulière des fins recherchées, marchandes ou non marchandes.* La reconnaissance de l'existence de ces *valeurs praxéologiques* ne signifie ainsi aucunement une quelconque réduction de la sphère du subjectivisme et l'abandon du principe de *Wertfreiheit.* Chaque individu continue à être considéré comme un être singulier, dont les objectifs sont contingents (praxéologiquement indéterminés) et évolutifs[2].

L'intérêt de l'analyse autrichienne du bien-être, telle qu'elle s'est constituée jusqu'alors, est limité par deux éléments : d'une part, le respect du subjectivisme empêche d'attribuer au concept un contenu commun et universellement acceptable par tous les individus. Cette contrainte a conduit tous les protagonistes du débat à réduire l'appréhension du bien-être à un mode procédural par l'intermédiaire de l'échange marchand ; d'autre part, on constate un échec dans la tentative d'établir une symétrie de principe entre le marché et la création effective d'utilité. En effet, si l'idée d'une

1. La plupart des fins poursuivies par les individus implique de rester en vie. « Nonobstant toutes les déclarations en sens contraire, l'immense majorité des hommes vise avant tout à une amélioration de leurs conditions matérielles de bien-être. Ils désirent plus et de meilleure nourriture, de meilleures maisons et vêtures, et mille autres agréments. Ils recherchent l'abondance et la santé » (Mises [1966], p. 102). Mais ce constat intuitif n'est pas d'ordre praxéologique. Le but de l'action peut être de supprimer sa vie. « L'impulsion à vivre, à préserver sa propre vie et à prendre avantage de chaque opportunité de renforcer sa propre force vitale est un trait premier de chaque être vivant. Toutefois, obéir à cette impulsion n'est pas, pour l'homme, une inextricable nécessité. [...] Il peut renoncer à sa vie lorsque les conditions sous lesquelles il pourrait la préserver lui semblent intolérables. L'homme est capable de mourir pour une cause ou de se suicider. Vivre est pour l'homme le produit d'un choix, d'un jugement de valeur » (Mises, *The Treatment of Irrationality in the Social Sciences* [1944a], p. 25). En revanche, *ce qui* a priori *est certain est que tout acteur valorise nécessairement la vie comme moyen et non comme fin.* Aussi curieux que cela puisse paraître, l'action d'un individu dont l'objectif est le suicide demeure dans le cadre de notre analyse : entre le moment où la décision du suicide est prise et le moment où celui-ci prend effet, l'individu valorisera toutes les ressources qui lui permettront d'accomplir son acte.

2. Dans *L'éthique de la liberté* [1982], Rothbard définit aussi la vie comme une valeur objective, mais sa démarche naturaliste le conduit à établir l'irrationalité de certains objectifs individuels : « Si Robinson avait mangé les champignons vénéneux sans connaître leurs effets, sa décision aurait été erronée ; une erreur éventuellement tragique découlant de ce que l'homme n'est presque jamais soumis à un déterminisme automatique qui lui ferait prendre les bonnes décisions (d'où il résulte qu'il n'est ni omniscient ni infaillible). Si, en revanche, Robinson avait connu l'existence du poison et mangé les champignons quand même (disons pour s'amuser, ou parce qu'il ne voulait tenir compte que de l'instant présent), son choix aurait été objectivement immoral en tant qu'action allant délibérément à l'encontre de sa vie et de sa santé » (Rothbard [1982], p. 40-41). Rothbard se réfère à l'idée de nature humaine afin d'établir une éthique objective des valeurs. Mais le schéma praxéologique montre qu'il n'est pas nécessaire de se référer à une quelconque forme de naturalisme et d'abandonner le principe autrichien de subjectivisme pour établir l'existence de valeurs communes et permanentes aux individus-acteurs.

préférence est démontrée par l'échange interpersonnel, la production d'utilité *ex-post* par le marché pour tous ses participants ne l'est pas, du fait des déceptions de plans de certains agents moins vigilants ou moins entrepreneuriaux que d'autres.

La référence à des valeurs praxéologiques apparaît surseoir à ces deux difficultés. Concernant la première, la définition de valeurs praxéologiques, dont *le contenu est apodictique*, nous délivre un critère universel de bien-être, que les acteurs soient présents ou non sur le marché. Nous n'avons donc pas à restreindre l'analyse à un champ particulier, arbitrairement défini. Concernant la deuxième difficulté, à savoir la création effective d'utilité, le critère de bien-être que nous retiendrons n'est pas procédural, mais substantif. Il renvoie à l'existence de *« biens praxéologiques »*, c'est-à-dire aux ressources qui conditionnent nécessairement l'exercice de tout processus d'action et qui satisfont ainsi les « valeurs praxéologiques ». Les biens praxéologiques peuvent être strictement définis car ils dérivent tout simplement de la satisfaction des besoins physiologiques. L'indice de bien-être peut être discuté sur le terrain technique, mais il semble mesurable dans son principe. Il correspond au niveau de production des biens praxéologiques.

Notre démarche peut sembler, à juste titre, très proche de l'approche de Rawls, *Théorie de la justice* [1971], en termes de biens premiers (« primary goods »)[1]. Mais si elle bénéficie des mêmes avantages, du point de vue de la fondation d'une normativité, elle n'est pourtant pas confrontée aux mêmes difficultés. Notre formulation permet d'échapper aux problèmes logiques posés dans la théorie de Rawls par deux éléments, souvent évoqués par la critique : d'une part, l'hétérogénéité de l'ensemble des biens premiers tels que définis par Rawls, qui le conduisent à des contradictions logiques dans l'exposé des théorèmes de justice (*cf.* Boudon, *Effets pervers et ordre social* [1977]). À l'opposé, les biens praxéologiques, du fait de la dimension strictement physiologique des besoins qu'ils satisfont, renvoient à un sous-ensemble homogène des biens matériels ; d'autre part, de nombreux auteurs (Roemer, *A Pragmatic Theory of Responsibility for the Egalitarian Planner* [1993b] ; Sen, *Ethical Measurement of Inequality : Some Difficulties* [1982], *Commodities and Capabilities* [1985]) ont soulevé la question de la capacité des individus à utiliser (tirer un revenu psychologique de) ces biens premiers « rawlssiens » : si on constate des asymétries individuelles dans l'aptitude à « consommer » ces derniers, la validité des théorèmes de justice en est affectée et la règle d'équité déterminée par Rawls perd en qualité. À l'inverse, dans le cadre d'une approche praxéologique, cette critique est injustifiée. En effet, à la question de savoir si les individus sont capables ou non de tirer une satisfaction de la disposition de ces biens praxéologiques, la réponse est nécessairement affirmative. *Les biens praxéologiques sont valorisés par tout acteur, de manière apodictique, car ils sont des conditions préalables de tout type d'action.*

---

1. Dans *Théorie de la justice* [1971], Rawls cherche à établir un critère de justice pouvant servir d'évaluation des états socio-économiques. À cette fin, il définit une axiomatique en se référant à un état de nature (position originelle). Cette axiomatique a pour fonction de mettre en évidence des préférences communes entre les agents, auxquelles correspondent des « biens premiers ». À partir de cette axiomatique de la position originelle, Rawls déduit des théorèmes de justice sociale (équité), qui s'identifient à un critère rationnel de répartition des dotations.

La référence au schéma de l'action humaine construit par Mises permet alors de délivrer un contenu universel à l'idée de valorisation de l'idée de survie. De manière dérivée, tous les individus, qu'ils soient présents ou non sur le marché, valorisent les « biens praxéologiques » ainsi que l'état socio-économique permettant de maximiser la probabilité de leur production. En tant que mode institutionnel maximisant le niveau de production des « biens praxéologiques », la Grande Société au sens de Hayek *(l'Ordre Étendu)* s'identifie à l'état socio-économique permettant l'augmentation la plus importante possible des espérances individuelles de survie.

Au demeurant, ce type d'analyse rappelle l'argumentaire de Menger, qui se réfère constamment au « bien commun », tout en définissant le champ de l'économie comme celui « de l'activité préventive des humains dirigée vers la couverture de leurs besoins matériels » (Menger [1883], p. 65). De même, on ne peut que rappeler la sensibilité de Menger au « faible et au pauvre ». Cette approche est considérée à juste titre comme trop réductrice par rapport à une conception plus générique du « point de vue économique » (Kirzner [1960]). Elle est néanmoins la clé de compréhension d'une définition universelle du bien-être, établie à travers le schéma praxéologique tracé par Mises.

La définition d'une normativité néo-autrichienne fondée sur l'idée de survie rendrait compte de l'existence d'une zone de valorisation commune des agents. Peut-on alors considérer qu'elle doit conduire rationnellement chaque individu à préférer les systèmes permettant le mieux de concourir à leur satisfaction, à savoir le capitalisme et l'ordre spontané ? La réponse est négative. *La définition d'une zone de valeurs communes ne s'assimile pas nécessairement à une prescription (choix rationnel) en faveur des états socio-économiques qui permettent de les satisfaire.*

III.3. Une normativité sans prescription

En effet, l'expression de cette normativité, si on s'accorde avec son contenu, n'impliquerait pas obligatoirement que les agents se prononcent doctrinalement en faveur du respect de la catallaxie[1]. La formation d'une préférence doctrinale dépend de la situation particulière des agents concernés. Ainsi, une normativité autrichienne ne pourrait être assimilée à une symétrie entre rationalité individuelle et préférence pour le marché. En d'autres termes, *elle ne peut être définie comme une prescription.*

La distinction tracée entre normativité et prescription correspond, pour reprendre la terminologie de Sen [1977], à une différence entre les *« jugements »* et les *« intérêts »*. Certes, en vertu des lois praxéologiques, tous les individus attachent nécessairement des valeurs de type lexicographique aux biens praxéologiques. On considérera ainsi que leurs « jugements » sont identiques. Mais les différences de situation (en particulier de contraintes budgétaires) peuvent produire des « intérêts » différents. Certains individus, disposant de biens praxéologiques en faible quantité, pourront considérer l'augmentation de la production de ressources matérielles comme une priorité. Mais d'autres acteurs,

1. Par préférence doctrinale, nous entendons la situation socio-économique procurant, parmi un ensemble d'opportunités données, le degré de satisfaction le plus important pour l'individu concerné. Il n'est d'aucune importance du point de vue de notre analyse si cette préférence doctrinale s'exprime dans le cadre d'une compétition électorale ou non.

disposant déjà de ressources praxéologiques suffisamment importantes pour que leur augmentation ne soit plus prioritaire, peuvent préférer d'autres biens subjectifs qui ne soient pas nécessairement produits par le marché (voire qui peuvent lui être contradictoires) : solidarité « forcée », égalitarisme, etc. L'*intérêt* de ces individus sera alors de favoriser une réduction des opportunités de production des biens praxéologiques de manière à allouer les ressources rares de la société en faveur d'autres types d'objectifs.

Nos deux catégories d'acteurs auront donc des jugements communs, mais leurs préférences doctrinales seront différentes : la première catégorie favorisera le marché tandis que la seconde préférera d'autres systèmes socio-économiques. En conséquence, la préférence doctrinale d'un individu ne sera pas dépendante de ses *jugements* mais de ses *intérêts*, ceux-ci dépendant dans notre exemple de sa dotation initiale en biens praxéologiques.

D'autres cas pourraient être imaginés, par exemple avec des agents ignorant leurs dotations initiales en biens praxéologiques et (ou) leurs valeurs subjectives, mais bénéficiant d'une connaissance de leurs talents individuels. Ainsi, un individu conscient de la capacité supérieure du marché libre à produire des « biens praxéologiques », et désireux d'en accumuler le plus possible, pourrait aussi bien préférer une structure économique caractérisée par un certain degré de redistribution, s'il pense pouvoir l'orienter en sa faveur et disposer ainsi d'une quantité plus importante de ces biens que sur un marché libre.

Arrivé à ce point, il est possible de définir précisément ce qu'une normativité autrichienne pourrait être. Elle serait établie sur la condition d'impartialité définie par Rawls comme la position d'un observateur idéal : « Un spectateur rationnel et impartial, doué de sympathie, est une personne qui adopte une perspective générale : il occupe une position dans laquelle ses propres intérêts n'interviennent pas et il possède toute l'information et la capacité de raisonnement nécessaires. Ainsi situé, il éprouve une sympathie égale pour les désirs et les satisfactions de tous les membres du système social » (Rawls [1971], p. 217)[1].

Cette condition d'impartialité définie par Rawls est elle-même une théorie ayant ses origines dans l'axiome de la position originelle caractérisée par l'idée de « voile d'ignorance ». La définition d'une normativité autrichienne va dans le même sens lorsqu'elle se réfère à des individus connaissant la nature lexicographique de leurs valeurs, mais ignorant leurs dotations, leurs idiosyncrasies (valeurs autres que praxéologiques) et leurs talents particuliers. En bref, elle s'assimile à un « jugement » impartial exprimé en laissant de côté son propre « intérêt ».

En continuant le parallèle avec le raisonnement de Rawls, le critère de normativité que nous venons de définir est un équivalent autrichien du maximin[2]. Toutefois, la

1. De manière significative, on peut noter que dans *Droit, législation et liberté*, Hayek exprime son intérêt pour la démarche de Rawls. Ainsi, dans le tome 2, « À un moment donné, le sentiment que je devrais justifier mes positions vis-à-vis d'un ouvrage récent de grande valeur a également contribué à retarder l'achèvement de ce volume-ci. Mais après avoir soigneusement considéré la chose, je suis arrivé à la conclusion que ce que je pourrais avoir à dire du livre de John Rawls, *A Theory of Justice*, ne servirait pas à mon objectif immédiat, parce que les différences entre nous apparaissent plus verbales que substantielles » (Hayek [1976a], p. XIII).

2. Dans *Théorie de la justice* (p. 115), Rawls est soucieux de distinguer le principe de différence du critère économiste du maximin. Cette distinction n'est d'aucune importance pour notre analyse.

version autrichienne est sensiblement différente de celle de Rawls sur deux plans distincts : d'une part, elle exprime un critère *infra-individuel* – et non interindividuel comme dans *Théorie de la justice*. Dans la version de Rawls, le maximin implique une classification d'alternatives sociales établie à partir de la situation de l'individu le moins favorisé. Envisagé d'un point de vue néo-autrichien, il exprime simplement le fait que la satisfaction de besoins praxéologiques (des conditions minimales ou premières de l'action) est caractérisée par une priorité d'ordre lexicographique sur d'autres types de besoins. La classification de conditions socio-économiques devrait donc s'opérer en faveur de celle qui promeut le mieux les conditions minimales ou premières de toute action ; d'autre part, le principe de maximin dans la théorie de Rawls correspond à un théorème de justice qui a ses racines dans la « position originale ». *À l'intérieur de notre cadre autrichien, elle est d'une nature axiomatique car elle reflète une réalité praxéologique.*

La définition d'une économie autrichienne normative, telle qu'elle s'est jusqu'alors constituée, est confrontée à des difficultés significatives des contraintes de leur cadre conceptuel (subjectivisme, préférence démontrée). La reconstruction du modèle hayekien semble ouvrir une perspective différente. Avec *La présomption fatale* [1988], Hayek affirme la fonction coordinatrice des institutions spontanées, en s'appuyant sur leur capacité, démontrée par l'expérience, à faire subsister des populations croissantes. C'est la référence à cette notion de survie qui, réinterprétée dans les termes de la praxéologie misesienne, pourrait déboucher une économie normative néo-autrichienne exempte des critiques adressées aux versions précédentes.

Annexe

Schumpeter et la tradition autrichienne

Des rapports complexes

Lorsqu'on aborde l'analyse de la fonction entrepreneuriale, il est difficile de ne pas évoquer la figure tutélaire de Joseph Schumpeter. Outre la place centrale occupée dans son œuvre par la question de l'entrepreneur (*Théorie de l'évolution économique* [1912], *Capitalisme, socialisme et démocratie* [1942]), le fait que Schumpeter soit un économiste né en *Autriche*, formé en *Autriche*, ne peut évidemment pas être ignoré dans le cadre de cet ouvrage. Pour autant, ces seuls préliminaires ne nous obligeraient en rien à examiner les travaux de Schumpeter.

Cette réserve s'explique par un simple constat, à savoir que Schumpeter ne s'est jamais lui-même réclamé de la tradition de pensée ouverte par Menger, et encore moins de celle de Mises, dont il était le contemporain. Certes, il fut membre – comme Mises – du séminaire organisé par Böhm-Bawerk. Certes, il place Carl Menger dans la liste de ses « dix grands économistes » (*cf.* Schumpeter [1952]). De façon analogue, dans son *Histoire de l'analyse économique*, il rend hommage au « génie » de Carl Menger. Mais quelques lignes plus loin, il proclame « qu'en ce qui concerne la théorie pure, Walras m'apparaît comme le plus grand économiste. Son système d'équilibre économique révèle une originalité révolutionnaire tout en ayant les qualités d'une synthèse classique. C'est la seule œuvre économique qu'on puisse mettre en rapport avec les résultats de la physique théorique. En comparaison, la plupart des écrits théoriques de cette période et de la suivante apparaissent, quelle que soit leur valeur intrinsèque, ou leur originalité subjective, comme des chaloupes à côté du navire, comme autant d'efforts inadéquats faits pour saisir un aspect particulier de la vérité walrassienne » (Schumpeter [1954], III, p. 110-111).

Les héritiers de Menger ne s'y sont pas trompés. Le propos de Mises est significatif :

« Parce que l'économie autrichienne est une théorie de l'action humaine, Schumpeter n'appartient pas à l'école autrichienne. Dans son premier ouvrage, il se réfère significativement à Wieser et à Walras, mais non pas à Menger et à Böhm-Bawerk. L'économie, pour lui, est une théorie "des quantités économiques" et non pas de l'action humaine. *La Théorie du développement économique* est un produit typique de la théorie de l'équilibre (Mises, *Notes and Recollections* [1978], p. 36-37).

Pour Hayek, « [...] bien qu'il ait été formé à l'université de Vienne et ait été membre de premier plan du célèbre séminaire de Eugène Böhm-Bawerk, Schumpeter a aussi absorbé l'enseignement de Léon Walras, qui avait reçu peu d'audience auprès des autrichiens, et il a adhéré à l'approche positiviste de la science exposée par le physicien autrichien Ernst Mach. Au fil du temps, il se détacha de plus en plus des traits caractéristiques de l'école autrichienne, de telle manière qu'il est devenu très douteux de considérer qu'il puisse encore compter parmi les membres de ce groupe » (Hayek, *Joseph Schumpeter* [1980], p. 160)[1].

Selon Lachmann, Schumpeter estimait « que l'économie n'est pas concernée par les hommes et leurs actions, mais seulement par des relations entre des quantités mesurables » (Lachmann, *Ludwig von Mises and the Extension of Subjectivism* [1982], p. 34). Bien qu'il les connaisse fort bien, « il a ignoré les apports du subjectivisme autrichien » (Lachmann, *The Market as an Economic Process* [1986], p. 144).

En conséquence, *on peut s'accorder sur le fait que Schumpeter se situe à l'extérieur de la tradition autrichienne ou néo-autrichienne proprement dite.* Dans cette perspective, le choix de l'exclure totalement de notre étude n'aurait en soi rien de choquant.

Cependant, l'examen de la littérature témoigne d'une réalité plus complexe. Sous certains angles – et notamment celui de la dynamique économique – les réflexions de Schumpeter peuvent être interprétées comme bénéficiant d'un certain degré de proximité avec la problématique initiée par Mises. Certes, les questions de l'origine, de la nature et surtout de la réalité de cette proximité font l'objet de débats controversés à l'intérieur même de la tradition autrichienne. Mais ces controverses mêmes nous conduisent nécessairement à examiner le contenu des thèses schumpeteriennes.

Schumpeter, dans la *Théorie de l'évolution économique* [1912], définit l'état d'équilibre comme le « flux circulaire de la vie économique ». Présenté comme simple construction intellectuelle (de manière analogue à « l'économie en circuit uniforme » de Mises), le temps historique n'y trouve pas de dimension analytique : seul s'y exerce un temps logique, qui ne produit aucun changement non prévu, ou non prévisible.

Or, pour Schumpeter, l'essence du développement économique consiste dans la perturbation de ce flux circulaire. Le problème économique ne se situe pas dans la manière dont le capitalisme administre des structures existantes, mais comment il les crée et les détruit. Au centre de ce processus de rupture, se trouve *la fonction entrepreneuriale, définie dans sa relation à l'innovation* : « Le rôle de l'entrepreneur consiste à réformer ou à révolutionner la routine de production en exploitant une

1. Dès *L'utilisation de l'information dans la société* [1945], Hayek avait critiqué Schumpeter relativement au problème de l'imputation et des hypothèses implicites qu'il suscite en matière de connaissance. Voir aussi à ce sujet Kirzner, *Perception, Opportunity and Profit* [1979], p. 68-69.

invention ou plus généralement une possibilité technique inédite – production d'une marchandise nouvelle ou nouvelle méthode de production d'une marchandise ancienne, ou exploitation d'une nouvelle source de matières premières ou d'un nouveau débouché, ou réorganisation d'une branche industrielle et ainsi de suite – (Schumpeter *Capitalisme, socialisme et démocratie* [1942], p.180). *L'entrepreneur schumpeterien, en créant une rupture des processus de production, assure le développement économique (phénomène de destruction créatrice*[1]*).*

Convergences et divergences

Parmi les héritiers de Mises, c'est certainement Kirzner qui, pour des raisons liées à sa propre théorie de la fonction entrepreneuriale, a le plus disserté sur le cas de Schumpeter.

Dès ses premiers travaux (*Competition and Entrepreneurship* [1973]), Kirzner reconnaît certaines convergences entre ses propres analyses et celles de Schumpeter : « Sur de nombreux points, ma représentation de l'entrepreneur ressemble beaucoup à celle élaborée par Schumpeter. L'innovateur schumpeterien est, après tout, le preneur de décision dont la vigilance à des opportunités non décelées le rend capable de se démarquer du schéma répétitif et routinier d'opportunités largement connues. La distinction sur laquelle Schumpeter s'est longuement étendu entre les modes d'action des individus dans "le flux circulaire coutumier", et leurs comportements lorsqu'ils sont confrontés à une nouvelle tâche, est très parallèle à ma propre distinction entre le preneur de décision à la Robbins et l'activité entrepreneuriale » (Kirzner [1973], p. 79-80).

Kirzner rejoint aussi Schumpeter dans son refus de certaines conceptions du profit entrepreneurial. Schumpeter ne conçoit pas l'entrepreneur comme un facteur de production, son revenu n'est pas la récompense d'un travail. Les gains ne proviennent pas non plus des hasards de la fortune, car « ils sont délibérément créés par la "nouvelle combinaison" entrepreneuriale. [...] Schumpeter ne laisse aucune place à l'idée que les profits gagnés devraient être considérés comme une récompense de la prise de risque. C'est strictement le capitaliste qui prend les risques de l'aventure entrepreneuriale. Les profits entrepreneuriaux sont gagnés dans le cours de l'innovation grâce à de nouvelles combinaisons productives. Les profits sont gagnés en jetant l'économie en dehors de l'état d'équilibre. L'incertitude n'a rien à voir en la matière » (Kirzner [1989], p. 60-61-62).

Ces points de convergence rendent compte d'une certaine forme de communauté de perspective entre Schumpeter et la tradition néo-autrichienne. Cependant, un souci privilégié de Kirzner est de différencier parallèlement sa théorie de celle de Schumpeter. En s'appuyant quelquefois sur l'argumentaire de ses prédécesseurs autrichiens, il relève ainsi les points suivants.

1. « L'ouverture de nouveaux marchés nationaux ou extérieurs et le développement des organisations productives, depuis l'atelier artisanal et la manufacture jusqu'aux entreprises amalgamées telles que l'US Steel, constituent d'autres exemples du même processus de mutation industrielle (si l'on me passe cette expression biologique) qui révolutionne incessamment de l'intérieur la structure économique, en détruisant continuellement ses éléments vieillis et en créant continuellement des éléments neufs. Ce processus de Destruction Créatrice constitue la donnée fondamentale du capitalisme » (Schumpeter [1942], p. 116-117).

D'une part, le progrès, au sens de Schumpeter, ne serait pas le produit systématique d'une découverte. *Beaucoup d'innovations « schumpeteriennes » sont fondées sur des opportunités existantes déjà connues par nombre d'agents.* La caractéristique de l'entrepreneur ne relève donc pas de la découverte d'une opportunité, mais en dernière analyse, de la *volonté* d'exploiter cette opportunité. Seul l'entrepreneur a *la force de caractère* ou la *hardiesse* de les exploiter : « [...] Schumpeter ne voit pas le profit comme le résultat de ce que l'entrepreneur a découvert. Cela émerge très clairement de sa discussion des qualités requises pour le leadership, dans lequel il voit l'essence de la fonction entrepreneuriale. Schumpeter souligne que la difficulté propre à l'activité de leadership, et la circonstance qui fait de celle-ci une marchandise rare, n'est pas de découvrir des opportunités, mais de les saisir de fait une fois qu'elles ont été perçues. Ce n'est, remarque Schumpeter, en aucune façon la fonction du leadership de trouver ou de créer de nouvelles possibilités. Celles-ci sont toujours présentes, abondamment accumulées par toutes sortes de gens. Souvent, elles sont généralement connues et discutées par des auteurs littéraires et scientifiques. Dans d'autres cas, il n'y a rien à découvrir à leur sujet, car elles sont assez évidentes. La difficulté du leadership en général, et du leadership économique (c'est-à-dire la fonction entrepreneuriale) en particulier, est de casser des modes d'activité établis, familiers. Ce qui est requis n'est pas tant une vision supérieure qu'une volonté supérieure » (Kirzner [1989], p. 60-61-62). *L'entrepreneur schumpeterien se caractérise ainsi beaucoup plus dans son désir de changer le cours des choses que dans ses capacités à déceler de nouvelles opportunités. C'est donc plus un leader qu'un explorateur à l'affût de la découverte.*

Il est d'ailleurs parfaitement logique que l'entrepreneur schumpeterien ne tire pas son profit de la découverte. Dans l'univers de Schumpeter, l'entrepreneur agit à partir d'une situation où il n'y a par définition rien à découvrir : *l'équilibre.* C'est justement le rôle de l'entrepreneur de tirer l'économie de son état rotatif pour l'engager dans un processus de destruction créatrice. Or, pour Kirzner, ce point est central à la compréhension du contraste entre Schumpeter et la tradition néo-autrichienne : *l'entrepreneur schumpeterien crée le déséquilibre, en tirant l'économie d'un schéma répétitif alors que l'entrepreneur misesien part d'une situation de déséquilibre pour créer un mouvement vers l'équilibre* : « Ce que l'entrepreneur [schumpeterien] accomplit à l'intérieur du système est la rupture du flux circulaire, la création de déséquilibre à partir de l'équilibre. Pour moi, au contraire, la fonction entrepreneuriale, même si elle participe du mouvement à l'intérieur du système, a une influence équilibrante ; c'est la vigilance entrepreneuriale à des opportunités non décelées qui crée la tendance vers le flux circulaire de l'équilibre. Pour Schumpeter, la fonction entrepreneuriale est importante principalement en créant l'étincelle du développement économique ; pour moi, elle est importante d'abord et avant tout en permettant au processus de marché de fonctionner dans tout contexte » (Kirzner [1973], p. 79).

À partir de là, il est compréhensible que dans les travaux de Schumpeter, seul le pionnier, le premier qui découvre, peut être qualifié d'entrepreneur, les suivants n'étant que des imitateurs. Or, pour Kirzner, en dernière analyse, l'entrepreneur est celui qui réalise ses erreurs, et dans cette perspective, même les imitateurs sont des entrepreneurs. Schumpeter n'aurait donc pas saisi le rôle de l'entrepreneur à capter des opportunités encore ignorées : « L'entrepreneur de Schumpeter est un leader (en opposition avec les

nombreux imitateurs qui suivent la conduite innovante des entrepreneurs) » (Kirzner [1999], p. 7-8).

Par ailleurs, Kirzner regrette l'absence de réflexion pertinente sur les conditions institutionnelles de la fonction entrepreneuriale. Aucun élément explicite n'empêche d'appliquer le raisonnement de Schumpeter hors d'une économie de marché : « La notion de flux circulaire et la possibilité de sa perturbation à travers des décisions spontanément créatives sont en principe entièrement applicables à une économie non marchande » (Kirzner [1979], p. 119). En particulier, Schumpeter ne met pas suffisamment en avant la nature des incitations et du contexte cognitif qui mobilise la force entrepreneuriale. Or, pour que l'innovation puisse s'exercer, il ne suffit pas que l'opportunité d'innover existe, « un mécanisme social est nécessaire pour s'assurer que les possibilités soient perçues et exploitées. Schumpeter échoue à montrer comment une économie non marchande peut traiter de ce problème central. [...] Au lieu d'envisager comment l'entrepreneur a perturbé le *statu quo*, nous devons voir comment le *statu quo* n'est rien d'autre qu'une masse effervescente de mauvais ajustements non exploités qui attendent d'être corrigés. Au lieu d'envisager la fonction entrepreneuriale comme une manière de perturber le système en le plaçant hors de l'équilibre, nous devrions la considérer comme favorisant des tendances vers l'équilibre à l'intérieur du système. Mon opinion est que seul un tel schéma théorique peut être fructueux dans l'examen des grandes questions politiques auxquelles font face les pays développés de la planète » (Kirzner [1979], p. 119)[1].

Certes, on sait que Schumpeter développe une vision pessimiste de l'avenir des sociétés de marché, en y introduisant justement une dimension institutionnelle. L'entrepreneur schumpeterien est la condition de la dynamique économique et de la créativité. Dans *Capitalisme, socialisme et démocratie* [1942], Schumpeter considère que l'évolution endogène des structures d'activités de la firme capitaliste conduit inévitablement « au crépuscule de la fonction d'entrepreneur » et à l'effacement des activités d'innovation entrepreneuriales derrière des opérations managériales : « Le progrès technique devient toujours davantage l'affaire d'équipes de spécialistes entraînés qui travaillent sur commande et dont les méthodes leur permettent de prévoir les résultats pratiques de leurs recherches. Au romantisme des aventures commerciales d'antan, succède rapidement le prosaïsme, en notre temps où il est devenu possible de soumettre à un calcul strict tant de choses qui naguère devaient être entrevues dans un éclair d'intuition géniale » (Schumpeter [1942], p. 181). La fonction d'entrepreneur s'efface derrière le développement de routines. Cette transformation s'accompagne inévitablement d'une baisse des taux de profit, et ne permet donc plus l'épanouissement du système marchand. Le passage du marché au socialisme est la conséquence logique de cette « bureaucratisation » de la fonction entrepreneuriale.

À la même période que Schumpeter, Mises et Hayek développent aussi une vision pessimiste de l'avenir du marché, mais leur argumentaire repose sur des motifs

1. Dans le même esprit, Witt remarque qu'« Alors que l'évolution schumpeterienne traite de la diffusion de la nouveauté, sous la forme d'innovations, à travers le cadre institutionnel donné de l'économie, Hayek étend ses préoccupations à l'évolution du cadre institutionnel lui-même » (Witt, *Schumpeter versus Hayek : Two Approaches to Evolutionary Economics* [1995]), p. 90).

diamétralement opposés. Alors que pour Schumpeter, le socialisme est la conséquence de l'atonie progressive de la fonction entrepreneuriale, pour Hayek, il en est à l'origine. *La Route de la servitude* [1944] dénonce ainsi les méfaits d'un interventionnisme croissant qui paralyse et abaisse les opportunités de marché, tout en créant une prime à la recherche de rentes étatiques : « La politique actuellement suivie un peu partout, accordant le privilège de la sécurité tantôt à un groupe, tantôt à un autre, crée rapidement des conditions dans lesquelles l'aspiration à la sécurité devient plus forte que l'amour de la liberté. La raison en est très simple : en assurant la sécurité d'un groupe, on augmente nécessairement l'insécurité des autres. Si vous promettez à quelques-uns une part définie d'un gâteau de grandeur variable, la part restant pour les autres changerait proportionnellement plus que les dimensions du gâteau entier. Le facteur essentiel de la sécurité dans le système de concurrence, à savoir le grand nombre de possibilités variées, devient de plus en plus limité » (Hayek [1944], p. 94-95).

La perturbation des activités, corollaire de la manipulation des prix, poussera les autorités à intervenir de plus en plus, réduisant alors de manière croissante les opportunités de marché, et abaissant le nombre des occasions entrepreneuriales. Mises s'inscrit dans cette même perspective lorsqu'il développe dans différents travaux (*Le libéralisme : une exposition socio-économique* [1927], *A Critique of Interventionism* [1929], *La bureaucratie* [1946]...) les travers de la bureaucratie et de l'interventionnisme.

Selon Kirzner, le caractère à la fois erroné et trop peu développé de la dimension institutionnelle de la fonction entrepreneuriale a d'ailleurs conduit Schumpeter à se méprendre sur la nature du rôle de l'entrepreneur dans le déroulement de la dynamique : « La première implication de la fonction entrepreneuriale selon Schumpeter concerne le développement économique de long terme du système capitaliste » (Kirzner [1999], p. 7-8).

Mais la logique de mouvement initiée par l'entrepreneur doit beaucoup plus s'envisager à court terme, où l'idée schumpeterienne de développement n'intervient pas nécessairement. C'est ce phénomène de courte période qui est responsable de l'agitation du marché[1]. Dans cette perspective, Kirzner regrette que, pour Schumpeter, la fonction entrepreneuriale ne s'exerce pas au niveau des prix, qui exprime pourtant l'activité quotidienne du marché, mais à celui des produits et de la technologie, dont l'analyse requiert une perspective plus longue. Le paradoxe est que ce n'est qu'en comprenant l'action de court terme de l'entrepreneur que l'on peut saisir son rôle à long terme : « En d'autres mots, permettre la naissance de processus de croissance entrepreneuriale de long terme exige préalablement de reconnaître et d'encourager les genres de découvertes entrepreneuriales qui constituent les processus de court terme » (Kirzner [1985], p. 68-69)[2].

1. *Cf.* Kirzner [1973], p. 128; Kirzner, *The Theory of Entrepreneurship in Economic Growth* [1982c] ; Kirzner [1985], p. 68-69.
2. Sur ce point, *cf.* aussi Steele, *Entrepreneurship and the Economics of Growth* [1998].

Vers une « réconciliation »

Si la différenciation entre la perspective de Schumpeter et celle développée par les héritiers de Mises apparaît dominante chez les grands représentants de la tradition néo-autrichienne, une littérature émergente à partir des années 1980 a commencé à remettre en cause la pertinence d'un contraste aussi important. Des auteurs comme Loasby (*The Entrepreneurship in Economic Theory* [1989b]) et Boehm (*The Austrian Tradition : Schumpeter and Mises* [1990][1]) insistent sur les points de divergence. Mais d'autres, comme Hébert et Link (*The Entrepreneur, Mainstream Views and Radical Critiques* [1982]) ou Boudreaux (*Schumpeter and Kirzner on Competition and Equilibrium* [1994]) considèrent cette opposition comme exagérée et superficielle. Selon ces auteurs, les deux types de théories peuvent être définis comme complémentaires. Certains vont encore plus loin : pour Choi (*The Entrepreneur: Schumpeter versus Kirzner* [1995]) comme pour Yu (*Entrepreneurial Alertness and Discovery* [2001]), il serait fructueux d'envisager les visions de Schumpeter et de Kirzner comme globalement identiques.

Selon cette littérature « réformiste », Kirzner chercherait moins à se différencier de l'esprit que de la lettre de la théorie de Schumpeter. En effet, l'innovation pourrait être considérée comme une forme particulière de découverte, si on accepte de la définir comme le résultat d'une perception de nouvelles combinaisons productives possibles. Très tôt, Kirzner avait lui-même reconnu qu'une « bonne partie de la fonction entrepreneuriale comme leadership pourrait assez facilement être traduite en idée de vision et de découverte. Sans doute, le degré de volonté à poursuivre un objectif qui semble représenter une opportunité profitable est une expression de la clarté avec laquelle on distingue cette opportunité. De telle manière que le trait central du leadership économique de Schumpeter n'a pas besoin d'être caractérisé exclusivement par la détermination à poursuivre des possibilités visibles à tous ; de manière à peu près équivalente, il peut être identifié à une capacité supérieure de voir comme atteignable avec profit ce que d'autres envisagent seulement comme une possibilité abstraite. Mais comme nous l'avons vu, le point important est que Schumpeter insiste explicitement sur le fait que l'innovation, et non la découverte, représente la contribution essentielle, le trait identifiant de l'entrepreneur » (Kirzner [1989], p. 60-61-62).

En utilisant le rôle de l'innovation, on pourrait aboutir aux mêmes conclusions que Kirzner avec la notion de découverte. Pour Yu (*Entrepreneurial Alertness and Discovery* [2001]), il est important de réinterpréter l'innovation *schumpeterienne* en termes de vigilance car la volonté d'opposer les deux optiques réduirait l'entrepreneur kirznerien à n'être en dernière analyse qu'un simple imitateur. Le promoteur de Kirzner doit lui aussi avoir la volonté de mettre en application sa découverte pour espérer réaliser un profit.

Devant le développement croissant de cette littérature, il semble que Kirzner ait éprouvé le besoin d'affiner sa position. Prenant acte des apports de cette littérature, dont le contenu lui semble utile, il se prononce, dans *Creativity and/or Alertness : A Reconsideration of the Schumpeterian Entrepreneur* [1999], en faveur d'une « acceptation simulta-

1. Voir aussi le commentaire de Kirzner [1990] à la suite de l'article de Boehm.

née » des deux versions. Kirzner ne remet pas en cause le contraste entre ses propres positions et celles de Schumpeter, mais cherche une forme de réconciliation, en montrant « comment ces visions apparemment conflictuelles peuvent être considérées comme plausibles et réalistes, et comment chacune d'entre elles peut faire utilement avancer la compréhension économique (différents aspects respectifs) de l'économie capitaliste » (*ibid.*, p. 5).

Kirzner reste ferme sur l'idée que le processus de destruction créatrice évoqué par Schumpeter doit être considéré comme équilibrant. Ce que Schumpeter semble envisager comme le signe d'un état d'équilibre ne correspond pour Kirzner qu'à des déséquilibres sous-jacents entre l'information et la connaissance. L'activité de l'entrepreneur répond à ce déséquilibre et son action ne vise en dernière analyse qu'à faire correspondre l'organisation des activités à la structure des opportunités existantes ou disponibles, même si évidemment – du fait de leur *mé-connaissance* relative de ces opportunités disponibles –, certains individus et (ou) certains plans individuels seront inévitablement affectés par la découverte entrepreneuriale. Ainsi, pour reprendre l'exemple de Kirzner, le secteur des diligences et du transport par chevaux a évidemment été affecté par la découverte de l'automobile. Mais cela ne change rien à la nature équilibrante de l'action de l'entrepreneur, quel que soit le cas de figure, et quelle que soit la période envisagée. En conséquence, « tout en comprenant pourquoi Schumpeter souligne la logique de destruction créatrice enclenchée par cette innovation entrepreneuriale réussie et dramatique, je maintiens que nous devons, en même temps, reconnaître la qualité coordinatrice de cette innovation » (Kirzner [1999], p. 14).

Cependant, Kirzner atténue son opposition à Schumpeter sur le terrain des caractéristiques et des qualités de l'entrepreneur. Considéré sous cet angle, Kirzner revient sur la distinction entre statique (période unique) et dynamique (multipériode). En toute cohérence avec ses analyses antérieures, il persiste dans l'idée que pour conceptualiser l'activité entrepreneuriale, il n'est pas besoin de se situer dans un univers multi-période : même à l'intérieur de la période statique, il reste une place pour une activité de vigilance, car l'ignorance n'est pas uniquement créée par le temps historique. *Elle est aussi liée à la dispersion du savoir. Dans ce sens, l'entrepreneur n'est pas essentiellement un innovateur au sens de Schumpeter.*

Mais Kirzner admet que lorsqu'on envisage le monde réel, c'est-à-dire un monde multipériode où l'incertitude du futur est prégnante, on trouve effectivement une place pour les qualités entrepreneuriales telles qu'elles sont décrites par Schumpeter, à savoir *la force de caractère, la hardiesse, des qualités de meneur...* Dans un cadre dynamique, il s'agit de faire coller un futur imaginé avec un futur réalisé, ce qui implique évidemment des caractéristiques d'imagination, de confiance en soi. On peut alors considérer que Schumpeter a correctement décrit, dans ce contexte particulier, les qualités supplémentaires ou plutôt conjointes à la vigilance proprement dites pour exprimer la fonction entrepreneuriale. Kirzner reconnaît ainsi « la manière dont un univers multipériode exige des entrepreneurs qu'ils manifestent les qualités de Schumpeter » tout « en maintenant que cela ne m'oblige pas à sacrifier quoi que ce soit à ma position antérieure selon laquelle le rôle de l'entrepreneur constitue une découverte issue de la vigilance pure relative à des changements exogènes jusqu'alors négligés » ; « Mon obstination consiste dans la focalisation sur le fait que ce qui est important pour des propos

analytiques ne repose pas sur ces qualités de leadership en elles-mêmes, mais sur la vigilance pure exprimée et associée à ces qualités » (Kirzner [1999], p. 13).

Ainsi, si on introduit le temps historique dans l'analyse, il y a effectivement place pour les qualités de l'entrepreneur à la Schumpeter. Mais Kirzner reste campé sur ses positions. *Nul besoin de se référer à la dynamique pour rendre compte de la qualité essentielle de l'entrepreneur en économie de marché.*

Conclusion générale

Nous ignorons plus de choses que nous n'en savons. Au risque de la banalité, terminer notre étude de la tradition néo-autrichienne par cette maxime n'est sans doute pas inutile dans le contexte actuel. L'histoire de l'analyse économique démontre la futilité des tentatives, trop nombreuses pour les rappeler ici, de clore la trajectoire des idées par des vérités définitives. L'histoire tout court, avec ses catastrophes humaines et politiques, témoigne du danger des certitudes et du besoin de les imposer à autrui.

Nous avons énoncé dans l'introduction de cet ouvrage que chacun restait libre d'utiliser ou non les outils de l'analyse économique pour nourrir ses convictions. Les plus grands représentants de la tradition néo-autrichienne, Mises et Hayek en tête, ne s'en sont pas privés. Mais pour un scientifique, il n'est pas légitime de faire passer, aux yeux et aux oreilles d'un public non averti, ses propres jugements de valeur pour des conclusions de la théorie. Hayek lui-même, à la fin de *Prix et production*, signale que « l'analyse théorique [...] ne fournit aucune indication pratique pour la politique économique » (Hayek [1931], p. 184). Il conviendrait de rappeler cette vérité primaire de manière à éviter les démagogies de toutes sortes et les pièges de l'endoctrinement. En engageant artificiellement la théorie dans des combats politiques, le risque est grand de voir les dérives ou les échecs d'un camp être associés à l'idée même de théorie. Si le monde continue à être gouverné par les idées, gardons-nous de présentations caricaturales et arbitraires qui, à terme, ne peuvent que nuire à leur audience et à leur crédibilité.

L'analyse autrichienne doit rester ce que, au fond d'elle-même, elle n'a jamais cessé d'être : *une hétérodoxie.* Une force d'opposition aux idées dominantes, un aiguillon qui sans cesse remet en cause les certitudes du moment, *quelles que soient leur nature et leur origine.* Une pensée impliquée dans les grands débats théoriques de l'actualité, mais distante de tout esprit partisan ; une pensée riche et complexe, en constante évolution qui, tout en respectant ses fondamentaux, présente suffisamment de facettes et de trajectoires pour ne pas être enfermée dans un évangile pétrifié.

Le développement des idées n'a jamais fait jamais bon ménage avec les esprits sectaires et les simplifications abusives. La tradition autrichienne n'a rien à gagner des querelles de chapelles, qui concernent plus des hommes que des projets. En aucun cas, elle ne peut se ramener à l'image véhiculée par ses détracteurs : une pensée idéologique, au service de quelques intérêts corporatistes ou financiers. Elle doit au contraire représenter une source d'inspiration pour des développements toujours nouveaux, et encourager l'exploration de territoires encore inconnus. Cet ouvrage n'a eu d'autre ambition que de contribuer à une meilleure connaissance de son contenu et à un plus grand respect de sa littérature.

Bibliographie

ABRAMOVITZ Moses (éd.), *The Allocation of Economic Resources*, Standford, Standford University Press.

ADDLESON Mark [1984], « Robbins's Essay in Retrospect: On Subjectivism and an "Economics of Choice" », Rivista Internazionale Di Scienze Economiche e Commerciali 31 (6), 506-523.

ADDLESON Mark [1994], « Competition » dans BOETTKE Pete (éd.), *The Elgar Companion to Austrian Economics*, Edward Elgar, 96-102.

AIMAR Thierry [1996], « Money and Uncertainty in the Economic Thought of Carl Menger », dans SCHMIDT Christian (éd.) [1996], *Uncertainty in Economic Thought*, Cheltenham, Elgar, 100-112.

AIMAR Thierry [1998], L'économie autrichienne du bien-être : quelle définition possible ? » *Revue d'Économie Politique*, septembre-octobre 1998, n° 5, 691-709.

AIMAR Thierry [1999a], « Éthique versus coordination ? Une controverse autrichienne soulevée par Rothbard », *Revue Économique*, mars 1999, vol. 50, n° 2, 301-321.

AIMAR Thierry [1999b], « Time, Coordiantion and Ignorance: a Comparison between Hayek and Lachmann », *History of Economic Ideas*, VII/1999/1-2 juin 1999, 139-167.

AIMAR Thierry [2001a], « Coordination, Survival and Normativity: a Hayekian Perspective Revisited », dans AIMAR Thierry, BIRNER Jack, GARROUSTE Pierre (éd.) [2001b], *Hayek as a Political Economist*, New York et Londres, Routledge.

AIMAR Thierry, BIRNER Jack, GARROUSTE Pierre (éd.) [2001b], *Hayek as a Political Economist*, New York et Londres, Routledge.

AIMAR Thierry [2002], Traduction et commentaire de *Economics and Knowledge* [F.A. Hayek 1937], *Cahiers d'Économie Politique*, n° 43, automne 2002, 105-134.

ALCHIAN Armen A. et DEMSETZ Harold [1972], « Production, Information Costs and Economic Organization » dans *The American Economic Review*, 62, 777-795.

ALTER Max [1990], *Carl Menger and the Origins of Austrian Economics*, Chicago, Westview Press.

ANTONELLI Étienne [1953], « Léon Walras et Carl Menger à travers leur correspondance », dans *Économie appliquée*, 6, 269-287.

ARENA Richard [1997], *À propos de l'origine autrichienne de l'économie des coûts de transaction*, Congrès annuel de l'AFSE, Carré des Sciences, working paper.

ARENA Richard [1999], « Hayek et l'équilibre économique : une autre interprétation », *Revue d'économie politique*, n° 6, novembre-décembre 1999, 847-859.

ARMENTANO Dominick T. [1992], « Foreword, Property Rights, Efficiency and Social Welfare », introduction à CORDATO Roy, *Welfare Economics and Externalities in a Open-Ended Universe: a Modern Austrian Perspective*, Boston, Kluwer Academic Publishers, 1992, IX-XV.

ARROW Kenneth [1951], *Choix collectifs et préférences individuelles*, Calmann-Levy, 1974.

ARROW Kenneth [1959], « Toward a Theory of Price Adjustment », dans ABRAMOVITZ Moses (éd.), *The Allocation of Economic Resources*, Standford, Standford University Press.

ATLANTIC ECONOMIC JOURNAL, *Carl Menger and Austrian Economics*, VI, n° 3, septembre 1978.

AUGIER Mie [1999], « Some Notes on Alfred Schütz and the Austrian School of Economics: Review of Alfred Schütz Collected Papers » dans *The Review of Austrian Economics*, vol. 11, 145-162.

BAIRD C.W. [1989], « James Buchanan and the Austrians: The Common Ground », dans *Cato Journal*, vol. 9, n° 1, printemps/été, 201-230.

BARDHAN Pranhab K. et ROEMER John E. [1993], *Market Socialism*, New York, Oxford, Oxford University Press.

BARONE Enrico [1908], « Le ministère de la production en régime collectiviste » dans HAYEK Friedrich (éd.) [1935c], *L'économie dirigée en régime collectiviste*, Paris, Librairie de Médicis, 245-299.

BARRY Norman [1979], *Hayek's Social and Economic Philosophy*, Londres, MacMillan.

BARRY Norman [1987], *On Classical Liberalism and Libertarianism*, New York, Saint-Martin Press.

BAUER Otto [1919], *Der Weg zum Sozialismus (Le chemin du socialisme)*, Vienne, Wiener Volksbuchhandlung Ignaz Brand.

BAUMGARTH William P. [1978], « Hayek and Political Order: The Rule of Law », *The Journal of Libertarian Studies*, 2, n° 1, hiver, 11-28.

BAY Christian [1971], « Hayek's Liberalism: The Constitution of Perpetual Privilege », *Political Science Review*, 1, automne 1971, 93-124.

BELLANTE Don et GARRISON Roger [1988], « Phillips Curve and Hayekian Triangles: Two Perspectives on Monetary Dynamics » dans *History of Political Economy*, 20, (2), été, 207-234.

BERGSON Abram [1948], « Socialist Economics », dans ELLIS H.S (éd.) [1948], *A Survey of Contemporary Economics*, Philadelphia, Blackiston, 412-448.

BIRNER Jack [1990], « A Roundabout Solution to a Fundamental Problem in Menger's Methodology and Beyond », dans *Carl Menger and his Legacy in Economics*, Duke University Press, Durham et Londres, 241-263.

BIRNER Jack [1997], *Human Knowledge and Social Institutions: Popper and Hayek on Evolution*. working paper, 1997.

BIRNER Jack [1999], « The Surprising Place of Cognitive Psychology in the Work of F.A. Hayek » dans *History of Economic Ideas* 7 (1-2), 43-84.

BLACK R.D. Collison, COATS A.W et GOODWIN Crauford.D.W (éd.) [1973], *The Marginalist Revolution in Economics*, Durham, Duke University Press.

BLAUG Mark [1980], *The Methodology of Economics: Or How Economists Explain Cambridge*, Cambridge University Press.

BLAUG Mark [1990], « Comment on O'Brian's » dans CALDWELL Bruce J. (éd.) [1990], *Carl Menger and his Legacy in Economics*, Durham et Londres, Duke University Press, 185-188.

BLAUG Mark [1992] (éd.), *Carl Menger (1840-1921)*, Cambridge, Cambridge University Press.

BLOCK Walter [1988a], « Fractional-Reserve Banking: An Interdisplinary Perspective » dans BLOCK Walter et ROCKWELL Llewellyn H. (éd.) [1988], *Man, Economy and Liberty: Essays in Honor of Murray Rothbard*, The Ludwig von Mises Institute, Auburn University, 24-31.

BLOCK Walter et ROCKWELL Llewellyn H. (éd.) [1988b], *Man, Economy and Liberty: Essays in Honor of Murray Rothbard*, The Ludwig von Mises Institute, Auburn University.

BLOCK Walter et GARSCHINA Kenneth M. [1996], « Hayek, Business Cycles and Frac-

tional Reserve Banking: Continuing the De-Homogenization Process » dans *The Review of Austrian Economics*, vol. 9, n° 1, 77-94.

BOEHM Stephen [1982], « The Ambiguous Notion of Subjectivism: Comment on Lachmann » dans KIRZNER Israel (éd.) [1982], *Method. Process and Austrian Economics: Essays in Honour of Ludwig v. Mises*, Lexington, Lexington Books, 41-52.

BOEHM Stephan [1990], « The Austrian Tradition: Schumpeter and Mises », dans HENNINGS Klaus et SAMUELS Warren J. [1990], *Neoclassical Economic Theory. 1870-1930*, Boston, Dordrecht, Londres, Kluwer, 201-241.

BOEHM Stephen et CALDWELL Bruce (éd.) [1992], *Austrian Economics: Tensions and New Directions*, Boston, Kluwer.

BOETTKE Peter [1990], « Interpretative Reasoning and the Study of Social Life » dans *Methodus* 2 (2), 35-45.

BOETTKE Peter. J et PRYCHITKO David L. [1994] (éd.), *The Market Process, Essays in Contemporary Austrian Economics*, Edward Elgar.

BOETTKE Peter (éd.) [1994], *The Elgar Companion to Austrian Economics*, Cheltenham, UK, Edward Elgar.

BOETTKE Peter J. et RIZZO Mario (éd.) [1995], *Advances in Austrian Economics*, vol. 2, Part A. Greenwitch, CT et Londres, UK, JAI Press.

BOETTKE Peter [1995], « Economic Calculation: The Austrian Contribution to Political Economy » dans BOETTKE Peter [2001], *Calculation and Coordination. Essays on Socialism and Transitionnal Politicial Economy*, Londres et New York, Routledge, 29-46.

BOETTKE Peter et PRYCHITKO David (éd.) [1996], *Advances in Austrian Economics*, vol. 3, Greenwich, Connecticut, JAI Press.

BOETTKE Peter [1998a], « Rational Choice and Human Agency in Economics and Sociology: Exploring the Weber-Austrian Connection » dans GIERCH Herbert (éd.) [1998], *Merits and Limits of Markets*, Berlin, Springer.

BOETTKE Peter [1998b], *Economic Calculations: The Austrian Contributions to Political Economy*, Londres et New York, Routledge, 2001.

BOETTKE Peter [2001], *Calculation and Coordination, Essays on Socialism and Transitionnal Politicial Economy*, Londres et New York, Routledge.

BOETTKE Peter et KOPPL Roger [septembre 2001], « Introduction to the Special Issue on Alfred Schütz Centennial » dans *The Review of Austrian Economics*, vol. 14, n°s 2/3, 211-217.

BOETTKE Peter [2002], « Information and Knowledge: Austrian Economics in Search of Its Uniqueness », dans *The Review of Austrian Economics*, vol. 14, n° 4, 263-274.

BOHM-BAWERK Eugen von [1886], *Karl Marx and the Close of his System*, New York, Augustus M. Kelley.

BOHM-BAWERK Eugen von [1889], *Positive Theory of Capital. dans Capital and Interest*, 3 volumes, South Holland, Illinois, Libertarian Press.

BOSTAPH Samuel [1978], « The Methodological Debate between Carl Menger and the German Historicists », dans *Atlantic Economic Journal*, VI, n° 3, septembre 1978, pp. 3-16.

BOUDON Raymond [1977], *Effets pervers et ordre social*, PUF, Quadrige.

BOUDREAUX Donald et HOLCOMBE Richard [1989], « The Coasian and Knightian Theories of the Firm » dans *Managerial and Decision Economics*, 10, 147-154.

BOUDREAUX Donald [1994], « Schumpeter and Kirzner on Competition and Equilibrium », dans BOETTKE Peter J et PRYCHITKO David L. (éd.), *The Market Process. Essays in Contemporary Austrian Economics*, Edward Elgar, 52-61.

BOUKHARINE Nicolas et PREOBAJENSKY Eugène [1919], *ABC du communisme*, Paris, Maspéro.

BRAMOULLE Gérard [1995], Apriorisme et faillibilisme: en défense de Rothbard contre Popper, *Journal des Économistes et des Études Humaines* 6 (1), mars, 91-104.

BRUS Wlodzimierz et LASKI Kazimierz [1989], *From Marx to the Market: Socialism in Search of an Economic System*, Oxford, Clarendon.

BRUTZKUS Boris [1922], *Economic Planning in Soviet Russia*, Londres, Routledge and Sons, 1935.

BUCHANAN James M. et VANBERG Viktor [2002], « Constitutional Implications of Radical Subjectivism », dans *The Review of Austrian Economics*, vol. 15, n°s 2/3, 121-128.

BURCZAK Theodore [2002], « A Critique of Kizrner's Finders-Keepers Defense of Profit », dans *The Review of Austrian Economics*, vol. 15, n° 1, 75-90.

BUTLER Eamonn [1983], *Hayek: His Contribution to the Political and Economic Thought of our Time*, Billing and Sons Ltd, Worcester.

BUTLER Eamonn [1988], *Ludwig von Mises: Fountainhead of the Modern Microeconomics Revolution*, Brookfield, Gower.

BUTLER Eamonn [1991], « Hayek on the Evolution of Morality », dans *Journal of Income and Distribution*, vol. 1, n° 2, 199.

CAILLE Alain [1984], « Pour une critique de la raison libérale critique », dans *Bulletin du Mauss*, n° 9, 1er trimestre 1984, 43-78 et n° 10, 2e semestre 1984, 97-129.

CALDWELL Bruce [1988], « Hayek's Transformation », dans *History of Political Economy*, 20:4, 513-541.

CALDWELL Bruce J., (éd.) [1990], *Carl Menger and his Legacy in Economics*, Durham et Londres, Duke University Press.

CALDWELL Bruce [1997], « Hayek and Socialism » dans *Journal of Economic Literature*, vol. XXXV (décembre), 1856-1890.

CALDWELL Bruce [2000], « The Emergence of Hayek's Ideas on Cultural Evolution », dans *The Review of Austrian Economics*, vol. 13, n° 1, 5-22.

CARILLI Anthony M. et DEMPSTER Gregory M. [2001], « Expectations in Austrian Business Cycle Theory: A Application of the Prisoner's Dilemma », dans *The Review of Austrian Economics*, vol. 14, n° 4, 319-330.

CEFAÏ Daniel [1998], *Phénoménologie et sciences sociales. Alfred Schütz, naissance d'une anthropologie philosophique*, Genève, Paris, Librairie Droz.

CHALOUPEK Günther K. [1990], « The Austrian Debate on Economic Calculation in a Socialist Economy », dans *History of Political Economy*, 22: 4, 659-675.

CHOI Young Back [1995], « The Entrepreneur: Schumpeter versus Kirzner », dans BOETTKE Peter J. et RIZZO Mario (éd.), *Advances in Austrian Economics*, vol. 2, Part A. Greenwitch, CT et Londres, UK, JAI Press, 55-66.

COASE Ronald [1937], « La nature de la firme » dans *Revue Française d'Économie*, vol. 2, n° 1, 133-157.

COASE Ronald [1960], « Le coût social » dans *Revue Française d'Économie*, vol. 11, 1, 1987 ou 1992.

COCHRAN J.P. et GLAHE F [1994], « The Keynes-Hayek Debate: Lesson for Contemporary Business Cycle Theorist » dans *History of Political Economy*, vol. 26, n° 1, 69-94.

COLLETTE Richard [1992], *La controverse du calcul socialiste: la question de Ludwig von Mises*, Cahiers d'épistémologie, université du Québec à Montréal, n° 9202.

COMETTI Jean-Pierre et MULLIGAN Kevin (dir.) [2001], *La philosophie autrichienne de Bolzano à Musil*, Histoire et actualité, Paris, Vrin.

CORDATO Roy [1980], « The Austrian Theory of Efficiency and the Role of Government », dans *The Journal of Libertarian Studies*, vol. 4, n° 4, 393-404.

CORDATO Roy [1992], *Welfare Economics and Externalities in a Open-Ended Universe: a Modern Austrian Perspective*, Boston, Kluwer Academic Publishers.

COWEN Tyler [1991], « What a non-Paretian Welfare Economics Would Have to Look like », dans LAVOIE Don (éd.) [1991], *Economics and Hermeneutics*, Londres et New York, Routledge and Kegan, 285-299.

COWEN Tyler [1994], « Austrian Welfare Economics », dans BOETTKE Pete (éd.) [1994], *The Elgar Companion to Austrian Economics*, Edward Elgar, 304-308.

COWEN Tyler et CRAMPTON Eric (éd.) [2002], *Market Failures or Success, The New Debate*, Cheltenham Edward Elgar.

CRAVER Earlen [1986], « The Emigration of the Austrian Economics », dans *History of Political Economy*, vol. 18, n° 1, 1-32.

CUBEDDU Raimondo [1987], « Popper et l'école autrichienne », dans *Économie et Société*, n° 10, 41-62.

CUBEDDU Raimondo [1993], *The Philosophy of the Austrian School*, Londres et New York, Routledge and Kegan.

DANTZIG Georges B. et WOLFE Philip. [1961], « The Decomposition Algorithm for Linear Programs » dans *Econometrica*, vol. 29, n° 4, 767-778.

DICKINSON Henry Douglas [1933], « Price Formation in a Socialist Community » dans, *Economic Journal*, 43: 588-598.

DICKINSON Henry Douglas [1939], *Economics of Socialism*, Londres, Oxford University Press.

DILORENZO T. [1986], « Competition and Political Entrepreneurship: Austrian Insights into Public Choice Theory » dans *The Review of Austrian Economics*, vol. 1, 59-71.

DOBB Maurice [1933], « Economic Theory of a Socialist Economy », dans *Economic Journal*, juin 1933, 43 (170), 237-250.

DOBB Maurice [1935a], « Economic Theory and the Problems of a Socialist Economy », dans *Economic Journal*, 588-598.

DOBB Maurice [1935b], « Economic Theory and Socialist Economy, a Reply » dans *The Review of Economics Studies*, vol. II, n° 1, 144-151.

DOBB Maurice [1935c], « Review of Brutzkus 1935, and Hayek 1935 », dans *Economic Journal*, 45, septembre 1935.

DOBB Maurice [1937], *Political Economy and Capitalism*, Londres, Routledge.

DOBB Maurice [1948], *Soviet Economic Development since 1917*, Londres, Routledge.

DOBB Maurice [1955], *On Economic Theory and Socialism: Collected Papers*, Londres, Routledge.

DOBB Maurice [1969], *Welfare Economics and the Economics of Socialism: Towards a Commonsense Critique*, Londres, Cambridge University Press.

DOBB Maurice [1970], *Socialist Planning: Some Problems*, Londres, Lawrence and Wishart.

DOLAN Edwin G. (éd.) [1976], *The Foundations of Modern Austrian Economics*, Kansas City, Sheed and Ward.

DOSI Govianni et FAGIOLO Giorgio [1997], « Explaining the Unknown on Entrepreneurship, Coordination and Innovation Driven Growth » dans *International Institute for Applied System Analysis Report*, IR-97-077, octobre 1997.

DOSTALER Gilles [2001a], *Le libéralisme de Hayek*, Paris, Repères, La Découverte.

DOSTALER Gilles [2001b], « La genèse et l'évolution de la théorie des cycles de Hayek », dans *L'actualité économique, Revue d'analyse économique*, vol. 77, n° 2, juin, 207-230.

DOWD Kenneth [1992], *The Experience of Free-Banking*, Londres, Routledge.

DOWD Kenneth [1994], « Free-banking » dans BOETTKE Pete (éd.), *The Elgar Companion to Austrian Economics*, Edward Elgar, 408-413.

DOWD Kenneth [1996], *Laissez-faire Banking*, Londres, Routledge.

DULBECCO Philippe et GARROUSTE Pierre [1999], « Towards an Austrian Theory of the Firm » dans *The Review of Austrian Economics*, vol. 12, n° 1, 43-64.

DULBECCO Philippe et GARROUSTE Pierre [2000], « Structure de la production et structure de la connaissance: éléments pour une théorie autrichienne de la firme », dans *Revue Économique*, vol. 51, n° 1, janvier 2000, 75-101.

EBELING Richard [1986], « Toward a Hermeneutical Economics: Expectations, Prices and the Role of Interpretation in a Theory of the Market Process », dans KIRZNER Israel (éd.) [1986], *Subjectivism, Intelligibility and Economic Understanding*, Londres, MacMillan, 39-55.

EBELING Richard [1987], « Cooperation in Anonymity », dans *Critical Review 1*, 50-59.

EBELING Richard (éd.) [1991], *Austrian Economics*, Hillsdale, MI: Hillsdale College Press.

EBELING Richard [1995], « Austrian Subjectivism and Phenomenological Foundations » dans BOETTKE Peter J. et RIZZO Mario (éd.) [1995], *Advances in Austrian Economics*, vol. 2, Part A. Greenwitch, CT et Londres, UK, JAI Press, 39-54.

EGGER John [1979], « Efficiency is Not a Substitute for Ethics », dans RIZZO Mario J. (éd.) [1979], *Time, Uncertainty and Disequilibrium, Exploration of Austrian Themes*, Lexington, Toronto, LexingtonBooks, DC Heath and Company, 117-125.

ELLIS H.S (éd.) [1949], *A Survey of Contemporary Economics*, Philadelphia, Blackiston.

ENGELS Frédéric [1878], *Anti-Dühring*, Paris, Éditions Sociales.

FEHL Ulrich [1986], « Spontaneous Order and the Subjectivity of Expectations: A Contribution to the Lachmann-O'Driscoll Problem », dans KIRZNER Israel [1986] (éd.), *Subjectivism, Intelligibility and Economic Understanding*, Londres, MacMillan, 72-86.

FEINSTEIN C.H. (éd.) [1967], *Socialism, Capitalism and Economic Growth: Essays Presented to Maurice Dobb*, Cambridge, Cambridge University Press.

FOLDVARY Fred E. [2002], « Small Group, Multi-Level Democracy : Implications of Austrian Public Choice for Governance Structure », dans *The Review of Austrian Economics*, vol. 15, n°s 2/3, 161-174.

FOSS Nicolai [1993], « Theories of the Firm: Contractual and Competence Perspective » dans *Journal of Evolutionary Economics*, 3, 127-44.

FOSS Nicolai [1994a], « The Theory of the Firm: The Austrians as Precursors and Critics of Contemporary Theory » dans *The Review of Austrian Economics* (7), 31-64.

FOSS Nicolai [1994b], « The Two Coasian Traditions » dans *Review of Political Economy*, 6 (1), 37-61.

FOSS Nicolai [1994c], « More on "Hayek's Transformation" » dans *History of Political Economy*, 27,2, 345-364.

FOSS Nicolai [1996a], « Spontaneous Social Order: Economics and Schützian Sociology » dans *American Journal of Sociology*, 92, 1-26.

FOSS Nicolai [1996b], « Austrian and Post-Marshallian Economics: The Bridging Work of George Richardson, dans Foss et LOASBY (éd.) [1996c], *Capabilities and Coordination: Essays in Honour of G.B. Richardson*, Londres, Routledge.

FOSS Nicolai et LOASBY Brian (éd.) [1998], *Economic Organization, Capabilities and Coordination: Essays in Honor of G.B. Richardson*, Londres, Routledge.

FOSS Nicolai [1996d], « The Alternatives Theories of Knight and Coase, and the Modern Theory of the Firm », dans *Journal of the History of Economic Thought*, 18, 1, 76-95.

FOSS Nicolai [1997], « Austrian Insights and the Theory of the Firm » dans *Advances in Austrian Economics*, 4, 175-198.

FROWEN Stephen (éd.) [1997], *Hayek, the Economist and Social Philosopher, a Critical Retrospect*, New York, St Martin-Press, Londres, MacMillan.

FRYDMAN Roger [1989], « Individu et totalité dans la pensée libérale: le cas de F. Hayek », dans *Cahiers d'Économie Politique*, n°s 16-17, 91-127.

GARRET Garet et ROTHBARD Murray [1978], *The Great Depression and New Deal Monetary Policy*, San Francisco, Cato Institute, Cato Paper, n° 13.

GARRISON Roger W. [1982], « Austrian Economics as the Middle Ground: Comment on Loasby », dans KIRZNER Israel (éd.), [1982], *Method, Process and Austrian Economics: Essays in Honour of Ludwig v. Mises*, Lexington, Lexington Books, 131-138.

GARRISON Roger W. [1984], « Time and Money: The Universals of Macroeconomic Theorizing » dans *Journal of Macroeconomics*, 6, 197-213.

GARRISON Roger W. [1986], « The Cost of a Gold Standard », dans ROCKWELL Llewellyn H. Jr (éd.) [1986], *The Gold Standard: An Austrian Perspective*, Lexington, Lexington Books, 61-81.

GARRISON Roger W. [1987], « The Kaleidic World of Ludwig Lachmann », dans *Critical Review*, été 1987, 77-89.

GARRISON Roger W. [1989], « The Austrian Theory of the Business Cycle in the Light of Modern Macroeconomics » dans *The Review of Austrian Economics*, 3-29.

GARRISON Roger W. [1996], « Central Banking, Free Banking and Financial Crises », dans *The Review of Austrian Economics*, vol. 9, n° 2, 109-127.

GARRISON Roger W. [1997], « Austrian Theory of Business Cycles » dans GLASNER D. (éd.), *Business Cycles and Depressions: An Encyclopedia*, New York and Mondon, Garland Publishing, INC, 23-27.

GARRISON Roger W. [2001], *Time and Money, The Macroeconomics of Capital Structure*, Londres et New York, Routledge.

GARROUSTE Pierre [1994], « Léon Walras et Carl Menger à propos de l'utilisation des mathématiques en économie politique » dans *Économies et Sociétés*, série Oeconomia, Histoire de la pensée économique, P.E., n° 20-21, 10/11/1994, 11-27.

GARROUSTE Pierre et LANGLOIS Richard N. [1997], « Cognition, Redundancy and Learning in Organizations », dans *Economics of Innovation and New Technology*, 4, 287-299.

GIERCH H. [1998] (éd.), *Merits and Limits of Markets*, Berlin, Springer.

GLASNER David (éd.) [1997], *Business Cycles and Depressions: An Encyclopedia*, New York and Mondon, Garland Publishing Inc.

GORDON David [1988], *Ludwig von Mises: An Annotated Bibliography*, Auburn, Alabama, Ludwig von Mises Institute.

GORDON David [1993], « Toward a Deconstruction of Utility and Welfare Economics », dans *The Review of Austrian Economics*, vol. 6, n° 2, 99-112.

GORDON David [1994], « The Philosophical Contributions of Ludwig von Mises » dans *The Review of Austrian Economics*, 7:1, 95-106.

GOSSEN Henrich [1854], *Exposition des lois des relations humaines*, Paris, Economica, 1995.

GRASSL Wolfgang et SMITH Barry (éd.) [1986], *Austrian Economics: Historical and Philosophical Background*, Londres, Croom Helm.

GRAY John [1984], *Hayek on Liberty*, New York, Basil Blackwell.

GRINDER Walter E. [1977], « In Pursuit of the Subjective Paradigm », dans LACHMANN Ludwig M. [1977], *Capital, Expectations and the Market Process: Essays on the Theory of the Market Economy*, Kansas City, Sheed Andrews and MacMeel, 3-25.

HABERLER Gottfried [1936], « Some Reflections on the Present Situation of Business Cycle Theory » dans *Review of Economic Statistics*, février 1966:7.

HABERLER Gottfried [1937], *Prospérité et dépression, étude théorique des cycles économiques*, Genève, Société des Nations.

HAMLIN Alan P. [1992], « On the possibility of Austrian Welfare Economics », dans BOEHM Stephen et CALDWELL Bruce (éd.) [1992], *Austrian Economics: Tensions and New Directions*, Boston, Kluwer, 193-206.

HAMOWY Ronald [1978], « Law and The Liberal Society: F.A Hayek's Constitution of Liberty », dans *Journal of Libertarian Studies* 2 (4), 287-297.

HAMOWY Ronald [1982], « The Hayekian Model of Government in a Open Society » dans *Journal of Libertarian Studies* 6 (2), 137-143.

HANSEN Alvin [juin 1933], « Review of "Prices and Production" », dans *American Economic Review*.

HARPER David A. [1998], « Institutional Conditions for Entrepreneurship », dans IKEDA Sanford et BOETTKE Peter J. (éd.), *Advances in Austrian Economics*, 5, 241-275.

HAYEK Friedrich. A. [1928a], « Équilibre de prix intertemporel et mouvements de la valeur de la monnaie » dans *Revue française d'économie*, 105-149.

HAYEK Friedrich. A. [1928b], *Monetary Theory and the Trade Cycle*, Londres, Jonathan Cape.

HAYEK Friedrich. A. [1931], *Prix et production*, Paris, Calmann-Levy.

HAYEK Friedrich. A. [août 1931], « Reflections on the Pure Theory of Money of Mr J.M. Keynes », first part, dans *Economica*, août 1931, 270-245.

HAYEK Friedrich. A. [novembre 1931], « A Rejoinder to Mr Keynes », novembre 1931, *Economica*, 398-403.

HAYEK Friedrich. A. [1932], « L'étalon-or ; son évolution », dans *Revue d'économie politique*, n° 6, novembre-décembre 1966, 1091-1117.

HAYEK Friedrich. A. [février 1932], « Reflections on the Pure Theory of Money of Mr J.M. Keynes », second part, dans *Economica*, 22-44.

HAYEK Friedrich. A. [juin 1932], « Money and Capital : A Reply », dans *Economic Journal*, 237-249.

HAYEK Friedrich. A. [1935a], « Nature et historique du problème », dans HAYEK Friedrich (éd.) [1935c], *L'économie dirigée en*

régime collectiviste, Paris, Librairie de Médicis, 11-48.

HAYEK Friedrich. A. [1935b], « État actuel de la discussion », dans HAYEK Friedrich (éd.) [1935c], *L'économie dirigée en régime collectiviste*, Paris, Librairie de Médicis, 203-243.

HAYEK Friedrich A. (éd.) [1935c], *L'économie dirigée en régime collectiviste*, Paris, Librairie de Médicis.

HAYEK Friedrich A. [1937a], « Économie et connaissance » dans *Cahiers d'économie politique*, automne 2002, n° 43, 119-134.

HAYEK Friedrich. A. [1937b], *Monetary Nationalism and International Stability*, New York, Augustus M. Kelley.

HAYEK Friedrich A. [1939], *Profits, Interest and Investment, and Other Essays on the Theory of Industrial Fluctuations*, New York, Augustus, M. Kelley.

HAYEK Friedrich A. [1940], « Socialist Calculation, The Competitive Solution », dans *Economica* 7, 125-149.

HAYEK Friedrich A. [1941], *The Pure Theory of Capital*, Chicago, The University of Chicago Press.

HAYEK Friedrich A. [1942], « The Facts of the Social Sciences » dans *Individualism and Economic Order*, Chicago, The University of Chicago Press.

HAYEK Friedrich A. [1944], *La route de la servitude*, Paris, Quadrige, Presses universitaires de France.

HAYEK Friedrich A. [1945], « L'utilisation de l'information dans la société » dans *Revue Française d'Économie*, vol. 1-2, automne 1986, 117-140.

HAYEK Friedrich A. [1948a], *Individualism and Economic Order*, Chicago, The University of Chicago Press.

HAYEK Friedrich A. [1948b], « The Meaning of Competition » dans *Individualism and Economic Order*, Chicago, The University of Chicago Press, 92-106.

HAYEK Friedrich A. [1952a], *The Counter-Revolution of Science*, Glencoe, Illinois, The Free Press.

HAYEK Friedrich A. [1952b], *L'ordre sensoriel, Une enquête sur les fondements de la psychologie théorique*, Paris, CNRS Éditions.

HAYEK Friedrich A. [1952c], *Scientisme et sciences sociales*, Paris, Plon, 1997.

HAYEK Friedrich A. [1955], « Degrees of Explanation », dans HAYEK Friedrich A. [1967b], *Studies in Philosophy, Politics and Economics*, 3-21.

HAYEK Friedrich A. [1960], *La constitution de la liberté*, Paris, éditions Litec.

HAYEK Friedrich A. [1963a], « Rules, Perception and Intelligibility », dans HAYEK Friedrich A. [1967b], *Studies in Philosophy, Politics and Economics*, Chicago, The University of Chicago Press, 43-66.

HAYEK Friedrich A. [1963b], « Notes on the Evolution of Systems of Rules of Conduct », dans HAYEK Friedrich A. [1967b], *Studies in Philosophy, Politics and Economics*, 66-81.

HAYEK Friedrich A. [1964], « The Theory of Complex Phenomena », dans HAYEK Friedrich A. [1967b], *Studies in Philosophy, Politics and Economics*, Chicago, The University of Chicago Press, 22-43.

HAYEK Friedrich A. [1965], « Kinds of Rationalism », dans HAYEK Friedrich A. [1967b], *Studies in Philosophy, Politics and Economics*, Chicago, The University of Chicago Press, 82-95.

HAYEK Friedrich A. [1967a], « The Results of Human Action but not of Human Design » dans HAYEK Friedrich A. [1967a], *Studies in Philosophy, Politics and Economics*, Chicago, The University of Chicago Press, 96-105.

HAYEK Friedrich A. [1967b], *Studies in Philosophy, Politics and Economics*, Chicago, The University of Chicago Press.

HAYEK Friedrich A. [1968], « Competition as a Discovery Procedure » dans HAYEK Friedrich A. [1978b], *New Studies in Philosophy, Politics, Economy and the History of Ideas*, Londres, Routledge and Kegan, 179-190.

HAYEK Friedrich A. [1969a], « The Primacy of the Abstract » dans HAYEK Friedrich A. [1978b], *New Studies in Philosophy, Politics, Economics and the History of Ideas*, Londres, Routledge and Kegan, 35-50.

HAYEK Friedrich A., [1969b], « Three Elucidations of the Ricardo Effect » dans HAYEK Friedrich A. [1978b], *New Studies in Philosophy, Politics, Economics and the History of*

Ideas, Londres, Routledge and Kegan, 165-178.

HAYEK Friedrich. A. [1972], *A Tiger by the Tail, The Keynesian Legacy of Inflation*, Hobart Paperback 4, Norfolk, Institute of Economics Affairs.

HAYEK Friedrich. A. [1973], *Droit, législation et liberté*, Paris, PUF, Libre-Échange.

HAYEK Friedrich. A. [1976a], *Droit, législation et liberté*, Paris, PUF, Libre-Échange.

HAYEK Friedrich. A. [1976b], *Denationalisation of Money, An Analysis of the Theory and Practice of Concurrent Currencies*, Londres, the Institute of Economic Affairs.

HAYEK Friedrich A. [1978a], « Coping With Ignorance » dans *Imprimis*, vol. 7, n° 7, 1-6.

HAYEK Friedrich A. [1978b], *New Studies in Philosophy, Politics, Economy and the History of Ideas*, Londres, Routledge and Kegan.

HAYEK Friedrich A. [1978c], *Denationalisation of Money – The Argument Refined. An Analysis of the Theory and Practice of Concurrent Currencies*, Londres, the Institute of Economic Affairs, Hobart Special Paper 70.

HAYEK Friedrich A. [1979], *Droit, législation et liberté*, Paris, PUF, Libre-Échange.

HAYEK Friedrich A. [1980], « Joseph Schumpeter », préface à *Methodological Individualism* (traduction d'un extrait de *Das Wesen und der Hauptinhalt der Theoretischen Nationalökonomie*, Schumpeter, 1908), dans KLEIN Peter [1992], *The Collected Works of F.A. Hayek, The Fortunes of Liberalism*, vol. 4, Chicago, The University of Chicago Press, 160-165.

HAYEK Friedrich A. [1984], *Money, Capital and Fluctuations, Early Essays*, Londres, Melbourne et Henley, Routledge and Kegan.

HAYEK Friedrich A. [1988], *La présomption fatale: les erreurs du socialisme*, PUF, Libre-Échange.

HAZLITT Henry [1974] « Review of "Competition and Entrepreneurship" » dans *Freeman* 24, décembre 1974, 759.

HEBERT Robert et LINK Albert N. [1982], *The Entrepreneur, Mainstream Views and Radical Critiques*, New York Praeger.

HELLING I.K. [1984], « A. Schütz and F. Kaufmann: Sociology between Science and Interpretation » dans *Human Studies*, 7 (2), 141-161.

HENNINGS Klaus et SAMUELS Warren J. [1990], *Neoclassical Economic Theory, 1870-1930*, Boston, Dordrech, Londres, Kluwer.

HERBENER Jeffrey [1991], « Ludwig von Mises and the Austrian School of Economics », dans *The Review of Austrian Economics*, 5, n° 2, 33-50.

HERBENER Jeffrey [1996], « Economic Calculation and the Question of Arythmetic », dans *Review of Austrian Economics*, 9, n° 1, 151-162.

HICKS John Richard [1939], *Value and Capital*, Oxford, Clarendon Press.

HICKS John Richard [1967], « The Hayek Story », dans *Critical Essays in Monetary Theory*, Oxford University Press, 1972, 203-215.

HICKS John Richard et WEBER Wilhem (éd.) [1973], *Carl Menger and the Austrian School of Economics*, Oxford, Clarendon Press.

HIGHT Jack [1980], « Review of "Perception, Opportunity and Profit" » dans *Austrian Economics*, Newsletter 2, 3, 14.

HIGHT Jack [1982], « Alertness, Judgment and Entrepreneurship: A Comment on Kirzner » dans KIRZNER Israel (éd.) [1982], *Method, Process and Austrian Economics: Essays in Honour of Ludwig v. Mises*, Lexington, Lexington Books, 161-168.

HIGHT Jack [1986], « Equilibration and Disequilibrium in the Market Process », dans KIRZNER Israel [1986] (éd.), *Subjectivism, Intelligibility and Economic Understanding*, Londres, MacMillan, 111-121.

HODSON Geoffrey M. [1993], *Economics and Evolution, Bringing Life Back into Economics*, Polity Press, Cambridge

HOFF Trygve J.B. [1949], *Economic Calculation in the Socialist Society*, Londres Edimbourg, Glasgow, William Hodge and Company Limited.

HOLCOMBE Randall G. [2002] « Political Entreneurship and the Democratic Allocation of Economic Resources », dans *The Review of Austrian Economics*, vol. 15, n°s 2/3, 143-159.

HOPPE Hans-Hermann [1988], *Praxeology and Economic Science*, Auburn, Ludwig von Mises Institute.

HOPPE Hans-Hermann [1989], *A Theory of Socialism and Capitalism: Economics, Politics and Ethics*, Boston, Kluwer.

HOPPE Hans-Hermann [1993a], *The Economics and Ethics of Private Property*, Ludwig von Mises Institute, Boston, Dordrecht, Londres, Kluwer Academic Publishers.

HOPPE Hans-Hermann [1993b], « F.A. Hayek on Government and Social Evolution: A Critique » dans *The Review of Austrian Economics*, 7, n° 1, 67-93.

HOPPE Hans-Hermann [1993], « How is Fiat Money Possible? – or The Devolution of Money and Credit » dans *The Review of Austrian Economics*, 7, (2), 49-74.

HOPPE Hans-Hermann [1996], « Socialism: A Property or Knowledge Problem? », dans *The Review of Austrian Economics* 9, n° 1, 143-149.

HOPPE Hans-Hermann, HULSMANN Jorg.-Guido, BLOCK Walter [1998], « Against Fiduciary Media » dans *The Quaterly Journal of Austrian Economics*, vol. 1, (1), 19-50.

HORWITZ Steven [1988], « Misreading the "Myth": Rothbard on the Theory and History of Free Banking », dans BOETTKE Peter et PRYCHITKO David (éd.) [1994], *The Market Process. Essays in Contemporary Austrian Economics*, Edward Elgar, 166-176.

HORWITZ Steven [2000], « From The Sensory Order to the Liberal Order: Hayek's Non-rationalist Liberalism », dans *The Review of Austrian Economics*, vol. 13, n° 1, 23-40.

HUGUES A.M. [1997], « The Recession of 1990: An Austrian Explanation » dans *The Review of Austrian Economics*, vol. 10, n° 1, 23-40.

HULSMANS Jörg Guido [1996], « Free Banking and the Free Bankers », dans *The Review of Austrian Economics*, vol. 9, n° 1, 3-53.

HULSMANS Jörg Guido [1997], « Knowledge, Judgment and The Use of Property », dans *The Review of Austrian Economics*, 10, n° 1, 23-48.

HULSMANS Jörg Guido [2000a], « A Realist Approach to Equilibrium Analysis » dans *The Quaterly Journal of Austrian Economics*, vol. 3, n° 4, hiver 2000, 3-51.

HULSMANS Jörg Guido [2000b], « Banks Cannot Create Money » *The Independant Review*, vol. 5, n° 1, été, 101-110.

HUTCHISON Terence W. [1981], *The Politics and Philosophy of Economics: Marxists, Keynesians and Austrians*, Oxford, Blackwell.

IKEDA Sanford [1997], *Dynamics of the Mixed Economy: Towards a Theory of Interventionism*, Londres, Routledge.

IKEDA Sanford et BOETTKE Pete [1998] (éd.), *Advances in Austrian Economics*, Stamford, Connecticut et Londres, JAI Press.

IOANNIDES Stavros [1992], *The Market, Competition and Democracy: A Critique of Neo-Austrian Economics*, G.-B., États-Unis, Edward Elgar Publishing.

IOANNIDES Stavros [1993], « Comments on Israel Kirzner's Notion of Pure Profit », dans *Journal des Économistes et des Études Humaines* (4), 329-333.

IOANNIDES Stavros [1999], « Towards an Austrian Perspective on the Firm » dans *The Review of Austrian Economics*, 11, n° 1/2/, 77-97.

IOANNIDES Stavros [2003], « Orders and Organizations: Hayekian Insights for a Theory of Economic Organization », dans *The American Journal of Sociology*, juillet, vol. 62, n° 3, 533-566.

JAFFE William [1976], « Menger, Jevons and Walras De-Homogenized », dans *Economic Inquiry*, 14, décembre, 511-524.

JEVONS Stanley [1871], *The Theory of Political Economy*, New York, Kelley and Millman.

JOHNSTON William [1972], *L'esprit viennois, une histoire intellectuelle et sociale 1848-1938*, Paris, PUF, Quadrige.

JONES R. [1976], « The Origin and Development of Media of Exchange », dans *Journal of Political Economy*, 84, 757-775.

KANTOROVITCH Léonid [1963], *Calcul économique et utilisation des ressources*, Paris, Dunod.

KAUDER Emil [1953], « The Retarded Acceptance of Marginal Utility Theory », dans *Quarterly Journal of Economics*, 67, 564-575.

KAUTSKY Karl [1902]. *Discours de Delft*, traduction française, *Le programme socialiste*, Paris, Rivière [1910].

KEELER J.P [2001], « Empirical Evidence on the Austrian Business Cycle Theory » dans *The Review of Austrian Economics*, vol. 14, n° 4, 331-351.

KEYNES John Maynard [1930/ 1931], *A Treatise on Money*, tomes 1 et 2, dans KEYNES John Maynard [1971], *Collected Writings*, Cambridge, University Press, vol. V et VI.

KEYNES John Maynard [novembre 1931], « The Pure Theory of Money a Reply to Dr Hayek » dans Collected Writings, Cambridge, University Press, vol. XIII.

KEYNES John Maynard [décembre 1931-janvier 1932], *Correspondance Hayek-Keynes* dans KEYNES John Maynard [1971], *Collected Writings*, Cambridge, University Press, vol. XIII, 257-264.

KEYNES John Maynard [1971], *Collected Writings*, Cambridge, University Press, vol. V et VI.

KHALIL Elias L. [1995], « Organizations versus Institutions », dans *Journal of Institutional and Theoritical Economics*, 151 (3), 445-466.

KHALIL Elias L. [1996], « Friedrich Hayek's Darwinian Theory of Evolution of Institutions: Two Problems », dans *Australian Economic Papers*, 35, 183-201.

KHALIL Elias L. [1997], « Friedrich Hayek's Theory of Spontaneous Order: Two Problems », dans *Constitutional Political Economy*, 8, 301-317.

KIRZNER Israel [1960], *The Economic Point of View*, Kansas City, Sheed and Ward, Inc.

KIRZNER Israel [1963], *Market Theory and the Price System*, New York, Londres, Toronto, D. Van Nostrand Company, INC.

KIRZNER Israel [1966], *An Essay on Capital*, New York, Augustus M. Kelley.

KIRZNER Israel [1973], *Competition and Entrepreneurship*, Chicago, University of Chicago Press.

KIRZNER Israel [1976], « Philosophical and Ethical Implications of Austrian Economics », dans DOLAN Edwin G. (éd.) [1976], *The Foundations of Modern Austrian Economics*, Kansas City, Sheed and Ward, 75-88.

KIRZNER Israel [1979], *Perception, Opportunity and Profit: Studies in the Theory of Entrepreneurship*, Chicago, University of Chicago Press.

KIRZNER Israel (éd.), [1982a], *Method, Process and Austrian Economics: Essays in Honour of Ludwig v. Mises*, Lexington, Lexington Books.

KIRZNER Israel [1982b], *Uncertainty, Discovery and Human Action: A Study of the Entrepreneurial Profile in the Misesian System* dans KIRZNER Israel (éd.), [1982], *Method, Process and Austrian Economics: Essays in Honour of Ludwig v. Mises*, Lexington, Lexington Books, 139-160.

KIRZNER Israel [1982c], « The Theory of Entrepreneurship in Economic Growth » dans KENT C.A., SEXTON Donald L. et VESPER Karl H. (éd.), *Encyclopedia of Entrepreneurship*, Prentice-Hall, Englewood Cliffs, New Jersey.

KIRZNER Israel [1984/1992], « Economic Planning and Knowledge Problem » dans KIRZNER Israel [1992], *The Meaning of Market Process: Essays in the Development of Modern Austrian Economics*, Londres et New York, Routledge, 152-162.

KIRZNER Israel [1985], *Discovery and the Capitalist Process*, Chicago et Londres, University of Chicago Press.

KIRZNER Israel [1986] (éd.), *Subjectivism, Intelligibility and Economic Understanding*, Londres, MacMillan.

KIRZNER Israel [1988], « Welfare Economics: A Modern Austrian Perspective », dans BLOCK Walter et ROCKWELL Llewellyn H. (éd.) [1988], *Man, Economy and Liberty: Essays in Honor of Murray Rothbard*, The Ludwig von Mises Institute, Auburn University, 77-89. Republié dans *The Meaning of Market Process: Essays in the Development of Modern Austrian Economics*, Londres et New York, Routledge, 180-192.

KIRZNER Israel [1988/1992a], « The Economic Calculation Debate: Lessons for Austrians » dans KIRZNER Israel [1992], *The Meaning of Market Process: Essays in the Development of Modern Austrian Economics*, Londres et New York, Routledge, 100-118.

KIRZNER Israel [1989], *Discovery, Capitalism and Distributive Justice*, New York, Oxford, Basil Blackwell.

KIRZNER Israel [1990), « Commentary de BOEHM Stephan, The Austrian Tradition: Schumpeter and Mises », dans HENNINGS Klaus et SAMUELS Warren J. [1990], *Neo-classical Economic Theory, 1870-1930*, Boston, Dordrecht, Londres, Kluwer, 242-249.

KIRZNER Israel [1992a], *The Meaning of Market Process: Essays in the Development of Modern Austrian Economics*, Londres et New York, Routledge.

KIRZNER Israel [1992b], « Commentary: Entrepreneurship, Uncertainty and Austrian Economics », dans BOEHM Stephen et CALDWELL Bruce (éd.) [1992], *Austrian Economics: Tensions and New Directions*, Boston, Kluwer, 85-102.

KIRZNER Israel [1996a], « Reflections on the Misesian Legacy in Economics », dans *The Review of Austrian Economics*, 9 (2), 143-154.

KIRZNER Israel [1996b], *Essays on Capital and Interest, An Austrian Perspective, Boston* voir Edward Elgar.

KIRZNER Israel [mars 1997], « Entrepreneurial Discovery and the Competitive Market Process », *Journal of Economic Literature*, vol. XXXV, 60-85.

KIRZNER Israel [1998], « Coordination as a Criterion for Economic "Goodness" », dans *Constitutional Political Economy* 9: 289-301.

KIRZNER Israel [1999], « Creativity and/or Alertness: A Reconsideration of the Schumpeterian Entrepreneur » dans *The Review of Austrian Economics*, 11, n° 1/2/, 5-19.

KIRZNER Israel [2001], *Ludwig von Mises, The Man and his Economics*, ISI Books, Wilmington, Delaware.

KIRZNER Israel [2002], « Comment on "A Critique of Kirzner's Finders-Keepers Defense of Profit » dans *The Review of Austrian Economics*, vol. 15, n° 1, 91-94.

KLAUSSINGER Hansjorg, [1997], « From Neutral Money to Competing Currencies: Hayek on Monetary Policy », dans FROWEN Stephen (éd.) *Hayek, the Economist and Social Philosopher, a Critical Retrospect*, New York, St Martin-Press, Londres, MacMillan, 195-214.

KLEIN Benjamin [1974], « The Competitive Supply of Money » dans *Journal of Money, Credit and Banking*, VI, n° 4, novembre 1974, 423-454.

KLEIN Peter G. (éd.) [1992], « The Fortunes of Liberalism » dans *The Collected Works of F.A. Hayek*, volume 4, Chicago, The University of Chicago Press, 126-159.

KLEIN Peter G. [1996], « Calculation and the Limits of Organization », dans *The Review of Austrian Economics*, 9 (2), 3-28.

KLEIN Peter G. [1999], « Entrepreneurship and Corporate Gouvernance » dans *The Quaterly Journal of Austrian Economics*, 2, n° 2, 19-42.

KLEIN Peter G. et SELGIN George [2000], « Menger's Theory of Money: Some Experimental Evidence », dans SMITHIN John (éd.), *What is Money?* Londres, Routledge and Kegan, 217-234.

KNIGHT Franck [1921], *Risk, Uncertainty, and Profit*, Chicago, University of Chicago Press.

KOPPL Roger [1992], « Alfred Schütz and George Shackle: Two Views of Choice », *working paper*.

KOPPL Roger [1994], « Lachmann on Schütz and Shackle » dans *Advances in Austrian Economics* 1, 289-302.

KOPPL Roger [1997], « Mises and Schütz on Ideal Types » dans *Cultural Dynamics* 9 (1), 63-79.

KOPPL Roger et MONGIOVI Gary (éd.) [1998], *Subjectivism and Economic Analysis: Essays in Memory of Ludwig M. Lachmann*, New York et Londres, Routledge.

KOPPL Roger [2002], *Big Players and the Economic Theory of Expectations*, New York Palgrave, MacMillan.

KRESGE Stephen et WENAR Leif (éd.), [1994], *Hayek on Hayek, An Autobiographical Dialogue*, The University of Chicago Press, The Bartley Institute.

KURRILD-KLITGAARD Peter [2001], « On Rationality, Ideal-Types and Economics: Alfred Schütz and the Austrian School », dans *The Review of Austrian Economics*, septembre 2001, vol. 14, n° 2/3, p. 119-143.

LACHMANN Ludwig M. [1937], « Uncertainty and Liquidity-Preference », dans LAVOIE Don (éd.) [1994], *Expectations and the Meaning of Institutions*, Londres et New York, Routledge, 29-41.

LACHMANN Ludwig M. [1939], « On Crisis and Adjustment », dans LAVOIE Don (éd.) [1994], *Expectations and the Meaning of Institutions*, Londres et New York, Routledge, 76-91.

LACHMANN Ludwig M. [1943], « The Role of Expectations in Economics as a Social Science » dans LACHMANN Ludwig M. [1977], *Capital, Expectations and the Market Process: Essays on the Theory of the Market Economy*, Kansas City, Sheed Andrews and MacMeel, 65-80.

LACHMANN Ludwig M. [1951], « The Science of Human Action » dans LACHMANN Ludwig M. [1977], *Capital, Expectations and the Market Process: Essays on the Theory of the Market Economy*, Kansas City, Sheed Andrews and MacMeel, 94-111.

LACHMANN Ludwig M. [1956], *Capital and Its Structure*, Kansas City, Sheed Andrews and Mc Meel, INC.

LACHMANN Ludwig M. [1959], « Professor Shackle and the Economic Significance of Time », dans LACHMANN Ludwig M. [1977], *Capital, Expectations and the Market Process : Essays on the Theory of the Market Economy*, Kansas City, Sheed Andrews and MacMeel [1977], 81-93.

LACHMANN Ludwig M. [1969], « Methodological Individualism and the Market Economy », dans LACHMANN Ludwig M. [1977], *Capital, Expectations and the Market Process : Essays on the Theory of the Market Economy*, Kansas City, Sheed Andrews and MacMeel [1977], 149-165.

LACHMANN Ludwig M. [1971a], «*The Legacy of Max Weber*, The Glendary Press, Berkeley.

LACHMANN Ludwig M. [1971b], « Ludwig von Mises and the Market Process », dans LACHMANN Ludwig M. [1977], *Capital, Expectations and the Market Process: Essays on the Theory of the Market Economy*, Kansas City, Sheed Andrews and MacMeel [1977], 181-197.

LACHMANN Ludwig M. [1976a], « On the Central Concept of Austrian Economics: Market Process », dans DOLAN Edwin G. (éd.), [1976], *The Foundations of Modern Austrian Economics*, Kansas City, Sheed and Ward, 126-132.

LACHMANN Ludwig M. [1976b], « From Mises to Shackle: An Essay on Austrian Economics and the Kaleidic Society » dans LAVOIE Don (éd.) [1994], *Expectations and the Meaning of Institutions*, Londres et New York, Routledge, 229-240.

LACHMANN Ludwig M. [1977], *Capital, Expectations and the Market Process: Essays on the Theory of the Market Economy*, Kansas City, Sheed Andrews and MacMeel.

LACHMANN Ludwig M. [1982], « Ludwig von Mises and the Extension of Subjectivism » dans KIRZNER Israel (éd.) [1982], *Method, Process and Austrian Economics: Essays in Honour of Ludwig v. Mises*, Lexington, Lexington Books, 31-40.

LACHMANN Ludwig M. [1986a], *The Market as an Economic Process*, Oxford, Blackwell.

LACHMANN Ludwig M. [1986b], « Austrian Economics under Fire: The Hayek-Sraffa Duel », dans GRASSL Wolfgang et SMITH Barry (éd.) [1986], *Austrian Economics: Historical and Philosophical Background*, Londres, Croom Helm, 225-243.

LALLEMENT Jérôme [1987], « Popper et le principe de rationalité », dans *Économie et Société*, n° 10, 25-40.

LANGE Oskar [1936], « On the Economic Theory of Socialism », partie 1, *The Review of Economics Studies*, 53-71.

LANGE Oskar [1937], « On the Economic Theory of Socialism », partie 2, *The Review of Economics Studies*, 123-142.

LANGE Oskar [1936-7/1938], « On the Economic Theory of Socialism », dans LIPPINCOT Benjamin E. (éd.) [1938], *On the Economic Theory of Socialism*, New York, Mac Graw-Hill, 55-129.

LANGE Oskar [1960], *Essays on Economic Planning*, Calcutta, Indian Statistical Institute.

LANGE Oskar [1965], *Introduction à l'économie cybernétique*, Paris, Sirey.

LANGE Oskar [1967], « The Computer and the Market », dans FEINSTEIN C.H. (éd.) [1967], *Socialism, Capitalism and Economic Growth: Essays presented to Maurice Dobb*,

Cambridge, Cambridge University Press, 158-161.

LANGLOIS Richard N. [1985], « Knowledge and Rationality in the Austrian School: An Analytical Survey », dans *Eastern Economic Journal*, 9:4, 309-330.

LANGLOIS Richard N. [1992], « Orders and Organizations: Toward an Austrian Theory of Social Institutions », dans BOEHM Stephen et CALDWELL Bruce (éd.) [1992], *Austrian Economics: Tensions and New Directions*, Boston, Kluwer, 165-183.

LANGLOIS Richard N. et COSGEL Metin M. [1993], « Frank Knight on Risk, Uncertainty and the Firm: a New Interpretation », dans *Economic Inquiry*, 31, 456-465.

LANGLOIS Richard N. [1994], « The Boundaries of the Firm », dans BOETTKE Peter (éd.), *The Elgar Companion to Austrian Economics*, Cheltenham, U.K., Edward Elgar, 173-178.

LANGLOIS Richard N. [1995], « Do Firms Plan ? », dans *Constitutional Political Economy*, vol. 6, 3, 247-261.

LANGLOIS Richard N. et ROBERTSON Paul L. [1995], *Firms, Markets and Economic Changes, a Dynamic Theory of Business Institutions*, Londres, Routledge.

LATZER Michael et SCHMITZ Stephan W. (éd.) [2002], *Carl Menger and The Evolution of Payments Systems*, Cheltenham, Northampton, Edward Elgar.

LAVOIE Don [1981], « A Critique of the Standard Account of the Socialist Calculation Debate », dans *Journal of Libertarian Studies*, 5, 41- 87.

LAVOIE Don [1985a], *National Economic Planning: What is Left?*, Cambridge, Ballinger Publishing Company.

LAVOIE Don [1985b], *Rivalry and Central Planning, The Socialist Calculation Debate Reconsidered*, Cambridge, Cambridge University Press.

LAVOIE Don (éd.) [1990a], *Economics and Hermeneutics*, Londres et New York, Routledge and Kegan.

LAVOIE Don [1990b], « Computation, Incentives and Discovery: The Cognitive Function of Markets in Market Socialism » [1990] dans *Annual American Academic Political Social Sciences*, 507, 72-79.

LAVOIE Donald [1994], « The Interpretative Turn » dans BOETTKE Pete (éd.), *The Elgar Companion to Austrian Economics*, Edward Elgar, 54-62.

LEPAGE Henri [1980], *Demain le libéralisme*, Paris, Pluriel.

LEPAGE Henri [1985], *Pourquoi la propriété*, Paris, Pluriel.

LERNER Abba P. [1934], « Economic Theory and Socialist Economy », dans *The Review of Economics Studies* 2, 51-61.

LEWIN Peter [1996], « Time, Change and Complexity: Ludwig M. Lachmann's Contributions to the Theory of Capital », dans BOETTKE Pete et PRYCHITKO David (éd.) [1996], *Advances in Austrian Economics*, vol. 3, Greenwich, Connecticut, JAI Press, 107-168.

LEWIN Peter [1997], « Capital in Disequilibrium: A Reexamination of the Capital Theory of Ludwig M. Lachmann », dans *History of Political Economy*, vol. 29, 3, 523-548.

LEWIN Peter [1998], « The Firm, Money and Economic Calculation: Considering the Institutional Nexus of Market Production » dans *The American Journal of Economics and Sociology*, vol. 57, n° 4.

LEWIN Peter et PHELAN Steven E. [1999], « Firms, Strategies and Ressources: Contributions from Austrian Economics » dans *The Quaterly Journal of Austrian Economics*, vol. 2, n° 2, 3-18.

LEWIN Peter et PHELAN Steven E. [2000], « An Austrian Theory of the Firm » dans *The Review of Austrian Economics*, vol. 13, n° 1, 59-79.

LIBERMAN Evsei [1962], « The Plan, Profits and Bonuses » dans NOVE Alec et NUTI Dominico Mario (éd.) [1972], *Socialist Economics*, Londres, Penguin Books.

LIPPINCOT Benjamin E. (éd.) [1938], *On the Economic Theory of Socialism*, New York, Mac Graw-Hill.

LITTLECHILD Stephen C. [1978], *The Fallacy of Mixed Economy: An Austrian Critique of Economic Thinking and Policy*, Londres, Institute of Economic Affairs.

LITTLECHILD Stephen C. [1982], « Equilibrium and the Market Process » dans KIRZNER Israel (éd.) [1982], *Method, Process and Austrian Economics: Essays in Honour of Ludwig v. Mises*, Lexington, Lexington Books.

LITTLECHILD Stephen C. (éd.), [1990], *The Austrian Economics*, vol. 1, 2, 3, Cheltenham, Edward Elgar.

LOASBY Brian [1976], *Choice. Complexity and Ignorance*, Cambridge, Cambridge University Press.

LOASBY Brian J. [1982], « Economics and Dispersed and Incomplete Information », dans *Method. Process. and Austrian Economics: Essays in Honor of Ludwig von Mises*, Lexington, D.C. Heath, 1982, 111-130.

LOASBY Brian [1989a], *The Minds and Methods of Economics*, Cambridge, Cambridge University Press.

LOASBY Brian J. [1989b], « The Entrepreneurship in Economic Theory », dans *Scottish Journal of Political Economy*, 29.

LOASBY Brian [1994], « Organizational Capabilities and Interfirm Relations », dans *Metroeconomica*, 45, 3, 248-265.

LOPEZ Edward J. [2002], « The Legislator as Political Entrepreneur: Investment in Political Capital », dans *The Review of Austrian Economics*, vol. 15, n°s 2/3, 211-228.

MACHLUP Fritz [1940], *The Stock Market. Credit and Capital Formation*, New York, Macmillan.

MACHLUP Fritz [1952], *The Economics of Seller's Competition*, Baltimore, Johns Hopkins University Press.

MACHLUP Fritz (éd.) [1976], *Essays on Hayek*, New York, New York University Press.

MAGNAN de BORNIER Jean [1994], « Efficacité ou éthique: les fondements de la propriété chez les autrichiens », dans *Journal des Économistes et des Études Humaines*, mars, 105-126.

MAKI Uskali [1990a], « Mengerian Economics in Realist Perspective », dans CALDWELL Bruce (éd.) [1990], *Carl Menger and his Legacy in Economics*, Durham et Londres, Duke University Press.

MANIN Bernard [1983], « Le libéralisme radical de Friedrich-August Hayek », dans *Commentaire*, été 1983, 15-22.

MARX Karl [1848], *Le Manifeste du parti communiste*, dans *Œuvres*, I, Paris, Gallimard, La Pléiade, 157-195.

MARX Karl [1875-1891], *Critique du programme du parti ouvrier allemand*, dans *Œuvres*, I, Paris, Gallimard, La Pléiade, 1407-1434.

MCCANN C.R Jr [2002], « F.A. Hayek: The Liberal as Communitarian », dans *The Review of Austrian Economics*, vol. 15, n° 1, 5-31.

MEIJER Gerrit (éd.) [1995], *New Perspectives on Austrian Economics*, Londres, New York, Routledge and Kegan.

MENGER Carl [1871], *Principles of Economics*, New York et Londres, New York University Press.

MENGER Carl [1883], *Investigations into the Method in Social Sciences. with Special Reference to Economics*, New York et Londres, New York University Press.

MENGER Karl [1973], *Austrian Marginalism and Mathematical Economics*, dans HICKS John Richard (éd.) [1973], *Carl Menger and the Austrian School of Economics*, Oxford, Clarendon Press, 38-60.

MILFORD Karl [1990], « Menger's Methodology », dans CALDWELL Bruce (éd.) [1990], *Carl Menger and his Legacy in Economics*, Durnham and Londres, 215-239.

MISES Ludwig v. [1912], *The Theory of Money and Credit*, New Haven, Yale University Press.

MISES Ludwig v., [1919], *Nation, State and Economy: Contributions to the Politics and History of Our Time*, Humanities Press.

MISES Ludwig v. [1920], « Le calcul économique en régime collectiviste », dans HAYEK Friedrich (éd.) [1935c], *L'économie dirigée en régime collectiviste*, Paris, Librairie de Médicis, 93-132.

MISES Ludwig v. [1922], *Le socialisme*, Paris, Librairie de Médicis.

MISES Ludwig v., [1927], *Le libéralisme: une exposition socio-économique*, Paris, Librairie de Médicis.

MISES Ludwig v. [1929], *A Critique of Interventionism*, Airlington House, New-Rochelle, New York.

MISES Ludwig v. [1933], *Epistemological Problems of Economics*, New York et Londres, New York University Press.

MISES Ludwig v. [1938], « The Equations of Mathematical Economics and the Problem of Economic Calculation in a Socialist State », dans *The Quaterly Journal of Austrian Economics*, printemps 2000, vol. 3, n° 1, 27-32.

MISES Ludwig v. [1940], *Nationalökonomie: Theorie des Handelns und Wirtschaftens*, Genève, Éditions Union.

MISES Ludwig v. [1942], « Social Science and Natural Sciences » dans *Money, Method and the Market Process*, Norwell, Dordrecht, Kluwer Academic Publishers [1990], 3-15.

MISES Ludwig v. [1944a], « The Treatment of Irrationality in the Social Sciences » dans MISES Ludwig v. [1990] *Money, Method and the Market Process*, Norwell, Dordrecht, Kluwer Academic Publishers,16-36.

MISES Ludwig v. [1944b], *Du gouvernement omnipotent à la guerre totale*, Paris, Librairie de Médicis.

MISES Ludwig v. [1946], *La bureaucratie*, Paris, Librairie de Médicis.

MISES Ludwig v. [1947], *Le chaos du planisme*, Paris, Librairie de Médicis.

MISES Ludwig v. [1957], *Theory and History*, Auburn, Alabama, The Ludwig von Mises Institute.

MISES Ludwig v. [1962a], *The Ultimate Foundation of Economic Science*, Sheed Andrews and MacMeel, INC.

MISES Ludwig v. [1962b], « Epistemological Relativism in the Sciences of Human Action » dans MISES Ludwig v. [1990], *Money, Method and the Market Process*, Norwell, Dordrecht, Kluwer Academic Publishers [1990], 37-51.

MISES Ludwig v. [1962c], *Planning for Freedom, and Others Essays and Adresses*, South Holland, Illinois, Libertarian Press.

MISES Ludwig v. [1966], *L'action humaine: traité d'économie*, Paris, Libre-Échange.

MISES Ludwig v. [1969], *The Historical Setting of the Austrian School of Economics*, New York, New-Rochelle.

MISES Ludwig v. [1978a], *On the Manipulation of Money and Credit*, New York, Free Market Books.

MISES Ludwig v., [1978b], *Notes and Recollections*, South Holland, Illinois, Libertarian Press.

MISES Ludwig v., [1979], *Politique économique, réflexions pour aujourd'hui et pour demain*, Paris, Éditions de L'Institut économique de Paris.

MISES Ludwig v. [1990], *Money, Method and the Market Process*, Norwell, Dordrecht, Kluwer Academic Publishers.

MISES Margit v. [1984], *My Years with Ludwig von Mises*, Cedar Falls, Iowa, Center for Future Éducation.

MOSS Laurence S (éd.) [1976], *The Economics of Ludwig von Mises, Toward a Critical Appraisal*, Kansas City, Sheed and Ward.

MYRDAL G. [1953], *The Political Element in the Development of Economic Theory*, Cambridge, Harvard University Press.

NADEAU Robert [2001], « Friedrich Hayek et la théorie de l'esprit », dans COMETTI Jean-Pierre et MULLIGAN Kevin (dir.), *La philosophie autrichienne de Bolzano à Musil*, Histoire et actualité, Paris, Vrin.

NELSON Richard et WINTER Sidney G. [1982], *An Evolutionary Theory of Economic Change*, Cambridge, Massachusetts, Belknap Press.

NEMO Philippe [1988], *La société de droit selon F.A. Hayek*, Presses Universitaires de France, Paris, Libre-Échange.

NEURATH Otto [1919]), *Durch die Kriegwirtschaft zur Naturalwirtschaft*, Munich.

NOVE Alec et NUTI Domenico Mario (éd.) [1972], *Socialist Economics*, Londres, Penguin Books.

O'BRIAN [1990], « Lionel Robbins and the Austrian Connection [1990] », dans CALDWELL Bruce J. (éd.) [1990], *Carl Menger and his Legacy in Economics*, Durham et Londres, Duke University Press, 155-184.

O' DRISCOLL Gerald. P. [1978], « Spontaneous Order and the Coordination of Economics Activities » dans SPADERO Louis M. (éd.) [1978], *New Directions in Austrian Economics*, Kansas City, Sheed Andrews et MacMeel, 111-142.

O' DRISCOLL Gerald. P. [1982], « Monopoly in Theory and Practice » dans KIRZNER Israel (éd.) [1982], *Method, Process and Austrian Economics: Essays in Honour of Ludwig v. Mises*, Lexington, Lexington Books.

O' DRISCOLL Gerald P. et RIZZO Mario [1985], *The Economics of Time and Ignorance*, Oxford, New York, Basil Blackwell.

O' DRISCOLL Gerald. P. [1986], « Money: Menger's Evolutionary Theory », dans *History of Political Economy*, 18:4, 1986, 601-617.

O' DRISCOLL Gerald P. et RIZZO Mario [1990], « Subjectivism, Uncertainty and Rules », dans LITTLECHILD Stephen [1990] (éd.), *Austrian Economics*, vol. 1, Hants, Elgar.

PAQUE Karl-Heinz [1990], « Pattern Predictions in Economics: Hayek's Methodology of the Social Sciences Revisited », dans *History of Political Economy*, vol. 22, n° 2, 1990, 281-294.

PARETO Vilfredo [1896-97], *Cours d'économie politique*, Genève, Droz.

PARGUEZ Alain [1982], « Hayek et Keynes face à la crise » dans *Économies et sociétés*, vol. 16, 705-738.

PENROSE Edith [1959], *The Theory of the Growth of the Firm*, Oxford, Oxford University Press.

PIERSON Nicholas. G [1902], « Le problème de la valeur dans la communauté socialiste », dans HAYEK Friedrich (éd.) [1935c], *L'économie dirigée en régime collectiviste*, Paris, Librairie de Médicis, 49-92.

POLANYI Michael [1951], *La logique de la liberté*, Paris, PUF, Libre-Échange.

POLANYI Michael [1962], *Personal Knowledge: Towards a Post-Critical Philosophy*, Chicago, University of Chicago Press.

POLANYI Michael [1969], « The Determinants of Social Action », dans *Roads to Freedom: Essays in Honour of Friedrich A. von Hayek*, Londres, Routledge and Kegan, 165-179.

POPPER Karl [1934], *The Logic of Scientific Discovery*, Londres, Hutchinson.

POPPER Karl [1963], *Conjectures and Refutations*, Londres, Routledge et Kegan.

POPPER Karl [1972], *La connaissance objective*, Bruxelles, Éditions Complexe.

PRENDERGAST Christopher [1986], « A. Schütz and the Austrian School of Economics » dans *American Journal of Sociology*, 92, 1-26.

PRENDERGAST Christopher [1993], « Rationality, Optimality and Choice » dans *Rationality and Society*, 1993, 47-57.

PRIBRAM Karl [1970], *Les fondements de la pensée économique*, Paris, Economica.

PRYCHITKO David L. [1987], « Ludwig Lachmann and the Farther Reaches of Austrian Economics », dans *Critical Review*, été 1987, 63-76.

PRYCHITKO David L. [1993], « Formalism in Austrian School Welfare Economics: Another Pretense of Knowledge? », dans *Critical Review*, automne 1993, 7 (4), 567-592.

PRYCHITKO David L. [2002], *Markets, Planning and Democracy*, Cheltenham, Edward Elgar.

RICHARDSON George B. [1972], « The Organization of Industry », dans *The Economic Journal*, 82, 883-896.

RIZZELLO Salvatore [2003], *Cognitive Developments in Economics*, Londres, New York, Routledge and Kegan.

RIZZO Mario [1978], « Praxeology and Econometrics: A Critique of Positivist Economics » dans SPADERO Louis M. (éd.) [1978], *New Directions in Austrian Economics*, Kansas City, Sheed Andrews et MacMeel.

RIZZO Mario J. (éd.) [1979], *Time, Uncertainty and Disequilibrium, Exploration of Austrian Themes*, Lexington, Toronto, Lexington Books, Dc Heath and Company.

ROBBINS John W. et SPANGLER Mark (éd.) [1992], *A Man of Principle: Essays in Honor of Hans F. Sennholz*, Grove City, Penn, Grove City College Press.

ROBBINS Lionel [1932], *Essai sur la nature et la signification de la science économique*, Paris, Librairie de Médicis.

ROBBINS Lionel [1934], *La grande dépression*, Paris, Librairie de Médicis.

ROBBINS Lionel [1937], *L'économie planifiée et l'ordre international*, Paris, Librairie de Médicis.

ROCKWELL Llewellyn H. Jr (éd.) [1986], *The Gold Standard: An Austrian Perspective*, Lexington, Lexington Books.

ROEMER John E. [1993a], « Can There Be Socialism after Communism? » dans BARDHAN Pranhab K. et ROEMER John E. [1993], *Market Socialism*, New York, Oxford, Oxford University Press.

ROEMER John E. [1993b], « A Pragmatic Theory of Responsibility for the Egalitarian Planner » dans *Philosophy and Public Affairs*, 22, 146-166.

ROPER Willet [1929], *The Problem of Pricing in a Socialist State*, Cambridge, Ma, Harvard University Press.

ROSIER Michel [1989], « Critique épistémologique de la défense hayekienne du libéralisme » dans *Cahiers d'Économie Politique*, 179-189.

ROSIER Michel [2003], *On Smith's Bargaining Process: Learning by Talking*, working paper.

ROTHBARD Murray [1956a], « L'apriorisme extrême » dans *Économistes et charlatans*, Paris, Les Belles-Lettres [1990], 83-97.

ROTHBARD Murray [1956b], « Vers une reconstruction de la théorie de l'utilité et du bien-être » dans *Économistes et charlatans*, Paris, Les Belles-Lettres [1990], 97-161.

ROTHBARD Murray [1960], « Les oripeaux de la science » dans *Économistes et charlatans*, Paris, Les Belles-Lettres, 1-38.

ROTHBARD Murray [1962a], *Man, Economy and State: A Treatise on Economic Principles*, vol. 1 et 2, Princeton, Toronto, New York, Londres, D. Van Nostrand Company, INC.

ROTHBARD Murray [1962b], « Les biens collectifs et les externalités », dans ROTHBARD Murray [1990] *Économistes et Charlatans*, Paris, les Belles-Lettres [1990], 165-177.

ROTHBARD Murray [1973a], « La praxéologie comme méthode des sciences sociales », dans *Économistes et Charlatans*, Paris, Les Belles-Lettres [1990], 36-96.

ROTHBARD Murray [1973b], *For a New Liberty : The Libertarian Manifesto*, New York, MacMillan.

ROTHBARD Murray [1975], *America's Great Depression*, Kansas City, Sheed and Ward.

ROTHBARD Murray [1976a], « Ludwig von Mises and Economic Calculation Under Socialism », dans MOSS Laurence S. (éd.) [1976], *The Economics of Ludwig von Mises*, Kansas City, Sheed and Ward, 67-77.

ROTHBARD Murray [1976b], « Praxeology, Value Judgements and Public Policy », dans DOLAN Edwin (éd.), *The Foundations of Modern Austrian Economics*, Kansas City, Sheed and Ward, 89-111.

ROTHBARD Murray [1981], « The Laissez-Faire Radical: A Quest for the Historical Mises » dans *The Journal of Libertarian Studies*, vol. V, n° 3, 237-253.

ROTHBARD Murray [1982], *L'éthique de la liberté*, Paris, Les Belles-Lettres.

ROTHBARD Murray [1986], « The Case of Genuine Gold Standard », dans ROCKWELL Llewellyn H. Jr (éd.), *The Gold Standard: An Austrian Perspective*, Lexington, Lexington Books, 1-17.

ROTHBARD Murray [1988], « Rothbard, The Myth of Free Banking in Scotland », dans *The Review of Austrian Economics*, vol. 2, n° 1, 229-246.

ROTHBARD Murray [1990], *Économistes et charlatans*, Paris, Les Belles-Lettres.

ROTHBARD Murray [1991], « The End of Socialism and the Calculation Debate Revisited », dans *The Review of Austrian Economics*, 5 (2), 51-76.

ROTHBARD Murray [1992], « Aurophobia: Or Free Banking on What Standard? », dans *The Review of Austrian Economics*, vol. 6, n° 1, 97-108.

ROTHBARD Murray [1995], « The Present State of Austrian Economics » dans *Journal des Économistes et des Études humaines*, 6 (1) mars, 43-89.

SALERNO Joseph [1990a], « Ludwig von Mises as Social Rationalist » dans *The Review of Austrian Economics*, 4, 26-54.

SALERNO Joseph [1990b], « *Why a Socialist Economy is Impossible* », post-script de Ludwig von Mises, *Economic Calculation in the Socialist Commonwealth*, Auburn, Ludwig von Mises Institute, 51-71.

SALERNO Joseph [1991], « Commentary: The Concept of Coordination in Austrian Economics » dans EBELING Richard (éd.) [1991], *Austrian Economics*, Hillsdale, MI: Hillsdale College Press, 325-343.

SALERNO Joseph [1993], « Mises and Hayek Dehomogeneized » dans *The Review of Austrian Economics*, vol. 6, n° 2, p. 113-146.

SALERNO Joseph [1994a], « Ludwig von Mises's Monetary Theory in Light of Modern Monetary Thought », dans *The Review of Austrian Economics*, vol. 8, n° 1, 71-115.

SALERNO Joseph [1994b], « Reply to Leland Yeager », dans *The Review of Austrian Economics*, 7, n° 2, 111-125.

SALERNO Joseph [1996], « A Final Word: Calculation, Knowledge and Appraisement » dans *The Review of Austrian Economics*, 9, n° 1, 141-142.

SAMUELSON Paul [1947], *Foundations of Economic Analysis*, Cambridge, Harvard, University Press.

SAUTET Frédéric [2000], *An Entrepreneurial Theory of the Firm*, Londres, New York, Routledge and Kegan.

SCHMIDT Christian [1975], *Préface à Prix et production*, Paris, Calmann-Lévy, 1985.

SCHMIDT Christian (éd.) [1996], *Uncertainty in Econmic Thought*, Cheltenham (UK), Elgar.

SCHMIDT Christian et VERSAILLES David [1999], « Une théorie hayekienne de la connaissance économique ? » dans *Revue d'Économie Politique*, n° 6, novembre-décembre 1999, 817-833.

SCHMITZ Stephan W. [2002], « Carl Menger's "Money" and the Current Neoclassical Models of Money » dans LATZER Michael et SCHMITZ Stephan W. (éd.) [2002], *Carl Menger and The Evolution of Payments Systems*, Edward Elgar, 111-132.

SCHULTZ T.W. [1975], « The Value of the Ability to Deal with Desequilibria », *Journal of Economic Literature* 13, 3, septembre, 827-846.

SCHUMPETER Joseph [1912], *Théorie de l'évolution économique*, Paris, Dalloz.

SCHUMPETER Joseph [1942], *Capitalisme, socialisme et démocratie*, Paris, Payot.

SCHUMPETER Joseph [1952], « Carl Menger, 1840-1921 », dans *Ten Great Economists: From Marx to Keynes*, New York, Oxford University Press, 80-90.

SCHUMPETER Joseph [1954], *Histoire de l'analyse économique*, tome III, Paris, Gallimard.

SCHÜTZ Alfred [1932], *The Phenomenology of the Social World*, Evanston, Northwestern University Press, 1967.

SCHÜTZ Alfred [1935], « Political Economy: Human Conduct in Social Life », dans WAGNER Helmut R., PSATHAS George et KERSTEN Fred [1996] (éd.), *Alfred Schütz, Collected Papers*, vol. IV, 93-105, Dordrech, Kluwer Academic Publishers, 1996.

SCHÜTZ Alfred [1953], « Common-Sense and Scientific Interpretation of Human Action », dans SCHÜTZ Alfred [1962], *Collected Papers*, vol. 1, La Hague, Martinus Nijhoff.

SEAGER H.R. [1893], « Economics at Berlin and Vienna », dans *Journal of Political Economy*, vol. 1, mars 1893.

SELGIN George A. [1982], *Praxeology and Understanding: An Analysis of the Controversy in Austrian Economics*, Auburn, Alabama, The Ludwig von Mises Institute.

SELGIN George A. [1988], *La théorie de la banque libre*, Paris, Belles-Lettres.

SELGIN George A. et WHITE Lawrence. H. [1996], « In Defense of Fiduciary Media or, We are Not Devolutionnists, We are Misesians », dans *The Review of Austrian Economics*, vol. 9, n° 2, 83-107.

SEN Armatya. K [1978], « Ethical Measurement of Inequality: Some Difficulties », dans *Choice. Welfare and Measurement*, Oxford, Basil Blackwell, 1982, 416-431.

SEN Armatya. K [1985], *Commodities and Capabilities*, Amsterdam, North Holland.

SHAND Alexander H. [1981], *Subjectivist Economics. The New Austrian School*, The Pica Press.

SHAND Alexander H. [1984], *The Capitalist Alternative, an Introduction to Neo-Austrian Economics*, Brighton, Wheatsheaf.

SHEARMUR Jeremy [1990], « From Menger to Hayek: Biology, Subjectivism and Welfare », dans CALDWELL Bruce J. (éd.) [1990] *Carl Menger and his Legacy in Economics*, Durham et Londres, Duke University Press.

SHEARMUR Jeremy [1996], *Hayek and After*, Londres et New York, Routledge.

SICARD François [1987], « Popper et Hayek: économie et politique », dans *Economie et Société*, n° 10, 63-72.

SIEGEL Barry (éd.), *Money in Crisis*, San Francisco, Pacific Institute for Public Policy Research

SKOUSEN Mark [1990], *The Structure of Production*, New York, New York University Press.

SKOUSEN Mark [1994], « The Great Depression » dans BOETTKE Pete (éd.), *The Elgar Companion to Austrian Economics*, Edward Elgar, 431-439.

SMITH Barry [1986], « Austrian Economics from Menger to Hayek », dans GRASSL Wolfgang et SMITH Barry (éd.) [1986], *Austrian Economics: Historical and Philosophical Background*, Londres, Croom Helm, VII-X.

SMITH Barry [1990], « Aristotle, Menger, Mises: An Essay in the Metaphysics of Economics » dans CALDWELL Bruce (éd.) [1990], *Carl Menger and his Legacy in Economics*, Durnham et Londres, 263-288.

SMITH Barry [1997], « The Connectionnist Mind : A Study of Hayekian Psychology », dans FROWEN Stephen F. (dir.), *Hayek, Economist and Social Philosopher, a Critical Retrospect*, Londres, MacMillan, 9-29.

SMITHIN John (éd.), *What is Money?* Londres, Routledge and Kegan.

SOTO (de) Jesus Huerta [1995], « A Critical Analysis of Central Banks and Fractional-Reserve Free-Banking from the Austrian Perspective », dans *The Review of Austrian Economics*, 8 (2), 25-38.

SOTO (de) Jesus Huerta [1996], « New Light on the Prehistory of the Theory of Banking and the School of Salamanca » dans *The Review of Austrian Economics*, vol. 9, n° 2, 59-81.

SOTO (de) Jesus Huerta [1998], « A Critical Note on Fractional-Reserve Free Banking », dans *The Quaterly Journal of Austrian Economics*, vol. 1, n° 4, 25-50.

SOULEZ Antonia (éd.) [1985], *Manifeste du cercle de Vienne et autres écrits*, Paris, Presses Universitaires de France.

SPADERO Louis M. (éd.) [1978], *New Directions in Austrian Economics*, Kansas City, Sheed Andrews et MacMeel.

SRAFFA Piero [mars 1932], « Doctor Hayek on Money and Capital » dans *Economic Journal*, 42-53.

SRAFFA Piero [juin 1932], « Money and Capital: A Rejoinder, dans *Economic Journal*, 249-251.

STEELE C.N. [1998], « Entrepreneurship and the Economics of Growth », dans BOETTKE Peter et IKEDA Sanford [1998] (éd.), *Advances in Austrian Economics*, JAI Press, 51-84.

STEELE David Ramsay [1987], « Hayek's Theory of Cultural Group Selection » dans *Journal of Libertarian Studies*, 8, 2, 171-195.

STEELE David Ramsay [1992], *From Marx to Mises, Post Capitalist Society and The Challenge of Economic Calculation*, Open Court, La Salle Illinois.

STEELE Gerry [2001], *Keynes and Hayek, The Money Economy*, Londres et New York, Routledge.

STENLUKA M. [2003], « Carl Menger and the NetWork Theory of Money », dans *The European Journal of the History of Economic Thought*, 10 (4), 587-606.

STIGLER George [1937], « The Economics of Carl Menger », dans *Journal of Political Economy*, avril 1937, 229-250.

STREISSLER Erich [1973], « To What Extent Was the Austrian School Marginalist? » dans BLACK R.D. Collison, COATS A.W. et GOODWIN Crauford D.W (éd.) [1973], *The Marginalist Revolution in Economics*, Durham, Duke University Press, 160-175.

SUGDEN Robert [1992], « Austrian Prescriptive Economics », commentaire de Hamlin, dans BOEHM Stephen et CALDWELL Bruce (éd.) [1992], *Austrian Economics: Tensions and New Directions*, Boston, Kluwer, 207-214.

SUTTER Daniel [2002], « The Democratic Efficiency Debate and Definitions of Political Equilibrium », dans *The Review of Austrian Economics*, vol. 15, n°s 2/3, 199-209.

SWEEZY Paul [1949], *Socialism*, New York, MacGraw-Hill.

TARDE Gabriel [1902], *Psychologie économique*, Paris, Felix Alcan.

TAYLOR Fred [1929], « The Guidance of Production in a Socialist State », dans LIPPIN-

COT Benjamin E. [1938], *On the Economic Theory of Socialism*, New York, Mac Graw-Hill, 41-54.

THOMSEN Esteban [1992], *Prices and Knowledge – a Market-Process Perspective*, Londres, New York, Routledge.

TINBERGEN Jan [1935], « Annual Survey : Suggestion on Quantitative Business Cycle Theory » *Econometrica*, janvier 1935, vol. 3, 241-308.

TUERCK David G. [1995], « Economics as Mechanism: The Mind as Machine in Hayek's Sensory Order », dans *Constitutional Political Economy*, 1995, 281-292.

TUTIN Christian [1988], « Intérêt et ajustement: le débat Hayek/Keynes (1931-1932) », dans *Economie et sociétés*, vol. 41, 247-287.

VANBERG Victor [1986], « Spontaneous Market Order and Social Rules: a Critical Examination of F.A. Hayek's Theory of Cultural Evolution », dans *Economics and Philosophy*, 2, 75-100.

VANBERG Victor [1994], *Rules and Choice in Economics*, Londres, Routledge.

VAUGHN Karen [1980a], « Does It Matter that Costs Are Subjective », dans *Southern Economic Journal*, 46, 702-715.

VAUGHN Karen [1980b], « Economic Calculation under Socialism: The Austrian Contribution », dans *Economic Inquiry*, 18, 535-554.

VAUGHN Karen [1994], *Austrian Economics in America: The Migration of a Tradition*, New York, Melbourne, Cambridge University Press.

VAUGHN Karen [1999a], « The Problem of Order in Austrian Economics: Kirzner versus Lachmann », dans *Review of Political Economy* 4, 251-274.

VAUGHN Karen [1999b], « Hayek's Implicit Economics: Rules and the Problem Order », dans *The Review of Austrian Economics*, vol. 11, n°s 1-2, 129-144.

VEBLEN Thorstein [1899], *The Theory of the Leisure Class*, Penguin Classics.

VEBLEN Thorstein [1919], *The Place of Science in Modern Civilization and Others Essays*, New York, B.W. Huebsch.

VROMEN Jack [1995], *Economic Evolution, An Enquiry Into the Foundations of New Institutional Economics*, New York et Londres, Routledge.

WAGNER Helmut R., PSATHAS George et KERSTEN Fred [1996] (éd.), Alfred Schütz, *Collected Papers*, vol. IV, Dordrech, Kluwer Academic Publishers.

WAINHOUSE C. [1984], « Empirical Evidence for Hayek's Theory of Economic Fluctuations » dans SIEGEL Barry [1984] (éd.), *Money in Crisis*, San Francisco, Pacific Institute for Public Policy Research, 37-71.

WALRAS Léon [1874-1877], *Éléments d'économie politique pure*, OEC, vol. VIII, Paris, Economica, 1988.

WALRAS Léon [1883], *Théorie mathématique de la richesse sociale*, OEC, vol. IX, Paris, Economica, 1993.

WARD Benjamin [1967], *The Socialist Economy: A Study of Organizational Alternatives*, New York, Random House.

WEBER Max [1921], *Économie et société*, Paris, Plon.

WHITE Larry [1976], « Entrepreneurship, Imagination and the Question of Equilibrium », dans LITTLECHILD Stephen (éd.), *The Austrian Economics*, vol. III, 1990, Edward Elgar, 87-104.

WHITE Larry [1977], *The Methodology of the Austrian School of Economics*, Auburn, Alabama, The Ludwig von Mises Institute, Auburn University.

WHITE Larry H. [1984], *Free Banking in Britain: Theory, Experience and Debate, 1800-1845*, New York, Cambridge University Press.

WHITE Larry H. [1989], *Competition and Currency: Essays on Free Banking and Money*, New York, New York University Press.

WHITE Larry H. [1992], « Mises on Free Banking and Fractional Reserves », dans ROBBINS John W. et SPANGLER Mark (éd.), *A Man of Principle: Essays in Honor of Hans F. Sennholz*, Grove City, Penn, Grove City College Press.

WHITE Larry H. [1999], « Hayek's Monetary Theory and Policy: A Critical Reconstruction », dans *Journal of Money, Credit and Banking*, vol. 31, n° 1, 109-120.

WICKSELL Knut [1898], *Interest and Prices*, New York, A.M. Kelley.

WICKSELL Knut [1901], *Lectures of Political Economy* (tomes 1 et 2), Londres, Routledge and Kegan.

WICKSTEED Philip [1910], *The Common Sense of Political Economy*, Londres, Routledge and Kegan.

WIESER Friedrich von [1889], *Natural Value*, New York, Augustus M. Kelley.

WIESER Friedrich von [1914], *Social Economics*, New York, Augustus M. Kelley.

WIESER Friedrich von [1927] « Geld », dans *Handworterbutch der Staats Wissenschaften*, 121-162.

WILLIAMSON Oliver E. [1975], *Markets and Hierarchies*, New York, Free Press.

WILLIAMSON Oliver E. [1981], « The Modern Corporation: Origins, Evolution, Attributes », dans *Journal of Economic Literature*, XIX, 1537-1568.

WILLIAMSON Oliver E. [1985], *The Economic Institutions of Capitalism*, New York, Free Press.

WISEMAN Jack [1985], « Lionel Robbins, The Austrian School and the LSE Tradition » dans *Research in the History of Economic Thought and Methodology*, 3, 147-159.

WITT Ulrich [1992], « Turning Austrian Economics into Evolutionary Theory » dans BOEHM Stephen et CALDWELL Bruce (éd.) [1992], *Austrian Economics: Tensions and New Directions*, Boston, Kluwer, 215-236.

WITT Ulrich [1995], « Schumpeter versus Hayek: Two Approaches to Evolutionary Economics » dans MEIJER Gerrit (éd.) [1995], *New Perspectives on Austrian Economics*. Londres, New York, Routledge and Kegan, 81-101.

WITT Ulrich [1999], « Do Entrepreneurs Need Firms? A Contribution to a Missing Chapter in Austrian Economics », dans *The Review of Austrian Economics*, vol. 11, n°s 1/2, 99-109.

WUBBEN Emil [1995], « Austrian Economics and Uncertainty: On a Non-Deterministic but Non Haphazard Future », dans MEIJER Gerrit (éd.) [1995], *New Perspectives on Austrian Economics*. Londres, New York, Routledge and Kegan, 106-145.

YEAGER Leland B. [1994a], « Mises and Hayek on Calculation and Knowledge, dans *The Review of Austrian Economics*, 7, n° 2, 93-109.

YEAGER Leland B. [1994b], « Salerno on "Calculation, Knowledge and Appraisement": a Rejoinder » dans *The Review of Austrian Economics*, 9, n° 1, 137-139.

YEAGER Leland B. [2001], *Ethics as Social Science. The Moral Philosophy of Social Cooperation*, Cheltenham, Edward Elgar.

YU Tony Fu-Lai [1999], « Towards a Praxeological Theory of the Firm » dans *The Review of Austrian Economics*, vol. 12, (1), 25-41.

YU Tony Fu-Lai [mars 2001], « Entrepreneurial Alertness and Discovery », dans *The Review of Austrian Economics*,14:1, 47-63.

ZIEGLER C.A [1985], « Innovation and the Imitative Entrepreneur », dans *Journal of Economic Behaviour and Organization*, 103-121.

ZYWICKI T. [2000], « Was Hayek Right About Group Selection After All? Review Essay of Unto Others: The Evolution and Psychology of Unselfish Behaviour by Elliot Solber and David Sloan Wilson », dans *The Review of Austrian Economics*, vol. 13, (1), 81-95.

Index analytique

Index des noms propres

Table des matières

Troisième partie – Applications et débats

Achevé d'imprimer en Mai 2005
sur les presses de l'imprimerie Grapho 12
12200 Villefranche-de-Rouergue
n° imprimeur : 050115
ISBN : 2-7117-7519-4

Thierry Aimar

Les apports de l'école autrichienne d'économie

Subjectivisme, ignorance et coordination

ÉCONOMIE

Enfin, un ouvrage en français sur l'école autrichienne d'économie, qui évite les amalgames faciles et la démagogie !

Depuis des années, cette école véhicule trop de malentendus. Ainsi, en France, le libéralisme militant affiché par certains de ses représentants a été utilisé dans un sens ou un autre par des idéologues de tous poils. D'un côté, une certaine vulgarisation de leurs thèses a malheureusement fait l'objet d'une récupération politique ; de l'autre côté, en grande partie à cause de cette récupération, l'école autrichienne est devenue une cible privilégiée. Elle cristallise les critiques de tous ceux qui développent une aversion pour le libéralisme. Les idées issues de cette école sont systématiquement dénoncées et caricaturées par des commentateurs hostiles à toute forme d'éclairage des mécanismes de marché.

L'ambition de cet ouvrage est d'éclairer la nature spécifique de la problématique autrichienne, tout en restituant l'unité et l'esprit d'ouverture d'une perspective d'ensemble. Dans une optique pédagogique et constructive, il s'agit de retracer les différentes étapes de la construction d'un véritable édifice théorique : de Mises à Rothbard, de Hayek à Kirzner, en passant par Lachmann. Ce livre s'adresse donc aux étudiants et enseignants en économie, mais aussi à tout citoyen désireux tout simplement de s'informer sur les débats économiques contemporains.

Thierry Aimar *est maître de conférences en sciences économiques à l'université de Nancy II. Il est spécialiste de l'école autrichienne d'économie et lui a consacré plusieurs articles scientifiques. Membre du BETA (Bureau d'économie théorique et appliquée) et du PHARE (Pôle d'histoire et d'analyse des représentations économiques), il est actuellement l'un des responsables du cours d'histoire de la tradition économique autrichienne de l'université de Paris I. Il est également l'un des organisateurs du séminaire de recherches sur la pensée autrichienne de cette même université.*

ISBN : 2 7117 7519 4



Retrouvez-nous sur le site
www.vuibert.fr

Vuibert